

ŒUVRES COMPLÈTES

DE

# M^GR X. BARBIER DE MONTAULT

# ŒUVRES COMPLÈTES

DE

# Mgr X. BARBIER DE MONTAULT

PRÉLAT DE LA MAISON DE SA SAINTETÉ

« *Quasi qui colligit lapides suos in hieme.* »
(Eccli., xxi, 9).

---

TOME QUATRIÈME

ROME

---

IV. — LE DROIT PAPAL

PARIS
LIBRAIRIE H. WELTER
59, RUE BONAPARTE, 59

1891

# AU LECTEUR

Ce volume continue le sujet du précédent : il va montrer la papauté sous un autre aspect.

Le pape, en vertu de sa mission divine, est, en effet, le législateur suprême de l'Église. Comme souverain spirituel, il édicte des lois qui obligent tous ses sujets.

L'ensemble de ces lois, leur codification, forme ce qu'on nomme le *Droit*, avec une épithète appropriée à son origine ou à son but.

Le but général est de servir de *règle* de conduite au for extérieur, car le for intérieur est régi spécialement par la théologie. Aussi l'appelle-t-on communément *Droit canonique*.

Bon nombre d'auteurs préfèrent dire *Droit papal*, pour bien préciser l'autorité de qui il émane. Les *Analecta juris pontificii*, qui pendant de longues années s'imprimèrent à Rome, ont popularisé cette désignation : je leur dois, en grande partie, ma vocation de canoniste, ébauchée, dès 1853, par l'assistance aux cours de droit civil et de droit canonique, à l'Université de la Sapience.

L'amitié et la reconnaissance me font un devoir de placer en tête de ces pages le nom de Mgr Bouange, décédé évêque de Langres. J'eus la bonne fortune de le rencontrer à Rome en 1870, pendant la tenue du concile : il était alors protonotaire apostolique *ad instar* et vicaire général de Mgr de Marguerie, évêque d'Autun, qu'il avait accompagné en qualité de théologien. Personne n'a plus goûté et apprécié mes travaux : il a su les récompenser avec un tact et une délicatesse qui m'ont touché profondément. Ses lettres et son diplôme, que je reproduis ici, témoignent à la fois de son estime et de sa sympathie.

*Aurillac, le 28 juin 1877.*

MONSEIGNEUR ET EXCELLENT AMI,

Que je vous suis reconnaissant du souvenir que vous avez eu la bonté de me conserver et de toutes vos affectueuses attentions pour moi ! J'ai déjà lu une partie des ouvrages, si précieux, si intéressants, que vous m'avez offerts avec tant de bienveillance et je prendrai avec moi à Paris, où j'irai vers la fin de la semaine prochaine, votre petit manuel du *Costume épiscopal*.

Resserrons le plus possible tous les liens qui peuvent nous unir à Rome ; là se trouvent en toute chose *via, veritas et vita*, et, comme le disait le saint évêque de Lyon, dont nous célébrons aujourd'hui la fête : *Ad hanc, propter potiorem principalitatem, necesse est omnem convenire Ecclesiam.* Les détails même qui pourraient paraître les plus petits deviennent un acte de foi et d'amour, en cette grande cause de l'Unité. Vous avez donné votre cœur et vos labeurs à cette cause, très cher Monseigneur ; vous êtes

bien assuré de trouver un jour auprès de Dieu grande récompense. Soyez assuré que ce pauvre prêtre, qui fut si heureux de ses relations avec vous en 1870, qui est si heureux de les renouer aujourd'hui, est, lui aussi, tout Romain.

Priez bien pour moi, excellent ami. Vous savez quel besoin je vais avoir du secours de Dieu; il ne me reste maintenant qu'à m'abandonner à sa volonté et à sa grâce. J'ai cherché, mais en vain, à échapper au fardeau.

Croyez-moi à toujours tout à vous de cœur.

BOUANGE, p. a., *curé de St-Géraud.*

*Aurillac, le 22 juillet 1877.*

MONSEIGNEUR ET EXCELLENT AMI,

Je reviens de Paris, où je m'étais rendu pour la profession de foi que je devais faire entre les mains de S. E. M[gr] le Nonce et pour diverses affaires. Je ne veux mettre aucun retard à vous remercier des deux ouvrages que vous avez eu la bonté de m'envoyer. Votre *Guide aux églises de Rome et au Vatican* me sera bien utile, l'année prochaine, où Dieu me donnera, je l'espère, la consolation, que je n'osais espérer, de revoir la cité sainte et de recevoir de nouveau la bénédiction du vicaire de J.-C., qui m'est devenue plus nécessaire que jamais. Ah! si je pouvais vous y retrouver, quel bonheur de m'entretenir de nouveau avec vous de tant de choses que vous savez si bien!

Veuillez agréer, Monseigneur et excellent ami, la nouvelle assurance de tous mes meilleurs sentiments.

BOUANGE, proton. ap., *curé de St-Géraud.*

*Aurillac, le 30 août 1877.*

MONSEIGNEUR ET TRÈS CHER AMI,

Vous ne cessez de penser à moi et je ne puis vous dire avec quel bonheur je lis ces pages, si pleines d'érudition, si intéressantes en toute manière, que vous avez écrites et écrites avec tant de charme. Nous sommes inondés aujourd'hui de tant de livres sans valeur, qu'on est vraiment heureux de voir des ecclésiastiques consacrer leurs talents et leur savoir à des œuvres vraiment sérieuses, à des recherches importantes, qui viennent faire suite aux grands travaux d'autrefois.

Je me recommande de nouveau à vos prières, Monseigneur et vénéré ami, et demeure à toujours votre tout dévoué.

BOUANGE, p. a., *curé de St-Géraud.*

*Aurillac, le 23 novembre 1877.*

Qu'il me tardait, mon bien cher Seigneur, de trouver un moment pour vous dire de nouveau combien je vous suis reconnaissant de vos attentions si dévouées et qui se renouvellent sans cesse! Voilà bien des semaines que j'ai cherché, mais en vain, ce moment.

Et ce pauvre évêque, sacré dimanche dernier, vient encore aujourd'hui vous demander d'ajouter une joie à toutes celles que lui a apportées votre tendre bienveillance; c'est de lui laisser inscrire votre nom parmi les noms des chanoines d'honneur de son chapitre et de venir, dès que vous le pourrez, occuper pendant quelques jours la stalle qu'il vous réserve à la cathédrale et l'appartement qu'il vous offrira à l'évêché.

Veuillez agréer, très cher Monseigneur, la nouvelle assurance de mon attachement le plus cordial.

† GUILLAUME-MARIE-FRÉDÉRIC, *évêque de Langres.*

# ACTES PONTIFICAUX [1].

Les Actes pontificaux sont ceux que fait le Souverain Pontife, soit comme chef de l'Église, soit en qualité de Souverain temporel, et par lesquels il manifeste sa volonté. La collection des actes, sous le nom d'*Acta*, a commencé sous le pontificat de Pie IX; elle se continue sous celui de Léon XIII : c'est en quelque sorte l'histoire de l'Église par les documents officiels.

Ces actes, considérés objectivement, suivant leur nature, se répartissent en trois catégories distinctes : *actes privés*, *actes publics*, *actes solennels*. Chacun a son nom particulier. Tout dans l'Église romaine, mère et maîtresse des églises du monde entier, se fait avec ordre, méthode et tradition; rien n'est abandonné à la fantaisie et les noms eux-mêmes correspondent à autant de pensées et de formes diverses. Il faut avoir vécu à Rome et s'intéresser aux choses ecclésiastiques pour comprendre cette organisation spéciale et en connaître la terminologie propre. Puisse cette étude de linguistique modifier la routine, qui s'impose en haut lieu et qui n'est plus acceptable de nos jours, où l'enseignement prend des allures essentiellement scientifiques !

L'expédition varie selon la forme ou l'importance des actes. Ils sont rédigés tantôt en latin, tantôt en italien, à l'aide de formules fixes, qu'on nomme *style de la chancellerie*.

Écrits d'ordinaire sur papier, ils le sont sur parchemin, quand c'est en forme solennelle. L'impression, comme pour les allocutions, édits et encycliques, en multiplie les exemplaires.

L'en-tête porte les armoiries et le nom du pape. L'authenticité est attestée par l'apposition de la signature et du sceau.

La signature n'est pas toujours celle du pape : souvent, elle est remplacée par celle d'un cardinal ou d'un prélat, faisant les fonc-

1. Extrait de la *Semaine religieuse du diocèse de Poitiers*, 1890.

tions de préfet ou de secrétaire d'une congrégation et d'un tribunal.

Le sceau presque constamment armorié, avec ou sans exergue, est de trois sortes : *plomb* pour les bulles, *timbre* à l'encre rouge pour les brefs, *cachet* de cire pour les lettres, *sceau* plaqué sur pain à cacheter rouge pour les décrets et rescrits.

Les actes pontificaux, par cela même qu'ils sont obligatoires et ont un côté essentiellement pratique, doivent parvenir sûrement à la connaissance des intéressés. Pour cela deux modes sont employés, la *promulgation* et la *publication*, choses distinctes, quoi qu'en dise l'Académie, qui définit la « *promulgation,* publication des lois, faite avec les formes requises » et la « *publication*, action par laquelle on rend une chose publique et notoire ».

La promulgation se fait avec ou sans solennité. Dans le premier cas, elle consiste dans la lecture de l'acte. Pie IX a lu, lui-même, à son trône, la définition du dogme de l'Immaculée Conception. Un notaire lit, en présence du cardinal, à sa prise de possession, la bulle qui lui assigne une église comme titre cardinalice. Le jubilé de l'année sainte est annoncé, à son de trompe, par les curseurs apostoliques aux portes des basiliques.

La publication officielle des actes solennels se fait par l'affichage à Rome en quatre endroits : aux portes des basiliques de Latran et de Saint-Pierre, au Champ de Flore et à la Chancellerie Apostolique [1].

Les autres actes sont affichés, non seulement aux mêmes lieux, mais aussi aux palais des cardinaux et à Monte Citorio, aux portes des églises, couvents et monuments publics.

Le Saint-Siège avait autrefois un organe officiel, le *Giornale di Roma*, qu'il a remplacé, depuis l'invasion, par un journal officieux. Les *Acta Sanctæ Sedis*, qui s'impriment à la Propagande, tiennent suffisamment au courant des actes principaux, émanés directement du Saint-Siège ou des congrégations romaines.

## I. — Actes privés.

Les actes privés sont au nombre de trois : le *billet*, la *lettre* et l'*oracle de vive voix*.

1. *Œuvres*, t. III, p. 103, n° 31.

1. Le *billet*, selon l'Académie, est une « petite lettre missive dans laquelle on peut se dispenser des formules de compliments usitées dans les lettres », autrement dit une lettre qui n'en est pas une. Il se définit : un pli cacheté, en forme sommaire.

Sa rédaction ne comporte que l'italien. Il s'emploie pour notifier le choix que fait le pape, soit pour le cardinalat, soit pour une haute fonction de l'Église et de l'État : il est alors expédié par le cardina-secrétaire d'État. Le billet du majordome annonce la prélature inférieure, comme camérier et chapelain de Sa Sainteté. Le billet du maître de chambre informe de l'admission à l'audience du pape, soit publique, soit privée.

La remise du billet se fait, à Rome, à domicile par un dragon pontifical.

2. La *lettre* privée s'écrit sur papier de format in-folio, en latin ou en italien, se scelle sur l'enveloppe du sceau armorié du pape sur cire rouge et est signée soit par le secrétaire des lettres aux princes, soit par celui des lettres latines, quelquefois aussi par le pape lui-même. Elle débute par la formule ordinaire des brefs : *Leo PP. XIII*, et est datée de même. C'est à tort qu'en France les journaux s'obstinent à appeler *bref* ce qui n'est qu'une simple lettre, qui ne convient, en effet, qu'aux affaires privées et de moindre importance [1].

3. L'*oracle de vive voix* a lieu quand le pape n'écrit pas ou ne fait pas écrire, mais énonce verbalement sa pensée, ordre ou réponse, devant un témoin autorisé. Les seuls témoins, admis en droit, sont les cardinaux et les secrétaires des congrégations, qui ont qualité pour être crus sur parole et qui doivent en faire mention expresse sous leur propre responsabilité. Les évêques et les supérieurs généraux des ordres religieux ne sont pas autorisés pour cela et, dans la circonstance, leur témoignage est nul, comme celui de tout autre personnage ecclésiastique ou civil, fonctionnaire ou non [2].

1. *Œuvres*, t. III, p. 492, 495. — « Ces sortes de lettres sont écrites par un secrétaire particulier du pape, appelé *secrétaire des lettres latines*. Elles n'ont aucun caractère officiel; ce sont de simples lettres privées, de politesse et de civilité, dont il ne faut pas exagérer la portée. C'est un témoignage de bienveillance que le pape donne à celui à qui il fait ainsi écrire. » (Stremler, *Traité des peines ecclésiastiques, de l'appel et des congrégations romaines*, p. 626.)

2. Grégoire XV, par la bulle *Romanus pontifex*, du 1er juillet 1622, ne fit d'excep-

## II. — Actes publics.

Les actes publics sont au nombre de douze.

1. *Allocution.* — L'allocution est le discours que fait le pape, en latin ou en italien, aux consistoires, aux prononcés de jugement pour les causes de béatification et canonisation, aux audiences publiques, au compliment adressé à Noël par le Sacré Collège, à la messe de la canonisation, où il prend le nom d'*homélie*.

Les allocutions consistoriales ont eu une grande importance depuis Pie IX, qui leur a imprimé un caractère doctrinal ou historique. En effet, elles établissent des règles de conduite, font part au Sacré Collège des faits qui affligent ou réjouissent le Saint-Siège, contiennent des protestations contre les usurpations des droits de l'Église, sollicitent des prières, etc. En un mot, elles mettent au courant des principaux événements contemporains.

2. La *constitution* se donne le plus ordinairement sous forme de bulle. Elle a une importance majeure, comme le nom l'indique, parce que le Souverain Pontife, agissant en pape, y traite des affaires d'un intérêt général, soit relativement au dogme, soit relativement à la discipline, fixe la doctrine et termine les discussions. Telle est la constitution de Pie IX sur les cas réservés, promulguée pendant le concile du Vatican : telles sont aussi, entre autres, celles de Grégoire XV et de Clément XII, concernant le conclave [1].

3. Le *chirographe* est toujours en italien. Il émane directement du pape, qui l'écrit en entier de sa main et le signe ou qui, du moins, en a jeté lui-même sur le papier les traits généraux et les idées que le secrétaire développe ensuite. Tel est celui de Clément XII, sur le conclave [2].

4. Le *concordat* ou convention diplomatique est défini par le

tion, pour les concessions verbales, que celles faites aux cardinaux, soit pour eux-mêmes, soit pour d'autres. Urbain VIII, par la constitution *Alias felicis*, du 20 décembre 1631, exigea la signature du cardinal qui avait obtenu la faveur à l'audience du pape, pour assurer son authenticité; par une autre constitution *Alias felicis*, du 11 avril 1635, le même pape déclara que les officiaux de la cour pontificale, par conséquent les secrétaires des congrégations, ont qualité pour attester légalement les indults et décisions du pape qui se rapportent à leurs fonctions. *(Anal. jur. pontif.*, t. XIX, col. 362-363.)

1. *Œuvres*, t. III, p. 45 et suiv.
2. *Œuvres*, t. III, p. 104 et suiv.

*Dictionnaire de l'Académie :* « L'accord fait entre le pape et un souverain, concernant les affaires religieuses de l'État que ce souverain gouverne. » C'est exact, mais quel style! Nous sommes actuellement en France sous le régime du concordat conclu entre Pie VII et le premier consul. La rédaction se fait en latin et sous forme de bulle [1].

5. Le *décret*, rendu par une congrégation au nom du pape, fait connaître une décision prise en vertu des pouvoirs ordinaires, ou après approbation expresse de Sa Sainteté.

Les décrets sont généralement en latin; cependant, en nombre de cas, ils se font en italien. On ne les affiche qu'autant qu'ils offrent un intérêt général; ils portent alors en tête ces deux mots : *Urbi et Orbi*, qui leur donnent leur véritable signification.

6. L'*édit* notifie une décision prise, une amélioration à introduire, une réforme à opérer, etc. Le pape se sert de cette forme surtout comme souverain temporel pour ce qui se réfère à l'administration de ses États. L'expédition se fait alors par le cardinal secrétaire d'État, le cardinal camerlingue de la Sainte Église ou le prélat gouverneur de Rome. Le texte est toujours en italien. Dans les questions religieuses, relatives à la seule ville de Rome, l'*édit*, qui prend aussi, suivant les circonstances, les noms de *notification* ou d'*invitation sacrée* (*invito sacro*), est lancé par le cardinal-vicaire, qui représente le pouvoir spirituel du pape, en tant qu'évêque de Rome.

7. L'*encyclique*, que l'Académie définit simplement « circulaire », est une lettre adressée directement par le pape, sur un sujet qui intéresse toute la chrétienté, « aux patriarches, primats, archevêques, évêques et autres ordinaires des lieux en communion avec le Saint-Siège », ainsi que le porte son titre. Comme les actes solennels et universels, elle est rédigée en latin. On la désigne par le premier mot de l'exorde, ainsi qu'il est d'habitude pour les bulles et les brefs. Imprimée en plaquette, de format in-quarto, elle est distribuée par la voie de la nonciature.

8. L'*indulgence* est une faveur spirituelle, qui remet la peine

1. Les *Analecta juris pontificii*, t. II, col. 1907 et suivantes, ont publié les « Litteræ apostolicæ quibus conventio cum Austriæ imperatore, rege apostolico, inita confirmatur ».

temporelle due au péché. Elle affecte deux formes : *plénière* et *partielle*. La communication se fait de diverses manières, mais surtout par *décret* ou *bref* [1].

9. L'*indult* est une dérogation à une loi générale, par exemple l'abstinence du samedi et du carême. Sa forme la plus simple est le *rescrit;* en forme solennelle, on emploie le bref, comme pour l'érection en basilique mineure.

L'Académie s'est donc encore trompée quand elle n'y a vu qu'un des côtés de la question, car elle se prononce ainsi : « Privilège accordé, par lettre du pape, à quelque corps ou à quelque personne, de pouvoir nommer à de certains bénéfices ou de pouvoir les tenir contre la disposition du droit commun. »

10. *Lettres apostoliques* est un terme générique qui caractérise les actes qui intéressent l'Église. Leur forme ordinaire est le bref ou la bulle, par exemple pour l'érection d'un siège épiscopal [2]. Des copies authentiques en sont imprimées, pour être distribuées, à l'imprimerie polyglotte de la Propagande ou à l'imprimerie secrète du Vatican, depuis que le Piémont usurpateur a confisqué à son profit l'imprimerie officielle de la Révérende Chambre Apostolique, connue sous le nom d'*Imprimerie Camérale* [3].

11. Le *motu proprio*, terme conservé du latin, est un acte émanant de l'initiative propre et spontanée du pape, sans qu'il y ait été provoqué par une demande quelconque [4]. Il est ordinairement libellé en italien et se réfère plus particulièrement aux choses du gouvernement [5].

1. *Œuvres*, t. III, p. 490.
2. *Voir* dans les *Analecta juris pontificii*, t. VI, col. 2048 et suiv., la bulle d'érection du siège de Laval.
3. L'expression *lettres apostoliques* manque dans le dictionnaire officiel de la langue française. Cette lacune est d'autant moins excusable que l'Académie a compté dans son sein des ecclésiastiques, même des évêques, qui auraient dû la renseigner exactement sur tout ce qui concerne l'Église catholique.
4. *Œuvres*, t. III, p. 155.
5. *Œuvres*, t. III, p. 490. « *Motu proprio*, ce sont les termes d'une clause qu'on insère à Rome dans certains rescrits et dont nous allons voir les effets. Elle signifie que le pape n'a été induit à faire la grâce par aucun motif étranger, mais de son propre mouvement, *proprio motu*. Les canonistes ont beaucoup parlé de cette clause, et de deux ou trois autres également favorables à ceux qui les obtiennent, mais moins étendues dans leurs effets; telles sont les clauses *ex certa scientia, de plenitudine potestatis, de vivæ vocis oraculo*. Quand le pape condamne quelque erreur, il se sert aussi des clauses *proprio motu, ex certa scientia*...

« Quand le pape veut favoriser quelqu'un dans la dispensation de ses grâces, il

12. Le *rescrit*, qui est la voie d'expédition la plus courte, se rédige en forme brève à la suite de l'audience, sur le placet lui-même, au bas ou au dos et est revêtu de la signature du cardinal ou prélat qui l'a présenté à l'approbation de Sa Sainteté. Son authenticité est garantie par l'apposition du grand sceau, aux armes, noms et titres du cardinal préfet de la congrégation respective, sur pain à cacheter rouge, recouvert d'un papier élégamment découpé au pourtour. Il porte en tête : *Ex audientia Sanctissimi* et se fait indifféremment en latin ou en italien.

Les actes sont signés, quand il y a lieu, du nom officiel du pape : *Leo papa XIII;* mais les rescrits, soumis à sa sanction, quand ils ont quelque importance, portent simplement sur la minute l'initiale du nom de baptême, au-dessous des mots : *Fiat ut petitur.* Léon XIII signe donc : J. (*Joachim*).

L'Académie dit du rescrit : « *Rescrit*, une réponse du pape sur quelque question de théologie, pour servir de décision ou de loi. » Nommer *théologie* une simple expédition d'affaires est passablement risqué.

### III. — Actes solennels.

On ne compte que deux actes solennels : le *bref* et la *bulle*.

use de la clause *motu proprio*, dont on vient de voir la signification. Les canonistes l'appellent la mère du repos : *Sicut papaver gignit somnum et quietem, ita et hæc clausula habenti eam.*

« Régulièrement, les rescrits pour les bénéfices s'interprètent rigoureusement (C. *Quamvis, de præb., in* 6°). Quand la clause *motu proprio* s'y trouve, la règle change et l'interprétation se fait largement. La clause dont il s'agit ne peut jamais être nulle de droit, parce qu'elle a été insérée dans le rescrit sur une fausse cause (C. *Susceptum, de rescript., in* 6°). La clause *motu proprio*, en matière de dispenses, les fait interpréter le plus largement possible. La prorogation *proprio motu* du temps pour la confirmation et la consécration d'un prélat empêche la privation des bénéfices après le temps expiré. Le *motu proprio* dispense de l'omission d'une réserve faite par le pape. Il dispense des défauts personnels, *tollit defectum personæ.* Cette clause a quelquefois les mêmes effets que la clause *non obstantibus.* Le rescrit accordé *motu proprio* produit son effet quand même il serait contraire aux lois. Ce que le pape fait *motu proprio* en faveur d'un autre est valide, quoiqu'il soit contraire à ses propres décrets. Cette clause fait présumer que le pape veut user de la plénitude de sa puissance. Le privilège accordé *motu proprio* déroge aux autres privilèges accordés pour le bien public, etc. » — (*Dictionnaire du Droit canon*, tome IX° de l'*Encyclopédie théologique* de Migne, p. 567, article: *Motu proprio.*)

1. *Bref*[1]. — L'Académie n'est pas mieux avisée quand elle écrit : « Bref, lettre pastorale du pape. » Sur trois mots, deux sont erronés.

On nomme *bref* tout diplôme expédié par la cour de Rome, dans une forme plus abrégée, plus sommaire et plus *brève*, moins longue et moins solennelle que les *bulles*, d'où lui vient son nom. Il s'écrit sur le côté rude[2] d'une feuille de parchemin blanc et fin, étroite et allongée. Si le texte du document est trop long, on en forme un cahier, qui est écrit des deux côtés de la feuille, tandis qu'à l'ordinaire on écrit seulement au revers, du côté où était le poil avant la préparation de la peau. Le caractère est celui de l'écriture ordinaire, espèce de bâtarde, nette et chargée de quelques abréviations, qui en rendent la lecture difficile quand on n'est pas familiarisé avec les traditions de la cour romaine. Il est écrit entièrement à la main, moins cependant le titre isolé qui forme la première ligne et est consacré au nom du pape, augmenté du numéro d'ordre que tient le pontife régnant parmi les papes du même nom. Ainsi : *Pius Papa nonus* signifie littéralement *Pie, neuvième pape de ce nom.* Il est à remarquer que l'abréviation de *Papa* s'exprime toujours par deux *p* et que le nombre est écrit en chiffres romains.

Un bref, comme tout discours imprimé, se ponctue par points et virgules.

S'il est limité quant au temps pour la durée de son exécution, il débute par ces mots : *Ad futuram rei memoriam,* et il commence à valoir et obtenir son effet du jour même de son expédition, parvînt-il bien plus tard à sa destination. Si, au contraire, le bref est donné pour toujours, il y est fait allusion par le titre *Ad perpetuam rei memoriam,* et par cette clause finale : *Præsentibus perpetuis futuris temporibus valituris,* clause qui ne se rencontre pas dans les brefs de durée déterminée, et qui est remplacée par celle-ci ou quelque autre équivalente : *Ad quinquennium, ad septennium,* etc.

La première phrase, qui tient lieu de préambule, exprime rapidement le but du bref, puis vient l'exposition du fait et la teneur de

1. *Un bref apostolique,* dans *la Paroisse*, 1861, p. 9-12. — On qualifie *apostolique* ou *pontifical* tout ce qui émane du pape, se rattache à sa personne ou a trait à sa juridiction, tant spirituelle que temporelle.

2. « C'est par là où plus d'un faussaire a été pris. » (André, *Cours alphab. et méthod. de droit canon*, t. I, p. 498.)

la concession. Suivent les clauses dérogatoires aux règles de la chancellerie ou autres obstacles, s'il y a lieu.

*In contrarium facientibus non obstantibus quibuscumque.* L'insertion de cette clause explicite a un double but : indiquer une dérogation aux règles de la chancellerie et détruire les obstacles qui pourraient être élevés à l'encontre des faveurs de Rome. Ceci n'est point illusoire, car, que de fois l'autorité pontificale fut tenue en échec, en vertu de principes du droit coutumier ou autres! Aussi rien n'est curieux comme de voir un Ordinaire témoigner sa bienveillance par ces formules, répétées sur les bulles et les brefs expédiés au-delà des Alpes :

« Nous, vicaire général de ce diocèse, avons approuvés (*sic*) les « présentes bulles, et les ayant reconnues *véritables*, avons *permis* « qu'elles soient *publiées* et exécutées selon leur forme et teneur. « Donné à Angers, ce 24 may 1746. — L'abbé de Vercel. » (Bref de Clément XI, du 19 mars 1703, aux archives de l'hôpital de Beaufort.)

Et si M. le vicaire général, qui *approuve*, *reconnaît* et *permet* avec tant de complaisance, tout en confondant un *bref* avec des *bulles*, n'eût pas voulu *permettre* et *approuver*, que s'en fût-il suivi? L'*exequatur* pur et simple de droit : *in contrarium facientibus non obstantibus quibuscumque.* Ainsi pense-t-on à Rome.

Une fois rempli, le bref est daté, puis signé et scellé.

La date comprend deux choses, le lieu et l'époque de l'expédition, qui se compte par les année, mois et jour du calendrier, ainsi que par les années écoulées du pontificat du pape régnant.

Le *lieu* est pour *Rome* la basilique la plus rapprochée du palais actuellement occupé par le pape : s'il se tient au Vatican, ce sera Saint-Pierre; s'il est au Quirinal, ce sera Sainte-Marie-Majeure. Nos traductions françaises sont généralement fautives, quand, au lieu de dire *auprès de Saint-Pierre*, elles disent à *Saint-Pierre.*

La signature, qui authentique le bref, est celle du cardinal-secrétaire des Brefs [1], ou, à son défaut, celle de son *substitut.*

Enfin, le bref est scellé *sub annulo piscatoris*, c'est-à-dire d'un sceau rond, où saint Pierre est représenté dans une barque, pêchant au filet. Ce sceau est personnel à chaque pape, dont il porte la

1. « Il a sous lui un substitut qui est prélat, plusieurs écrivains et copistes, un reviseur, un correcteur et un sigillateur. » (Stremler, p. 625.)

légende de cette manière : PIVS.IX.PONT.MAX. (*pontifex maximus*). A la mort du Souverain Pontife, ce chaton d'anneau est brisé par le cardinal camerlingue Depuis quelques années, l'anneau a été remplacé par un *timbre* à l'encre rouge [1].

Au dos du bref s'inscrivent l'adresse, le numéro de l'enregistrement et la taxe, qui varie suivant l'importance de la demande et de la concession. Sur le même revers aussi s'applique sur cire rouge une feuille de parchemin découpée en cœur, qui forme le sceau de la secrétairie, « à la différence des autres grâces qui sont scellées de « cire verte ». (André, t. I, p. 498.)

Pour être complet, j'emprunterai la citation suivante à l'excellent et si utile ouvrage de M. l'abbé Stremler, docteur en théologie et en droit canonique :

« Voici les affaires ordinairement expédiées par les Brefs : l'autorisation de vente des biens ecclésiastiques d'une petite valeur ; les dispenses d'âge, des interstices, du défaut de naissance, quand il s'agit de la promotion aux saints ordres..... Le secrétariat des Brefs expédie aussi le pouvoir d'indulgencier les croix, médailles et chapelets. Il expédie également les indults qui permettent d'avoir un oratoire privé pour y dire ou y faire dire la sainte Messe, d'y conserver le Saint-Sacrement, d'y faire la sainte Communion.

« C'est par le secrétariat des Brefs que sont expédiées la plupart des grâces, provisions et dispenses de la Daterie, laquelle, comme on le sait, ne fait que recevoir les requêtes, les examine, accorde la grâce et charge de l'expédition des rescrits, soit le secrétariat des Brefs, soit la Chancellerie, selon la nature de la chose.

« En un mot, toutes les provisions, grâces, absolutions, dispenses, accordées par le pape, qui ne sont pas directement expédiées par certaines congrégations, et qui n'exigent pas non plus, d'après les règles et le style de la Chancellerie, d'être expédiées par bulle sous sceau de plomb, sont expédiées par rescrit *in forma brevis*, par le secrétariat des Brefs [2].

« Généralement tout bref, avant d'être expédié, doit être enregistré, afin d'éviter toute falsification et supposition. La minute ou

1. *Œuvres*, t. III, p. 236.

2. Comme l'élévation à la haute prélature, la nomination dans un ordre pontifical, etc.

matrice, signée de la main du pape, reste dans les archives, pour faire foi de la grâce accordée.

« Il y a aussi certains indults et grâces qui, après avoir été accordés par les sacrées congrégations de cardinaux, sont ensuite expédiés par le secrétariat des Brefs.....

« Le secrétaire des Brefs a le pouvoir d'accorder certaines grâces communes, sans en référer au pape, quoique la concession s'en fasse toujours au nom de Sa Sainteté. De toutes les autres requêtes, rapport est fait à l'audience du pape, par le substitut [1], puis la grâce est accordée ou refusée, suivant que l'a décidé Sa Sainteté. » (Pages 624 et 625.)

Je termine cette note détaillée et exacte sur les brefs par le résumé ainsi formulé par les canonistes : « Breve apostolicum est scriptura modica, in parvis concessa negotiis, in papyro frequenter scribi solita, cera rubea annuloque piscatoris sigillata ac signo secretarii subscripta. — Breve apostolicum concedi solet a papa et a cancellaria ac summo pœnitentiario. »

Voici un exemple de bref [2] accordé à la demande de M. Courant, curé de S.-Florent-le-Vieil, au diocèse d'Angers. Pie IX, le 22 mai 1860, daigna concéder à l'église paroissiale de Saint-Sauveur une indulgence plénière, à gagner, aux conditions ordinaires, par les fidèles de l'un et de l'autre sexe, le jour de la fête patronale, 22 septembre, et le jour anniversaire de la translation des reliques, 2 mai, ou, au choix des personnes, un des sept jours qui suivent immédiatement ces deux fêtes de S. Florent, patron, non seulement de la ville, mais encore de tout le territoire dépendant, avant la Révolution, de l'abbaye bénédictine du Mont Glonne.

PIUS PP. IX. — AD PERPETUAM REI MEMORIAM. — Ad augendam fidelium religionem et animarum salutem cœlestibus Ecclesiæ thesauris pia charitate intenti, omnibus et singulis utriusque sexus Christi fidelibus vere pœnitentibus et confessis, ac S. communione refectis, qui ecclesiam parochialem loci vulgo S.-Florent nuncupati, diœcesis Andegaven., die festo S. Florentii, nec non die anniversario translationis reliquiarum prædicti

1. Le cardinal secrétaire des Brefs est un des cardinaux palatins. Sa résidence est dans le palais pontifical de la Consulte, au Quirinal. Il a l'audience du pape deux fois la semaine (mardi et vendredi matin)... La charge de secrétaire des Brefs est à vie.

2. *Œuvres*, t. III, p. 2.

S. Florentii conf., vel uno ex septem diebus continuis immediate respective subsequentibus, uniuscujusque christifidelis arbitrio respective sibi eligendis, singulis annis devote visitaverint, et ibi pro christianorum principum concordia, hæresum extirpatione ac S. Matris Ecclesiæ exaltatione pias ad Deum preces effuderint, quo die prædictorum id egerint, plenariam omnium peccatorum suorum indulgentiam et remissionem, quam etiam animabus christifidelium quæ Deo in charitate conjunctæ ab hac luce migraverint per modum suffragii applicari posse misericorditer in Domino concedimus. In contrarium facientibus non obstantibus quibuscumque. Præsentibus perpetuis futuris temporibus valituris.

Datum Romæ apud S. Petrum sub Annulo Piscatoris die XXII Maii MDCCCLX, Pontificatus Nostri anno decimo quarto.

*Pro Domino cardinali Macchi,* J.-B. Brancaleoni Castellani subst.

*Locus* † *Sigilli.* — Expensæ : Scuta tria et oboli quinquaginta. Agentia : Scutum unum et obol. 20.

2. *Bulle.* — On lit dans le *Dictionnaire de l'Académie :* « *Bulle*, lettre du pape expédiée en parchemin et scellée en plomb; une constitution générale ; au pluriel, provisions en cour de Rome de certains bénéfices. » Tout cela est assez aventuré : la bulle n'est pas une *lettre*, mais un diplôme ; pas davantage une *constitution*, quoique celle-ci puisse s'expédier *sub plumbo;* enfin le pluriel ne s'emploie que quand plusieurs bulles sont délivrées ensemble, comme le fait la Chancellerie après la préconisation pour les bulles du nouvel évêque ou *élu*.

La bulle est la forme la plus solennelle de l'acte pontifical. Elle s'expédie à la Chancellerie. Rédigée par les abréviateurs du parc majeur, qui portent pour la circonstance la soutane violette, le rochet et le mantelet violet, ou du moins revisée et signée par eux, elle est écrite, sans ponctuation, sur le côté droit ou doux du parchemin ; ce n'est que dans ces derniers temps qu'on s'est avisé, en raison de leur longueur, de les écrire sur un cahier de papier. L'écriture est une gothique si altérée qu'on la nomme *lombarde* et qu'elle est illisible, non seulement à cause des abréviations qui y sont très multipliées, mais aussi par la forme bizarre des caractères. Léon XIII l'a fait remplacer par les caractères ordinaires des brefs [1].

1. On lisait dans plusieurs journaux, au mois de janvier 1879 : « Notre Saint Père le pape vient de publier une bulle, dans laquelle il apporte des modifications à la manière dont on expédiera dès maintenant les actes du Saint-Siège. Après avoir dit

Au début est le nom du pape, sans numéro d'ordre, mais avec le titre d'*évêque* et de *serviteur des serviteurs de Dieu;* exemple : *Leo episcopus, servus servorum Dei.*

L'exorde contient une pensée générale, puis viennent l'exposition du fait ou de la demande et la concession pontificale; suivent enfin les formules ordinaires relatives aux dérogations et clauses irritantes; enfin l'anathème lancé contre quiconque serait assez téméraire pour s'opposer à l'exécution de la bulle.

La date se conforme à l'ancien calendrier romain et prend l'Incarnation pour point de départ de l'année, qui est suivie de celle du pontificat.

Dans les grandes circonstances seulement, comme les canonisations, la bulle est signée par le pape et les cardinaux présents à Rome *in curia*, avec l'indication de leur titre cardinalice [1]. Telle fut la convocation du concile œcuménique du Vatican. La signature du

qu'il est dans son désir d'apporter dans les ministères ecclésiastiques des améliorations et des modifications qui pourront être utiles au public et convenir le mieux aux temps où nous vivons, il déclare que, selon les conseils du cardinal prodataire, Son Eminence le cardinal Sacconi, et l'avis du cardinal vice-chancelier, Son Eminence le cardinal de Luca, il a décidé d'abolir l'usage de l'ancienne écriture teutonique dans les actes du Saint-Siège et d'y substituer l'écriture latine. Il abolit aussi l'usage de l'ancien plomb et ficelle, qui attachaient les bulles, sauf pour la collation, érection et démembrement des bénéfices majeurs ou pour les actes les plus solennels du Saint-Siège. Il y substitue l'impression rouge, faite par un sceau nouveau, dans lequel seront marquées les images de saint Pierre et de saint Paul, ayant autour le nom du Souverain Pontife régnant. Cette variation a commencé à la réouverture des secrétaireries des Brefs et de la Chancellerie, qui a eu lieu ces jours derniers. »

Cette modification porte donc sur deux points, le changement d'écriture et la suppression à peu près générale de la bulle de plomb. Nous ne pouvons que regretter vivement une pareille détermination, qui n'avait pas sa raison d'être. Si l'écriture était devenue illisible, il fallait tout simplement ramener les scribes aux beaux types de l'écriture gothique, je ne dis pas du moyen-âge, mais même du XVII[e] siècle, qui était très nette et correcte. Quant au sceau de cire rouge ou timbre, c'est une véritable innovation, qui offre l'immense inconvénient d'une durée tout à fait précaire.

1. Voir dans les *Analecta*, t. VI, col. 1765 et suiv., la bulle de « canonisation des vingt-trois martyrs franciscains ». Les signatures des cardinaux sont ainsi formulées :

« † Ego Marius, episcopus Hostiensis et Veliternus, card. decanus Mattei, prodatarius........

« † Ego Benedictus, tituli sancti Laurentii in Lucina prior presbyter, card. Barberini, Brevium a secretis........

« † Ego Aloysius, sancti Angeli in foro piscium, card. prior diaconorum Ciacchi.....

« † Reservatus in pectore.

« † Vacat. »

pape, analogue à l'en-tête, le dit évêque de l'Église catholique : *Ego Leo, catholicæ Ecclesiæ episcopus.*

Au dos, figure le nom de l'expéditionnaire apostolique, qui est patenté pour retirer la bulle et la faire parvenir à destination.

Le sceau apposé à la bulle, et qui donne son nom au diplôme pontifical, se fait en plomb. Il est rond, avec le nom du pape d'un côté et de l'autre les têtes de S. Pierre et de S. Paul, ce dernier occupant la droite et tous les deux étant séparés par une croix. Ce sceau est pendant et attaché à un double lacet, en chanvre pour les affaires ordinaires, en soie rouge et jaune, qui sont les couleurs papales [1], pour les affaires gracieuses. Le lacet traverse le rebord supérieur du parchemin, qui est replié.

Comme les plombs n'ont pas varié d'aspect pendant la durée des siècles [2], il suffira de citer en exemple une bulle d'Honorius III [3].

Cette bulle de plomb, qui provient d'Anagni (État pontifical), appartient au pontificat d'Honorius III, Cenci Savelli, par conséquent aux premières années du XIII^e^ siècle (1216-1227).

Son nom s'y lit dans un cercle de grénetis, en majuscules de l'époque, avec l'indication du rang qu'il occupe parmi les papes de même nom :

HONO
RIVS
· PP • III.

L'abréviation PP pour *papa* est la seule usitée en Italie, pendant toute la durée du moyen-âge. Le sigle abréviatif, légèrement renflé au milieu en demi-cercle, se rencontre, concurremment avec le sigle horizontal, depuis le XI^e^ siècle jusqu'au XIV^e^, dans les monuments épigraphiques de l'Italie.

Au revers, les têtes de S. Pierre et de S. Paul sont séparées par une croix pommetée et nommées par une légende placée au-dessus d'elles [4].

1. *Œuvres*, t. III, p. 335.
2. *Œuvres*, t. II, p. 232.
3. *Bulle ou sceau pendant en plomb du pape Honorius III*, dans le *Recueil des travaux de la Société de sphragistique de Paris*. Paris, 1855, t. IV, p. 357-359.
4. Une face analogue a été gravée dans les *Annales archéologiques*, t. XXIV, p. 96.

S' [1] PA S'PE (S*anctus* PA*ulus*, S*anctus* PE*trus*).

Le champ est fermé par un cercle de grénetis. Les deux nimbes qui entourent les têtes sont également en grénetis. Leur forme est ovoïde et suit les contours du visage. C'est une exception, usitée seulement sur les bulles, car, toujours au moyen-âge, et surtout au XIIIe siècle, le nimbe est circulaire.

Les types sont exactement tels que la tradition la plus reculée nous les a transmis. Maintenant encore, à Rome, les artistes n'en connaissent pas d'autres. Saint Pierre a la figure ronde, dure, à parties saillantes; sa barbe et ses cheveux sont courts et frisés. Saint Paul se distingue par un front chauve et peu de cheveux, la figure allongée, l'œil vif et la barbe longue et pointue.

Comme en blason, la bulle a sa droite et sa gauche, différentes de celles du spectateur : saint Pierre n'est donc qu'à la seconde place et saint Paul occupe le côté droit, le côté honorifique. Les exemples de cette inversion hiérarchique, faite systématiquement, d'après un principe que ne connaissent pas encore sûrement les archéologues, bien qu'on invoque quelques textes anciens parlant de symbolisme, ces exemples, dis-je, sont très fréquents dans l'iconographie romaine.

Le lacet, qui passe entre les deux empreintes soudées ensemble, est de soie jaune et de soie rouge non tressées. Le jaune et le rouge, les plus brillantes entre toutes, sont, depuis Constantin, les couleurs pontificales. La soie indique que la bulle elle-même ou parchemin était une concession gracieuse.

Aux bulles principales, comme pour une canonisation, le pape, après avoir signé, ajoute à la plume une marque, *signum*, espèce de sceau rond, traversé par une croix : en haut, sont inscrits les noms des apôtres S. Pierre et S. Paul; en bas, son nom et, autour, une devise à son choix, précédée d'une croix. (*Voir* t. II, p. 104, celle de Clément XII.)

Ces devises sont fort curieuses à connaître et comme le relevé n'en a pas encore été fait, je vais le donner ici d'après le *Bullaire*, à partir du XIe siècle.

1. Le sigle abréviatif de *Sanctus* est indiqué sur la bulle par un trait horizontal qui coupe l'S.

Victor II : *Tu pro me navem liquisti, suscipe clavem.*

Etienne X. — *Si diligis me, Petre, pasce agnos meos.*

Alexandre II. — *Qvod nectes nectam, qvod solves ipse resolvam.*

Grégoire VII. — *Miserationes tuæ, Domine, super opera omnia tua.*

Clément III, antipape. — *Jesus Christus Dominus noster. Verbo Domini cœli firmati sunt. Confirma hoc, Deus, quod operatus es n nobis.*

Victor III. — *Dominus Deus meus, in te speravi.*

Urbain II. — *Benedictus Deus et pater Dni nri Iesu Christi.*

Pascal II. — *Verbo Domini cœli firmati sunt.*

Gélase II. — *Deus in loco sancto suo. — Confirma hoc, Deus, quod operatus es in nobis.*

Calixte II. — *Firmamentum est Dominus timentibus eum.*

Honorius II. — *Oculi Domini super justos.*

Innocent II. — *Adjuva nos, Deus, salutaris noster.*

Anaclet II, antipape. — *Dominus fortitudo plebis suæ.*

Célestin II. — *Fiat pax in virtute tua et abundantia in turribus tuis.*

Lucius II. — *Ostende nobis, Domine, misericordiam tuam.*

Eugène III. — *Fac mecum, Domine, signum in bonum.*

Anastase IV. — *Custodi me, Domine, ut pupillam oculi.*

Adrien IV. — *Oculi mei semper ad Dominum.*

Alexandre III. — *Vias tuas, Domine, demonstra mihi.*

Lucius III. — *Adjuva nos, Deus, salutaris noster.*

Urbain III. — *Ad te levavi, Domine, animam meam.*

Grégoire VIII. — *Dirige me, Domine, in veritate tua.*

Clément III. — *Domine, doce me facere voluntatem tuam.*

Célestin III. — *Perfice gressus meos in semitis tuis.*

Innocent III. — *Fac mecum, Domine, signum in bonum.*

Honorius III. — *Perfice gressus meos in semitis tuis.*

Grégoire IX. — *Fac mecum, Domine, signum in bonum.*

Célestin IV. — *Miserere mei, Domine, miserere mei.*

Innocent IV. — *Notas fac mihi, Domine, vias tuas.*

Alexandre IV. — *Suscipe, Domine, servum tuum in bonum.*

Urbain IV. — *Fac mecum, Domine, signum in bonum.*

Clément IV. — *Fac mecum, Domine, signum in bonum.*

Grégoire X. — *Perfice gressus meos in semitis tuis.*

Innocent V. — *Oculi mei semper ad Dominum.*

Jean XXI. — *Dirige, Domine, Deus meus, in conspectu tuo viam meam.*

Nicolas III. — *Miserere mei, Domine, miserere mei.*

Martin IV. — *Portio mea, Domine, sit in terra viventium.*

Honorius IV. — *Pars mea, Deus in secula.*

Nicolas IV. — *Illumina faciem tuam super servum tuum.*

Boniface VIII. — *Domine Deus, in adjutorium meum intende.*

Benoît XI. — *Illustra faciem tuam super servum tuum.*

Clément V. — *Benedicat nos Deus, Deus noster; benedicat nos Deus.*

Jean XXII. — *Dominus mihi adjutor.*

Benoît XII. — *Benedic, Domine, hæreditati tuæ.*

Clément VI. — *In honorem quinque Christi vulnerum.*

Innocent VI. — *Fac mecum, Domine, signum in bonum.*

Grégoire XI. — *Revela, Domine, viam tuam.*

Urbain VI. — *Exurge, Domine, judica causam meam.*

Boniface IX. — *Ad te levavi animam meam.*

Grégoire XII. — *In te, Domine, speravi.*

Alexandre V. — *Exaltavit me Deus in virtute brachii sui.*

Martin V. — *Averte mala inimicis meis et in virtute tua disperde illos.*

Eugène IV. — *Adjutor et protector meus es tu, Domine; ne derelinquas me, Deus.*

Nicolas V. — *Paratum cor meum, Deus, n(on) p(rævaleat) v(ir).*

Pie II. — *Protector noster aspice, Deus, et respice in faciem Cristi tui.*

Paul II. — *Benefac, Domine, bonis et rectis corde.*

Sixte IV. — *Auxilium meum a Dno, qui fecit cœlum et terram.*

Innocent VIII. — *Ego in innocentia mea ingressus sum.*

Alexandre VI. — *Ad Dominum cum tribularer clamavi et exaudivit me.*

Pie III. — *Dominus mihi adjutor.*

Jules II. — *Dns mihi adjutor, non timebo quid faciat mihi homo.*

Léon X. — *Ad Dominum cum tribularer clamavi et exaudivit me.*

Clément VII. — *Dominus, refugium factus es nobis de generatione in generationem .*

Paul III. — *Confirma hoc, Deus, quod operatus es in nobis.*

Jules III. — *Vias tuas, Domine, demonstra mihi.*

Paul IV. — *Dominus mihi adjutor.*

Pie IV. — *Si mei non fuerint dominati, tunc immaculatus ero.*

Pie V. — *Utinam dirigantur viæ meæ ad custodiendas justificationes tuas.*

Sixte V. — *De ventre matris meæ tu es, Deus, protector meus.*

Grégoire XIV. — *Dextera Domini exaltavit me.*

Clément VIII. — *Protector noster aspice, Deus.*

Grégoire XV. — *Perfice gressus meos in semitis tuis.*

Urbain VIII. — *In Domino sperans non infirmabor.*

Clément IX. — *Ipse Dominus possessio ejus.*

Léon XI. — *Misericordia Dei plena est terra.*

Clément XII. — *Tu es qui restitues hæreditationem meam mihi.*

# L'ACQUITTEMENT DES MESSES [1]

Le XVIIe siècle est une grande époque dans l'histoire du droit canonique. Il a produit des papes pieux et zélés, qui ont imprimé le mouvement et provoqué les réformes nécessaires; des cardinaux doctes et prudents, qui, dans les congrégations où brillaient leurs lumières spéciales, ont fixé par leurs décrets la législation ecclésiastique; enfin des auteurs éminents dont le nom est encore cité comme une autorité.

Or deux grandes questions, relatives au sacrement de l'Eucharistie, ont surtout préoccupé ce siècle, d'une fécondité si remarquable et d'une activité si précieuse. Ce sont la *fréquente communion* et la *célébration des messes.*

Parmi les dévotions populaires, il en est peu de comparable à celle que de tout temps les fidèles ont manifestée à l'endroit du saint sacrifice, dont les effets abondants répondent à nos triples besoins. Aussi la théologie distingue-t-elle ces effets par les épithètes de *propitiatoire* pour la rémission de nos péchés, de *satisfactoire* pour le complet acquittement de la peine temporelle qui y est attachée, et d'*impétratoire* pour les demandes diverses qui nous intéressent.

Vivants, nous appliquons le fruit du saint sacrifice ou à nous-mêmes ou aux défunts : souvent aussi nous voulons que ce même sacrifice soit offert après notre mort à notre intention personnelle et

1. *La question des messes sous les papes Urbain VIII, Innocent XII et Clément XI*, Rome. Salvincci, 1864, in-8° de 156 pages. Imprimatur. Fr. Hieron. Gigli, Ord. Præd., Sacr. Pal. Ap. Mag. — Imprimatur. Petrus Villanova-Castellacci, Archiep. Petr., Vicesg. — Extrait des *Analecta juris pontificii*, t. VII, col. 958-1040; tirage à part à 50 ex. — Ce mémoire, abrégé et légèrement modifié, a reparu en 1866 dans un volume in-12, intitulé: *Du commerce des messes et des livres, dissertation canonique*, par Mgr Chaillot. Paris, Hervé, p. 12-88. — Il en a été fait une 3e édition partielle, sans le texte des documents, dans la *Semaine du Clergé*. Paris, Vivès : *L'acquittement des messes, d'après les constitutions pontificales*, 1877, nos 8 et 14; *Trois édits du vicariat de Rome, relatifs à l'acquittement des messes*, 1879, n° 6.

pour le soulagement de notre âme, si elle expie ce qui lui reste de souillure dans les flammes du purgatoire.

De cette dévotion, particulière et louable, découlent directement deux sortes de messes, qualifiées *messes des vivans* et *des morts*.

Ces messes sont *fondées*, si on les requiert dans des conditions spéciales de durée ou de perpétuité, car la fondation peut être, dans l'intention du fondateur, perpétuelle de sa nature, c'est-à-dire fixe, stable, indélébile, ou simplement limitée à un temps déterminé, comme plusieurs années.

Les messes sont encore *manuelles*, quand elles se donnent de la main à la main, ou *éventuelles*, parce qu'elles affectent un caractère essentiellement transitoire. Elles se comptent une à une et n'entraînent qu'une obligation passagère.

L'apôtre a dit que le prêtre doit vivre de l'autel. Aussi l'Eglise a toujours considéré que celui qui offre le saint sacrifice, non pour lui-même, mais à une intention demandée, a droit strictement, non pas à un *salaire*, car la messe, étant chose purement spirituelle, n'est nullement appréciable à prix d'argent, mais à une aumône, par laquelle le fidèle se montre reconnaissant envers celui qui charitablement l'a aidé et assisté.

Quand l'église ou le prêtre acceptent des messes fondées ou manuelles, il se passe donc un contrat entre deux personnes, dont l'une demande et fait son offrande en conséquence, dont l'autre accepte les conditions posées et s'engage à les remplir fidèlement.

Ce contrat, basé principalement sur la justice et la charité, ne peut être violé sans que la Sainte Église, gardienne naturelle des droits de tous ses enfants, n'intervienne et ne réclame, prenant en main les intérêts de l'offensé contre le coupable.

Tel est l'état de la question que le XVII[e] siècle a jugée et dont nous allons énumérer les phases diverses. Il s'agit de savoir comment ce contrat peut être violé, quel concours de circonstances forme la culpabilité et quel remède exige une semblable faute.

Nous n'insistons pas sur les fâcheuses conséquences des abus que Rome a condamnés. Les papes l'ont répété à satiété : trois intérêts sont alors en souffrance, l'âme du fidèle, qui est privée du secours spécial qu'elle attend et auquel elle a droit; l'intention du bienfai-

teur, qui n'est pas remplie, et enfin la conscience du prêtre, qui est chargée d'une faute grave.

Il a fallu un siècle tout entier pour vider à fond cette grosse question de la célébration des messes. Elle a commencé en 1625 et ne s'est terminée qu'en 1719 : les souverains pontifes Urbain VIII, Innocent XII et Clément XI y ont attaché leur nom.

Mgr Chaillot ayant eu la bonne fortune de mettre la main, à la bibliothèque du couvent de la Minerve, sur le dossier de cette affaire, nous en donnerons, grâce à sa bienveillante communication, les pièces principales, afin de faire voir avec quelle maturité, quelle réflexion, quelle prudence le Saint-Siège procède en toutes circonstances.

Nous nous contenterons de relier entre eux ces documents aussi nombreux que variés et plutôt que de traduire les pièces originales, nous les analyserons pour en faire connaître la substance et la doctrine. Tout l'intérêt de notre travail est précisément dans ce recueil de pièces pour la plupart inédites.

## I. — Décret d'Urbain VIII, en 1625.

Ici commence à proprement parler la question. Nous ignorons quels faits l'ont provoquée et quelle marche a suivie l'affaire. Ferraris cite le décret, mais inclus dans celui d'Innocent XII, et n'ajoute aucune réflexion en forme d'introduction. Nous pouvons seulement soupçonner, aux expressions employées par le pieux pontife, combien le mal était déjà grand et étendu. Les menaces fulminées contre les coupables sont des plus énergiques et le décret n'a pas une portée restreinte, puisqu'une déclaration subséquente le rend obligatoire *hors d'Italie*.

Il importe donc, dès le début, car ultérieurement on s'appuiera sur ce document, de bien se pénétrer de sa teneur.

Le décret d'Urbain VIII, publié le 21 juin 1625, par l'organe de la S. C. du concile avec toute la solennité usitée pour les actes pontificaux, comprend treize paragraphes ou clauses prescriptives et prohibitives. A la suite sont ajoutées vingt déclarations de la même Congrégation, dans le but de mieux faire saisir pratiquement l'application du décret de 1625.

Dans l'analyse rapide que nous allons faire de ces deux documents importants, qui sont le point de départ de la législation canonique sur la matière, nous ne les séparerons pas l'un de l'autre, mais, pour une plus grande commodité du lecteur, nous les fondrons ensemble, puisqu'ils proviennent de la même source et obligent de la même manière.

L'exorde du décret rappelle en termes vifs les graves abus qui se sont introduits dans la célébration des messes pour lesquelles les fidèles offrent une aumône au prêtre et, afin d'y apporter un remède prompt et sûr, déclare que l'ordonnance suivante, jugée opportune et nécessaire par la S. Congrégation, émane de l'autorité même du Souverain Pontife.

1. Il est interdit aux évêques, dans leurs synodes diocésains et aux généraux d'ordre dans leurs chapitres, et cela sous peine de nullité de l'acte contraire au présent décret, de procéder eux-mêmes aux réductions, modérations et commutations de messes. Le St-Siège est seul compétent pour juger de semblables questions, lors même que le legs serait si minime que personne ne voudrait s'en charger. Il n'y a pas à craindre que le recours à Rome absorbe le fond, car l'expédition se fera gratuitement. Si toutefois l'acte de fondation portait que l'évêque est expressément désigné comme modérateur des messes à l'avenir, le décret n'entend point aller contre la volonté du testateur ni invalider l'acte qui en serait la conséquence.

2. Il sera célébré autant de messes, dans quelque lieu et par quelque prêtre que ce soit, que l'exige l'aumône reçue; autrement l'obligation ne serait pas satisfaite, le coupable serait tenu à restitution et sa conscience serait chargée d'un péché grave. C'est en pareil cas celui qui offre l'aumône qu'il faut consulter sur son intention et le nombre de messes qu'il désire. Si ce nombre n'était pas déterminé, la solution de la difficulté appartiendrait à l'ordinaire, qui déciderait conformément à la taxe adoptée dans la ville épiscopale ou la province ecclésiastique. Les prêtres qui accepteraient une aumône inférieure à celle de la taxe diocésaine n'en sont pas moins tenus d'acquitter les messes reçues dans ces conditions. Un bénéficier, chapelain ou autre prêtre, déjà tenu à célébrer, ne peut recevoir une seconde aumône et satisfaire ainsi à deux obligations par une seule messe. Si le testateur demande un certain nombre de messes, sans

déterminer l'aumône, l'évêque la règle suivant l'usage du lieu et les héritiers ne peuvent la fixer à leur gré.

3. Sont révoqués tous les privilèges et indults accordés à l'effet de pouvoir satisfaire à plusieurs obligations par une seule messe, mais où l'on réciterait autant d'oraisons diverses qu'il y a d'obligations. Les mots *in futurum suscipiendis* doivent s'entendre des charges acceptées après le privilège.

4. Tout prêtre qui reçoit une aumône pour une messe qu'il fait acquitter par un autre doit remettre intégralement cette aumône à son remplaçant, sans s'en réserver une partie. Les églises et lieux pies ne doivent rien retenir de cette aumône pour les dépenses que ces messes occasionnent, comme vin, hosties, servant, ornements, etc. L'on excepte le seul cas où l'église et le lieu pie n'auraient pas d'autre revenu pour faire face à ces dépenses, mais encore n'est-il permis que de couvrir simplement ses frais, le reste de l'argent, s'il y en a, devant être affecté à des messes aux intentions des bienfaiteurs. Un bénéficier n'est pas tenu de donner à son remplaçant une aumône proportionnée à son bénéfice, à moins que l'acte même d'érection ne l'exige, mais seulement l'aumône usitée dans la ville ou la province. Si l'aumône reçue est plus forte que ne le prescrit la taxe, il n'y a pas lieu néanmoins d'en retenir une partie et de donner à un autre une part conforme à cette même taxe.

5. Quand un legs perpétuel est fait à une église ou autre lieu pie, il importe de convertir immédiatement la somme reçue en immeubles, afin d'en retirer une rente certaine et provisoirement on la dépose dans un édifice sacré ou chez une personne digne de confiance et responsable, autrement l'entrée de l'église serait interdite *ipso facto* au coupable. Si le Saint-Siège autorisait la vente de ces immeubles, les mêmes précautions seraient à prendre et il faudrait acheter de nouveaux immeubles productifs.

6. Il est interdit à l'avenir à qui que ce soit de recevoir un legs de messes perpétuelles sans l'autorisation par écrit de l'évêque ou de son vicaire général, du général ou du provincial, sous peine, pour le transgresseur séculier, de l'interdiction de l'entrée de l'église *ipso facto* et, pour le régulier, de la privation à tout jamais de tous offices et de voix active et passive.

7. Les mêmes peines canoniques menacent ceux qui acceptent

des aumônes manuelles ou placent un tronc destiné à les recevoir, avant qu'ils n'aient satisfait à leurs obligations antérieures. Ce principe est mitigé dans son application pratique par la faculté de recevoir des messes, mais à la condition qu'on les acquittera dans un bref délai. Or un décret postérieur entend par *bref délai* l'espace d'un mois. Si cependant celui qui offre l'aumône, en raison de l'impossibilité absolue de pouvoir faire acquitter la messe demandée dans le délai rigoureux, consentait à ajourner l'obligation, le décret ne s'oppose pas à cet arrangement volontaire. Sont compris dans le décret les troncs placés dans les églises, le jour des morts. Les administrateurs d'une église où la dévotion porte le peuple en foule ne peuvent enfreindre la règle du bref délai que du consentement de ceux qui font l'aumône. Non seulement le décret s'étend aux chapitres, collèges, sociétés, congrégations, supérieurs séculiers ou réguliers des lieux pies, mais il faut entendre des simples prêtres les mots *et aliis ad quos pertinet*, qui suivent l'énumération précédente.

8. Les évêques et généraux ne devront autoriser l'acceptation de legs perpétuels qu'après s'être assurés que par le nombre de ses prêtres l'église peut satisfaire à la fondation, que l'église n'est pas déjà grevée d'une charge qui nuirait à l'accomplissement de la dernière et que les revenus laissés sont proportionnés au tarif admis dans la ville ou la province.

9. Il est enjoint aux généraux, provinciaux et autres supérieurs religieux existant en Italie et dans les îles adjacentes, de faire, de concert avec deux ou trois religieux les plus expérimentés de la province, le relevé des immeubles, rentes, aumônes, etc., de chaque couvent, tout en se basant sur les dix années précédentes et tenant compte des réparations, pertes, etc., qui absorbent chaque année une partie du revenu. Ce relevé écrit sera soumis en chapitre à trois juges, délégués par le chapitre lui-même, dans le but d'examiner avec soin combien la recette totale permet d'entretenir de religieux, y compris les frères lais, dans chaque couvent. Et pour presser davantage l'exécution de cet ordre, la S. C. veut que les actes capitulaires lui soient transmis dans l'année qui suivra le chapitre général. Une fois le nombre des religieux établi par chaque couvent, il ne sera plus loisible aux supérieurs locaux de l'augmenter sans permis-

sion de la S. Congrégation et ceux qui le feraient ou n'obtempéreraient pas aux prescriptions antérieures encourraient les peines déjà indiquées. Bien qu'en vertu d'un décret de Paul V plusieurs monastères aient réglé le nombre de religieux qui doivent l'habiter, sans tenir compte des revenus, il faut revenir sur cette détermination, conformément au décret d'Urbain VIII. On peut admettre des novices à la profession dans les monastères qui ne peuvent en prendre la charge, pourvu qu'après cette même profession ils soient envoyés ailleurs, là où leur existence est assurée.

10. Toute communauté, pour être exempte, se composera de douze religieux; autrement, elle sera soumise à la visite, correction et juridiction de l'ordinaire du lieu. Cette prescription comprend aussi les Capucins et les Jésuites, quoiqu'il leur soit interdit de recevoir des legs de messes.

11. Les supérieurs locaux, sous peine de privation de leurs offices, ainsi que de voix active et passive, feront lire au réfectoire la présente ordonnance tous les six mois, le lundi après le premier dimanche d'Avent et le vendredi après l'octave de la Fête-Dieu.

12. Défense est faite à toute autorité, ecclésiastique ou laïque, de déclarer et interpréter le présent décret, qui déroge expressément à toutes choses contraires.

13. La portée de ce décret, quoique limitée dans un endroit, s'étend à toute l'Italie et au delà.

Le texte se lit dans Ferraris, *Prompta bibliotheca*, édit. du Mont Cassin, t. V, p. 357 et suiv.

1. Cum sæpe contingat in quibusdam ecclesiis tam magnum missarum celebrandarum numerum, ex variis defunctorum relictis aut piorum eleemosynis, impositum esse, ut illis pro singulis diebus præscriptis nequeat satisfieri, et tamen nova onera missarum in dies suscipiantur, indeque fiat ut depereant piæ testantium voluntates, obstricta benefactoribus fides violetur, defunctorum animæ suffragiis priventur, ecclesiis debitus subtrahatur cultus, ac Christi fideles, gravi scandalo affecti, plerumque a similibus caritatis operibus retrahantur; cumque his malis maximum inter cetera fomentum præbeat, aut quod ii, qui missas supra vires celebrandas suscipiunt, sperent illas brevi ad pauciorem numerum a superioribus reductum iri ; aut quod ecclesiis, sorte pecuniarum absumpta, plerumque nuda remaneant onera missarum absque ullo emolumento, aut quod eleemosyna pro illis celebrandis sit adeo tenuis ut non facile inve-

niantur qui velint huic se muneri subjicere, et reditus ecclesiæ aut monasterii adeo exigui ut sacerdos pro necessaria sui sustentatione novis se oneribus obstringere compellatur; Sac. Congreg. cardin. Concilii Tridentini interpretum, animadvertens facturam se rem Deo gratissimam caritatique ac justitiæ maxime consentaneam, si pro viribus satagat hunc teterrimum abusum e Christiana Republica convellere atque eradicare, Sanctissimi D. N. Urbani divina providentia Papæ VIII auctoritate sibi specialiter attributa, infrascripta Decreta edidit.

2. Ac primo districte prohibet atque interdicit, ne episcopi in diœcesana synodo, aut generales in capitulis generalibus vel alias quoquomodo, reducant onera ulla missarum celebrandarum, aut post idem Concilium imposita, aut in limine fundationis, sed pro his omnibus reducendis, aut moderandis vel commutandis, ad Apostolicam Sedem recurratur, quæ, re diligenter perspecta, id statuet quod magis in Domino expedire arbitrabitur : alioquin reductiones, moderationes et commutationes hujusmodi, si quas contra hujus prohibitionis formam fieri contigerit, omnino nullas atque inanes decernit.

3. Deinde, ubi pro pluribus missis, etiam ejusdem qualitatis, celebrandis, stipendia, quantumcumque incongrua et exigua, sive a pluribus personis collata fuerunt aut conferentur in futurum sacerdotibus, ecclesiis, capitulis, collegiis, hospitalibus, societatibus, monasteriis, conventibus, congregationibus, domibus ac locis piis quibuscumque, tam sæcularibus quam regularibus; Sacra Congregatio, sub obtestatione Divini Judicii mandat ac præcipit, ut absolute tot missæ celebrentur quot ad rationem attributæ eleemosynæ præscripta fuerint, ita ut alioquin ii, ad quos pertinet, suæ obligationi non satisfaciant, quinimmo graviter peccent et ad restitutionem teneantur.

4. Id vero ut deinceps observetur exactius, Sacr. Congregatio eadem auctoritate revocat privilegia et indulta omnia quibusvis personis, ecclesiis ac locis piis, tam sæcularibus quam regularibus, cujuscumque ordinis, congregationis et instituti, quamcumque ob causam concessa, quibus indulgetur ut certarum missarum vel anniversariorum celebratione, aut aliquibus collectis seu orationibus, plurium missarum oneribus in futurum suscipiendis satisfiat.

5. Ac similiter omne damnabile lucrum ab Ecclesia removere volens, prohibet sacerdoti, qui missam suscepit celebrandam cum certa eleemosyna, ne eamdem missam alteri, parte ejusdem eleemosynæ sibi retenta, celebrandam committat.

6. Præterea, ne in ecclesiis, in quibus onera missarum in perpetuum imposita sunt, sacerdotes in eis, ut par est, adimplendis eo tepidiores ac segniores reddantur, quod onera hujusmodi cum nulla aut parva sint utilitate conjuncta; statuit atque decernit, ut pecuniæ ac bona mobilia ecclesiis, capitulis, collegiis, hospitalibus, societatibus, congregationibus, monasteriis, conventibus ac locis omnibus, tam sæcularibus quam regu-

laribus, atque illorum personis in futurum simpliciter acquirenda cum onere perpetuo missarum celebrandarum ab iis, ad quos pertinet, sub pœna interdicti ab ingressu ecclesiæ ipso facto incurrenda, a die realis acquisitionis, statim deponi debeant penes ædem sacram, vel personam fide et facultatibus idoneam, ad effectum illa seu illorum pretium quamprimum investiendi in bonis immobilibus fructiferis, cum expressa et individua mentione oneris quod illis annexum reperitur.

7. Ac si eadem bona immobilia auctoritate Apostolica deinceps alienari contingerit, eorumdem pretium sub eadem pœna, ut supra, deponi, atque in aliis bonis stabilibus itidem fructiferis cum ejusdem oneris repetitione atque annexione converti debeat.

8. Ad hæc Sacr. Congreg. quibusvis capitulis, collegiis, societatibus et congregationibus, nec non omnibus et singulis ecclesiarum ac piorum locorum, tam sæcularium quam regularium, superioribus, vel aliis ad quos pertinet, districte prohibet, ne in posterum onera perpetua suscipiant missarum celebrandarum, sæculares quidem sine episcopi vel ejus generalis vicarii, regulares vero sine generalis vel provincialis consensu, et licentia in scriptis et gratis concedenda; alioquin sæcularis, qui hujus prohibitionis transgressor exstiterit, ab ingressu ecclesiæ interdictus sit eo ipso; regularis vero pœnam privationis omnium officiorum, quæ tunc obtinebit, ac perpetuæ inhabilitatis ad alia de cetero obtinenda, vocisque activæ ac passivæ, absque alia declaratione incurrat.

9. Eleemosynas vero manuales et quotidianas pro missis celebrandis ita demum iidem accipere possint, si oneribus antea impositis ita satisfecerint ut nova quoque onera suscipere valeant; alioquin omnino abstineant ab hujusmodi eleemosynis, etiam sponte oblatis, in futurum recipiendis, et capsulas auferant ab ecclesia cum inscriptione illa : *Eleemosyna pro missis*, vel alia simili, sub iisdem pœnis ipso facto incurrendis, ne fideles hac ratione frustrentur.

10. Episcopus vero seu ejus vicarius, aut generalis vel provincialis, ubi de licentia pro perpetuis oneribus fuerint requisiti, in singulis casibus diligenter inquirant de singulis missarum celebrandarum obligationibus cuique ecclesiæ, monasterio aut loco pio incumbentibus, nec antea assensum hujusmodi aut licentiam præbeant, quam eis legitime constiterit, illius sacerdotes, tam novo oneri suscipiendo quam antiquis jam susceptis satisfacere posse, præcipuamque rationem habeant, ut redditus, qui ecclesiis et locis piis relinquuntur, omnino respondeant oneribus adjunctis secundum morem cujusvis civitatis vel provinciæ, intelligantque, si in re tanti momenti desides aut negligentes fuerint, in novissimo die se hujus prætermissi muneris rationem esse reddituros.

11. Postremo Illustrissimi Patres, non sine gravi animi dolore intelligentes mala fere omnia, quæ regularem disciplinam evertunt ac præcipue nimiam hanc facilitatem fovent, in oneribus missarum supra vires suscipiendis, veluti ex infesta radice, pullulare ex majori regularium nu-

mero quam ferant redditus et eleemosynæ cujusque monasterii, inhærentes Summorum Pontificum ac Sacri Conc. Tridentini decretis, hac de re editis, Sanctissimi Domini Nostri auctoritate præcipiunt ac mandant omnibus et singulis generalibus, provincialibus, commissariis, ministris, præsidentibus, abbatibus, prioribus, prepositis, guardianis, vicariis, et quibuscumque aliis superioribus monasteriorum, conventuum ac domorum regularium bona immobilia possidentium vel non possidentium, cujuscumque ordinis, congreg. et instituti, existentium intra fines Italiæ et insularum adjacentium, ut singuli, ad quos pertinet, in qualibet provincia adhibitis duobus aut tribus regularibus sui ordinis vel congreg. probatioribus et rerum usu peritioribus, bona immobilia, census, redditus et proventus omnes, consuetas item eleemosynas et obventiones, tam communes monasteriorum, conventuum et domorum ejusdem provinciæ, quam etiam singularibus personis religiosis assignatas seu permissas, in communem usum deinceps conferendas, decem annorum immediate præcedentium habita ratione, diligenter et mature recognoscant, iis omnibus detractis, quæ reparationes, præstationes, grandines, sterilitates, aliave cujuslibet generis onera consueverunt absorbere.

12. Eaque omnia scripto fideliter exarata, idem superior, cujus interest, in proximo capitulo seu congregat. generali vel provinciali coram tribus judicibus, ab ipsomet capitulo seu congregatione deligendis, proponat, qui, computatis hujusmodi redditibus, eleemosynis et oneribus ut supra detractis, sedulo examinent quot religiosi homines, connumeratis etiam laicis aliisque necessariis servientibus, in unoquoque monasterio, conventu et domo regulari, juxta regionis et proprii instituti morem, victum et vestitum et medicinalia in communi habentes, competenter valeant sustentari. Tum eorumdem bonorum reddituum, eleemosynarum et onerum præcisam notam ipsimet capitulo seu congregat. exhibeant, ut in illo diligenter omnibus discussis, cujusque familiæ monasterii, conventus ac domus regularis, in singula quaque provincia certus earum tantum personarum numerus patrum capitularium voto præfigatur, quæ redditibus, eleemosynis et obventionibus, ut superius sufficienter ali possint.

13. Ne vero superiores, qui id præstare debent, serius aut remissius quam par est, suo muneri satisfaciant, mandat Sac. Congreg. ut infra annum, post proximum capitulum generale vel provinciale computandum, omnia hoc de genere capitulariter gesta, in authenticam formam redacta ad Sacram ipsam Congregationem Concilii singuli mittant.

14. Numerumque familiæ, singulorumque conventuum, monasteriorum et domorum hujusmodi regularium, capituli seu congregat. generalis, vel provincialis sententia et auctoritate præfinitum iidem superiores, tam generales et provinciales omnes quam locales, perpetuo servare omnino teneantur, nec possint illum quoquomodo augere, etiam prætextu augmenti reddituum, absque Sacræ ipsius Congregationis licentia : superiores autem hujusmodi, qui prædicta omnia in præfixo termino non præstiterint, vel

numerum, ut supra præscriptum, quovis modo augere præsumpserint, privationis omnium officiorum quæ tunc temporis obtinebunt, vocisque activæ ac passivæ, et ad omnia suæ Religionis officia et gradus, inhabilitatis perpetuam pœnam eo ipso incurrere, atque aliis, etiam gravioribus, a Sede Apostolica infligendis pœnis Sac. Congreg. subjacere voluit et declaravit.

15. Deinceps vero monasterium, conventus, domus, congregatio vel societas religiosorum seu regularium nullibi recipiatur, nisi, præter alia ad id requisita, in singulis hujusmodi locis duodecim saltem fratres, aut monachi seu religiosi degere, et ex redditibus et consuetis eleemosynis, detractis omnibus. ut supra, detrahendis, competenter sustentari valeant, ad præscriptum decreti fel. recor. Gregorii XV hac de re editi : alioquin monasteria et loca hujusmodi posthac recipienda, in quibus duodecim religiosi, ut supra, sustentari atque inhabitare non poterunt et actu non inhabitaverint, ordinarii loci visitationi, correctioni atque omnimodæ jurisdictioni subjecta esse intelligantur.

16. Porro ne ullo unquam tempore hæc in oblivionem seu desuetudinem abeant, superiores locales cujusque monasterii, conventus ac domus regularis curare atque efficere teneantur, sub pœna privationis officii vocisque activæ et passivæ ipso facto incurrenda, ut in perpetuum, sexto quoque mense, id est feria secunda post primam dominicam Adventus, et feria sexta post octavam Corporis Christi, præsentes Ordinationes in publica mensa perlegantur.

17. Omnibus, tam ecclesiasticis personis cujuscumque sint ordinis, conditionis et gradus, quam laicis, quocumque honore et potestate præditis, præsentia Decreta declarandi vel interpretandi facultate penitus interdicta.

18. Non obstantibus, quoad suprascripta omnia et singula in præsentibus decretis contenta, constitutionibus et ordinationibus Apostolicis in favorem quarumcumque personarum atque ordinum, tam mendicantium quam non mendicantium, militiarum etiam Sancti Joannis Hierosolymitani, congregationum, societatum, ac cujuslibet alterius instituti, etiam necessario et in individuo exprimendi, ecclesiarum, monasteriorum, conventuum, collegiorum, capitulorum, hospitalium, confraternitatum et aliorum quorumcumque, tam sæcularium quam regularium, locorum, superiorum, nec non illorum, etiam juramento, confirmatione Apostolica, vel quavis firmitate alia roboratis statutis et consuetudinibus, etiam immemorabilibus, privilegiis quoque, indultis et litteris Apostolicis, etiam Mari magno, seu bulla aurea, aut alias nuncupatis, sub quibuscumque tenoribus et formis, ac cum quibusvis etiam derogatoriarum derogatoriis, aliisque efficacioribus et insolitis clausulis, nec non irritantibus decretis, etiam motu proprio et ex certa scientia, ac de Apostolicæ potestatis plenitudine, aut alias quomodolibet, etiam per viam communicationis seu extinctionis concessis, et iteratis vicibus approbatis et innovatis, etiamsi

pro illorum sufficienti derogatione de illis eorumque totis tenoribus et formis, specialis et individua, ac de verbo ad verbum, non autem per clausulas generales, mentio seu quævis alia expressio habenda, aut aliqua alia exquisita forma servanda esset, tenores hujusmodi, ac si de verbo ad verbum, nihil penitus omisso, et forma in illis tradita et observata, inserti forent, præsentibus pro expressis habens, quibus quoad ea, quæ præsentibus adversantur, illis alias in suo robore permansuris, Sacr. Congregat. Sanctitatis Suæ auctoritate specialiter et expresse derogat, ceterisque contrariis quibuscumque.

19. Et ne præmissorum ignorantia a quoquam prætendi possit, voluit eadem Sacra Congregatio ut præsentes Ordinationes, in valvis Basilicarum Sancti Joannis Lateranensis et Principis Apostolorum de Urbe, ac in Acie Campi Floræ, ut moris est, affixæ, omnes ad quos pertinent ita arctent et afficiant ac si unicuique personaliter intimatæ fuissent.

20. Utque earumdem præsentium transumptis, etiam impressis, manu alicujus notarii publici subscriptis, et sigillo personæ in dignitate ecclesiastica constitutæ munitis, eadem prorsus fides adhibeatur, quæ præsentibus adhiberetur, si forent exhibitæ vel ostensæ.

*Datum Romæ die 21 Junii 1625.* — Cosmus Card. de Torres.
*Prosper Fagnanus, Sac. Cong. Secr.*

21. Excitatis autem super præmissorum Decretorum intelligentia seu interpretatione infrascriptis dubiis, prodierunt a memorata Congregatione, simili auctoritate illi a præfato Urbano Papa VIII specialiter attributa, responsiones seu declarationes inferius imponendæ.

Super primo Sacræ Congregationis decreto de celebratione missarum, quo prohibetur ne episcopi in diœcesana synodo, aut generales in capitulis generalibus vel alias, quoquo modo reducant onera ulla missarum celebrandarum, aut post idem Concilium imposita, aut in limine fundationis ; quæritur, quid, si legatum sit ita tenue ut non sit qui velit onus illi injunctum subire, et, si recurrendum sit ad Sedem Apostolicam pro moderatione oneris, totum aut fere totum insumendum sit pro expensis ad id necessariis? Et quid, si permittatur episcopo in fundatione ut possit hujusmodi onera moderari ?

Secundo, super secundo ejusdem Congregationis decreto, quo cavetur ut celebrentur tot missæ quot ad rationem tributæ eleemosynæ præscriptæ fuerint, quæritur, an verba illa *præscriptæ fuerint* intelligenda sint de præscriptione facta ab offerente vel ab ordinario?

Tertio, an cum ordinarius præscripserit eleemosynam congruam juxta qualitatem loci, personarum ac temporum, sacerdotes, accipientes stipendium minus congruo, teneantur missas illis ab offerente præscriptas celebrare ?

Quarto, an sacerdotes, qui tenentur missas celebrare ratione benefici seu capellæ, legati aut salarii, possint etiam manualem eleemosynam pro

missis votivis aut defunctorum recipere, et unico missæ sacrificio utrique oneri satisfacere?

Quinto, posito quod testator relinquat ut celebrentur pro ejus anima centum missæ absque ulla præscriptione eleemosynæ, quæritur, an liberum sit hæredibus eleemosynam sibi bene visam præscribere, an vero eadem eleemosyna præscribenda sit ab ordinario?

Sexto, super tertio Congregationis decreto, in quo eadem Congregatio revocat privilegia, quibus indulgetur ut certarum missarum vel anniversariorum celebratione, aut aliquibus collectis seu orationibus, plurium missarum oneribus in futurum suscipiendis satisfiat; quæritur, an verba *in futurum suscipiendis* intelligenda sint de oneribus suscipiendis post privilegium?

Septimo, super quarto ejusdem Congregationis Decreto, quo prohibetur sacerdoti, qui suscepit missam celebrandam cum certa eleemosyna, ne eamdem missam alteri, parte ejusdem eleemosynæ sibi retenta, celebrandam committat; quæritur, an permittendum sit administratoribus ecclesiarum, ut retineant aliquam eleemosynarum portionem pro expensis manutentionis ecclesiæ, altarium, inservientium, paramentorum, luminum, vini, hostiæ et similium?

Octavo, an hoc Decretum habeat locum in beneficiis quæ conferuntur in titulum, id est, an rector beneficii, qui potest per alium celebrare, teneatur sacerdoti celebranti dare stipendium ad rationem reddituum beneficii?

Decimo, an sacerdotes, quibus aliquando offertur eleemosyna major solita pro celebratione missæ, debeant dare eamdem integram eleemosynam iis quibus missas celebrandas committunt; an vero satis sit ut dent celebrantibus eleemosynam consuetam?

Undecimo, super quinto ejusdem Congregationis decreto, quo inter cetera statuitur in hæc verba : Eleemosynas vero manuales et quotidianas pro missis celebrandis, ita demum iidem accipere possint, si oneribus antea impositis ita satisfecerint, ut nova quoque onera suscipere valeant, alioquin omnino abstineant ab hujusmodi eleemosynis, etiam sponte oblatis, in futurum recipiendis, et capsulas auferant, etc. Quæritur, an hoc Decretum prohibeat absolute quominus accipiant novas eleemosynas ii, qui acceptis non satisfecerunt, et quid, si congruo tempore possint omnibus satisfacere?

Duodecimo, quid, si offerens eleemosynas, audito impedimento, consentiat ut sacerdos missam celebret cum primum poterit?

Decimotertio, an pœna interdicti et aliæ appositæ in eodem decreto afficiant tam eos qui accipiunt eleemosynas contra formam ibi præscriptam, quam eos qui non auferant capsulas ab ecclesiis, ut ibidem præcipitur?

Decimoquarto, an in hoc Decreto comprehendantur illæ capsulæ quæ

apponi solent in ecclesiis in die commemorationis omnium defunctorum, et vulgo dicuntur *Casse de' Morti.*

Decimoquinto, an administratores ecclesiæ, magnæ devotionis et concursus, possint eleemosynas pro missis celebrandis accipere, si iisdem missis nonnisi post longum tempus satisfacere valeant, ne alias cultus ecclesiæ et devotio ac concursus fidelium, ut aiunt, minuantur.

Decimosexto, quia prohibitio dicti Decreti videtur aliquibus directa solis capitulis, collegiis, societatibus, congregationibus, nec non omnibus et singulis ecclesiarum, piorum locorum, tam sæcularium quam regularium, superioribus, de quibus fit expressa mentio, non autem privatis sacerdotibus, qui tamen comprehendi videntur sub clausula generali *et aliis ad quos pertinet*, supplicatur pro opportuna declaratione.

Decimoseptimo, super septimo ejusdem Sacræ Congregationis Decreto, quo cavetur ut in singulis monasteriis religiosorum præfigatur numerus, qui ex consuetis redditibus aut eleemosynis commode possint sustentari ; quæritur, an ubi hæc præfixio facta jam fuit in vim similis decreti sanctæ memoriæ Pauli V, absque tamen computatione redditurum, cujusque religiosi, sit denuo facienda nec ne?

Decimoctavo, an novitii, ad habitum regularem admissi, possint admitti ad professionem in monasteriis, in quibus habita, ut supra, præfixione numeri, commode ali non possunt?

Decimonono, super ultimo, quo cavetur ut nullibi recipiantur conventus regularium, nisi præter alia ad id requisita, duodecim saltem fratres in eis degere et competenter sustentari valeant, ita ut alioquin subsint jurisdictioni ordinariæ; quæritur, an hoc decretum, quod videtur editum in ordine ad celebrationem missarum, comprehendat eas religiones quæ non consueverunt onera missarum recipere, ut sunt religiones Capuccinorum ac Societatis Jesu.

Ultimo, an idem decretum, ubi disponit uti nullibi recipiantur monasteria, nisi, etc., habeat locum in Italia dumtaxat, ad quam est restrictum decretum proxime antecedens, an vero etiam extra Italiam ?

*Declarationes seu responsiones ad supradicta dubia.*

22. Sacra Congregatio Cardinalium Concilii Tridentini Interpretum, auctoritate sibi a Sanctissimo Domino nostro attributa, ad singula dubia superius proposita ad hunc modum respondit, videlicet :

Ad primum. Etsi legatum sit adeo tenue, nihilominus pro reductione oneris, ut supra, impositi, ab iis, ad quos pertinet, Sedem Apostolicam esse adeundam, quæ absque ulla impensa id statuet quod magis in Domino e re esse judicaverit. Verumtamen, si in ipsa beneficii erectione expresse cautum fuerit ut liceat episcopo injunctum onus reducere ac moderari, legem hanc fundationis, quam Decreta hac de re edita non sustulerunt, esse validam et observandam.

Ad secundum. Esse intelligenda de præscriptione facta ab eo, qui

eleemosynam tribuit, non autem ab ordinario ; quod, si tribuens eleemosynam numerum missarum celebrandarum non præscripserit, tunc tot missas celebrari debere quot præscripserit ordinarius, secundum morem civitatis vel provinciæ.

Ad tertium. Teneri.

Ad quartum. Sacerdotes, quibus diebus tenentur missas celebrare ratione beneficii seu capellæ, legati aut salarii, si eleemosynas pro aliis etiam missis celebrandis susceperint, non posse eadem missa utrique obligationi satisfacere.

Ad quintum. Censuit, ubi nullam certam eleemosynam testator reliquit, esse ab episcopo præscribendam eleemosynam congruam, quæ respondeat oneribus missarum celebrandarum, secundum morem civitatis vel provinciæ.

Ad sextum. Ita esse intelligenda.

Ad septimum. Respondit permittendum non esse ut ecclesiæ ac loca pia, seu illorum administratores ex eleemosynis missarum celebrandarum ullam, utcumque minimam, portionem retineant, ratione expensarum quas subeunt in missarum celebratione, nisi cum ecclesiæ et loca pia alios non habent redditus, quos in usum earumdem expensarum erogare licite possint, et tunc quam portionem retinebunt, nullatenus debere excedere valorem expensarum, quæ pro ipsomet tantum missæ sacrificii necessario sunt subeundæ, et nihilominus eo etiam casu, curandum esse ut ex pecuniis quæ supersunt, expensis ut supra deductis, absolute tot missæ celebrentur quot præscriptæ fuerint ab offerentibus eleemosynas.

Ad octavum. Non habere locum, sed satis esse ut rector beneficii, qui potest missam per alium celebrare, tribuat sacerdoti celebranti eleemosynam congruam secundum morem civitatis vel provinciæ, nisi in fundatione ipsius beneficii aliud cautum fuerit.

Ad decimum. Debere absolute integram eleemosynam tribuere sacerdoti celebranti, nec ullam illius partem sibi retinere posse.

Ad undecimum. Respondit, non prohibere absolute ; ac propterea, etsi oneribus jam susceptis non satisfecerint, posse tamen nova etiam onera suscipere missarum celebrandarum, dummodo infra modicum tempus possint omnibus satisfacere.

Ad duodecimum. Quamvis onera suscepta infra modicum tempus adimpleri nequeant, si tamen tribuens eleemosynam pro aliarum missarum celebratione id sciat et consentiat, illæ ut tunc demum celebrentur cum susceptis oneribus satisfactum fuerit, decretum non prohibere, quominus eo casu eleemosyna accipiatur pro iisdem missis juxta benefactoris consensum celebrandis.

Ad decimum tertium. Has pœnas non habere locum, nisi in suscepturis onera perpetua missarum celebrandarum sine licentia episcopi vel ejus vicarii generalis, aut generalis vel provincialis.

Ad decimum quartum. Comprehendi.

Ad decimum quintum. Non posse, nisi de consensu eorum qui eleemosynas tribuunt, ut supra in responsione ad duodecimum.

Ad decimum sextum. Comprehendi etiam privatos sacerdotes.

Ad decimum septimum. Numeri præfixionem esse iterum faciendam, servata forma ultimi decreti hac de re editi.

Ad decimum octavum. Esse admittendos ad professionem, si alias habiles existant, ac deinde in aliquo alio monasterio ejusdem religionis esse collocandos, ubi commode ali possint.

Ad decimum nonum. Censuit comprehendere.

Ad ultimum. Habere locum extra Italiam.

Cosmus card. de Torres. — *Prosper Fagnanus, S. Congr. Secr.*

## II. — Des messes demandées a l'autel privilégié de S. Grégoire.

L'église abbatiale et cardinalice de S. Grégoire sur le Cœlius, à Rome, est célèbre, dans le monde entier, par son autel privilégié, qui, en souvenir de S. Grégoire le Grand, porte le titre d'*autel Grégorien*, car ce pape, après trente messes consécutives célébrées au même endroit où se porte aujourd'hui la dévotion des fidèles, obtint que l'âme du défunt auquel s'appliquaient ces trente messes sortît des flammes du purgatoire et montât au ciel. (Ferraris, t. V, p. 459.)

Or, il arriva, sous le pontificat d'Urbain VIII, que les messes demandées à l'autel privilégié de S. Grégoire étaient si nombreuses que les religieux Camaldules attachés au service de l'église ne pouvaient suffire à les acquitter.

Urbain VIII, voulant remédier à ce désordre, qui préjudiciait aux âmes des morts et aux intentions des vivants, adressa, le 9 décembre 1626, le bref *Cum sicut* au prieur du monastère et en sa personne, à tous ses successeurs dans ladite charge.

En conséquence, il est réglé qu'à l'avenir les fondations ou anniversaires perpétuels passeront avant les demandes journalières, pour l'acquittement desquelles cependant une diligence spéciale est expressément recommandée, afin que l'aumône reçue trouve le plutôt possible son application.

Tout ce qui restera non acquitté sera distribué, à Rome même, soit aux maisons de l'ordre, soit à des prêtres séculiers, soit à des prêtres réguliers, avec l'assentiment de leurs supérieurs et pourvu

que cette commission ou délégation ne nuise pas aux charges personnelles qui leur sont imposées d'autre part.

Tous les six mois, le prieur devra présenter au cardinal vicaire ou à son délégué la note des messes ainsi distribuées et acquittées.

Si les messes demandées ne peuvent être, dans un délai assez court, acquittées à S. Grégoire, le religieux préposé à l'inscription de ces messes et à la réception de l'aumône correspondante préviendra les personnes intéressées du temps approximatif où leurs pieux désirs pourront être remplis.

Dans l'espace de six mois à partir de la date du bref pontifical, toutes les messes arriérées durent être distribuées soit par l'abbé général, soit par le prieur du monastère, aux séculiers ou réguliers de Rome, et cela sous le contrôle immédiat du cardinal vicaire.

Par faveur spéciale, tous les autels des églises où ces mêmes messes ainsi transférées sont acquittées sont déclarés privilégiés, à l'instar de l'*autel Grégorien.*

Le bref d'Urbain VIII se lit dans le *Bullaire Romain*, t. XV, p. 24, n° 204, an. 1626.

*Nonnullæ ordinationes pro missis in ecclesia S. Gregorii de Urbe celebrandis, et recipiendis eleemosynis.*

URBANUS PAPA VIII. — *Ad futuram rei memoriam.* Cum sicut accepimus, quamplures eleemosynæ pro missis in ecclesia monasterii S. Gregorii de Urbe, congregationis Camaldulen., pro animarum Christifidelium defunctorum refrigerio et salute celebrandis, eidem ecclesiæ in dies erogentur; omnes vero missæ hujusmodi ob nimiam earum quantitatem in dicta ecclesia celebrari nequeant;

2. Nos, qui omnium saluti paterna charitate intendimus, piæ Christifidelium intentioni atque desiderio, quantum nobis ex alto conceditur, consulere volentes, motu proprio et ex certa scientia, ac matura deliberatione nostris, deque apostolicæ potestatis plenitudine, dilecto filio moderno et pro tempore existenti dicti monasterii priori in virtute sanctæ obedientiæ per præsentes præcipimus et mandamus ut, satisfactis prius oneribus perpetuis missarum sive anniversariorum quibus monasterium hujusmodi obnoxium est, pro satisfactione eleemosynarum manualium in eadem ecclesia de cætero ad effectum prædictum elargiendarum sive erogandarum, majorem quam possit diligentiam adhibeat, ut debito eleemosynarum hujusmodi numero in ecclesia prædicta satisfiat.

3. Pro illis autem quibus satisfacere non poterit, in Urbe per sacerdotes seculares vel cujusvis ordinis regulares, de superiorum suorum licentia,

alteri missarum celebrationis oneri non obnoxios, vel eas monasteriis congregationis hujusmodi, ut in eorum ecclesiis celebrentur, distribuendo satisfieri omnino curet; quæ monasteria nulli missarum celebrationi, quæ distributionis vigore præsentium faciendæ exequutionem non impediant, sint obligata. Dictusque prior sexto quoque mense notulam peractæ distributionis ac satisfactionis dilecto filio nostro in alma Urbe Vicario in spiritualibus generali, vel ab eo specialiter deputato consignet.

4. Quodque de cætero eleemosynæ pro missis in eadem ecclesia S. Gregorii celebrandis, quæ infra modicum tempus ibi celebrari non poterunt, illic minime recipiantur, nisi sacrista vel alius minister, missarum numero describendo atque oblationibus recipiendis præfectus, prius admoneat singulos qui eleemosynas offerunt, de tempore intra quod missæ ab iis requisitæ probabiliter celebrari poterunt.

5. Præterea, quod pecuniæ, quæ ad præsens in deposito ex eleemosynis missarum conflatæ reperiuntur, per alias ejusdem congregationis seu almæ Urbis nostræ ecclesias arbitrio abbatis generalis ejusdem congregationis et dicti ordinis prioris, vel sacerdotibus, nulli pariter alteri celebrationis missarum oneri, ut præfertur, obnoxiis, prævio consensu et approbatione ejusdem Vicarii nostri vel ejus deputati, quamprimum distribuantur, ad hoc ut totidem missæ pro fidelibus defunctis quamprimum celebrentur, et infra sex menses proximos eidem Vicario nostro vel ejus deputato notula, tam peractæ distributionis quam celebrationis missarum, per eumdem priorem consignetur.

6. Insuper ecclesiis seu altaribus in quibus missæ pro eleemosynis dictæ ecclesiæ S. Gregorii elargitis, ut supra, celebrabuntur, easdem indulgentias, quæ ipsi ecclesiæ S. Gregorii a Sede Apostolica concessæ reperiuntur, auctoritate Nobis a Domino tradita, ac de omnipotentis Dei misericordia, ac Sanctorum Petri et Pauli Apostolorum ejus auctoritate confisi, earumdem tenore præsentium concedimus.

7. Decernentes, præsentes literas et in eis contenta quæcumque semper et perpetuo valida, firma et efficacia esse et fore suosque plenarios et integros effectus sortiri et obtinere, ac per dictum priorem aliosque, ad quos quomodolibet spectat et in futurum pro tempore spectabit, inviolabiliter observari; sicque et non alias per quoscumque judices ordinarios et delegatos, etiam causarum Palatii Apostolici auditores, ubique judicari et diffiniri debere, ac irritum et inane, si secus super his a quoquam quavis auctoritate scienter vel ignoranter contigerit attentari.

8. Non obstantibus constitutionibus et ordinationibus Apostolicis, ac quatenus opus sit, dictæ congregationis illiusque monasteriorum etiam juramento, confirmatione apostolica vel quavis firmitate alia roboratis, statutis et consuetudinibus cæterisque contrariis quibuscumque.

Datum Romæ apud Sanctam Mariam Majorem sub Annulo Piscatoris die nona decembris 1626, Pontificatus Nostri anno quarto.

### III. — Quatre décrets rendus de 1655 a 1676.

Le second concerne Rome, le troisième Perpignan et le quatrième Bologne. Le premier n'a pas de titre, au moins dans Ferraris, t. V, p. 368. Quatre questions y sont traitées, à savoir la rétention d'une partie de l'aumône, la commutation des legs, la célébration personnelle et le délai prescrit pour l'acquittement des messes.

1. Le décret général, en ordonnant que toutes les messes soient acquittées dans un bref délai, n'avait pas précisé le nombre de jours rigoureusement obligatoire. Ce n'est qu'en 1655 que la S. Congrégation du Concile décida que le *modicum tempus* devait s'entendre, non pas, comme le disaient les théologiens, d'un délai de deux ou trois mois, mais seulement d'un mois entier.

La décision est rapportée par Benoît XIV, *vol. 1, in Notificatione et instructione 56 super eleemosyna missæ et retentione alicujus partis pro utensilibus, § 44.*

Cum in declaratione undecimi impressa super decretis de celebratione missarum celebrandarum permittatur receptio aliorum onerum missarum celebrandarum, dummodo infra modicum tempus possit omnibus satisfieri, hodie nonnulli superiores regulares pro conscientiarum, ut inquit, quiete, denuo quærant : An dictum modicum tempus celebrandi missas reputetur tempus duorum vel trium mensium?

Sacra, etc., respondit : Modicum tempus intelligi infra mensem. Die 17 julii 1655.

2. Une comtesse Romaine fonde, mais non à titre de bénéfice ou de chapellenie, deux messes quotidiennes à célébrer à Sainte-Marie-Libératrice. Elle fixe l'aumône de chaque messe à deux jules, un peu plus d'un franc.

La S. C. du concile, le 7 mai 1672, déclare que l'un des prêtres à qui incombe cette obligation d'une messe quotidienne ne peut même pour cause légitime, se faire remplacer par un autre prêtre à qui il ne donnerait que l'aumône du tarif ordinaire, réservant pour lui le surplus : les deux jules doivent être donnés intégralement au remplaçant.

Déjà Urbain VIII avait, par une clause expresse de son décret, tranché cette difficulté. La S. Congrégation, par cette nouvelle dé-

cision, ne laisse plus de doute sur les intentions et les volontés du Saint-Siège.

*Romana. Retentionis stipendii missarum. De celebratione missarum.*

In testamento comitissæ Victoriæ Mutæ ita habetur : « In tutti, etc., instituisco erede universale il monastero delle zitelle di S. Eufemia di Roma, ad effetto in primis di fare celebrare due messe quotidiane in perpetuo nella chiesa di S. Maria Liberatrice in Campo vaccino, alle quali si debbano dare per elemosina due giuli per ciascheduna, da pagarsi in fine di ciascun mese. Voglio pero che uno dei sacerdoti, che dovra cominciare a celebrare la messa seguita la mia morte, sia D. Giuseppe Profilio sacerdote, e l'altro D. Pietro Paolo Visconti, e questi non possono essere rimossi, ma debbano continuare se cosi loro vorranno, mentre viveranno, dichiarando che non intendo di eriggere cappellania ne beneficio, ma solo voglio che si facciano celebrare le messe sudette con l'elemosina di due giulii per ciaschednna messa dalli sudetti e nel modo come sopra, come avria potuto fare io medesimo persona testatrice in vita mia liberamente. »

Petrus Paulus Vicecomes, qui, aliquando servitio cappellæ pontificiæ adstrictus, per se celebrare non potest, supplicat declarari : An ipse possit dare substituto eleemosynam currentem, retento sibi eo quod superest? — Die 7 Maii 1672, Sacra Congregatio EE. S. Rom. Ecclesiæ card. Concil. Trid. interpretum respondit : *Negative*.

Ita reperitur in regestro authographo Decretorum d. Sacr. Congregationis, lib. 27, fol. 374. In quorum fidem, etc. Hac die 14 Februarii 1688. — Ita est. A. Altovitus, S. C. Conc. secretarius.

(*Mss. du Card. Casanate* [1], t. III, R, p. 29.)

Puisque l'occasion se présente si naturellement, qu'il nous soit permis d'en user pour dire avec Benoît XIV le dernier mot sur cette grave question de l'aumône des messes.

Ce pape, à la fois grand théologien et grand canoniste, par sa constitution en forme de bref *Quanta cura*, du 30 juin 1741, lance l'excommunication réservée au pape contre les laïques et prononce la suspense, également réservée au Saint-Siège, contre les prêtres qui feraient célébrer des messes pour une aumône inférieure à celle qu'ils auraient reçue et dont ils garderaient une partie, quel que soit d'ailleurs le consentement donné à la chose par celui qui se contenterait de cette partie d'aumône, au lieu de l'aumône entière.

Ce bref a été cité *in extenso* par Ferraris, pag. 367 et suiv. de sa *Prompta bibliotheca*.

1. Les manuscrits du cardinal Casanate sont conservés à la bibliothèque qu'il a fondée dans le couvent de la Minerve et qui porte son nom.

*Venerabilibus Fratribus Patriarchis, Primatibus, Metropolitanis, Archiepiscopis et Episcopis universis, gratiam et communionem Sedis Apostolicæ habentibus.*

BENEDICTUS PAPA XIV. — *Venerabiles Fratres, Salutem et Apostolicam Benedictionem.*

Quanta cura adhibenda sit ut sacrosanctum missæ sacrificium non solum omni religionis cultu ac veneratione celebretur, verum etiam ut a tanti sacrificii dignitate cujusvis generis mercedum conditiones, pacta importuna atque illiberales eleemosynarum exactiones potius quam postulationes, aliaque hujusmodi, quæ a simoniaca labe vel certe a turpi questu non longe absunt, e medio tollantur, nemo est ex catholicæ fidei cultoribus, qui ignoret.

1. Verum eousque tandem progressa est, sicut non sine ingenti nostro mœrore undique accepimus, nonnullorum sive ecclesiasticorum sive laicorum virorum avaritia, quæ est idolorum servitus, ut eleemosynas quidem seu stipendia propter missarum celebrationem, juxta locorum consuetudines vel diœcesanarum synodorum sanctiones, in subsidium alimentorum uniuscujusque sacerdotis duntaxat pro regionum opportunitatibus præscripta colligant, missas vero celebrari curent alibi, ubi eleemosynæ seu stipendia, vel consuetudine vel synodali lege pro singulis missis attributa, sunt minoris pretii quam illic ubi darentur.

2. Id quam absonum sit atque alienum ab ipsa sive expressa, sive tacita pie offerentium voluntate, omnes plane intelligunt. Nec aliter existimandum est; in illa enim potius missas esse celebrandas quisque vult, ad quam religionis et pietatis stimulis ductus, eleemosynas confert, aut in qua quispiam fortasse tumulatus est, quam in alia ecclesia sibi prorsus ignota. Quod sane, veluti mercaturis faciendis a turpis lucri cupiditate inductum, non solum ab avaritiæ suspicione et vitio, verum etiam a furti crimine, unde restitutioni subjacet, haud immune, in causa est, ut bonorum quamplurimi, ad quorum notitiam mercatura hujusmodi venit, graviter offensi, ab eleemosynis ad celebrandas missas amplius offerendis sese abstineant.

3. Execrabilem hujusmodi abusum alicubi sensim irrepentem detestantes Romani Pontifices prædecessores nostri, de consilio tum Congregationis S. R. E. Cardinalium Universalis Inquisitionis contra hæreticam pravitatem, tum Congregationis Cardinalium Concilii Tridentini interpretum, decretum voluerunt, nimirum a quolibet sacerdote stipendio seu eleemosyna majoris pretii pro celebratione missæ a quocumque accepta, non posse alteri sacerdoti missam hujusmodi celebraturo stipendium seu eleemosynam minoris erogari, etsi eidem sacerdoti missam celebranti et consentienti se majoris pretii stipendium seu eleemosynam accepisse indicasset.

4. Ea propter Vos, Venerabiles Fratres, in Apostolici ministerii et sol-

licitudinis nostræ partem adscitos, rogamus, et maximopere in Domino hortamur, ut custodientes vigilias super gregibus vestris, enitamini ne ea pestis amplius pervagetur, sed ut penitus extinguatur. Ab avaritia enim tamquam a radice mala omnia germinant ; quam quidem appetentes erraverunt a fide et inseruerunt se doloribus multis. Avaritia quidem nulla potior contagio, quæ conceptam apud omnes sacerdotalis dignitatis perfectionisque opinionem magis inficiat evellatque. Avaritia quidem, Deum posthabere ac servire mammonæ docens, efficit ut avari hæreditatem non habeant in regno Christi et Dei. Quod si hæc in laicis hominibus minime toleranda atque adeo legibus coercenda, quid in ecclesiasticis viris, qui terrenis rebus nuntium miserunt, qui in sortem Domini vocati, qui Deo mancipati sunt? Quid, quod non per mundana lucra, sed per altaris ministerium tam sordide, et cum sanctissimarum legum contemptu, et cum sacerdotalis characteris dedecore in avaritiam præcipiti animo rapiuntur? Contendite igitur, Vener. Fratres, quibus Christi ovium cura demandata est, non solum ut verbo et exemplo præeuntes, Christi sitis bonus odor in omni loco, unde populi vestigia vestra sequantur; verum etiam, ut ecclesiasticos primum, deinde laicos viros ab infectis vitiorum pascuis avertentes, per viam mandatorum Dei ad cœleste ovile currere doceatis.

5. Quoniam autem ita comparatum est, ut præsentis pœnæ metu salutaribus monitis facilius obtemperetur, per edictum in vestris diœcesibus proponendum affigendumque universis notum facite, quemcumque qui eleemosynas seu stipendia majoris pretii pro missis celebrandis, quemadmodum locorum consuetudines vel synodalia statuta exigunt, colligens, missas, retenta sibi parte earumdem eleemosynarum, seu stipendiorum acceptorum, sive ibidem, sive alibi, ubi pro missis celebrandis minora stipendia seu eleemosynæ tribuuntur, celebrari fecerit, laicum quidem seu sæcularem, præter alias arbitrio vestro irrogandas pœnas, excommunicationis pœnam, clericum vero, sive quemcumque sacerdotem, pœnam suspensionis ipso facto incurrere, a quibus nullus per alium quam per nos ipsos seu Romanum Pontificem pro tempore existentem, nisi in mortis articulo constitutus absolvi possit. Fore autem in Domino confidimus ut unusquisque, memor conditionis suæ, posthac bene consultum velit animæ suæ nec tam salutares leges censurasque ecclesiasticas parvipendat. Interea Fraternitatibus Vestris Apostolicam Benedictionem, in populos etiam curæ vestræ commissos redundaturam, peramanter impertimur.

6. Volumus autem, ut præsentium litterarum transumptis sive exemplis, etiam impressis, manu alicujus notarii publici subscriptis, et sigillo personæ in ecclesiastica dignitate constitutæ munitis, eadem prorsus fides in judicio et extra adhibeatur quæ adhiberetur ipsis præsentibus, si forent exhibitæ vel ostensæ.

*Datum Romæ apud Sanctam Mariam Majorem sub annulo Piscatoris, die 30 mensis Junii 1741, Pontificatus Nostri anno primo.*

D. CARDINALIS PASSIONEUS.

3. Benoît fait un legs de trois cents doublons et de deux maisons produisant annuellement une somme de trente écus, dans le but d'achever le chœur de la cathédrale d'Elne et par la suite de s'assurer un certain nombre de messes pour le repos de son âme. Mais un double motif s'opposa à l'exécution de sa volonté dernière : d'abord l'insuffisance de la somme léguée pour mener à bonne fin l'œuvre indiquée, puis la crainte, à cause des guerres continuelles, de voir cette construction devenir inutile par suite d'une démolition possible, les chanoines de la cathédrale s'étant déjà prudemment retirés à Perpignan, où ils faisaient l'office dans la collégiale de Saint-Jean.

Comme dans cette collégiale il n'existait pas d'autel en l'honneur de S[te] Eulalie et de S[te] Julitte, protectrices du chapitre et du diocèse d'Elne, les chanoines demandèrent au Saint-Siège la faculté d'employer la somme reçue à l'érection d'un autel sous le même vocable. Rome accorda volontiers et confia au vicaire général le soin de vérifier l'exactitude des faits et de s'assurer du consentement des légataires, ce qui eut lieu; mais, lorsque l'on allait procéder à l'exécution du bref pontifical, survint une opposition de l'université des clercs d'Elne : appel fut aussitôt interjeté à Rome, qui, par l'organe de la Sacrée Rote, maintint la validité de la commutation demandée par le chapitre et consentie par les héritiers.

Telle est la narration du fait. Voici maintenant les principes de droit sur lesquels est fondée la sentence du tribunal romain.

Il est de toute nécessité de convertir en un autre usage le legs d'un testateur, quand rigoureusement la volonté de ce testateur ne peut être remplie. C'est ce qui a lieu dans l'espèce, car, d'une part, pour achever le chœur, il n'y a que 300 doublons, au lieu de trois ou quatre mille qui seraient indispensables, au dire des experts, plus un revenu de trente écus, qui exigerait à lui seul un délai de 200 ans.

Comme il convient de choisir pour la somme perçue l'usage le plus utile et le plus raisonnable, on ne peut mieux faire que de s'en remettre à la conscience de l'évêque, qui connaît les besoins de son diocèse. Or, l'évêque et le chapitre sont d'accord pour dire que si l'argent était appliqué à la construction du chœur de la cathédrale d'Elne, ce serait en pure perte, puisque les murs qui protégeaient

la ville ont été détruits, mais aussi pour affirmer que le meilleur usage qu'on peut en faire est de l'affecter à l'érection d'un autel dans la collégiale de Perpignan. De plus, le pape approuve la commutation.

Qu'on n'objecte pas que ni les administrateurs de la fabrique ni l'université des clercs n'ont pas été entendus dans la cause et que l'on n'a pas spécifié qu'une fois la construction terminée, la rente de trente écus serait affectée à la célébration des messes, car il n'y avait pas lieu de citer la fabrique, qui ne s'occupe que du matériel de l'église, pas plus que les clercs, qui en droit n'interviennent pas dans les traités où l'évêque agit avec son chapitre. Qu'on ne dise pas davantage que l'évêque, dans l'espèce, n'avait affaire qu'avec les exécuteurs testamentaires : l'un, il est vrai, accéda spontanément, l'autre refusa; mais comme, à cause de l'impossibilité où l'on était d'accomplir la volonté du testateur, son refus n'était pas raisonnable, on invoqua contre lui cette maxime du droit *irrationabiliter dissentiens habetur pro consentiente*. Les clercs ne pouvaient pas davantage se plaindre de n'avoir pas été cités, parce que, ni individuellement, ni pris en corps, ils n'avaient d'intérêts engagés dans la question, qui se réduisait à une œuvre pie.

Enfin peu importe que l'on ait tu au pape une clause essentielle du testament, puisque la nature du legs n'a pas été changée, que l'autel sera bien plus tôt construit que le chœur et qu'aussitôt après cette érection commenceront les messes exigées par le défunt.

La résolution de la Rote se trouve parmi les plus récentes sous le n° 744, part. 18, pag. 574.

*Elnen. Commutationis legati, 19 junii 1676.*

Reliquit Benedictus jure legati fabricæ cathedralis Elnen., in perfectionem presbyterii, dupplas tercentas, necnon redditus duarum domunculárum ad summam triginta scutorum annuatim ascenden., cum hoc tamen quod, eo perfecto, dicti redditus in celebrationem tot missarum erogarentur.

Verum, quia summa legata ad operis absolutionem non solum non sufficiebat, sed ulterius hujusmodi impensa reputabatur imprudens, ex quo ob bellorum motus sæpe in illis partibus resurgentes, eidem Ecclesiæ probabile demolitionis periculum timetur, ideo capitulum et canonici dictæ cathedralis, quorum residentia apostolica auctoritate translata est ad collegiatam ecclesiam S. Joannis oppidi Perpiniani, insteterunt coram Sanc-

tissimo pro commutatione d. legati, et quia in prædicto oppido nullum aderat altare in honorem Sanctarum Eulaliæ et Julittæ, protectricum capituli ac totius diœcesis, petiit ab eodem ut pecuniæ in illius constructionem converterentur. Qui Sanctissimus, precibus annuens, commisit vicario generali Elnen. ut, veris existentibus, narratis et accedente consensu interesse habentium, juxta petita commutationem faceret. Quocira cum d. vicarius, receptis prius testibus super insufficientia ac habito consensu exequutorum testamentariorum, ad exequutionem brevis procederet, appellavit ad hoc S. Tribunal universitas clericorum civitatis Elnen. Unde dubitavi an commutatio substineretur, et affirmative responsum fuit.

Eo enim ipso, quo legatum juxta modum a testatore præscriptum adimpleri non potest, de necessitate in alium usum est convertendum. Cap. *Nos quidem*, de testibus; Perez Lara, *De annivers.*, lib. 1, cap. 14, num. 9; Garz., *De benef. par.*, cap. 1, n. 108.

In casu autem nostro impossibilitas adimplementi est patens, quia ad presbyterii absolutionem vix sat esset impensa dupplarum trium vel quator millium, ut deponunt testes, Summ. n. 5, ac proinde summa legata dupplarum trecentum nullo modo potest esse sufficiens et licet ulterius assignatus fuerit annuus redditus scutorum triginta, tamen iste nullius est momenti, quia sic ad operis absolutionem expectandum fuisset per annos biscentum.

Posito autem quod pecuniæ sint alibi erogandæ, quia cessante peculiari testatoris dispositione, eligendus est usus magis expediens et rationabilis. Marta, *De jurisd.*, p. 4, centur. 1, cas. 74, n. 11; Riccius, *Collect. decis.*, p. 4, decis. 1270; Grat., *Discept.* 458, n. 30.

Hujusmodi arbitrium de jure remissum est conscientiæ episcopi, cui notæ sunt diœcesis indigentiæ. Ugolin., *De offi. et potest. Episc.*, cap. 61, sub num. 2, § quare.

Ac propterea cum ipse una cum capitulo elegerit constructionem d. altaris, non solum rationabilem, sed quodammodo necessariam, et papa approbaverit, non erit temere in materia arbitraria, et a tempore et locorum circumstantiis pendente, ab eorum judicio receden., potissimum quia quælibet impensa, quæ facta fuisset in Ecclesia Elnen., reputari posset inutilis, cum muri civitatis fuerint diruti et illa in dies subjaceat novis ærumnis, ut deponunt iidem testes, Summ., n. 5.

Non obstat quod non fuerint in commutatione citati administratores fabricæ nec universitas clericorum, quodque papæ expositum non fuerit post presbyterii terminationem dd. annua scuta triginta erigenda esse in celebrationem tot missarum; quia quantum ad administratores, non erant citandi, cum eorum officium versetur tantum circa materialia et laboreria fabricæ.

Quo vero ad universitatem clericorum, vel citatio prætenditur ex dispositione juris, vel ob aliquid eorum speciale interesse; non primum, quia

de jure universitas clericorum non admittitur ad tractatus qui expediuntur per episcopum una cum capitulo, gloss. in cap. penult., verb. assisios de Cler. non residen ; Cæsar de Grass., decis. 4, de his quæ fiunt a majori parte capituli per tot.; Caval., decis. 57, n. 1, ad 4.

Quinimo, legatorum commutationes solus episcopus expedit, una cum hæredibus seu exequutoribus testamentariis. Caipïo, *De execut.*, lib. 3, cap. 4, num. 22, 23 et 25, et num. 30 ad 33; Marta, *De jurisdict.*, par. 4, centur. 1, cap. 74, num. 11; Silva, *De benef. par.*, 1, 9, 6, vers. 5 facit; Crassius, *Dec.*, p. 1, lib. 2, cap. 53, n. 11. Qui in casu nostro fuerunt vocati, et quorum alter consensit et alter non consensit nec dissensit, sed juxta jus fieri voluit et quatenus etiam ambo dissensissent, nihil relevaret, quia, stante impossibilitate perficiendi presbyterium, tenebantur consentire et irrationabiliter dissentiens habetur pro consentiente. Barbos., *Offic. et potest. Episcopi*, p. 3, alleg. 83, n. 6; Lotter., *De re benef.*, lib. 1, 9, 28, n. 10; Gonz., *Ad reg. 8 Cancell.;* Gloss. 47, n. 37 et 38.

Non secundum, quia ad hoc ut quis ratione specialis interesse debeat esse tale, ut etiam singulariter ejus personam concernat. Cæsar de Grassis, dec. 4, num. 8, et in his terminis loquuntur Duran., *decis.* 78, aliique pro Universitate allegati, et alioquin illud non dicitur respicere personam, sed reducitur ad piam causam. De Leon, in *Thesaur. for. eccles.,* parte 2, cap. 26, n. 52.

Quod vero non fuerit narratum Pontifici cum dd. annuis scutis triginta post terminatum presbyterium esse celebrandas tot missas, nihil facit ad casum, quia in hac parte legatum non immutabatur, immo aperte præservabatur, ut ibi : « Firma in reliquis remanente d. Benedicti voluntate, » ac insuper accelerabatur, cum longe minori tempore et impensa stabit constructio altaris, quo absoluto, statim missarum celebratio inchoari poterit ac consequenter tamquam qualitas non necessaria, et quæ potius Pontificem induxisset ad facilius concedendum non erat exprimenda. Moneta, *De commut. ult. volunt.*, cap. 6, n. 143 et seqq., et n. 153 et seqq. ; Merlin., deci. 35, num. 12.

Et ita, utraque parte informante, resolutum fuit.

4. Un pieux testateur de Bologne fait un legs à ses héritiers ou possesseurs de ses biens, à la condition expresse qu'une messe sera célébrée chaque jour à son intention et à celle de ses ancêtres.

Le prêtre, à qui revient cette charge, une fois par semaine, se dispense d'acquitter lui-même cette messe. Il la fait acquitter par un autre, à un taux inférieur à celui qu'il perçoit et garde pour lui la différence. Néanmoins, comme il prélève une portion qui ne lui appartient pas sur l'aumône perçue et qu'il se décharge d'une obligation

personnelle, la S. Congrégation du concile, le 13 mars 1677, lui enjoint de ne pas continuer à l'avenir.

Le *votum* du cardinal Casanate, qui suit le décret, nous donne les motifs qui l'ont porté à répondre négativement. Il s'appuie sur la volonté expresse du testateur. Le document se trouve dans le tome I, page 61, des Résolutions de la S. C. du concile.

*Bononien. Celebrationis.* — Alias pius testator ita disposuit : *Item lascio, voglio e comando all' infrascritto mio erede ed a qualunquè persona perveniranno i miei beni, che debba far celebrare una messa quotidiana in perpetuo per suffragio dell'anima mia e dei miei antenati, obligando a questo tutti quei che succederanno nella mia eredità.*

Nuper hujusmodi celebrationis onus suscepit sacerdos orator, qui, se æquiparans cappellanis, semel in hebdomada a celebratione vacavit. Quærit an hoc ei licuerit? Et quatenus negative, an pro supplendis dictis vacantiis satisfecerit, tradendo sacerdoti in alia regione celebranti, eleemosynam juxta morem illius regionis, retento sibi reliquo, in quo eleemosyna suæ patriæ illam excedit? Die 13 Martii 1677. Negative ad utrumque.

*Votum du card. Casanate.* — Pro negativa responsione ad primum quæsitum stat voluntas testatoris omnino servanda, ut in § *Disponat itaque* author. de nuptiis cum aliis vulgatis.

Pro affirmativa vero responsione ad 2, ex decreto S. Cong. impresso post tractatum Barbosæ, *De officio Episcopi*, pag. 59, in responsione ad 9 quæsitum ; stat alterum decretum ejusdem Sac. Congregationis in *Baren. Nullius*, 11 Julii 1671, dummodo fundator non præscripserit locum celebrationis et ut sacerdos qui assumpsit onus missarum sit hæres vel successor testatoris. Alias si per manualem eleemosynam sibi ab hærede constitutam onus amovibiliter suscepit, negative respondendum ex decreto Sacræ Congregationis apud Barbosa, ibidem, in responsione ad 9 quæsitum.

## IV. — Projet de réforme proposée par Innocent XI et décrets de 1678.

1. Innocent XI, ayant appris que quelques prêtres célébraient la messe avec une telle rapidité que c'était à la fois un scandale pour les fidèles et une irrévérence pour un si auguste sacrement, et qu'ils recevaient plus de messes qu'ils n'en pouvaient acquitter, voulut que des mesures efficaces fussent prises à ce sujet. Aussi un certain nombre de propositions furent soumises à Sa Sainteté, qui en renvoya l'examen à la S. C. du concile.

Ces propositions, au nombre de dix-huit, ont trait non seulement

au saint sacrifice de la messe, qui fut la cause première de cette discussion, mais encore aux censures, peines canoniques et cas réservés.

Nous ne rendrons compte ici que des propositions qui concernent notre travail. Ce sont les quatorze premières.

1. On ne pourra sans irrévérence célébrer la messe en moins de dix-neuf minutes.

2. La faute n'admet point de légèreté en la matière.

3. Les contrevenants seront punis par des censures et des amendes.

4. Une clepsydre sera placée sur chaque autel pour mesurer la durée de la messe.

5. La contravention sera évidente chaque fois que la clepsydre n'aura pas achevé de vider son contenu.

6. A sa honte, le prêtre devra rester à l'autel, même une fois la messe terminée, jusqu'à l'entier achèvement du temps prescrit.

7. En cas de non-exécution de cet article, l'excommunication suivra le fait.

8. Le clerc constatera les contraventions pour en informer le curé qui en fera son rapport à l'Ordinaire.

9. Une constitution spéciale est nécessaire sur ce sujet.

10. Chaque année, et dans chaque église, elle sera lue au peuple et commentée.

11. On exigera, dans chaque sacristie, un double registre où seront inscrites les messes à dire et les messes acquittées.

12. Aucune réserve, même du quart, ne sera faite sur l'aumône de la messe, sous prétexte d'indemniser des frais de cire et autres.

13. Il sera interdit aux sacristains de retenir quoi que ce soit sur cette aumône.

14. Les supérieurs veilleront à ce que les nappes de l'autel soient propres, les ornements en bon état et tout ce qui tient au sacrifice décent. Au besoin, on les y obligera par des peines canoniques et des censures.

La S. Congrégation, avec sa sagesse habituelle, répondit, le 26 mars 1678, qu'elle chargeait son secrétaire d'informer Sa Sainteté que, pour les premières propositions, il suffirait d'écrire une circulaire aux évêques, en leur recommandant instamment de veiller à ce que le clergé, tant séculier que régulier, gardât toujours le res-

pect convenable dans la célébration de la messe et que, pour les autres cas, les décrets d'Urbain VIII y avaient suffisamment pourvu.

Ce décret du 6 mars nous a été conservé parmi les papiers du cardinal Casanate. On le trouve au tome I, page 332, du recueil de la S. C. du Concile. En voici le texte :

*De observandis et evitandis in celebratione missarum. De observ. et evitand. celebr. miss., cap. unic., sess. 22, eodem tit.*

Delatum fuit SSmo a nonnullis sacerdotibus tam brevi temporis spatio sacrosanctum missæ sacrificium peragi, ut non sine scandalosa confusione et irreverentia tremendum hoc misterium tractetur. Ad debitam itaque venerationem instaurandam proposita fuere Sanctitati Suæ, et ab eodem remissa ad hanc Sac. Cong. pro examine, infrascripta remedia :

1. Præscribendum seu potius declarandum non posse absque indecentia missam celebrare minori temporis spatio quam sesquiquadrantis unius horæ.

2. Ad hæc declarandum in hoc non dari parvitatem materiæ.

3. Adversus contravenientes infligendam pœnam suspensionis et pecuniarum.

4. Proinde retinendum in quolibet altari clepsydram, quæ currere incipiat in introitu.

5. Si quis ante elapsam clepsydram missam expleverit, contravenisse censeatur.

6. Et nihilominus sacerdos, donec integre arenula excurrat, in altari stare teneatur, ut suæ irreverentiæ pœnam et hanc publici pudoris sentiat.

7. Quod si non steterit, in pœnam excommunicationis ipso facto incurrat.

8. Acolytus contraventorem ad parochum, ut is ad ordinarium deferat.

9. Super his autem edendam constitutionem.

10. Eamque, quolibet anno et in qualibet ecclesia, legendam et populo explicandam.

11. Pari modo delatum fuit quampluribus in ecclesiis, sufficienti sacerdotum numero destitutis, acceptari legata et eleemosynas pro missis, non sine detrimento fidelium qui defraudantur; expedire propterea id sub censuris prohibere et duorum librorum retentionem injungendam, ut in uno eleemosynæ, in altero celebrantes adnotentur.

12. Prohibendam detractionem quartæ partis eleemosynæ missarum in pluribus ecclesiis practicatam, sub prætextu ceræ et aliorum.

13. Prout etiam abusum quo aliquis sacrista retinet quinque julios quolibet mense et manuali sacerdotum eleemosyna, sub ratione quod eos ad celebrationem admittat.

14. Sub gravibus pœnis etiam censurarum injungendam superioribus aliisve ad quos spectat, munditiem mapparum in altaribus et aliorum quæ in sacrificio adhibentur, prout etiam paramentorum nitorem.

De casibus reservatis, *c. 7, de cas. reserv., sess. 14, de pœnit.* In eodem delationis folio demum subditur multiplicitatem casuum reservatorum et difficultatem inveniendi sacerdotem ab iis absolvendi autoritate suffultum, destruere potius quam ædificare. Ideo

15. Præscribendum ordinariis, ne plures quam quindecim casus reservent.

16. Et dandam absolvendi facultatem parochis et aliquot regularibus.

17. Uni tamen eumdem pœnitentem non pluries quam bis aut ter possint absolvere.

18. Ac pro iis imponant pœnas pecuniarias aut corporis afflictivas, puta jejunia, horas orationum.

*Die 26 Martii 1678.* — Secretarius exponat SSmo S. Cong. quoad dubia judicasse a 1.° usque ad 10 inclusive sufficienter provideri litteris circularibus ad episcopos dirigendis, quibus eisdem injungatur ut diligenter curent quod sacerdotes, tam seculares quam regulares, debita cum reverentia celebrent.

Ab 11 ad 16 inclusive, sufficienter esse provisum in decretis sa : me : Urbani VIII.

A 15 ad 18, nihil esse addendum provisionibus jam factis a Clemente VIII.

2. La Congrégation du Concile refuse de s'exprimer d'une manière générale pour la réduction des messes et répond qu'il faut spécifier les cas particuliers.

*Dubium reductionis missar.* — Pro habenda regula in reductionibus missarum peragendis, supplicatum declarari : An super censibus gravatis missarum oneribus exigi possint collectæ camerales?

Die 30 aprilis 1678. — *Exprimant casus particulares.*

Le *votum* du card. Casanate ne conclut pas, s'appuyant sur cet oracle d'un concile que le *premier siège ne peut être jugé par personne.* Cependant on y voit clairement exprimé ce principe que les biens, qui constituent le fonds nécessaire à l'acquittement d'un nombre déterminé de messes, sont à proprement parler des biens d'église ou pour mieux dire d'autel. Il n'admet donc pas qu'un prince séculier frappe d'impôt un bien exempt de droit divin : mais il n'ose se prononcer si c'est le pape qui ordonne cette levée.

De jure nullum est dubium quatenus collectæ camerales impositæ fuerunt a principe laico per authoritatem principatus laici, non ex dominio directo vel pacto, nec ad naturalem conservationem prædiorum, ut est magistralis distinctio coram Merlino, d. 902 per totam, præsertim n. 64 et

hanc exemptionem jure divino competere probat ipsa decisio sub n. 7, ad 33, omnesque numerose relati a Barbos. in collectan. ad Concil. Trid., sess. 25, *de reform.*, cap. 20, § 1, cum seq.

De jure pariter nullum dubium est quod prædia specifice gravata oneribus missarum sunt saltem pro rata oneris res ecclesiæ, immo et altaris seu sacrificiorum, ideoque de jure divino exemptæ, ut est Deus et Christus.

Præcipue autem in censibus de quibus specialiter datur præsens quæsitum, non est possibilis collecta, nisi ex impositione. Attamen quoad collectas camerales a Summis Pontificibus impositas non est respondendum ad dubium, quia Prima Sedes a nemine judicatur, ut responsum fuit S. Marcellino Papæ a concilio Sinuessano. (*Mss. Casanat.*, t. I, p. 347.)

## V. — Recours a Rome et instances de condonation, en 1679.

1. La supplique suivante que nous tenons à citer prouve toute l'étendue et la gravité du mal qu'il s'agit de combattre. Elle se trouve au tome VI, p. 74 des manuscrits du cardinal Casanate.

Un monastère demande la condonation pour les messes qu'il n'a pas acquittées. La S. C. du Concile répond qu'il appartient au général de suppléer à ce défaut en répartissant la charge entre les religieux des autres couvents placés sous sa dépendance. Le général soulève des objections et le monastère se déclare impuissant à remplir ses obligations. Les fonds sont détériorés ou perdus et un procès pendant achèvera de dépouiller le monastère.

Nous ne connaissons pas l'issue de cette affaire, mais ce que nous y cherchons, c'est le chiffre exorbitant de 64,738 messes, que les religieux déclarent dans leur instance avoir laissé cumuler sans pouvoir désormais se libérer.

Emi e Rmi Signori, Avendo l'EE. VV., fin sotto li 18 del passato mese di decembre, nell'esposta causa dell'omissione nell'adempimento di messe intitolata *N. condonationis missarum*, che si tratta, rescritto : *Ad generalem, ad effectum ut per alios religiosos aliorum conventuum religionis mandet quod oneribus prætermissis satisfiat* ed avendo il medesimo generale riposto all'EE. VV., conforme dalla lettera sigillata e data in mano di Monsig. Illmo Secretario di questa S. Congregazione, pero il monastero N. oratore per lo passato al presente inerendo alla verità e ragioni altre volte esposte, soggiunge ancora che le lascite ed assegne da testatori ad effetto si dicessero le messe numero *sessanta quattro mila settecento trentotto* tralasciate, non si sono potute conseguire ne si possono conseguire per essere ora inesigibili in riguardo dei fondi deteriorati o persi e debitori decotti, in con-

formità delle partite incluse nel foglio inserto nel memoriale dato all'EE. VV. nella congregazione passata, tanto più che per la sorte e principale assegnamento, ossia fondo, l'inesigibilità è nata ed anco pende coram judice ed è probabile la sentenza contraria, stante il concorso dei creditori anteriori alli legati che gravano e gravarono il monastero supplicante col peso di dette messe. Onde per le ragioni dedotte, informazioni e giustificazioni portate, sono l'EE. VV. supplicate alla risoluzione, o in conformità della prima supplica di condizione, o secondo il voto chiuso che avrà dato il Rmo P. Generale di Com.ne e rescritto di questa S. Congregazione. Che il tutto, etc.

2. Huit suppliques anonymes arrivèrent à Rome en même temps. Elles venaient d'Italie, de Portugal, de Majorque et d'autres lieux non désignés. Toutes demandaient à entrer en accommodement pour des messes qui n'avaient pas été acquittées et dont la somme totale se montait à 232,700. Les uns invoquaient la pénurie de prêtres, les autres l'emploi des aumônes; ceux-ci ne pouvaient trouver des colons pour cultiver leurs terres, ceux-là se plaignaient de la mortalité et de la diminution des revenus.

Le Pape renvoya l'examen de ces diverses suppliques à la S. C. du Concile, en lui demandant son sentiment et le remède à apporter au mal, après mûr examen. La Congrégation, ne voulant pas avancer dans une matière aussi délicate, pour ainsi dire en aveugle, le 16 décembre 1679, rendit un décret qui exigeait, pour procéder outre, les noms et l'état des couvents, ainsi que l'indication de l'époque où ils avaient accepté les obligations.

Ces recours nombreux et si graves démontrèrent la nécessité d'une mesure prompte et efficace. Telle fut l'origine des débats qui occupèrent les années 1679, 1680 et 1684.

*De missarum condonat.*, c. 4, sess. 25, de reform. Per octo anonymos supplices libellos petita fuit a SSmo admissio ad compositionem cum Fabrica S. Petri pro infrascriptis respective missis non celebratis, ascendentibus in totum ad missas biscentum triginta duo mille et septingenta.

1. Ecclesia quidem regularis in Italia extra Statum ecclesiasticum, pro missis 130 mil., dolens de reddituum diminutione ac de sacerdotum deficientia ex contagione defunctorum, ita ut, donec illorum numerus reintegraretur, complura sacrificia omittere oportuerit.

2. Prior conventus mendicantium Ulixbonen. pro missis 42 mil., quarum eleemosynæ pro victu consumptæ.

3. Alii regulares, qui ex legatis tenebantur ad missas quotidianas per-

petuas, deputando in cappellanos ipsos religiosos, quoniam ipsis liberam applicationem diebus dominicis constitutiones indulgent, omissæ remansere missæ 156,93.

4. Nonnulli conventus Lusitaniæ pro missis 16 mil., non celebratis propter penuriam sacerdotum.

5. Alius conventus pariter in Lusitania pro missis 10 mil., consumptis eleemosynis pro victu aliisque necessitatibus.

6. Beneficiati parochialis de Salva, Majoricen. diœces., pro missis 8,000, quoniam redditus partim deperiit, partim litigiosus.

7. Clerus pro missis 10,500, quoniam capitalia periere, terræ non coluntur propter colonorum penuriam ac redditus decrevere.

8. Modernus superior loci pii non regularis in Statu ecclesiastico pro missis mille et biscentum, quoniam propter temporum penuriam redditus non suppetunt, imo ex eadem causa æs alienum contrahere necesse fuit.

Ad has omnes instantias Sanctitas Sua rescripsit : « Alla Congregazione del Concilio, che sopra l'esposta materia in generale maturamente esamini l'opportuno rimedio e dia il suo voto. »

*Proinde Emi PP. pro eorum perspicaci prudentia non graventur decernere quod magis in Domino expedire judicaverint.*

*Die 15 decembris 1679. Pro libellis datis explicentur nomina, tempora acceptationum et status conventuum (Mss. Casanat.*, t. XI, p. 238.)

## VI. — Première réunion de la s. c. du concile, en 1679.

1. Le 13 mai 1679, la S. Congrégation du Concile s'assembla, par ordre d'Innocent XI, à l'effet d'aviser à la célébration des messes omises, pour lesquelles des instances continuelles étaient faites, soit pour obtenir la condonation, soit au moins pour se dégrever par un accommodement.

Le feuillet remis aux cardinaux insiste sur ces trois points :

Le décret d'Urbain VIII contient tout ce qui est nécessaire pour les messes perpétuelles, dont le tableau est affiché dans la sacristie.

Pour les messes manuelles, il serait opportun que l'ordinaire pût, chaque mois, attester, par l'inspection qu'il ferait des livres ayant cette destination, que les charges ont été acquittées et autoriser à en recevoir d'autres pour le mois suivant.

Au lieu de confier la réception et conservation des aumônes aux sacristains, la remise pourrait en avoir lieu entre les mains du supérieur, assisté de deux frères connus par leur gravité.

2. Le cardinal Casanate, dans son *votum*, observe que le décret d'Urbain VIII ne contient aucune peine contre les délinquants, que

c'est seulement en 1626 que des peines sont portées à l'occasion de l'omission des messes perpétuelles et qu'il serait opportun de statuer pour l'avenir que toute contravention chez les réguliers serait punie par la privation des offices, l'incapacité à en avoir, la privation de voix active et passive, l'évêque étant délégué pour l'exécution des dites peines, même contre ceux qui seraient exempts, enfin qu'il serait rendu compte de la décharge des obligations, au moins deux fois par an, devant l'ordinaire du lieu.

3. Le décret rendu à cette occasion décida que, pour assurer la stricte observation du décret d'Urbain VIII, on écrirait aux ordinaires, on ferait une notification aux supérieurs en résidence à Rome et que, chaque année, la Congrégation du Concile recevrait le compte-rendu de l'acquittement des obligations, en conformité à une instruction spéciale.

4. Voici d'abord le *restrictus* ou feuillet destiné à cette première réunion, d'après les manuscrits du card. Casanate, t. II, p. 85, et t. III, p. 93.

Proponen. in Cong. Concilii, 13 maii 1679.

*De celebratione missarum.* SSmus D. N., pro suæ pastoralis providentiæ inclito zelo, animadvertens in missarum celebrandarum omissionibus piorum fidelium voluntates frequenter defraudari, malis hujusmodi obviare decrevit.

Id praesertim contigit in regularibus et exemptis, qui ultra conventuum et monasteriorum vires eleemosynas quantæ quæque offerant pro missis celebrandis recipiunt, illisque consumptis missisque non celebratis, pro compositione vel condonatione in dies recurrunt.

Quoad onera quidem perpetua per decretum S. M. Urbani VIII, per hanc S. Cong. editum 21 junii 1625, si illius observantiæ invigiletur, satis forte consultum est, et nisi in hoc etiam aliquid addere videat, tota provisio versari debebit circa eleemosynas quæ dantur ad manus.

In notula remissa suggerit fore opportunum si etiam regularibus et exemptis prohibeatur in posterum ne pro missis eleemosynas recipiant, nisi prius per libros coram ordinario docuerint antea susceptis oneribus esse satisfactum, deindeque de mense in mensem tam eleemosynarum susceptarum quam missarum celebratarum notulas eidem ordinario exhibere teneantur. Cum cæteroqui tabellarum in sacristia retentio nequaquam videatur sufficere, cum præcipuus defectus consistat in manualibus eleemosynis quæ dietim obveniunt, opportunum etiam futurum suggerit si præsertim regularibus prohibeantur capsulæ et liberculi quos sacristani retinere consueverunt, mandando ne in posterum eleemosynæ recipi pos-

sint nisi a superiore, cum assistentia duorum patrum gravium, imponendo pœnam, praesertim vocis activæ et passivæ, non solum ad superiores locales, sed etiam ad provinciales et generales in casu contraventionis. Si vero hujusmodi remedia non existiment adæquata, non graventur EE. PP. pro eorum summa prudentia decernere quod magis in Domino expedire judicaverint.

5. *Votum du card. Casanate* (tom. III, pag. 93). Ad dubia S. Congregationis Concilii additionalia pro die 13 maii 1679.

De celebratione missarum. In decretis editis sub die 21 junii 1625 (ut apud Barbos., *de offic. Episcopi*, tom. II, p. 56, cum tribus seqq., et apud Novar., *in Summa Bullar.* p. p.ª, pag. 134, cum duabus seq., optime sancitur : « Eleemosynas manuales et quotidianas pro missis celebrandis suscipi non licere, nisi oneribus antea susceptis fuerit satisfactum, alioqui omnino abstinendum ab hujusmodi eleemosynarum receptione, ac etiam capsulas cum inscriptione illa *Eleemosynæ pro missis* omnino amovendas, ut §. 5 eorumdem decretorum vers. *eleemosynas vero.* » Nulla tamen imposita est pœna in transgressores, neque modus reddendæ rationis præscriptus, aut animadversionis. Quin immo, sequenti anno 1626, relaxatus est rigor, quia in responsione ad 10 quaesitum indulgetur receptio eleemosynarum manualium, etiam non satisfacto præcedentibus oneribus, dummodo infra modicum tempus satisfiat, et in responsione ad 12 dicitur pœnas solummodo impositas quoad missas manuales.

Opportunum igitur foret ac sufficiens imponere pœnam privationis officiorum ac inhabilitatis ad illa, ulterius etiam regularibus ut magis in hac materia depræhensis, pœnam privationis de voce activa et passiva, quatenus formam primi decreti quoad missarum manualium eleemosynas fuerint transgressi ; earumque pœnarum exequutionem episcopis aliisque locorum Ordinariis, etiam contra exemptos et cujuscumque instituti regulares, authoritate apostolica committere, adjecta ulterius obligatione reddendi rationem iisdem Ordinariis, ipsorum arbitrio vel saltem bis in anno, prout de piis dispositionibus provide statuit S. Concil. Trident., sess. 22, de reform., cap. 8, cum seq.

6. *Décret de la S. C. du Concile.* — Die 13 maii 1679. Scribatur Ordinariis locorum, et notificetur superioribus regularibus in Urbe, ut pro eorum munere incumbant pro observatione omnimoda decretorum S. Cong. approbatorum per s. m. Urbani VIII de anno 1625, et de adimplemento juxta instructionem mittendam doceant quolibet anno S. Congregationem Concilii.

## VII. — Projets de décret et d'instruction.

Les demandes nombreuses de condonation pour les messes non célébrées, qui sont adressées par les prêtres séculiers et réguliers à la S. C., montrent combien il est opportun d'éliminer des abus qui

ne respectent pas la volonté des testateurs et privent les âmes des défunts des prières qui leur sont dues. Quoique des décrets aient déjà cherché à remédier au mal, comme ce mal renaît, il importe de le détruire dans sa racine et d'ajouter pour cela des remèdes nouveaux à ceux déjà employés. En conséquence, par ordre d'Innocent XI, la S. C. du Concile rappelle aux évêques, généraux, commissaires ou présidents des ordres religieux de l'Italie et des îles adjacentes, la stricte observance des décrets d'Urbain VIII, avec injonction de faire, chaque année, un rapport sur l'acquittement des messes, sous peine, pour les religieux, en cas d'infraction, d'être soumis directement sur le point en question à la surveillance des évêques, qui presseront l'accomplissement des actes pontificaux. Et afin que ledit décret ne soit pas exposé à être considéré comme suranné et qu'on ne puisse en prétexter l'ignorance, il devra être inséré dans les constitutions des divers ordres et il obligera à l'avenir qui que ce soit, comme il oblige maintenant.

A. Cum pluribus Christifidelium quærimoniis, immo frequentibus instantiis sacerdotum sæcularium et regularium, considerabilis numeri missarum non celebratarum condonationem petentium, Apostolicæ Sedi notuit quanti in hac materia abusus irrepserint. Ex quo piæ testantium voluntates defraudantur, obstricta benefactoribus fides violatur ac defunctorum animæ suffragiis privantur. Et quamvis malis hujusmodi sæpe alias opportunis decretis consultum fuerit, exigit tamen renascens malitia ut, iisdem repetitis aliisque superadditis remediis, radix tantopere perniciosa evellatur. Proinde S. Cong. Emorum S. R. E. cardinalium Concilii Tridentini interpretum, etiam auctoritate SSmi D. N. divina providentia Papæ Innocentii XI, omnibus et singulis episcopis, generalibus, commissariis ac præsidentibus cujuscumque ordinis regularium, congregationis vel instituti, districte mandat ac præcipit quatenus ex eorum debito munere sedulo incumbant ut decreta hujus Sacræ Congregationis de celebratione missarum S. Me. Urb. VIII auctoritate edita 21 Junii 1625, ab omnibus et singulis sacerdotibus sæcularibus, et respective provincialibus ministris, abbatibus, prioribus, præpositis, guardianis, vicariis et quibuscumque aliis superioribus ac religiosis monasteriorum, conventuum ac domorum regularium, cujuscumque ordinis, congregationis et instituti, existentium intra fines Italiæ ac insularum adjacentium, omnimode et exacte observentur, ac singulis annis eamdem S. Cong. de adimplemento certiorent juxta infrascribendam instructionem : quod si negligentes fuerint, sciant prætermissi muneris rationem esse reddituros quodque, quoad regulares, eorum subditi

circa præmissa subjicientur ordinariis locorum, quibus propterea exequutio demandabitur.

Ne autem præsens decretum absolescat neve ullo unquam tempore ejus ignorantia prætendi valeat, mandat eadem Sac. Cong. illud inseri et asservari in libris constitut. cujuscumque ordinis, congregationis vel instituti, declarando ulterius quod notificatio decreti superioribus de præsenti existen. semel facta ligat omnes et quoscumque eorum successores, æque ac si ipsis successoribus specialiter ac legitime fuisset intimatum.

(*Mss. du card. Casan.*, t. VI, lett. M, p. 52.)

L'instruction dont il est question dans le projet de décret fut rédigée en italien par le cardinal vicaire, qui, dans l'exorde, rappelle les désordres occasionnés par la non-observation des décrets de la S. C. du Concile, de la Sacrée Visite apostolique et du Vicariat, puis l'ordre donné de vive voix par Sa Sainteté pour régler tout ce qui concerne la matière. En conséquence, Son Éminence prescrit les dispositions suivantes à observer désormais dans toutes les sacristies :

1°. Deux registres sont exigés. Sur l'un seront notées les obligations perpétuelles et chacune aura ses chapelains fixes ou provisoires, en cas d'absence ou de vacances, afin qu'il n'y ait pas d'interruption dans l'accomplissement des charges imposées : sur l'autre seront inscrites les messes manuelles, en ayant soin d'indiquer l'intention du bienfaiteur, qui demande soit une messe des morts, soit en l'honneur de tel saint, etc. En regard de ces mêmes obligations, sur chacun des registres, le prêtre qui aura acquitté la messe fondée ou promise devra signer de son nom et désigner le jour où il aura accompli son mandat.

2°. Le supérieur de l'église désignera un sacristain ou une autre personne à son choix pour recevoir les aumônes manuelles, les inscrire sur le registre *ad hoc* et les déposer dans un tronc spécial, sous les yeux de celui qui fait l'aumône.

3°. Les chapelains, chargés d'acquitter les fondations perpétuelles, devront être exacts à satisfaire à leurs obligations, soit par eux-mêmes, soit par des remplaçants en cas de légitime empêchement, et éviter de ne jamais altérer ni transférer la célébration de messes qui leur incombe.

4°. Les messes, demandées expressément à telle église ou tel autel,

ne pourront être acquittées à des églises ou des autels différents.

5°. Le syndic apostolique des religieux mendiants, même capucins, tiendra note sur un registre de l'argent et des objets qui lui seront remis, sous les yeux mêmes du donateur et au fur et à mesure que les messes seront acquittées, le sacristain les marquera sur un registre analogue à celui indiqué au n° 1. Enfin sur un troisième registre le supérieur local inscrira les sommes ou objets qui lui auront été consignés par le syndic.

6°. En dehors du mode ici déterminé, personne ne devra quêter ni donner des messes à dire, car alors l'acquittement n'en est nullement garanti.

7°. A la fin de chaque mois, les supérieurs séculiers et réguliers examineront les messes éventuelles qui sont à leur charge pour le mois suivant, afin qu'on les acquitte exactement, et il est interdit d'en recevoir pour plus d'un mois, tant que la sacristie ne sera pas libérée de ses engagements du dernier mois.

8°. Toutes ces prescriptions sont obligatoires pour les sacristains et supérieurs locaux, sous peine, pour les clercs et les églises séculières, d'une amende de vingt-cinq écus à appliquer aux lieux pies et, pour les réguliers, de privation de leurs charges, d'incapacité perpétuelle à en obtenir d'autres, de privation de voix active et passive, sans préjudice, pour les uns et pour les autres, de toute autre peine au gré du cardinal vicaire.

On remarquera plus tard que cette instruction a passé presque tout entière dans le premier édit publié par le secrétaire de la Visite apostolique, sous Clément XI, en 1704.

B. Perchè le provisioni altre volte fatte per decreti della Sacra Congregazione e della Sacra Visita Apostolica ed anco del nostro Tribunale, concernenti la celebrazione delle messe tanto perpetue come manuali, oltre la puntuale esecuzione che devono avere, trovino anco pronte la giustificazione dell'adempimento, per ordine espresso della Santità di N. S., datoci a bocca, abbiamo voluto prescrivere la forma di detta giustificazione da osservarsi in tutte le sagrestie delle chiese, etc. Ed è:

1. Che si abbiano a tenere nelle sagrestie due libri, in uno dei quali siano notati con ordine tutti li pesi ed obblighi perpetui per l'adempimento dei quali s'assegnino particolari cappellani, ed in vacanza o impedimento, se ne sostituiranno altri, quali a giorno per giorno, o nei tempi che sono prescritti dalle lascite dei fideli, debbano di propria mano

notare il giorno, mese ed anno nel quale avranno celebrata la messa. Nell'altro libro poi si noteranno l'elemosine manuali, con notificazione della causa in che sono date, cioè per messa di defonti, di tal santo, secondo l'intenzione o altro, e similmente di contro di detta annotazione d'elemosine s'esprime da celebranti l'adempimento della forma ingiunta da chi ha dato l'elemosina con sottoscrizione del medesimo celebrante, come di sopra delle messe perpetue si è detto.

2. Che queste elemosine di messe manuali si notino al libro, et si ponghino in una cassetta distinta per il ricevimento di esse, il tutto a vista di chi avrà data l'elemosina, quale non possa riceversi se non dal sagrestano o altro depositario che sarà a cio destinato dal superiore della chiesa.

3. Che li cappellani assegnati per la soddisfazione dell'obblighi perpetui non possino, per qualsivoglia urgente causa, ancorchè d'esequie di defonto esposto in chiesa, posporre la precisa e dovuta soddisfazione del suo obligo, se non in caso di legittimo impedimento, e con sostituire altro che adempia in suo luogo, in modo che non s'alteri ne si differisca la celebrazione che a lui tocca.

4. Che le messe lasciate a dirsi in chiesa o altare particolare non possono celebrarsi in altre chiese o altari se non a quelle o quelli contemplati da chi ha data l'elemosina, ogni volta che non vi sia qualche indulto o privilegio particolare in contrario.

5. Che il sindaco, chiamato Apostolico, de religiosi mendicanti, etiam cappuccini quali non possono ricevere denaro, debba avere un libro dove, a vista dell'offerente o benefattore, debba descrivere tutti li danari e robbe che si daranno per celebrazione di messe, ed il superiore locale parimenti debba avere un simile libro per registrare tutte le polize e robe che riceverà da detto sindaco e dall'offerenti ad effetto di celebrar messe, per la soddisfazione delle quali messe dovrà il sagrestano tenere libro o libri nella conformità che si dice di sopra, accio che sempre apparisca la specifica soddisfazione di quelle.

6. Che non sia lecito a qualunque persona, tanto religiosa come secolare, fuori di questo modo prescritto questuare o ricevere elemosina tanto in danaro come in robbe in celebrare messe, avvertendo li fideli, quali fuori di questo modo daranno elemosine per messe, che non saranno sicuri della soddisfazione.

7. Che nel fine di ciascun mese tanto i superiori secolari quanto regolari debbano rivedere l'oblighi delle messe per elemosine ricevute per soddisfarle onninamente nel mese futuro, con proibizione o interdetto di non poterne ricevere più del mese susseguente finchè non avranno soddisfatto all'oblighi dell'elemosine date nel mese passato, e conoscendo non potere commodamente adempire nelle loro chiese le messe per le quali viene lasciata l'elemosina, lascino onninamente di riceverla, perchè non resti defraudata l'intenzione di chi l'offerisce o più lungamente del dovere

procrastinato di soddisfare all'obligo che vien loro imposto dall'intenzione dei decreti.

8. Tutte le quali e singole cose dovranno adempire ed inviolabilmente osservare tanto li superiori locali come li sagrestani, sotto pena, per il clero e chiese secolari, a scudi 25 per ogni contravenzione da applicarsi ai luoghi pii, e per li regolari, di privazione de'loro officii, e di perpetua inabilità d'ottenerli in avvenire, ed anco di voce attiva e passiva, senza altra dichiarazione precedente, ed altri tanto come per l'uni come per l'altri a nostro arbitrio. Datum Romæ ex ædibus nostris hac die (*Mss. Casanat.*, t. VI, lett. M, p. 54.)

## VIII. — Mémoires de la rév. fabrique de St-Pierre.

1. La révérende Fabrique de S.-Pierre se déclare, dans son premier mémoire, en vertu de nombreux indults concédés par les souverains pontifes, en possession, depuis Léon X et l'année 1510, de faire célébrer les messes qui n'ont pas été acquittées par des chapelains à ce spécialement députés, et d'employer l'argent qui en provient à la construction de la basilique du prince des apôtres.

Aussi le tribunal établi par Clément VII, quand des causes semblables lui ont été soumises, a-t-il toujours rendu sa sentence dans ce sens, mais en y insérant plusieurs clauses, telles que les suivantes : *pourvu que l'omission n'ait pas été faite par malice et avec l'intention d'entrer en accommodement avec la Fabrique de S.-Pierre, que semblable accommodement n'ait pas eu lieu antérieurement avec ladite Fabrique, qu'à l'avenir on s'abstienne de recevoir plus de messes qu'on n'en peut acquitter, que le suppliant soit dans une condition si infortunée qu'il ne puisse restituer l'aumône perçue.* Ces clauses sont évidemment de nature à empêcher toute récidive ; mais si par hasard il s'en présentait, la supplique serait aussitôt rejetée, à moins de cas exceptionnels, comme guerres, peste, qui rendent l'omission juste et excusable, puisqu'il y a impossibilité de célébrer.

Il n'y a donc pas toujours malice dans le non-acquittement des messes, et la pratique du tribunal démontre que divers accidents, imprévus et involontaires, méritent d'attirer la compassion de l'Église Romaine, qui doit distinguer entre celui qui est coupable et celui qui est excusable.

De plus, dans les communautés religieuses, l'arriéré provient

souvent de la mutation ou mort des supérieurs, qui ont accepté plus de messes que les prêtres actuels de la communauté n'en peuvent dire et une transaction devient alors nécessaire. On ne peut songer à répartir ces messes entre les couvents de l'ordre, parce que ces couvents sont déjà grevés, que la volonté des testateurs avait souvent déterminé l'église et l'autel, et qu'une pareille commutation d'un lieu à un autre n'est possible que comme l'ont fait les souverains pontifes en faveur de la Fabrique de S.-Pierre.

Enfin, comme certains pauvres prêtres et religieux sont persuadés que pour eux la première chose est de vivre et que l'aumône de la messe constitue leurs seuls moyens d'existence, ils ne se font pas scrupule de leurs omissions passées et jugent inutile de recourir à Rome.

La révérende Fabrique de S.-Pierre conclut qu'on peut prendre des mesures opportunes pour empêcher ces omissions, mais elle se prononce en faveur du *statu quo*, tout en motivant la réforme proposée sur les exemples de Clément VIII et d'Urbain VIII.

C. *Istanza per la R. Fabrica di S. Pietro.*

Emi e Rmi Signori, La Rev. Fabrica di S. Pietro, tra molti indulti concessigli da Sommi Pontefici, gode la facultà di comporre sopra le messe non celebrate, come costa per breve di Leone X dato l'anno 1517 e dalle dichiarazioni fatte l'anno 1598, in vigore delle facoltà concedute alli deputati sopra la Fabrica di S. Pietro declarandi dubia, come nel compendio dei privilegi, pag 16, § 1, pag. 24, § 1, pag. 29, impresse dal Quaranta *super costit. Apost.*, in verb. *Fabrica S. Petri*, n. 3, referite nel *Compen. de privileg. di essa Fabrica*, pag. 10, litt. D, pag. 26, § 4, pag. 32, § 2, e queste sono anche registrate dal Maranta, *resp. V*, n. 58, p. 1, dove prova chiaramente che le messe non celebrate spettano alla R. Fabrica, dalla quale percio si ritengono cappellani deputati in S. Pietro, li quali celebrano continuamente per aggiungere l'opera del sacrificio operato all'indubitata autorità delle chiavi compartita da tanti Sommi Pontefici con l'effettiva commutazione di tutte quelle opere di pietà, che non si adempiscono dai fedeli, come se fossero realmente adempite, mentre aiutino e contribuiscono all'edificazione del tempio del Principe degli Apostoli, ch'è la più nobil casa di Dio che si veneri in terra, ammettendogli a tutti gli beni spirituali della Chiesa militante, in modo che non si puo dubitare che non suffraghi a tutto conforme insegna la fede. Ne si puo dire, che le messe manuali siano piuttosto donazioni inter vivos che li legati, perchè anche Giulio III, con la constituz. 15, in *Bull.* e nel *Compend. sud.*, p. 7, concede facoltà

alla Fabrica di far eseguire le donazioni *inter vivos* fatte *ad pias causas*, e si commise alla R. Fabrica fossero a notizia li sacerdoti e religiosi ai quali fossero state date elemosine per la celebrazione delle messe potrebbe astringere a mostrare d'esse l'adempimento, cosi parimenti ha facoltà di potere quei liberare dall'omissioni con le composizioni.

E percio da tempo immemorabile il tribunale eretto da Clemente VII ha sempre convenuto, tanto li sacerdoti secolari quanto li regolari, con ogni altra sorte di persone, di qualunque dignità e condizione siano, a mostrare gli adempimenti quando ha avuto notizia dell'omissioni, o delle messe sudette, o di qualsivoglia opera di pietà tralasciata, condannandogli al pagamento dell'elemosine ricevute a comodo di essa fabrica.

Ovvero quando non se n'è avuto notizia, ha sempre composto con li supplicanti, con pagamenti pero o tasse differenti, secondo li casi e povertà loro, avuta prima matura considerazione alle cause espresse ed all'impossibilità di poterle adempire.

Apponendo alcune clausule proprie ed adequate alli casi, che sono stati rappresentati dai supplicanti, cioè *dummodo malitiose non omiserint, animo habendi compositionem a Rev. Fabrica*, vel *dummodo alias se non composuerint cum eadem Rev. Fabrica*, vel *dummodo in futurum abstineant a perceptione eleemosynarum ultra vires.*

E quando il supplicante ha preso l'elemosine a nome proprio, e non per il convento o per altra sodalità in comune, e si è poi ridotto a tanta estremità, o per l'età decrepita o per la povertà, che si è veduto non poter in alcun modo adempire, si è amesso a composizione : *Dummodo vere orator non habeat quidquam aliud unde satisfacere possit propter eleemosynam oblatam.*

La qual clausola senza dubio e tanto ristretta, che potrebbe moralmente suffragare ad ogni doloso detentore di robbe di altri.

Ne si deve dire che, non ostante questa formola e clausule inserte negl' istromenti delle composizione, li regolari e supplicanti tralasciano e trascurino le celebrazioni delle messe e poi di nuovo ritornino per nuove composizioni; poichè, essendo spinto dal mero scrupolo di coscienza, e non da altro timore del tribunale, mentre molti vengono da paesi lontanissimi *ultra maria et montes*, e riportando la grazia con le predette clausole, pare del tutto inverisimile che dopo tanta spesa ed incommodo volessero rimanere illaqueati nel medesimo dolo e scrupoli, portando alle case loro un instromento che non le servirebbe a niente.

Anzi si è osservato essere venute suppliche con la narrativa di essersi composte altre volte e di aver tralasciata la celebrazione con la speranza di nuova composizione, e sono state rigettate assolutamente; non costumandosi di rinnovare le composizioni senza cause molto legittime e straordinarie, come di guerre notorie e di pestilenze, delle quali si scorge chiaramente la giusta e scusabile omissione con l'impossibilità di poterle celebrare.

Da questa osservanza del tribunale, si vede che il non adempimento delle messe non proviene sempre da malizia, ma da varii accidenti del mondo, li quali meritano che la pietà della Chiesa Romana tenga aperte quelle porte, che con prudenza dei privati si sono spalancate e compartite a chi con juste cause ha meritato d'entrarvi, distinguendo *inter lepram et lepram*, li negligenti dolosi dalli scusabili, o dagli impossibilitati da cause tolerabili a non poter in altra forma sgravar le coscienze.

Conforme appunto succede in molti visitatori delle case regolari, li quali, ritrovando cumuli di messe non soddisfatte per la mutazione o morte di quei superiori che presero in varii tempi l'elemosine, non hanno il più pronto rimedio che di ricorrere per le composizioni, perchè li sacerdoti dolosi sono assenti da quel luogo o defonti, ne li religiosi presenti sono bastanti a poterle rimettere.

Nè si puo fare fondamento alcuno ai ripiego di farne un ripartimento a tutti li conventi di quella sorte di religione, perchè s' incorre nella medesima impossibilità, avendo tutti li loro pesi quotidiani con quali vivono.

Oltre che essendo stati destinati quei sacrificii a quegli altari precisi, o per lo più privilegiati o di divoto concorso, ai quali è stata contribuita l'elemosina, sarà sempre una commutazione di volontà *de loco ad locum*.

E se la commutazione è stata fatta già da sommi pontefici a favore della Fabrica, conforme si è detto di sopra, pare molto più pratticabile questa che quella, e per la possibilità e per la forza.

E presupposta la morale impossibilità di rimettere le messe tralasciate, stimano alcuni troppo rigorosa quella legge che indifferentemente escludesse ai fedeli il modo di liberarsi dal peccato della negligenza dei sacrificii non adempiti dopo aver consumato l' elemosine per alimento e mantenimento dei conventi destituiti di ogni altro presentaneo sostentamento ed impossibilitati a poter rimettere le messe tralasciate.

Poiché li religiosi disperati del rimedio pratticato vanno coltivando un opinione fondata dalla necessità degli alimenti ed accommodano le coscienze a difendere probabilmente di non essere tenuti all' impossibile, e che l'elemosina, benchè ricevuta per il sacrificio della santa messa, possa commutarsi giustamente in somministrare tenuissimi alimenti a tanti poveri sacerdoti, li quali non hanno altro modo da vivere, nè possono celebrare più di una messa il giorno per ciascheduno.

Allegando alcuni che, se è permesso anco il furto del pane o d'altro, per nudrirsi nella mera necessità del vivere, così non pare vietato l' erogarvi quel denaro che si ha in mano senza rubbarlo, benchè per altro fine elemosinato, e con questi fondamenti stimeranno superfluo di ricorrere alla corte di Roma per le già consuete et pratticate forme dalle Congregazioni del Concilio e Fabrica di S. Pietro.

Adunque senza vietare quei rimedj stimati opportuni e necessari per l'esperienza di tanti anni, si supplica l'EE. VV. degnarsi di lasciar conti-

nuare le composizioni per l'omissioni passate con le clausole salutari predette, ed applicare la santa mente di N. Signore alla riforma per l'avvenire con gli esempi de' Sommi Pontefici Clemente VIII ed Urbano VIII. (*Mss.Casanat.*, t. VI, lett. M, p. 56.)

2. Le premier mémoire ayant soulevé quelques observations, la Révérende Fabrique de Saint-Pierre maintint dans un second toutes les allégations précédentes et de plus ajouta quelques nouvelles indications. Nous ne noterons que les différences.

Ceux qui avaient la conscience chargée de quelques omissions avaient trois moyens de se libérer : la Sacrée Pénitencerie, la S. C. du Concile et la R. Fabrique de Saint-Pierre. Mais la S. Congrégation n'a jamais traité que les questions de réduction et de commutation, laissant à la Fabrique les condonations et compositions.

Dans ces sortes d'affaires les questions de personnes, de lieux et de temps ont toujours été clairement exprimées, des clauses spéciales ont été apposées aux rescrits, de manière à ôter tout scrupule aux indultaires, en sorte qu'il paraît convenable que si la R. Fabrique peut prendre à sa charge toutes les omissions, elle peut aussi transiger avec les suppliants, comme elle l'a fait depuis plus de cent cinquante ans.

*Per la Fabrica di S. Pietro memoriale.* — Emi e Rmi Signori, Benchè altre volte siano stati dati memoriali alla Penitenziaria secreta ed alla S. Congr. del Concilio per la condonazione delle messe o a questa rimessi da N. Signore, l'una e l'altra sono state solite, quanto alle messe non celebrate, rimettersi alla Congreg. della Rev. Fabbrica, e solo la Congregazione del Concilio si è ingerita nelle reduzioni degli obblighi, o nelle commutazioni di volontà, come infiniti esempi si potrebbero dedurre.

Le circostanze delle persone, luoghi e tempi, sogliono sempre esprimersi in qualsisia supplica o memoriale, e quantunque il memoriale si faccia per N. N., nulladimeno sempre in quello si esprime se il supplicante è regolare o secolare, se supplica a benefizio proprio o del convento, ed esprimersi la causa per la quale ha tralasciato di non soddisfare agl' oblighi, e nell' istromento della composizione che si stipola, si dichiara chî sia il supplicante, se di religione capace o incapace, se secolare o regolare, di qual luogo sia, sicchè sempre é verissimo che tutte le circostanze delle persone, luoghi e tempi, vengano espresse e considerate.

La prova dell'impossibilità non si stima necessaria, poichè se il suppli-

cante esprime che egli non ha modo di sodisfare e che non si ritrova che certa somma di danaro, quale offerisce per elemosina, in questo caso la Congregazione della Fabrica suol procedere con la seguente clausola : *Dummodo vere orator non habeat quidquam aliud unde satisfacere possit præter eleemosynam oblatam.* E perchè li supplicanti ricorrono per sgravarsi e non per illaquearsi le coscienze, percio ricevendo la grazia con detta clausola, l' impossibilità deve presumersi ed aversi per indubitata.

E se attesa l' impossibilita, stimasi sia luogo alla real condonazione con ingiungere qualche altra opera pia, non dovrà al supplicante negare la composizione ch' offerisce in sgravio della propria coscienza.

La clausola *quatenus ad pinguiorem, etc.*, quando il sacerdote sia secolare, non pare possa pratticarsi, perchè non goderebbe il supplicante quella liberazione della propria coscienza che desidera, mentre sarebbe sempre in scrupolo se egli avesse o no acquistato cosa alcuna che l'obbligasse alla sodisfazione dei pesi non adempiti.

Le considerazioni se la diminuzione delle rendite succede nel fondo o dote lasciata per la celebrazione delle messe, procede in riguardo alla reduzione, ma non ha luogo nelle composizioni che si richiedono oblighi tralasciati per qualche tempo, e nella mancanza delle rendite totali non si ricercano composizioni mentre cessa l'obligo.

La penuria dei sacerdoti suol essere motivo alla S. Congregazione per facilitare la grazia, e mentre il supplicante dice aver mancato per penuria dei sacerdoti, confessa la sufficienza delle rendite a peso ed allegando averle consumate nel proprio uso, ricorre per la grazia della composizione, sicchè il modo finora pratticato dalla S. Cong. del Concilio e della Penitenziaria, di rimettere le suppliche, memoriali alla S. Congregazione della Rev. Fabrica per composizione, pare che debba continuarsi. Mentre questa invigilava alle composizioni dolose, sempre suole procedere con le clausole aggiustate alli duoli che possono dai supplicanti commettersi, giacchè se il supplicante ha preso elemosine per celebrazione di messe con intenzione di non adempirle e con animo di comporsi con la Rev. Fabrica, suole pratticarsi la clausola : *Dummodo maliciose non omiserint, animo habendi compositionem a Rev. Fabrica.*

Se vi è dubbio che li supplicanti si siano altre volte composti e siano soliti componersi, suole ponersi la clausola : *Dummodo alias se non composuerint cum Rev. Fabrica.*

E per evitare che non ritornino a componersi e che in avvenire ricevono l'elemosine a proporzione dei pesi che possono adempire, vi si pone la clausola : *Dummodo in futurum se abstineant a perceptione eleemosinarum ultra vires.*

E quando il supplicante è povero e dice non aver altro che quella certa somma di denaro ch' offerisce, si pone la clausola soprad. : *Dummodo vere orator non habeat quidquam aliud unde satisfacere possit præter eleemosynam oblatam.*

E mentre tutti li supplicanti ricorrono per sgravarsi la loro conscienza, non è credibile che ricevono le dette clausole nelle grazie se non nelli termini che se li concedono, ed in conseguenza è stata sempre permessa a' suplicanti la strada delle composizioni alla S. Congregazione della Rev. Fabrica, la quale siccome puo applicare a se tutti li pesi di messe tralasciate, cosi puo transigere con li supplicanti, conforme per più di centocinquanta anni ha giuridicamente pratticato. Che il tutto etc. (*Mss. Casanat.*, t. III, lett. R, p. II.)

## IX. — Votum des cardinaux.

Nous connaissons, par les manuscrits du cardinal Casanate, t. VI, M, p. 60, le sentiment des six cardinaux qui prirent part à la Congrégation particulière tenue, le 26 mars 1680, dans le palais de l'Éminentissime Facchinetti.

Le cardinal Facchinetti opina pour l'expédition du décret et de l'instruction, leur observation hors d'Italie et le maintien du privilège de la R. Fabrique de S. Pierre.

Le cardinal Ottoboni s'exprima ainsi : Pour les legs perpétuels, il a été suffisamment pourvu. L'exorde du décret est injurieux aux prêtres, il faut le modifier. On ne peut forcer les fidèles à donner leur aumône au sacristain, parce que ce serait gêner la liberté individuelle. Il n'y a pas de difficulté à faire de l'omission un cas réservé, mais il importe d'obliger aussi à restitution. On peut prescrire de nouveau que chaque supérieur local, au sortir de sa charge, rendra compte en chapitre des aumônes reçues et de l'acquittement des messes, sous peine de privation de voix active et passive, et non pas de sujétion aux évêques. Quant aux curés, la menace de la suspense les maintiendra dans leurs devoirs et les évêques ne devront pas négliger ce détail dans leurs visites. L'on rédigera un décret général pour faire observer la loi, et la R. Fabrique de S.-Pierre ne sera pas troublée dans ses droits et continuera à juger les cas particuliers.

Le cardinal Pio se rangea au sentiment du card. Ottoboni.

Le cardinal Carafa demanda que le décret fut divisé en chapitres et limité à l'Italie seulement.

Le cardinal de Carpegna voulut une distinction pour les messes perpétuelles, l'extension du décret à tout l'univers et le maintien des prérogatives de la R. Fabrique de S.-Pierre.

Le cardinal Colonna n'admit pas la nécessité d'un nouveau décret, l'ancien suffisant avec les modifications proposées par le card. Ottoboni, demanda l'extension du décret à tout l'univers et réserva les cas particuliers.

Dans la même congrégation, il fut question aussi de la difficulté qui surgirait infailliblement si l'on ne pouvait plus conférer les ordre à titre de patrimoine, car le nombre des prêtres venant à diminuer, celui de l'omission des messes tendrait au contraire à augmenter.

D. *Vota Emorum PP.*

Die Martii 26, 1680, hora 21, in ædibus Em. Fachenetti habita fuit S. Cong. particularis super negocio missarum non celebratarum propositisque tribus dubiis seu inspectionibus in folio descriptis.

*Emus Fachenettus :* Censuit expediendum decretum *A* cum instructione *B* illudque ubique observandum, non solum in Italia. Cæterum Rev. Fabrica S. Petri prosequatur in compositionibus faciendis.

*Emus Othobonus :* Censuit quoad onera et legata perpetua sufficienter provisum. Quo vero ad eleemosynas quæ dantur ad manus, delendam esse præfationem decreti *A*, utpote quæ videtur injuriosa sacerdotibus, et potius dicendum *ut securius ac tutius adimpleatur mens testatoris, donatoris* etc.

Circa idem decretum animadvertit non esse possibile quod observetur conditio illa de dandis eleemosynis sacristæ vel superiori, quia fidelium devotio arctaretur, iique, ut plurimum, dant sacerdotibus benevisis.

Suggessit tamen e re futurum si hoc ponatur inter casus reservatos, et quod obligati sunt ad restitutionem.

Rursus præscribi posse ut unusquisque superior localis, in fine officii, reddat rationem capitulo de eleemosynis perceptis et de adimplemento, sub pœna privationis vocis activæ et passivæ, dum cæteroquin existimat clausulam illam de subjiciendis regularibus episcopo esse delendam. Quo vero ad parochos, posse cogi sub pœna suspensionis, et episcopi partes erunt in actu visitationis de istis inspicere. His aptatis pro observantia resolutionis scribendum ad omnes non solum pro Italia, et Rev. Fabrica prosequatur. Descendendo itaque ad dubia proposita respondit :

Ad 1. Minuenda, et respective addenda supranotata. — Ad 2. Edendum decretum pro toto orbe. — Ad 3. Providendum in casibus particularibus, prout hactenus fuit servatum.

*Emus Pius :* Stetit in voto Emi Othoboni.

*Emus Carafa :* Censuit videndum de qualitatibus onerum, quæ distinguantur per capita in missis perpetuis et in sola Italia.

*Emus de Carpineo :* Ad 1. Respondit distinguendum pro missis perpetuis

ut ad proximum. — Ad 2. Edendum pro toto orbe. — Ad 3. Salvis juribus Rev. Fabricæ, S. Cong. Concilii procedat juxta solitum.

*Emus Columna* : — Ad 1. Respondit non esse necessarium decretum, sed observantiam jam editorum, sed quatenus requiretur, moderandum etiam juxta sententiam Emi Othoboni. — Ad 2. Edendum pro toto orbe. — Ad 3. Providendum in casibus particularibus.

Hac occasione consideratum fuit difficultatem etiam orituram ab ordinibus datis de non promovendo ad titulum patrimonii, quoniam quo minor erit sacerdotum numerus eo major erit numerus omissionis missarum.

## X. — Votum des consulteurs.

Plusieurs consulteurs furent admis à faire connaître leur sentiment sur la question. Nous citons leurs travaux individuels, à cause des principes théologiques et canoniques qu'ils renferment.

1. *Votum du P. Lamy, procureur général des chanoines réguliers du S. Sauveur ou de Latran.*

Les messes de fondation, dit-il, sont négligées, ou parce que les revenus ont diminué et c'est alors aux évêques et aux prélats réguliers à recourir à la S. C. pour obtenir la réduction des charges, ou parce qu'il n'y a pas suffisamment de prêtres pour les acquitter, et alors il faut urger l'application du décret de 1625, qui exige que le nombre des prêtres soit proportionné aux revenus et aux aumônes, ou encore parce qu'on accepte de nouvelles charges, quoique les anciennes soient déjà lourdes, et il appartient aux supérieurs de veiller avec prudence sur ce point.

Parfois aussi ces messes sont totalement omises, parce que le capital est resté improductif, depuis qu'il a été appliqué à des dépenses infructueuses par elles-mêmes. Mais la Congrégation y a sagement pourvu en faisant déposer cet argent entre les mains d'une tierce personne, jusqu'à ce qu'on puisse en acheter un immeuble productif.

Il n'y a donc pas lieu pour les messes de fondation de faire un nouveau décret, puisque tout est déjà réglé d'avance.

Quant aux messes éventuelles, elles sont négligées, ou parce que, quand on en reçoit de nouvelles, les anciennes ne sont pas encore acquittées, ce qui est contraire aux prescriptions de la Congrégation, qui devrait déclarer si le *modicum tempus* exigé pour l'acquittement des messes s'entend, avec les docteurs, seulement de deux mois;

ou parce que celui qui reçoit l'aumône en prend la meilleure part et passe la charge à un autre, qui, trouvant la somme insuffisante, n'acquitte pas la messe, action doublement réprouvée par la Congrégation, qui veut que l'aumône soit donnée intégralement et que la messe ne dépende pas de la modicité du salaire, quitte à régler la taxe suivant les villes et les provinces.

Les messes éventuelles sont omises, ou quand une messe suffit, par privilège, pour l'acquit de plusieurs, en ayant soin d'accumuler les collectes suivant le nombre d'intentions, mais ces concessions ont été révoquées; ou quand un mauvais prêtre n'a en vue que le bénéfice et le gain, quoiqu'il sache parfaitement commettre un péché mortel et être tenu à restitution.

Il serait bon que la Congrégation procédât comme elle a fait jusqu'à présent et qu'à l'avenir l'inobservance du décret fût un cas réservé aux supérieurs. L'on pourrait également ordonner aux évêques et supérieurs d'en presser l'exécution et d'informer, chaque année, la Congrégation de l'acquittement des charges.

*Votum Patris Lamiæ, procuratoris generalis Congreg. canonic. Lateranensium.*

Quid dicendum sit de missis quæ omittuntur et quale remedium adhibendum sit, ne imposterum omittantur?

Onera missarum ex fundatione instituta, vel negliguntur quia redditus attenuati sunt, et nullum remedium nisi reductio, unde posset S. C. ordinare episcopis et regularium prælatis, ut exponerent similia onera in eorum ecclesiis respective subjectis ad effectum illa reducendi.

Vel negliguntur, eo quia collegium non tenet numerum sufficientem sacerdotum pro celebratione missarum. Huic jam applicavit remedium Sac. Cong. in decreto anni 1625, § postremo, ibi taxando cuique monasterio numerum regularium sufficientium onera portare juxta quantitatem reddituum seu eleemosynarum. Unde nil peragendum de novo, nisi inquirere an observetur.

Vel negliguntur, quia nova onera recipiunt cum vix numerus taxatus sacerdotum sufficiat pro oneribus jam antiquitus impositis. Huic malo subvenit in § *Ad hæc*, ubi prohibet susceptionem onerum similium cuicumque collegio, quovis nomine nuncupetur, sine licentia superiorum respective, et ibidem superioribus prudentissime præscribit modum suscipiendi onera de novo.

Vel denique omittuntur, quia eleemosynæ receptæ in pecunia numerata vel mobilia consumantur in alios usus, et ipsis expensis ac decoctis, non remanet capitale fructiferum, et sic negligitur missarum celebratio.

Huic occurrit etiam S. Congreg. in § *Præterea*, ubi vult statim deponi hujusmodi pecunias vel mobilia penes tertiam personam, donec implicentur in bonis immobilibus fructiferis, etc. Certe non ob alias rationes præter expressas mihi videtur posse omitti missarum perpetuarum celebratio. Unde cum provisum jam sit, sufficit nunc exigere observantiam decreti.

Onera missarum manualium, vel negliguntur quia administratores collegii recipiunt eleemosynas pro novis oneribus, et non possunt intra modicum tempus istis satisfacere, eo quia sunt antiquis etiam nunc onerati, et sic tractu temporis redduntur impotentes, etc. Huic manum posuit S. Cong. in citato § *Ad hæc*, ubi prohibet cuicumque novas eleemosynas recipere, nisi satisfactis prioribus oneribus. Et rursus se declarat in responsione ad undecimum, ubi concedit posse quidem novas eleemosynas recipere, dummodo possint prioribus satisfacere intra modicum tempus. In præsens posset declarare S. Congreg. quid intelligat pro modico tempore. Doctores fere communiter intelligunt spatium duorum mensium ad summum. Ita Quartus in rubricis Missal., Appendice de sacrificio, punct. primo, difficult. 2, ubi dicit quod colligitur ex can., præsertim 7, q. 1 et ex Trid., sess. 23, de reform., cap. 1°, docentibus absentiam parochi per duos menses a sua parochia esse modicum tempus. Unde doctores, quos ipse Quartus citat, deducunt etiam in celebratione missarum dictam dilationem esse modicam.

Vel non celebrantur missæ manuales, quia sacerdotes avaritiæ studentes attenuant stipendia recepta, retinendo sibi partem pitantiæ et alteram tradendo sacerdoti ut celebret; hic vero, ob tenuitatem stipendii, non curat missam celebrare. Huic pariter subvenit S. C. in § *Ac similiter*, ubi prohibet retinere partem stipendii et se explicat in responsione ad 7, similiter in § *Deinde vult*, ut cuicumque stipendio etiam exiguo debeatur una missa et sufficienter super hoc se explicat in responsione ad 2. Hoc tamen non obstante, ut etiam collegiis et sacerdotibus imposterum provideat de justo stipendio in § *Ad hæc* prudenter ac sanctissime præcipit, ut redditus, qui ecclesiis et locis piis reliquuntur, omnino respondeant oneribus adjunctis secundum morem cujusque civitatis vel provinciæ.

Vel omittuntur missæ, quia ex privilegio poterant aliqui unica missa satisfacere pluribus et etiam poterant pluribus collectis seu orationibus in una missa recitatis, coæquare celebrationes plurium missarum. Hæc pariter privilegia quibusvis personis et quavis causa concessa omnino revocat et annullat.

Vel tandem omittuntur missæ, quia malus sacerdos illas vult omittere, plures eleemosynas congerit, licet sciat se peccare mortaliter et teneri ad restitutionem, ut ipsum docet S. Congreg. in eodem decreto § 1, sed huic malo quod remedium? Qui sprevit primam legem, forsan secundam servabit? Suspendio puniuntur fures, et sub ipsa furca fures novi enascuntur.

Attamen dico quod, sicuti quoad commutationem oneris omissio missarum est casus reservatus Papæ, ad quem delinquentes necessario recurrere debent, ut supra diximus § 2, assertione 2, ita quoad absolutionem posset declarari casus reservatus superiori immediato, ad quem tantum deberet reus mitti in brevi commutantem onus, sicuti nunc solet delegari aliquis ex doctoribus theologis ad confessiones approbatis ab ordinario.

Multis de causis mihi suadetur fore optimum hocce remedium : 1. quia non minus in hoc casu quam in aliis reservatio esset frænum cohibens licentiam delinquentium; 2. quia superior immediatus, tamquam medicus assistens infirmo, cognoscit naturam, causas et sympthomata morbi et sic potest applicare congruens remedium ad sanitatem, ultra onus impositum a Pontifice in commutatione ; 3. quia superior immediatus, sciens facultates delinquentis, posset ipsum compellere ad restituendum et posset monere collegium, si illud esset obligatum pro ministro, unde fieret restitutio ejusdem in eodem, non tantum fieret in æquivalenti; 4. denique, loquendo de regularibus, quibus res permittuntur ad usum, puto esse omnino necessarium hoc remedium, quia quousque monasterium possidet rem alienam bona fide (puta ornamenta ecclesiæ, constructionem fabricæ, et alia hujusmodi facta in prædictis eleemosynis), non tenetur ad restitutionem, nisi prius constituatur in mala fide, quod sit per notitiam rei alienæ a se possessæ. Idem dicerem si monasterium possideret aliquid causa illius regularis, puta substantias hæreditarias vel acquisitas ejus industria, concionando, legendo, etc.

Neque dicas quod superior uteretur scientia confessionis cum gravamine pœnitentis, quod fieri nequit ex decreto S. Cong. Universalis Inquisitionis sub die 18 novembris 1682. Respondeo enim negative, quia nullum esset gravamen pœnitentis ; qui ideo confitetur superiori, ut tali scientia pro restitutione ex facto et dat pecuniam restitutam confessario, non potest dici gravatus, licet confessarius restitutionem faciat ex scientia confessionis. Addo etiam specialiter regularem non posse dici gravatum neque per usum scientiæ, neque per applicationem remedii, quia ex vi suæ professionis tenetur pluries in anno ad nutum superioris ipsi revelare non solum quantitatem et pretium rerum eidem permissarum ad usum, sed etiam credita et debita. Hoc stante quod debitum magis urgens revelare suo superiori, quam illud quod contraxit ex talibus eleemosynis sic perceptis.

His igitur positis, ad tria quæsita proposita sic responderem :

Ad 1. Non esse faciendum novum decretum, sed instandum in observantia primi, in quo quid ultra potuit facere S. Cong. et non fecit, ut constat ex dictis ?

Ad 2. Pro casibus elapsis procedendum esse a S. Cong. et a Fabrica S. Petri, prout hactenus. Pro futuris vero declarari posse inobservantiam decreti esse casum superioribus reservatum.

Ad 3. Ubique terrarum instandum pro ejus observantia, quia ubique serpit malum. Sic v. g. posset ordinare ut ab ecclesiis certiorarentur

episcopi et superiores respective, ab his vero certioraretur ipsa Sac. Cong. Concilii quotannis de hujusmodi onerum satisfactione. (*Mss. du card. Casan.*, t. VI, lett. M, p. 67.)

2. *Votum du P. Dominique, carme déchaussé.*

Pour porter remède aux omissions coupables ou non coupables, le P. Dominique propose simplement de s'en tenir au décret du 21 avril 1623, de révoquer tous les privilèges accordés et d'en réserver à l'avenir la concession au seul Souverain Pontife. Il n'est pas d'avis que le cas d'inobservance soit réservé, mais seulement que le délinquant soit puni comme il a été antérieurement statué. On pourrait cependant réserver le cas d'omission malicieuse et consentie, soit au Pape, soit à la Sacrée Pénitencerie, chaque fois qu'il y aurait dans l'acte posé certitude de péché mortel.

Il attribue à plusieurs causes l'omission des messes perpétuelles : le peu d'utilité de la fondation, l'acceptation de nouveaux legs et l'insuffisance du nombre de prêtres, toutes choses auxquelles remédie le décret dans deux de ses paragraphes.

Il estime qu'on ne doit pas recevoir de messes éventuelles ou manuelles pour plus de deux mois et que le *modicum tempus*, ainsi interprété, au sujet de l'absence du curé de sa paroisse, par le Concile de Trente, signifie un tel laps de temps.

Quoique le bienfaiteur soit consentant à un délai que motive le nombre de messes à acquitter, on ordonnerait d'inscrire sur le registre des messes un tel consentement.

Il n'est pas à craindre que les mesures prises par le S.-Siège arrêtent l'élan charitable des fidèles, car ils seront certainement plutôt touchés d'un acte tout de justice, qui veille à leurs propres intérêts et sauvegarde leurs droits les plus sacrés.

Un décret universel est à souhaiter, mais une bulle ou une constitution apostolique serait préférable, car le mal est sérieux et général, les décrets des congrégations ne sont pas reçus partout, tandis qu'on accepte avec respect les bulles du Souverain Pontife.

*Votum Patris Dominici, Carmelitæ discalceati.*

1. Agendo de remediis adhibendis ne deinceps tanta et tam frequens contingat missarum omissio, sive culpabilis sive inculpabilis, dico pru-

dentissima et optima esse illa quæ offerunt in decreto S. Cong. Concilii Tridentini edito die 21 aprilis 1623 et primo quod, revocatis omnibus in hac re privilegiis aut juribus ad alios spectantibus, solo Summo Pontifici fuerit reservata.

An autem si novum fiat decretum vel bulla de quo statim reservari quoque illi debeat hic casus inobservantiæ illius, crederem quod sufficerent pœnæ istud violantibus jam impositæ. Potius reservandum esset peccatum eorum qui culpabiliter et malitiose consumerent imposterum missarum stipendia, et inde illas omitterent.

Hujusmodi vero consumptio tunc maxime culpabilis ac malitiosa censenda esset quando fieret animo habendi compositionem a Rev. Fabrica S. Petri, quæ idcirco tunc illam admittit, vel quando mali sacerdotes nec non superiores aut alii ad quos pertinet onera missarum suscipere, et illis satisfieri curare vellent tantum illas omittere, vel absolute vel etiam illas intra præscriptum non celebrare congerendo novas semper missarum eleemosynas, quamdiu sciant se peccare mortaliter.

Talis peccati reservationem Summo Pontifici vel Sacræ Pœnitentiariæ satis persuadere videtur tum illius gravitas, dum in decreto teterrimus vocatur abusus, tum quia ne ita facile deinceps committeretur non mediocre frænum esset.

2. Quia loquendo de missis perpetuis, earum omissio provenire potest, vel ex eo quod illarum onera cum nulla aut parum sint utilitate conjuncta, vel nova earumdem onera recipiantur plusquam per taxatum sacerdotum numerum satisfieri possit. His abusibus decretum viam sufficienter præclusit § *Præterea* et § *Ad hæc.*

Solum advertendum est circa verba in hoc §. contenta de eleemosynis manualibus et quotidianis pro missis celebrandis, scilicet accipi posse si oneribus antea impositis ita satisfactum fuerit, ut nova quoque onera suscipi valeant, alioquin omnino abstinendum esse ab hujusmodi eleemosynis et sponte oblatis in futurum recipiendis : advertendum, inquam, circa hæc verba, dubitatum fuisse, an prohibeant absolute quominus accipiant eleemosynas, qui acceptis non satisfecerunt et quid si congruo tempore possint omnibus satisfacere. Responsum autem fuisse non prohiberi absolute, ac propterea etsi oneribus jam susceptis non satisfecerint, posse tamen nova onera suscipere missarum celebrandarum, dummodo infra modicum tempus possint omnibus satisfacere.

Per modicum tempus quantum sit intelligendum omnino determinandum est, et non relinquendum uniuscujusque arbitrio ; rationabile autem videtur esse illud duorum saltem mensium, conformiter ad Concil. Trid., sess. 23, de refor., cap. 1, ubi absentia parrochi per duos menses a sua parrochia modicum reputatur tempus.

Insuper cum in responsione ad 12 dub. habeatur quod, quamvis onera suscepta infra modicum tempus adimpleri nequeant, si tamen tribuens eleemosynam pro aliarum missarum celebratione, id sciat, et consentiat

ut illæ tunc demum celebrentur cum susceptis oneribus satisfactum fuerit, decretum non prohibeat, quamvis eo casu eleemosyna accipiatur pro iisdem missis juxta benefactoris consensum celebrandis. Valde conveniens mihi videretur quod, ad omnem tollendam fraudem nec non occasionem calumniandi illas accipientem, quasi decreta violasset, specialem de præfato consensu mentionem fieri juberet in libro missarum, præsertim quando magnus esset illarum numerus.

3. Quia omissio missarum manualium, præsertim inter regulares, oriri potest ex majori eorum numero quam ferunt redditus et eleemosynæ cujusque monasterii, huic etiam malo debitum adhibuit remedium decretum § *Postremo*.

Si dicatur dicta remedia posse esse nociva quatenus possunt retrahere fideles ab elargiendis eleemosynis pro celebrandis missis, respondeo id minime sequi, imo potius contrarium; servata enim debita benefactoribus charitate et justitia in celebrandis missis eo magis excitabit corda eorum in erogandis eleemosynis.

Sed esto quod aliqui id non facerent, hujusmodi incommodum nullius est momenti respectu gravis injuriæ quæ contra præfatas virtutes fit illis qui stipendia offerunt pro missis pro se dicendis, ita ut tot dicantur quot ad rationem attributæ eleemosynæ præscriptæ sunt et tamen omittuntur. Quare Sacra Congregatio, ut tantum deinceps malum impediret, proportionata qualia sunt dicta remedia jure merito adhibuit et eorum observantiam quantum potest intendit.

Ad cujus majorem adhuc perfectionem valde expediret quod novum saltem fieret decretum universale, et responsionibus ad dubia super illud aliisque de novo animadversionibus compositum ad majorem explicationem, nec non etiam condemnarentur opiniones, non obstante decreto, post illud absolute docentes sacerdotes posse saltem accipere duo stipendia pro una missa vel applicanda uni partem solitam, et alteri partem quæ correspondet ipsi sacerdoti vel indulgentia. Sed melius foret si concederetur bulla vel constitutio Apostolica universalis : primo ratione gravitatis mali, secundo ratione universalitatis, tertio quia pluribus in locis non recipiuntur congregationum decreta, ubi cum reverentia pontificiæ acceptantur bullæ.

Ita salvo semper meliori judicio, ego censeo pro mea tenuitate. (*Mss. Casanat.*, t. VI, lett. M, p. 67.)

### 3. *Votum du P. Esparza, jésuite.*

Le P. Esparza divise son *votum* en cinq points :

Nécessité d'un décret universel et opportunité d'une bulle pontificale ; distinction à établir entre ceux qui font l'aumône à une communauté et ceux qui traitent avec des prêtres individuellement.

Pour chaque transgression des séculiers, amende imposée par l'évêque, après en avoir statué dans le synode diocésain, ou mieux insertion au décret d'une amende dix fois plus forte que le délit, et pour les insolvables, réclusion, suspense ou service dans un hôpital pendant un nombre de jours déterminé.

Pour les religieux, la privation de voix active et passive étant à la fois trop légère et trop sévère, y substituer la réclusion, le jeûne, la génuflexion pendant l'office, tant de jours et d'heures.

Afin d'éviter la complicité entre les provinciaux et les religieux, visite tous les cinq ans, par un délégué d'une autre province, des registres de messes.

Le jésuite conclut en renvoyant aux réponses de la Sacrée Pénitencerie et en disant qu'il respecte plus par devoir qu'il n'approuve les raisons que souvent on allègue pour trouver une excuse, soit à sa négligence, soit à sa culpabilité, dans les accommodements passés avec la Fabrique de S.-Pierre.

*Votum P. Esparza S. J. circa eleemosynas pro missis.*

1. Videtur omnino necessarium pro rei maximo momento decretum universale pro toto orbe, uti plerique Emi censuere. Imo est opportunior bulla pontificia, cujus hæc est materia decentissima, atque fideles reverenter multo magis et quod caput est reverentur universalius bullam pontificiam.

2. Idea seu decreti seu bullæ est optima quæ habetur in directione Emi Vicarii, in qua tamen videretur distinguendum inter eos qui dant eleemosynas et imponunt onus missarum communitati alicui sive seculari sive regulari, et inter eos qui agunt cum singulis seorsim sacerdotibus, ut videlicet priores contractus notentur in libris prout in directione, posteriores non perinde necesse sit notare; distinguendum rursus inter eos, qui ex obligatione aliunde sibi imposita tenentur ad erogandas eleemosynas pro missis, et inter eos, qui illas erogant ex propria spontanea devotione aut voto, ut videlicet priores teneantur accipere syngrapham satisfactionis mutuæ eamque exhibere suo quisque superiori; posteriores ad id non teneantur de necesse.

3. Taxa pœnæ pecuniaria pro singulis transgressionibus sacerdotum secularium videbitur committenda episcopis in synodo diœcesana ut eam statuant et publicent juxta conditionem cujusque regionis. Sed melius forte statueretur universaliter lege inserta in decreto aut bulla, ut transgressor solvat in pœnam plus decuplo v. g. quam surripuerit ex missis injuste omissis. Sacerdotes vero qui non fuerint solvendi, patiantur, vel

reclusionem, vel suspensionem, vel obsequium hospitalis per tot determinatas dies, vel quid simile.

4. Respectu regularium privatio vocis activæ et passivæ quoad aliquos videtur pœna nimis levis, quoad alios nimis gravis, et nonnunquam in præjudicium etiam communitatis. Nimis quidem levis quoad aliquos, imo quoad plerosque, quia plerique religiosi sunt tam parvi et sufficientiæ, ut nullam omnino habeant spem quod possit illis aliquando prodesse vox passiva, vocem vero activam habeant serviliter in obsequium fere involuntarium magnatum, ut sic dicam, Religionis. Nimis vero gravis ac vehemens erga quosdam alios qui ad maxima quæque nati et in precipuis muneribus antecedenter occupati cum utilitate communi, non possunt privari voce activa et passiva absque ingenti mœrore et absque nota valde præjudiciosa, quia et religio ipsa patietur nonnunquam detrimentum non leve, si habeat velut emortuos homines alioquin utilissimos pro directione et gubernatione aliorum idque propter transgressionem unam vel aliam in missis, quæ non raro contingit ex negligentia non admodum culpabili, et cum prætextu indigentiæ propriæ aut communitatis nec non distractionis eleemosinarum ejusmodi, alioquin piæ possent igitur pœnæ infligi in alium modum, ut reclusio per tot dies, tot jejunia, genuflexio continua tempore officii, etc., per tot horas ac dies, etc.

5. Regulares comprovinciales seu qui sunt ejusdem provinciæ facilius sibi invicem convivent propter dependentiam mutuam in capitulis et quoad officia mutua sæpe occurrentia, et contingit esse complices superiores et subditos quoad usurpanda stipendia missarum; quapropter expediret ut concederetur facultas specialis et imponeretur obligatio generalibus religionum accipientium stipendia missarum, admittendas singulis quinquenniis visitationes ex aliis in alias provincias, cum facultate special revidendi rationes missarum et puniendi juxta modum prescriptum modo in numero præcedenti.

Circa præcedentem missarum omissionem, seu culpabilem seu non culpabilem, mihi non occurit aliud quam quod semper respondetur in Sacra Pœnitentiaria, nempe ut hi ad quos pertinet, quantum et quomodo possunt satisfaciant. Quæ enim producunt quoad compositiones in allegato pro Fabrica revereri magis debeo quam possim approbare. Res est, ut ingenue fateor et humiliter apud me, valde difficilis. (*Mss. card. Casanat.*, t. VI, lett. M, p. 65.)

### 4. *Votum du P. Ange Alemanni, de la Compagnie de Jésus.*

Ce *votum* comprend six articles, qui se résument ainsi :

Modification de l'exorde du décret, dans le sens du cardinal Ottoboni, car toutes les omissions de fondations ne sont pas coupables, puisqu'elles proviennent ou de la perte ou de la diminution des revenus auxquels ces charges sont annexées.

Explication au sujet de l'aumône que les simples prêtres peuvent recevoir, car souvent elle est relative à leur personne même.

Facilité d'accepter des messes pour le mois suivant, quand le mois précédent n'est pas encore acquitté, mais en ayant soin de prévenir les fidèles de ce retard.

Rejet de la privation de voix active et passive pour les religieux, et d'une amende de vingt-cinq écus pour les séculiers; substitution de la réclusion, du fouet et de jeûnes.

L'infraction réservée pour l'absolution, soit à l'évêque ou au supérieur, soit au Pape.

Recours, pour les fautes passées, à la S. C. du Concile ou la Sacrée Pénitencerie; affectation des amendes exigées, non plus à la Fabrique de S.-Pierre, mais à la célébration de messes, ce qui est conforme à la volonté des testateurs.

Enfin, résumant sa pensée dans trois réponses aux questions proposées, le P. Alemanni insiste pour qu'un décret général soit rendu et qu'il soit inséré dans une bulle pontificale.

*Votum P. Angeli Alemanni, e Societate Jesu.*

Circa Decretum A et Instruct. B hæc ea quæ par est summa reverentia propono.

1. In Decreto A mutari posset exordium juxta votum Emi Ottoboni, præsertim cum omissio in celebrandis missis perpetuis plerumque oriatur, non ex malitia aut negligentia sacerdotum, sed ex magna immutatione aut totali amissione reddituum quibus annexa est hæc obligatio celebrandi, ut patet ex instantiis petentium condonationem missarum non celebratarum.

2. In Instructione B videtur in 2 § explicandum quod non intendat S. Cong. prohibere privatis sacerdotibus eleemosynas pro missis celebrandis accipere; dantur enim istæ sæpe a fidelibus in gratia ipsorum sacerdotum. Idem explicandum videtur in 7 § alioquin arctaretur devotio fidelium et pauciores longe eleemosynæ darentur pro celebrandis missis.

3. In eadem instructione §,8 non videtur omnino prohibendum ne eleemosynæ pro missis manualibus accipiantur mense subsequenti, nisi sint prius celebratæ omnes missæ pro eleemosynis acceptis mense præcedenti. Cum enim non pauci sacerdotes sæculares vivant de his eleemosynis et istæ uno mense copiosæ sint, alio sæpe nullæ, redigerentur iidem sacerdotes in non leves angustias. Videtur igitur sufficere si teneantur declarare eleemosynas offerentibus quanto tempore necesse habeant differre celebrationem missarum. Ita enim nullatenus defraudabitur intentio fidelium eleemosynas prædictas offerentium.

4. In ultimo §. privatio vocis activæ et passivæ, omissio officiorum et inhabilitas ad eadem iterum obtinendi, est pœna fere gravissima quæ infligi non posset regularibus, mulcta vero vigintiquinque scutorum est pœna valde levis respective sacerdotum sæcularium, præsertim si habeant redditus non adeo tenues : videtur igitur pœnas imponendas utriusque generis sacerdotibus ad æqualitatem reducendas, ut ubi par est culpa, par etiam sit pœna, ut esset, exempli gratia, inclusio in carcere, etc., aliquot dies pro regularibus aut flagellationes et jejunia, quæ utpote leviores quam præfata privatio vocis activæ et passivæ amissio et inhabilitas, magis correspondent mulctæ 25 scut. impositæ sæcularibus pro singulis transgressionibus. Addoque eidem privatio, amissio et inhabilitas, non solum est gravis pœna respective ad singulos regulares, sed etiam vergit in grave damnum totius religionis, quæ non poterit uti hominibus aptissimis ad gubernationem et directionem religionis, utpote voce activa et passiva privatis ob trangressionem sæpe quidem contingentem, sed haud admodum culpabilem in omissione missarum, quodquod dabitur ansa subditis accusandi superiores plerumque minus benevisos ut in pœna abjectæ amissionis a gubernatione et cœteris muneribus arceant.

5. Sacerdotibus tamen culpabiliter omittentibus, sive regulares sive seculares sint, celebrare missas sive perpetuas sive manuales, possent reservari casus respective episcopo aut superiori totius religionis aut Summo Pontifici.

6. Pro omissionibus hactenus sequutis recurrendum ad Sac. Cong. Concilii et Pœnitentiariæ, ut hactenus : an etiam admittendæ compositiones in Sac. Cong. Fabricæ S. Petri dubitari fortasse posset, quamvis enim certum omnino sit quod de thesauro utpote infinito Ecclesiæ possit Pontifex justa de causa defectum quemcumque missarum celebrandarum pro vivis aut defunctis etiam iis quorum defectu supplet possit aliquod onus etiam pecuniarium imponere convertendum in aliquem usum pium, etiam Fabricæ S. Petri, quia tantum hæc in eam magnitudinem et magnificentiam exercuit quam omnes suscipimus. Videri nonnulli poterit consultius et magis ad mentem testatoris aut donatoris si deffectuosi obligentur, quantum et quomodo possunt, oneri missarum satisfacere et cum ad componere admittuntur, totam pecuniam quam erogant in missis celebrandis impendant. Quæ tamen omnia meliori judicio submitto.

Ad 1. Itaque considerandum an addenda, minuenda et declaranda supranotata.

Ad 2. Edendum pro toto orbe, et pro majori ejusdem Decreti robore et reverentia Bullæ Pontificiæ inserendum.

Ad 3. Recurrendum, ut hactenus, ad Sacram Congregationem juxta dicta in § sexto.

*Angelus Alemannus S. J.* (*Mss. card. Casan.*, t. VI, lett. M, p. 62.)

## XI. — Décret particulier de l'an 1679.

Quelques solutions relatives à des cas particuliers rompent incidemment la marche de la question générale. Nous n'avons pas cru pour deux motifs devoir nous abstenir d'en parler, d'abord parce que ces décrets sont totalement inédits, étant antérieurs à la publication du *Thesaurus* qui ne commence qu'au XVIII[e] siècle, puis parce que beaucoup de points examinés dans les décrets généraux trouvent ici soit leur confirmation, soit leur application pratique.

On remarquera à la suite du titre de chaque décret la citation du texte du concile de Trente qui se réfère au doute proposé. La Congrégation n'est en effet chargée que de commenter, appliquer et interpréter les décrets du concile général.

Emilie Muti fit à une chapelle déterminée dans l'église de Saint-Marcel, à Rome, un legs de cent écus d'or, à la charge d'en acheter une rente annuelle de six écus, qui serait affectée à la célébration d'une messe par semaine et d'un anniversaire.

Le prieur et les religieux Servites sont astreints à faire la conversion de cette somme dans l'année même qui suit la mort, par les soins de l'héritier qui en consignera l'acte notarié au couvent.

La conversion n'eut lieu qu'en 1677, mais d'une manière défectueuse; de plus, la valeur de l'or avait baissé. Il s'ensuivit une discussion entre les héritiers et les religieux.

Le 7 octobre 1699, la S. C. décida que la conversion ne regardait que les religieux et que les héritiers n'étaient nullement tenus à suppléer ce qui manquait.

Le *votum* du cardinal Casanate est précieux en ce qu'il motive le décret. Les religieux, en effet, ont accepté le legs et c'est aux administrateurs de la chapelle à veiller au versement exact des six écus annuels. Les héritiers n'avaient mission que de s'occuper de la première conversion de la somme et non des conversions subséquentes. Le legs fut suffisant dans le principe; si maintenant il n'est plus en rapport avec les obligations, les héritiers n'ont pas à suppléer, puisque ce n'est pas de leur compétence. Le cardinal insinue qu'en pareil cas les religieux peuvent solliciter une réduction, comme la S. C. l'a accordé en 1677 pour Camerino.

*Romana. Legati miss., cap. 4, sess. 25 de reform.* Die Sab. 7 Octobris 1679.

Anno 1653, quondam Emilia Muti in testamento ita disposuit : « Lascia alla cappella nella chiesa di S. Marcello scudi 100 di oro in oro, delli quali ne se debba comprare un perpetuo censo di scudi sei simili per ciascheduno anno, quali scudi sei debbano venire in potere del priore e frati di San Marcello, quali siano obligati perpetuamente celebrare in detta cappella una messa per ciascheduna settimana per l' anima, etc., ed anche in quel giorno ch' essa testatrice morirà, lascia che ogni anno si debba celebrare in detta cappella la messa de' morti parata; tenendone essi frati memoria *in scriptis, etc.* Quale eleemosina di scudi sei sopradetti si debbano spendere solamente in questa opera di messe, e li detti scudi cento al più longo si debbano investire infrà un anno dopo la morte di essa testatrice a censo perpetuo come di sopra, e di cio ne lascia la cura al suo herede, e comanda che con effetto si eseguisca questa sua volontà con istromento publico, quale si debba consegnare al detto priore e frati del d. monastero, per potere esiggere ogni anno li sudetti scudi sei da chi venderà detto censo per il sopradetto effetto e non altrimenti etc. »

Reinvestimentum hujusmodi factum non fuit nisi de anno 1677. Interim tamen hæredes præscriptam summam quolibet anno solverunt. Anno igitur præfato emptus fuit annuus census scutorum novem monetæ pro scutis centum quinquaginta, sed nuper sequuta census disdicta et pecunia deposita, venit in controversiam cuinam incumbat onus reinvestiendi, ac rursus quoniam reinvestimentum non reperitur ad eamdem rationem, suboritur alia difficultas num intret reductio missarum? Inspiciendum itaque videtur ac tam pro parte hæredis quam fratrum resolvi supplicatur :

1. An reinvestiendi onus, quoties census reluitio occurret, spectet ad hæredes, vel ad fratres quorum prior præfatum censum acceptavit?

2. An in casu decrescentiæ annualitatis census, ob temporum mutationes, teneatur hæres supplere, vel sit locus missarum reductioni?

*Die 7 octobris 1679. — Ad primum. Spectare ad fratres. — Ad 2. Hæredes non teneri supplere.*

*Votum du card. Casanate.* — 1. An reinvestiendi onus, quoties occurret reluitio census, pertineat ad hæredes vel ad regulares?

2. An casu decrescentiæ annualitatis census ob temporum mutationes teneatur hæres supplere, vel locus sit reductioni missarum?

Ad primum pertinere ad regulares, quia ipsi censum acceptarunt ad formam legati et in legato cavetur solvenda esse scuta centum auri cappellæ ad effectum investiendi seu emendi censum pro eadem cappella et simul præscribitur ad regulares cappellæ administratores pertinere jus exigendi censum nec hæredi aliud injungitur nisi cura seu sollicitudo in prima emptione census post obitum testatricis. Ideo reinvestimentum per-

tinet ad cappellam uti dominam census, et ad regulares illius administratores, quibus etiam per necesse facienda est disdicta, ut notat Cenc., *de Cens.*, q. 103, n. 13; Duard., in § 6 *Bullæ B. Pii de cens.*, q. 5 per totam et viget regula quam affert Pasqualig., *de Sacrif.*, t. 2, q. 1026, n. 3, cum seq.

Ad 2. Non teneri hæredem, sed locum esse reductioni, quia legatum incipit ab assignatione dotis et consequutive adjicit onus missarum; in quibus terminis, dum a principio dos est sufficiens et tractu temporis diminuitur, non est ipsa dos supplenda, sed minuendum onus, ut optima receptaque distinctione tradit Tondut. San. leger., *Quæst. benef.*, cap. 162, p. 5, n. 4, cum seq. Pasqualig., *de Sacrif.*, t. 2, q. 1075 per totam et fuit responsum iisdem terminis sub die 24 julii 1677 ad primum quæsitum causæ Camerinen. reductionis missarum. (*Mss. Casanat.*, t. 11, p. 174.)

## XII. — Reprise de la question générale en 1680.

Les recours se multipliaient à la Sacrée Congrégation du Concile et ils étaient formulés dans des termes généraux, pour demander des réductions sur le nombre de messes à dire, quand ce nombre avait été déterminé d'avance.

La question se posait ainsi : Une somme en numéraire était comptée, elle exigeait en retour tant de messes. L'argent était aussitôt employé aux constructions de l'église ou du monastère, parfois même employé à de pieux usages. Or l'argent, à l'époque où il était versé, rapportait cinq, mais le cours changeant, plus tard il ne valait que quatre. Comme l'intérêt de la somme devait compter dans la détermination de la quantité de messes à dire, une réduction paraissait nécessaire, puisque la somme avait varié et ne répondait plus à la taxe fixée pour chaque messe.

Le cardinal Casanate, dont le *votum* suit le décret de la S. C., inclinait pour qu'on ne répondît pas d'une manière générale, mais suivant les circonstances.

La Congrégation, en effet, le 18 mai 1680, fit une réserve expresse pour les cas particuliers qui peuvent modifier la règle générale; cependant, elle crut devoir aller plus loin et décida que si l'argent a été mis dans un fonds, il y a lieu à réduire les messes, parce que ce fonds n'a pas conservé sa valeur première; si, au contraire, l'argent n'a pas eu cette destination, la réduction est refusée, parce que

la baisse peut d'un moment à l'autre cesser et la somme se maintenir au taux primitif.

Le décret se trouve au tome II, p. 345, des manuscrits du cardinal Casanate.

*Dubium reductionis missarum.* Cap. 4, sess. 25 de reform.

Frequentes occurrunt petitiones reductionis missarum pro illis casibus, in quibus dos accepta fuit in pecunia numerata eaque vel conversa in fabricam ecclesiæ seu monasterii aut in alios usus. In quibus casibus quod sit judicandum æque, ac si pecuniæ extarent fructuosæ, non videtur dubitandum; sola difficultas est, an tribuendus illis sit fructus, qui tempore acceptationis percipi potuisset, vel qui hodie perciperetur, si hodie reinvestirentur, puta tunc ad sex, hodie ad quatuor pecuniæ collocantur. Si enim stetur antiquo statui, nulla vel tenuis intrat reductio ; si præsenti, sensibilior reductio est. Ideo pro materia hac absque errore regulanda exquiritur ab Emis PP. pro norma regulatrici resolutio dubii :

An ad effectum de quo agitur redditus regulandus sit juxta currentia tempora, vel juxta tempus acceptæ pecuniæ?

Responsa ad dubia proposita in S. Cong. Concilii die 18 maii 1680 : Ad mentem, mens est quod reductio sit facienda si adsit fundus in specie; si vero non adsit, reductio non est facienda, nisi aliud in utroque casu suadeant particulares circumstantiæ.

*Votum du card. Casanate.* — An in casu proposito redditus investimenti non facti censendus sit in quantitate currentium temporum, vel temporis acceptæ pecuniæ, cum onere missarum ?

Proponantur casus particulares, quia certa regula dari non potest in casu generaliter proposito, nempe quod legata fuerit pecunia pro dote missarum, et de illa nullum factum investimentum in fundo fructifero ad terminos decretorum Sacræ Congregationis de anno 1625; sed eadem consumpta fuerit in fabricam ecclesiæ seu monasterii aut usus similes, hypothecatis bonis ecclesiæ oneri missarum. Inspiciendum enim est in casibus particularibus an redditus bonorum ecclesiæ vel monasterii fuerint identifice diminuti de annuis sex ad annua quatuor pro centum, an quatenus investimentum factum fuisset, fructus fundi tunc empti pro dote missarum identifice decrevissent de sex ad quatuor, an vero continuarent in eadem annua quantitate.

## XIII. — Décrets particuliers rendus de 1680 a 1684.

Ces décrets ont été rendus pour les jésuites et les diocèses de Séville, Lugo, Milan, Colle, S. Miniato, Naples et Ostuni.

On y traite de la capacité d'hériter, de l'application anticipée des messes, des obligations acceptées, de l'exiguité des revenus,

de la célébration personnelle et quotidienne, de l'indemnité accordée pour frais d'autel, des messes chantées et de la participation aux messes regardées comme bénéfice.

1. La S. C. du Concile ayant décidé, en 1677, que les maisons professes des Jésuites pouvaient accepter un héritage, mais à la condition de le vendre, parce que la possession des immeubles est contraire au vœu de pauvreté, il semble que la question soulevée par la R. Fabrique de Saint-Pierre à l'endroit des messes ne doive pas faire de difficulté. Aussi le cardinal Casanate n'hésite pas à se prononcer pour l'affirmative, tout en disant de recourir à la Congrégation pour les cas particuliers. Les raisons qu'il allègue en faveur de son sentiment sont celles-ci : la question a été jugée dans ce sens par deux généraux de la compagnie, la possession ne s'oppose pas au vœu de pauvreté, puisque les messes sont acquittées par des prêtres étrangers, sans profit aucun pour la communauté, enfin que la volonté des donateurs ne paraît pas s'opposer à cet arrangement.

Le 18 mars 1680, la S. C. du Concile diffère son jugement et demande à entendre la Daterie et la Fabrique de Saint-Pierre.

*Dubium capacitatis hæreditatum.* Cap. 2, sess. 25 de regul.

Jam alias 12 junii 1677 hæc Sacra Congregatio in una Neapolitana censuit domum professam Societatis Jesu esse capacem hæreditatis, sed ad effectum vendendi. Et quoad hæreditates, quæ sine onere perpetuo deferuntur, nulla difficultas. At de iis, quæ missarum aliorumve piorum operum oneribus graventur, Rev. Fabrica S. Petri in dubium revocat. In his enim casibus cum onera fundi permanentiam requirant, stabilium retentio paupertati contraria induci videtur. Et augeretur difficultas, si onus ab ipsis patribus Societatis exolvendum esset, tali enim casu sibi ipsis possiderent. At si onus adimplere possunt per alios, quo casu patres si nullam reddituum pro se portionem retinerent, aliis potius possidere videntur adeoque paupertatem non lædere. Ac rursus quia possent vel fundum oneri correspondentem relinquere et reliquum vendere, vel totam hæreditatem vendere cum suo onere ita ut paupertas adhuc salva remaneat in tali casu ac tali modo, de capacitate dubitatur. Ideo per libellum a SSmo pro declaratione remissum, P. Procurator generalis supplicat materiam definiri per responsa ad dubia quæ sequuntur :

1. An domus professa Societatis Jesu possit administrare fundum a testatore relictum cum onere missæ perpetuæ, in casu quo possit et fiat celebrari per sacerdotes extraneos?

2. An domus professa sit capax hæreditatis cum onere missæ per-

petuæ, separando fundum hæreditarium, illumque assignando, vel alicui loco pio vel cappellano missam celebraturo, et reliquum vendendo?

3. An sit capax ad effectum vendendi totam hæreditatem, transferendo onus missarum in emptorem?

Responsa ad dubia proposita in S. C. Concilii, *die 18 maii 1680 : Dilata ad primum, auditis ministris Datariæ et R. Fabricæ.*

*Votum du card. Casanate.* — 1. An domus professa Societatis Jesu possit administrare fundum relictum cum onere missarum ab extraneis presbyteris celebrandarum?

2. An eadem domus sit capax hæreditatis cum onere missarum, separando fundum hæreditarium illumque assignando alicui loco pio vel cappellano missas celebraturo, et reliquum hæreditatis vendendo?

3. An sit capax ad effectum vendendi totam hæreditatem et transferendi onus missarum in emptorem?

Affirmative in omnibus, semper tamen consulta S. Cong. in casibus particularibus qui contingent.

1. Quia ita definitum est a P. olim generali Vitellesco et P. moderno generali Oliva, cum suis assistentibus, et hæc definitio seu interpretatio statutorum attendenda est per constitutionem 89 Gregorii XIII, § 25, ut dixit Rota, decis. 446, n. 4, et decis. 511, n. 6, tom. 2, coram Ubaldo.

2. Quia quoad simplicem administrationem fundi pro missis per extraneos presbyteros celebrandis, nihil pro se applicando, nulla est incompatibilitas cum rigorosa paupertate, ut respondit Rota coram Merlino, d. 456, n. 27, cum duobus seqq., reimpressa in rec. 365, p. 5; Novarr., in *Summ. bullar.*, comment. 110, n. 11, p. 2; Sanchez, *in Decalog.*, lib. 7, cap. 26, n. 6, n. 44; Pasqualig., *Quæst. moral. canon.*, centur. 4, quæst. 337, et specialiter pro Societ. Jesu consuluit Gabr., *Cons.* 28, n. 2, lib. 1.

Pariter quoad separationem fundi hæreditarii et illius assignationem pro missarum onere implendo, nulla est incompatibilitas cum paupertate aut inobservantia piæ dispositionis, cum liceat hæredi parlamentare fundum assignare per modum dationis in solutum, ut probat Pasqualig., *de Sacrif.*, tom. 2, quæst. 1014, § 1 et 9, 1078, intra num. 8 ac generaliter.

Similiter quoad venditionem hæreditatis cum onere missarum nulla est incompatibilitas aut inobservantia piæ dispositionis, supposito quod pius testator non specificaverit missas celebrandas personaliter a PP. Societ. Jesu, sed simpliciter onus missarum injunxerit ad terminos decis. Merlini, 825, n. 3 et 4, decis. coram Bichio 13, n. 11, cum seq. 345, n. 7, p. 12, 374, n. 3, p. 16 rec. Sic enim cum Societas Jesu non possit hæreditates retinere, sed debeat vendere, per necesse venditio facienda erit cum omnibus oneribus etiam missarum, saltem ex æquitate canonica, ut tradit Olca, *de Cess.*, tit. 3, q. 9, n. 20, vers. *Æquitate tamen*, plene add. ad eumdem Olcam sub n. 20, per totum, specialiter de onere missarum implendo per quemcumque successorem in bonis gravatis. Rota, decis. 153, n. 2, p. 14, recent.

*Votum 2.* — Dubium *capacitatis hæreditatum.* Ad primum respondendum affirmative, nam dummodo domus professa Jesuitarum onus per alios adimplere potest, quo casu pro se nulla redituum portionem retinet, alii potius videntur possidere ideoque paupertas remanet illesa; et sicuti eadem domus professa est capax acquisitionis stabilium ad effectum illa vendendi et ex eorum prætio propriis necessitatibus providendi, ut jam pluries S. Cong. firmavit et præcipue 12 junii 1677, et ut docet Mandos., *de Privileg. ad instar*, § 11, n. 12; Gabr., *Cens.* 28, in princip. n. 6 et 12, lib. 1; Jul. Negron., in *Comment. regular. contr. dictæ Societatis*, p. 3, sub n. 7, pag. 76; Buratt., *Decis.* 245, n. 16; ita etiam credere posse administrare fundum a testatore relictum cum onere missæ perpetuæ in casu quo celebratio fiat per alios, quia per administrationem nullam acquirant possessionem, et ut docet Alex. in conc. *de Verb. signif.*, qui administrant servi dicuntur qui non sibi sed aliorum commodo ministrant, ita etiam firmavit Rot. in Rom. et fideicommissi, seu Salviani coram Tava inter impres. in p. 16, decis. 13.

Ad 2, etiam affirmative, dummodo constet de expressa testatoris voluntate ad prædictam fundi hæreditarii separationem faciendam, nam in casu quoad reliqua per domum professam acquisita esset acquisitio pura ad effectum vendendi, quæ ut diximus illis est permissa ex Conc., cap. 3, sess. 25, de regul. monach., *cons.* 1019, a n. 28.

Ad 3, itidem affirmative respondendum crederem, nam dato quod prædicta domus professa sit capax hæreditatis ad effectum vendendi, uti jam firmavimus, poterit eodem modo hæreditatem vendere cum suo onere missarum, illumque in emptorem transferre, dummodo aliter expresse per testatorem cautum non sit. (*Mss. Casanate*, t. XI, p. 345.)

2. Le 14 décembre 1680, la S. C. du Concile décida qu'il convenait de publier la lettre autrefois adressée au nonce d'Espagne, afin qu'on ne pût prétexter de ne pas la connaître et obvier ainsi aux abus qui s'étaient maintenus dans ce royaume près d'un siècle.

Cette lettre, écrite à la sollicitation du cardinal de Séville, le 15 novembre 1605, explique clairement la situation. Il y avait grand nombre de prêtres, tant séculiers que réguliers, qui, sur l'opinion de quelques théologiens relâchés, disaient des messes à l'intention des personnes qui, plus tard, leur en verseraient l'aumône. Cette coutume fut condamnée par la S. C. du Concile, puis par Paul V, comme inusitée dans l'Eglise, scandaleuse et pleine de dangers. En conséquence, il fut enjoint aux archevêques et évêques, généraux et chefs d'ordre, dans les diocèses ou monastères desquels elle existerait, de l'extirper par tous les moyens possibles, même en

employant contre les délinquants l'excommunication ou toutes autres peines canoniques qu'ils jugeraient opportunes et nécessaires.

Nous ne connaissons les décrets de 1605 et de 1680 que par les copies que nous a laissées le cardinal Casanate.

*Die 14 Decembris 1680.* — De anticipata applicatione missarum explodenda. In regesto literarum Sacræ Congregationis (lib. 9, p. 259) reperitur epistola D. Nuntio Apostolico Hispaniarum directa, tenoris sequentis :

Perillustris et Illmus D. cardinalis Hispalensis superioribus diebus SSmo D. N. literis significavit in sua diœcesi atque adeo in universa Hispania, viginti abhinc annis, novam consuetudinem, recentiorum aliquot theologorum opinione nixam, sensim receptam in dies magis invaluisse, ut sacerdotes, missam celebrantes, ejus valorem generatim applicent his qui postea missæ celebrationem postulaturi ac pro ea eleemosynam præbituri sunt, tametsi antequam missæ sacrificium perageretur, neque a sacerdote illud rogassent, neque ei hac de causa eleemosynam præstitissent. Quam rem ut Sanctitas Sua ad Sacram Congregationem Cardinalium Concilii Tridentini Interpretum pro materiæ gravitate examinandam rejecisset, in ipsa Congregatione primum de ea actum fuit diligentissime, ac deinde relatum ad Sanctitatem Suam, quæ ex ejusdem Congregationis sententia hujusmodi consuetudinem, tamquam pluribus nominibus periculosam, fidelium scandalis ac offensionibus obnoxiam, atque a vetusto Ecclesiæ more nimium abhorrentem, explosit ac improbavit, atque Ampl. Tuæ literas dari, quod facimus, mandavit, ut omnibus ipsius regni archiepiscopis atque episcopis, in quorum diœcesibus hujusmodi applicatio in usum inducta fuerit, per literas aut alias scripto injungat, ut talem usum aboleant ac prohibeant excommunicationis etiam atque aliis quas opportunas et necessarias existimaverint pœnis. Idque præcipiat generalibus et capitibus ordinum, quos in ipsis regnis nunc noverit commorari, ut scilicet et ipsi regularibus sibi subditis talibus applicationibus eisdem pœnis propositis interdicant. Quæ omnia pro tua pietate, et SSmi D. N. jussis obsequendi studio Amplitudinem tuam sedulo effecturam sperantes, omnipotentem rogamus Deum ut eam quotidie cœlestis suæ gratiæ donis velit auctiorem. Romæ, 15 novembris 1605.

Sed quoniam dubitatur nonnullos adhuc in priori opinione persistere, ex eo fortasse quod præmissa resolutio non innotescat, quæritur an expediat dictum decretum confirmare et publicare?

Sacra Congregatio Concilii censuit : *Affirmative.*

La question se trouve développée et motivée dans le document suivant, qui en est le complément indispensable.

3. Un prêtre peut-il dire à l'avance des messes, à une intention

qu'il ne connaît pas, et dans le seul but de ne pas perdre l'aumône assignée, à l'occasion, à chaque messe? La Congrégation du Concile, appelée à statuer sur ce cas particulier, entendit le *votum* du cardinal Casanate, qui se prononça pour la négative. Il demanda que le décret de 1605 fut confirmé et publié d'une manière générale. Il s'appuie en effet sur ce décret, sur l'autorité de Paul V et le témoignage des théologiens, au moins le plus commun et le plus suivi, à savoir que l'intention du sacrifice doit être certaine et non vague, déterminée et non indécise, présente et non future, antécédente ou concomitante, mais jamais subséquente. Puis il ajoute combien il serait indécent d'agir en pareille occurrence, comme le font les propriétaires d'un magasin, qui confectionnent à l'avance des marchandises vénales pour leurs acheteurs.

Le votum est à la page 479 du tome II des manuscrits du célèbre cardinal.

*Votum du card. Casanate.* — De anticipata missarum applicatione. An expediat decretum Sacræ Congregationis alias editum sub die 15 novembris 1605 generaliter confirmare ac publicare?

Affirmative, per rationes adductas in eodem decreto ac literis desuper expeditis jussu S. M. Pauli V, quæ hodie per extensum proponuntur, ac impressæ habentur apud Pasqualig., *de Sacrif.*, tom. I, quæst. 168, n. 3 vers. Et quamvis contraria opinio a pluribus theologis fuerit approbata, ut refert Pasqualig., ibidem § 1, attamen receptior ac communior est sententia negativa, ut apud eumdem Pasqualig., n. 2, et nefas hodie foret de ista dubitare, cum extet sanctio S. Cong. et Papæ, immo etiam optima ratio, quia omnis intentio in sacrificiis debet esse certa et determinata, non vaga et suspensa in futurum : alterius indecentia patet, cum hujusmodi applicatio pro futuris benefactoribus æquiparetur apothecæ, in qua conficiuntur res venales pro futuris emptoribus qui ad apothecam accedent.

Conferunt quæ cumulat idem Pasqualig., q. 164 et 166, ubi n. 3 applicationem collatam in alienam intentionem limitat, si aliena intentio antecedat, *vel concomitetur oblationem sacrificii, non autem si subsequatur applicationem.* Ideoque omnino interdicendi sunt de præsenti thesauri spirituales, qui conficiuntur ex numero missarum, applicatione collata in alienam intentionem *de futuro,* quod etiam theologi regulares detestantur.

4. Le cardinal Spinola se plaint que, dans son diocèse de Lugo en Espagne, il arrive souvent que de pieux mais pauvres testateurs font des legs de dix écus ou environ, qu'ils grèvent de charges per-

pétuelles. La difficulté est de placer ces fonds d'une manière stable et sûre, les administrateurs des lieux pies les refusant constamment ou exigeant une diminution dans les charges.

L'évêque peut-il alors convertir ces messes fondées en messes manuelles, afin de pouvoir les faire acquitter, ou peut-il procéder lui-même à la réduction désirée?

La S. C. du Concile, le 20 juin 1682, répond *négativement* aux deux doutes proposés, en sorte qu'est maintenue la règle tant de fois affirmée que les réductions appartiennent au Saint-Siège et tel est le *votum* du cardinal Casanate, qui nous fournit ce nouveau document. (*Mss. Casanat.*, t. VI, p. 277.)

*Lucen. Onerum missarum. Decret. de celebr. miss.*

Emus D. card. Spinola, episcopus Lucen., suis litteris enarrat in illa diœcesi sæpius contingere quod pii sed pauperes testatores legant locis piis exiguas summas scut. decem vel circiter cum perpetuo onere determinati numeri missarum; quæ quidem legata acceptare renuunt locorum piorum administri, ob impossibilitatem vel saltem maximam difficultatem summas tam modicas investiendi sive in stabilia, sive in census tutos atque securos. Unde pro summo ejus zelo et in defunctorum animas pietate consulit EE. PP.

1. An casu quo locus pius legatarius nolit hujusmodi legata cum designato missarum onere acceptare, episcopus possit statim erogari facere summam legatam in celebrationem tot missarum juxta intentionem testatoris, ad proportionatam quantitatem eleemosynæ manualis?

2. An episcopus possit onera missarum nondum acceptata reducere absque beneplacito Sedis Ap. sive hujus Cong., quoties reductionem necessariam esse judicaverit, ex eo quod locus pius legatum acceptare recuset, non diminuto onere?

Die 20 junii 1682. — *Negative ad utrumque.*

*Votum du card. Casanate.* — An in casu, quo locus pius legatarius nolit legata tenuia cum onere missarum acceptare, possit episcopus demandare celebrationem tot missarum ex summa legata per manualem?

An possit episcopus reducere onus missarum in fundatione quando locus pius non vult acceptare legatum nisi onere diminuto?

In omnibus ac singulis casibus particularibus recurrendum ad Sacram Congregationem, quia ita sancitum fuit in decretis de celebratione missarum, § primo, etiam quoad commutationem, et in primo decreto explicativo quoad fundationem, ut in constitutione 45 Urbani VIII, tomo IV.

5. Le cardinal archevêque de Milan expose que les fonds correspondant à environ 400 messes quotidiennes avaient été placés sur la banque de Saint-Ambroise, qui payait quatre et demi pour cent et qui, depuis 1657, ne donne plus que deux. Les titulaires des bénéfices, voyant leurs revenus diminuer, ont réduit leurs obligations en proportion.

La Congrégation du Concile répond que l'archevêque doit insister pour l'entier accomplissement des legs et que si les revenus sont réellement insuffisants, c'est à la Congrégation elle-même qu'il faut recourir pour obtenir une réduction.

Le décret est du 19 septembre 1682 et rapporté par le cardinal Casanate, t. III, p. 539, n° 9 de ses manuscrits.

*Mediolanen. Visitationis Sac. Liminum.* — Emus D. card. archiep. Mediolanen., pro suo pastorali zelo jam jam visitaturus diœcesim, plurimum instat pro resolutione infrascriptorum dubiorum, quæ in Visitatione Sac. Liminum ante ejus ab Urbe discessum peracta proposuit. Cum autem Cong. particularis, quæ super hujusmodi materiis haberi solet, protrahi possit ultra quam Eminentiæ Suæ necessitas exposcit, supplicat EE. PP. ut in proxima generali Congregatione non dedignentur ad ea respondere, videlicet primum, etc.

Quintum. Quadringintarum circiter missarum quotidianarum redditus in banco S. Ambrosii existebant, a quo fructus ad nomen librarum quatuor cum dimidio pro quolibet centenario solvebantur. Ab anno 1657, quo bancum decoxit, fructus ad duo tantum pro centenario redacti sunt. Unde titulares beneficiorum aliique ad celebrationem missarum obligati onera præfata propria auctoritate reduxerunt ad ratam reddituum. Quærit proinde quid agere debeant?

*Die 19 septembris 1682. — Ad Quintum. Cogat et si fructus non sufficiant, petant reductionem in S. Congregatione.*

6. Un homme pieux ordonne par testament d'ériger plusieurs chapellenies, obligeant les chapelains, en plus de ce qui leur sera imposé par les exécuteurs testamentaires selon les revenus, à célébrer une messe chaque jour de l'octave des Morts, à l'intention du testateur et de ses ancêtres,

Les exécuteurs testamentaires érigent une chapellenie en l'honneur de S. Dominique, avec obligation d'une messe chaque jour de l'octave des Morts, et tous les dimanches et fêtes, ainsi que chaque vendredi de l'année.

Les recteurs de la chapellenie s'en sont tenus aux seules charges imposées par le testateur. Ont-ils agi en conscience ou doivent-ils, malgré l'exiguité des revenus, célébrer également aux jours désignés par les exécuteurs testamentaires ? La réponse fut affirmative.

*Collen. Applicationis Sacrificii. C. 4., sess. 25, Decret. de celebr. miss.*

Exequutores testamentarii cujusdam pii viri, qui postremis tabulis jusserat erigi plures capellanias « con obbligo alli cappellani, oltre a quelli che da d. Operarii ed esecutori gli saranno imposti secondo le qualità dell'entrate, di celebrare, ogni anno per tutta l'ottava dei Morti dal di 2 di novembre ogni mattina, la messa dei morti per l'anima del detto testatore e suoi antenati », erexerunt de anno 1622 cappellaniam sub invocatione S. Dominici cum his oneribus : « Cui cappellæ seu cappellano pro tempore existenti injungunt onera et obligationes infra, videlicet quod teneatur in primis celebrare, singulis annis et unoquoque die octavæ fidelium defunctorum, pro anima testatoris, juxta ejus dispositionem, secundario teneatur et obligatus sit dicere ad idem altare unam missam currentem singulo die dominico et festo a S. M. E. indicto cujuslibet anni et teneatur dicere unam missam in quacumque feria VI cujuslibet hebdomadæ, seu alio die Rmo D. beneviso, juxta distributionem missarum. »

A die erectionis usque adhuc præfatæ cappellaniæ rectores applicarunt sacrificium pro anima testatoris in illis tantum diebus quos ipse expresse designavit, putantes cœteris diebus onus hujusmodi non adesse.

At hodiernus rector, licet ex cappellania non nisi 23 scut. monetæ florin. annuatim percipiat, pro suæ conscientiæ quiete supplicat declarari : An omnibus præscriptis diebus, quibus tenetur celebrare missam, seu potius in dic commemorationis defunctorum et tota illius octava tantum teneatur applicare sacrificium pro anima testatoris et illius antenatorum?

*Die 14 novembris 1682. Affirmative.*

*Votum du card. Casanate.* — An omnibus diebus in quibus tenetur cappellanus celebrare, vel tantum in octava defunctorum, debeat applicare sacrificium pro anima fundatoris ?

Debere tantum in octava defunctorum. Etenim exequutores testamentarii capellano injunxerunt celebrationem missarum in ea octava pro anima testatoris juxta ejus dispositionem, deinde addiderunt celebrationem missarum in diebus dominicis et festivis, postmodum celebrationem in feriis sextis, non facta mentione applicationis. Ideo quamvis præsumptio cæteroqui stet pro applicatione, ut apud Pasqualig., *de Sacrif.*, q. 908, rursus apud Sac. Congregationem in Aretina, sub die 8 maii 1677, novissime in Bononien. die 6 julii 1680, nihilominus discretiva dispositio exequutorum demonstrat quod applicatio demandata sit ubi fuit expressa, non demandata ubi tacita, præsertim in eadem periodo, ut ex regula text. in l. un.,

§ *Sin autem,* c. de caducit. tollend., notatur specialiter in dec. 229, n. 7 coram card. Celso, d. 182, n. 11, p. 18 rec. et specialissime tenuit S. Cong. in Taurinen. applicationis sacrificii sub die ultima januarii prox. lapsi. Est etiam consideranda modicitas annui redditus cappellaniæ in scut. 23, ut consideravit Sac. Cong. in Romana celebrationis sub die 27 julii 1680 et in eadem Taurinen. sub die ultima januarii 1682. (*Mss. Casanat.,* t. III, p. 349.)

7. L'êvêque de Colle en Piémont, à la suite d'une visite pastorale dans son diocèse, soumit quelques doutes à la S. C. du Concile, qui, le 18 septembre 1683, répondit par ces trois principes canoniques :

1. Les prêtres obligés par eux-mêmes à une messe quotidienne, en raison d'un bénéfice, d'une chapellenie, d'un legs ou d'une stipendie, peuvent quelquefois se dispenser de cette obligation, mais seulement pour cause légitime.

2. Il ne s'ensuit pas qu'ils puissent, alors qu'ils suspendent cette obligation, célébrer des messes soit pour eux-mêmes, soit pour d'autres et en recevoir l'aumône.

3. Les prêtres qui ne sont pas tenus à célébrer quotidiennement par eux-mêmes ne sont pas admis au bénéfice des vacances.

*Collen. Celebrationis missar.* Dec. de celebr. miss. — Modernus episcopus Collen. diœcesim visitando comperiit, non sine maximo conscientiarum periculo, plures irrepsisse abusus in adimplendo mentem eorum qui missas celebrari mandarunt. Ad eos ergo tollendos discutiendum atque resolvendum videtur :

1. An sacerdotes, obligati ratione beneficii, cappellaniæ, legati aut stipendii, celebrare quotidie missam per se ipsos, possint aliquando a celebratione vacare? Et quatenus affirmative,

2. Quando et quoties a dicta celebratione vacare possint?

3. An diebus licitæ vacationis possint missam pro se ipsis vel aliis, præter quam pro fundatoribus celebrare? Et quatenus affirmative,

4. An pro aliis celebrando possint stipendium pro hujusmodi celebratione percipere?

5. An illius diebus, quibus licite vacant a celebratione, teneantur missam ab aliis celebrari facere juxta intentionem fundatorum?

6. An sacererdotes, ut supra obligati celebrare missam quotidie absque tamen onere celebrandi per se ipsos, possint aliquando a celebratione vacare?

*Die 17 septembris 1683. — Ad 1 et 2. Affirmative, concurrenti legitima causa. — Ad 3 et 4. Negative. — Ad 5. Dilata. — Ad 6. Negative.*

*Votum du card. Casanate.* — 1. An sacerdotes obligati celebrare quotidie per se ipsos possint aliquando vacare?

2. Quando et quoties?

3. An in diebus licitæ vacationis possint pro se vel aliis celebrare?

4. An cum stipendio?

5. An teneantur obligationi quotidianæ per alios supplere?

6. An obligati ad missam quotidianam per alios celebrandam possint aliquando vacare?

Ad 1. Affirmative, ut apud Pasqualig., *de Sacrif.*, q. 1116, 1119, 1130, ex c. Significatum de præben.

Ad 2. Semel in hebdomada ex honestate, bis vel pluries ob necessitatem, ut apud Pasqualig., *ibidem* et q. 1124 cum seq.

Ad 3. Affirmat., ut apud eumdem, q. 1130 per totam.

Ad 4. Negative, ut apud Dianam in coordinatis, t. 2, *tract.* 1, resol. 61 in fine, 62 per totam et 63, n. 5, alias p. 2, tract. 14, resol. 28, p. 5, tract. 5, resol. 23, p. 18, tract. 14, resol. 39; rursus apud Hurtad., *Resolutionum moralium*, tom. 1, tract. 2, cap. 4, resol. 7, infra n. 84.

Ad 5. Negative quoad vacantiam semel in hebdomada. In reliquis proponantur casus particulares, ut apud Pasqualig., *De sacrif.*, q. 1119 et 1122 cum tribus seqq. (*Mss. du card. Casanate*, t. III, p. 570.)

8. La S. Congrégation, dans sa dernière session, avait laissé sans réponse le cinquième doute. Le 13 novembre, elle décida qu'elle ne voulait pas établir de règle générale, relativement à la question proposée, mais qu'elle rendrait des décisions suivant la diversité des cas particuliers.

Or la question était celle-ci : Un prêtre, dispensé pour cause légitime de célébrer lui-même à l'intention des fondateurs, est-il tenu de se faire remplacer par un autre ?

Le *votum* du card. Casanate est conforme à la décision de la S. C., quoiqu'il insinue avec Pasqualigo que le prêtre peut manquer à son obligation une fois par semaine.

*Collen. Celebrationis Missarum. — Decr. de celeb. miss.*

In postrema Cong. habita die 18 novembris prox. præt. dilata fuit resolutio infrascripti dubii, quod proinde reproponitur ut EE. PP. respondere dignentur : An illis diebus, quibus sacerdotes obligati missam per se ipsos celebrare licite vacant a celebratione, teneantur missam ab aliis celebrari facere juxta intentionem fundatorum?

*Die 13 novembris 1683. Dabitur resolutio in casibus particularibus.*

*Votum du card. Casanate.* — An illis diebus, quibus presbyteri obligati missam per se ipsos celebrare licite vacant, teneantur missam ab aliis celebrari facere ad intentionem fundatorum ?

Proponantur casus particulares. Quamvis enim quoad vacantiam semel in hebdomada de jure concessam in oneribus personalibus quotidianis nulla sit obligatio de celebratione per alterum presbyterum, ut refert Pasqualig., *De sacrif.*, q. 1119, tamen in diversis facti particularitatibus diversum judicium est adhibendum, præsertim inspecto integro tenore singularum fundationum, ut patet notatis per Pasqualig., *ibidem*, q. 1120 cum seqq. ad 1125.

9. Jules de Pollecchio, du diocèse de San-Miniato en Toscane, laisse à ses neveux Fabricius et Jean-Baptiste, par testament, tous les biens qu'il possède au delà du Pô, à la charge de faire célébrer chaque semaine deux messes à l'autel de S. Antoine de Padoue dans l'église des conventuels, avec recommandation expresse de se servir des descendants du défunt, s'ils sont prêtres.

De descendants prêtres, il n'y en a pas ; à qui revient, ou aux religieux ou aux légataires, de faire acquitter ces messes?

Le cardinal Casanate était favorable aux religieux. Tel ne fut pas le sentiment de la S. C. du Concile qui, le 19 novembre 1683, régla que les légataires peuvent députer des prêtres séculiers pour l'acquit de la fondation, moyennant une indemnité aux religieux pour leurs frais d'autel, que les réguliers doivent se prêter à l'accomplissement de la volonté du testateur et que, pour une cause raisonnable, les légataires peuvent transférer à une autre église l'obligation des messes. (*Mss. Casanat.*, t. III, p. 594.)

*S. Miniati. Celebrationis missarum.* — Dec. de celebr. Miss.

Julius Petrus Gallenus de Pollecchio postremis tabulis « lascio e lego a Fabrizio Raimondi e Gio. Battista Zurli e figliuoli di Ottavio Galleni di Pollecchio tutti li terreni che si trova avere di la dal Padule ecc., con obbligo di far celebrare ogni settimana in perpetuo due messe all' altare del glorioso S. Antonio di Padova nella chiesa dei frati di S. Francesco di detto luogo dei minori conventuali in perpetuo, e s' intende coll' obbigo del sacrifizio, con dichiarazione che se de' discendenti di dd. Fabrizio e Raimondo e Gio. Battista sopranominati ci sarà qualche prete sacerdote, avrebbe caro che tal prete sacerdote celebrasse da per se le sudette messe, rimettendosi nondimeno a quello che sarà fatto, purchè resti sodisfatto all' obbligo o siano celebrate come sopra le sudette messe. »

Modo nemine ex præd. sacerdotibus descendentibus extante et prætendentibus fratribus præfati conventus missarum celebrationem ad ipsos dumtaxat spectare, sin minus impedire ne illæ ab aliis sacerdotibus in eorum ecclesia celebrentur, supplicatum fuit Congregationi habitæ die 29 maii proxime præteriti pro declaratione :

1. An legatarii possint deputare sacerdotes sæculares, qui missas a testatore præscriptas celebrent in dicta ecclesia, præstita conventui congrua contributione pro usu sacrorum indumentorum et aliis ad celebrationem missæ necessariis?

2. An dicti regulares, præstita eis contributione præfata, teneantur præstare patientiam ut prædictæ missæ in earum ecclesia celebrentur?

3. An casu quo regulares de facto patientiam hujusmodi denegent, liceat legatariis onus missarum in alia ecclesia arbitrio ordinarii impleri facere?

Cum autem jussum tunc fuerit quod dubia hujusmodi ponerentur in folio Emi PP. illis respondere non gravabuntur.

Die 13 novembris 1683. *Affirmative ad primum et secundum. — Ad 3. Affirmative ex rationabili causa.*

*Votum du card. Casanate.* — 1. An legatarii possint deputare presbyteros seculares, qui missas celebrent in ecclesia regulari, præstita contributione pro usu indumentorum?

2. An regulares teneantur præstare patientiam ut supra, et esse contenti contributione?

3. An alias possint legatarii onus missarum transferre?

Audiantur regulares, quia etsi legatum quoad prædia sit pro laicis legatariis, tamen quoad onus missarum iisdem injunctum est pro cappella S. Antonii, ut sublegataria, cujus regimen seu rectoria est apud regulares S. Francisci conventuales. Ideo bene aptatur præsumptio juris quod commodum legati missarum pertineat ad rectores cappellæ seu altaris per testatorem præscripti, ut in decis. 269 per totam et 405, § 1, coram Cavaler., plenius apud Pasqualig., *de Sacrif.*, q. 998 et 999, utrobique n. 2. Nihil obstante quod testator prætulit presbyteros filios legatariorum, quia potius exceptio particularis firmat regulam in contrarium ut, non extantibus iisdem filiis, commodum legati seu sublegati pertineat ad regulares. Ultra quod testator nulla prorsus efficacia loquutus est de filiis legatariorum. In quibus terminis negative ad quæsitum respondendum foret.

10. Le marquis Vasti fonda à Naples, pour chaque jour, une messe chantée et quatre messes basses, plus un anniversaire. On demanda si ces messes chantées nécessitaient l'assistance d'un diacre et d'un sous-diacre; il fut répondu que *non*, le 29 janvier 1684, et le 6 mai suivant, cette sentence fut maintenue, conformément à un décret donné pour Todi, dans l'État pontifical.

Die 29 januarii 1684. C. 5, sess. 25, de reform.

Neapolitana. Celebrationis Missar. Dilata in Cong. 29 augusti prox. resolutione infrascripti dubii tunc secundo loco positi, modo procurator collegii S. Thomæ de Aquino, nova allegans jura per manus circumferenda

et marchionis Vasti procuratore citato, supplicat decerni : An missa quotidie cantanda debuerit, et debeat cantari cum assistentia diaconi et subdiaconi, vel solius acolyti ?

Die 29 januarii 1684. — *Voluntati testatoris cantando missas, et jam sine assistentia subdiaconi et diaconi.*

*Votum du card. Casanate.* — An missa quotidie cantanda fuerit, et sit cum ministris sacris vel cum solo acolyto serviente?

Cum solo acolyto et prout hactenus servatum fuit, quia marchio Vasti donator injunxit onus missæ quotidianæ singulis diebus cantandæ, ultra quatuor lectas, et alterum onus solemnis anniversarii, adhibita hujusmodi loquutione discretiva, et insuper censetur disposuisse conformiter ad stylum collegii donatarii, atque ita bene aptatur regula discretivæ, ut apud Rotam, d. 102, n. 11, p. 18, rec. et in Taurinen. coram hac Sac. Cong. sub die ultima januarii 1682. Ulterius viget observantia interpretativa, ut in decis. allegatis in causa Tudertina.

Die 15 aprilis 1684. — *Non proponitur hæc causa in præsenti Congregatione.*

Die 6 maii 1684. — Neapolitana. Celebrationis missarum.

Satisfactum fuisse et satisfieri voluntati testatoris cantando missam, etiam sine assistentia diaconi et subdiaconi, responsum fuit in hac causa sub die 29 Januarii proximi præteriti, sed cum marchio Vasti adversus hujusmodi resolutionem audiri obtinuerit, et utriusque partis procuratores concordi voto differendam duxerint propositionem quæ in postrema Cong. habenda erat, Emi PP. eisdem hodie informantibus respondere dignabuntur : An sit standum vel recedendum a decisis? In decisis. (*Mss. Casanat.*, t. IV, p. 21.)

11. Dominique, fils naturel mais légitimé de Bernardin, archidiacre de la cathédrale d'Ostuni, au royaume de Naples, en vertu d'un indult apostolique, reçut les ordres sacrés et, tant du vivant de son père qu'après sa mort, célébra la messe à la cathédrale. Étant, par droit d'ancienneté, admis à participer aux aumônes des messes qui tiennent lieu de prébende, le chapitre s'y opposa formellement. De là recours à la S. C. par Dominique, que l'évêque appuie plutôt qu'il ne lui est contraire.

Le cardinal Casanate, tout en ne niant pas la force du décret du concile de Trente et l'usage de n'accorder d'indult que trente ans après la mort du père, attendu la bonne foi du suppliant et le scandale que causera à Ostuni ou le déni de l'ancienneté ou l'expulsion de l'église, incline pour la dispense.

Néanmoins la S. C., le 15 avril 1684, affirme, conformément au

droit, qu'un fils naturel est inhabile à participer à des aumônes qui constituent un vrai bénéfice, dans l'église où son père a déjà ou a eu un bénéfice.

*Ostunen. Participationis.* C. 17, sess. 25 de.reform.

Dominicus Antonius, filius naturalis et legitimatus quondam Bernardini Palmerii, archidiaconi Ecclesiæ cathedralis Ostunen., prævio indulto Apostolico ad sacros etiam presbyteratus ordines promotus fuit, et non solum vivente archidiacono patre, verum etiam eo mortuo per decem annos et ultra celebravit missas in dicta Ecclesia cathedrali. Ita ut hodie antianitatis jure admittendus sit ad participationem eleemosynarum, quæ pro missarum celebratione distribui solent inter sacerdotes qui longius servitium Ecclesiæ præfatæ præstiterunt, cum de cætero inibi desint præbendæ certum numerum aut redditum habentes. Verum quia se opposuit capitulum, ipse Dominicus Antonius supplicat injungi episcopo ut, hujusmodi conditione spreta, eum faciat participem, in quem finem allegat Pignatelli, *Consult. canon.*, tom. I, cap. 35, signanter n. 4.

Episcopus refert oratoris preces veritati consentaneas esse; unde summæ EE. PP. sapientiæ erit decernere : An dicta qualitas filii naturalis archidiaconi Ecclesiæ cathedralis obstet oratori, quominus ad participationem dictarum eleemosynarum in eadem Ecclesia admitti valeat ?

*Die 15 aprilis 1684. Obstare.*

*Votum du card. Casanate.* — An qualitas filii naturalis archidiaconi obstet oratori ne ad participationem admittatur ?

Esse dispensandum, quia etsi obstet decretum S. Concilii Trident., sess. 25, cap. 15 *de reformat.*, tamen etiam obstitit de prætio quoad celebrationem missarum ab oratore factam et obstaret in futurum quoad celebrationem faciendam, ut pluribus allegatis et decreto relato notat Barbos., *ibidem*, n· 26, nihil relevantibus iis quæ tradit Pignatt., *consult.* 35, tom. I, quatenus loquitur de indultis concessis post trigesimum annum ab obitu genitoris. Ideo cum orator sub bona fide celebraverit et hodie scandalosum esset eum ab Ecclesia ejicere vel locum antianitatis ei denegare, pertinet ad benignum arbitrium Sedis Apostolicæ quasi tolerantiam dispensare, ut est regula : *Turpis ejicitur, quum non admittitur hospes.* (*Mss. Casanat.*, t. IV, p. 89.)

## XIV. — Nouvelle reprise de la question générale sous Innocent XI, et seconde réunion de la S. C. du concile, en 1684.

La question générale de réforme déjà entamée par l'initiative d'Innocent XI, en 1678, 1679 et 1680, fut remise à l'étude sous le même pontife, l'an 1684.

Le cardinal Casanate nous a conservé de cette nouvelle tentative trois documents, à savoir : l'historique de la question, le feuillet transmis aux cardinaux et le mémoire de la R. Fabrique de Saint-Pierre. Nous les étudierons successivement.

*Restrictus de 1684, qui fait l'historique de la question.*

Il entre en matière en rappelant les arrangements faits avec la R. Fabrique de Saint-Pierre pour les messes non acquittées, cite le décret du 13 mai 1679, qui demande une circulaire pour maintenir les décrets d'Urbain VIII et un rapport annuel à la Congrégation du Concile, mentionne l'approbation spéciale du pape Innocent XI, avec la clause qu'en cas de désobéissance les réguliers seront soumis aux évêques et l'insertion du décret dans les constitutions des divers ordres.

Vient ensuite l'affaire des huit libelles de condonation, qui sont renvoyés à la S. C. du Concile, laquelle, le 16 décembre 1679, demande des explications plus précises et remet à une congrégation particulière.

Cette Congrégation, le 23 mars 1680, s'applique à résoudre trois doutes. La Rév. Fabrique de Saint-Pierre est entendue, les cardinaux font connaître leur sentiment et l'on prend l'avis de plusieurs théologiens.

De nouvelles suppliques de condonation et de commutation ou d'accommodement arrivent à Rome, principalement par la voie de la Sacrée Pénitencerie, de la part des missionnaires, des réguliers, des sacristains et des chapitres.

En conséquence, la Congrégation est priée de revenir sur les trois doutes précédents, à savoir : s'il faut ajouter au décret A et à l'instruction B, ou en retrancher quelque chose, si le décret doit être limité à l'Italie et îles adjacentes ou étendu à tout l'univers, enfin ce qu'il faut statuer pour l'omission des messes.

La S. C., le 29 juillet 1684, répondit par le mot *Dilata*, renvoyant à un autre temps la solution demandée.

*Ad missarum celebrationem et condonationem*. Cap. 4 et 5, sess. 25, de ref. Decret. de celeb. miss.

Alias cognito non sine maxima animi amaritudine adeo frequentes esse petitiones condonationis vel saltem admissionis ad compositionem cum

Reverenda Fabrica Sancti Petri pro missis non celebratis, ut scandalosæ hujusmodi sacerdotum sive malitiæ sive socordiæ opportuno remedio occurrendum esset, Sacra hæc Congregatio, sub die 13 maii 1679, ita decrevit : « Scribatur tam ordinariis locorum quam superioribus regularium, qui pro eorum munere incumbant pro omnimoda observatione decretorum S. Cong. approbatorum a sa : me : Urbano VIII, anno 1625 et de adimplemento juxta Instructionem mittendam certiorent Sacram Congregationem Concilii quolibet anno. »

Hanc Sacræ Congregationis sententiam Sanctissimus approbavit, addens *quod si regulares prompte non obedierint, subjiciantur etiam episcopis locorum*, et facta iterum relatione in S. Congregatione, Emi PP. addiderunt : « Resolutionem ut supra captam inserendam et conservandam esse in libris religionum, cum declaratione quod liget omnes successores, qui habeantur pro legitime intimatis. »

Igitur juxta præmissa extensum fuit decretum, prout in folio signato A et adjuncta instructio, prout in folio signato B.

Sed interim SSmo porrectis octo supplicibus libellis anonymis, in quibus petebatur admissio ad compositionem cum Fabrica pro ingenti numero missarum non celebratarum iisque per Sanctitatem Suam remissis cum sequenti rescripto : « Alla Congregazione del Concilio, che sopra l'esposta materia in generale maturamente esamini l'opportuno rimedio e dia il suo voto, » editum fuit sub die 16 decembris 1679 sequens responsum : « Pro libellis datis explicentur nomina oratorum, tempora acceptationum et status conventuum : in reliquis fiat Congregatio particularis ad referendum generali. »

Deputata proinde Congregatione particulari Emorum PP. Facchenetti, Pii, Carafæ, Carpinei et Columnæ, proposita fuere sub die 26 martii 1680 tria dubia, nempe 1. An dicto decreto A, jam a Sanctissimo reviso cum instructione B, sit aliquid minuendum vel addendum? 2. An edendum solum pro Italia et insulis adjacentibus, an vero pro universo orbe, dum malum est universale? 3. An et quid statuendum pro omissionibus hactenus secutis ?

Et audito secretario Fabricæ, instante eamdem manuteneri in quasi possessione juris admittendi ad compositionem pro missis non celebratis, ex rationibus deductis in supplici libello signato C atque negocio mature examinato, unusquisque dd. Emorum Patrum sententiam suam dixit, prout in folio signato D.

Ut autem in re tanti momenti consultius procedatur, eisdem EE. PP. placuit ut desuper etiam exquirerentur vota theologorum, qui responderunt, prout in foliis signatis *E*, *F*, *G et H*.

Interea crevit atque in dies excrescit numerus supplicum libellorum, partim a SSmo D. N., sed plerumque a Sac. Pœnitentiaria, suppresso nomine remissorum, in quibus petitur condonatio vel commutatio in alia pietatis opera, vel ad summum compositio cum Fabrica, quæ vel summa-

tim in præsenti folio recensere nimis longum videretur. Eorum tamen præcipua capita ad quatuor rediguntur :

Alii enim ex oratoribus sunt regulares missionarii, allegantes pecunias pro eleemosyna missarum collectas partim in itinere deperditas, partim furto substractas, partim ex mercatorum decoctione inexigibiles redditas, et inter hos frater Angelus carmelita ex prædictis causis supplicat pro condonatione missarum 14 mil. non celebratarum a missionariis sui ordinis.

Alii sunt regulares, sacrariis ecclesiarum præfecti, qui eleemosynas manuales partim in proprium, partim in sacrarii usum, erogasse asserunt, nec tamen missas celebrari curarunt.

Alii sunt sacerdotes sæculares, qui, consumptis pro se suorumque substentatione eleemosynis manualibus, allegant satisfaciendi impotentiam, attenta extrema eorum inopia.

Postrema sunt ecclesiarum capitula, quæ pro causa omissæ celebrationis adducunt diminutionem reddituum vel penuriam sacerdotum, et præ cæteris capitulum cathedralis Caputaquen. supplicat pro condonatione missarum 16 mil., quarum celebrationem omisit ex præfata causa diminutionis reddituum, non petita ab hac S. Congregatione reductione.

Nunc igitur superest ut, perpensis præcitatis foliis, quæ idcirco transmittantur, Emi PP. non graventur pro eorum eximia prudentia atque sapientia respondere dubiis præfatis, videlicet :

1. An dicto decreto A cum instructione B sit aliquid minuendum vel addendum ?

2. An edendum solum pro Italia et insulis adjacentibus, an vero pro universo orbe ?

3. An et quid statuendum sit pro omissionibus hactenus sequutis ?

*Die 29 Julii 1684. Dilata* (*Mss. Casanat.*, t. IV, p. 261).

*Feuillet transmis aux cardinaux pour délibérer sur les moyens à prendre.*

Une congrégation se tint le 19 août 1684, pour s'occuper de la condonation des messes non acquittées, dont le pape et la S. Pénitencerie lui renvoyaient l'examen. Le feuillet remis aux cardinaux met en regard les cas proposés et les remèdes que l'on peut appliquer ; en tout, quatre paragraphes.

Les missionnaires s'excusent sur ce qu'ils ont été volés, ont perdu l'argent en route, etc. Il importe donc de bien préciser si l'obligation est personnelle ou locale.

Si les sacristains réguliers ont employé l'argent des messes, ç'a été ou pour leur propre usage et alors, s'ils étaient incapables de recevoir, comme les capucins, il faut leur pardonner et leur imposer

une pénitence ; s'ils étaient aptes à recevoir, l'obligation passe au couvent. Si l'église a bénéficié de l'argent, toute la charge retombe nécessairement sur elle.

Quand un prêtre invoque son indigence, il est à propos de lui remettre en tout ou en partie son obligation.

Les chapitres allèguent la diminution des revenus et la pénurie de prêtres. Il conviendrait, dans le premier cas, d'absoudre pour un nombre de messes correspondant au déficit.

Reste à juger cette question, à savoir si les chanoines en corps sont tenus d'acquitter les messes omises par leurs prédécesseurs.

Pro Congregatione Sacri Concilii habenda die 19 aug. 1684.

De missarum condonatione. Frequenter sunt supplices libelli a SSmo D. N. et a Sacra Pœnitentiaria ad hanc Sacram Congregationem remissi pro obtinenda condonatione missarum non celebratarum, sed quia difficillimum ac pene impossibile videtur tutam aliquam resolutionem desuper capere, nisi præcognitis facti circumstantiis, ex quibus judicantis arbitrium regulatur, opus visum est in præsenti folio recensere præcipua capita, ad quæ præfati supplices libelli rediguntur, et eorum singulis contraponere quæ in facto præscienda videantur, ut Emi Patres non didignentur addere, minuere et adnotare prout et quid eximiæ eorum sapientiæ atque prudentiæ videbitur.

I. — *Alii sunt regulares missionarii, allegantes pecunias pro eleemosyna celebrandarum missarum collectas, partim in furto subtractas, partim ex mercatorum decoctione inexigibiles redditas.*

Exprimendæ videntur circumstantiæ personarum, locorum et temporum, ut dignosci possit an adsit necne impossibilitas satisfaciendi resideat dumtaxat penes eum qui recipit eleemosynas, vel penes ecclesiam, vel penes totum assem annui redditus missionis.

II. — *Alii sunt regulares, sacrariis ecclesiarum præfecti, qui eleemosynas manuales partim in proprium, partim in sacrarii usum erogatas asserunt, nec tamen missas celebrari curarunt.*

Exprimendæ itidem videntur circumstantiæ præfatæ, videlicet personarum, locorum et temporum, cum super hujusmodi articulo multæ occurrant inspectiones.

Quo enim ad præfectos sacrario, qui eleemosinas in usus proprios converterunt, plures casus sunt distinguendi :

Aut enim isti erant incapaces illas recipiendi, quia nempe sunt cappuccini, reformati S. Francisci et similes, vel quia in proprio et particulari loco ecclesiæ aderat capsula pro colligendis eleemosinis missarum et his casibus obligatio satisfaciendi non videtur egredi personam recipientis,

cui, stante satisfaciendi impossibilitate, concedenda videtur condonatio, et injungendum aliquod opus pium, addita clausula *quatenus ad pinguiorem*, casu quo sacerdos sit sæcularis.

Aut non erant eleemosynas recipiendi incapaces, et hoc casu videtur teneri conventus vel ecclesia, cujus superior invigilare debeat an sacrario præfectus esset integræ fidei et an missas celebrari curaret ad mensuram eleemosynarum.

Quo vero ad illos qui non in proprios ecclesiæ usus eleemosynas erogarunt, absolute dicendum videtur ecclesiam seu conventum teneri ad satisfactionem.

III. — *Alii sunt sacerdotes sæculares, qui, consumptis pro sua suorumque substentatione eleemosynis manualibus, allegant satisfaciendi impotentiam, attenta eorum inopia.*

His indulgenda videtur condonatio vel in totum, vel pro parte in qua satisfacere nequeunt, cum clausula *quatenus ad pinguiorem*, etc.

IV. — *Postrema sunt Ecclesiarum capitula, quæ pro causa omissæ celebrationis allegant diminutionem reddituum vel penuriam sacerdotum.*

Plures casus videntur distinguendi :

Primus, quando prætensa reddituum diminutio contigit in fundo seu dote relicta ab eo qui mandavit celebrari missas.

Secundus, quando contigit in universo redditu Ecclesiæ, cui incumbit onus missarum ad illud fortasse obligato.

Primo casu, aut non supererat eleemosyna manualis correspondens numero missarum celebrandarum et facienda est condonatio pro portione excedente eleemosynam; aut supererat eleemosyna manualis, et tunc non est locus condonationi.

Secundo casu, idem quod supra dicendum videtur, et eadem servanda regula.

Verum alia occurrit inspectio. Ponamus enim quod decem abhinc annis celebrandæ erant mille missæ a quodam capitulo vel conventu, canonici vel regulares tunc temporis celebrationem omiserunt, nec hodie reperiuntur amplius in humanis. Quæritur, an canonicis seu regularibus successoribus facienda sit condonatio vel potius remaneant pro celebrationis implemento obligata bona capituli vel conventus, vel hæredes canonicorum defunctorum? Et quatenus, agendo de regularibus, obligata remaneant bona conventus, an obligatio hujusmodi locum habeat etiam si ejus redditus vix sufficiat pro alendo sufficienti regularium numero?

Cæterum, quando pro causa omissæ celebrationis adducitur sacerdotum penuria, quæ fortasse auxit quantitatem eleemosinæ manualis, procedendum videtur cum eadem distinctione, an redditus fundi seu particularis dotis relictæ, vel Ecclesiæ forsan obligatæ satisfuerint nec ne.

(*Mss. Casanat.*, t. IV, p. 464.)

*Mémoire de la Fabrique de Saint-Pierre pour la Congrégation du Concile du 19 mai 1684.*

Un nouveau mémoire fut demandé à la rév. Fabrique de Saint-Pierre. Elle y rappelle les mémoires antérieurs, l'usage admis depuis plus de cent cinquante ans de s'en rapporter à elle pour la composition des messes non acquittées, les constitutions apostoliques qui établissent sa juridiction et le besoin que l'on a de ce tribunal pour la paix des consciences.

Emi e Rmi Signori, dovendosi parlare nella congregazione delli 19 corrente per il provedimento da prendersi sopra le messe manuali, che si ricevono dai regolari od altri ecclesiastici e per varii accidenti che non si possono soddisfare, per parte della R. Fabrica di S. Pietro si supplica l'EE. VV. degnarsi di riassumere li memoriali altre volte dati, ne quali si è rappresentato il stile antichissimo e le clausole salutari secondo la varietà dei casi apposti nella composizione pratticata per più di cento cinquanta anni, anco in vigore dei rescritti di questa Sacra Congregazione, cioè *Pro missis de præterito non celebratis, ad Congregationem Fabricæ.*

Aggiungendo che le transazioni colla Fabrica di S. Pietro sono fondate sopro la giurisdizione del tribunale, attribuitagli dalle costituzioni Apostoliche, in vigore delle quali, siccome potrebbe agitare e convenire ogni sorte di persone secolari o regolari, ed applicare a se tutte le eleemosine delle messe non erogate; cosi può giustamente transigere e componere con quelli che le hanno tralasciate e che spontaneamente ricorrono da tutte le parti della cristianità, *soluta aliquali eleemosyna juxta vires componentium.*

E questa giurisdizione approvata da tanti Sommi Pontefici per centinaia di anni, non pare che si debba oggi ponere in dubio, essendo stata sempre stimata una porta necessaria per rimedio dell' omissioni passate, e per liberare le coscienze di molti regolari, li quali non hanno aldro modo per soddisfare alli pesi che hanno tralasciati. Quas Deus. (*Mss. Casanat.*, t. III, lett. R, §. 7.)

## XV. — DÉCRETS PARTICULIERS DE 1685 A 1689.

La question générale sommeille de nouveau et le laps de dix ans compris entre l'année 1685, où on la laisse, et l'année 1694, où elle reparaît définitivement, n'est rempli que par trois décrets, dont deux rendus pour Rome et San Severino.

Trois doutes sont résolus relativement au lieu de la célébration des messes et à l'aumône qui l'accompagne.

1. Un homme meurt, laissant par son testament le soin à ses héritiers de lui faire dire un nombre déterminé de messes. N'ayant point fixé de lieu spécial pour sa sépulture, il est inhumé dans l'église paroissiale. Les héritiers demandent s'ils sont tenus de faire acquitter ces messes dans cette même église ou s'ils le peuvent ailleurs.

La S. C. du Concile, par décret du 13 janvier 1685, décide que les héritiers sont libres de faire célébrer où il leur plaira.

Le cardinal Casanate nous donne la raison de ce décret en spécifiant que ces messes sont purement manuelles, puisque le testateur n'a pas désigné l'endroit où il entendait qu'elles fussent acquittées.

*Dubium celebrationis missar.* Decret. de celebr. miss.

Quidam testator in suo, sub quo decessit, testamento, mandavit hæredibus ut, secuto ejus obitu, quingentas missas celebrare facerent, nulla facta designatione ecclesiæ in qua eædem missæ celebrandæ essent cumque sepulturam non elegisset, humatus fuit in parrochiali ecclesia. Unde quæritur :

1. An hæredes pro eorum libito valeant dictas missas celebrari facere in quacumque ecclesia, sive sæculari sive regulari, sibi magis benevisa ? Et quatenus negative.

2. In quanam ecclesia præfatæ missæ sint celebrandæ?

Die 13 januarii 1685. *Affirmative.*

*Votum du card. Casanate.* — An hæredes pro eorum libito possint celebrari facere missas in ecclesia quam maluerint ? Et quatenus negative, in quanam ecclesia missæ sint celebrandæ ?

Affirmative ad primum, et non aliud respondendum ad secundum. Quia testator neque locum celebrationis, neque diem suæ humationis expressit pro celebratione facienda, et missas manuales celebrari præcepit. In quibus terminis arbitrium pertinere ad hæredes de missis non celebratis, præsente cadavere, notat ex communi observantia Pasqualig., *De sacrif.*, q. 996, n. 4, p. 214, tom. II. (*Mss. Casanat.*, t. IV, p. 249.)

2. Le cardinal Corradi fonda trente messes à dire chaque année, sans désignation de jour, aux autels privilégiés de l'église de Saint-Grégoire, à Rome, pour le repos de l'âme du pape Innocent X. Ces messes seront acquittées par un prêtre, du choix du recteur de la maison professe des Jésuites, et une somme annuelle de dix écus sera affectée à l'acquit de ces trente messes.

Le prêtre chargé de cette obligation ne peut donner au prêtre qui le remplace, seulement une partie de l'aumône, lors même qu'elle serait conforme à la taxe reçue, en gardant pour lui le surplus.

Joseph Loni, dans le mémoire qui précède le décret du 22 février 1688, se basant sur plusieurs décrets analogues, donne les raisons de ce même décret, d'après le sentiment des théologiens les plus accrédités. Les dix écus sont affectés spécialement au sacrifice, quelle que soit d'ailleurs la personne, et si la taxe est supérieure au tarif ordinaire, ce n'est nullement une chose personnelle, puisqu'il ne s'agit pas ici ni d'une chapellenie ni d'un bénéfice. Dans ce dernier cas, la question est totalement changée, car la fondation est faite en vue d'un bénéfice, d'une chapellenie, d'une rectorerie, à la charge, il est vrai, d'un certain nombre de messes, mais le salaire n'est pas donné seulement pour le sacrifice. Dans ce cas seulement, le bénéficier peut sans scrupule faire acquitter les messes qu'il ne peut célébrer lui-même, sans élever les messes au-dessus du tarif admis.

*Pro ven. monos. S. Gregorii Urbis.*

Eme et Rme Dne, in Congregatione habita sub die 22 februarii prox. præt., fuit propositum dubium de quo in calce num. unico : An scilicet sacerdos, qui pro eleemosyna missæ recepit decem scuta possit dare alteri sacerdoti pro celebranda d. missa eleemosynam congruentem, retento sibi quod superest, responsum fuit *Negative*.

Jure quidem merito, dum pluries hæc Sacra Congregatio damnavit tale lucrum in simplicibus sacerdotibus, ut refert novissime Pignatelli, *Consult. canon.*, tom. 4, consul. 223, a n. 1; Passerin,, *De stat. homin.*, in tom. 2, q. 185, art. 4, n. 863, § *Ac similiter* et alii canonistæ alibi passim, et *ut ex decreto præd.*

Nec obstare poterunt nonnullæ resolutiones Sacræ Congregationis, ut audivimus ex adverso allegandæ, quia pro omnimoda earumdem concordia distinguendi sunt duo casus : alter quando sacerdos, qui vult sibi stipendium retinere, est cappellanus, parochus seu rector alicujus ecclesiæ, quia tunc cappellanus, habens pinguem præbendam cum certo onere missarum, potest alteri demandare celebrationem, soluta congrua eleemosyna, et residuum poterit lata conscientia retinere, ut beneficiatus et rector dictæ cappellaniæ seu beneficii. Barbos., *De offic. paroch.*, p. 1, cap. 91, n. 13, et ratione assignat. Diana, verb. *missar. stipendium, n. X*, fol. lib. vers., quia his stipendium non solum datur pro sacrificio, etc.

Alter casus est in eo, qui ad solum intuitum sacrificii, dat seu relinquit pro eleemosyna scut. 10 alicui simplici sacerdoti, ut celebret missam unam et tunc non poterit dictus sacerdos solvere congruam eleemosynam alteri sacerdoti, retinendo pro se residuum absque incursu peccati mortalis, et obligatione restituendi et tradendi summam sacerdoti qui celebravit, ut prosequitur Pignatell., d. consul. 223, n. 7, ubi quod illa eleemosyna uti infixa illi oneri missæ et data solum intuitu sacrificii, cessante in sacer-

dote onere et sacrificio, cessat titulus retentionis pecuniæ, et consequenter subintrat peccatum retinendo alienam mercedem et obligatio restituendi, ut latius Pignatelli, Barbos., *De pot. episcopi*, p. 2, alleg. 24, n. 11, ubi, relata contraria opinione, postea testatur illam non esse sequendam ob superventum decretum hujus Sacræ Congregationis de anno 1695 : ibi *prohibetur* sacerdoti, qui missam suscepit celebrandam cum certa eleemosyna, ne eamdem missam alteri, parte ejusdem eleemosinæ sibi retenta, celebrandam committat. Pignatell. testatur vidisse aliam consimilem resolutionem anni 1664, die 5 julii Anconitana eleemosynæ et quid ita esse consulendum, et ipse consuluit Barbos., *De off. paroch.*, p. p., cap. 11, n. 13, ubi supra allegatus n. 10 in fine, ibi : *Si majus stipendium datur solum intuitu sacrificiii, sacerdos non potest retinere; si vero intuitu personæ, potest.*

Indagando igitur an et in quo casu nos versemur, certum est nos versari in 2 casu de dante ac de mandante eleemosynam certam pro certo numero missarum, dum cardinalis Corradus sic ait ibi : *Celebrentur missæ triginta pro anima papæ Innocentii per sacerdotem etc., cui solvantur pro eleemosina scut. decem, ut latius d. n. unico.* Ita ut d. scut. decem sunt stipendium missæ. Dian., in *Summa*, verb. *missar. stipendium,* 6 fol., mihi 614, ibi : *Stipendium missæ dicitur eleemosyna quæ sacerdoti offertur pro munere celebrandi.*

Si ergo d. adversarius, electus uti simplex sacerdos ad celebrandum dictas missas, termino missarum non celebret, eleemosynam illam, et ut dicitur stipendium exuberans congruam taxam, non percipitur qua tuta conscientia valeat pro se retinere, quia, cessante titulo, cessat retentio. Est enim eleemosyna cum suo onere missæ dicendæ, et non præbenda beneficii, cappellaniæ, parochiæ, ut dicit. Pignatell., d. n. 7, et alii supra laudati.

Adeo ut resolutiones hujus Sacræ Congregationis et dicti adversarii in hoc proposito forsan allegandi, vel loquuntur in terminis cappellani et similium, vel scripserunt ante resolutiones emanatas ab hac S. Congregatione, vel tandem sunt damnati, ut, rejiciendo Bondonum et alios, concludit Pignat., d. cap. 223, n. 9; Barbos., *De potest. epis.*, p. 2., alleg. 24, n. 11; Dian., in *Summa*, verbo *missa* quoad stipendium, n. 10, fol. 616, ubi rejicitur opinio Vasquez.

Quare, etc. *Joseph Lonio*

Summ. n. unico.

Emi et Rmi Domini, proponitur EE. VV. sequens dubium. In testamento Emi et Rmi D. card. Corradi bo : me : sic habetur : « Amplius celebrentur singulis annis in perpetuum, absque ulla temporis præfinitione, missæ triginta pro defunctis, S. Gregorii communiter appellatæ, in ecclesia Deo ac eidem Sancto in hac Urbe dicata, ad altaria privilegiata ibi existentia, pro anima papæ Innocentii X sa : me :, summi benefactoris, per sacerdo-

tem, eligendum a R. P. rectore pro tempore domus professæ Soc. Jesu, cui solvantur pro eleemosina scuta decem annua ex redditibus ejusdem hæreditatis a præfatis Emis DD. executoribus in perpetuum assignatis statuendis et collocandis, et cum eisdem cautionibus, declarationibus superius respective expressis. Supplicatur declarari an sacerdos sic electus possit dare alteri sacerdoti pro celebrandis dictis missis eleemosinam congruentem, retento sibi quod superest.

*Die 22 februarii 1688. S. Congregatio respondit* : *Negative*. (*Mss. Casanat.*, t. III, R, p. 26.)

3. L'évêque de San Severino, dans l'État Pontifical, se plaignit de ce que des prêtres de son diocèse avilissaient le saint sacrifice, en proposant de dire des messes à raison d'une aumône d'un demi-jule, somme fort minime puisqu'elle équivaut environ à trente centimes de notre monnaie. Il suppliait en même temps le S. Siège de lui permettre de fixer toutes les messes à un jule et de punir les contrevenants.

La S. C., par décret du 16 juillet 1689, acquiesça à sa demande, pour les messes manuelles seulement, ne voulant pas que rien fût innové par rapport aux messes perpétuelles.

Sancti Severini. Eleemosinæ missarum. *Decr. de obs. et vitan.*, *sess.* 22. *Decret. de celebr. miss.*

Episcopus narrat sacrosanctum missæ sacrificium quodammodo vilescere, dum sacerdotes quotidie se offerunt celebrando ad rationem tenuis eleemosinæ dimidii julii pro qualibet missa. Unde supplicat declarari : an ipse statuere possit eleemosinam manualem unius integri julii pro qualibet missa, imponendo pœnam celebrantibus pro minori quantitate?

Die 16 julii 1689. *Affirmative quoad eleemosinam manualem. In reliquis negative*. (*Mss. du card. Casanate*, t. VI, f. 147.)

## XVI. — Projet de décret, sous Alexandre VIII, en 1690.

La S. Cong. du Concile eut à délibérer sur un nouveau projet de décret, qui lui fut soumis par ordre du pape Alexandre VIII.

Le décret est double : une partie est générale, l'autre regarde spécialement le Portugal.

Le projet fut distribué aux cardinaux dès le 8 juillet 1690.

La copie dont se servit le cardinal Casanate (*Mss.*, t. VI, M, p. 44) porte quelques annotations. Il y est demandé la suppression de l'exorde comme injurieux à l'ordre sacerdotal, sa distinction en paragraphes

comme étant plus clair, l'insertion de quelques mots qui témoignent de la volonté expresse du pape et des travaux de la Congrégation, le rendement de comptes devant le chapitre qui votera sur la condonation, la lecture du décret à certains jours dans les monastères, l'indiction des peines contre les contrevenants et la liste des messes arriérées, afin d'aviser à leur acquittement.

Outre le décret général, le secrétaire adressa aussi un décret particulier pour le Portugal, où les abus semblaient plus invétérés qu'ailleurs. L'annotateur exprime le désir d'une modification dans le début et de la division en paragraphes.

L'affaire fut remise aux cardinaux Panciati, Casanate, Mariscotti, d'Aguirre et Spinola, pour être traitée avec promptitude, sans oublier les peines à intimer et l'abus régnant en Espagne sur la valeur d'une seule messe pour plusieurs intentions.

*Décret général.*

SSmus D. N. audito, me referente, tot onera perpetua missarum omittentibus nec non manuales in maxima quantitate quæsitas captantibus et vigesimam earum partem pro obtinenda compositione, et respective condonatione in arca deponentibus, maxime in regno Portugalliæ, mandavit duplex confici decretum, tam generale quam particulare, pro dicto regno, eaque per manus circumferri : quare utriusque exemplar annectitur, quanto citius judicio E. V. corrigendum, præterquam quoad pœnas in decretis contentas et a SSmo nihil demandatas, immo si opus fuerit majores injungendas.

Attamen pro mea tenuitate, ubi justus rigor in futurum præscribitur, videtur in præteritum consulendum animarum detrimento, quæ in hujusmodi forsan fraudulenta omissione perdurant, ea in regno Hispaniarum, ut subaudivi traditione assertæ facultatis apostolicæ, unius missæ sacrificio tanquam veri infiniti valoris plurium missarum debitæ celebrationi satis fieri.

Dignentur Eminentiæ Vestræ notulas reformationis decretorum transmittere ad secretariam Concilii SSmo Domino Nostro referendas.

Cum nihil magis in Ecclesia Dei noceat quam qui opus Dei negligenter agens, nomen vel ordinem sanctitatis et sacerdotis habet, cujus culpa in exemplum vehementer extendit, quando pro reverentia ordinis in eadem maxime, et in dies confovetur[1]. Conquærentibus itaque Christifidelibus *de ordine sacerdotali* tam seculari quam regulari, perpetuis non adimpletis,

1. Nous mettons en note les observations marginales laissées par le cardinal Casanate : « Si levi questo principio, per essere ingiurioso all' ordine sacerdotale. »

et in magna quantitate manualibus acceptis [1], confisam a piis largitoribus et demandatam celebrationem missarum omittente, ut in posterum tutius et securius procedendum sit in re tam gravi, pro animarum suffragio neglecta, sub irrationabili et malitiosa quorumdam spe condonationem a Sede Apostolica seu a R. Fabrica compositionem habendi, et ut abusus hujusmodi quotquot hucusque irrepserint, evellantur; proinde S. *Cong. Emorum S. R. E.* cardinalium Concilii Tridentini interpretum [2], etiam auctoritate SSmi D. divina providentia Papæ Alexandri VIII, omnibus et singulis episcopis, generalibus cujuscumque ordinis vel instituti, etiam Societatis Jesu, commissariis ac præsidentibus cujuscunque ordinis regularium, congregationis vel instituti, distincte mandat ac præcipit, quatenus pro eorum debito munere sedulo incumbant, et exequantur decreta hujus S. Congregationis de celebrat. missarum, sa : me: Urbani VIII auctoritate edita 21 junii 1625, et exequi faciant ab omnibus et singulis sacerdotibus secularibus, et respective ministris provincialibus, abbatibus, prioribus, præpositis, guardianis, vicariis et quibuscumque aliis superioribus ac religiosis monasteriorum, conventuum ac domorum regularium cujuscumque ordinis, congregationis et instituti ubique terrarum existentium, tabellam onerum in ecclesiis exponant et exponi faciant, dictaque onera missarum perpetua prius adimpleant antequam manualia impares suscipiant, singulis annis de adimplemento in capitulis conventualibus [3] quibuscumque rationem reddant, redditamque ad Sacram Congregationem transmittant, sub pœna, in casu omissionis et non adimplementi, suspensionis ipso facto incurrenda, quibuscumque et singulis SSmo D. D. reservata nec occasione cujuscumque jubilei dimittenda, nec non superioribus localibus regularium privationis vocis activæ et passivæ, depositionis ab officio, aliisque pœnis arbitrio injungendum.

Ne autem præsens decretum absolescat neve ullo unquam tempore ejus ignorantia prætendi valeat, mandat eadem Sac. Cong. illud inseri et asservari in libris constitutionum cujuscumque ordinis, congregationis vel instituti, et quotannis legi in singulis parochiis et [4] monasteriis, declarando ulterius, quod notificatio præsentis decreti, superioribus de præsenti existentibus semel facta, liget omnes et quoscumque eorum successores,

1. « Tutto questo lo distinguerei per periodi separati, perchè non resti oscuro. »
2. « Direi d' ordine di N. S., *auditis* li card. del Concilio. Ovvero direi di ordine della S. Congregazione, e poi all'ultimo aggiungerei, *facta relatione SSmus approbavit.* »
3. « Qui aggiungerei che debbano dar conto dell' adempimento innanzi ai deputati del capitolo specialmente a questo effetto, l'assoluzione o condonazione dei quali venga poi approvata da tutti li vocali prima di commetterli al voto tanto attivo come passivo. »
4. « Et in monasteriis, aggiungerei *in prima die anni et in die Assumptionis B. M. V.* e che li superiori che trascureranno detta lettura in detti tempi, incorrano nelle censure e nella privazione della voce attiva e passiva, senza che possano venire assoluti da altri che dalla Congregazione. »

sub eisdem pœnis ut supra contentis, æque ac si ipsis successoribus personaliter ac legitime fuisset intimatum [1].

*Minuta decreti in causa Portugall. celebr. miss.*

Planctu Ecclesiæ ac ejulatu fidelium innotuit Sedi Apostolicæ abusus quo sæpius in isto regno tam catholico, neglectis perpetuis missarum oneribus, profusiores in dies eleemosinæ manuales recipiuntur, quinimo surripiantur in fraudem suffragii animarum, relicta ex his vigesima parte pro quolibet centenario, quæ in arca ad id designata callide deponatur, ad effectum malitiosæ compositionis a R. Fabrica extorquendæ, quam et quas utique facultatem admittendi habet, cum solita tamen clausula, *dummodo malitiose non omiserint animo habendi compositionem*, alias nulli gratia suffragetur, prout suffragari non potest nec debet. Sacra Congregatio, facto verbo cum SSmo, censuit scribendum Nuncio Apostolico Portugallen. *eique injungendum*, ut quoscumque, tam regulares quam seculares, inquirat, visitet, cogat ad satisfactionem onerum in præteritum, eorumdem tabellam in ecclesiis exponi, singulis annis in conventibus capitularibus legi, de his omnibus rationem reddi, eidem Nuncio exhibendi et transmittendi, prædictam capsam sive arcam aboleri, compositiones hujusmodi interdici, quæ non fuerint factæ monasteriis et aliis locis piis tamquam hæredibus ex asse vel legatariis institutis, manuales in libro sacristiæ describi, et si quæ receptæ fuerint ab uno quoque religioso, superiori conventus notificari, districtius mandet, et præcipiat sub interminatione *præcepti divini* pœnisque suspensionis ipso facto incurrendis, privationis vocis activæ et passivæ, inhabilitationis ad confessiones et aliis, ad formam et tenorem decreti generalis de mandato SSmi emanati sub die . . . . .

Per manus Emorum DD. card. Panciatici, Casanate, Marescotti, de Aghirre et Spinulæ. Ricevuta ai 8 luglio 1690.

*Sentiment du card. Casanate sur le projet de décret.*

Voici textuellement, à la date du 9 juillet 1690, par conséquent le lendemain même de la distribution du feuillet, le sentiment personnel du cardinal Casanate sur le double projet du décret.

Au fond, les observations sont les mêmes et faites presque dans les mêmes termes que sur la copie du projet, ce qui nous autorise à croire qu'elles émanent toutes de la même main.

1. « Per porgere poi qualche rimedio alla trascuragine scorsa, ordinerei che tutti mandassero nota delle messe restate indietro, per vedere di farle sodisfare, se si potrà, e non potendosi esaminare il modo come si puo suffragare alle anime dei defonti, essendo certo che molte religioni resteranno talmente in dietro nella sodisfazione delli obblighi loro, che senza alienare alcuni beni dei conventi sarà impossibile l'adempirli.

Cependant, il y a ici en plus une observation importante qui ne doit pas être passée sous silence. Le cardinal exprime le vœu que l'injonction de la teneur du décret soit faite même aux jésuites, parce que, quoiqu'ils ne reçoivent pas habituellement d'aumônes de messes pour eux, le contraire peut arriver dans les Indes et ailleurs.

*Osservazioni intorno alla minuta del decreto generale pro celebratione missarum.* Si potrebbe levare il principio, per essere ingiurioso all' ordine sacerdotale.

Tutto quello che segue lo direi distintamente con periodi separati per togliere l' oscurità.

Dove dice *Proinde Sacra Congregatio*, etc., *etiam auctoritate SSmi D. N.*, etc., direi *de ordine SSmi D. N.*, *auditis Emis*, ovvero *de ordine Sac. Cong.*, con aggiungere in fine, *et facta relatione, SSmus approbavit.*

Dove dice *episcopis generalibus*, aggiungerei *ordinis vel instituti, etiam societatis Jesu*, perchè sebbene i gesuiti non ricevono obblighi di messe, puo essere nondimeno che nell' Indie o altrove si piglino.

Dove dice *In capitulis conventualibus* aggiungerei, che tutti i vocali debbano dar conto dell' adempimento delle messe ai medesimi deputati, che prima del capitolo qualificano i meriti o diffetti del vocale, e che l' assoluzione o condannazione dei difettosi venga approvata da tutto il capitolo prima d'ammetterli al voto tanto attivo come passivo.

Nell' ultimo § dove dice *et in monasteriis*, aggiungerei che detta lettura debba farsi indispensabilmente due volte l'anno, cioè nel primo giorno dell' anno e nel giorno dell' Assunzione della B. Vergine, e che li superiori che trascurerano detta lettura in detti tempi incorrano nelle censure e nella privazione della voce attiva e passiva, senza che possono venir assoluti da altri che dalla S. Congregazione, come si prattica nel S. Offizio.

Per porger poi qualche rimedio alla trascuraggine scorsa, si potrebbe ordinare ai vescovi ed ai superiori delle religioni, che mandassero nota delle messe restate indietro, per vedere di farle sodisfare se si potrà, e non potendosi, si esaminerà il modo come si puo suffragare alle anime dei defonti, essendo certo che molte religioni resteranno talmente indietro nella soddisfazione degli obblighi loro che senza alienare alcuni beni de' conventi, sarà impossibile d'adempirli.

In quanto alla minuta del decreto particolare per Portogallo, modererei il principio, parendomi molto esagerativo.

Dopo le parole *Scribendum Nuntio Apostolico*, etc., farci distinto periodo per periodo di tutto quello che si dispone, perchè il voler sempre con un sol verbo includer molte cose, se pure riesce, lascia nondimeno molto oscure le disposizioni.

Dove dice nel fine *sub interminatione præcepti divini,* direi *judicii divini.*

Riposta 9 luglio 1690. (*Mss. Casanat.*, t. VI, M, p. 49.)

## XVII. — Projet modifié, distribué en 1694.

Innocent XII, après un délai de quatre années, revient à la question génerale et présente un nouveau projet, modifié selon toute apparence sur les observations soumises par les cardinaux en 1690.

Avant de reproduire ce troisième projet, il ne sera pas inutile de jeter un coup-d'œil sur le feuillet dans lequel le secrétaire de la Congrégation du Concile expose l'historique de toute l'affaire.

Alexandre VIII s'occupa de la question, surtout à l'endroit du Portugal. Il fit rédiger, ainsi que nous l'avons vu précédemment, un double projet par le secrétaire de la Congrégation, le 5 janvier 1690. Son successeur Innocent XII supprima le pouvoir accordé aux évêques sur les réguliers, ainsi que la suspense *ipso facto*, puis, le 18 février 1694, institua une commission, composée des cardinaux de Carpegna, Casanate, Mariscotti, Colloredo, de S. Clément, Sacripante, Sfondrati et Noris.

Le 13 mars suivant, cette commission se réunit en congrégation particulière pour examiner les deux projets de décrets, modifiés suivant le sentiment de la commission précédente, et à l'effet d'aviser à la publication d'une bulle ou d'un bref, Sa Sainteté laissant toute liberté à cet égard.

Cum alias fel. record. Alexander VIII, me referente, acceperit, episcopis et Christifidelibus ad Sacram Congregationem pro opportuno remedio recurrentibus, tot onera perpetua missarum omitti, tot interim eleemosynas manuales expiscari, quinimmo in regno Portugalliæ ex his in notabili quantitate emunctis detractam vigesimam partem pro quolibet centenario in quadam arca ad id destinata deponi, ad effectum compositionis obtinendæ cum Rev. Fabrica, sive magis de non celebratis et surreptis obtinendæ condonationis, injunctum fuit duplex efformari Decretum, particulare pro dicto regno et generale pro omnibus, quorum exemplar adnectitur, EE. VV. judicio et providentia in re tam gravi alias subjectum et in hanc formam redactum, denegata tamen ex oraculo Sanctitatis Suæ die 5 januarii 1690 episcopis in regulares facultate inquirendi et deleta pœna suspensionis ipso facto, nec non de novo, de mandato SSmi, audientia habita die 18 Februarii proximi præteriti, subjiciendum Emis Carpineo, Ca-

sanate, Mariscotto, Colloredo, S. Clementis, Noris, Sfondrato et Sacripanti præfecto, ad effectum publicationis bullæ sive brevis, prout magis expedire videbitur.

Attamen pro mea tenuitate, ubi justus rigor in futurum præscribitur, videbitur in præteritum consulendum animarum detrimento, quæ in hujusmodi forsan fraudulenta omissione perdurant, ea in illis et finitimis regionibus, ut subaudivi, traditione assertæ facultatis Apostolicæ sive opinione unius missæ sacrificio tamquam veri infiniti valoris plurium missarum debitæ celebrationi satisfieri.

*Die 13 martii 1696. In Cong. particulari EE. DD. CC. Carpineo, Casanate, Mariscotti, Colloredi, S. Clementis, Sacripanti, Sfondrati et Noricii.*

*Minuta decreti generalis.*

Conquærentibus Christifidelibus de quamplurimis a clero tam sæculari quam regulari, qui onera perpetua missarum jam diu legitime acceptata omittant, ac majora in dies manualia ex tot eleemosinis quæsita recipiant nec recepta adimpleant, sub irrationabili et malitiosa spe condonationem a Sede Apostolica sive compositionem a Rev. Fabrica consequendi, ut in re tam gravi procedendúm sit, Sacra Congregatio Eminentissimorum, etc., de ordine SSmi, ad effectum hujusmodi abusus, quotquot irrepserint, evellendi, et radicitus quantum fieri potest extirpandi, omnibus et singulis episcopis, generalibus, commissariis ac præsidentibus cujuscumque ordinum regularium, congregationis vel instituti, districte mandat et præcipit, quatenus pro eorum munere sedulo incumbant ut onera missarum adimpleantur ac exequi omnino curent decreta dictæ Sacræ Congregationis, sa: me. Urbani VIII auctoritate edita 21 julii 1627, in calce præsentis decreti annectenda, ab omnibus et quibuscumque rectoribus ecclesiarum sæcularium, cathedralium, capitulis, collegiatis, gubernatoribus confraternitatum, generalibus ordinum, et respective ministris provincialibus, abbatibus, prioribus, præpositis, guardianis, vicariis aliisque quomodolibet nuncupatis superioribus monasteriorum, conventuum ac domorum regularium, cujuscumque ordinis, congregationis et instituti, etiam societatis Jesu et ordinis S. Joannis Hierosolymitani, ubique terrarum existen., *super quibus episcopi, uti Apostolicæ Sedis delegati, cumulative cum Nunciis Apostolicis inquirant, etiam contra regulares*, super celebratione et applicatione missarum, de quibus in eorumdem ecclesiarum status relationibus super adimplemento sive omissione S. C. certiorent et regulares non possint promoveri ad quodcumque ordinis officium nec gradum, nisi de dicto adimplemento onerum tam perpetuorum quam manualium liquido constare fecerint, ideoque ad præmissa in Domino utiliter peragenda, omnes et singuli prædicti tabellam onerum perpetuorum in loco magis patenti et obvio, literis perspicuis ac intelligibilibus descriptorum, in quibuscumque ecclesiis exponere et exponi faciant, quibus si numerus sacerdotum ad satisfaciendum consuetus non sufficiat, exprimere debeant

in dicta tabella sese ad manualia recipienda impares esse, et manualia ipsa recipere non valeant neque per se neque per interpositas personas et dd. onerum manualium librum in sacristia asservare, dietim a quocumque celebrante adnotari, et superioris manu in fine cujusque anni de celebratione testantis subscribere teneantur, prævia jurata declaratione de non receptis manualibus per se neque per alios præter descripta in dicto libro, ac de adimplemento docere, singulis annis rationem reddere, redditamque ad Sac. Cong. transmittere, et in casu et casibus prædictis, et singulis contraventionibus *sub pœna suspensionis ipso facto*, a quibuscumque transgressoribus singula prædicta non adimplentibus incurrenda, huic Sacræ Congregationi reservata, nec occasione cujuscumque jubilæi sive in vim bullæ cruciatæ non relaxanda et injuncta superioribus generalibus, provincialibus et localibus regularium ipso facto pœna privationis vocis activæ et passivæ, depositionis ab officio aliisque arbitrio pariter incurrendis.

Ne autem contra præsentis decreti formam et tenorem ullo unquam tempore ignorantia allegari valeat, eadem Sacra Congregatio mandat illud de verbo ad verbum inseri et inscribi libris constitutionum cujuscumque ordinis, congregationis vel instituti et libros per parochos et ministros ecclesiæ, tam sæculares quam regulares, pro adnotatione manualium retinendos, quos omnino retinere teneantur sub pœnis in omnibus et singulis prædictis casibus incurrend. et quotannis legi in die Epiphaniæ D. N. Jesu Christi et Assumptionis B. M. V., tam in singulis parochiis et ecclesiis quam monasteriis, convocatis omnibus ad sonitum campanæ regularibus, ne prætextu cujuscumque ignorantiæ hujusmodi decreti excusationem obtendere possint, prævia declaratione quod notificatio superioribus de præsenti existen. semel facta liget omnes et quoscumque eorum successores sub eisdem pœnis ut supra contentis, ac si ipsis successoribus personaliter ac legitime fuisset intimatum præsens decretum, et in omnibus et singulis prædictis casibus contravenientes, nec absolvi nec ad officia ac honores religionum admitti et reintegrari valeant, priusquam ab hac Sacra Congregatione beneficium absolutionis et respective rehabilitationis consequantur. (*Mss. du card. Casanate*, t. VI, p. 461.)

*Minuta Decreti particularis.*

Innotuit Sedi Apostolicæ abusus, quo sæpius a quibusdam in isto regno, neglectis perpetuis missarum oneribus, profusiores in dies eleemosynæ recipiantur, quin immo surripiantur in fraudem suffragii animarum, sub eo et quæsito colore quod detracta ex his vigesima pars pro quolibet centenario in arca ad id designata deponatur pro componendo cum R. Fabrica, quæ, licet utens facultate sibi legitime competenti, compositiones admittat, easdem tamen non admittit, nisi cum clausula « dummodo malitiose non omiserint animo habendi compositionem, alias nullo modo gratia suffragetur », prout eisdem hac intentione impetrantibus suffragari non

potest nec debet. Hinc S. Congregatio, etc., approbante SSmo D. N. Innocentio divina providentia PP. XII, censuit dandas esse literas Nuncio Apostolico Portugallen. eique serio injungendum ut quoscumque, tam sæculares quam regulares, super præmissis inquirat, visitet et cogat juris remediis ad integram satisfactionem onerum, in præteritum, non admissa ad hunc effectum opinione tenentium unius missæ sacrificio tamquam infiniti valoris plurium missarum debitæ celebrationi satisfieri et in futurum eorumdem tabellam in ecclesiis exponi faciat, quæ singulis annis in conventu capitulariter legi debeat et de celebratis rationem reddi coram deputatis qui merita vocalium disquirunt, ac repertus in culpa non adimplementi, ad quos spectare contigerit, a vocis activæ vel passivæ beneficio omnino excludat, et pro exclusis ipso jure habeantur, redditamque rationem Nuntio Apostolico exhibitam ipse Nuncius transmittat ad hanc S. Congregationem ; præd. vero capsam sive præfatam arcam aboleri ipso facto mandet, compositiones hujusmodi affectatas, et seclusa via interdicat, et juxta decretum S.M. Innocent. XI, quas a monasteriis et aliis locis piis peti contingat, prohibeat, nisi fuerint d. monasteria et loca pia hæredes vel legatarii ex testamento instituta ; manuales insuper receptas, vel ab ipsis nominari recusantibus in libro sacristiæ adnotari et si quæ receptæ fuerint ab unoquoque religioso. superiori conventus revelari districtius præcipiat sub interminatione judicii divini contra quoscumque et qualitercumque clam recipientes, ac in præmissis singulis transgressores *pœnis suspensionis ipso facto* incurrendis et privationis dictæ vocis activæ et passivæ, inhabilitationis ad confessiones et officia aliisque arbitrio S. C., ad formam et tenorem decreti gencialis de mandato SSmi emanati sub die . . . . . . . . . . obnoxios esse decernat. (*Mss. du card. Casanate*, t. VI, p. 460.)

## XVIII. — Décret d'Innocent XII, en 1697.

Le décret si longtemps débattu et si impatiemment attendu parut enfin en 1697, par ordre d'Innocent XII.

Le décret d'Innocent XII porte deux dates : l'une exprime l'achèvement du travail par la S. C. du Concile, le 23 novembre 1697, l'autre son approbation par le Souverain Pontife, le 23 décembre de la même année.

Ce décret peut se résumer ainsi :

Les décrets rendus antérieurement par ordre d'Urbain VIII sont approuvés, confirmés et au besoin mêmeinnovés : aussi leur donne-t-on insertion en tête du nouveau décret.

La Fabrique de Saint-Pierre est maintenue dans ses droits d'entrer en accommodement pour l'omission des messes, à condition que la

cause sera raisonnable et que l'on n'agira ni par malice ni par fraude.

Les églises ne devront s'engager qu'en raison des messes temporaires ou perpétuelles qu'elles pourront acquitter : un tableau, affiché en lieu évident, indiquera les charges et au besoin l'impossibilité d'en accepter de nouvelles. Toutes devront être acquittées dans un bref délai.

Deux registres contiendront, dans chaque église, la liste des messes et les supérieurs, chaque année, en vérifieront le contenu.

Les réguliers déposeront les aumônes reçues dans un tronc, dont la double clef sera gardée par le supérieur et un député du chapitre. Tous les mois, on rendra les comptes et on vérifiera l'acquittement des messes devant les pères discrets ou conseillers.

Les contrevenants aux décrets seront punis, les séculiers par la suspense, les réguliers par la déposition des charges à perpétuité et la privation de voix active et passive.

Afin que les décrets ne soient pas tenus en oubli, on les exposera dans les sacristies et les religieux, deux fois par an, en feront lecture au réfectoire.

Les ordinaires veilleront à l'exécution des décrets tant dans leurs visites pastorales qu'en toute autre circonstance et emploieront à cet effet les mesures qu'ils jugeront nécessaires.

Même recommandation, avec menaces de peines canoniques, est faite aux généraux et provinciaux d'ordres de ne pas différer, négliger ou commuer les obligations de messes qui leur incombent, munis qu'ils sont de pleins pouvoirs pour procéder contre les coupables, et obligés à se faire attester dans les chapitres ou congrégations l'acquittement de toutes les charges.

Les provinciaux, vicaires, visiteurs, à la fin de leurs fonctions, témoigneront aux généraux de leur sollicitude pour l'accomplissement des décrets.

Chaque année, les administrateurs des archiconfréries, confréries, congrégations, hôpitaux, etc., qui sont ou totalement laïques ou mêlés d'ecclésiastiques, auront à rendre compte à qui de droit de l'acquittement des charges qu'ils surveillent, et cela sous peine d'excommunication.

Tout pouvoir d'atténuer ou de dispenser sur la matière est enlevé

à qui que ce soit, quels que soient d'ailleurs son rang, sa dignité, ses privilèges et nul obstacle ne peut être invoqué pour déroger au décret, qui revêt dans sa teneur finale les formules usitées par la chancellerie pour les bulles et les brefs les plus solennels.

Le décret d'Innocent XII est rapporté tout au long par Ferraris, dans sa *Prompta bibliotheca*, t. V, p. 357 et suiv.

Nuper a Congregatione Venerabilium Fratrum nostrorum S. R. E. cardinalium Concilii Tridentini Interpretum prodierunt Decreta tenoris infrascripti, videlicet :

Alias super celebratione missarum ac prohibitione illas moderandi seu reducendi absque Sedis Apostolicæ licentia, nec non supra earumdem oneribus perpetuis suscipiendis et religiosorum numero ultra redditus et consuetas eleemosinas locorum regularium non habendo, emanarunt ab hac Sacra Congregatione S. R. E. cardinalium Concilii Tridentini Interpretum auctoritate per fel. rec. Urbanum Papam VIII illi specialiter attributa, quamplura Decreta tenoris sequentis :

*(Le décret d'Urbain VIII est inséré ici dans son entier.)*

23. Cum autem super præmissis diversi irrepserint abusus, illorumque occasione quamplures querelæ et recursus ad Apostolicam Sedem pervenerint, cupiens eadem Congregatio cardinalium Concilii Tridentini interpretum hujusmodi detestabiles abusus e Christiana Republica pro viribus evellere, ac opportune providere ut, sublatis fraudibus ac emendata negligentia, piæ disponentium seu benefactorum voluntati fides illibata servetur, defunctorum animabus integra et prompta præstentur suffragia, itidemque Deo major gloria et ecclesiis præstantior cultus reddatur, prævia auctoritate per SS. D. N. Innocentium Divina Providentia PP. XII ei specialiter attributa, infrascripta Decreta, prius in particulari nonnullorum ex præfatis cardinalibus per Sanctitatem Suam deputata, et postea in generali hujusmodi cardinalium Congregatione mature et accurate discussa, recognita et examinata edidit.

24. In primis, præinserta Decreta cum præmissis illorum declarationibus plenissime et amplissime approbat, confirmat et innovat, omniaque et singula ibidem contenta et expressa, iterum omni meliori modo decernit, statuit, ac ab omnibus et singulis, etiam speciali et individuali nota seu expressione dignis, penitus observari et omnimodæ executioni demandari decernit, sancit et præcipit.

25. Insuper, uti in re tanti momenti consultius, ac majori, ut par est, circumspectione procedatur, si qui forsan fuerint vel sint, qui, suis pravis et erroneis intentionibus seu opinionibus blandiri volentes, missarum celebrationem omittant sub malitiosa vel irrationabili spe earumdem condonationem a Sede Apostolica vel compositionem a Reverenda Fabrica

Sancti Petri de Urbe obtinendi; Congregatio præfata, tum eosdem, tum quoscumque alios, qui posthac in adeo detestabiles abusus ausi fuerint offendere, certiores fieri et monitos esse voluit, præfatas condonationes et reductiones ab eadem Sede, nonnisi ex rationabili causa seu æqua commiseratione, compositiones vero a dicta Fabrica, utente suis facultatibus et privilegiis, nonnisi ex causa pariter rationabili, et cum clausulis opportunis, et præsertim cum illa : « Dummodo malitiose non omiserint, animo habendi compositionem, alias gratia nullo modo suffragetur, » admitti consuevisse et solere; quapropter, ut locus omnis in posterum hisce prætextibus præcludatur, memorata Congregatio tales intentiones, opiniones seu spes, ac eleemosynarum, sive in toto sive in parte, versiones in alium quam præfatarum missarum usum seu satisfactionem, et quascumque alias directas vel indirectas, immediatas vel mediatas contraventiones seu circumventiones, declarat prorsus irrationabiles, injustas et illicitas, illasque omnino reprobat, damnat et interdicit.

26. Cumque hujusmodi absurda ex eo plerumque proveniant quod onera missarum supra vires suscipiantur, caveant omnes et singuli rectores, superiores et ministri quarumcumque, tum sæcularium tum regularium, ecclesiarum, seu illarum capitula, ne onera seu missas, tum perpetuas, tum temporales, tum etiam manuales, quarum satisfactioni impares fuerint, quoquomodo suscipiant; utque idipsum, quoad fieri poterit, pateat, teneantur iidem conficere semperque in loco magis patenti et obvio retinere tabellam onerum perpetuorum et temporalium, litteris perspicuis et intelligibilibus descriptorum, quorum implemento, si moraliter et intra præscriptum sed breve tempus, satisfacere non posse, seu illa dumtaxat et non ulteriora adimplere posse crediderint, seu credere debuerint, alias missas, sive perpetuas, sive temporales, sive manuales, per se vel interpositas personas quoquomodo recipere seu acceptare omnino desistant seu abstineant, et ulterius tali casu in eadem tabella similiter exprimant sese propterea aliis missis acceptandis et celebrandis impares esse.

27. Iidemque teneantur pariter in sacrario duos libros retinere, ac in eorum altero singula onera perpetua et temporalia, in altero autem missas manuales, et tam illorum quam istarum adimplementum, et eleemosynas distincte ac diligenter annotare, et annotandas seu annotanda curare, singulisque annis de supradictis adimplementis, eleemosynis et oneribus pariter exactam rationem suis superioribus reddere, ac omnes et singulas rationes hujusmodi in præfatis respective libris simili distinctione et diligentia, tam præfati, a quibus rationes debent reddi, quam superiores, quibus reddendæ erunt, describere seu annotare, sive describendas vel annotandas respective curare.

28. Quibus semper salvis, debeant ulterius regulares prædicti omnes et quascumque eleemosynas, tum manualium, tum perpetuarum et temporalium missarum, reponere in capsa particulari sub duabus clavibus,

quarum una penes superiorem localem, altera vero penes alium a capitulo conventuali deputandum retineatur, ac de iisdem eleemosynis et celebratione missarum coram patribus discretis seu consiliariis, vel alio simili modo nuncupatis, singulis mensibus districtam rationem exigere et respective reddere.

29. Quod si prædicti, ad quos cura tabellæ, capsæ et librorum præfatorum respective pertinet seu pertinere debet, suam operam præmissis, ut præfertur, minime navaverint, et superiores tum sæcularium, tum regularium ecclesiarum rationem prædictam non exegerint, seu non invigilaverint quod præfati, qui in curam tabellarum et librorum incumbunt, suo muneri, ut præfertur, satisfaciant, in singulis respective casibus, sæculares pœnam suspensionis incurrant, regulares vero voce activa, passiva, ac gradibus et officiis quæ obtinent, ipso facto et absque alia declaratione, privati sint et intelligantur, necnon ad hujusmodi gradûs et officia obtinenda similiter inhabilitentur et inhabilitati sint et intelligantur.

30. Porro ne ullo unquam tempore omnia et singula decreta prædicta in oblivionem seu desuetudinem abeant, rectores, superiores seu capitula ecclesiarum sæcularium illa retineant publice exposita in eorum sacrario; superiores vero locales cujuscumque monasterii, conventus ac domus regularis, curare et efficere teneantur, sub pœna privationis officiorum quæ obtinent, vocisque activæ et passivæ ipso facto incurrenda, ut in perpetuum sexto quoque mense, id est feria secunda post primam Dominicam Adventus, et feria sexta post octavam Corporis Christi, omnes et singulæ præmissæ, tum insertæ seu confirmatæ, tum in præsens factæ ordinationes, una cum dictis declarationibus in publica mensa perlegantur.

31. Meminerint igitur et satagant Ordinarii, ut a personis et in ecclesiis quoquo modo, etiam in vim decretorum Concilii Trid. sibi subjectis, missæ ea, qua par est, fide et diligentia celebrentur, et cuncta et singula Decreta hujusmodi omnimodæ executioni demandentur, nedum justitiam requirentibus seu instantibus reddentes, sed ex officio, tum in visitationibus, tum in aliis actibus et modis, quos expedire et convenire toties quoties judicaverint, inquirentes, ne aliquid committatur, pervertatur, disseratur vel omittatur, quod his omnibus et singulis decretis adversetur.

32. Caveant etiam respective omnes regulares, tum subditi cum superiores quicumque, nedum locales sed etiam provinciales et generales, ne missarum celebratio et omnium decretorum præmissorum executio, cum pernicie propriarum animarum, cum præjudicio illarum quibus missæ sunt applicandæ, et cum magno Christifidelium scandalo quoquomodo omittantur, differantur, negligantur seu pervertantur; alioquin, ultra propriæ conscientiæ onerationem, pœnam privationis vocis activæ et passivæ, ac graduum et officiorum quæ obtinent, necnon inhabilitationis ad hujusmodi gradus et officia obtinenda prorsus incurrant.

33. Curent propterea præfati superiores regulares in omnes et singulos contravenientes debitis pœnis diligenter et prompte, etiam per inquisitionem, animadvertere; et insuper teneantur omnes et singuli superiores locales in provincialibus capitulis seu congregationibus exhibere attestationem seu fidem ab omnibus sacerdotibus conventus, monasterii seu cujuscumque domus regularis subscriptam et juratam, quod omnibus et singulis, tum perpetuis, tum manualibus missarum oneribus seu obligationibus, ad limites et tenorem horum præsentium decretorum tempore regiminis fuerit omnino et integraliter satisfactum, vel deficiente aliqua modica satisfactione, possit etiam hujusmodi residuali implemento missarum, distincte referendarum, intra breve tempus moraliter satisfieri, et ea adjecta et omnino adimplenda conditione, quod ante præfatæ attestationis exhibitionem quicumque superiores locales prædicti vocem activam seu passivam in memoratis capitulis seu congregationibus omnino haberi non valeant.

34. Præterea provinciales, vicarii, visitatores provinciarum seu congregationum debebunt, in fine eorum regiminis, superioribus generalibus in forma probante ostendere quod executioni præsentium decretorum sedulo invigilaverint, et ad eorum tenorem in omnibus et singulis conventibus seu monasteriis vel domibus regularibus provinciæ seu congregationis, de omnibus et singulis oneribus et obligationibus, ac insimul satisfactionibus missarum exactam et diligentem rationem exegerint, ac contra delinquentes ad declarationem et executionem respective pœnarum in decretis contentarum processerint, et de adimplemento circa ea quæ in præmissis ad ipsos spectant, legitime docuerint, alias ad vocem activam et passivam in capitulis generalibus nullatenus admittantur.

35. Cæterum, quia etiam ad quamplures archiconfraternitates, confraternitates, societates, congregationes, hospitalia, altaria, capellas, oratoria et ecclesias, ac alia loca et opera pia, quomodolibet nuncupata, quæ cuicumque curæ seu regimini aut administrationi vel directioni laicorum cujuslibet gradus, status, conditionis et præeminentiæ, etiam speciali et individuali nota dignorum duntaxat, vel quorumcumque ecclesiasticorum et laicorum hujusmodi mixtim commendata, annexa, seu quomodocumque commissa vel attributa sunt, onus seu cura celebrationis missarum, sive manualium, sive ad tempus vel in perpetuum pertinent. Hinc salvis semper iis quæ in præinsertis decretis continentur, omnes et quicumque hujusmodi archiconfraternitatum, societatum, congregationum, hospitalium, altarium, capellarum, oratoriorum et ecclesiarum, ac aliorum locorum et operum piorum rectores seu administratores vel directores, et alii hujusmodi officiales, nec non ii ad quos cura tabellæ et librorum in præmissis spectat, tabellam, libros et hæc decreta respective, juxta modos superius expressos similiter retinere, necnon de oneribus ac celebrationibus et eleemosynis dictarum missarum singulis annis rationem exigere, et respective iis, ad quos pertinet, reddere

sub pœnis arbitrio, et in subsidium excommunicationis teneantur.

36. Postremo omnibus et quibuscumque tam ecclesiasticis personis, cujuscumque ordinis, status, gradus, regulæ, congregationis, societatis, conditionis et dignitatis existant, quam laicis, quocumque honore ac potestate præditis, omnia et singula præmissa decreta interpretandi, necnon ecclesiasticis prædictis pœnas in hujusmodi decretis relaxandi seu quoquomodo circa præmissa dispensandi, omnis et quæcumque facultas sit penitus interdicta.

37. Non obstantibus quoad suprascripta omnia et singula in hujusmodi Decretis contenta, constitutionibus et ordinationibus apostolicis in favorem quarumcumque personarum atque ordinum, tam mendicantium quam non mendicantium, militiarum, etiam S. Joannis Hierosolymitani, congregationum, societatum ac cujuslibet alterius instituti, etiam necessario et individue exprimendi, ecclesiarum, monasteriorum, conventuum, collegiorum, capitulorum, hospitalium, confraternitatum et aliorum quorumcumque tam sæcularium quam regularium locorum, nec non illorum, etiam juramento, confirmatione Apostolica, vel quavis firmitate alia roboratis statutis, consuetudinibus, etiam immemorabilibus, privilegiis quoque, indultis et litteris Apostolicis, etiam Mari magno seu Bulla aurea, aut alias nuncupatis sub quibuscumque tenoribus et formis, ac cum quibusvis etiam derogatoriarum derogatoriis, aliisque efficacioribus et insolitis, nec non irritantibus decretis, etiam motu proprio et ex certa scientia, ac de Apostolicæ potestatis plenitudine, aut alias quomodolibet etiam per viam communicationis seu extensionis concessis, et iteratis vicibus approbatis et innovatis, etiam si pro illorum sufficienti derogatione de illis eorumque totis tenoribus et formis specialis et individua, ac de verbo ad verbum, non autem per clausulas generales, mentio seu quævis alia expressio habenda, aut aliqua alia exquisita forma servanda esset, tenores hujusmodi, ac si de verbo ad verbum, nihil penitus omisso, et forma in illis tradita observata, inserti forent, præsentibus pro expressis habens, quibus quoad ea quæ præsentibus adversantur, illis alias in suo robore permansuris, Sac. Congregatio Sanctitatis Suæ auctoritate specialiter et expresse derogat, cæterisque contrariis quibuscumque.

*Datum Romæ die 23 Novembris 1697.*

JOSEPH. CARD. SACRIPANTES PRÆFECTUS. — *Ferdinandus Nuptius, Sac. Cong. Secret.*

38. Quocirca, cum dilectus Filius noster Joseph, tituli Sanctæ Mariæ Transpontinæ, S. R. E. presbyter cardinalis Sacripantes, memoratæ Congregationis Præfectus, præfata Decreta Nobis retulerit, Nos, considerantes eadem omnia et singula Decreta, ea qua decet maturitate digesta et examinata, ac in vim Apostolicæ Auctoritatis, eidem congregationi specialiter, ut præfertur, attributæ, peracta, perutilia fore censentes, illaque propterea perpetuo et inviolabiliter observari, nec non Constitutionis

nostræ munimine roborare volentes, motu proprio, non ad cujuspiam Nobis super hoc oblatæ petitionis instantiam, sed ex certa scientia, matura deliberatione, deque Apostolicæ potestatis plenitudine, præinserta Decreta, omniaque et singula in eis contenta tenore præsentium auctoritate Apostolica confirmamus et approbamus, illisque inviolabilis et irrefragabilis Apostolicæ firmitatis robur et efficaciam adjicimus; quinimmo motu, scientia, deliberatione ac potestatis plenitudine similibus, omnia et singula in supradictis Decretis contenta, de novo statuimus, decernimus et ordinamus, ac ab omnibus et quibuscumque, etiam speciali et individua nota dignis, omnino exacte et perpetuo servari volumus, sancimus et mandamus.

Decernentes præsentes litteras, cum omnibus et singulis inibi contentis, semper firmas, validas et efficaces existere et fore, suosque plenarios et integros effectus sortiri et obtinere debere et ab omnibus, ad quos spectat et pro tempore quandocumque spectabit, in omnibus et per omnia plenissime et inviolabiliter observari; sicque et non aliter per quoscumque judices ordinarios et delegatos, quavis auctoritate, præeminentia aut potestate fungentes et functuros, etiam causarum Palatii Apostolici Auditores, ac ejusdem S. R. E. cardinales, etiam de latere legatos, et Sedis Apostolicæ nuncios, sublata eis et eorum cuilibet quavis aliter judicandi et interpretandi facultate, judicari et definiri debere, ac irritum et inane, si secus super his a quoquam, quavis auctoritate scienter, vel ignoranter contigerit attentari.

Non obstantibus omnibus et singulis, quæ præfata Congregatio, auctoritate per ejusdem recordationis Urbanum Papam VIII, et respective per Nos illi specialiter attributa, decrevit non obstare, quæ pariter et iterum Nos tenore præsentium non obstare decernimus et mandamus: quibus omnibus quoad ea, quæ præsentibus adversantur, illis alias in suo robore permansuris, etiam harum serie plenissime, specialiter et expresse derogamus, cæterisque contrariis quibuscumque.

Volumus autem, ut præsentes litteræ, in valvis Ecclesiæ Lateranensis ac Basilicæ Principis Apostolorum, nec non Cancellariæ Apostolicæ Curiæque generalis in Monte Citatorio ac in Acie Campi Floræ de Urbe, ut moris est, publicentur et affigantur, sicque publicatæ et affixæ, omnes et singulos quos illæ concernunt, perinde arctent et afficiant ac si unicuique eorum personaliter intimatæ fuissent.

Pariterque, ut earumdem præsentium transumptis impressis, manu alicujus notarii publici subscriptis, et sigillo personæ in dignitate ecclesiastica constitutæ munitis, eadem prorsus fides adhibeatur quæ præsentibus adhiberetur, si forent exhibitæ vel ostensæ.

Nulli ergo omnino hominum liceat paginam hanc Nostrarum confirmationis, approbationis, statuti, decretorum, ordinationis, voluntatis, sanctionis, mandatorum et derogationis infringere, vel ei ausu temerario contraire. Si quis autem hoc attentare præsumpserit, indignationem Omni-

potentis Dei, ac Beatorum Petri et Pauli Apostolorum ejus se noverit incursurum.

Datum Romæ apud Sanctam Mariam Majorem anno Incarnationis Dominicæ millesimo sexcentesimo nonagesimo septimo, decimo Kalendas Januarii, Pontificatus Nostri anno septimo.

## XIX. — Édits de Clément XI, de 1704 a 1719.

Ces édits, au nombre de quatre, ont été rédigés, par ordre exprès de Clément XI, par le secrétaire de la Visite apostolique. Ils embrassent un espace de quinze années et ont une importance toute pratique, car leur but est de faciliter l'exécution des mesures prises antérieurement.

### Édit de 1704.

Le premier édit est à la date du 1er octobre 1704. En voici sommairement les dispositions, données de vive voix par le souverain pontife au secrétaire de la Visite Apostolique, conformément aux décrets antérieurs d'Urbain VIII et d'Innocent XII.

L'édit s'adresse à tous les supérieurs, surintendants, députés, sacristains et chapelains de quelqu'église que ce soit, basilique, collégiale, paroisse, monastère, couvent, conservatoire, congrégation, hôpital, confrérie, chapelle, oratoire, sous peine de suspense *a divinis* pour les séculiers, de privation de voix active et passive, ainsi que des charges et offices, pour les réguliers, puis d'amendes pour tous, en cas de contravention.

Un premier registre tient note de toutes les fondations perpétuelles ou temporaires : on y inscrit le testament ou l'acte de donation, les fonds affectés à l'acquittement de la charge et les autels auxquels on doit célébrer.

Un tableau identique, divisé en colonnes, contiendra les noms des bienfaiteurs, les actes qu'ils ont faits, les messes diverses demandées par eux, chantées ou basses, quotidiennes, hebdomadaires ou mensuelles, etc., avec désignation de l'autel où elles doivent être célébrées. Ce tableau sera affiché dans la sacristie et souscrit par le secrétaire de la Visite apostolique, qui y apposera de nouveau sa signature chaque fois qu'il y sera fait par la suite quelque addition ou changement.

Deux livres sont affectés, l'un aux messes perpétuelles, l'autre aux messes éventuelles.

Le livre des messes se fera année par année : aux mois d'octobre et subséquents, le livre destiné à l'année suivante sera présenté au computiste député à cet effet, qui en vérifiera l'exactitude et le fera signer par le secrétaire de la Visite apostolique. La même chose sera faite au mois de janvier pour le livre de l'année écoulée.

Un modèle de la tenue de ces livres est fourni par l'édit. Tout d'abord les obligations y sont consignées en masse, de manière à former un total et un ensemble, puis séparément et jour par jour.

Chaque fois qu'une messe ainsi enregistrée aura été acquittée, le prêtre chargé de ce soin signera sur le livre, en ajoutant le mot *celebravi* à ses nom et prénom, de suite après la messe. Pour éviter toute confusion, au cas où plusieurs messes se diraient ensemble, il sera bon d'écrire le nom avant le saint sacrifice.

Si, pour cause d'empêchement, une messe avait été omise, elle devrait être dite le plutôt possible, en ayant soin d'indiquer que l'omission a été réparée tel jour.

Le livre des messes éventuelles contient également deux parties, l'une pour l'inscription au fur et à mesure, l'autre pour le détail des obligations, messes votives, des morts, etc. Un double tableau en fournit le modèle.

Si à la fin d'une année il restait encore quelques messes pour lesquelles on aurait déjà reçu l'aumône, ces mêmes messes devraient être acquittées les premières, l'année suivante.

Ordre est donné de tenir le présent édit exposé dans les sacristies, sous peine d'une amende de dix écus d'or, pour le sacristain et de suspense de leurs fonctions pendant cinq ans, pour les réguliers.

*Instructio pro accurato perpetuorum onerum missarum adimplemento.*

Affinchè li obblighi delle messe perpetue, o a tempo, o manuali, che dalla providenza de' fedeli defonti, prima di passare da questa all' altra vita, o dalla carità de' loro congionti ed amici, ovvero dalla divozione di pii benefattori, sono stabiliti con assegnamenti di certi capitali o con limosine quotidiane per la celebrazione di esse, vengano puntualmente adempiti da quelli che avendo ricevuti gli emolumenti, sono a ciò tenuti, e le povere anime purganti ricevano ne' debiti tempi i dovuti suffragj ; la Santità di

N. S. Papa Clemente XI, inerendo a'Decreti sopra la celebrazione delle messe emanati in tempo delle Ss. MM. di Urbano VIII ed Innocenzo XII, suoi predecessori, e rinnovandone la ponctuale osservanza sotto l'istesse pene in dette constituzioni contenute, per comandamento espresso datoci a bocca, ordina e comanda a tutti i superiori e sopràintendenti, deputati, sagrestani, cappellani, ed a qualunque altra persona, che con qualsisia titolo ed offizio presiede al governo, regolamento ed amministrazione delle chiese patriarcali, basiliche, collegiate, parrocchiali, monasterj e conventi de' regolari dell'uno e l'altro sesso, conservatorj, congregazioni, uspedali, confraternità laicali, e d' ogni altra chiesa, cappella ed oratorio di Roma, che tanto nel ricevere le limosine delle messe, quanto nel soddisfare agli obblighi nella celebrazione delle medesime, sia inviolabilmente ed intieramente osservata e praticata la seguente Istruzione, sotto pena a quelli che o in tutto o in parte la trasgrediranno, della sospensione *a divinis*, se saranno preti secolari, e della privazione della voce attiva e passiva, e delle cariche ed uffizj, se saranno regolari, ed anche d'altre pene pecuniarie e rispettivamente corporali, ad arbitrio della Santità Sua.

*Illustrazione per le messe perpetue.*

Si formerà un catalogo, nel quale si descriveranno distintamente tutti li obblighi di messe cantate e piane, si perpetue come *ad tempus*, da che provengono, si per testamento o per donazione, o in altra forma, con li fondi che sono stati lasciati per dote di ciaschedun obbligo, e gli altari in cui si devono soddisfare.

Il detto catalogo doveranno esibirlo poi al Signor Angelo Stantelli, computista deputato da Sua Santità, che gli sarà fatto l'esibito e gli sarà reso.

Doveranno in oltre tenere la tabella distinta di tutti detti obblighi con la espressione del benefattore e indicazione del testamento, o altro istromento, che vi sia cioè per quali atti, e di che tempo, e ripartitamente con le sue colonnette distinte delle Messe cantate, Messe quotidiane, Messe d'ogni mese, Messe d'ogni settimana, o altri obblighi temporanei, che si sono lasciati, che si celebrino, con l'espressione dell' altare in cui si doveranno celebrare etc. Qual tabella doverà esser riconosciuta e sottoscritta da Monsignor Segretario della Sacra Visita Apostolica *pro tempore*, e computista deputato, e si debba tener affissa nella sagrestia in luogo patente, come dispongono le Costituzioni Apostoliche, e che da essa non si possa levare nè aggiungere partita alcuna, senza ritornare a riconoscersi e sottoscriversi da' medesimi, e succedendo *infra annum* qualche lascito, si debba portare tanto il catalogo quanto detta tabella per potersi notare.

In oltre doveranno tener due libri, uno per gli obblighi perpetui, e l'altro per le messe avventizie, come dispongono le medesime costituzioni Apostoliche, e questi doveranno regolarsi nel modo, come si dirà appresso.

Il libro delle messe perpetue si doverà intavolare anno per anno, e doverà esser finito d'intavolare dentro il mese d'ottobre di ciaschedun anno per l'anno avvenire e nelli mesi di novembre e decembre esibirli al computista deputato da Nostro Signore, accio riconosca se sono ben intavolati, e li contrassegni e faccia sottoscrivere a Monsignore Segretario della Sagra Visita Apostolica *pro tempore* : e li libri vecchi, in cui appariranno le celebrazioni dell' anno antecedente, si dovranno parimente esibire al medesimo dentro il mese di gennaro susseguente all' anno finito, accio si riconosca se sia adempito a tutti gli obblighi, e non essendo adempito in qualche cosa, si deduca la causa, accio si possano pigliare quegli espedienti che pareranno piu proprj.

*Il modo d'intitolare detti libri sarà il seguente; cioè*

Si debba tenere un libro bislungo per le messe perpetue, nel quale in prima carta si devono descrivere partita per partita gli obblighi delle messe perpetue che vi sono, cioè

| | Messe cantate. | Messe basse. |
|---|---|---|
| *Per l'anima di Pietro N. N. una messa quotidiana bassa, e un anniversario il giorno della sua morte, che fu il... come in tabella numero primo.* | *Num. 1.* | *N. 365* |
| *Per l'anima di Paolo N. N. una messa al mese bassa, come in tabella n. 2.* | *Num.* | *N. 12* |
| *Per lascito di Francesco N. N. una messa ogni venerdi, come in tabella num. 3.* | *Num.* | *N. 52* |
| *Per lascito di Giovanni N. N. messe 50 l'anno, come in tabella num. 4.* | *Num.* | *N. 50* |
| | *Num. 1.* | *N. 479* |

e cosi di altre che potessero esservi, andar notando sotto detto rigo ultimo, e chiudere poi la somma dell' intero delle messse, che si doveranno celebrare in tutto l'anno, e il medesimo, se vi sono altri anniversarj con la medesima dichiarazione, succedendo poi infra annum qualche altro lascito, aggiungerlo come sopra.

Si noterà poi nella carta susseguente a correlazione nella nota suddetta, giornata per giornata, cioè nel mezzo, a di primo gennaro, ed in margine dire n. 1 messa per l'anima di N. N. e se sono quattro messe quotidiane di diversi, notare sotto il medesimo giorno quattro partite distinte per l'obbligo che vi è; e cosi andare seguitando, ed in quella giornata che cade il venerdi, sabbato o altro giorno fisso, che vi sia qualche disposizione, aggiungere la partita in quel giorno distintamente, che in fin d'anno il numero delle messe tirato in margine verrà a corrispondere con la prima nota fatta in primo foglio del detto libro, per esempio:

*Addì primo gennaro 1705, giovedì*

Num. 1 Per l'anima di Pietro N. N.
Num. 1. Per l'anima di Paolo N. N.
2 detto, venerdì.
Num. 1. Per l'anima di Pietro N. N.
Num. 1. Per l'anima di Francesco N. N.
Num. 1. Per l'anima di Gio. N. N.
3 detto, sabbato.
Num. 1. Per l'anima di Pietro N. N.

Inoltre debba ogni sacerdote, tanto cappellano fisso della messa quotidiana, quanto ogni altro che averà cura di celebrare per gli obblighi infra settimana, celebrato che averà la messa, notarsi dirimpetto alla sua partita dell' obbligo, per il quale ha celebrato, N. N. *Celebravi*, e in questa forma resteranno adempite le disposizioni nel modo che sono state lasciate, e apparirà chiaramente la celebrazione.

Per ovviare a qualche disordine che potesse succedere in quelle chiese dove vi è maggior numero di messe per obblighi fissi da celebrarsi, dove si puo dar il caso che escano più sacerdoti a celebrare nel medesimo tempo, e uno ritornando prima metta il *Celebravi* in quella partita che avesse adempito un altro ; si ordina, che il sacerdote, quando va in sagrestia per prepararsi, ricorra al libro e riconosca la sua partita vacante, dove deve mettere il *Celebravi* per chi la deve dire, e metta subito il suo nome e cognome. E celebrato che averà, aggiunga al detto nome *Celebravi*, che in questa forma ogn'uno che arriverà e che non vederà la partita contrassegnata come sopra, saprà quella che doverà celebrare, e non ne succederà confusione.

Il caso poi, che in quel giorno che si deve celebrare per adempimento dell' obligo, fosse qualche sacerdote accidentalmente impedito, onde in detto giorno non restasse celebrata la messa, dovendosi rimettere dopo, noterà quello che celebrerà N. N. *Celebravi* sub die tali, etc., perchè senza detta dichiarazione non verrebbe a corrispondere alla giornata che vi sarà il *Celebravi*, come l'altre.

*Per le messe avventizie.*

Si riterrà il solito libro, nel quale si notano l'elemosine che vengono portate da' benefattori, e queste si doveranno descrivere distintamente, se siano votive o pro defunctis, e il numero esprimerlo dentro la partita in lettera con tirarlo fuori per abbaco, come per esempio :

| | |
|---|---|
| Messe due per defonti | num. 2. |
| Messe tre per S. Antonio | num. 3. |
| Messe quattro per S. Francesco | num. 4. |

Le messe notate in detto libro si noterrano poi riportate in un altro da tenersi in sagrestia, nel quale si doverà notare messa per messa, ad effetto che il sacerdote possa all'incontro mettere il *Celebravi* nel modo come si è detto nelle messe perpetue, e se ne dà la norma come appresso:

| | |
|---|---|
| Messa una per defonti | num. 1. |
| Messa una per defonti | num. 1. |
| Messa una per S. Antonio | num. 1. |
| Messa una per S. Antonio | num. 1. |
| Messa una per S. Antonio | num. 1. |
| Messa una per S. Francesco | num. 1. |
| Messa una per S. Francesco | num. 1. |
| Messa una per S. Francesco | num. 1. |
| Messa una per S. Francesco | num. 1. |

Quelle messe che non si saranno finite di celebrare in quell'anno che si sono avute l'elemosine, si doveranno riportare nell'anno susseguente, e notarle in prima partita con l'istesso ordine di sopra.

Procuri per tanto ciascuno di dare pronta esecuzione a quanto si ordina per espresso comandamento di Sua Santità, altrimenti si procederà contro li trasgressori rigorosamente alle pene di sopra comminate. E perchè niuno possa in qualsivoglia tempo allegare ignoranza di quanto nella sopra espressa Istruzione si prescrive, si doverà in ciascheduna sagrestia delle sopra nominate chiese ed oratorj tenere continuamente affisso in luogo visibile un esemplare del presente Editto, sotto pena, in caso di contravenzione, di scudi dieci d'oro da pagarsi irremissibilmente dal sagrestano, se sarà prete secolare, e della privazione della carica ed inabilità a qualsivoglia uffizio per cinque anni, se sarà regolare.

Dato il 1 Ottobre 1704.

*Giuseppe Domenico de Totis*, segretario della Sacra Visita Apostolica. — *Niccolo Pignatelli*, Commiss. e fiscale della Sacra Visita Apost. — *Paolo Fatii*, *Not. della Sac. Cong.*

## Édit de 1707.

Le second édit, également ordonné de vive voix par Sa Sainteté, porte la date du 1er février 1707.

Il rappelle celui de l'an 1704, dont l'exécution a produit les résultats les plus satisfaisants et insiste sur un détail particulier, à savoir : que les notaires et autres qui auront recueilli, soit par testament, soit par acte, les volontés d'un bienfaiteur, devront, dans l'espace de quinze jours après l'acte ou l'ouverture du testament, remettre

entre les mains du secrétaire de la Visite apostolique la note exacte des messes demandées, à peine pour les transgresseurs d'une amende de 25 écus d'or, applicable par moitié au dénonciateur et aux lieux pies, privation de l'office et autres au gré de Sa Sainteté.

Tout curé ou prêtre ayant charge d'âmes qui aura reçu confidentiellement un legs de messes perpétuelles ou temporaires, est tenu de faire la même déclaration dans les quinze jours, s'il ne veut encourir l'amende ou les peines canoniques.

Les camerlingues des basiliques, chapitres et collégiales, supérieurs, recteurs et autres ont les mêmes obligations, avec les mêmes menaces.

*Edictum pro notitiis missarum onera respicientibus, quæ Secretariæ Sacræ Congregationis a notariis et aliis infra statutum tempus exhibendæ sunt.*

Una delle cure principali, che fin dal principio del suo Apostolico Ministero a cagionata particolar sollecitudine nella Santa mente di nostro Signor Papa Clemente XI, è sempre stata la premura che restino adempiti gli obblighi delle messe, che con pia provvidenza i fedeli hanno procurato, o in vita o in morte, di assicurarsi con l'impiego delle proprie facoltà per suffragio delle proprie anime e de'loro congiunti, benefattori ed amici, e potendosi temere che l'omissioni e le negligenze talvolta praticate nella soddisfazione di detti obblighi abbiano potuto provocare la divina giustizia, che non solo faccia provare ai popoli le gravi percosse del suo flagello, ma anche maggiori sempre più ne minacci; pertanto la Santità Sua, per sottrare il suo gregge vivente dalle calamità che gli sovrastano in questa vita e l' anime de' fedeli defonti dall'atrocissime pene che soffrono nell'altra per mancanza dei dovuti suffragj, comando, con ordine datoci a bocca, che si pubblicasse un'Istruzione, in cui era prescritto a tutte le chiese e luoghi pii di Roma, un modo o metodo universale di formare e descrivere le tabelle ed i cataloghi degli obblighi delle messe, ed intavolare i libri dove si deve notare l'effettiva celebrazione di ciascheduna messa di mano dell'istesso celebrante.

Ed avendo noi sin sotto il 1 Ott. 1704, per obbedire alli comandamenti di Sua Santità, fatta personalmente presentare la detta istruzione à ministri di tutte le chiese e luoghi pii di Roma, dalla pronta esecuzione che ha avuto e dalla comune osservanza della medesima per due anni già terminati, si è riconosciuto di quanto profitto sia stato per assicurare la piena soddisfazione degli obblighi alle messe con indicibile consolazione e quiete dell'animo di Sua Beatitudine.

Ma perchè nel confronto, che di ordine parimenti della Santità Sua si va presentemente facendo di detti obblighi descritti nelle tabelle con i testamenti ed altri documenti d'onde derivano, si è trovato in alcuni qualche

difetto o mancanza nei nomi dei notati, nel tempo e nella quantità con pregiudizio de'suddetti suffragj, ed affinchè in avvenire le tabelle, che di nuovo si formeranno o le addizioni che si faranno nelle già formate de'nuovi obblighi che giornalmente sopravvengono, sempre appariscono fatte con maggior legalità e sicurezza, e di loro in ogni tempo si possa avere una piena verificazione, la Santità di nostro Signore, con ordine datoci a bocca, vuole, ed espressamente comanda che tutti li capo-notari, loro sostituti, giovani di qualsivoglia tribunale ecclesiastico e secolare di Roma, ed anche quelli che, senza avere uffizio pubblico, si rogano nelle loro case private di detta città, dopo quindici giorni che avranno stipulato qualsivoglia contratto tra vivi, in cui vi sia ingiunto obbligo di messe, o perpetue o a tempo lungo che passi il decennio, o anniversarj, ne debbano portare e lasciare nota distinta nella nostra Segretaria o de'nostri successori nell'uffizio di deputato a riconoscere gli obblighi delle messe, e riportarne la fede dell' esibizione da darseli gratis, e parimenti dopo quindici giorni, che avranno aperto e pubblicato qualsivoglia testamento, codicillo o donazione *causa mortis*, di qualsiasi persona, anche privilegiata o privilegiatissima, della quale se ne dovesse fare special menzione, benchè fosse cardinale della S. R. C., dove siano ingionti pesi di messe, come sopra, debbano portare e lasciare l'istessa nota alla medesima Segretaria e riportarne la fede dell'esibizione, sotto pena alli trasgressori di venticinque scudi d'oro ad pagarsi per ciascheduna volta che non averanno adempito quanto di sopra si contiene, da applicarsi una metà all'accusatore, il quale sarà tenuto segreto, e l'altra metà a' poveri luoghi pii, ed anche della sospenzione e privazione dell'uffizio, ed altre pene ad arbitrio della Santità Sua, alle quali pene saranno ancora tenuti li notari padroni per i loro sostituti e giovani.

E di più vuole e comanda che tutti li parrocchi o altri, che con qualsivoglia titolo esercitano cure d'anime, tanto amovibili quanto perpetui, secolari e regolari, confessori, sacerdoti e religiosi di qualsivoglia ordine ed instituto, di qualunque monastero, convento o ospizio di questa città, dopo quindici giorni della morte di qualsivoglia persona, come sopra, che gli avrà confidenzialmente lasciato qualche obbligo di messe perpetue o a lungo tempo, o anniversarj, o che in loro presenza secondo la disposizione della ragione canonica, avrà disposto legati di messe, come sopra, ne debbano portare e lasciare la nota alla sopradetta Segreteria e riportarne la fede dell'esibizione, come sopra, sotto pena, a secolari, per ciascheduna volta che mancheranno, di venticinque scudi d'oro, da applicarsi come sopra, ed ai regolari della privazione di voce attiva e passiva, ed anche ad ambedue della sospensione del loro uffizio, ed altre pene ad arbitrio della Santità Sua.

Inoltre comanda, che tutti li camerlenghi ed uffiziali dei capitoli di patriarchali, basiliche o collegiate di Roma, e tutti li superiori e sopraintendenti, rettori, sagrestani e cappellani di qualsivoglia chiesa, tanto de

regolari quanto dei secolari, e monasteri di monache e conservatori, e tutti li prefetti, guardiani, provveditori ed altri superiori di confraternite, oratorj, adunanze, congregazioni ed altri luoghi pii in qualsivoglia modo nominati, benchè erette in chiese e case regolari, che in caso, che da qualsivoglia persona come sopra, confidentemente brevi manu o per scrittura privata gli fosse consegnata, o in vita o in morte, qualche somma di denaro contante, o qualche stabile, luogo di monte, credito o qualsivoglia altro capitale, con peso di celebrazione di messe perpetue o a lungo tempo, che passi il decennio, debbano, dopo quindici giorni che ne sarà seguita l'assegna, portarne e lasciarne la nota alla medesima Segretaria e riportarne la fede dell' esibizione, come sopra, sotto pena a' trasgressor secolari di venticinque scudi d'oro per ciascheduna volta, da applicarsi nel modo sopradetto, ed alli regolari della privazione di voce attiva e passiva, e ad entrambi della sospensione, privazione del loro offizio, ed altre pene ad arbitrio della Santità Sua.

Intende la medesima Santità Sua, che nel presente Editto s'intendano compresi i parochi, vicarii perpetui o manuali, o altri, che sotto qualsivoglia titolo abbiano l'esercizio di cura d'anime, confessori, sacerdoti secolari e regolari, superiori, prefetti, guardiani, sopraintendenti, notari e segretarj di qualsivoglia chiesa, confraternita o altro luogo pio, benchè fosse nazionale, e che godesse qualunque privilegio, esenzione o indulto Apostolico, benchè fosse per titolo di dotazione o fondazione, o per qualsivoglia altra causa, alle quali tutte la Santità Sua, per la piena osservanza di quanto di sopra si contiene, con la pienezza della sua autorità specialmente deroga.

Procuri pertanto ciascuno di prontamente adempire quanto nel presente Editto si contiene, per non incorrere nelle pene nel medesimo comminate, che contro i trasgressori saranno puntualmente eseguite. Dichiarando che il medesimo Editto, publicato ed affisso nei soliti luoghi di Roma, obligherà tutti, come se a tutti fosse personalmente intimato.

Questo 1 di febbraro 1707.

*Giuseppe Domenico, deputato dalla Santità di N. S.* — *Paolo Fatti*, Notaro A. C. e delle Sacre Congregazioni.

## Édit de 1708.

Le troisième édit, daté du 25 janvier 1708, a pour but d'assurer l'exécution des volontés expresses des bienfaiteurs. Aussi les prêtres qui auront acquitté les messes devront se servir désormais de cette formule : *Ego N. celebravi ad altare S. N.*, en nommant l'autel qu'avait en vue le testateur. Non seulement toute messe dite à un autre autel que celui indiqué serait tenue pour nulle et il faudrait la réitérer, mais encore le délinquant, s'il est séculier, encourrait

une amende de dix écus d'or, et s'il est régulier, la suspense de ses fonctions, avec privation de voix active et passive.

Il appartient aux sacristains de veiller à la parfaite exécution de cette règle.

De plus, les messes demandées dans telle église en particulier ne peuvent être acquittées dans une autre église, lors même que celle-ci dépendrait de celle-là et qu'elle appartiendrait à des religieux du même ordre ou du même institut.

Enfin les registres doivent être présentés en temps opportun à la computisterie, afin qu'on ne soit pas exposé à des retards dans leur expédition et revision, puis le présent édit sera affiché ostensiblement dans les sacristies, sous la sanction d'une amende ou d'autres peines canoniques.

*Edictum quo plura statuuntur atque mandantur, pro sedulo missarum onerum adimplemento eorumque in destinatis libris descriptione.*

Avendo la Santità di Nostro Signore Papa Clemente XI con Editto emanato sotto il primo di Ottobre 1704 gia prescritto il metodo, che universalmente deve osservarsi nell'adempimento degli oblighi di messe, tanto perpetue quanto manuali, ed avendo con altro simil Editto, sotto il primo di Febbraro 1707, providamente ordinato che si diano nella nostra Segretaria le notizie dei nuovi pesi di celebrare negli altari o chiese destinate dai testatori o pii benefattori, quindi è, che inerendo agli accennati Editti con rinnovarne la puntuale osservanza sotto le medesime pene in essi contenute, e volendo con il suo santo zelo sempre più provedere al totale adempimento dei sopra nominati obblighi di messe, per ordine espressamente datoci a bocca, precisamente vuole e comanda :

Che tutti li cappellani e sacerdoti, canonici, abbati, rettori, beneficiati ed altri, di qualsivoglia stato, grado e condizione, anche privilegiati, privilegiatissimi, delli quali se ne dovesse fare speciale menzione, tanto secolari quanto regolari, di qualsivoglia ordine ed instituto, comprese anche le undici congregazioni e li padri jesuiti, di qualunque monastero, convento, ospizio, oratorio, chiesa ed altro luogo pio di quest' alma città di Roma, che hanno il peso di celebrare le messe in un altare certo e determinato, debbano per l'avvenire celebrare nel medesimo e non in altro altare, benchè ugualmente o più privilegiato. Ed accio apparisca tale adempimento, dovranno li suddetti che averanno celebrato notare di proprio carattere la celebrazione nel libro che nelle sagrestie si ritiene a tal effetto, con l'espressione dell'istesso altare; come per esempio, se si hanno da celebrare le messe nell' altare di San Francesco, debbano scrivere di proprio carattere la celebrazione in questa forma, cioè *Ego N. celebravi ad altare*

*S. Francisci;* ovvero essendo notato l'altare nel foglio contrapposto, possono scrivere in questo modo *Ego N. celebravi ad contrascriptum altare,* e così doveranno fare di altro altare, se l'obbligo sarà in altro altare, altrimente incorreranno *ipso facto* nella pena di dieci scudi d'oro, per ogni volta che contravverranno, da applicarsi la metà all'accusatore e l'altra metà a'luoghi pii ad arbitrio della Santità Sua, e saranno tenuti a celebrare di nuovo le messe celebrate o fatte celebrare in altro altare, ovvero non notate nella forma già detta, come se non fossero in modo veruno adempite. E se saranno regolari, quelli che in qualunque modo contravverranno a quanto nel presente Editto si contiene, incorreranno *ipso facto* nella pena della sospensione dell' ufficio e della privazione della voce attiva e passiva; ed anche tanto contro i suddetti secolari quanto regolari si procederà ad altre pene ancora maggiori ad arbitrio di Sua Santità. E contro i sagrestani ed altri sopraintendenti alle sagrestie, che non invigileranno alla puntuale osservanza di tale adempimento, si procederà rigorosamente con simili ed altre pene ad arbitrio di sua Beatitudine.

Similmente ordina e comanda, che le messe perpetue, dalla pia disposizione de' fedeli lasciate da celebrarsi in una certa e determinata chiesa, non possano in conto alcuno celebrarsi o farsi celebrare in altra chiesa, e molto meno fuori di Roma; ancorchè l' altra chiesa, tanto dentro la città quanto fuori fosse dipendente dalla chiesa, dove sono state destinate le messe, o fosse della stessa religione, dell' istesso istituto. E quelli, che in qualunque maniera contraverranno, incorreranno nel medesimo modo nelle pene già sopra espresse.

Finalmente essendosi ordinato sotto il primo di Ott. 1704 nel sopra nominato Editto o Istruzione da osservarsi per l' adempimento degli obblighi delle messe, che il libro delle messe perpetue debba intavolarsi anno per anno, ed esser finito d' intavolarsi dentro il mese di Ottobre di ciaschedun' anno per l' anno avvenire, e nelli mesi di Novembre e Decembre esibirsi al computista deputato dalla medesima Santità Sua, ed essendosi per l' esperienza riconosciuto che l'esibirlo in detto tempo genera qualche confusione ed incomodo, perchè molti, portandolo nel fine del mese di Decembre, non possono poi subito per l' angustia del tempo, dentro il quale non puo il computista riconoscere tanti libri, nel principio del nuovo anno riaverlo, ed in conseguenza notare in esso la celebrazione delle messe, ma sono forzati a notare la celebrazione in foglio volante; percio la Santità Sua, non cessando di sempre più procurare il miglior e più facile modo di adempire gli obblighi delle messe, confermando in tutto e per tutto il nominato Editto o Istruzione e solo in questa parte moderandolo, espressamente ordina e comanda che li libri delle messe perpetue per gli anni avvenire debbano intavolarsi dentro il mese di Settembre, ed esibirsi al detto computista dentro il mese di Ottobre, sotto le medesime pene ai trasgressori già nell' accennato Editto contenute.

Avverta dunque ciascuno di puntualmente adempire quanto nel presente

Editto si prescrive, altrimenti incorrerà irremissibilmente nelle pene in esso comminate, ed anche in altre maggiori ad arbitrio di Sua Beatitudine. Ed accio niuno possa in qualsivoglia tempo allegare ignoranza di quello si contiene in questo Editto, si dovrà in ciascuna sagrestia di tutte e singole chiese e luoghi pii di Roma tenere continuamente affisso in luogo visibile un esemplare del medesimo Editto, sotto pena, in caso di contravenzione, di scudi dieci d' oro da pagarsi irremissibilmente dalli sagrestani o sopraintendenti alle sagrestie, se saranno preti secolari, e della privazione dell' uffizio, della voce attiva e passiva, e dell' inabilità a qualsivoglia uffizio, se saranno regolari, dichiarando pero che questo editto, pubblicato ed affisso ne' soliti luoghi di Roma, obbligherà tutti e singoli, come se a tutti e singoli fosse personalmente intimato.

Questo di 25 gennaro 1708.

*Leonardo Antonio Ghezzi, Segretario della Sagra Visita Apostolica. — Niccolo Pignatelli, Commissario e Fiscale della Sagra Visita Apostolica. — Paolo Fatti, Not. della Sagr. Congr.*

## Édit de 1719.

Le quatrième et dernier édit, publié en 1719, revient sur les édits précédents et y ajoute ces quelques prescriptions :

Les héritiers, chargés de legs de messes sans désignation spéciale d'église, pourront les faire acquitter où bon leur semblera, mais à la condition que, chaque année, ils se présentent au bureau de la Visite apostolique pour affirmer, sur un registre spécial, la pleine exécution du legs. Les peines à encourir sont, pour les séculiers, une amende de 25 écus d'or, et, pour les réguliers, suspense des fonctions et privation de voix active et passive.

Les recteurs ou sacristains des églises tiendront un registre pour y noter les messes acquittées chaque jour et ils ajouteront leur signature au bas du feuillet comme justification.

Si les héritiers ont, par volonté expresse du testateur, le choix de l'église, ils doivent, dans les six mois, désigner cette église et faire inscrire le legs qui leur a été confié sur le tableau de la sacristie.

Toute charge qui dépassera un laps de dix ans ne sera pas considérée comme messes éventuelles, et devra en conséquence être inscrite au tableau, dans l'espace de six mois.

Six mois sont également accordés pour l'érection des chapellenies et l'assignation des fonds affectés à l'obligation : pour un temps plus

long, que nécessiterait une cause juste et raisonnable, il serait nécessaire de recourir au bureau de la sacrée Visite apostolique.

L'édit de 1719, comme tous les précédents, doit être exposé dans les sacristies, afin qu'on ne puisse en prétexter ignorance.

*Edictum quo præcedentes Ordinationes instaurantur, ac plura insuper alia pro accuratiori onerum missarum adimplemento statuuntur.*

La pastorale sollecitudine di Nostro Signore già mai si stanca di pensare a stabilire un perfetto regolamento, perchè totalmente si adempiscano legati e pesi delle messe, e ne ricevano il dovuto e pronto suffragio le anime de' defonti, ed ajuto e grazie di fedeli, che non li trascurano; percio avendo negli anni scorsi fatto publicare alcuni Editti, per mezzo de' quali si è ottenuto nella maggior parte il bramato fine, ne rimaneva ora con tutto il fervore, autorità e comando quanto in essi viene prescritto, e sentendo tuttavia insorgere alcuni abusi nell' adempimento di molti legati, a cui possa dirsi più opportuno rimedio, con comando espresso datoci a viva voce, vuole che si pubblichino li ordini seguenti.

Primieramente per li legati di messe, che restano in arbitrio di poterli soddisfare in quella chiesa o chiese, dove parerà a piacere agli eredi, o altri che abbino per qualunque titolo l' obbligo ingiunto di adempirli, sieno tenuti li detti eredi o altri come sopra, tanto ecclesiastici quanto laici, di qualsivoglia stato, grado e condizione, in fine d'ogni anno portare la giustificazione del loro adempimento nella computisteria della Sagra Visita, nella quale se ne ritterrà registro in libro a parte, verranno riconosciute da uno dei computisti a tal fine deputati, sottoscritto da Monsignor Segretario della Sagra Visita Apostolica *pro tempore*, sotto pena a' contravventori di scudi 25 d'oro da applicarsi la metà al denunziante, che sarà tenuto segreto, e l'altra metà in beneficio de' poveri luoghi pii, e se saranno regolari, incorreranno nella pena della suspensione dell' uffizio e della privazione della voce attiva e passiva, oltre altre pene anche maggiori ad arbitrio di Sua Santità e della Sagra Congregazione della Sagra Visita.

Ordinando e dichiarando, che le giustificazioni da esibirsi, come sopra, debbono contenere la celebrazione delle messe notate giorno per giorno dal celebrante in un foglio e libretto particolare con la sottoscrizione in fine del rettore o sagrestano di quella chiesa o chiese, nelle quali si saranno celebrate; e per la celebrazione delle messe, che per disposizioni de' benefattori o per speciale indulto si facesse fuori di Roma, e le dette giustificazioni debbano essere legalizzate dalli Ordinarj de' luoghi, se li celebranti saranno sacerdoti secolari, e se regolari, da' superiori maggiori della loro Religione.

E quando il benefattore ha ingionto il peso agli eredi o altri di dichiarare la chiesa dove abbino a celebrarsi le messe, siano quelli tenuti, sotto

le pene sudette, dentro sei mesi, determinare la chiesa, nella quale abbia a farsi l'adempimento, e registrarsi nella tabella di detta chiesa.

Ordina parimente la Santità Sua che tutti li pesi di messe perpetue o a lungo tempo che passi li dieci anni, li quali sino al presente non si trovassero espressi nelle tabelle di quelle chiese in cui devono soddisfarsi, o perchè l'obbligo di soddisfarli spettava ad altri, o secolari o regolari, o luoghi pii, o pure perchè sin ora si sono fatte soddisfare, come se fossero messe avventizie, per l'avvenire, si aggiungano alle dette tabelle, con l' espressione che il peso di farsi soddisfare spetta a tali eredi, legatarj o altri. E per la più pronta e facile esecuzione si ordina alli eredi, legatarj o altri, come sopra, che non trovandosi espressi gli accennati pesi nelle tabelle di quelle chiese, dove gli devano far soddisfare, nel termine di sei mesi ne portino la notizia in detta computisteria, sotto le pene di sopra espresse.

Inoltre la Santità Sua vuole e comanda che l' erezione delle cappellanie o assegnamento dei fondi per peso di messe ingiunto da' benefattori, si faccia sollecitamente, e percio nel termine di sei mesi dovranno gli eredi o altri come sopra, far costare in detta computisteria l'erezione o assegna fatta de' fondi. E quando per qualche giusta e ragionevol causa si richiedesse maggior tempo, dentro il medesimo termine di sei mesi, dovrà impetrarsi una proroga competente.

Essendo per tanto tutti questi ordini diretti a togliere gli abusi e mantenere con facilità ed esattezza l' adempimento de' legati pii, procuri ciascuno prontamente eseguire quanto nel presente Editto si contiene e per secondare con la dovuta obbedienza la rettissima intenzione di Sua Beatitudine, e per non incorrere nelle pene in esso comminate, le quali irremissibilmente si eseguiranno contro gli trasgressori; dichiarando che il medesimo Editto, pubblicato ed affisso nei soliti luoghi di Roma, obbligherà tutti, come se a tutti e a ciascheduno di loro fosse personalmente intimato. Ed acciocchè in qualsivoglia tempo avvenire nessuno possa allegare causa d' ignoranza di quanto nel presente Editto si contiene, si dovrà in ciascheduna sagrestia di qualsivoglia chiesa e luogo pio di Roma tenere continuamente affisso in luogo visibile un esemplare del medesimo Editto, sotto le pene sopra espresse in caso di contravenzione.

Dato li 18 settembre 1719.

*A. M. Pallavicini, Segretario della Sagra Visita Apostolica. — Gaetano Ivones, Commissario e fiscale della Sagra Visita Apostolica. — Paolo Fatti, Not. A. C. e della Sagra Congreg.*

Ces quatre édits ont été publiés par Ferraris, *Prompta bibliotheca*, t. V, pp. 465 et suiv.

# LES ARMOIRIES ECCLÉSIASTIQUES [1]

Dans l'ordre civil, les armoiries sont un signe de convention, qui sert le plus ordinairement à indiquer et à représenter la noblesse[2]. J'ai écrit à dessein cette restriction *le plus ordinairement*, car si toute personne noble a droit par cela seul à des armoiries propres, les armoiries par elles-mêmes ne désignent pas exclusivement une

1. *Les armoiries ecclésiastiques, d'après le droit commun.* Arras, Planque, 1872, in-8° de 38 pages. — Extr. de la *Revue de l'art chrétien*, t. XV; tir. à part à 50 ex. Ce mémoire a été reproduit textuellement dans le *Giornale araldico*. Pise, 1877, t. V, n° 5, pag. 85-98. — J'en ai publié le résumé dans le *Journal de Florence*, 1875, n° 141, et le *Rosier de Marie*, 1876, n° 57, pag. 905-908. Compte-rendu, dans le *Monde* des 10 et 11 septembre 1877, par Mgr Léon Maret, qui en a donné la substance dans son article, reproduit depuis par plusieurs *Semaines religieuses* : « Plusieurs fois nous avons été consulté par Nos seigneurs les évêques sur les règles à suivre dans les armoiries qu'ils avaient à composer, la forme de l'écusson, les insignes qui les accompagnent, le nombre de houppes que comporte l'écusson, etc. Nous ne pouvons mieux faire que d'extraire les réponses à toutes ces questions du savant opuscule de Mgr X. Barbier de Montault, si compétent en pareille matière et qui a fait un traité aussi complet que possible sur ce sujet, d'après le droit commun, dont on ne devrait pas s'éloigner.

« Collaborateur assidu de la *Revue de l'art chrétien*, que dirige depuis vingt ans notre excellent ami M. le chanoine Corblet, Mgr Barbier de Montault est certainement un des auteurs qu'on peut consulter avec le plus de fruit et le plus sûrement. Ce prélat a habité longtemps Rome et l'Italie et il a beaucoup étudié, beaucoup observé; il a puisé aux meilleures sources, notamment chez le docte Ferraris; ses nombreux ouvrages témoignent tout à la fois de sa longue expérience des hommes et des choses et de sa compétence en matière liturgique; en le suivant, on ne peut tomber dans l'erreur.

« A Rome, comme en France, on reconnaît qu'il a rendu les plus grands services..... Toutes les œuvres de Mgr Barbier de Montault sont d'une incontestable utilité et doivent se trouver dans les bibliothèques épiscopales et ecclésiastiques. »

2. « Videntur arma et insignia esse propria nobilium (Tiraquell., *De nobilitate*, cap. VI, num. 8), unde armorum delatio inservit pro medio et signo ad probandam nobilitatem. (Rota, pars XVII, decis. 103, n. 4.) Et quamvis etiam ab ignobilibus deferantur et eorum delatio non reddat eos nobiles, ut notat Rota, *ibid.*; n. 5, tamen in nobilibus arma et insignia requiruntur ad probandam eorum nobilitatem : Rota, decis. 164, n. 13, 17 et 19, ubi docet nobiles necessario debere habere insignia et arma. » (Ferraris, *Prompta bibliotheca canonica*, t. I, col. 809.)

personne noble [1]. C'est ainsi qu'avant la Révolution, en France, on voyait beaucoup de bourgeois, par fantaisie ou pour un motif quelconque, se créer un blason et le transmettre à leur postérité, sans préoccupation aucune d'idées de noblesse, ni pour le public, ni pour eux-mêmes. Cet usage s'est maintenu en Italie, où il se pratique sur une vaste échelle ; car il n'est pas de pays où la vanité ne soit plus prononcée et où le besoin de paraître de toute façon ne soit plus systématiquement affiché.

Dans l'ordre ecclésiastique, les armoiries ne sont même pas accidentellement un signe de noblesse. Elles n'indiquent qu'une dignité ou charge ecclésiastique, en sorte que tout dignitaire, noble ou non, par cela seul qu'il est en charge, a le droit et le devoir de s'en constituer de personnelles pour servir au besoin. Bien entendu, si par lui-même le personnage en fonction a déjà des armoiries de famille, il les conservera ; mais, s'il n'en a pas, il est de rigueur qu'il s'en compose, conformément aux règles de l'art héraldique.

Les armoiries ecclésiastiques sont donc appelées à jouer un rôle véritable dans l'art, aussi bien que dans l'usage habituel, et en conséquence il est nécessaire que tous, artistes ou autres, aient à cet égard des notions précises et exactes. Les armoiries, se substituant au clergé qu'elles nomment et désignent, acquièrent, par là même, une importance journalière que personne ne peut contester.

Jusqu'à présent les traités de blason ont seuls parlé, et assez va-

1. Edouard de Barthélemy s'exprime ainsi à ce sujet dans la *Revue des Sociétés savantes*, 1868, t. VIII, pp. 393-395 : « On laissa les bourgeois et les marchands se décorer d'armoiries à leur gré, pourvu qu'elles ne reçussent aucun casque ou aucune couronne, mais moyennant que tous se soumettraient à un enregistrement général. (*Ordonnance du 4 novembre 1616*)... Quant à la prétention de prêter un sens nobiliaire à l'inscription d'une famille dans le grand *Armorial*, sa fausseté est démontrée, du reste, par cet article de l'édit de novembre 1696 : « Les brevets d'enregistrement d'armoiries sur lesquels elles seront désignées, peintes et blasonnées, ainsi que dans les registres de l'*Armorial*, ne pourront en aucun cas être tirés à conséquence comme preuve de noblesse. »

« Beaucoup de bourgeois, bien avant 1696, avaient des armoiries : on peut dire qu'au moyen-âge le droit d'armoiries était universel ; c'est au XVII^e siècle seulement que l'« École des droits du Roi » a voulu y voir une prérogative nobiliaire et une concession de l'autorité souveraine. Charles VII permit aux bourgeois de Paris, non de porter des armoiries, ce qui était inutile, mais de les *timbrer* ; c'est le timbre et les autres ornements extérieurs qui constituaient réellement le privilège des nobles et assimilés. » (L. Germain, *Chevert*, p. 8.)

Dans son ordonnance royale de 1760, Louis XV déclare que, « suivant un usage qui a prévalu, le port des armoiries n'est pas donné à la seule noblesse ».

guement encore, des armoiries ecclésiastiques. Je crois opportun d'en traiter plus au long et de faire connaître en détail les principes qui régissent cette branche de la science héraldique. Je n'envisage pas la question dans son passé, au point de vue archéologique, puisqu'il y a eu, suivant les époques, des variations qu'il peut être utile de signaler et non d'imiter; je m'attache tout particulièrement au côté pratique, c'est-à-dire à ce qui se fait actuellement à Rome, sous les yeux de l'autorité, là où le clergé est en plus grand nombre et agit, soit en vertu de principes irrécusables, soit sous l'empire d'une coutume qui a maintenant force de loi. Je n'ai donc qu'à constater des faits et à les grouper ensemble, de manière à en déduire des conséquences pratiques. Il sera facile ensuite à chacun d'y reconnaître ses droits et privilèges, tout aussi bien qu'aux artistes d'y trouver un guide sûr pour leurs travaux. Rien n'est plus fréquent que de voir des hommes de talent faire sur ce sujet les erreurs les plus grossières et intervertir les rôles, faute de tenir compte des insignes spéciaux de la hiérarchie.

Non seulement il n'est pas permis d'inventer, quand ce qui existe déjà suffit amplement, mais encore il est blâmable de modifier à loisir, ou plutôt presque toujours par ignorance, les traditions reçues. Citons quelques exemples pour mieux déterminer l'erreur. Rien n'autorise à mettre sur l'écusson d'un simple prêtre une barrette noire[1], ornement tout à fait insolite, pas plus qu'on ne peut tromper le public en augmentant le nombre des houppes du chapeau, ce qui fait qu'on transforme un évêque en archevêque et un archevêque en cardinal.

Mais comme il ne suffirait pas d'indiquer ce qu'il faut faire, je me permettrai à l'occasion de signaler ce que l'on doit éviter.

## I

Aucune règle ne détermine les armoiries en elles-mêmes. Quand ce ne sont pas des armoiries de famille, qui restent nécessaire-

1. La barrette et l'aumusse timbrent les armoiries de Thomas Bohier, abbé de Bertai, vers 1600, et de Toussaint de Boissel, chanoine et comte de Lyon, en 1779. (*Bibliophile français*, 1869, p. 177.) Henri Baradeau, chanoine de l'église de Paris, vers 1722, timbrait son écusson d'une barrette et d'une aumusse, pliée sous la barrette et retombant au côté senestre de l'écu. (*Ibid.*, p. 328.)

ment telles qu'elles ont été transmises, celles que l'on crée ne doivent pas s'écarter ni pour les pièces qui meublent l'écu, ni pour les couleurs, des règles fixées depuis des siècles.

L'écusson n'a pas non plus de forme rigoureusement déterminée, et chacun peut le faire, à sa guise, rond, ovale, ogivé, en pointe ou taillé à pans, suivant les différents usages des siècles ou des pays dont on s'inspire.

Mais l'écusson est entouré d'insignes particuliers qui expriment clairement de quelle fonction ecclésiastique est investi le dignitaire. Ces insignes multiples sont : la *tiare* et les *clefs*, le *pavillon*, le *chapeau*, la *mitre*, la *crosse* et la *croix*.

Je les passerai successivement en revue et j'y ajouterai quelques mots sur les *couronnes*, les *ordres chevaleresques*, les *tenants* et *supports*, le *cimier*, les *branches d'arbres*, la *devise* et le *bourdon*, toutes choses qui autrefois ont eu leur vogue et qui, pour n'être plus en usage, méritent cependant une mention à part.

Ces insignes ont chacun leur couleur propre, et les déterminer d'une manière rigoureuse sera l'objet de mes soins. Afin qu'il n'y ait pas confusion, on devra consulter la planche lithographiée qui accompagne la première édition de ce mémoire, parce qu'elle fixera mieux que mes paroles ce qu'il importe de savoir et de retenir à cet égard.

Je ne puis oublier, dans cette étude consacrée aux personnes, les *basiliques*, *chapitres* et *ordres religieux*, qui forment une personne morale et, comme telle, ont droit à des armoiries. Je leur consacrerai donc quelques lignes, afin que l'on sache qu'eux aussi ont des insignes et quels ils sont.

## II

La tiare et les clefs conviennent à la fois au souverain pontife[1] et aux basiliques patriarcales, qui sont à Rome : Saint-Jean-de-La-

1. *Voir* l'*Armorial des papes*, dans *Œuvres*, t. III, p. 356; les *Armoiries du pape*, dans la *Semaine du clergé*, 1877, t. X, p. 1609-1611; les *Armoiries de Pie IX*, dans la *Correspondance de Rome*, 1870, p. 116. Aux ouvrages cités il faut ajouter cette gravure, qui est rare : *La tiare pontificale ou l'armorial des papes*, 1660, 1 feuille gr. in-fol.

tran, Saint-Pierre-du-Vatican, Sainte-Marie-Majeure, Saint-Paul-hors-les-murs et Saint-Laurent-hors-les-murs.

La tiare est la coiffure que porte le pape dans certaines cérémonies, où il est moins considéré comme évêque que comme roi. Sa forme est ovale, et sa calotte, en soie blanche ou en drap d'argent, est rehaussée d'un triple cercle d'or, serti de pierres précieuses. Le sommet s'amortit en une petite croix, posée sur un globe. Derrière, pendent deux fanons, semblables à ceux des mitres et marqués aux extrémités soit d'une croix pattée, soit des armoiries du pape.

Exceptionnellement, les archevêques de Bénévent mettent, au-dessus de l'écusson, la tiare à une seule couronne, entre la croix à dextre et la crosse à sénestre.

Les clefs pontificales, qui symbolisent le double pouvoir donné à saint Pierre d'ouvrir et de fermer, sont l'une d'or et l'autre d'argent, liées ensemble par un cordon rouge avec glands, ce qui exprime l'unité et l'indivisibilité du pouvoir spirituel.

L'écu appuie la partie supérieure sur les deux clefs passées en sautoir et renversées, c'est-à-dire disposées en croix de Saint-André et la poignée en bas. La clef d'or tient la place la plus honorable, qui est le côté dextre. La tiare est placée horizontalement entre les deux pannetons des clefs adossées et ses fanons s'enlacent dans les tiges de ces mêmes clefs.

## III

Les clefs reparaissent aux armoiries des basiliques majeures, mais alors elles sont accompagnées en pal du pavillon, qui remplace la tiare, et on timbre l'écusson de ce double insigne.

Ce même privilège a été concédé à toutes les familles qui ont fourni un pape à l'Église.

Le pavillon appartient en propre au Saint-Siège et c'est l'insigne du gouvernement temporel [1]. Aussi chaque fois qu'au château Saint-Ange l'on arbore, pour les fêtes solennelles, les bannières pontificales, l'une offre les armoiries du pontife régnant et l'autre celles de l'État pontifical [2].

1. *Œuvres*, t. III, pp. 339 et suiv.
2. *Ibid.*, pp. 346 et suiv.

Le pavillon forme un cône légèrement concave, à bandes alternées d'or et de gueules ; les pentes des mêmes couleurs sont à nuances contrariées, c'est-à-dire que la bande de gueules de la pente correspond à la bande d'or du cône et réciproquement. Le pavillon est supporté par un manche d'or vertical et terminé par une boule surmontée d'une croix également d'or. Cette croix serait à double branche si le siège de la basilique était un siège archiépiscopal ou du moins en ayant les privilèges, comme est celui d'Anagni.

Les basiliques mineures timbrent leur écusson du pavillon seul, qui se pose en pal derrière l'écu qu'il surmonte complètement de son cône. En France, nous avons un certain nombre de basiliques mineures : je citerai pour mémoire Notre-Dame de Paris, la métropole d'Avignon, les cathédrales d'Amiens, d'Orléans, de Valence et de Montpellier, et les églises de Saint-Pierre à Saintes et de Saint-Remy à Reims, etc.

## IV

Le chapeau se met au-dessus de l'écu, et les houppes qui pendent à ses cordons retombent symétriquement à droite et à gauche. La couleur et le nombre des houppes varient suivant la dignité.

Les houppes se comptent par rangs et elles se suivent en nombre pair ou impair alternativement. Chaque rang augmente sur le précédent d'une houppe. Toutes ces houppes sont reliées entre elles par un réseau de même couleur qu'elles. Le nombre des nœuds de chaque côté est proportionné au nombre de rangs de houppes.

Le pape ne porte jamais de chapeau sur ses armoiries et c'est à tort qu'en France on lui en a fabriqué un de fantaisie, avec un rang de houppes de plus que celui des cardinaux.

Les cardinaux ont un chapeau rouge[1], duquel pendent cinq rangs

1. « Innocentius papa (IV, an. 1252) constituit ut omnes cardinales romanæ curiæ portent in capite capellum rubeum dum equitant, ut discernantur et cognoscantur ab aliis secum equitantibus. » (Guillaume de Nangis.)

Le pape, en remettant le chapeau rouge aux cardinaux, leur dit : « Ad laudem omnipotentis Dei et sanctæ Sedis Apostolicæ ornamentum, accipe galerum rubrum, insigne singularis dignitatis cardinalatus, per quod designatur quod usque ad mortem et sanguinis effusionem inclusive pro exaltatione sanctæ fidei, pace et quiete populi christiani, augmento et statu sacrosanctæ Romanæ Ecclesiæ, te intrepidum exhibere debeas. In nomine Patris et Filii et Spiritus sancti. Amen. »

de houppes rouges, disposées une, deux, trois, quatre et cinq, ce qui fait en tout quinze pour chaque côté. La sacrée Congrégation du Cérémonial, tout en déclarant que ce nombre de quinze est moderne, ce qu'il est facile de vérifier sur les monuments, veut qu'on s'y arrête, sans augmentation ni diminution, quel que soit le titre du cardinal, évêque, prêtre ou diacre [1].

L'archevêque, primat ou patriarche, a un rang de moins de houppes que le cardinal, ce qui fait dix de chaque côté, disposées sur quatre rangs. Le chapeau et les houppes sont de couleur verte [2].

Le vert est également adopté pour les évêques, à l'exclusion de toute autre couleur[3], quoi qu'il me soit facile de citer un exemple étrange, où un simple évêque a été récemment, en France, sur un

1. « Quum... lemniscorum numerus in insignibus difformiter auctus interdum deprehendatur, eadem S. Congregatio (*Cæremonialis*), ad uniformitatem debitam restituendam, enunciatis die et mense (9 februarii 1832), hæc super iis decrevit :... Lemniscorum, qui circum insignia Eminentissimorum Patrum collocantur, numerus ad quindecim utrinque non multis ab hinc annis invectus, retineri valeat, majore quolibet numero omnibus interdicto. » (Haine, *la Cour romaine*, t. I, pp. 121, 122; Ferraris, t. II, col. 1694.)

2. Le Pontifical romain, qui a pris sa forme actuelle et définitive sous le pontificat de Clément VIII, en 1596, parlant de la consécration d'un évêque, ordonne, dans les rubriques préliminaires, de préparer pour l'offertoire deux pains et deux barils, aux armes du consécrateur et de l'élu : « Duo panes magni et duo barilia vini; panes et barilia ornentur; duo videlicet videantur argentea et duo aurea, hinc et inde insignia consecratoris et electi habentia, cum capello vel cruce vel mitra, pro cujusque gradu et dignitate. »

La même prescription est faite pour la bénédiction d'un abbé : « Duo videantur argentea et duo aurea, hinc et inde, insignia pontificis et monasterii seu electi habentia, cum capello, vel cruce vel mitra, pro cujusque gradu et dignitate. »

De ces deux textes, il résulte que les armoiries de l'évêque consécrateur, de l'évêque consacré, du monastère et de l'abbé doivent être sommées du chapeau correspondant à leur dignité et à leur rang dans la hiérarchie et de plus ont droit à la croix, pour les archevêques, ou à la mitre pour les évêques et les abbés. Le droit ancien a été modifié sur ce point : désormais la croix compète aussi aux évêques, mais simple, tandis que celle des archevêques est double.

3. Le *Cérémonial des Évêques* distingue pour l'évêque deux sortes de chapeaux : l'un de cérémonie, entièrement vert, et l'autre ordinaire, noir avec un dessous vert. A tous les deux le cordon et les glands sont de couleur verte. Le premier chapeau est seul en usage maintenant; les évêques espagnols se servent encore du second.

« Tam præsentes in Curia quam absentes utantur, cum opus erit, galero nigro laneo, viridi serico ornato, cum cordulis ac floccis coloris viridis. » (Lib. I, cap. I, n° 3.) « Promoti vero ex regulari ordine non clericali... galero tamen viridi, prout supradicti clerici, utuntur. » (*Ibid.*, n° 4.) — « Galerum pontificalem, cordulis ac floccis sericis coloris viridis ornatum. » (*Ibid.*, c. II.) — « Omnes autem, tam sæculares quam religiosi, episcopi, galero utuntur, a parte exteriori nigro, cui ab interiori sericum coloris viridis suffulciatur, cordulis pariter et floccis sericis viridibus, ab eo pendentibus. Galerus quoque duplicis formæ ha-

monument public, inconsidérément gratifié du chapeau rouge[1].

L'évêque porte un rang de moins de houppes que l'archevêque, car ce sont les houppes qui déterminent la hiérarchie. Ces houppes, au nombre de six, s'étagent sur trois rangs. Tel était l'usage, dès le commencement du XVI[e] siècle, ainsi que le montrent deux tombeaux que j'ai remarqués à Rome : l'un, à Sainte-Marie de Monserrato, d'un évêque espagnol mort en 1506 ; l'autre, à Sainte-Marie-sur-Minerve, d'un évêque de Burgos, mort sous le pontificat de Jules II.

Les prélats de *fiochetti,* qui sont au nombre de quatre, à savoir : le majordome du palais apostolique, le trésorier général, le gouverneur de Rome et vice-camerlingue de la sainte Église et l'auditeur de la révérende chambre apostolique, ont droit au chapeau prélatice de couleur violette, avec houppes rouges. Ces houppes, comme celles des archevêques, sont disposées sur quatre rangs ; j'en ai même vu sur cinq rangs. Ces prélats occupent des postes que l'on nomme cardinalices; il est donc tout naturel qu'on les fasse participer par avance aux privilèges de leur future dignité.

Les protonotaires apostoliques, qui sont au premier rang de la prélature, ont, comme les évêques, trois rangs de houppes. Mais leur chapeau est violet, tandis que les houppes sont de couleur rose, pour les distinguer des prélats inférieurs[2].

endus est, alter, quo in solemnioribus equitationibus utuntur, ejusdem formæ præter colorem) quo Eminentiss. cardinales pontificaliter equitantes uti consueerunt : alter simplicior, uterque ex lana, ac serico viridi exornati. » (Lib. I, ap. III, n° 5.)

Les statuts de l'Université d'Aix-la-Chapelle, qui datent de 1489, attribuent au ert la signification symbolique de chasteté et doctrine : « Flocum ex filo serici iridis in signum castitatis et doctrinæ. »

Le prévôt de la cathédrale de Livourne, ayant été élevé à la dignité épiscopale, ais n'ayant qu'un siège *in partibus infidelium* et jouissant du titre et des foncons d'administrateur du diocèse, consulta la Sacrée Congrégation des Rites pour voir si dans les cérémonies il pouvait faire usage du chapeau pontifical, avec corons et glands verts. Il lui fut répondu négativement, le 23 septembre 1848 :

« An habeat (præpositus in cathedrali Liburnensi ecclesia, modo ad dignitatem piscopalem assumptus ac renunciatus episcopus Milten. in partibus, administraonem obtinens diœcesis Liburnen.) usum galeri cum chordulis et floccis viridis loris, ac hujusmodi colore possint ornari equi currus? Sacra Congregatio spondendum censuit : Negative ad primam partem et quoad secundam recurrat l Sacram Cæremonialis Congregationem. »

1. *Mém. de la Soc. des Antiq. de l'Ouest*, 2[e] sér., t. IV, p. 255.

2. « Protonotarius titulis non participans potest apponere pileum super insigniis,

Le même nombre de houppes est attribué aux prélats de la maison

Sacr. Congr. Rit. in una Comaclen. et Neocastren., 21 aug. 1601. » (Ferraris, *ibid.*, col. 845.)

« *Urbis. Protonotariorum.* — Cum in romana curia primum et antiquissimum sit collegium protonotariorum apostolicorum de numero participantium, a S. Clemente papa I, ut creditur, institutum, in quo semper illustrissimi viri, et ex serenissimis Italiæ principum familiis inscripti fuerunt, ac ex eo numero quamplurimi ad S. R. E. cardinalatus dignitatem promoti, nonnulli etiam summum pontificatum adepti sint ; qui etiam, ante annos centum quinquaginta, episcopis præferebantur ; ut tam insigne et antiquissimum collegium et qui in illo adscripti sunt dignoscerentur, precibus super hoc Sanctissimo D. N. Paulo papa V porrectis, et de ipsius Sanctissimi D. N. papæ ordine in Sacra Rituum Congregatione propositis et mature discussis, maximo cum ipsius collegii laude et honore, omnes Illustrissimi et Reverendissimi DD. cardinales in Congregatione præsentes, unanimi voto et consensu (si ita eidem Sanctissimo D. N. papæ placuerit) in peculiare signum et prærogativam ipsorum DD. protonotariorum de collegio et numero participantium, privative quoad omnes alios prælatos, et etiam privative quoad omnes et quoscumque alios protonotarios, qui de dicto collegio et numero participantium non sunt, censuit, videlicet concedendum dictis protonotariis de collegio et numero participantium tantum, ut pileum nigrum, cordulis violaceis circumornatum et etiam serico violaceo suffultum, cum floccis et ornamentis ejusdem coloris, deferre possint et valeant. Et Sanctissimus D. N. Papa, audita Congregationis sententia, annuit, et dictis protonotariis de collegio et numero participantium. gratiam, signum et prærogativam prædictam concessit et indulsit. In quorum omnium et singulorum fidem præsentes per infrascriptum ejusdem Congregationis secretarium fieri fecimus, manu nostra propria subscripsimus et solito nostro sigillo muniri jussimus. Die 17 Februarii 1607. » (Sac. Rit. Congr.)

« Protonotarii participantes... habent in pileo, privative quoad alios prælatos, floccum rosacei coloris, necnon pileum prælatitium nigrum, cordulis violaceis circumdatum, cum floccis dicti coloris rosacei. (Sac. Rit. Congr., in causa *Urbis*, *Protonotariorum*,, 17 febr. 1617. » (Ferraris, *Biblioth. prompta*, édit. Migne, t. VI, col. 842.)

« *Collegii protonotariorum de numero participantium.* — Instetit collegium protonotariorum de numero participantium prohiberi Claudio Bernæ deferre pileum cum cordulis et floccis violaceis, cum sit hoc concessum privative quoad omnes alios in signum præeminentiæ collegio DD. protonotariorum de numero participantium. Et Sacra Congregatio annuit, et mandavit scribi nuntio apostolico Neapoli degenti, necnon episcopo sanctæ Agathæ Gothorum, ut faciant omnino abstinere prædictum Claudium a delatione supradicta. Die 12 Januarii 1636. » (S. R. C.)

« Episcopus Minervien. Sac. R. C. supplicavit ei facultatem attribui, ut possit impellere archipresbyterum Corignolæ, nullius diœcesis, ad deponendum cingulum violacei coloris, quem uti protonotarius de numero non participantium defert in pileo. Et Eminentissimi DD. responderunt quod etiam auctoritate Congregationis prædictum archipresbyterum cogat, nisi infra terminum a die præsentationis hujus decreti ei assignandum docuerit de speciali Sedis Apostolicæ indulto. Die 8 Junii 1658.

« Episcopus Isernien. postulavit : An liceret canonico protonotario uti habitu prælatitio in choro et in capitulo, extra vero Ecclesiam cadhibere ornamenta violacea in pileo? Et S. C. jussit ad episcopum litteras dirigi, quibus idem admoneatur ne permittat canonicum protonotarium uti ornamentis violaceis in pileo, neque prælatitio habitu indutum capitulo interesse. In choro autem provideat ut idem canonicus, si velit divinis adesse, vel sedeat ultimus omnium habitu prælatitio indutus neque distributionibus gaudeat; aut suo loco habit

du pape et aux camériers secrets et d'honneur. Les houppes sur trois rangs sont violettes comme le chapeau.

canonicali suffultus maneat, si velit fructus suos facere. Die 28 Feb. 1660. » (S. R. C.)

« In congregatione particulari... fuit propositum votum an collegio DD. Protonotariorum participantium concedenda sit facultas vittæ argenteæ in pileo, attento quod vitta violacea ex concessione apostolica fuit concessa Auditoribus Rotæ et Clericis Cameræ Apostolicæ ..Omnes convenere posse concedi vittam coloris rosacei. Die 6 augusti 1674. » (*Ibid.*)

« *Collegii protonotariorum de numero participantium.* — Protonotariorum collegium, cujus initium providentiæ S. Clementis papæ primi tribuitur, vetustate conspicuum, clarorum virorum nomine propagatum, cardinalium qui ex eo quamplurimi prodierunt ornatum fascibus, imo et aliquot summorum pontificum in minoribus ei adscriptorum majestate insignitum, fel. rec. Paulus papa V plenis votis S. Rituum Congregationis (ubi rei periculum fieri voluit) eo speciali cumulavit honore, ut omnes et singuli protonotarii participantes in hoc collegium relati, pileum nigrum, cordulis violaceis circumornatum et etiam serico violaceo suffultum, cum floccis et ornamentis ejusdem coloris deferre possint et valeant, privative quoad omnes alios prælatos, etiam privative quoad omnes et quoscumque alios protonotarios qui de dicto collegio et numero participantium non sunt, et ita humanissimus princeps prærogativam illam quæ ante annos centum et quinquaginta hujusmodi protonotarios præferebat episcopis et jam e more deflexerat compensavit, ut videre est ex regesto S. Rituum Congregationis sub die 17 februarii 1607. Verum quia felic. record. Alexandro VII placuit facultatem gerendi pileum cum violaceo cingulo circumcinctum communem facere S. Rotæ Romanæ Auditoribus, quod privilegium Sanctissimus D. N. Clemens papa X etiam ad R. Cameræ Apostolicæ Clericos extensum voluit, præfatum collegium nuper humillimas eidem Sanctissimo D. N. Clementi papæ X porrexit preces, ut Sanctitas Sua dignaretur aliud decernere signum quo singuli protonotarii de numero participantium ab aliis prælatis distinguerentur; idem Sanctissimus, commisso negotio Eminentissimis et Reverendissimis Dominis cardinalibus Brancatio, Raspono, de Maximis, Carpineo prodatario et Casanate, S. Rituum Congregationi præpositis, ad idem specialiter deputatis, ac mature discusso die 6 augusti 1674 in ædibus præfati Eminentissimi Brancatii, omnes fuerunt in voto, quod omnes et singuli protonotarii apostolici de collegio et numero participantium, privative quoad omnes et singulos alios prælatos, et etiam privative quoad omnes alios protonotarios qui de dicto collegio et numero participantium non sunt, deferre possint et valeant, Romæ et ubique locorum, pileum nigrum, serico cingulo rosacei coloris cadentibus floccis sericis subsutum, et extremitate plici vulgo *cajarello* ejusdem rosacei coloris, si eidem Sanctissimo D. Nostro visum fuerit. Et facto de prædictis omnibus verbo cum Sanctissimo per secretarium, Sanctitas Sua nedum sensum eorumdem Eminentissimorum cardinalium approbavit et confirmavit, verum etiam et hoc in signum singularitatis et in prærogativam nemini ex prælatis et protonotariis extra dictum collegium competentem concessit perpetuo valitura sanctione. Die 29 augusti 1674. (S. R. C.)

Lorsqu'un protonotaire *ad instar* a été nommé par le Souverain Pontife, il reçoit du secrétaire du collège des protonotaires participants une pancarte qui lui fait connaître ses privilèges et ses droits. L'article 10 est ainsi conçu : « Jus habent insuper pileo pontificali ac semipontificali, cordulis floccisque et *cajarello* rosaceis sericis etiam circumornato, et ferunt quotidianum pileum cum cordulis ipsis et *cajarello*. »

La Sacrée Congrégation des Rites a été consultée par plusieurs prélats au sujet de ces deux chapeaux. La réponse se trouve dans le *votum* de Monseigneur Cataldi, maître des cérémonies apostoliques (Rome, 1869), page 26 :

Les chanoines de basilique majeure ont un chapeau noir avec trois rangs de houppes également noires. L'usage s'est introduit, depuis plus de cent ans, d'ajouter des fils d'or à cette couleur, comme on le voit, par abus, à la cathédrale d'Anagni.

Le même chapeau est attribué aux dignités des chapitres, si le Saint-Siège les a reconnues comme telles[1].

Les chanoines de basilique mineure jouissent également du même chapeau, mais entièrement noir. Les houppes sont aussi au nombre de six sur trois rangs.

Le même chapeau est attribué aux armoiries des ordres monastiques, tels que Bénédictins, Cisterciens, etc., aux abbés généraux de ces mêmes ordres[2], et aux vicaires généraux des évêques, aux vicaires forains et aux protonotaires titulaires plus connus sous le nom de *protonotaires noirs*[3].

« Rem divinam solemniter facturus, cum ad ecclesiam curru protonotarius accedat, vigore art. 10. *De priv.*, utine potest pileu pontificali, et proprie quid pileus semipontificalis? — Protonotariis, quemadmodum cæteris inferioribus prælatis, pontificalis vel semipontificalis pilei usus largitus est iis, solummodo in functionibus et equitationibus quæ in Romana curia celebrantur. Præter has functiones et extra Urbem, prælatis inferioribus adeoque et protonotariis, nullibi sane licet alio, dempto communi, cum suis ornamentis, uti pileo. Negative ergo rescribendum sentio in casu, quippe quod ex eodem art. 10 *De privil.* haud liquet utrum extra curiam prædicto galero uti possint. — Pontificalis autem protonotariorum pileus, cordulis rosaceis circumornatus, niger existit, ac etiam serico suffultus cum lemniscis ornamentisque rosacei coloris. S. R. C., 7 febr. 1707. — Semipontificalis vero, qui ex S. R. C. decreto 16 aprilis 1644 Apostolicis cum Referendariis tum Cæremoniarum Antistitibus tribuitur, eamdem habet pontificalis pilei formam, minoris vero latitudinis, eademque ornamenta, violacei tamen coloris. Riganti, *De proton. apost.*, diss. VIII, num. 8; Barbos., *Jur. eccl. univ.*, lib. I, *De proton. apost.*

Brunet était donc mal renseigné quand il écrivait, en 1730, dans *Le parfait notaire apostolique :* « L'avantage que l'on y retire de cette dignité est d'être revêtu de l'habit de protonotaire dans l'instant de la réception et de n'en plus porter ensuite les marques que dans les armoiries. Ces marques sont un chapeau noir avec un cordon et les bords violets et de ce chapeau pendent des cordons à deux rangs de houpes de sinople, un et deux. »

1. Le prévôt et l'archiprêtre de l'église collégiale de Saint-Michel, au diocèse de Faenza, qui portent le mantelet noir et le rochet, demandèrent à la Sacrée Congrégation des Rites s'ils pouvaient mettre sur leurs armoiries le chapeau prélatice et, en cas d'affirmative, de quelle couleur il devait être. Il leur fut répondu, par décret du 21 juin 1855, qu'ils le pouvaient, mais que le chapeau et les houppes devaient être de couleur noire : *Nigri coloris pileum cum lemniscis stemmatibus imponi posse.* (*Voir* t. VIII, p. 321, de mon édition des *Décrets de la S. C. des Rites.*)

2. Je constate l'absence du chapeau sur les sceaux armoriés des généraux des Olivétains, des Servites, des Passionnistes, des Théatins et des Missionnaires du précieux sang.

3. La Sacrée Congrégation des Rites, le 27 avril 1818, a rendu le décret sui-

Quant aux abbés ordinaires des monastères, ils n'ont droit, comme les bénéficiers des basiliques majeures et mineures, qu'au chapeau à deux rangs de houppes, le tout de couleur noire.

Les généraux des ordres mendiants, comme sont les Dominicains et les Augustins, quand ils font usage d'armoiries, abaissent leur écusson sous le chef de l'ordre et le somment d'un chapeau noir à trois rangs de houppes.

Le chapeau noir à deux rangs de houppes noires se donne aux chanoines des cathédrales et des collégiales[1].

Enfin les simples prêtres, constitués en bénéfice ou office quelconque, comme curés, bénéficiers, portent le chapeau noir, mais avec un seul gland, également noir, de chaque côté.

Tous ceux qui n'ont qu'un titre précaire, comme chapelain, aumônier, vicaire, etc., ne peuvent se prévaloir d'aucune distinction honorifique.

On aura déjà remarqué par ce qui précède que le chapeau héraldique, qui est maintenant de pure fantaisie pour le nombre des houppes, quoiqu'on l'ait ainsi porté autrefois, répond par sa couleur au chapeau prélatice, dont les prélats se coiffent à certaines cérémonies pontificales, et que l'on nomme à cause de cela *chapeau pontifical* ou *semi-pontifical*. Ainsi le chapeau rouge est identique à celui que le pape donne aux cardinaux lors de leur création et qui demeure ensuite suspendu au dessus de leur tombe. Le chapeau est vert pour les archevêques et les évêques, qui se servent d'un semblable quand ils font leur entrée solennelle dans leur ville épiscopale ou se rendent à leur cathédrale pour y officier; c'est encore le même qui se suspend sur leur sépulture. La prélature se pare de

vant, confirmé par Pie VII, le 13 décembre 1819, dans la constitution *Cum innumeri :* « Usus collaris et caligarum coloris violacei omnino interdicitur; item et vitta seu cordula in pileo coloris violacei, seu etiam, quo nonnullorum audacia erupit, rosacei aut rubei, quæ nigri duntaxat coloris esse poterunt ; ejusdem coloris sit pariter pileum cum lemniscis stemmatibus imponendum. »

1. Un psautier, à la cathédrale de Moutiers (Savoie), porte la date, le nom et l'écusson du chanoine qui l'a fait relier : I. L. M. — 1677. Le chapeau a deux rangs de houppes. A l'église Sainte-Marie, dans la même ville, un chanoine curé prenait trois rangs de houppes, sur une chasuble en velours de Gênes, fond d'argent, qui est ainsi datée :

. R . D . IOANN . LVD . BERNARD
I . V . D . CANONIC . ET CVRAT.
1680

chapeaux violets à glands rouges ou simplement violets, lors des cavalcades [1] qui se font pour la prise de possession du souverain pontife, à Saint-Jean de Latran. Enfin le noir est la couleur ordinaire du clergé séculier et régulier.

## V

La mitre compte au nombre des pontificaux de l'évêque [2], qui s'en sert aux solennités de l'Église. Il la reçoit des mains de l'évêque consécrateur, qui la bénit préalablement et la lui pose sur la tête [3].

La mitre se retrouve sur les armoiries épiscopales dès la fin du xv^e^ siècle. Elle somme l'écu, et ses fanons sont relevés de chaque côté. Je la trouve ainsi sur la tombe d'un évêque, en 1444, à Sainte-Marie *in Trastevere*, et d'un évêque espagnol à Sainte-Marie-sur-Minerve, en 1485 et 1488; sur le monument funèbre de deux évêques espagnols, à Sainte-Marie de Monserrato, en 1504; sur celui d'un évêque de Césène, à Sainte-Marie *in Ara Cœli* et, en 1555, sur la tombe d'un évêque d'Assise, à Saint-Marcel [4].

Cette coutume, qui régnait en France également à la même époque [5], ne paraît pas s'être maintenue, et elle est tellement tombée

1. Aux cavalcades, les chapeaux prélatices sont noirs en-dessus et violets en-dessous, avec des houppes de cette dernière couleur.

Benoît XIV, par le bref *Maximo* du 13 septembre 1740, accorde l'usage du cordon violet au chapeau aux Abréviateurs du Parc majeur, même lorsqu'ils ont résigné leurs fonctions : « Eisdem majoris Præsidentiæ in Cancellaria Nostra Apostolica Abbreviatoribus præsentibus et futuris ut ipsi omnes et singuli redimiculum galeri, *cordone* vulgariter nuncupatum, in quibusvis functionibus et actibus publicis ac privatis, ubique, etiam dimisso officio hujusmodi, deferre et gestare libere ac licite possint et valeant. »

2. « *Consecrator, deposita mitra, surgit et benedicit mitram, si non sit benedicta, dicens :*

« Domine Deus, Pater omnipotens, cujus præclara bonitas est et virtus immensa, a quo omne datum optimum et omne donum perfectum totiusque decoris ornamentum, bene ✝ dicere et sancti ✝ ficare dignare hanc mitram hujus famuli tui antistitis capiti imponendam. Per Christum Dominum Nostrum. Amen.

3. *Œuvres*, t. III, p. 245 et suiv.

4. Au palais épiscopal de Pistoie, les armoiries des évêques de ce siège furent sculptées en pierre et placées à la façade, aussitôt après leur mort; au-dessous sont inscrits le nom, un mot d'éloge et la date du décès. La série ne devient régulière qu'à partir du xvii^e^ siècle et elle s'arrête au xviii^e^. Chaque écusson est surmonté d'une mitre, par imitation de ceux du xv^e^, qui sont à la partie supérieure.

5. Le *Bulletin du Comité des travaux historiques, archéologie*, 1884, p. 469,

en désuétude qu'aucun évêque italien ne timbre ses armoiries de la mitre, qu'ailleurs on pose, au moins depuis deux siècles, à l'angle supérieur et dextre de l'écu pour faire pendant à la crosse.

En Italie, la mitre n'est portée que par les abbés généraux d'ordres et les chanoines qui en ont le privilège, par concession expresse du Saint-Siège, ainsi que les autorise un décret de 1752 [1]. Les abbés la placent à l'angle de l'écu, en face du bâton pastoral, et les susdits chanoines, isolée, au-dessus de leur blason. Quant aux chanoines et dignités qui n'ont l'usage de la mitre qu'à titre de *pontificaux*, ils ne peuvent en timbrer leurs armoiries, la Congrégation des Rites l'ayant prohibé, en 1822, par un décret que confirma Pie VII, le 12 juillet 1823, par la constitution *Decet Romanos Pontifices* [2].

Mais il importe d'observer que pour les évêques, comme pour les abbés généraux, la mitre représentée est toujours la mitre précieuse, c'est-à-dire à fond blanc, avec broderies et orfrois d'or, le tout semé de pierres précieuses. La mitre canoniale, au contraire, est entièrement blanche, sans broderies d'aucune sorte et avec des franges rouges aux extrémités des fanons [3].

cite un écusson épiscopal du XIIIe siècle, mi-parti de l'évêque (armes de famille) et de l'épiscopat : une mitre au-dessus d'une crosse tournée en dedans Les deux mêmes insignes combinés surmontent un écusson dans l'église collégiale d'Oiron (Deux-Sèvres), au XVIe siècle, mais la crosse est tournée en dehors.

1. Benoît XIV, dans son bref *In throno justitiæ* du 28 février 1752, cite le décret de la Congrégation des Rites qui permet aux chanoines de la métropole d'Urbino de timbrer leurs armoiries de la mitre seule, sous le chapeau.

« An in insigniis et armis suæ familiæ appositis vel apponendis in paramentis sacris aliisque rebus ecclesiam concernentibus, loco mitræ vel una cum ipsa, pileum apponere valeant? — Affirmative quoad mitram tantum, et amplius. Die 29 januarii 1752. »

J'ai vu à Bénévent l'écusson d'un chanoine, daté de 1725, où l'écu est timbré d'une mitre et sommé d'un chapeau à trois rangs de houppes, mais disposées : *une, deux* et *une*.

2. « In insigniis seu stemmatibus familiæ mitra non apponatur, nisi solo in casu quo expresse concessum sit in literis apostolicis. »

3. La Congrégation des Rites répond, le 22 avril 1684, aux chanoines de Palerme que leur mitre ne peut pas être en damas ni en soie, mais simplement en toile : « An mitra debeat esse, uti hactenus, ex serico damasceno aut ex oloserico ormisino cumque fregiis aureis? S. C. respondit : Ex tela. »

La Congrégation des Rites enjoint au prévôt de Sainte-Agathe, de la ville de Côme, de ne pas se servir de la mitre précieuse : *Non posse uti mitra preciosa.* 14 juin 1687.

Les chanoines de Bari ayant demandé à continuer l'usage de la mitre de drap d'or, la Congrégation leur répondit le 23 décembre 1829 : « Canonici licite uti valeant pontificalibus.., excepta tantum mitra auro contexta. » Le *Votum* du con-

En France, avant la Révolution, les abbés ordinaires des monastères et les doyens ou premières dignités des chapitres paraient leur écu d'une mitre. Abus ou non, il suffit de dire ici que cet usage n'a plus sa raison d'être, et que, même autorisé et légal autrefois, il a subi, en compagnie d'une foule d'autres choses, les atteintes du Concordat qui a supprimé tous les anciens privilèges.

## VI

La crosse est un des insignes pontificaux que reçoit l'évêque dans la cérémonie de sa consécration [1]. Elle se compose, ainsi que le prescrivent à la fois la tradition et le symbolisme, d'une hampe aiguisée en pointe, divisée par des nœuds et terminée par une volute. Dans le principe, que la crosse fût tournée à dextre ou à senestre, en dehors ou en dedans, cela ne tirait pas à conséquence, comme le prouvent surabondamment une foule d'écussons et de sceaux depuis le XII<sup>e</sup> siècle [2]. En France, les évêques avaient modifié cet ordre de chose en enjoignant aux abbés de ne porter la crosse que

sulteur concluait qu'ils n'avaient droit qu'à la mitre simple : « Simplici ex tela alba cum sericis laciniis. »

La Congrégation des Rites, consultée par l'abbé d'une collégiale : « An abbas collegiatæ ecclesiæ, gaudens usu mitræ, baculi pastoralis... uti possit mitra auriphrigiata et baculo episcopali, vel potius alterius formæ et ab illo distincto? » répond le 27 février 1847 : « Negative, sed mitra tantum ex tela simplici et baculo abbatiali cum velo. »

1. « *Consecrator... benedicit baculum pastoralem, si non sit benedictus, dicens :*

« Sustentator imbecillitatis humanæ, Deus, bene ✠ dic baculum istum; et quod in eo exterius designatur, interius in moribus hujus famuli tui, tuæ propitiationis clementia operetur. Per Christum Dominum nostrum. ℟. Amen.

« *Deinde illum aspergit aqua benedicta. Tum sedens, accepta mitra, solus tradit illum consecrato coram eo genuflexo, capienti ipsum inter indices et medios digitos, manibus non disjunctis, consecratore dicente :*

« Accipe baculum pastoralis officii, ut sis in corrigendis vitiis pie sæviens, judicium sine ira tenens, in fovendis virtutibus auditorum animos demulcens, in tranquillitate severitatis censuram non deferens. ℟. Amen. » (Pontifical. Roman., *De consecr. elect. in episcop.*)

2. Thomas de Bourlémont, évêque de Toul (1330-1353), plaçait la crosse en pal et à dextre sur l'écusson même, *sur le tout*, comme on dit en blason : cet usage persista en Lorraine pendant tout le moyen-âge, témoins les « monnaies et les sceaux ». (*Bullet. monum.*, 1882, p. 561-562.) Sur le Pontifical de Ferry de Clugny, évêque de Tournai (1474-1480), la crosse est à dextre et derrière l'écu (*Revue de l'art chrét.*, 1889, p. 77). A Oiron, au XVI<sup>e</sup> siècle, l'écu est adossé à la crosse, tournée à senestre. A la même époque, au doyenné de Langres, la crosse, dressée derrière l'écu, est en dedans ou à dextre.

tournée en dedans, ce qui exprimait que leur juridiction était toute intérieure et limitée aux murs mêmes de leurs monastères. Puérilité et vanité que toutes ces vaines précautions que Rome n'a jamais sanctionnées et dont le temps a fait justice.

A Sainte-Marie-sur-Minerve, le xv^e siècle me fournit un écusson d'évêque, appuyé sur une crosse posée en pal et tournée à dextre. L'usage passa vite, car il ne se retrouve pas plus tard, et aujourd'hui il serait impossible d'en suivre la trace oblitérée.

En France, du milieu de l'écu, la crosse, dès le xvii^e siècle, s'est retirée à l'angle gauche, où sa mission était de s'harmoniser avec la mitre placée à l'angle droit. Telle est encore de nos jours la crosse sur l'écusson des abbés généraux d'ordres.

## VII

A défaut de crosse et de mitre, les évêques italiens portent une croix d'or à haute tige, semblable à nos croix processionnelles. La croix domine l'écu et la pointe se distingue à la partie inférieure. Cet usage a pour lui une louable antiquité, car je le constate, de 1458 à 1480, sur le sceau de Nicolas Perotti, évêque de Siponto (*Rev. de l'art chrét.*, 1887, p. 325); en 1495, à Sainte-Marie-sur-Minerve, sur le tombeau d'un évêque de Nicosie, et, en 1504, à Sainte-Marie *in Ara Cœli*, sur celui d'un évêque de Césène.

L'archevêque, primat ou patriarche, occupant dans la hiérarchie un degré supérieur à l'évêque, pour se distinguer de lui, double le croisillon de la croix[1], croix purement de fantaisie et usitée seulement dans l'art héraldique, car celle que l'archevêque fait porter devant lui aux fonctions ecclésiastiques est une croix simple, à une seule traverse.

Suivant la même progression dans le même ordre d'idées, les artistes ont fréquemment attribué au pape une croix à triple croisillon. J'ai déjà protesté contre cette innovation anti-liturgique et anti-héraldique [2], que des Français mal avisés ont voulu imposer au

1. Renaud de Beaune, archevêque de Bourges, mort en 1606, n'avait, derrière son écu, que la croix à double croisillon. (*Bibliophile français*, 1869, p. 377.)
2. *Œuvres*, t. III, pp. 254, 361.

pape lors du jubilé sacerdotal de Léon XIII. Espérons donc qu'à force de le redire l'on finira par nous entendre et que l'on débarrassera l'art chrétien de cette superfétation monstrueuse et inepte.

Je sais bien que Mgr de Ségur, auditeur de Rote, a timbré son blason d'une croix d'or, en qualité de sous-diacre apostolique et de crucigère du pape; mais ceci ne constitue qu'une exception qui, en aucun cas, ne peut avoir force de règle, jusqu'à ce qu'il en ait été décidé autrement en haut lieu.

## VIII

Les ordres chevaleresques décernés par les puissances civiles s'ajoutent à la partie inférieure de l'écusson. La croix pend à son ruban, dont il faut exactement observer les couleurs, et la plaque, abritée sous l'écu, ne laisse apercevoir que l'extrémité des pointes de la croix. Je puis citer à l'appui la pratique constante des chevaliers de Malte.

Ces mêmes chevaliers ont renoncé au chapelet dont autrefois en France ils entouraient leurs armoiries.

## IX

Je grouperai ici mes observations sur des faits ou vieillis ou d'un usage restreint.

Le pallium caractérise la juridiction archiépiscopale. Certains archevêques, non contents de leur croix à double traverse, croient encore nécessaire d'ajouter le pallium pour mieux les faire reconnaître, soit sur le champ même de l'écu, soit en dehors.

Tout au plus pourrait-on, afin de constater le privilège, le tolérer sur les armoiries de certains évêques qui, comme ceux de Marseille et d'Autun, ont le privilège de le porter aux cérémonies pontificales.

Quant au pape, c'est réellement un abus que de le mettre sur ses armoiries, ainsi que l'ont fait plusieurs fois des graveurs français.

La couronne répond à un titre de l'ordre civil : prince, duc, marquis, comte [1], vicomte et baron. Autrefois que nos évêques avaient

1. Jean de Plantavit de la Pause, évêque de Lodève au XVIIe siècle, prenait une couronne de comte pour correspondre à *Montisbruni comes*, qui se lit sur son sceau. (*Messager de la Semaine*, 1872, n° 877.)

des titres attachés à leurs sièges, nous comprenons jusqu'à un certain point qu'ils aient pu adopter les insignes de leur dignité purement laïque. Mais les choses ayant été modifiées par la révolution, nous rentrons forcément dans le droit commun. Or, ce droit est que les ecclésiastiques renoncent à toutes les couronnes civiles auxquelles ils pourraient prétendre en raison de leur naissance ou de leurs fonctions de l'ordre temporel. De là découlent dans la pratique ces deux applications : que le titre de comte romain ne suffit pas pour autoriser le port d'une couronne analogue, et que ceux qui ont rang au Sénat ne sont pas autorisés pour cela à prendre une couronne et le manteau qui l'accompagne.

Toute armoirie complète a ses tenants ou supports.

Comme tenants, on donne quelquefois au pape deux anges [1] (Pie VI) ou saint Pierre et saint Paul (Benoît XIV) [2].

La Congrégation du Cérémonial a décidé que les armoiries des cardinaux n'auraient d'autre distinction que le chapeau rouge, à l'exclusion de tout autre insigne nobiliaire, quel qu'il soit, parce que la dignité cardinalice prime toutes les autres [3]. Les évêques, prélats et dignitaires, tant de la cour romaine que de l'État pontifical, se sont modelés sur ce décret, en sorte que l'écusson est toujours seul et dégagé de tout côté. Cependant, si l'écusson n'avait qu'un seul support qui lui servît de fond, cette particularité serait tolérée, ainsi qu'on a pu le voir pour les cardinaux Piccolomini et Cagiano

1. *Œuvres*, t. III, p. 362.

2. Les évêques de Tréguier avaient adopté, au XVe siècle, de faire tenir leur écusson par un ange debout, qui soutenait aussi de l'autre main la mitre précieuse placée au-dessus de la crosse, dressée en pal derrière l'écu et tournée en dedans. (*Bullet. monum.*, 1886, p. 498, 499.)

3. Innocent X, dans le bref *Militantis Ecclesiæ*, en date du 19 décembre 1644, ordonne d'enlever des armes et sceaux cardinalices les insignes et marques séculières pour n'y laisser que le chapeau rouge ennobli par le sang de Jésus-Christ.

La formule du serment des cardinaux contient ce passage : « Ego... promitto et juro me ab hac hora deinceps et quamdiu vixero.... motum proprium Innocentii Papæ X... super expunctione coronarum aliarumque notarum sæcularium a gentilitiis eorumdem cardinalium insigniis, sigillis seu armis.... juxta tenorem mihi plene cognitum, me ad unguem observaturum, neque quidquam quod ejusdem cardinalatus honori et dignitati quovis modo et ex quavis causa repugnet aut diminuat, acturum. »

Voici un fait récent qui confirme cette règle : Le cardinal de Bonnechose fit peindre, pour les suspendre à la porte de son titre, ses armoiries telles qu'il les portait en France, avec la couronne ducale et le manteau de sénateur. Le maître des cérémonies apostoliques qui l'assistait, Mgr Cataldi, crut de son devoir de faire descendre le panonceau pour y effacer ces deux insignes insolites.

de Azevedo qui faisaient enserrer leur écusson par un aigle à deux têtes.

Cette concession me conduit naturellement à parler d'une autre qui concerne le cimier. On le remarque sur les armoiries du cardinal Patrizzi, qui a un négrillon soutenant la devise *Sola fides*, et dans celles du cardinal Barnabo, qui porte un taureau. Il y a peu de temps, feu le cardinal Simonetti avait pour cimier un pélican avec sa piété.

La devise s'est généralisée parmi nous, depuis le Concordat seulement, car auparavant, si elle existe, ce n'est qu'à l'état d'exception. En Italie, elle est inconnue ou tout à fait exceptionnelle [1]. La devise est faite pour les contre-sceaux et, à ce titre, elle figure sur les bulles pontificales que souscrivent le pape et les cardinaux [2].

En France aussi, c'est l'usage de mettre sous l'écusson deux branches en sautoir de chêne, d'olivier ou de lys. Sans blâmer formellement cette manière de faire, je me conterai de dire qu'elle est nouvelle et ne procède que très vaguement du passé ; car sur les anciens monuments où ces branches se constatent, elles n'ont aucune valeur héraldique et ne sont motivées que par le seul désir d'ornementer davantage les armoiries.

Encore un usage disparu, celui du bourdon que les prieurs réguliers ou les préchantres des cathédrales dressaient en pal derrière leur écu.

## X

Pour résumer tout ce qui précède et en rendre l'application plus facile, il ne sera pas inutile d'envisager d'ensemble ce que nous avons étudié au détail.

Reprenons suivant l'ordre des dignités :

Le Souverain Pontife timbre ses armes de la tiare et de deux clefs en sautoir, qui, par concession, deviennent l'insigne des basiliques patriarcales.

1. Paul Passionei, sur sa tombe, datée de 1766, porte, à son écusson, en qualité de Clerc de la Chambre apostolique et de prolégat d'Avignon, un chapeau à trois rangs de houppes : au-dessus est la devise, purement religieuse, qui ne se rapporte pas au meuble des armoiries, un *arbre :* GLORIA IN EXCELSIS DEO.

2. *Œuvres*, t. IV, p. 17.

Les basiliques majeures et mineures, ainsi que les familles papales, timbrent avec le pavillon et les clefs en sautoir.

Les cardinaux somment leur écu d'un chapeau rouge à cinq rangs de houppes.

Les archevêques ont droit à une croix à double croisillon et au chapeau vert à quatre rangs de houppes.

L'évêque prend une croix simple et un chapeau vert à trois rangs de houppes.

Les abbés généraux timbrent l'écusson d'une mitre et d'une crosse et le somment d'un chapeau de sable à trois rangs de houppes.

## XI

Tout dignitaire du clergé régulier qui accepte des fonctions ecclésiastiques dans le clergé séculier joint à ses armoiries personnelles celles de l'ordre auquel il appartient. Il les met à son gré en parti ou en chef. Pour ne citer que des exemples récents, Benoît XIII mettait l'écusson des frères prêcheurs au-dessus du sien, Clément XIV abaissait ses armoiries sous le chef de l'ordre de saint François, et Pie VII et Grégoire XVI faisaient un mi-parti, l'un des bénédictins et l'autre des camaldules. Cette règle s'observe seulement pour les dignités épiscopale, cardinalice et papale, et non pour les dignités conventuelles.

Jamais on ne doit s'aviser, ce que j'ai pourtant vu en France, de superposer ses propres armoiries à celles de l'ordre ou de l'institut auquel on appartenait par sa profession.

## XII

Les armoiries, ayant pour but immédiat de faire reconnaître les personnages dont elles précisent la dignité, ont pour cela même une destination éminemment utile et pratique. Voici les règles les plus ordinaires relativement à leur emploi.

Les armoiries se placent en tête de tous les documents officiels, manuscrits ou imprimés, afin de faire voir au premier coup d'œil de qui ils émanent.

Elles se gravent sur le sceau, afin de donner un caractère d'authenticité aux pièces sur lesquelles on l'appose,

Elles reparaissent sur les panonceaux en bois peint que l'on dresse, en signe de juridiction ou de protectorat, aux portes des églises, monastères, séminaires, hôpitaux, oratoires de confréries et autres lieux pies. C'est ce qu'observent à Rome et ailleurs le pape, les cardinaux et les prélats, ainsi que les évêques dans leurs diocèses respectifs [1].

Tout lieu exempt et relevant directement du Saint-Siège portera les armoiries du Souverain Pontife. Le cardinal met les siennes sur les établissements dont il a été établi le protecteur par indult apostolique. Enfin les prélats ou dignitaires, chargés à titre quelconque de l'administration spirituelle ou temporelle ou même purement honorifique d'une confrérie, ne négligent pas de constater leur prééminence par un écusson placé au-dessus de la porte de l'oratoire, de la confrérie ou du lieu pie confié à leurs soins [2].

Les armoiries sont un signe de propriété [3], ou de donation sur les vases sacrés, les ornements d'église et les tentures dont on pare le lieu saint [4].

1. « C'est nostre Roy qui est le protecteur de ceste église (St-Jean-de-Latran), et ses armes le tesmoignent hautement, estant au-dessus de la grande porte, avec celle de l'ambassadeur et du cardinal protecteur ». (Vologer-Fontenay, chanoine de N.-D. de Chartres, *Voyage faict en Italie par M. le marquis de Fontenay-Marveil.* Paris, 1643, p. 141.)

2. « *Anconitana.* — Prior conventus et ecclesiæ S. Dominici Anconitanæ diœcesis valde dolenter conquestus est de confratribus societatis Rosarii positæ in eorum ecclesia, quod propria auctoritate et repugnante dicto priore, ausi fuerint supra januam ecclesiæ in publ co exponere insignia Protectoris dictæ confraternitatis, aliaque facere in dedecus et præjudicium libertatis suæ ecclesiæ, supplicans declarari an hæc liceant? Et S. Rituum C. respondit : Non licere supra januam ecclesiæ in publico, bene tamen posse permitti ut ponatur supra cappellam confraternitatis intus ecclesiam. Die 9 Decembris 1628. » (S. R C.)

3. « Arma et insignia solent apponi in operibus publicis ad acquirendum et demonstrandum jus in illis. Rota, pars XIV, decis. 537, n° 9. Hinc eorum insculptio demonstrat rem esse de dominio et pertinentia illius cujus sunt arma et insignia. Rota, pars XVII, decis. 139, n° 5. » (Ferraris, t. I^er^, col. 810.)

4. « Hunc morem magis in dies servari videmus nostris hisce temporibus ut sepulcris arma et insignia defunctorum nomen et familiam referentia affigantur. » (Ferraris, t. I^er^, col. 810.)

« Videmus... in sedilibus, scamnis et scabellis templorum signum fieri, nomen imprimi, arma pingi vel sculpi ne loco moveantur vel aliorum usui pateant per traditionem. Et insignia, stemmata seu arma sculpi vel pingi in parietibus, portis, turribus ecclesiarum, in capellis, altaribus, imo etiam quandoque in fonte baptismali, ut observat Rota, pars IX, decis. 115, n° 5. » (Ferraris, t. I^er^, col. 810.)

Pour les vases sacrés, la sacrée Congrégation des Rites ne fait pas difficulté de les autoriser, laissant au goût de chacun le soin de les placer où bon lui semble.

Pour les vêtements, il y a un ordre traditionnel que l'on ne pourrait changer ni modifier sans de graves motifs. Ainsi l'écusson se brode sur la chasuble, au bas de l'orfroi de la partie postérieure [1]; sur la chape, en avant, au bas de chaque orfroi [2]; sur la tunique et la dalmatique, au bas du dos [3]; sur l'étole, de chaque côté et à hauteur de la poitrine [4]; sur la tiare et la mitre, aux extrémités des fanons; sur le devant d'autel, au milieu ou de chaque côté de la croix; sur le dais, tant de l'autel que du trône et des processions, aux extrémités des pentes.

Les cardinaux jouissent du privilège d'avoir dans leur antichambre un dais surmontant une espèce d'autel, *credenzone*, à gradins et entouré de bancs. Les armoiries s'étalent sur le dossier du dais et sur les bancs; on en orne aussi les portières de leurs voitures. Les évêques peuvent avoir un dossier armorié, mais sans dais.

Les basiliques ont leurs panonceaux à l'extérieur de l'édifice, et leur écusson sur les banquettes du trône et des chapiers.

Le cierge pascal porte, à Rome, les armoiries de l'église ou de l'ordre [5]. On écussonne aussi ceux qui sont offerts au pape, à la Chandeleur.

1. L'écusson est sur la croix de la chasuble, en avant, à l'intersection des bras, sur la tombe d'un évêque de Spolète (1403), à St-Pierre du Vatican et sur celle du cardinal Michel Bonello, créé par S. Pie V, à Sainte-Marie de la Minerve.

2. Le musée de Cluny possède (n° 2430) une chape, provenant de l'abbaye de Cluny, qui fut brodée au XVI[e] siècle. Au dos sont les armes de France. Au chaperon, au-dessous de la cène, le donateur est agenouillé, vêtu du surplis et l'aumusse au bras; son patron l'assiste, les pierres qu'il a à la main et sur la tête, ainsi que la dalmatique, le font reconnaître pour S. Etienne. Devant le donateur figure son écusson : *d'azur, au chevron d'or, accompagné en chef de deux étoiles et en pointe d'un rencontre de bœuf de même.*

3. Dans les grottes vaticanes sont les statues couchées des cardinaux-diacres Fonseca (1422) et della Porta (1434) : leurs armoiries ressortent sur la plaque de la dalmatique, placée à hauteur de la poitrine.

4. S. Pie V, dans une fresque du cloître de la Minerve, a ses armes à l'extrémité de l'étole, au-dessous de la croix, comme il se pratiquait au XVI[e] siècle.

5. « Le roy fut le premier à l'offrande, tenant un cierge de cire blanche escussonné de ses armes... Sa majesté fut à l'offrande, précédée des officiers de l'ordre et suivie des chevaliers, qui portaient chacun un cierge blanc à leurs armes. Le roy, les chevaliers et officiers de l'ordre, retournèrent à l'église... pour ouïr les vêpres des chevaliers trépassez. Au milieu du chœur estoit une haute chapelle ardente, revestue de cierges jaunes aux armes du roy deffunt, Henry le Grand. »

Les armoiries, au sacre des évêques, ornent les pains et barils offerts au consécrateur [1].

XIII

La présence des armoiries sur les vêtements sacrés et les ornements d'église soulève une question que je ne veux pas éluder, à savoir si leur apposition est permise et convenable.

Non seulement je ne connais aucune loi canonique qui s'y oppose, mais je constate que les Congrégations Romaines ont donné raison à l'Eglise de Rome, qui suit cet usage, au moins depuis le XIIIe siècle, sans parler de la coutume, qui a maintenu cette tradition jusqu'à la Révolution [2].

(*Relation de toutes les cérémonies qui s'observent en la création des chevaliers de l'ordre du Saint Esprit*. Paris, 1662, in-4, p. 20.)

1. « Panes et barilia ornentur, duo videlicet videantur argentea et duo aurea, hinc et inde insignia consecratoris et electi habentia. » (*Pontific. Roman.*)

2. *Œuvres*, t. Ier, p. 552; t. II, p. 495; t. III, p. 500, au mot *Armoiries; Revue des Sociétés savantes*, t. II, pp. 87, 218; *Bulletin du Comité historique*, 1851, no 1, pp. 14 et suiv.; *Revue de l'Art chrétien*, 1857, p. 323; 1859, pp. 453 et suiv.; *Revue d'Anjou*, 1858, p. 162.

Citons quelques exemples pour mieux affirmer la tradition :

« Ung vaze de cristal, tourne en cyboire, garny d'un sobassement, ayant quatre griffes tenant chacune une pomme d'agathe, les quatre vertus d'or émaillé au milieu du dict vaze, un couvert aussy d'argent doré, ayant ung escu au-dessus aux armoyries de Nevers et Bourbon, le tout sizellé de demy-tailles et quelques pierres faulces. » (*Inventaire de Fr. de Cleves, duc de Nevers, en 1566*, apud *Bull. de la Soc. Nivernaise*, 1858, p. 29.)

« La chasuble de Brienon... est faite d'une étoffe italienne de soie blanchâtre... l'orfroi façonné à l'espagnole tombe uniformément de chaque côté sans apparence de croix : seulement la face antérieure est ornée d'une espèce de pectoral ou tau, analogue à celui que j'ai vu sur la chasuble de S. Pierre le Dominicain, à Toulouse, et le dorsal est accosté, à la hauteur des épaules, de deux écussons armoriés... Les écussons brodés en or sur fond de soie portent parti : 1° semé de France; 2° coupé de Navarre et d'Evreux, armoiries qui ne peuvent s'appliquer qu'à une seule reine, Blanche, fille de Philippe d'Evreux, roi de Navarre, seconde femme de Philippe de Valois, mariée en 1349, morte en 1398. » (*Revue des Sociétés savantes*, t. II, p. 87.)

De Linas signale un fermail ou *monile* armorié sur une chape donnée par le pape Clément V à Saint-Bertrand de Comminges, dont il fut évêque de 1295 à 1300. « C'est un rectangle d'étoffe, orné de deux moitiés d'écussons armoriés en losange, cousues horizontalement bout à bout et pouvant se blasonner ainsi : 1° Ecartelé, aux 1er et 4e, d'argent au bâton de sable; aux 2e et 3e, de gueules fretté d'or; le tout orné d'azur semé de losanges d'or; d'azur à trois léopards contournés d'or, à l'orle de gueules semé de losanges d'or... Je le crois ajusté après coup; ces armoiries, peut-être fantastiques, ne conviennent nullement à Clément V... Sur les anciennes chapes, le *monile* se remplaçait au besoin par un *tassel* d'étoffe. »

« Item une cappe de soye.... au lieu duquel est un tassiel de soye, broudé de ung

Quant à l'inconvenance de ce droit, je ne puis la comprendre et me permets, en conséquence, de ranger parmi les *pieuses exagérations* les paroles un peu trop *égalitaires* et exclusives que je lis dans les *Mémoires de la Société des Antiquaires de Picardie*, t. VII, p. 505 :

L'usage de mettre les armoiries d'une famille sur les ornements servant au culte a été généralement répandu dans le XIVe, le XVe et le XVIe siècle. Il ne faut pas cependant croire que cette coutume ait été admise par les lois de l'Église. Pour s'en convaincre, il suffit de lire les critiques qu'en ont faites plusieurs écrivains sacrés, tels que Jean Tauler, savant dominicain, mort en 1361 ; Gabriel Paleota, archevêque de Bologne au XVIe siècle, l'ami de S. Charles Borromée, qui a publié un ouvrage contre l'usage des armoiries de l'Église; enfin M. Bourdoise[1], dans son livre des *Sentiments et Maximes*, où on lit ce qui suit : « Ceux qui font porter leurs armes sur

lion noir. » (*Inv. de la collégiale de Saint-Amé de Douai*, ap. *Revue des Sociétés savantes*, t. II, p. 218.)

« Cinq chapes à fond de satin rouge, à rosettes de velours rouge, entourées de lauriers d'or filé, aux armes du chapitre sur la bille, qui sont une chemisette. — Plus une chape à fond d'or..... ayant sur la bille une chemise de Chartres; le chaperon chargé de l'histoire des Innocents, au-dessous duquel est un écusson écartelé..... Donnée par M. le doyen Nantier, servant à M. le doyen aux grands solennels d'hiver. — Plus une autre chape..... sur le côté droit de l'orfroi il y a des armes..... sur l'orfroi du côté gauche sont six autres écussons posés alternativement. — Une chape..... les chaperons et orfrois d'or nué ayant les armes de feu M. Thiersaut, grand chantre de l'église de Chartres. — Une chape,.... dans le chaperon est une Assomption et au-dessous sont les armes d'Illiers. — Une autre chape..... les orfrois..... aux armes de Louis de Bourbon, comte de Vendôme. — Une autre chape .... dont la bille chargée d'un écusson. — Deux chapes..... aux armes de M. Guillard, évêque de Chartres sur les billes. — Deux chapes..... semées d'écussons aux armes de France. — Une chape..... et au bas du chaperon un écusson. — Une chape..... sur le chaperon en pointe un couronnement de la Vierge et au bas un écusson. — Une chape.... et au bas du chaperon un écusson.» (*Invent. de la cathédrale de Chartres en 1783*, ap. *Revue archéologique*, 1889, pp. 37 et suiv.)

1. M. Marsaux (*Anciens aournements conservés dans le diocèse de Beauvais*, p. 29), après avoir dit qu'il fit enlever toutes les armoiries des ornements, cite ce trait emprunté à sa vie (*Vie de M. Bourdoise*, 1714, livre IV, p. 377) : « Un jour, étant allé voir M. de Liancourt et ayant rencontré dans l'antichambre un des officiers, soit qu'il ne le connût pas ou qu'il fit semblant de ne pas le connaître, il lui fit de grandes honnêtetés et lui donna toutes les marques de respect qu'il eût pu donner à un grand seigneur. M. de Liancourt, qui s'en aperçut, en fut surpris et lui demanda pourquoi il en usait ainsi. M. Bourdoise lui dit qu'il avait cru que c'était un homme de qualité. — C'est un de mes domestiques, reprit le duc. — Il ne porte pas vos livrées ni vos armoiries, dit le serviteur de Dieu. — C'est un gentilhomme, répondit M. de Liancourt, et il n'y a que les laquais et les bas officiers qui portent les livrées. — Hélas ! dit M. Bourdoise, je m'estimerais bien honoré si j'étais le dernier de vos domestiques et je porterais volontiers vos livrées; mais Jésus-Christ, le roi des rois, que je représente à l'autel, ne devrait pas les porter. »

des chasubles à des prêtres célébrant la sainte messe comparent ces prêtres à des mulets, puisque les uns comme les autres sont couverts des armes de monsieur et de madame. Chose infâme, toute remplie de superbe pour les messieurs et les dames, et de bassesse de courage pour les prêtres. Tauler, savant dominicain, dit que ceux qui mettent des armoiries ou des noms sur des présents faits à l'Église cherchent leur récompense sur la terre. Un vassal aurait mauvaise grâce à mettre ses armes sur un présent qu'il veut faire à son seigneur. L'autel et le prêtre, qui représentent Jésus-Christ, sont-ils moins estimables qu'un écuyer, qu'un valet de chambre? Faut-il les mettre au rang des chars et des laquais, en faisant porter leurs livrées aux uns et aux autres. »

Collet, dont le jugement avait été faussé par le gallicanisme, hésitait à accepter les armoiries. Cependant il n'était pas sur ce point aussi absolu que les écrivains qu'il citait. Son opinion mérite d'être reproduite :

C'est une question, dit-il, de savoir si un curé ou toute autre personne en place peut recevoir des ornements ou des calices sur lesquels le donateur a fait mettre ses armes. Le père Alexandre [1] et l'auteur des *Obligations ecclésiastiques* le nient. Quelques autres l'ont fait devant et après eux; et il s'en est trouvé d'un zèle plus ardent, qui ont dit sans détour que les armoiries d'un seigneur vont bien sur la housse d'un mulet, et très mal sur la chasuble d'un prêtre. Il y a en tout cela plus de feu que de raison. Écoutons ce qu'en dit un homme très pieux et très éclairé, je ne ferai que transcrire ses termes [2] : « Je demeure d'accord de trois choses que le père Alexandre et l'auteur des *Obligations ecclésiastiques* ont fort bien remarquées : la première, que ceux qui font sans éclat et en secret des libéralités aux églises, par un véritable esprit d'humilité, en recevront de grandes récompenses devant Dieu, et c'est à quoi l'Écriture nous dit de cacher notre aumône dans le sein du pauvre. *Conclude eleemosynam tuam in corde pauperis* (Eccl., XXIX, 16); la seconde, que ceux qui, par vanité, font mettre leurs armes sur les ornements qu'ils offrent à Dieu, sont des imitateurs de Caïn ; et qu'on peut dire d'eux ce que S. Ambroise a dit de lui, et ce que le père Alexandre leur a appliqué : *Bene obtulerunt, sed male diviserunt*, et en ce cas il est vrai, selon l'oracle prononcé par Jésus-Christ, qu'ils ont reçu leur récompense en ce monde : *Receperunt mercedem suam*. Enfin je conviens qu'il y a plusieurs personnes qui font mettre leurs armes dans les églises, sur les vases sacrés et sur les ornements, d'une manière ridicule et tout à fait indécente; et c'est pourquoi il est juste de s'y opposer, comme je le dirai dans la suite.

1. Nat. Alexander, lib. II, *De euchar.*, cap. VII, art. 3, n° 8.
2. *Résolutions de plusieurs cas de conscience*, etc., par messire André Roger de la Palluelle, etc., part. 2, lettre 6, p. 241, édit. de 1714.

« Mais comme le saint Évangile qui nous défend de faire le bien par ostentation et par vanité nous exhorte aussi de faire éclater notre justice devant les hommes, afin que Dieu soit glorifié et que notre exemple excite les autres à nous imiter, j'estime qu'un donateur peut avoir un très bon motif pour faire mettre ses armes sur les ornements qu'il donne à l'église, et qu'on ne peut sans témérité condamner cette action, puisqu'elle peut être bonne ou mauvaise, selon les différentes intentions qu'on se propose....

« On ne saurait donc trop blâmer le zèle outré des ecclésiastiques qui arrachent les armoiries des ornements qui ont été donnés à l'Église; car les prélats les plus sévères ont permis par leurs statuts l'usage des anciens ornements timbrés des armes des donateurs et ont seulement défendu d'en accepter de pareils à l'avenir. Les ecclésiastiques n'éviteraient pas sans doute la punition d'un tel emportement s'ils étaient entrepris pour ce sujet, comme il fut jugé contre le sieur de Bacqueville, seigneur en partie de la paroisse de Garge, près de Saint-Denis en France, par arrêt du Parlement de Paris du 21 mars 1652. Le seigneur ayant ôté par violence les armoiries qui étaient sur une bannière que M. Hust, secrétaire du Roi, avait donnée à cette église, fut condamné par corps de la restituer en l'état où elle était, lorsqu'elle avait été donnée.

« Je connais une famille où l'on s'est fait, depuis plus de deux cents ans, une loi d'entretenir d'ornements une église paroissiale. Les enfants de cette maison, voyant les armes de leurs ancêtres sur les ornements et sur les chandeliers d'argent qui sont dans cette église, se disent les uns aux autres : Voilà ce que notre bisaïeul, ce que notre aïeul et ce que notre père ont donné à Dieu; suivons leur exemple et inspirons ce même sentiment à nos enfants.

« Pour moi, comme je ne pénètre point dans le secret des cœurs, je crois que les seigneurs de cette famille ont fait mettre leurs armes sur les ornements qu'ils ont donnés à cette église, comme une marque de la protestation intérieure qu'ils ont faite en les donnant, que leur famille, leur noblesse, leurs biens et leur autorité viennent de Dieu et lui sont entièrement soumis. »

Quoiqu'on ne se lasse point d'entendre un écrivain si sage, si judicieux, nous dirons, pour abréger, qu'après avoir solidement répondu aux objections, il fait quelques remarques qui méritent de trouver place ici. La première, que devant Dieu il n'y a point de différence entre les armes d'un prince et celles d'un simple gentilhomme, d'où il laisse à conclure qu'on ne voit pas pourquoi le catéchisme de Montpellier, en permettant les unes, a défendu les autres. La seconde, qu'il y a beaucoup d'armoiries indécentes qu'on aurait honte de voir sur les ornements sacrés ; telles sont celles d'une femme échevelée, d'un Bacchus nu, d'un pourceau, d'une chauve-souris ; la troisième, qu'il y a des seigneurs qui placent leurs armes dans des lieux où l'on a horreur de les voir, par exemple au-dessus du

tabernacle et des images des saints. « Elles doivent, dit notre auteur, être placées, d'une manière simple et modeste, au bas des chasubles et des autres ornements, sous les pieds des images des saints patrons des églises. On ne doit point les graver sur le pied des calices, par dehors, mais par-dessous, parce qu'il ne doit y avoir rien de gravé par-dessus qu'une croix, au lieu de laquelle, dit Tertullien, on mettait autrefois l'image du bon Pasteur portant une brebis sur ses épaules. »

De tout cela il suit deux choses : l'une, qu'il est plus louable à un seigneur de s'abstenir de mettre ses armes sur les ornements qu'il donne à l'Église que de les mettre ; l'autre, qu'un curé peut absolument recevoir des ornements timbrés d'armoiries, lorsqu'elles n'ont rien d'indécent et que les statuts du diocèse ne le défendent pas. L'auteur que nous avons suivi jusqu'ici le prouve par le fait d'un bon nombre d'évêques d'un mérite distingué. Il n'eût pas manqué d'ajouter, s'il l'eût su, que dans le séminaire de Saint-Firmin, où j'écris, il y a, grâce à la pieuse libéralité de l'illustre et respectable cardinal Denhoff [1], une chasuble de S. Charles Borromée, sur le bas de laquelle sont ses armes. Et quel homme aima jamais mieux les bonnes règles et aima moins à s'en écarter [2] ?

## XIV

Benoit XIV s'est occupé de la question à un point de vue spécial, celui des causes de béatification et de canonisation, parce que l'apposition des armoiries pourrait être considérée comme acte de vanité. Cependant, il rend témoignage à l'usage constant et ne le blâme pas, s'il ne s'y rencontre ni orgueil ni ostentation, mais seulement le désir de renseigner la postérité et de provoquer des dons analogues.

Alia controversia aliquando etiam excitata est, in examine virtutum servorum Dei, de suæ familiæ stemmatibus aut de suis nominibus appositis in templis, capellis, hospitalibus, publicis ædificiis aut etiam sacris supellectilibus, ipsorum auctoritate aut ære constructis et elaboratis, an hæc videlicet jactantiæ aut vanæ gloriæ indicia sint. Si huc contingant, insciis ipsis Dei servis (nec enim novum est id accidere posse), nulla superest occasio dubitandi de vana gloria. Carolus a Basilicapetri, episcopus Novariensis, in *Historia S. Caroli Borromæi*, lib. 7, pag. 472, hæc refert : « Cum in summis porticibus ædium canonicalium insculpta inspexisset insignia Borromæia, facta jussit excidi et in posterum facienda

1. Jean Casimir, cardinal Denhoff, évêque de Césène, dans la Romagne, mort en 1697.
2. Collet, prêtre de la mission, *Traité des saints mystères*, édit. de 1823, p. 315-319.

prohibuit; quæ tamen, curante nemine Caroloque amplius non advertente, in ipso operis principio remanserunt. » Fieri ergo potest ut, insciis Dei servis, ipsorum stemmata apponantur vel ut, ipsis reluctantibus, persistant; et ex modo relatis desumi potest sic rem se habuisse in candelabris quoque argenteis ab eodem S. Carolo Borromæo dono datis basilicæ liberianæ, cujus erat archipresbyter[1], in quibus etiam hodie apparent insignia familiæ Borromeæ [2], ac in publicis ædificiis et signanter in scholis publicis Bononiæ constructis dum legati de latere munere fungebatur; idque eo magis cum toto fere tempore quo dictum munus exercuit, Romæ apud summum pontificem Pium IV moratus sit et civitatis comitatusque gubernatio esset apud ejus prolegatum Cœsium, episcopum Narniensem.

At si stemmata et nomen, scientibus et volentibus Dei servis, apposita sint, Thaulerus, *Serm. I in dominica octava post Trinitatem,* sine ulla dubitatione damnat eos qui sua insignia vel vestibus sacris vel aliis rebus ad templorum usum destinatis appingunt. Mitius judicium fertur a Nicolao Alemanno, *De Lateranensibus parietinis*, cap. 3, pag. 13, et cap. 7, pag. 39, ubi, allata antiquitate usus nomen et stemmata apponendi, subjicit : « Scio hanc nonnullorum censoriam esse severitatem, qui omni titulorum, imaginum et inscriptionum usui interdictum modestiæ legibus volunt et de majorum sanctitate gravitateque probe ac digne sentire se putant cum suas illos imagines vel pictas vel fictas poni minime passos fuisse contendunt; memoriæ vero clarorum virorum ad posteros derivandæ unum satis esse arbitrantur recte factorum testimonium. Verum enim majores nostri, probitate et modestia insignes, eam consuetudinem, ut parce, ita citra vituperationem usurpasse istos etiam censoribus videri possunt. Exstant ad hanc diem imagines ad vivum expressæ, quas sibi posuerunt Innocentius II in basilica Callistiana sub Janiculo, Paschalis I trans Tiberim ad Sanctæ Ceciliæ et ad sanctæ Praxedis in Exquiliis. » Idem Nicolaus Alemannus alia subdit exempla, quibus addi posset exemplum S. Pii V, familiæ quippe Ghisleriæ insculpta insignia apparent una cum inscriptionibus in angulis ædium ab eo in Urbe assignatarum tribunali sanctissimæ Inquisitionis [3]. Apud cardinalem Baronium, in *Annal.*, ad an. 324, n. 117, eximiis laudibus exornatur modestia Constantini imperatoris, qui, licet ecclesias innumeris beneficiis cumulasset, noluit tamen in eis inscriptiones apponi quibus beneficiorum a se collatorum memoria ad posteros transmitteretur [4] : « Illud memoria dignum est quod, cum tam celebres et insignes memorias in honorem Dei atque sanctorum, tum Romæ, tum in aliis plurimis orbis Romani locis, Constantinus erexerit, in nulla ipsarum modestissimus impe-

1. *Œuvres*, t. I, p. 395, n° 32.

2. Ces chandeliers n'existent plus, mais ses armes se voient encore dans l'église de Sainte-Praxède, dont il fut titulaire et qu'il répara.

3. Ses armes se rencontrent aussi en diverses parties du Vatican. (*Œuvres*, t. II.)

4. Ce n'est pas exact, car le *Liber pontificalis* dit expressément que son nom fut apposé sur le sarcophage de bronze de S. Pierre; il figurait également sur la mosaïque absidale de la basilique Vaticane.

rator reperitur sui nominis memoria titulum insculpisse contempsisseque christianum principem quod alii ante eum imperatores magno studio affectassent, quorum qui omnium optimus a gentilibus habebatur, Trajanus, quod in operibus singulis a se erectis affixisset titulum sui nominis, idem noster Constantinus (ut auctor est Aurelius Victor) illum eo dicterio lepide quidem et urbane derisit, dicens Trajanum esse herbam parietinam, nimirum quod, sicut illa, passim reperiretur muris inhærens [1]. »

Concludendum est itaque laudabilius esse et magis perfectum ab hujusmodi appositione stemmatum et insignium abstinere, quemadmodum, post longam disputationem, concludit Gabriel cardinalis Palæotus, *De imaginibus sacris et profanis*, lib. 2, cap. 50, § *Existimamus;* et late prosequuntur Marescallus, in lib. *De juribus honorificis*, pag. 157, sub tit. *De zonis funereis;* Merbes., in *Summa christiana*, par. 1, quæst. 22, p. 283, § *Decentius*; Theophilus Raynaudus, tom. XV, in *Heteroclit. spiritual.*, pag. 134, lib. 1, sect. 2, punct. 3, n. 17, ubi ait : « Non est igitur semper et ubique anomalum et ad pietatem heteroclitam referendum quod quis sacro donario affigat sua insignia, quamvis, per se loquendo, sit minus perfectum quam si absque positione nominis sui in terris suis uni gloriæ Dei formaliter et explicite serviretur. »

Minus laudabile sed honestum et commendatione etiam dignum esse potest propria stemmata et insignia et inscriptiones ponere, si id fiat absque ulla superbiæ seu ostentationis intentione, si sobrie fiat, si ut cæteri excitentur ad opera similia facienda, si ut perenne exstet monumentum patrocinii quo quis implorat sanctorum, in quorum honorem ædificium construxit. « Itaque, si quis est (prosequitur cardinalis Palæotus, *l. c.*, pag. 370) qui hæc signa ponere in ecclesiis et rebus sacris adjungere cogitet, illud in primis est illi curandum ut seipsum colligat et diligenter finem excutiat, utrum alios exemplo suo in exornandis ecclesiis incitari velit, utrum se sancto illo commendet illumque sibi patronum adsciscat, an vero se et alios vocet ad imitandum sancti martyris fortitudinem, patientiam et alia præclara facta, an ut auctoris desiderium appareat cupientis cæterorum animos ad Dei observantiam his picturis et ornamentis excitare, an ab hominibus petat ut Deum pro salute ipsius qui opus illud curavit faciendum precentur, an vero communem mundi errorem sequatur et popularem ac levem vanitatis auram captet. » Cui adhæret Theophilus Raynaudus, tom. IV, *De virtutibus et vitiis*, lib. 6, sect. 2, cap. 16, et tom. VIII, in *Sancto Joanne Benedicto*, punct. II.

Demum vanum est et vitiosum prædicta facere ad hominum gloriam captandam, ut recte ait S. Antoninus, in *Summa*, par. 2, tit. IV, cap. 1, sub § 4 : « Ad hoc vitium (scilicet inanis gloriæ) pertinet quod aliqui faciunt ecclesias, hospitalia, capellas, calices, paramenta cum armis suis,

1. Quoi qu'il en soit de cette saillie plus ou moins authentique, il est curieux de voir Constantin se dresser à Rome un arc de triomphe avec les débris de celui de Trajan et y ajouter son propre nom.

quando hoc faciunt ut laudentur. Psal. 5 : *Gloriabuntur in te, Domine, omnes qui diligunt nomen tuum* : in te, inquit, non in se. » (Benedict. XIV, *De serv. Dei beatif. et beat. canoniz.*, lib. 3, cap. 40, n. 14.)

Benoit XIV passe avec raison pour un grand canoniste, mais ici, comme ailleurs, il vise trop à l'érudition, c'est-à-dire qu'il ne manifeste pas suffisamment son opinion personnelle, s'étayant plutôt du témoignage d'auteurs qui sont loin d'avoir souvent sa valeur[1]. Voilà pour la théorie; en pratique, c'est tout différent. Pape, il a suivi sans hésiter l'usage romain, apposant son nom et ses armes partout où c'était nécessaire comme renseignement historique, par exemple aux façades de Ste-Marie-Majeure et de Ste-Croix de Jérusalem.

## XV

Je tiens maintenant à montrer, par des textes officiels, que le droit canonique se prononce pour la légitimité des armoiries dans les églises.

La Congrégation du Concile a rendu sept décrets sur la matière,

1. Benoit XIV écrivait dans une lettre du 30 juin 1745 : « Les érudits en matière ecclésiastique sont de trois sortes. Les uns ont une bonne bibliothèque, une lecture continuelle et une excellente mémoire de ce qu'ils ont lu; ils ne sont pas seulement bons dans la conversation, mais à l'occasion ils peuvent fournir de bons renseignements. S'ils ne vont pas plus loin, ils risquent en pratique le plus souvent d'être, non seulement inutiles, mais dangereux. De ce nombre (soit dit confidentiellement) sont les deux cardinaux Passionei et Monti et peut-être aussi, s'il vivait, M[gr] Fontanini. Il en est d'autres qui n'ont pas de bibliothèque de cette espèce et ne savent où mettre la main en cas de besoin, mais ils possèdent pour capital une bonne logique, une bonne expérience quand ils profèrent un jugement et savent faire un bon usage des renseignements que fournissent les premiers. Ils ont bien leur prix, mais non complètement, parce qu'ils ne travaillent pas sans l'aide des autres et que, manquant des principes de la critique ecclésiastique, ils fondent leur système sur des auteurs sans renom ou sur des monuments suspects. Parmi ceux-ci on peut ranger même les plus célèbres canonistes du barreau qui sont actuellement à Rome. Il en est d'autres enfin qui ont à leur disposition la bibliothèque, la mémoire des choses lues et des faits, une bonne logique, un jugement adéquat, qui sont pénétrés de leur devoir et connaissent les auteurs applaudis, ainsi que les monuments non controversés. Ceux-ci méritent véritablement d'être plus considérés que les autres et parmi eux la première place est due à l'abbé Muratori, car le Saint-Siège a besoin d'eux. » (*Archivio storico italiano*, 5[e] sér., t. 11, p. 250.)

Chose étrange, l'utile et très estimé Muratori ne fut ni cardinal ni prélat, tandis que la faveur atteignait les *inutiles* et *dangereux* Passionei et Monti ! C'est, hélas ! l'histoire de tous les temps : les honneurs ne sont pas toujours pour les plus méritants et les plus dignes.

de 1700 à 1703. Zamboni en donne ainsi le résumé sous la rubrique *Stemma gentilitium*, dans sa *Collectio declarationum S. C. card. sacri concilii Tridentini interpretum* (Arras, 1867, t. III, p. 268):

1. Societatem ecclesiæ Plagarum SS. Domini appositionem insignium tam Joannis Bartoli quam sui hæredis in lateribus majoribus altaris ejusdem ecclesiæ, quod exornandum pii testatoris præcepto erat, vetare posse S. C. decrevit. Romana, *Appos. insig.*, 4 sept. 1700, dub. 3.

2. Ecclesia cathedralis, ob terræ motum eversa, sumptibus fabricæ ejusdem a fundamentis reædificata fuit. Hac occasione plura episcopus stemmata sua gentilitia apposuit. Ad eorumdem remotionem institit capitulum. Et S. C. esse locum remotioni insignium ac stemmatum gentilitiorum episcopi, præterquam quoad stemma appositum in januæ fastigio, ubi nomen episcopi ac divi Pauli insculptum erat, sancivit. Melevitana, *Insig.*, 12 decem. 1705, dub. 1, confirmata 11 sept. ejusd. anni et 29 januar. 1707.

3. Deinde non esse moderandam prædictam fastigii januæ appositam inscriptionem mandavit, etsi grandioribus litteris nomen episcopi cælatura notaretur, 5 junii 1706, dub. 2; confirmata *ibid.*

4. Capellam in ecclesiam fratrum min. conv. S. Francisci terræ Argentæ et ejusdem altare exornavit hæres Dionisius; stemma familiæ de Martiis, antiquæ capellæ patronæ, abrasum videns, postulavit num præfati patres stemma tenerentur in antiquo loco reponere. Responsum audivit ut hoc hæredibus propriis sumptibus facere liceret. Ravennaten., *Appl. miss.*, 17 aug. 1737, dub. 4.

5. S. C. consulta an a patribus carmelitis oppidi Vulturis apponi testatoris Joannis Augustini de Capellis stemma super parietes conventus et ecclesiæ possit, ac etiam innovari vel destrui in eisdem absque consensu patronorum pro tempore et eorum stemma, absque istorum consensu noviter depictum super dictos muros, sit delendum vel insimul apponendum etiam familiæ fundatoris stemma? S. C. Dilata rescripsit et ad mentem. Januæ, *Capellan.*, 26 feb. 1752, dub. 7.

6. Quum canonicus Joannes Maria aliique fratres Azzopardo Castelletti, ad formam transactionis inter patronos initæ, cuperent affigere gentilitium stemma cum marmorea inscriptione ad aram maximam ecclesiæ S. Theresiæ PP. Carmelitarum excalceatorum civitatis quæ Cospicua nuncupatur, quæstio facta est de loco idem collocandi et S. C. jussit apponi juxta votum episcopi [1]. Melevitana, 8 februarii 1783.

1. « Quamobrem nullum esse locum tam aptum lapidi apponendo pro insigniis prædictis existimo quam basis inferior dicti altaris majoris, quæ ab omnibus conspici potest. Ne vero futuris temporibus inscriptio et stemmata adstantium oculos fugiant, ad consulendum patronorum juribus et excitandos fideles ad similia opera pietatis, putarem stemmata prædicta cum inscriptione apposita in dicta basi inferiori lateris dexteri dictæ patronalis capellæ nunquam posse in posterum, quovis

7. Joannes Baptista Vittori, patronus altaris majoris ecclesiæ cathedralis, petiit ut stemma suæ familiæ, quod ab illo episcopus ob facilioris restaurationis ecclesiæ commodum amoverat, reponeretur ibidem ad ostendendum familiæ patronatum et quod suis sumptibus majus altare fuit instauratum, et impetravit. Balneoregien., 29 novem. 1783, dub. 2.

L'enseignement pratique qui se dégage de ces décrets est celui-ci :

Les armoiries sont un signe de patronage et de fondation dans une église, une chapelle, un autel et un couvent.

Un testateur ne peut, au détriment du patron, apposer ses armes uniquement parce qu'il a donné un autel. Si les armes du patron ont été enlevées, c'est à lui de les faire replacer à ses frais.

Sur un autel [1], l'inscription et l'écusson peuvent se mettre à la base du massif, dans un endroit apparent, mais mieux au côté droit.

Sous aucun prétexte, ces armoiries ne doivent être ni effacées ni cachées.

Si l'église a été entièrement réparée aux frais de la fabrique, l'évêque ne peut y apposer ses armes en différents endroits, mais seulement au-dessus de la porte : l'inscription de la façade ne doit pas contenir son nom.

Le docte Ferraris, s'appuyant sur plusieurs décrets de la sacrée Congrégation des Évêques, résume ainsi la question. Je ne puis mieux terminer que par cette importante citation :

Hac stante communi consuetudine ac pene universali usu, insignia, arma seu stemmata ponendi in altaribus, capellis, parietibus, turribus templorum et in aliis locis ecclesiarum, seu etiam in ecclesiasticis orna-

sub obtentu vel obstaculo, a dictis patribus cooperiri, ut inscriptiones et insignia ad hunc finem instituta omnibus pateant et occulta non lateant. » *Ead. causa*, 8 febr. 1783, § 2.

1. A Rome, il y a trois manières de placer les armoiries : sur le devant même de l'autel, comme à Sainte-Marie-du-Peuple, au XVIe siècle; sur la base des colonnes du baldaquin (Urbain VIII, à St-Pierre et Benoît XIV, à Sainte-Marie-Majeure); sur le gradin du retable (Sainte-Marie-sur-Minerve, XVe siècle) ou le piédestal de ses colonnes (Sainte-Marie transpontine).

« Dans son désir immodéré d'étaler partout les insignes de sa famille, le marquis de Rostaing proposa aux Feuillants (de Paris) de faire les frais d'un nouveau maître autel pour leur église, à la condition d'y mettre soixante écussons. Cette offre n'ayant pas été agréée, il dut se contenter de faire sculpter, peindre ou graver ses armoiries plus de vingt fois autour de son tombeau. » (De Guilhermy, *Inscript. de la France*, t. I, p. 473.)

mentis, candelabris, lampadibus, calicibus, planetis, etc., dicimus licitum esse, si quis id facit legitimo jure et justo fine agat, aut ut alias exemplo suo ad templa et altaria construenda, restauranda vel adornanda attrahat, vel ut armorum et insignium suorum appositione fidem tituli patronatus firmet et probet, et sic clare colligitur ex sequentibus Sacr. Cong. Episc. et Regul. declarationibus a Pignatello, tom. VIII, cons. 25, relatis. Episcopus non debet amovere arma seu insignia et monumenta seu memorias suorum prædecessorum ab ecclesia vel palatio episcopali, maxime si fuerunt constructa propriis ipsorum expensis; Sacr. Congr. super episcopis, in Messanensi, 9 martii 1593, et alibi 21 novembris 1603, 26 januarii 1604, 18 septembris 1606 et 30 aprilis 1609. Neque de paramentis, non obstante concilio provinciali, si in metropolitana tolerantur, 26 januarii 1604. Unde coactus fuit per censuras baro, qui eraserat insignia episcopi a quibusdam paramentis factis ab archipresbytero et sua substituerat, ad restituendum omnia in pristinum, 27 novembris 1615. Nec fundatorum ecclesiæ vel monasterii, 9 octobris 1618. Et si fuerunt amota, restitui debent ut prius, II augusti et 6 octobris 1645. Armaque ejus qui nihil contulit, vel cui fuit erogata pecunia restituta, debent amoveri; 15 octobris 1601; maxime si est laicus, 28 septembris 1596 et 20 martii 1600. Attamen patroni debent manuteneri in quasi possessione tenendi in ecclesia sua insignia; 17 septembris 1601 et 4 septembris 1602. (Ferraris, t. I[er], col. 810-811.)

Je crois que cette citation, un peu longue, suffirait, à la rigueur, pour éclairer et détromper M. Craisson, qui dans ses *Elementa juris canonici* (Poitiers, 1866, in-12, p. 501), enseigne aux séminaristes qu'il n'est pas *décent* de placer des armoiries en évidence sur des vêtements sacrés: « Non decet tamen ut donatorum nomina et stemmata in locis apparentibus sacrarum vestium depingantur. » Mais l'ancien professeur pourrait m'objecter que les décrets invoqués remontent tous aux XVI[e] et XVII[e] siècles et que, par conséquent, ils ont pu, soit être périmés, soit tomber en désuétude. Heureusement la question a été portée dans ces derniers temps à la Congrégation des Rites, et le décret qu'elle donna à cette occasion prouve que, loin de condamner l'usage admis, elle ne veut pas qu'on y porte atteinte.

Sébastien Ricci avait offert à la cathédrale de Rieti (État pontifical), dont il était chanoine, un ostensoir et plusieurs autres objets destinés au culte, sur lesquels il avait fait placer ses armoiries de famille. L'évêque en ordonna la suppression, sous prétexte que le saint sacrement devant être exposé dans la cathédrale avec une grande solennité, la présence d'un écusson nobiliaire était irrespec-

tueuse. Le chanoine, offensé dans ses droits, en appela à la Sacrée Congrégation des Rites, qui, le 7 décembre 1844, rendit un décret affirmatif dans le sens de la demande et dont tous les termes méritent d'être pesés.

Aucun décret n'interdit de mettre des armoiries sur les vases sacrés, les ornements ecclésiastiques et les ustensiles du culte. Si la chose en soi n'est nullement mauvaise et défendue, il s'ensuit rigoureusement qu'elle est, sinon permise, tout au moins loisible et tolérée. S'il y avait la moindre indécence à ce faire, Rome n'eût certes pas manqué de le dire en termes formels et précis, car nul n'est meilleur juge en pareille matière. Bien plus, la Congrégation repousse à cet égard toute innovation, c'est-à-dire qu'elle se prononce pour le maintien de l'usage. D'où découle que l'évêque est débouté de ses prétentions arbitraires et le donateur maintenu contre lui dans l'exercice de ses droits.

J'ai publié ce décret au tome VIII, page 106, des *Décrets de la Sacrée Congrégation des Rites*. Je le reproduirai néanmoins ici, parce qu'il apporte une preuve irréfutable dans la question et que sa conclusion, quoique limitée à un cas particulier et à un diocèse déterminé, fait loi en tous lieux et pour tous les cas analogues.

*Reatina.* — Precibus sacerdotis Sebastiani Ricci, canonici cathedralis Reatinæ ecclesiæ, exquirentis an removere debeat stemma gentilitium familiæ suæ impressum tam ostensorio quam nobilibus aliis suppellectilibus a se donatis cathedrali ipsi ecclesiæ, ut expositio S. Sacramenti in cathedrali ipsa solemniori apparatu fiat, quam quidem remotionem indixit Rev. Episcopus? Sacra Rituum Congregatio, omnibus maturo examine perpensis, respondendum censuit : Quum non obstent decreta, nihil esse innovandum. Die 7 decembris 1844.

Par un décret, en date du mois de janvier 1712, la Sacrée Congrégation des Évêques et Réguliers n'autorise la vente de l'argenterie pour la réparation d'une église qu'à la condition expresse qu'elle ne porte *ni inscription ni armoiries des bienfaiteurs*. Le décret, rendu pour le diocèse de Posen (Prusse), est sous forme de lettre adressée au nonce de Berlin. Il est ainsi conçu :

Posnanien. Alienationis. Nuntio Apostolico. La Sacrée Congrégation, étant supposée la pauvreté de l'église collégiale et paroissiale de Kamtolus, qu'atteste l'évêque de Posen, et la nécessité où elle se trouve d'être réparée,

remet au bon plaisir de Votre Seigneurie, qui constatera l'une et l'autre et qu'il n'y a pas de moyen plus facile, ni personne obligée *de jure* à faire ces réparations, de permettre la vente de l'argenterie, joyaux et autres choses précieuses du trésor et aussi la quantité de calices qu'elle jugera superflue pour les besoins de l'église, pourvu que sur ladite argenterie, joaillerie et calices et autres choses à vendre, il n'y ait ni inscriptions ni armoiries des bienfaiteurs et que les ventes se fassent peu à peu et en proportion des besoins [1].

La question des armoiries à apposer sur les objets du culte est donc tranchée par Rome dans le sens de la tradition ecclésiastique et il serait au moins téméraire de s'insurger contre des décisions qui portent avec elles un tel degré d'autorité et de respect pour le passé.

## XVI [2]

1. Dans les ordres religieux, les dignitaires seuls prennent des armoiries et encore, parmi ceux qui sont restés mendiants, ne se sert-on généralement que des armoiries de l'ordre : alors, sur le sceau où elles sont gravées, la dignité de celui qui les emploie se constate par le titre inscrit à la légende.

Autrement, l'écusson personnel est toujours complété par celui de la religion à laquelle on appartient et à qui il est d'usage d'accorder la place la plus honorable, comme le *chef*, qui forme la partie supérieure de l'écu ou le *mi-parti*, qui en occupe la droite. Dans le premier cas, on dit que l'écu est *abaissé sous le chef de la religion*.

2. La *dignité* est caractérisée par le plus ou moins de glands au *chapeau* qui somme l'écu et qui est toujours noir : ainsi un gland de chaque côté, pour les dignités ordinaires, deux rangs de houppes pour les supérieurs locaux et ceux qui leur sont assimilés, comme provinciaux, définiteurs, etc.; trois rangs de houppes pour les généraux.

3. L'ordre lui-même, pour les chanoines réguliers et les moines,

1. *Analecta juris pontificii*, t. XI, col. 380. — Le décret est cité en italien, j'ai dû le traduire.
2. *Les armoiries des ordres religieux*, dans le *Giornale araldico*, 1889, t. XVII, p. 73-75; *Annuaire du conseil héraldique de France*, 1890, p. 131-137. Ces deux articles reproduisent un chapitre de mon *Traité d'iconographie chrétienne*.

ajoute au chapeau noir à trois rangs de houppes, la mitre à l'angle dextre de l'écu et la crosse à l'angle senestre.

4. Parfois l'écu admet une *couronne*, un *cimier*, un *support* et même une *devise*.

5. Je vais essayer de donner la nomenclature exacte des armoiries des différents ordres religieux, d'après les divers monuments que j'ai eus sous les yeux, surtout à Rome et en Italie. Mais je dois prévenir d'avance que l'on semble ne tenir compte que des pièces de l'écu, sans prendre garde souvent aux couleurs qui doivent les distinguer, en sorte que, vu la multiplicité des variantes, il est souvent impossible de les blasonner correctement.

Antonins : *une aigle de sable à deux têtes au vol éployé, diadémée et couronnée d'or, chargée d'un écusson d'or, attaché à un collier de gueules, au T d'azur*. Le tau est l'attribut iconographique de S. Antoine, abbé, et il est resté chez les Antonins le signe distinctif de leurs abbés, qui n'ont pas d'autre crosse.

Augustins : *d'or, à un cœur de gueules enflammé de même, posé sur un livre, chargé obliquement d'une plume et d'une ceinture de sable*. La plume et le livre font allusion au docteur, la ceinture à celle qu'il reçut des mains de la Sainte Vierge et qu'il a imposée à ceux qui suivent sa règle, et le cœur, qui est son attribut ordinaire, rappelle un passage du livre des *Confessions*.

Barnabites : *de gueules, à une croix haute plantée sur une montagne à trois coteaux et accostée des lettres P, A, le tout d'or* : les deux initiales, qui signifient *Paulus apostolus*, indiquent que l'ordre a l'apôtre S. Paul pour patron. Au-dessous, par allusion à son martyre, une palme et un glaive en sautoir.

Basiliens : *Une colonne enflammée*, en souvenir de celle que l'on vit au-dessus de la tête de S. Basile.

Bénédictins du Mont Cassin : *d'azur, à une croix patriarcale d'or, posée sur une montagne de même et adossée à la devise* Pax *en fasce*.

Bénédictins de la Congrégation de S. Maur : *le mot* Pax *dans une couronne d'épines, accompagné en pointe des trois clous de la Passion*.

Bénédictins de la Congrégation de S. Vannes : *le mot* Pax, *accompagné en chef de trois larmes* (clous de la Passion?) *et en pointe d'un cœur, le tout dans une couronne d'épines*.

Calvairiennes : *d'azur, à une Vierge d'argent ayant les mains jointes, d'or, appuyée contre une croix du calvaire d'argent, le tout sur une terrasse de même.*

Camaldules : *d'azur, à deux colombes d'argent buvant dans un calice d'or posé en pal et surmonté d'une étoile à queue de même.* S. Romuald, leur fondateur, avait eu une vision qui lui avait montré ses religieux sous la forme de deux colombes buvant dans un calice.

Capucins : comme les Franciscains.

Carmes : *de sable, chapé d'argent, la pointe de sable terminée en croix pattée en chef, accompagnée de trois étoiles à huit rais posées deux en chef et une en pointe, de l'un en l'autre.* Cimier : *une couronne ducale, de laquelle sort un dextrochère brandissant un glaive enflammé.* Devise : *zelo zelatus sum pro Domino Deo exercituum* (*III Reg.*, XIX, 10). Tenant : *la Sainte Vierge portant au bras l'Enfant Jésus qui donne un scapulaire.*

Célestins : *d'azur, à une croix de sable, enlacée d'un S d'argent et accompagnée de deux fleurs de lis d'or, une à dextre, l'autre à senestre.* La lettre S signifie la ville de Sulmona, où l'ordre prit naissance.

Chanoines du S. Sauveur de Latran : *d'azur, au buste du Sauveur, la tête entourée d'un nimbe crucifère.* Support : *une aigle aux ailes éployées vue de face.*

Chartreux : *d'argent, au globe du monde d'azur, cintré et croisé d'or.* Devise : *Stat crux dum volvitur orbis.*

Cisterciens : *semé de France, à un écu en abîme, bandé d'or et d'azur de six pièces, à la bordure de gueules* [1], qui est de Bourgogne ancien : *la Sainte Vierge étendant un manteau autour de l'écu.*

Conventuels : comme les Franciscains.

Dominicains : *d'argent, à la chape de sable, l'argent chargé d'un chien de même, tenant dans la gueule une torche enflammée, la patte senestre sur un globe d'azur et couché sur un livre de gueules, accompagné d'une palme de sinople et d'un lis au naturel passés en sautoir dans une couronne d'or et une étoile d'or en chef.*

Eudistes : *un cœur contenant les images nimbées de Jésus et de Marie,* autour deux *branches de lis et de roses* encadrant les mots *Vive Jésus et Marie.*

1. *Alias,* d'argent et de gueules de sept pièces.

Franciscains : *de gueules* (alias *d'azur* ou *d'argent*), *à une croix haute d'or* (alias *de gueules* ou *de sable*), *embrassée à dextre d'un bras vêtu de la grande manche de la couleur de l'ordre par dessous*, qui est le bras de saint François*; à senestre, d'un bras nu au naturel*, qui est de Jésus-Christ; *les deux bras passés en sautoir, de carnation, et stigmatisés de gueules.*

Génovéfains : *d'or, à un cœur de gueules, enflammé de même, percé de deux flèches de sable, ferrées d'argent, passées en sautoir.*

Hospitaliers de S. Jean de Dieu *: une grenade entr'ouverte, surmontée d'une croix.* Cette grenade rappelle que le fondateur cherchant sa voie, Dieu lui dit : *Grenade sera ta croix.* En effet, ce fut dans la ville de Grenade qu'il parvint à fonder son ordre après bien des épreuves.

Jésuites : *d'azur* (alias *de gueules*), *à un nom de Jésus,* I H S, *la lettre centrale surmontée d'une croix haute et accompagnée en pointe des trois clous de la passion, dans une auréole ovale, le tout d'or.*

Lazaristes : *d'argent, à l'image de N.-S. Jésus-Christ, de carnation, les bras tendus en bas, vêtu d'or et d'azur, la tête nue.*

Mercédaires : *palé d'or et de gueules, au chef du second, chargé d'une croix pattée et alésée d'argent.* Le palé forme les armes d'Aragon, où l'ordre prit naissance.

Minimes : *d'or, au mot* Charitas, *coupé en trois syllabes, dans une auréole rayonnante.* Cette devise fut apportée du ciel par un ange à S. François de Paule.

Ministres des infirmes : *d'argent, à une croix haute et rayonnante de gueules; couronne ducale.*

Missionnaires du précieux sang : *parti au premier, au nom de Jésus, semblable à celui des Jésuites; au second, au nom de Marie, surmonté d'une couronne d'étoiles.*

Olivétains : *d'azur, à une montagne à trois coteaux d'argent, à deux branches d'olivier de sinople, partant du milieu et à la croix haute de gueules surmontant le tout.*

Oratoriens : *d'azur, à ces deux mots écrits en lettres d'or :* Jésus, Maria, *l'un sur l'autre, et enfermés dans une couronne d'épines de sable.*

Passionnistes : *de sable à un cœur chargé de ces mots l'un sur l'autre:*
ESVXPI
PASSIO *accompagnés en pointe des trois clous de la Passion et sommés d'une croix haute, le tout d'argent.*

Prémontrés : *deux crosses d'or passées en sautoir, sur un semé de France*, par concession de S. Louis.

Scolopies : *dans une auréole le nom de Marie, surmonté d'une croix dans la hampe de laquelle est enfilée une couronne et accompagnée en pointe du monogramme grec,* ΜΡ ΘΥ, *qui signifie mère de Dieu.*

Servites de Marie : *d'azur, à la lettre M, dans laquelle s'enlace la lettre S, surmontées d'une couronne à fleurs de lis au naturel, le tout d'argent;* alias, *la hampe de M prolongée en un lis fleuri.*

Sulpiciens : *les lettres M et A superposées* (pour former *Maria*), *les deux jambages de M pointés* (pour faire les initiales de *Jesus* et *Joseph*).

Théatins : *d'or, à une croix haute de sable, plantée sur une montagne à trois coteaux d'argent; couronne de marquis* (ou de comte). Ces armes sont motivées par cette coïncidence que leur congrégation prit naissance le jour de l'exaltation de la Croix.

Trinitaires : *d'argent, à une croix pleine alésée d'azur et de gueules.*

Ursulines : *d'azur, à une tige de lis de jardin, fleurie de trois fleurs, le tout au naturel et mouvante d'un buisson d'épines d'or.* Devise : *sicut lilium inter spinas* (*Cant. cant.*, II, 2).

Visitandines : *d'or, au cœur de gueules, percé de deux flèches d'or empennées d'argent, passées en sautoir au travers du cœur, chargé d'un nom de Jésus et de Marie d'or* (IHS et MA superposés), *enfermé d'une couronne d'épines de sinople, les épines ensanglantées de gueules, une croix de sable fichée dans l'oreille du cœur*[1].

## XVII[2].

1. Tout dignitaire ecclésiastique (cardinal, évêque, prélat, première dignité d'un chapitre) doit, conformément à l'étiquette romaine, donner une livrée aux gens de sa maison.

1. Le 16 juin 1611, saint François de Sales écrivait à sainte Jeanne de Chantal : « Dieu m'a donné cette nuit la pensée que notre maison de la Visitation est, par sa grâce, assez noble et assez considérable pour avoir ses armes, son blason, sa devise et son cri d'armes. J'ai donc pensé qu'il nous faut prendre pour armes un cœur unique, percé de deux flèches, enfermé dans une couronne d'épines, ce pauvre cœur servant dans l'enclavure à une croix qui le surmontera, et sera gravé des sacrés noms de Jésus et de Marie. »

2. *La livrée ecclésiastique*, dans la *Semaine du clergé*, 1881, p. 791-793.

Or, cette livrée varie suivant les armoiries de chacun et est soumise à des règles générales. Ce sont ces règles que je voudrais brièvement exposer, car aucun auteur ecclésiastique n'en traite, quoique ce soit d'un usage journalier; et comme l'Eglise n'admet qu'en partie ce qui se pratique à cet égard dans l'ordre civil, il importe essentiellement de relever les différences.

J'emprunte à la *Grammaire héraldique* de M. Gourdon de Genouillac la manière de composer les livrées selon les règles établies par les héraldistes [1].

De même que la principale couleur de l'écu est celle du champ, de même la couleur la plus importante de la livrée est celle de la veste ou gilet, par la raison qu'il remplace le justaucorps d'autrefois et que les redingotes et les habits sont considérés comme des pardessus ou des manteaux.

Le vêtement naturel du laquais est la veste et la culotte.

D'ailleurs, il est bon de dire qu'il serait difficile d'assujettir la redingote aux bariolages que nécessitent parfois les partitions de l'écu, à moins de revenir aux vêtements mi-partie du règne de Charles V.

Le gilet se prête beaucoup à ces assemblages de nuances. Ainsi la règle veut que le gilet soit de la même couleur que celle du champ de l'écu, en employant le blanc pour l'argent et le jaune pour l'or. Donc, la maison qui porte : *d'or à.....*, choisira le gilet jaune pour la livrée de ses gens. Celle dont les armes sont *d'azur à.....*, gilet bleu.

Idem *de gueules à.....*, gilet rouge.

Les fourrures d'hermine et de vair sont représentées par la peluche et la panne. *D'hermine à.....*, gilet de peluche noire. *De vair à.....*, gilet de peluche ou panne quadrillée bleue et blanche.

La maison qui porte : *palé d'or et de gueules*, fera faire le gilet à bandes verticales alternées jaunes et rouges.

*Fascé d'azur et d'argent :* gilet à bandes horizontales bleues et blanches. Il en est de même pour les écus bandés ou barrés.

Il est bien entendu qu'il ne s'agit pas ici d'un écu chargé d'un pal, d'une fasce, d'une bande ou d'une barre. Ce que nous venons de dire s'applique exclusivement aux écus couverts de pals, de fasces, etc.

L'écu losangé-échiqueté demande également un gilet quadrillé en losange ou un échiquier.

Passons aux partitions de l'écu : Si un blason est *coupé d'or et d'azur*, le gilet sera jaune bordé de bleu. S'il est *tranché de gueules et d'argent*,

1. *Voir* aussi Saint-Épain, *L'Art de composer les livrées au milieu du XIX*e *siècle, d'après les principes de la science héraldique, précédé d'une notice historique* ; Paris, 1853, 1 vol. in-12, *illustré de 40 dessins*.

il sera rouge bordé de blanc. S'il est *parti de sable et d'or*, il sera noir bordé de jaune.

Toujours la première couleur exprimée est celle du gilet. Avec un peu d'attention, il est facile de savoir, quel que soit le nombre des divisions de l'écu, la couleur qui doit servir de base.

S'agit-il d'un écu écartelé, c'est tout aussi simple, puisque, nous le répétons, c'est la première couleur blasonnée qui sert pour le fond du gilet, et les autres pour les galons ou ornements. Exemple : *écartelé, aux 1 et 4, d'azur, à trois étoiles d'or; aux 2 et 3, d'argent, à la barre de sinople*. Le gilet sera bleu et la bordure blanche, puisque le blanc est le fond du second champ.

En résumé, pour le gilet, couleur du champ, pas d'exception.

Parlons maintenant de la culotte, la seconde pièce de la livrée. Sa couleur doit être celle de la pièce principale, qui est figurée sur le blason. Exemples : *d'or, à la croix de gueules*. Gilet jaune, culotte rouge. *D'argent, au chevron d'azur, accompagné de trois merlettes de sable*. Le chevron étant la pièce principale de cet écu, la culotte sera bleue et le gilet blanc. On le voit, c'est excessivement simple. Multiplier les exemples serait peine superflue.

Nous n'avons pas sans doute besoin d'ajouter que si l'écu est plein, gilet et culotte seront de la même couleur.

Pour l'écu composé, le premier émail est celui du gilet, le second celui de la culotte. *Coupé d'argent et d'azur*, gilet blanc, culotte bleue. *Tranché d'or et de sinople*, gilet jaune, culotte verte. *Palé d'azur et d'or*, gilet rayé verticalement bleu et jaune, culotte jaune.

L'habit ou la redingote sera, si faire se peut, de la couleur de la culotte ; si elle est trop voyante, on la remplacera par une autre, pourvu que cette autre entre dans la composition de l'écu. Exemple : *d'azur, au chevron d'or, chargé d'une rose de sable;* gilet bleu, culotte jaune, redingote noire. *D'or, au pal d'azur,* gilet jaune, culotte et redingote bleues.

Passons aux boutons. Là, point d'autre règle que celle-ci : des boutons d'or ou de cuivre doré, pour les écus dont le champ est de métal, et des boutons d'argent ou argentés, pour les écus dont le champ est d'émail ou de fourrures. Quant à la gravure en relief qui les décore, elle peut représenter soit les armes complètes, c'est-à-dire l'écu timbré et accompagné de lambrequins et des supports, soit un écu simple, soit le casque ou la couronne seulement, soit enfin une simple initiale, selon qu'on le jugera convenable.

Il arrive parfois qu'on borde les gilets et les redingotes d'un galon brodé aux armes de la maison. C'est une affaire de goût.

Le seul galon de métal qui soit soumis aux règles héraldiques est celui qui entoure le chapeau ou la casquette. Il se fait en or ou en argent. En or, lorsque le champ de l'écu est de métal; en argent, lorsque le champ est d'émail.

De même que les boutons, avec lesquels il doit toujours être en rapport, le galon est de différentes largeurs. Quelques personnes croient que c'est afin d'établir les qualifications nobiliaires. C'est une erreur.

Les ducs, marquis, comtes, vicomtes, barons ou les simples gentilshommes emploient le même, les couronnes et les casques servant seuls à distinguer leurs titres. Aussi couronnes et casques sont-ils figurés sur les boutons, de préférence aux armes complètes; quant aux galons, se divisant en trois largeurs seulement, ce nombre serait insuffisant pour la désignation des titres. D'ailleurs, certains galons de métal offrent en relief la représentation des couronnes, il est donc hors de doute que la largeur déterminée a une autre signification.

Voici la véritable : elle sert, comme les diverses couleurs du reste de l'habillement, à expliquer les armoiries. Nous avons dit que le galon, par son métal d'or et d'argent, indiquait la couleur du champ. La largeur exprime les pièces qui figurent dans l'écu.

Si le galon a cinq centimètres de largeur (c'est la plus grande qui puisse être employée), c'est que l'écu est plain. S'il a quatre centimètres, c'est que dans l'écu existe une pièce honorable, telle que le *chef*, la *fasce*, la *bande*, la *barre*, la *croix*, le *sautoir*, le *pal*, le *chevron*, le *franc-quartier*, la *pointe*, le *giron*, le *pairle*, la *bordure*, l'*orle*, le *trescœur*, la *pile* ou le *gousset*.

Si enfin la largeur n'est que de trois centimètres, c'est qu'il indique un écu composé de pièces ordinaires, telles que le *losange*, la *fusée*, le *mâcle*, le *rustre*, le *besant*, le *tourteau*, etc. ; ou de figures des corps naturels, tels que les *lions*, les *léopards*, les *merlettes;* ou de figures artificielles, telles que les *badelaires*, les *bouterolles*, les *vires*, etc.; ou enfin de figures de fantaisie, telles que les *sirènes*, les *licornes*, les *griffons*, les *dragons*, etc.

Ainsi nous retrouvons dans ces dispositions les jalons qui permettent à l'observateur de reconstituer, à l'aide de ceux qu'il a découverts par l'inspection des autres parties de la livrée, le caractère principal des armes d'une maison.

Par les boutons, on sait de prime abord si le fond de l'écu est de métal ou d'émail.

Par la couleur du gilet, on précise ce métal ou cet émail.

Par le galon, on reconnaît si l'écu contient une pièce honorable, une pièce ordinaire ou une figure.

Par la couleur de la culotte, on en apprend l'émail. On le voit, il reste alors peu à chercher pour savoir tout.

La science héraldique, composée d'emblèmes et de symboles, a cela de particulier que ses énigmes s'expliquent les unes par les autres. C'est une clef qui ouvre et ferme par le même mécanisme. C'est la franc-maçonnerie de la noblesse.

Nous terminerons ce petit aperçu, dans lequel nous nous sommes

efforcé d'être aussi compréhensible que possible, en donnant quelques exemples de livrées composées rigoureusement selon les principes du blason.

Armes : *d'azur, à la fasce d'or, chargée de trois tourteaux de sable.* Livrée : gilet bleu (*d'azur*); culotte jaune (*fasce d'or*); redingote noire (*tourteau de sable*); boutons d'argent (*champ d'azur*); galon d'argent (*idem*); largeur du galon 4 cent. (*fasce*, pièce honorable).

Armes : *palé d'or et de gueules, au chef d'argent, chargé d'un chêne de sinople.* Livrée : gilet rayé jaune et rouge, culotte rouge, redingote verte, boutons d'or, galons d'or de 4 cent. de largeur.

Armes : *d'argent, à la tour de sable.* Livrée : gilet blanc, culotte et redingote noires, boutons d'argent, galon d'argent, 3 cent. de largeur.

Ces exemples suffiront, nous l'espérons, pour venir à l'appui de ce que nous avons avancé, et si on éprouvait quelque difficulté dans la composition d'une livrée, par suite du mauvais effet que peut produire l'alliance de certaines couleurs, on devra se souvenir que le point important étant de n'employer que des couleurs servant à la composition de l'écu, on ne peut, pour rester dans les règles héraldiques, que modifier les nuances.

Ainsi, si on avait à composer la livrée répondant à un écu de *gueules plain*, après avoir employé le rouge pour le gilet et la culotte, il faudrait chercher, pour la redingote, une nuance se rapprochant du rouge; donc, on pourrait se servir du brun ou du marron, mais on aurait grand soin d'éviter le remplacement du rouge par une couleur correspondant aux émaux héraldiques, telle que le bleu, le vert, le noir, le jaune, etc., de manière à ce qu'on ne pût se méprendre.

L'or plain pourrait être remplacé par l'orange foncé, l'argent par le gris-blanc.

Mais les cas où ces substitutions deviennent nécessaires sont excessivement rares, puisqu'il n'y a presque pas de blasons plains, et une très petite quantité de blasons tranchés, taillés, écartelés, etc., sans pièces héraldiques ou figures.

Tous les autres offrent assez de ressources par la diversité de leurs émaux pour qu'il ne soit pas utile d'avoir recours à l'emploi de couleurs étrangères.

2. Toute cette législation est assez compliquée et demande, avant de l'appliquer, une étude préalable. La livrée ecclésiastique est beaucoup plus simple et d'un emploi plus facile.

On ne fait pas, à l'habitude, de distinction dans les vêtements. Le gilet, la culotte et l'habit sont de même couleur, c'est-à-dire de celle du champ de l'écu. Mais si l'écu admet deux couleurs, qu'il soit *écartelé, tranché, taillé, gironné* ou *mi-parti*, le gilet et la cu-

lotte sont de la couleur du champ de la première division et la redingote ou habit de celle de la seconde.

Exemples : *d'azur, à une montagne d'or;* gilet, culotte et habit bleus.

*Écartelé : de gueules à...* et *d'azur à...;* gilet et culotte rouges, habit bleu.

Les galons des vêtements ne peuvent être ni en or ni en argent, mais ou unis ou agrémentés ou encore, surtout pour la grande tenue, armoriés. Les boutons sont également armoriés.

L'or et l'argent ne sont permis qu'aux galons du chapeau. Il n'y a pas de largeur déterminée. L'or suppose la grande tenue et l'argent la petite. La casquette, n'étant jamais portée qu'en petite tenue, ne peut donc avoir qu'un galon d'argent.

Telles sont les règles en usage à Rome et qu'il conviendrait d'adopter en France, où l'on n'a pas assez pris garde que la livrée n'était nullement chose arbitraire.

3. Pour mieux faire toucher pour ainsi dire du doigt la différence des deux systèmes, je vais les mettre en regard à propos de ma livrée personnelle comme prélat. Mon écusson se blasonne : *écartelé :* aux 1 et 4, *de gueules, au chevron d'or, accompagné de trois molettes d'éperon, deux et une;* aux 2 et 3, *d'azur, à deux mortiers de guerre, d'argent, enflammés de gueules, mis en pal.*

| *Système français.* | *Système romain.* |
|---|---|
| Gilet rouge, bordé de bleu. | Gilet rouge. |
| Culotte jaune. | Culotte rouge. |
| Habit jaune. | Habit bleu. |
| Boutons d'argent. | |
| Galons d'argent. | |

# L'AUTEL PRIVILÉGIÉ[1]

RMO · EPO · LINGONEN ·
PRAESVL · DILECTISSIME
TV · QVI · PIETATE · DOCTRINAQ · POLLES
ACCIPE · HANC · SVMMAM
QVAE · DE · MODO · EFFICACIORI
AD · SVBLEVANDAS · DEFVNCTOR ·
ANIMAS · FVSE · DISSERIT
IN · GRATI · ANIMI · SIGNVM
QVOD · AVCTORI · LICET · IMMERITO

1. *Traité de l'autel privilégié*, dans les *Analecta juris pontificii*, Rome. 1866, t. VIII, col. 2040-2166. — J'en ai donné dans l'*Année liturgique à Rome*, 5e édit., p. 190-192, un extrait, qui a été répété par le *Dimanche*. Amiens, 1872, p. 85-87, sous ce titre : *L'autel privilégié, d'après le droit canonique.*

L'article *Autel privilégié*, dans le *Dictionnaire du droit canonique*, Paris, Walzer, t. I, p. 177-178, est résumé de mon mémoire; comme il n'était pas signé dans les *Analecta*, mon nom ne figure pas dans l'extrait, mais l'éditeur aurait dû au moins citer la source à laquelle il a largement puisé.

Compte rendu par Vaillant, daus la *Revue du monde catholique*, 1866, t. XV, p. 678.

« La 73e livraison des *Analecta* nous donne un traité complet de l'autel privilégié; beaucoup apprendront là des choses qu'ils ignorent complètement, que cependant il est, pour certaines parties, absolument nécessaire de savoir. Ce traité embrasse la presque totalité de la livraison, et, après l'avoir étudié, on concluera pratiquement avec l'auteur « que nous sommes, par la bienveillance paternelle du « Saint-Siège, en possession d'un vrai trésor spirituel, et qu'avec la facilité qui nous « est donnée constamment d'en faire usage, nous montrerions une négligence inex« cusable si nous délaissions un moyen si efficace et si propre à soulager les âmes « du Purgatoire, puisque, par la vertu du saint Sacrifice, la surabondance des « mérites de Jésus-Christ, de la Vierge et des Saints leur est appliquée dans « la mesure que la justice de Dieu trouve convenable ». On comprend combien, sous le rapport des sérieuses études théologiques, liturgiques et canoniques, les *Analecta* l'emportent sur les revues ecclésiastiques ordinaires. Ils offrent sur chaque matière qu'ils traitent des études complètes, et ils sont à la source de tous les documents qu'on ne peut se procurer qu'à la condition de demeurer à Rome, omme les auteurs des *Analecta*. »

INTER · CANONICOS · ECCLESIAE · TVAE
SEDEM · EMINENTIOREM
HONORIS · CAVSSA · ASSIGNAVERIS [1]

Beauvoir, en visite pastorale, le 30 mars 1878.

Très chei Monseigneur,

Le livre que vous m'annoncez sera une œuvre de charité, ajoutée à tant d'autres, en même temps qu'il sera un faisceau de doctrine, on ne peut plus précieux pour le clergé et aussi pour les fidèles, en leur faisant connaître à fond tous les enseignements de la chaire apostolique sur la question, si importante à tous les points de vue, des autels privilégiés. Avant mon départ pour la visite pastorale, j'ai été plus heureux que je ne puis le dire d'attacher cette grande grâce à l'autel principal de près de trois cents églises et paroissiales du diocèse; les âmes du purgatoire, à la délivrance desquelles j'aurai contribué, grâces à la munificence du Saint-Siège,

1. Langres, le 24 février 1878.

Monseigneur, me voici rendu à un peu de tranquillité et je m'empresse de vous envoyer vos lettres de chanoine d'honneur du chapitre de Langres, que je voulais depuis plusieurs semaines vous faire parvenir. Qu'elles vous soient un témoignage de l'estime et de l'attachement que je vous ai depuis longtemps voués et de ma reconnaissance pour les services si précieux que vous ne cessez de rendre à la sainte Église, comme pour toutes les attentions si affectueuses dont vous me comblez !

Je vous lis avec grand bonheur, très cher Monseigneur, et je vais recommander vos ouvrages, notamment celui sur les églises, dans la *Semaine religieuse* du diocèse : plusieurs personnes se les procureront, je l'espère, et les liront avec autant de fruit que de satisfaction. Que de recherches et quelles recherches tous ces travaux vous ont demandés! Mais voilà vos pauvres yeux fatigués; ménagez-les pour les faire servir plus longtemps à la gloire de Dieu et au bien de son Église.

Continuez à bien prier, très cher ami, pour celui qui vous demeure à toujours tout dévoué *ex intimis*.

† Guillaume-M.-F., év. de Langres.

*Armoiries.*

Guillelmus-Maria-Fridericus Bouange, Dei et Sanctæ Sedis Apostolicæ gratia Episcopus Lingonensis.

Venerabili viro Francisco Xaverio Barbier de Montault, Prælato Domus Sanctissimi in Christo Patris et Domini Nostri Pii papæ noni, salutem et sinceram charitatem in Domino.

Te doctrina præstantem, vitæ meritis conspicuum et intimo cordis affectu Nobis devinctum, pergrati animi testimonio prosequi volentes, canonicatus venerabilis capituli cathedralis Ecclesiæ Nostræ Lingonensis honoribus decoramus et decoratum per præsentes litteras declaramus.

Datum Lingonis, in palatio nostro episcopali, sub signo sigilloque nostris necnon secretarii nostri subscriptione, die XXIII mensis decembris, anno Domini MDCCCLXXVII.

† Guillelmus-Maria-Fridericus, *episcopus Lingonensis*.
*Locus sigilli.* De mandato : Denis, secretarius generalis.

m'obtiendront, je l'espère, de la bonté du Seigneur, miséricorde et bénédiction : j'en ai bien besoin et je le sens bien.

Je vous remercie, très cher Monseigneur, de la pensée si bienveillante que vous avez de me dédier un ouvrage qui fera tant de bien et que je serai si heureux de recommander au clergé et aux fidèles du diocèse de Langres; mais vous voudrez bien remplacer les mots *licet immerito* par ceux-ci *dudum addictissimus ;* ils sont, vous le savez bien, l'expression des sentiments que je vous ai voués et que je vous garde à toujours.

Que le Seigneur bénisse de plus en plus vos travaux, qui sont pour sa gloire; qu'il soutienne votre santé. Priez-le bien pour moi, très cher ami, et recevez la nouvelle assurance de mon bien intime attachement.

† Guillaume-M.-F., év. de Langres.

On nomme *Autel privilégié* l'autel enrichi, par concession du Souverain Pontife, d'une indulgence plénière applicable aux seules âmes des défunts à l'intention de qui la messe y est célébrée, et quelquefois aussi aux vivants.

De cette définition on peut déjà déduire, comme corollaires, trois observations pratiques qui forment la substance de ce Traité.

D'abord, la concession de l'autel privilégié émane directement du pape et ne peut provenir d'un autre que lui, car, seul, ayant reçu la plénitude du pouvoir apostolique, seul aussi il est en mesure d'accorder une indulgence plénière.

Puis, l'autel privilégié est une faveur spirituelle, dont le pontife romain dispose à son gré, gratuitement et libéralement. S'il en est l'auteur, il en est par cela même le modérateur et le dispensateur bénévole.

Enfin, cette faveur est régie, il est vrai, par des règles canoniques, mais ces règles ont été établies par le pape lui-même ou avec son autorisation. Lui seul, comme suprême législateur, peut les modifier ou les abroger, les développer ou les commenter. A lui seul aussi, ou aux Congrégations qu'il désigne pour agir en son nom, appartient le droit de les interpréter; car, dans une concession purement gracieuse, les mots ont souvent une valeur toute relative et personne ne connaît mieux la pensée de l'auteur que l'auteur lui-même de la pensée.

En fait, comment se traduit et se constate le privilège pontifical? En droit, quelle est la législation qui le concerne? Dans la pratique, quelle solution a été donnée aux difficultés qu'a soulevées

l'interprétation de la loi ? Telles sont les questions multiples qui se posent ici et auxquelles je dois donner une solution certaine et motivée.

J'ai écouté parler le Saint-Siège qui, maintes fois, a exprimé, de son propre mouvement, sa pensée et sa volonté par des constitutions, des brefs, des rescrits et des décrets. Or, tout cela se trouve dans deux ouvrages, déclarés authentiques :

Gardellini, *Decreta authentica Congregationis Sacrorum Rituum ex Actis ejusdem collecta.* Rome, 1856, 4 vol. in-4°.

Prinzivalli, *Decreta authentica Sacræ Congregationis Indulgentiis sacrisque Reliquiis præpositæ ab anno 1668 ad annum 1861.* Rome, 1862, un vol. in-8° [1].

J'ai complété les décrets généraux et particuliers en empruntant à la *Bibliotheca canonica, juridica, moralis, theologica, necnon ascetica*, etc., du franciscain Ferraris (édit. Migne, Paris, 1861, 8 vol. in-4°), au Bullaire Romain et aux *Analecta juris pontificii*, les constitutions et les brefs des Souverains Pontifes, ainsi que les décrets des diverses Congrégations, omis dans les recueils de Gardellini et de Prinzivalli.

J'ai cité chaque texte *in extenso*, car c'est là ce qu'il importe surtout d'avoir entre les mains, pour n'être pas obligé de recourir aux sources, ayant soin d'en donner auparavant le sommaire ou l'analyse.

Je donne aujourd'hui de ce Traité une nouvelle édition, revue et complétée.

Mon but a été surtout, par cette réimpression, de faire connaître encore plus et de propager davantage la faveur pontificale, digne à tous égards de nos respects et de notre attention. De plus, les fidèles ont besoin d'être instruits exactement de tout ce qui concerne cette dévotion, afin qu'ils en usent largement pour les défunts qui les intéressent et que, par là, un plus grand soulagement soit accordé aux âmes détenues encore dans le purgatoire. Une telle faveur ne peut être négligée par les vivants au profit des trépassés, puisque main-

1. Je cite de préférence l'édition romaine de ces deux ouvrages, parce qu'elle a été déclarée authentique par les congrégations respectives : je les ai reproduits fidèlement dans ma réimpression des Rites et des Indulgences en neuf volumes in-12, édités par la librairie Repos.

tenant la bienveillance des Souverains Pontifes l'a mise partout à la disposition de tous, car je ne pense pas qu'il existe actuellement une seule église qui n'ait son autel privilégié.

## I. — Origine de l'autel privilégié.

1. Il est assez difficile de déterminer l'époque précise où l'indulgence de l'autel privilégié commença à être en usage dans l'Église, et quel pape fit le premier une semblable concession.

Aussi haut qu'on peut remonter dans l'histoire, je dirais presque la légende, on rencontre le nom du pape S. Grégoire le Grand, qui vivait au VI[e] siècle [1]. Dans son monastère de Saint-André sur le Cœlius, il fait célébrer trente messes consécutives pour l'âme d'un reli-

1. Le commandeur de Rossi, commentant l'inscription : IC RECISIO CAUSE, gravée au VI[e] siècle sur l'architrave d'une porte d'église, en Afrique, à Aïn-Seggar, écrit :

« *Recisio*, selon la prononciation dure du C, peut équivaloir à *requisio*... Mais il est essentiel de faire observer que c'est ici un exemple fort singulier de *requisio* pour *requietio*... Ici *requisitio* conviendrait mieux au contexte que *requietio*. En effet, nous avons ensuite le vocable *causæ*, qui, dans la Vulgate du nouveau testament, est très usité dans le sens de faute et crime capital. (Matth., XXVII, 37; Marc., XV, 26; Joh., XVIII, 38; XIX, 4, 6.) En conséquence, *Hic requisitio causæ* voudrait dire : ici s'instruit le procès criminel. Mais comment admettre une pareille interprétation dans le *titulus* d'un lieu, non point de sévérité et de justice, mais de miséricorde et de pardon ? Ce titulus doit signifier : ici se pardonne la *cause* des pécheurs et se remet la peine de leurs fautes. Et c'est le sens qui se présente naturellement si on lit, selon la prononciation régulière, *recisio*, retranchement : *Hic recisio causæ* (*omnium peccatorum*). A vrai dire, *recisio* signifie coupure partielle, non retranchement absolu et c'est le vocable qu'emploie Ulpien à propos de la loi Falcidia sur les legs. Mais, quand on interprète la latinité du VI[e] siècle, en Afrique surtout, il ne faut pas y apporter une subtibilité excessive; et si l'on voulait que *recisio* représente ici *rescissio*, je n'aurais rien à objecter à cet idiotisme. Il faut donc lire *Hic recisio* (ou bien *rescissio*) *causæ omnium peccatorum*. La foi à l'indulgence que les évêques accordaient aux pécheurs, au temps des persécutions, par l'intercession des martyrs, se maintint par la suite dans toute sa vivacité aux lieux de leurs sépultures et de leurs sanctuaires où les fidèles accouraient pour leur recommander avec une grande ferveur la *cause* des défunts et la leur propre, *petentes pœnitentiam*. Si bien qu'il devint nécessaire d'y pourvoir, dans les grandes basiliques cimétériales de Rome, en y établissant, en faveur des pénitents, un service perpétuel, qui devait être rempli à tour de rôle par les prêtres titulaires de la ville. » (De Rossi, *Bullet. d'arch. chrét.*, 3[e] sér., t. II, p. 26-27.)

Sans doute le pardon des fautes pouvait s'obtenir par la confession; mais les prêtres attachés aux sanctuaires de pèlerinage avaient un autre ministère à remplir : ils devaient dire des messes pour les défunts et ces messes, par leur efficacité recherchée, équivalaient à celles dites sur un autel privilégié. D'ailleurs, en Afrique comme à Rome, il est curieux de constater une formule analogue, en substance du moins et très générique, mais aussi très affirmative sur le résultat obtenu.

gieux et l'âme, au trentième jour, est délivrée des flammes expiatrices.

A St-Sébastien, un ange lui apparaît et lui promet la rémission des péchés en vertu du saint Sacrifice. Il célèbre sur l'autel de St-Jérôme, dans l'église de Sainte-Anastasie et annonce le pardon des fautes, comme conséquence de l'immolation de l'Agneau sans tache.

2. Est-ce avant cette époque, est-ce plus tard, au contraire, qu'il faut reporter la dévotion des fidèles pour les messes célébrées sur les tables de bois qui, dans les églises de Sainte-Pudentienne et de Saint-Jean-de-Latran, servirent à S. Pierre et aux premiers papes ses successeurs? Nous l'ignorons.

Nous ne sommes pas mieux renseignés sur la nature de l'indulgence. Est-elle plénière? Est-elle simplement partielle? Une seule messe suffit-elle pour la gagner? Tous ces points sont très obscurs.

3. Au IXe siècle, le pape S. Pascal I, célébrant à Sainte-Praxède, apprend par une vision, survenue à sa cinquième messe, que ses prières ont été exaucées.

Au XIe, la vision d'un moine porte la foule recueillie à l'église de Saint-Laurent-hors-les-Murs et le pape étend le privilège aux églises du monde entier placées sous le même vocable. Mais ce privilège est très restreint, puisqu'il ne consiste qu'en quatre ans d'indulgences.

Au XIIe siècle, S. Bernard voit, dans une église voisine de son monastère des Trois-Fontaines, l'âme pour laquelle il dit la messe, tirée des feux du purgatoire par les mains des anges et gravissant les degrés de l'échelle qui conduit au ciel. L'église où le miracle s'est opéré prend dès lors le nom de Sainte-Marie *Scala cœli*.

4. Ce n'est qu'au XVIe siècle que commence et se régularise la dévotion de l'autel privilégié, telle qu'elle s'est maintenue, tout en se développant jusqu'à nos jours.

Moroni attribue l'institution régulière de l'autel privilégié au pape Grégoire XIII, puis ajoute, après avoir copié Ferraris (t. I, v° *Altare privilegiatum*), que « la Congrégation des Indulgences a prouvé par un monument authentique que Jules III avait concédé un privilège, le premier mars 1551 ». (Tom. I, p. 280.) J'ai inutilement cherché cette concession si vaguement indiquée, que Ferraris attribue à l'année 1550.

Quoi qu'il en soit, les brefs de Grégoire XIII abondent à Rome et ils sont datés de 1576, 1577, 1581 et 1583. Avant lui, j'en trouve un de S. Pie V, de l'an 1567, dont un extrait a été gravé dans l'église de la Minerve et un de Jules III, de l'an 1554, qui a été aussi gravé *in extenso* sur marbre et plaqué sous le portique de Sainte-Cécile *in Trastevere*.

5. Ce n'est pas cependant encore le *nec plus ultra*. J'ai constaté à Rome l'existence de quatre concessions analogues faites par Paul III, qui régna de 1534 à 1549. Je ne connais pas les originaux qui, probablement, ont disparu, mais seulement les inscriptions contemporaines qui en produisent des extraits.

Ces quatre inscriptions portent les dates de 1537, 1544, 1545 et 1549. La première concède les mêmes indulgences que si l'on célébrait à Saint-Grégoire, à Saint-Sébastien et à Saint-Laurent. Une indulgence plénière y est indiquée pour les fidèles qui visitent la chapelle, mais dans un délai déterminé de trois semaines, chaque année, du dimanche de la Passion au dimanche de *Quasimodo*.

La seconde accorde la délivrance de l'âme d'un de leurs parents aux frères lais de l'ordre des Mineurs Observants de S. François, qui réciteront, aux intentions de Sa Sainteté, dans la chapelle de Sainte-Hélène, à l'*Ara cœli*, un chapelet et cinq *Pater* et *Ave* pour suppléer aux messes qu'ils ne peuvent dire.

La troisième assimile l'autel de Sainte-Hélène aux autels de Saint-Grégoire, de Saint-Sébastien et de Saint-Laurent, au profit de tous les prêtres qui y célébreront, à quelque intention que ce soit.

Enfin la quatrième inscription, étendant les privilèges précédents, y comprend également ceux des églises de Latran, de Sainte-Pudentienne et de Sainte-Praxède. Elle se voit à l'extérieur de l'église de l'hôpital de Saint-Jacques-des-Incurables.

Voici maintenant le texte de ces quatre inscriptions qui fixent la date positive des premières concessions authentiques faites au XVIe siècle par le prédécesseur de Jules III et reculent ainsi de treize ans la date assignée par Ferraris et Moroni.

*A St-Pierre in Montorio, au-dessus de la porte d'entrée du couvent :*

Paulus III, pont. max.,
omnibus sacerdotibus qui in sacello hoc vel suo vel

alieno arbitrio sacrificaverint, unam animam ex
purgatorio, quoties id fecerint, instar indulgentie
divorum Gregorii intra urbem, Sebastiani ac Laurentii
extra Urbis menia, liberandi facultatem concessit.
Omnibus autem qui sacellum ipsum a dominica Passionis
usque ad totam diem octavam Pascatis rite visita-
verint, omnium peccatorum remissionem iuxta Romanæ
Ecclesiæ morem perpetuo indulsit, anno pont. sui III.

*A Ste-Marie in Ara cœli, dans le transept :*

Paolo, per divina providenza papa terzo,
ad istanza e divota supplica del R. P. F.
Angelo da Cantalupo, all' hora con-
fessore di Sua Beatitudine, concesse,
con autorità apostolica *oraculo vivæ*
*vocis*, a tutti e ciascuno frate laico dell'-
ordine di Minori Osservanti, quale per
conservazione della S. M. Chiesa dirà
una corona della Madonna per il
felice stato di Sua Santità cinque *Pater*
*noster* e cinque *Ave Maria* nella cappella
di S. Elena *in Ara cœli*, conseguiscano come
i sacerdoti quali celebrano in detta
cappella l'indulgenze e liberazione d'un
anima d'uno de loro parenti dalle pene
del purgatorio facendo questa una volta
il giorno, si come si contiene nelle
lettere roborate con autorità apostolica
e riservate nell' armario della sagrestia,
l'anno del Signore M·D·XXXXIIII
e del suo pontificato l'anno X.

*A Ste-Marie in Ara cœli, dans le transept, au-dessus de l'in-cription précédente :*

Paolo terzo, pontefice massimo,
l'anno decimo del suo pontificato,
alli cinque di marzo M·D·XXXXIV,
concesse facoltà a tutti li sacerdoti
quali o per proprio o per altrui volere
celebraranno messa in questa cappella
di liberare per ciascheduna volta
un' anima del purgatorio
nel modo appunto dell' indulgenza qual' è a

S. Gregorio dentro della città e a S. Sebastiano
e a san Lorenzo fuori
delle mura.

*A St-Jacques-des-Incurables, au Corso :*

Pietatis studio,
Paulus III, pont. max.,
Gente Farnesia, patria Romanus, secunda hospitalis
huius visitatione, procuratis liberaliter
ægrotorum subsidiis ut animarum iuxta saluti
consuleret, aram excitari iussit, ubi quoties sacrum
fieret, eædem functis vita gratiæ condonarentur quæ
beatorum Joannis Lateranensis, Laurentii, Sebastiani,
Gregorii, Pudentianæ, Praxedis, B. Mariæ de pœnis
inferni cæterarumq. Urbis ecclesiarum intra extrave
altaribus ex antiquo pontificum thesauro tributæ
memorantur, quod ut memoriæ æternæ consecraretur
piæ domus custodes hic describi curaverunt,
anno salutis M·D·XXXXV.
Quæ veteri aræ ascripta sunt privilegia eadem
novæ huic instauratæ ecclesiæ Paulus III pont. aræ ascribi atq.
idem valere nullo prorsus inter veterem ac novam
discrimine aut varietate decrevit ac perpetua lege
stabilivit, die decima mensis iulii M·D·XXXXIX.

## II. — Autels les plus célèbres des églises de Rome.

1. La dévotion de l'autel privilégié ayant pris naissance à Rome, c'est dans cette ville qu'il faut chercher les autels que le concours des fidèles et les messes sans nombre qui s'y disent ont justement rendus célèbres.

Parmi les plus anciens et les plus vénérés, il en est trois qui, depuis des siècles, sont en possession constante et non interrompue d'un renom qui s'étend au monde entier : ce sont les autels des églises de Saint-Grégoire, de Saint-Laurent et de Saint-Sébastien. On y ajoutait autrefois, car maintenant la vogue dont ils jouissaient paraît entièrement passée, les autels de St-Jean-de-Latran, de Ste-Pudentienne, de Ste-Praxède et de Ste-Marie *Scala cœli*, ainsi qu'il conste d'un acte public fait sous le pontificat d'Alexandre VI, à la fin du xve siècle, et d'une concession de Paul III, qui date de 1545.

2. Jean de Palz, de l'ordre des Ermites de S. Augustin, rapporte dans un livre bizarrement intitulé Cœlifodina, *append.*, *quæst.* 9, un document qui lui fut transmis par le cardinal Raymond, légat en Allemagne sous Alexandre VI. Ce document énumère les autels privilégiés que les pèlerins, lors du jubilé, avaient le plus fréquentés :

Videatur publicum instrumentum quod Reverendissimus Dominus Raymundus Legatus sub prima ejus promulgatione jubilæi fecit confici in Urbe Romana per notarium et testes. qui singulas Ecclesias in Urbe visitarunt et ubi aliquid de indulgentiis reperierunt concessum et quomodo a summis pontificibus fuerunt indulgentiæ concessæ animabus in purgatorio detentis in perpetuum duraturæ.

Primus locus est ecclesia Sanctæ Pudentianæ, quæ est situata prope ecclesiam sanctæ Mariæ Majoris, in qua quidem ecclesia retro magnum altare est cappella in qua sic scriptum invenerunt : *Hæc est sacratissima illa cappella in qua princeps apostolorum, scilicet Sanctus Petrus, suam primam celebravit missam : habetque eadem cappella gratiam ut quicumque celebraverit vel celebrari fecerit unam missam in illa cappella, liberet unam animam a pœna purgatorii, ut patet in bulla.*

Secundus locus est ecclesia sanctæ Praxedis, quæ etiam situata est prope ecclesiam beatæ Mariæ Majoris, in qua quicumque celebraverit vel celebrari fecerit quinque missas, liberat unam animam de purgatorio.

Tertius locus est ecclesia Sancti Laurentii extra muros : quam ecclesiam si quis visitaverit in omnibus diebus mercurii per totum annum habet a Deo et Sanctis Laurentio et Stephano istam gratiam extrahendi unam animam de purgatorio; Beatus Pelagius papa et Calixtus et alii quamplurimi summi pontifices confirmarunt.

Quartus locus est ecclesia sancti Sebastiani etiam extra muros, in qua scriptum est : *Apud altare in quo est reconditum corpus sancti Sebastiani martyris et in omni missa quæ celebratur super eodem, liberatur una anima de purgatorio.*

Quintus locus est quædam cappella, vocata *Scala cœli*, situata juxta ecclesiam ad tres fontes extra muros, ubi decollatus fuit sanctus Paulus apostolus, in qua cappella sic scriptum est : *Hæc est secunda cappella quæ fuit fundata in toto mundo ad honorem beatæ Mariæ Virginis et vocatur Scala cœli, super quam meruit S. Bernardus videre scalam erectam usque ad cœlum, in qua quicumque celebrant vel celebrari faciunt pro animabus existentibus in purgatorio meritis ejusdem B. M. V. dictæ animæ cito liberantur.* (F. Theodorus a Spiritu Sancto, t. II, p. 54-55.)

### III.— Autel de St-Grégoire, a St-Grégoire sur le Cœlius.

1. La dévotion à cet autel vient d'un trait historique rapporté, au

livre quatrième de ses *Dialogues*, par S. Grégoire lui-même, qui en fut le témoin et s'en porte le garant.

Un religieux du monastère de St-André, que gouvernait alors S. Grégoire, révéla à son frère, peu de temps avant de mourir, qu'il avait recueilli en secret trois pièces d'or, contrairement à la règle qui exigeait le dépouillement complet de toutes choses. En conséquence, comme punition et pour servir d'exemple à la communauté, S. Grégoire le laissa mourir sans consolation aucune de la part des autres religieux et le fit ensevelir sans honneur. Mais, au trentième jour après son décès, ayant pitié de son âme qu'il supposait devoir expier sa faute dans le purgatoire, il ordonna au prévôt du monastère de célébrer, à l'intention du défunt, trente messes, trente jours consécutifs. Quand la dernière eut été dite, le moine, infidèle mais purifié, apparut à son frère pour lui annoncer sa délivrance qu'il ne devait qu'au saint Sacrifice.

Je laisse maintenant S. Grégoire raconter ce fait, qui a fourni le sujet d'une gracieuse composition sculptée sur marbre blanc, à la fin du XV^e^ siècle, au devant de l'autel privilégié de l'église Saint-Grégoire sur le Cœlius.

*Quid sit quod post mortem valeat ad absolutionem animas adjuvare.... ac de anima Justi monachi.*

*Petrus.* Quidnam ergo esse poterit quod mortuorum valeat animabus proficere?

*Gregor.* Si culpæ post mortem insolubiles non sunt, multum solet animas etiam post mortem sacra oblatio hostiæ salutaris adjuvare, ita ut hanc nonnumquam ipsos defunctorum animæ expetere videantur...... Sed neque hoc silendum existimo quod actum in meo monasterio ante hoc triennium reminiscor. Quidam namque monachus, Justus nomine, medicinali arte fuerat imbutus, qui mihi in eodem monasterio constituto sedulo obsequi atque in assiduis ægritudinibus meis excubare consueverat. Hic itaque languore corporis præventus ad extremum deductus est. Cui in ipsa sua molestia frater germanus, nomine Copiosus, serviebat, qui ipse quoque nunc in hac Urbe per eamdem medicinæ artem temporalis vitæ stipendia sectatur. Sed prædictus Justus cum jam se ad extremum pervenisse cognovisset, eidem fratri suo Copioso quia occultos tres aureos haberet innotuit. Quod nimirum fratribus non potuit celari, sed subtiliter indagantes atque illius omnia medicamenta perscrutantes, eosdem tres aureos invenerunt absconsos in medicamine. Quod mox ut mihi nuntiatum est, tantum malum de fratre qui nobiscum communiter vixerat, æquanimiter ferre non valui : quippe quia ejusdem nostri monasterii semper regul

fuerat, ut cuncti fratres ita communiter viverent quatenus eis singulis nulla habere propria liceret. Tunc nimio mœrore percussus, cogitare cœpi vel quid ad purgationem morientis facerem vel quid exemplum viventibus fratribus providerem. Pretioso igitur ejusdem monasterii præposito ad me accersito, dixi : Vade et nullus ex fratribus se ad eum morientem jungat nec sermonem consolationis ex cujuslibet eorum ore percipiat; sed cum in morte constitutus fratres exquisierit, ei suus carnalis frater dicat quia pro solidis quos occulte habuit a cunctis fratribus abominatus sit, ut saltem in morte de culpa sua mentem ipsius amaritudo transverberet, atque a peccato quod perpetravit purget. Cum vero mortuus fuerit, corpus illius cum fratrum corporibus non ponatur, sed quolibet in sterquilinio fossam facite, in ea corpus ejus projicite ibique super eum tres aureos quos reliquit jactate, omnes simul clamantes : *Pecunia tua tecum sit in perditionem*, et sic eum terra operite. In quibus utrisque rebus unam morienti, alteram vero volui prodesse fratribus viventibus, ut et illum amaritudo mortis a culpa solubilem faceret et istos avaritiæ tanta damnatio misceri in culpa prohiberet; quod ita factum est. Nam cum idem monachus pervenisset ad mortem atque anxie se quæreret commendare fratribus et nullus e fratribus ei applicari et loqui dignaretur, ei carnalis frater cur ab omnibus esset abominatus indicavit. Qui protinus de reatu suo vehementer ingemuit atque in ipsa sua tristitia e corpore exivit, qui ita est sepultus ut dixeram. Sed fratres omnes, eadem ejus sententia conturbati, cœperunt singuli extrema quæque et vilia et quæ eis habere regulariter semper licuerat, ad medium proferre vehementerque formidare ne quid apud se esset unde reprehendi potuissent. Cum vero post mortem ejus triginta jam essent dies evoluti, cœpit animus meus defuncto fratri compati, ejusque cum dolore gravi supplicia pensare et si quod esset ereptionis ejus remedium quærere. Tunc evocato ad me eodem Pretioso monasterii nostri præposito, tristis dixi : Diu est quod frater ille qui defunctus est in igne cruciatur, debemus ei aliquid caritatis impendere et eum in quantum possumus ut eripiatur adjuvare. Vade itaque et ab hodierna die diebus triginta continuis offerre pro eo sacrificium stude, ut nullus omnino prætermittatur dies quo pro absolutione illius hostia salutaris non immoletur. Qui protinus abscessit et dictis paruit. Nobis autem alia curantibus atque dies evolutos non numerantibus, frater qui defunctus fuerat, nocte quadam fratri suo germano Copioso per visionem apparuit. Quem ille cum vidisset, inquisivit dicens : Quid est, frater, quomodo es? Cui respondit : Nuncusque male fui, sed jam modo bene sum, quia hodie communionem recepi. Quod idem Copiosus pergens protinus indicavit fratribus in monasterio. Fratres vero sollicite computaverunt dies et ipsa dies extiterat quo pro eo tricesima oblatio fuerat impleta. Cumque Copiosus nesciret quid pro eo fratres agerent et fratres ignorassent quid de illo Copiosus vidisset, uno eodemque tempore dum cognoscit ille quid isti egerant, atque isti cognoscunt quod ille viderat, concordante simul visione

et sacrificio, res aperte claruit quia frater qui defunctus fuerat, per salutarem hostiam evasit supplicium. (S. Gregor. Magni, *Dialogor. lib. IV*, cap. 55, inter *Opera omnia*, edit. Benedictin. Parisiis, 1705, t. II, col. 464-468.)

2. L'exemple de S. Grégoire a motivé l'usage assez fréquent d'un *trentain* de messes, qui se disent de suite à l'intention d'un défunt.

Ferraris, v° *Missa*, t. V, p. 459, a parfaitement établi que ces messes ne sont nullement défendues par la Sacrée Congrégation des Rites, qu'elles ne sont pas nécessairement de *Requiem*, qu'elles peuvent être dites par différents prêtres qui se succèdent et qu'enfin, tout en requérant la continuité sans solution, il y a parfois impossibilité matérielle à l'obtenir, comme il arrive aux trois derniers jours de la Semaine Sainte, cas spécial prévu et autorisé par Benoît XIV.

En 1527, Jérôme Catalani fait un legs à l'église de St-Michel de Bologne, à la charge que, chaque mois, on appliquera à son intention les trente messes dites de S. Grégoire. En 1791, les religieux qui desservent l'église s'aperçoivent que, l'année précédente, ils n'ont pas fidèlement rempli la fondation, parce que le mois de févrie trop court et le mois où tombe la Semaine Sainte n'ont pas permis de compléter les trente jours. La S. Congrégation du Concile, consultée à cet égard, prescrit aux Olivétains de dire les messes de S. Grégoire dans la forme accoutumée, c'est-à-dire, en ne tenant pa compte des trois derniers jours de la Semaine Sainte qui ne produi sent pas d'interruption, et de demander l'absolution au pape pou le passé.

Congregationis Olivetanæ. I. An et quomodo in futurum sint celebrandæ missæ S. Gregorii seu potius sit locus cessationi missæ quotidianæ in casu ?

II. An sit consulendum Sanctissimo pro absolutione quoad præteritum in casu ?

Ad I. *Affirmative ad primam partem, ad formam testamenti; negative ad secundam.*

Ad II. *Affirmative ad cauthelam.* (THESAURUS RESOLUT., 1791 16 aprilis et 7 maii.)

3. La S. C. des Indulgences a rendu, en 1888, un décret, duque

il résulte que les messes de S. Grégoire ne peuvent se célébrer pour les vivants, mais exclusivement pour les morts; qu'on n'a pas la certitude qu'elles soient favorisées d'indulgences; que la confiance des fidèles en l'efficacité de ces messes pour le soulagement des âmes du Purgatoire est autorisée par un décret de la S. C. des Indulgences; que le prêtre qui les a dites de bonne foi pour les vivants n'est tenu à aucune satisfaction.

*Sancti Severi. De gregoriano missarum tricenario.* Vicarius generalis diœcesis sancti Severi huic Sacræ Congregationi Indulgentiarum et SS. Reliquiarum humiliter exponit : In hac civitate sancti Severi piam praxim a S. Gregorio magno invectam celebrandi missas per triginta continentes dies ad solamen illico afferendum animabus quæ in purgatorio detinentur, ita invaluisse ut nonnulli adhuc viventes præfatas missas ad suffragiorum veluti anticipationem pro se celebrare postulent. Nec sacerdotes eas celebrare renuunt, rati se suscepto oneri satisfacturos juxta institutionem gregorianam, eo vel magis quod omnes putant huic piæ praxi nullam adnexam esse indulgentiam, nequidem illam altaris privilegiati.

Verum grave obortum est dubium, an gregorianum missarum tricenarium, quod ab antiquis temporibus animabus e purgatorii pœnis liberandis institutum est, suffragari etiam valeat christifidelibus adhuc viventibus. Insuper in evulgato opere R. D. Louvet, quod e gallico in italicum idioma translatum est a Josepho Giusti et cui titulus *Il Purgatorio secondo la rivelazione dei Santi*, sub finem cap. XVIII, p. 291 (Edit. Taurin.), hæc leguntur : « Si crede poi generalmente che dai Sommi Pontefici sia stata accordata a questa pia pratica delle messe di S. Gregorio una Indulgenza plenaria in forma di giubileo, in modo che se la giustizia di Dio non vi ponga ostacolo, si puo nutrire fondata speranza di ottenere la liberazione dell'anima per la quale si offre il divin sacrificio. »

Hinc quæritur sequentium dubiorum solutio :

I. An missæ quæ gregorianæ appellantur atque pro defunctis sunt celebrandæ, juxta perantiquam S. Gregorii institutionem, ab Ecclesia recognitam et probatam, pro vivis etiam celebrari valeant ?

II. An ipsis missis gregorianis aliqua adnexa sit indulgentia a Summis Pontificibus, uti legitur in citato opere R. D. Louvet ? Et quatenus affirmative,

III. Pro quibus eadem indulgentia sit concessa, pro defunctis tantum vel etiam pro vivis ?

IV. Si supradictæ missæ pro vivis dici nequeunt, ad quod tenebitur sacerdos, qui bona fide pro vivis eas postulantibus celebravit ?

Porro Sacra Congregatio Indulgentiis sacrisque Reliquiis præposita, audito etiam unius ex consultoribus voto, rescripsit :

Ad I. Negative.

Ad II. Non constat datam fuisse indulgentiam, sed ex decreto hujus S. Congregationis diei 13 Martii 1884 recognita et approbata fuit pia praxis et specialis fiducia qua fideles retinent celebrationem triginta missarum specialiter efficacem ex beneplacito et acceptatione divinæ misericordiæ ad animarum e purgatorii pœnis liberationem.

Ad III. Provisum in præcedentibus.

Ad IV. Ad nihil tenetur sacerdos qui missas celebravit juxta intentionem offerentis, qui putavit, durante adhuc vita, posse anticipari suffragia.

Datum Romæ ex Secretaria ejusdem Congregationis die 24 Augusti 1888. — Seraphinus card. Vannutelli, *præf.* — Alexander, episcopus Oensis, *secret.*

Un autre décret de la même Congrégation, cité par l'*Ami du Clergé,* règle ainsi le rite du trentain : Les messes ne sont pas de S. Grégoire, mais du jour et sans mémoires du pontife ; elles ne sont pas dites nécessairement par le même prêtre ni au même autel ; elles doivent se célébrer trente jours consécutifs et n'affecter qu'une seule âme.

Un prêtre de Beaune (diocèse de Dijon) a soumis à la Sacrée Congrégation des Indulgences le doute suivant : Est-il nécessaire que les trente messes dites grégoriennes soient célébrées : 1° en l'honneur de saint Grégoire, bien qu'on n'en fasse pas commémoraison ; 2° par le même prêtre ; 3° pour une seule âme, sans autre intention spéciale ; 4° pendant trente jours sans interruption ; 5° au même autel.

La Sacrée Congrégation a répondu :

Ad 1m. *Negative.*

Ad 2m. *Negative.*

Ad 3m. Les messes doivent être appliquées à cette âme dont on demande la délivrance à la miséricorde divine.

Ad 4m. *Affirmative.*

Ad 5m. *Negative.* 14 janvier 1889.

4. Urbain VIII, dans son bref du 9 décembre 1626[1], obvie, par les dispositions suivantes, aux inconvénients qui pourraient résulter du trop grand nombre de messes demandées et non acquittées à l'autel privilégié de S. Grégoire.

Le prieur des Camaldules qui desservent l'église du Cœlius est chargé de veiller à ce que toutes les messes demandées soient acquittées, autant que possible, en commençant par les fondations à perpétuité ou les anniversaires.

1. *Œuvres*, t. IV, p. 36-38.

Le surplus de ce qui n'aura pu être acquitté sera distribué, à Rome même, à des prêtres séculiers ou réguliers et aux monastères de la Congrégation.

Tous les six mois, une note sera délivrée au Cardinal Vicaire ou à son délégué sur le nombre des messes ainsi distribuées.

Le sacristain de l'église de St-Grégoire ne devra recevoir que les messes qui pourront être dites dans un bref délai; tout au moins, il préviendra les personnes qui les demandent de l'époque probable où elles pourront être acquittées.

Sont déclarés privilégiés, à l'instar de celui de St-Grégoire, tous les autels où s'acquitteront les messes ainsi transportées.

5. Le cardinal Corradi fonda trente messes à dire chaque année, sans désignation de jour, à l'autel privilégié de l'église de St-Grégoire, à Rome, pour le repos de l'âme du pape Innocent X. Ces messes seront acquittées par un prêtre, du choix du recteur de la maison professe des Jésuites, et une somme annuelle de dix écus sera affectée à l'acquit de ces trente messes.

La Congrégation du Concile décida que le prêtre chargé de cette obligation ne pouvait donner au prêtre qui le remplaçait, seulement une partie de l'aumône, lors même qu'elle serait conforme à la taxe reçue, en gardant pour lui le surplus.

Proponitur EE. VV. sequens dubium : In testamento Emi et Rmi D. card. Corradi bo. me. sic habetur : « Amplius celebrentur singulis annis in perpetuum, absque ulla temporis præfinitione, missæ triginta pro defunctis, S. Gregorii communiter appellatæ, in ecclesia Deo ac eidem Sancto in hac Urbe dicata ad altaria privilegiata ibi existentia, pro anima papæ Innocentii X sa. me. summi benefactoris, per sacerdotem eligendum a R. P. rectore pro tempore domus professæ Soc. Jesu, cui solvantur pro eleemosyna scuta decem annua ex redditibus ejusdem hæreditatis a præfatis Emi DD. executoribus in perpetuum assignatis statuendis et collocandis, et cum eisdem cautionibus, declarationibus superius respective expressis. Supplicatur declarari an sacerdos sic electus possit dare alteri sacerdoti pro celebrandis dictis missis eleemosinam congruentem, retento sibi quod superest ?

*Die 22 februarii 1688. S. Congregatio Concilii respondit : Negative* [1].

6. Deux questions furent soumises à la Sacrée Congrégation des

1. *Œuvres*, t. IV, p. 103-106.

Indulgences, dans ces dernières années, à l'effet de savoir si l'autel privilégié de St-Grégoire produit le même résultat que l'autel privilégié ordinaire et en quoi consiste la différence, puis si un prêtre est tenu à réparation pour avoir célébré à un autel privilégié ordinaire des messes expressément demandées à l'autel Grégorien.

Les *dubia* étaient ainsi posés :

Romana. I. An quoad effectum unum et idem sit altare Gregorianum et altare privilegiatum? Et quatenus negative.

2. Quænam sit diversitas ista ?

3. Ad quid teneatur sacerdos, qui bona fide ad privilegiatum satisfecit onera pro altari Gregoriano data et accepta ?

Trois consulteurs, dont le *votum* fut imprimé, alléguèrent ceci :

L'effet de l'autel privilégié et de l'autel Grégorien est l'application d'une indulgence plénière à une âme du purgatoire.

La différence entre les deux consiste en ce que, en souvenir d'un trait historique relatif à S. Grégoire, les fidèles ont plus de dévotion à l'autel qui lui est consacré et que son intercession, ainsi que ses mérites particuliers, s'ajoutent au privilège de l'autel [1].

Le prêtre, qui a agi de bonne foi, n'est pas coupable, ni tenu de réitérer les messes demandées. Il en serait autrement si le changement de l'autel avait lieu avec intention, parce qu'alors la fondation prescrite ne serait pas acquittée selon sa teneur rigoureuse. Dans le premier cas, il serait prudent de demander au pape l'absolution pour le passé.

La Congrégation prononça le *Dilata*, et refusa de s'expliquer sur la question, qui reste par conséquent indécise.

7. Deux inscriptions, placées à St-Grégoire, précisent, l'une, dans l'ancien cimetière du monastère, l'emplacement de l'autel sur lequel

1. Les chanoines de la Rotonde disaient déjà sous Urbain VIII : « Il est encore bon que le peuple sache que les messes qui se célèbrent aux autels privilégiés de l'église de St-Grégoire ne sont pas plus profitables aux âmes du purgatoire que celles qui se célèbrent aux autres autels, également privilégiés, en toute autre église parce que le pape S. Grégoire n'a pas eu plus d'autorité que les autres pontifes ses successeurs pour accorder des indulgences aux vivants et aux morts. » (Gibelli, p. 164.)

En 1739, on plaça au maître autel de l'église St-Grégoire un tableau, peint sur toile par M. Ceruti, qui représente les âmes souffrant dans le feu du purgatoire et un prêtre au saint autel offrant au Très-Haut la sainte Hostie. On y voit le pape S. Grégoire, qui apparaît dans la gloire au milieu des nuages, envoyant des anges pour délivrer ces âmes des flammes. (Gibelli, p. 36.)

le saint docteur priait efficacement pour les défunts; l'autre la faveur pontificale qui, sous les trois papes Clément VIII, IX et X, s'attacha à faire célébrer solennellement l'octave des morts dans l'endroit illustré par les trente messes de S. Grégoire.

La première inscription, posée par les Camaldules, date de 1715 :

D. O. M.
Vetustissimo collabente cœmeterio
Sancti Gregorii Magni precibus
pro animabus defunctorum celeberrimo
in meliorem hanc formam
a fundamentis restituto,
abbas et monachi Camaldulenses
marmor posuerunt a. D. M D CC XIIIII

La seconde inscription remonte à l'an 1695 et cite plusieurs décrets de la S. Congrégation des Rites :

D. O. M.
Clemens papa X
cultum Clementum VIII et VIIII
imitatus,
in hoc S. Gregorii Magni templum
ubi XXX missis animam monachi
ex igne purgatorio liberavit,
ne Commemoratio
omnium fidelium defunctorum
quæ octiduo hic celebratur, alibi
celebretur
sine pontificio privilegio,
decretum Sac. Cong. Rituum
pontificio diplomate confirmavit,
XVI kal. novembris M. D. C. LXX
idibus augusti M. D. C. LXX,
et hoc iterum S. Rit. Cong. decrevit
III kal. novembris M. D. C. LXXXXV.

8. L'autel actuel, sur lequel se disent les messes privilégiées, est placé au fond du bas côté droit de l'église [1]. Il a été restauré au siècle dernier, en même temps que l'église, par le cardinal Quirini.

1. J'ai publié une gravure de cet autel monumental dans mes *Chefs-d'œuvre de la sculpture religieuse à Rome, à l'époque de la Renaissance* (Rome, 1870, un vol. in-folio) : le P. Gibelli en a donné une photographie dans son ouvrage sur l'église abbatiale du Cœlius.

A la partie antérieure on a ajusté un délicieux morceau de sculpture romaine de la fin du xv^e siècle, qui fait allusion à trois traits historiques de la vie de S. Grégoire. Des guirlandes de fleurs et de fruits courent sur la corniche; des armoiries et le monogramme de l'artiste garnissent le soubassement et des pilastres finement travaillés séparent les bas-reliefs traités avec un remarquable sentiment.

Le premier sujet, placé au côté de l'évangile, s'explique par cette inscription latine qui fait allusion à la délivrance du moine Juste:

MISSIS . TRIGINTA
SANCTVS . GREGORIVS
ANIMAM . SVI . MONACHI . LIBERAVIT

Ces trente messes, S. Grégoire ne les dit pas lui-même, mais les fait dire par un religieux de son monastère. Aussi le pape est représenté à genoux, vêtu de la chape, et priant devant un autel, au coin duquel il a déposé sa tiare, et en face d'un crucifix. Derrière l'autel est une grotte creusée dans le roc, où l'âme du moine, humble et suppliante, expie ses péchés au milieu des flammes qui la brûlent. Mais, à la prière du saint pape, on voit cette âme monter au ciel, portée par les mains des anges.

Le pontife est assisté d'un seul cardinal et près de lui voltige, comme dans les deux autres tableaux, la colombe qui l'inspire et en fait un des plus savants docteurs de l'Église. Près du pape, le donateur de l'autel et sa femme prient, agenouillés, leur patron S. Sébastien, attaché à la colonne où il fut percé de flèches.

Le second bas-relief est consacré à une apparition du Sauveur :

GREGORIO . I . PONT . MAX . CELEBRANTI . IESVS
CHRISTVS . PATIENS . HEIC . VISVS . EST

C'est donc au même endroit, sur le même autel, que Jésus-Christ, souffrant et sortant à mi-corps du tombeau, apparut, au moment de la consécration, à S. Grégoire le Grand. De son côté percé jaillissent le sang et l'eau dans le calice du sacrifice. Sur l'autel sont placés la tiare pontificale, le calice et le missel. Un clerc soulève la chasuble du pontife, qui s'apprête à élever l'hostie et tient de l'autre main une longue torche allumée. Quelques fidèles et des cardinaux en *cappa*

sont témoins de cette apparition miraculeuse : ils adorent à genoux le Sauveur qui manifeste ainsi sa présence.

Encouragé par la délivrance du religieux et la vision de Jésus-Christ, S. Grégoire laissa comme tradition à son église le soin de dire la messe pour les âmes du purgatoire sur un autel doublement célèbre. En effet, le pape consacre la sainte hostie et aussitôt des deux âmes tourmentées dans les profondeurs du purgatoire par les flammes dévorantes, une est enlevée au ciel par deux anges qui la touchent respectueusement :

HAC . IN . CELLA . TITVLI . GREGORII . PONT . MAX
CELEBRATAE . MISSAE . ANIMAS . A . CRVCIAT
PVRGATORII . SOLVVNT

Deux personnages à genoux, probablement les fils du donateur, prient leur patron S. Roch, vêtu en pèlerin et montrant du doigt la plaie de sa cuisse.

9. Enfin, pour mieux déterminer encore les privilèges incontestables et affirmer la tradition Grégorienne de cet autel [1], illustre dans le monde entier, les Camaldules ont fait graver sur marbre l'inscription suivante qui a été encastrée dans le mur voisin, au côté de l'évangile :

D.O.M.
ARAM HANC
S.GREGORII M.TITVLO
ET PATROCINIO VENERABILEM
QVAM PLVRIVM RO.PONT.PRIVILEGIA
TOTO ORBE CELEBREM
REDDIDERVNT
AD QVAM MANDANTE

1. La tradition ajoutait même que S. Grégoire avait consacré et privilégié quatre autres autels, comme l'attestait, près de chacun d'eux, une tablette que le cardinal Baronio fit enlever. Elle portait :

ISTVD ALTARE EST VNVM DE QVATVOR ALTARIBVS
PER DOMNVM GREGORIVM PAPAM CONSECRATIS IN QVO
QVI VNAM MISSAM CELEBRAT SEV CELEBRARE FACIT
VNAM ANIMAM A POENIS PVRGATORII LIBERAT

(Gibelli, *Memor. stor. et artist. dell'antichis. chiesa abbaziale dei Santi Andrea e Gregorio*, Sienne, 1888, p. 14.)

S. GREGORIO
QVVM HVIVS MONASTERII MONACHVS
DIEBVS XXX CONTINVIS
SACRIFICIVM PRO ANIMA
DEFVNCTI FRATRIS OBTVLISSET
EAM MONACHVS ALTER
PIACVLARIBVS FLAMMIS EXEMPTAM
VIDIT.

10. Je termine par ces deux faits historiques : En 1559, la fameuse Béatrice Cenci léguait des messes à l'autel privilégié de S. Grégoire : « Item je laisse comme ci-dessus à faire célébrer pour mon âme dans l'église de St-Grégoire à Rome, quatre-vingt-dix messes. » (Bertolotti, *Fr. Cenci,* p. 62.)

Le *Bullettino di archeologia e storia Dalmata,* 1889, p. 100-101, reproduit une série de fondations des xv$^e$ et xvi$^e$ siècles, d'après une inscription qui est dans l'église de Sainte-Marie, à Spljetu. La dernière, datée de 1502, se réfère, non à un trentain, mais à une succession de quarante messes de S. Grégoire, qui doivent se répéter chaque année, depuis l'an 1502, à partir de la fête de Sainte-Barbe, le 4 décembre. C'est la première fois que je rencontre cette disposition, absolument contraire à la tradition, qui ne comporte que trente messes pour un défunt.

PER . ZVANE . SVBCOVICH
VN . MIRO . D'OGLIO . ET . MESSE
DE . SAN . GREGORIO . XL . FINA
EL . DI . DE . S. BARBARA . OGNI
ANNO . MDII

### IV. — Autel de S. Sébastien, a St-Sébastien-hors-les-Murs.

1. Le corps de S. Sébastien martyr repose dans la basilique de St-Sébastien, située hors les murs de Rome, sous l'autel qui lui est consacré. Or cet autel, depuis des siècles, attire la dévotion des fidèles, qui y font célébrer des messes à l'intention des défunts. Un écriteau du xvii$^e$ siècle, placé près de l'autel, cite textuellement les paroles que la tradition rapporte avoir été dites par un ange à S. Grégoire

le Grand, lorsqu'il célébrait en ce lieu et pour plus amples renseignements, renvoie à l'ouvrage de Severano, dont il donne l'indication.

C'est donc le seul document authentique à l'appui de la tradition et de la concession pontificale. Il faut avouer que rigoureusement il ne suffirait pas, parce qu'il se contente d'affirmer, sans fournir les preuves à l'appui.

2. Deux choses m'étonnent : d'abord, que la vie du saint pape soit muette à l'endroit de cette apparition et du colloque de l'ange, puis qu'aucun pape n'ait songé à confirmer et authentiquer la concession primitive, basée sur une tradition orale et la dévotion populaire.

Ecoutons maintenant un historien des sanctuaires de Rome qui a quelque renom :

Le corps de S. Sébastien resta à St-Pierre, jusqu'à ce que Honorius III, l'an du Seigneur 1218, le transporta de nouveau dans l'église actuelle, le mettant sous l'autel que l'on voit dans l'ancienne chapelle à lui consacrée, à l'entrée du cimetière, près la porte de l'église. Au sujet de cet autel et de la révélation qu'y eut S. Grégoire le Grand d'un ange qui le servait pendant la célébration du saint Sacrifice, on lit cette tradition dans un ancien manuscrit de ladite église :

« Sicut scriptum est, corpus S. Sebastiani martyris jacet sub altare quod est inferius : ubi sanctus Gregorius papa missam celebrans angelum Dei vidit, qui in missarum solemniis sibi deserviens dixit : *Hic est locus sacratissimus, in quo est divina promissio et omnium peccatorum remissio, splendor et lux perpetua, sine fine lætitia, quam Christi Martyr Sebastianus habere promeruit.* »

Partie de la même révélation est enregistrée sur une pierre de marbre antique, que l'on voit maintenant au-dessus de la porte de la sacristie avec ces paroles :

✠ IN ISTO LOCO PROMISSIO VERA EST
ET PECCATORVM REMISSIO, SPLEN-
DOR ET LVX PERPETVA ET SINE FINE
LETITIA QVAM MERVIT XPISTI MAR-
TYR SEBASTIANVS [1].

1. G. Severano, *Memorie sacre delle sette chiese di Roma*, Rome, 1630, t. I, p. 450. J'ai restitué à cette inscription son caractère épigraphique dénaturé par Severano.

### V. — Autel de la Vierge, aux SS. Come et Damien.

1. On attribue également au pape S. Grégoire l'érection de l'autel privilégié de l'église des SS. Côme et Damien, au Forum. Voici à quelle occasion. S. Grégoire habitait le monastère de St-André, qu'il avait établi dans sa propre maison sur le Cœlius. Or, chaque fois qu'il passait au Forum devant l'église des SS. Côme et Damien, il ne manquait pas d'y entrer pour saluer la Vierge, dont on y vénère une ancienne image. S. Grégoire ayant un jour oublié cette visite, la Vierge lui en fit doucement des reproches et dès lors lui vint la pensée de privilégier le maître-autel, au-dessus duquel est exposée la Madone qui lui avait parlé.

Cette tradition, consignée dans plusieurs auteurs, est attestée par une inscription placée dans le vestibule de l'église. Elle est fixée sur une tablette mobile qui date au plus de quelques centaines d'années :

Indulgenza.
L'imagine di Maria Santissima, che
esiste all'altar maggiore, parlo a S.
Gregorio papa, dicendogli : Perchè
più non mi saluti, mentre passando
eri solito salutarmi ? Il santo domando perdono
e concesse a quelli che celebra-
no in quell'altare la liberazione dell'
anima del purgatorio, cioè per quell'
anima per la quale si celebra la messa

2. Une autre inscription, de l'an 984, remise en honneur par Urbain VIII, en 1632, relate que le pape Jean XIV promit devant ce même autel la bénédiction de la Sainte Trinité et le royaume des cieux à ceux qui s'engageraient à y célébrer quarante messes consécutives pour les religieux défunts du monastère attaché au service de l'église. Je la reproduis telle qu'elle a été gravée sur marbre, tout en faisant observer que sa rédaction est des plus défectueuses au point de vue de la langue latine.

Urbanus VIII pont. max.
monumentum hoc quo priscorum patrum erga fidelium
defunctorum animas declaratur,

ad retinendam rei memoriam hic voluit collocari,
an. sal. M. DC. XXXII, pontif. X.

Constat nimirum, dilectissimi fratres, de promissio que ex corde fecimus coram Deo et sanctis ejus, ut unusquisque nostrorum fratrum sacerdotes et episcopos et posteris nostris sacerdotes imperpetuum, qualiscumque ex hac luce migraverit, xl missas pro ejus anima per unumquemque sacerdotum qui superstites sunt canere promittimus. Si tamen infirmitas fuerit occupatus, non reputetur ei in peccatum et si receptus fuerit pristinam sanitatem, hæc omnia quod supradictum est adimpleat. Qui vero custos et observator fuerit, habeat benedictionem Dei Patris omnipotentis et Filii et Spiritus Sancti et celestem regnum possideat cum omnibus sanctis. Et qui hoc non conservaverit, sit anathematis vinculo innodatus, et a regno separatus. Ista vero promissio facta fuit ante sacrum sanctum Dominicum altarem hujus aulæ. Tempore domni Johannis XIIII pp., mense februarii, die XXII, indictione XII, anno Dominicæ Incarnationis DCCCCLXXXIIII.

3. Une inscription analogue, mais plus correcte et gravée aussi en lettres onciales sur marbre jaune antique, se remarque à Rome dans l'église cardinalice des SS. Jean et Paul au Cœlius :

Constat nimirum, dilectissimi fratres, de promissione quam ex corde fecimus coram Deo et SS. ejus, ut unusquisque nostrum, fratres sacerdotes et posteri nostri sacerdotes, in perpetuum qualiscumque ex hac luce migraverit XL missas pro ejus anima per unumquemque sacerdotum qui superstites sunt canere promisimus. Si tamen infirmitate fuerit occupatus, non reputetur ei in peccatum et si receptus fuerit in pristinam sanitatem, omne quod supradictum est adimpleat. Qui vero custos et observator fuerit, habeat benedictionem Dei Patris omnipotentis et Filii et Spiritus Sancti et cœleste regnum possideat cum omnibus SS. Qui et hoc non observaverit sit anathematis vinculo innodatus et a regno Dei separatus.

4. Dans son testament, daté de 1599, la célèbre Béatrice Cenci fait un legs de messes à l'autel privilégié de l'église des SS. Côme et Damien, au Forum : « Item je laisse comme ci-dessus à l'église des Saints Côme et Damien, à Rome, au *Campo Vaccino*, cinquante écus de monnaie, à la charge de cent messes à célébrer à l'autel privilégié de ladite église. (Bertolotti, *Fr. Cenci e la sua famiglia*, p. 62.)

## VI. — Autel de Sainte-Cyriaque, a St-Laurent-hors-les-Murs.

1. On lit cette inscription près de l'autel de Sainte Cyriaque, dans la basilique de St-Laurent-hors-les-Murs, à l'entrée de la catacombe où le saint diacre reçut la sépulture :

HAEC EST TVMBA ILLA, TOTO ORBE TERRARVM
CELEBERRIMA,
EX COEMETERO S. CIRIACAE MATRONAE,
VBI SACRVM SI QVIS FECERIT PRO DEFVNCTIS
EORVM ANIMAS E PVRGATORII POENIS
DIVI LAVRENTII MERITIS EVOCABIT

2. Une fresque du portique, qui remonte au pontificat d'Honorius III et par conséquent aux premières années du XIIIe siècle, ainsi qu'un tableau que l'on voit à la sacristie de la basilique, reproduisent le fait historique qui a rendu célèbre la catacombe de Sainte-Cyriaque, et que je vais emprunter à l'oratorien Severano :

Au temps d'Alexandre II, qui fut l'an du Seigneur 1062, il y avait dans le monastère de l'église de St-Laurent un moine de très sainte vie, qui, étant sacristain, se levait toutes les nuits, avant que fût arrivée l'heure de sonner matines et, pour satisfaire sa dévotion, visitait tous les autels. La nuit qui précédait un mercredi, au mois d'août, faisant sa visite accoutumée, mais avec plus de ferveur qu'à l'ordinaire, quand il fut arrivé au maître-autel, il s'y arrêta pour faire sa prière et il vit de ses yeux ouverts entrer dans l'église un grand et vénérable personnage, vêtu d'habits sacerdotaux, et après lui un diacre et un sous-diacre avec les autres ministres nécessaires pour célébrer la messe solennelle : il était suivi d'un grand nombre de soldats, de religieux, de seigneurs et de personnes du peuple qui devaient assister à la messe. Étonné et terrifié de cette nouveauté, le moine s'approcha du diacre avec respect et humilité et lui dit : Qui êtes-vous, vous autres, qui vous préparez à une si grande solennité? Le diacre répondit : Celui qui est vêtu en prêtre est l'apôtre S. Pierre. Je suis Laurent, qui à pareil jour de mercredi (jour où Notre Seigneur Jésus-Christ fut livré aux Juifs qui déterminèrent sa mort), ai souffert un tel supplice par amour pour lui et en conséquence, en mémoire de mon martyre, nous sommes venus aujourd'hui faire cette solennité que tu vois en cette église. Le sous-diacre est S. Étienne premier martyr et les ministres sont les anges du paradis. Les autres sont les apôtres, les martyrs, les confesseurs et les vierges qui ont voulu me rendre honneur en ce jour de mon martyre. Et afin que cette solennité et cet honneur qui m'est rendu ici soient connus de tout le monde, j'ai voulu que tu les visses, afin que, quand il sera jour, tu les manifestes au pape et lui dises de ma part qu'il vienne célébrer dans cette église avec son clergé et donne au peuple l'indulgence qui lui paraîtra convenable à perpétuité. Et comment, dit le sacristain, ajoutera-t-il foi à mes paroles, si je ne lui donne pas quelque marque de la vérité de cette vision? Alors le saint détacha le cordon dont il était ceint et le lui mit dans les mains, afin qu'il pût le montrer en confirmation de ce qu'il avait à dire. La vision disparut. Le moine alla donc, plein de joie et de

contentement, sonner au chapitre, où tous les moines s'étant réunis, étonnés d'être appelés à cette heure, écoutèrent la narration de ce qu'il avait vu et entendu: et il montra le cordon qu'il avait reçu de S. Laurent. L'abbé et les moines, qui connaissaient la sainteté du sacristain, non seulement le crurent, mais allèrent aussitôt tous ensemble vers le pape, qui, de l'avis des cardinaux, se rendit avec eux à l'église pour y célébrer la messe. Dans le chemin on rencontra un mort que l'on portait en terre. Le pape voulut à cette occasion faire expérience du cordon : après avoir fait une prière, il le mit sur le mort qui ressuscita subitement. S'étant donc grandement assuré de la vérité de la vision, il rendit grâces à Dieu et au saint. Arrivé à l'église, il y célébra solennellement la messe et accorda une indulgence de quarante ans et d'autant de quarantaines à tous ceux qui, repentants et s'étant confessés, visiteront, chaque mercredi de l'année, la même église et toute autre dédiée à S. Laurent, en quelque lieu du monde que ce soit.

Cette histoire est racontée en détail par Fr. Léonard (*F. Leonard. da Udine, Ser. aur. de SS. nella festa di S. Lorenzo, in fin., tit. 7, de penit.*), de l'ordre des Prêcheurs, dans son livre intitulé *Sermones aurei*, dans un sermon sur S. Laurent, où il dit qu'il y a dans la même église le privilège et la bulle de ladite concession. (*Severano*, t. I, p. 666-668.)

3. J'ai voulu vérifier la citation, mais je n'ai trouvé que la concession de l'indulgence, que Léonard d'Udine limite à quatre ans et quatre quarantaines, sans récit aucun de la vision.

Summus pontifex certificatus de visione cujusdam monachi monasterii sancti Laurentii Rome et de cingulo sibi dato per beatum Laurentium, ad cujus tactum surrexit quidam defunctus, celebrata sollemni missa, dedit indulgentiam omnibus vere penitentibus et confessis ecclesiam predictam et omnes ecclesias per totum orbem dedicatas in honorem Sancti Laurentii 4 feria devote visitantibus indulgentiam 4 annorum et 4 quadragenarum ad laudem sancti sui. (*Sermones aurei de Sanctis fratris Leonardi de Utino*, 1473, p. 239.)

4. En 1599, Béatrice Cenci prescrivit par son testament de « faire célébrer pour son âme..., à l'église de St-Laurent-hors-les-Murs, cinquante messes et aux autres six églises des sept ordinaires cinquante messes par chacune desdites églises aux autels privilégiés de ces églises ». (*Fr. Cenci*, p. 62.)

## VII. — Autel de Sainte-Marie-Libératrice, a Sainte-Praxède.

1. L'abbé Davanzati, moine bénédictin de Vallombreuse, dans ses *Notizie al pellegrino della basilica di santa Prassede* (Rome, 1725,

in-4), p. 228 et 497, raconte, d'après Panciroli, Severano, Ugonio et Piazza, le fait suivant qui a donné lieu à la dévotion spéciale des fidèles pour les messes célébrées à l'autel de la Vierge, dans la chapelle de St-Zénon ou de la Sainte-Colonne, à Sainte-Praxède :

Un de ses neveux vint à mourir. Le pape (Pascal I) alla célébrer la messe à son intention (à Sainte-Praxède) et il lui arriva qu'il vit en esprit qu'à la première, la seconde, la troisième et la quatrième, l'âme du défunt, par vertu du saint Sacrifice, était de plus en plus soulagée des peines du purgatoire. Il retourna une cinquième fois offrir le saint Sacrifice, à la même fin et il vit l'âme de son neveu prise par la Sainte Vierge, enlevée du purgatoire et conduite au ciel par la Reine des Anges en passant par la fenêtre que l'on voit encore au-dessus de l'autel. Dès lors et à cause de la grâce reçue, le susdit saint pontife accorda au même autel le privilège perpétuel et quotidien, en sorte que par l'application de cinq messes successives, célébrées à cet autel, l'on délivre des peines du purgatoire l'âme pour laquelle on prie.

2. Cette vision a motivé l'appellation populaire donnée à la chapelle de St-Zénon, de Jardin du Paradis ou de Sainte-Marie-Libératrice, *Hortus Paradisi, Sancta Maria libera nos a pœnis inferni.*

On y lisait en conséquence l'inscription suivante, que Davanzati a, selon toute apparence, copiée sur l'original, mais que j'ai en vain cherchée dans l'église :

Altare privilegiatum perpetuum pro defunctis.
In hac sacrosancta ac vetustissima capella, toto terrarum orbe celeberrima, si quis quinquies missam pro defunctis celebraverit, sanguinis Christi ac B. Virginis Mariæ meritis, defunctorum animæ, post quintam missam, e purgatorii pœnis in cœlum evolabunt.

3. Gabriel Wiel, dans la 57e leçon sur l'exposition du canon, a relevé ainsi et commenté l'inscription apposée à l'entrée de la chapelle de St-Zénon :

Paschasius V (il le confond avec Pascal I), qui electus fuit pontifex anno DCCCXVII, dedit indulgentias plenarias per modum suffragii, quas undecim summi pontifices confirmaverunt, ut legitur in littera authentica in introitu cappellæ ecclesiæ S. Praxedis de Urbe. . . . . sub hac forma : *Quicumque celebraverit vel celebrari faciet quinque missas pro anima parentis vel amici existentis in purgatorio dictus Paschasius dat remissionem plenariam per modum suffragii tali animæ.* . . . . Hæ authenticæ scripturæ leguntur in introitu dictæ cappellæ. (Theodorus a Spiritu Sancto, t. II, p 54.)

4. Le diplôme, octroyé par le Pontife à la date de l'an 817, selon Moroni, ne se trouve pas mentionné dans le Bullaire ni dans d'autres collections. Il y a donc tout lieu de suspecter son existence et son authenticité.

De plus, si ce document était authentique, comment se fait-il que Benoît XIII, dans son bref du 4 avril 1727, deux ans après la publication du livre de Davanzati, n'y fasse pas la moindre allusion et que, loin de renouveler un titre préexistant, il accorde à nouveau et de lui-même un privilège à un autel déclaré privilégié par la tradition de neuf siècles?

5. Voici ce bref de Benoît XIII, qui me semble infirmer l'antiquité du privilège. Le bref est peint sur toile en majuscules romaines et placé dans un cadre de bois près de la chapelle de la Ste-Colonne.

Benedictus PP. XIII. Ad perpetuam rei memoriam. Omnium saluti paterna charitate intenti, sacra interdum loca spiritualibus indulgentiarum muneribus decoramus, ut inde fidelium defunctorum animæ Domini Nostri Jesu Christi ejusque sanctorum suffragia meritorum consequi et illis adiutæ ex purgatorii pœnis ad æternam salutem per Dei misericordiam perduci valeant. Volentes igitur ecclesiam sanctæ Praxedis de Urbe, monachorum congregationis Vallisumbrosæ, ordinis S. Benedicti, in qua nullum aliud altare privilegiatum reperitur concessum et in ea situm altare sanctæ Columnæ Domini Nostri Jesu Christi nuncupatum hoc speciali dono illustrare, auctoritate Nobis a Domino tradita ac de omnipotentis Dei misericordia et BB. Petri et Pauli Apostolorum ejus auctoritate confisi, ut quandocumque sacerdos aliquis secularis vel cujusvis ordinis, congregationis seu instituti regularis missam defunctorum pro anima cujuscumque christifidelis quæ Deo in charitate conjuncta ab hac luce migraverit ad prædictum altare celebrabit, anima ipsa de thesauro Ecclesiæ per modum suffragii indulgentiam consequatur, ita ut eiusdem Domini Nostri Jesu Christi ac beatissimæ Virginis Mariæ sanctorumque omnium meritis sibi suffragantibus, a purgatorii pœnis liberetur, concedimus et indulgemus. In contrarium facientibus non obstantibus quibuscumque. Præsentibus perpetuis futuris temporibus valituris. Datum Beneventi sub aunulo piscatoris die IV aprilis MDCCXXVII, pontificatus nostri anno tertio. — Pro Domino cardinale Oliviero, *C. Archiepiscopus Emissenus.*

6. Un des articles du testament de Béatrice Cenci, en 1599, porte: « Item, je laisse comme ci-dessus que l'on fasse célébrer pour mon âme à l'église de Sainte-Praxède et à l'église de Sainte-Pudentienne

cent messes par chaque église aux autels privilégiés ». (Bertolotti, *Fr. Cenci*, p. 62.)

## VIII. — AUTEL DE S. JÉRÔME, A SAINTE-ANASTASIE.

1. Le chanoine Philippe Capello, dans ses *Brevi notizie dell' antico e moderno stato della chiesa collegiata di S. Anastasia di Roma* (Rome, 1722), parle de l'autel privilégié de cette église, en invoquant le témoignage d'Ugonio. Cet autel, selon lui, serait le même que celui sur lequel aurait célébré S. Jérôme.

Obligé par le pape S. Damase de quitter le désert pour prendre part aux travaux de son pontificat, le saint docteur aurait, d'après la tradition, habité au pied du Palatin et, pendant trois ans, aurait dit la messe dans l'église de Sainte-Anastasie dont il portait le titre, avec un calice que l'on y montre encore, sur l'autel de la Nativité, où, dès cette époque, étaient conservés et exposés à la vénération publique le voile de la Sainte Vierge, le manteau de S. Joseph et un morceau considérable de la vraie croix.

Vers la fin du VI^e^ siècle, S. Grégoire aurait élevé à la dignité d'autel privilégié cet autel, qui déjà portait le nom de S. Jérôme et sur lequel les papes célébraient la messe de l'aurore, le jour de Noël.

2. Quoi qu'il en soit de la tradition, il est impossible de faire remonter l'autel actuel ni au IV^e^ siècle, ni au VI^e^. Tout au plus date-t-il du IX^e^ et même certains archéologues l'attribuent volontiers au XII^e^.

Cet autel, massif et presque cubique, est en marbre blanc sans ornement. Au-dessus s'élève un ciborium, dont les quatre colonnes, en marbre du mont Hymette, soutiennent une architrave que surmonte un toit à double pente, dont les dalles, où les inscriptions paraissent encore, ont été extraites des catacombes. Au fronton s'épanouit une croix en mosaïque, où le porphyre alterne avec le serpentin. Sur la frise est une inscription, dont les caractères rappellent la majuscule romaine, mais incertaine et altérée. Quant au texte, il a la plus grande analogie avec les paroles que l'ange adressa à S. Grégoire dans l'église de Saint-Sébastien :

✠ In isto loco promissio verax est et peccatorum remissio.

3. L'inscription suivante, qui fait allusion à la concession Grégorienne, se lit sur marbre près de l'autel de la Nativité :

D. O. M.
qvod
vetvstissimvm hoc altare,
in quo S. Hieronymvs
missæ sacrvm peragebat,
a Divo Gregorio magno
privilegiatvm,
Franciscvs Maria Phœbeus,
archiepiscopvs Tarsensis,
S. Spiritvs præceptor,
olim basilicæ Vaticanæ
ac insimvl hvivs collegiatæ
canonicvs,
omni prorsvs
sacra veneranda antiqvitate
tvm altaris, tvm ciborii
religiose servata,
instauraverit,
complanata area,
conditorio
insignivm reliqviarvm
ligni SS. Crvcis,
veli beatissimæ Virginis
et clamydis S. Ioseph,
exornato
variis marmoreis lapidibvs,
fornice ac pictvris
vndeqvaqve decoraverit
capitvlvm et canonici
hoc
perpetvvm rei monvmentvm
posvere.

## IX. — Concessions a l'instar des églises de Rome.

1. Les documents pontificaux nous font connaître quatre sortes de concessions.

Par les unes, l'autel est privilégié à l'instar des trois autels de St-Grégoire, de St-Sébastien et de St-Laurent : ainsi ont fait Paul III, en 1544, pour la chapelle de Ste-Hélène, à Sainte-Marie *in Ara cœli*,

et Benoît XIII, en 1725, pour le maître-autel de la même église, comme il résulte des deux inscriptions gravées sur marbre et apposées près des autels enrichis du triple privilège.

Benedetto XIII p. m.
l'anno MDCCXXV, alli IV di ottobre,
concesse in perpetuo a tutti li sacerdoti che
celebraranno nell' altare maggiore della B. V. M. in Ara Cœli
il medemo privilegio con cui la f. m. di Pavolo III decoro
la cappella di S. Elena della medema chiesa, cioè
come se celebrassero nell' altare di S. Gregorio papa
dentro Roma, in quello di S. Lorenzo e quello di
S. Sebastiano fuori
delle mura.

2. Paul III, à Saint-Jacques-des-Incurables, ajoute aux trois églises de Saint-Grégoire, de Saint-Sébastien et de Saint-Laurent, celles de Latran, de Sainte-Pudentienne et de Sainte-Praxède. Le privilège est sextuple.

3. Pie VIII, par bref du 17 août 1830, transporte, sous les conditions ordinaires, le privilège de la basilique de Saint-Laurent-hors-les-murs au maître-autel de Sainte-Marie del Tufo, au diocèse de Frascati.

Participatio privilegiorum jam concessorum altari privilegiato S. Laurentii extra mœnia Urbis, favore altaris æque privilegiati ecclesiæ S. Mariæ del Tufo, diœcesis Tusculanæ.

PIUS PP. VIII. Ad perpetuam rei memoriam. Exponi Nobis nuper fecit dilectus filius rector ecclesiæ seu sanctuarii B. Mariæ Virginis del Tufo nuncupatæ, Tusculanæ diœcesis, quod cum in dicta ecclesia sive sanctuario altare ejusdem Beatæ Mariæ Virgini denominationis præfatæ sacrum reperiatur existens, illud omnibus et singulis indulgentiis et privilegiis quibus altare in ecclesia S. Laurentii extra mœnia Urbis pro animabus a purgatorii pœnis liberandis specialiter privilegiatum reperitur locupletatum, per Nos condecorari summopere cupit. Nobis propterea humiliter supplicari fecit ut in præmissis opportune providere ac ut infra indulgere de benignitate apostolica dignaremur.

Nos igitur aliunde considerantes quantopere hoc ad religionis pietatisque augmentum necnon ad uberius animabus in purgatorio detentis impertiendum suffragium cedat, ejusdem exponentis specialem hac super re gratiam facere volentes supplicationibus inclinati, deque omnipotentis Dei misericordia ac beatorum Petri et Pauli apostolorum ejus auctoritate confisi, prædictas omnes et singulas indulgentias, peccatorum remissio-

nes ac pœnitentiarum relaxationes aliasque spirituales gratias et privilegia quibus altare supradictum in præfata ecclesia S. Laurentii extra mœnia Urbis a Summis Pontificibus prædecessoribus Nostris pro animabus a purgatorii pœnis liberandis specialiter condecoratum reperitur, altari supradicto in ecclesia seu sanctuario dictæ diœcesis existenti, servatis tamen de jure servandis, necnon omnibus pro illarum consequutione præscriptis rite adimpletis, auctoritate apostolica, tenore præsentium, perpetuo communicamus, tribuimus et impertimur.

Non obstantibus, etc.

Datum Romæ apud sanctam Mariam Majorem sub annulo piscatoris, die decima septima augusti, millesimo octingentesimo trigesimo, pontificatus Nostri anno secundo. (*Bullar. Rom. cont.*, t. XVIII, p. 134-135.)

4. La concession la plus ancienne et aussi la plus commune est celle qui communique le privilège de l'autel de l'église de Saint-Grégoire. L'autel ainsi privilégié prend dès lors le titre d'*autel Grégorien.*

Quand Jules III, dans le bref déjà cité et dont la date varie, suivant les auteurs, entre les années 1550, 1551 et 1552, accorda diverses indulgences, à la demande du roi de Portugal, ce fut l'autel Grégorien qu'il concéda à l'archiconfrérie de la Miséricorde pour son église de Goa.

Concedimus ut missæ omnes quas confratres celebrare faciunt in altari majori dictæ confraternitatis pro animabus parentum suorum valeant ipsis applicari per modum suffragii atque pro eisdem lucrentur easdem indulgentias, perinde ac si forent celebratæ Romæ in altari S. Gregorii. (Theodorus a Spiritu Sancto, *Tractatus dogmatico-moralis de Indulgentiis*, Romæ, 1743, t. II, p. 55.)

C'est surtout Grégoire XIII, qui a popularisé l'*autel Grégorien*, comme il me sera facile de le prouver par quelques exemples, sans sortir de l'enceinte de la ville de Rome.

Les brefs, dont je vais donner des extraits et un spécimen, sont tous gravés sur marbre, afin de perpétuer le souvenir de la faveur pontificale, et placés dans les églises qu'ils concernent, en vue de tous, dans un endroit apparent et près des autels ainsi privilégiés *ad instar.*

Chacun de ces brefs est rédigé suivant une formule invariable qui commence par ces mots : *Salvatoris Domini.*

*A Saint-Laurent in Damaso.*

Gregorius PP. XIII. Ad perpetuam rei memoriam. Salvatoris Domini Nostri Jesu Christi æterno Patri consubstantialis et coæterni, qui pro redemptione generis humani de summo cœlorum solio ad hujus mundi infima descendere et carnem nostram ex utero virgineo assumere dignatus est, vices licet immeriti gerentes in terris et ejus exempla sectantes, animabus Christi fidelium in purgatorio existentibus quæ per caritatem Deo unitæ ab hac luce decesserunt et piorum suffragiis juvari meruerunt, opportuna de thesauris Ecclesiæ subsidia subministrare studemus, ut illæ, quantum divinæ bonitati placuerit, adjutæ ad cœlestem patriam eo facilius pervenire valeant. De divina igitur misericordia confisi, tenore præsentium concedimus ut quoties quicumque sacerdos, sive sæcularis sive regularis, missam in altari societatis sanctissimi sacramenti sito in ecclesia sancti Laurentii in Damaso de Urbe pro liberatione unius animæ in purgatorio existentis celebraverit, ipsa anima per hujusmodi celebrationem easdem indulgentias et peccatorum remissionem consequatur et ad ipsius celebrationem pro qua celebrabitur dicta missa operetur quas consequeretur et operaretur si prædictus sacerdos hac de causa missam ad altare in ecclesia sancti Gregorii de Urbe ad id deputatum celebraret. Non obstan. Nostra de non concedendis indulgentiis ad instar et aliis constitutionibus et ordinationibus apostolicis cæterisque contrariis quibuscumque.

Dat. Romæ apud sanctum Petrum sub annulo piscatoris, die IIII aprilis MDLXXVI, pont. Nostri anno quarto.

*A Saint-Onuphre, sur le Janicule.*

Par bref, accordé sur les instances du cardinal titulaire, *precibus quoque dilecti filii Nostri Ludovici tituli sancti Honofrii presbyteri cardinalis Madrucii nuncupati Nobis super hoc humiliter porrectis inclinati*, et *Datum Romæ apud sanctum Petrum sub annulo piscatoris MDLXXVI, pontificatus Nostri anno quinto*, Grégoire XIII privilégia dans l'église de Saint-Onuphre, sur le Janicule, l'autel de N.-D. de Lorette, à l'instar de celui de Saint-Grégoire, *altare S. Mariæ de Laureto, situm in ecclesia domus seu monasterii Sancti Honufrii de Urbe.*

*A Saint-Pierre in Vincoli.*

Grégoire XIII, par bref signé *Cæs. Glorierius, datum Romæ apud S. Petrum sub annulo piscatoris, die XXVI octobris MDLXXVI, pontificatus nostri anno V*, privilégie, à l'instar de Saint-Grégoire, *altare Beatæ Mariæ Virginis ac sancti Sebastiani situm in eccles*

*S. Petri ad vincula de Urbe, canonicorum regularium, Congregationis S. Salvatoris, ordinis S. Augustini.*

Le bref, gravé sur marbre et placé près de l'autel de St-Sébastien, porte en suscription : *S. Sebastiano martyri, pestilitatis depulsori, in ecclesia S. Petri ad vincula.* Ce fut, en effet, par l'intercession de S. Sébastien et l'érection d'un autel en son honneur dans l'église de Saint-Pierre, que la peste qui ravageait Rome depuis trois mois cessa tout à coup, l'an 670 [1].

*A Sainte-Marie de Monserrato.*

Gregorius Papa XIII. Ad perpetuam rei memoriam. Salvatoris Domini Nostri Jesu Christi æterno Patri consubstantialis et coæterni, qui pro redemptione generis humani summo cœlorum solio ad hujus mundi infima descendere et carnem nostram ex utero Virgineo assumere dignatus est, vices, licet immeriti, gerentes in terris et ejus exempla sectantes, animabus Christifidelium defunctorum in purgatorio existentibus quæ per charitatem Deo unitæ ab hac luce decesserunt, piorum suffragiis juvari meruerunt, opportuna de thesauris Ecclesiæ subsidia subministrari studemus ut illæ, quantum divinæ bonitati placuerit, adjutæ ad celestem patriam facilius pervenire valeant. De divina igitur misericordia confisi, præcibus quoque dilecti filii nobilis viri Joannis de Cuniga, principis de Petrapretia, et charissimi in Christo filii nostri Philippi Hispaniarum regis catholici apud Nos et Sedem apostolicam oratoris, Nobis super hoc humiliter porrectis, benigne annuentes, tenore præsentium perpetuo concedimus ut quoties quicumque sacerdos, sive secularis sive regularis, missam in altari sanctissimi crucifixi, sito in ecclesia beatæ Mariæ Montis Serrati, nationis Aragonum, prope curiam de Sabellis de Urbe, pro liberatione unius animæ in purgatorio existentis celebraverit, ipsa anima per hujusmodi celebrationem easdem indulgentias et peccatorum remissiones consequatur et ad ipsius liberationem pro qua celebrabitur dicta missa operetur quas consequeretur et operaretur si prædictus sacerdos hac de causa missam ad altare sancti Gregorii etiam de Urbe ad id deputatum celebraret. Non obstantibus nostra de non concedendis indulgentiis ad instar et aliis constitutionibus et ordinationibus apostolicis, cæterisque contrariis quibuscumque.

Datum Romæ apud sanctum Petrum sub annulo piscatoris die XVI februarii MDLXXVII, pontificatus nostri anno quinto. — Cæ. Glorierius.

*A Sainte-Marie de la Paix.*

Grégoire XIII, par bref *datum Romæ apud sanctum Petrum sub annulo piscatoris die XXX julii MDLXXVII, pontificatus Nostri*

(1) Giampaoli, *Memorie delle catene di S. Pietro.* Prato, 1884, p. 221.

*anno sexto*, privilégia, à l'instar de celui de Saint-Grégoire, l'autel de la Crèche dans l'église de Sainte-Marie de la Paix, où ce même bref a été gravé sur marbre : *in altari capellæ Præsepii sub organo sitæ in ecclesia monasterii Sanctæ Mariæ de Pace, canonicorum regularium Congregationis Lateranensis almæ Urbis Nostræ.*

Questo altare,
per grazia conceduta dalla
fel. memor. di Gregorio
XIII, l'anno MDLXXVIII, gode
il medesimo privilegio che quel-
lo di S. Gregorio, cioè che celebran-
dovi qualunque sacerdote, tanto
secolare che regolare, si libera un
anima dal purgatorio, conforme
apparisce del breve spedito l' an-
no sesto del suo pontificato, a li
di XVII gennajo.
Il medesimo privilegio fu confer-
mato sotto il di XXX agosto, l'an-
no MDCCXXXVIII, dalla s. m. di Cle-
mente XII, nella occasione
della nuova fabbrica dell' altare
maggiore, dedicato al S. Padre.

5. Grégoire XIII, en 1577, privilégia l'autel de la Vierge et de S. Ansovino, dans la cathédrale de Camerino, à l'instar de celui de St-Grégoire, par le bref suivant :

Gregorius pp. XIII. Ad perpetuam rei memoriam. Salvatoris D. N. J. C., etc. De divina igitur misericordia confisi, precibus quoque ven. fratris Alphonsi, episcopi Camerinen., Nobis super hoc humiliter porrectis, inclinati, tenore præsentium perpetuo concedimus ut quoties quicumque sacerdos, sive sæcularis sive regularis, missam in altari capellæ sub invocatione B. Mariæ de Misericordia et sancti Ansovini, sitæ in ecclesia cathedrali civitatis Camerini, pro liberatione unius animæ in purgatorio existentis celebraverit, ipsa anima per hujusmodi celebrationem easdem indulgentias et peccatorum remissiones consequatur et ad ipsius liberationem pro qua celebratur dicta missa operetur, quas consequeretur et operaretur si prædictus sacerdos hac de causa missam ad altare situm in ecclesia monasterii S. Gregorii de Urbe ad id deputatum celebret. Non obstantibus de non concedendis indulgentiis ad instar et aliis constitutionibus et ordinationibus apostolicis cæterisque contrariis quibuscumque.

Datum Romæ apud S. Petrum sub annulo piscatoris die IV januari

MDLXXVII, pont. nostri an. V. (Santoni, *Degli atti e del culto di S. Ansovino*, Camerino, 1863, p. 42, 60.)

En 1641, Urbain VIII transféra le privilège à la chapelle Varani, qui venait d'être reconstruite à cause de la fondation de chapellenies et de legs qui y avait été faite, en sorte que le nombre de messes fondées montait à trois mille, sans compter celles que l'on demandait journellement.

Urbanus PP. VIII. Ad perpetuam rei memoriam. Alias a f. r. (felicis recordationis) Gregorio PP. XIII, prædecessore nostro, emanarunt litteræ tenoris sequentis, videlicet (*suit le bref de Grégoire XIII*). Cum autem sicut dilecti filii Angelus Georius, cubiculi nostri præfectus, necnon Prosper etiam Georius, ejus frater, nobis nuper exponi fecerunt ad altare sancti Ansovini illiusque cappellam dictæ cathedralis ecclesiæ, quod et quam pro majori parte hucusque ornari fecerunt et, benedicente Domino, perficere intendunt, ac in quo seu qua corpus ejusdem sancti Ansovini recondetur, privilegium hujusmodi transferri desiderent; Nos, eorumdem Angeli ac Prosperi supplicationibus Nobis humiliter porrectis inclinati, privilegium prædictum e dicto sub invocatione B. Mariæ de Misericordia et S. Ansovini altari ad ejusdem sancti Ansovini altare et capellam ex nunc, prout ex ea die qua primum in dicto altari sacrosanctum missæ sacrificium celebrabitur, cum omnibus et singulis indulgentiis in præinsertis dicti Gregorii prædecessoris litteris existentis, apostolica auctoritate, tenore præsentium perpetuo transferimus. Non obstantibus omnibus quæ in dictis litteris, quas ad hunc effectum confirmamus, concessa sunt non obstare cæterisque contrariis quibuscumque.

Datum Romæ apud S. Petrum sub annulo piscatoris die XX novembris an. MDCXLI, pont. nostri an. XIX. — M. A. Maraldus. (Santoni, p. 43, 62.)

Pie VI, par bref du 29 juillet 1794, donné près Sainte-Marie-Majeure, privilégia tous les autels de la cathédrale, vu le grand nombre de messes demandées à l'autel de S. Ansovino, mais seulement à l'usage des chanoines, bénéficiers et autres attachés au chœur de la cathédrale : « Quandocumque sacerdos aliquis ex canonicis, beneficiatis aliisque choro dictæ metropolitanæ ecclesiæ dumtaxat inservientibus, ad quodcumque altare dictæ metropolitanæ ecclesiæ sacrosanctum missæ sacrificium tam pro satisfactione onerum sibi incumbentium quam devotionis causa celebrabit. » (Santoni, pp. 43, 63.)

6. Sollicité par les moines Camaldules, qui desservent l'église de

Saint-Grégoire, Léon XIII a fait rendre, en 1884, un décret par la S. C. des Indulgences, où sont déclarées ces quatre choses :

Le trentain dit de S. Grégoire est une dévotion efficace pour la délivrance des âmes du purgatoire, pieuse, raisonnable et approuvée par l'Église.

Les mêmes qualités sont reconnues à l'autel de St-Grégoire, ainsi qu'aux autels dits grégoriens *ad instar*.

Il y a lieu, en conséquence, de révoquer la suspension portée par Pie IX, en 1852, de la concession des autels grégoriens *ad instar*.

*Ordinis monachorum Camaldulensium. De Gregoriano tricenario, de altari S. Gregorii in Monte Celio et de altaribus Gregorianis ad instar.*

Decretum. Pro animabus e purgatorio liberandis ab antiquis temporibus Christifideles celebrandas curarunt et curant missas quæ *Gregorianæ* seu *Gregorianum tricenarium* appellantur, quæ nimirum per triginta continentes dies exemplo S. Gregorii magni in quovis altari dicuntur. In eumdem finem et ab antiquis pariter temporibus Christifideles offerri expostulaverunt et expostulant missæ sacrificium in altari S. Gregorii in ejus ecclesia Cœlimontana. Tum in triginta illis missis, tum in quavis missa ad altare S. Gregorii specialem fiduciam Christifideles et habuerunt et habent, velut si ipsæ ita efficaces sint censendæ ut anima, pro qua celebratur, e purgatorii pœnis illico liberetur. Verum de duplici hujusmodi praxi dubitari cœptum est a præstantibus quibusdam viris, ea potissimum de causa quod hujusmodi Christifidelium fiducia haud solido fundamento inniti videatur.

Quod quidem adeo permovet hodiernum abbatem generalem monachorum Camaldulensium, quibus custodienda tradita fuit ecclesia in qua Gregoriani tricenarii praxis initium forte sumpsit et altare S. Gregorii existit, ut antecessoris sui preces urgeret et S. Congregationi Indulgentiis præpositæ dubia aliqua authentice dirimenda exhiberet. Cum vero anteactis temporibus Romani pontifices, præsertim Gregorius XIII, plurima altaria, tum Romæ tum alibi, formula usi solemni, *privilegiata* declaraverint *ad instar* altaris S. Gregorii in monte Cœlio et Christifideles haud dissimilem a superius dicta fiduciam reposuerint et reponunt in missis quæ hujusmodi in altaribus ad juvandas animas in purgatorio detentas celebrantur; quumque hæc altaria *Gregoriana ad instar* nuncupata usque ad annum MDCCCLII concessa, ob exorta dubia de discrimine altaris *Gregoriani ad instar* ab altari sine addito *privilegiato*, Pius S. M. PP. IX, die XV martii illius anni, prohibuerit quominus in posterum concederentur, quoad res maturius perpenderetur et absolveretur, hinc opportunum visum est dubiis a R. P. abbate propositis aliud ex officio subnectere et dirimere, respiciens amussim suspensionem a S. M. Pio PP. IX indictam.

Dubia vero proposita hæc sunt quæ sequuntur :

1. Utrum fiducia qua fideles retinent celebrationem triginta missarum quæ vulgo *Gregorianæ* dicuntur, uti specialiter efficacem ex beneplacito et acceptatione divinæ misericordiæ ad animæ e purgatorii pœnis liberationem, pia sit et rationabilis atque praxis easdem missas celebrandi sit in Ecclesia probata ?

2. Utrum fiducia qua fideles retinent celebrationem missæ in altari S. Gregorii in ejus ecclesia Cœlimontana, uti specialiter efficacem ex beneplacito et acceptatione divinæ misericordiæ ad animæ e purgatorii pœnis liberationem pia sit et in Ecclesia probata ?

3. Utrum idem dicendum sit de altaribus *Gregorianis ad instar?*

4. Utrum expediat revocare suspensionem novæ concessionis altaris Gregoriani latam ex mandato Ssmi in audientia diei XV martii MDCCCLII?

Quibus in congregatione generali habita die II martii MDCCCLXXXIV in ædibus apostolicis Vaticanis Em. Patres rescripserunt :

Ad I, II et III. Affirmative.

Ad IV. Consulendum Ssmo ut revocet suspensionem novæ concessionis altaris Gregoriani ad instar.

Die vero XV ejusdem mensis et anni, facta de omnibus ab infrascripto Sacræ Congregationis secretario relatione SS. D. N. Leoni PP. XIII, Sanctitas Sua Patrum cardinalium responsiones approbavit et suspensionem novæ concessionis altaris Gregoriani ad instar sustulit.

Datum Romæ ex secretaria Sacræ Congregationis Indulgentiis sacrisque Reliquiis præpositæ die XV martii MDCCCLXXXIV.

Al. card. Oreglia a S. Stephano præf. — Franciscus della Volpe secretarius (*Acta S. Sedis*, t. XVI, p. 510; *Journal du droit canon*, t. IV, p. 347-348.)

## X. — Formules de suppliques.

1. La supplique par laquelle on demande la concession de l'autel privilégié se rédige sur papier de grand format, en latin ou en italien, mais mieux dans la première de ces deux langues, et s'adresse directement au pape.

Voici deux modèles, suivant la nature de la concession :

### *Pour l'autel privilégié personnel.*

Beatissime Pater,

N... (*prénom, nom du suppliant*), presbyter, N... (*titre ou fonctions ecclésiastiques*), diœcesis N... (*nom du diocèse*), ad pedes Sanctitatis Vestræ provolutus, humiliter implorat *indultum* altaris privilegiati personalis. Et Deus, etc.

*Pour l'autel privilégié local.*

Beatissime Pater,

N...*(prénom, nom du suppliant)*, presbyter, N. (*titre ou fonctions ecclésiastiques*), diœcesis N... (*nom du diocèse*), ad pedes Sanctitatis Vestræ provolutus, humiliter implorat indultum altaris privilegiati pro altari S. N. (*vocable de l'autel*) in ecclesia (*désignation de l'église avec son titre cathédral, curial, etc.*) vel capella loci N... (*désignation de la chapelle ou publique ou privée, d'hospice, de conservatoire*, etc., *avec indication du lieu*, etc.). Et Deus, etc.

2. La supplique se dépose au secrétariat des Brefs, si la concession doit être expédiée par bref; au secrétariat des Mémoriaux ou de la Congrégation des Indulgences, si la concession a lieu au contraire par simple voie de rescrit.

Le cardinal secrétaire des Brefs a audience de sa Sainteté le mardi et le vendredi de chaque semaine; les jours d'audience du cardinal-secrétaire des Mémoriaux sont le lundi et le vendredi.

## XI. — Divers modes de concession.

1. Le Souverain Pontife accorde l'autel privilégié de trois manières : par *oracle de vive voix,* par *rescrit* et par *bref.*

2. Le 17 septembre 1864, Pie IX accorda de vive voix l'autel prilégié, pour trois fois la semaine, à tous les prêtres français, au nombre d'environ 150, qui furent admis à l'audience publique, à la demande et à la suite de Mgr l'évêque d'Autun.

Deux inscriptions du XVIIIe siècle offrent des exemples analogues:

*A Saint-Pierre, dans la chapelle de la Pietà.*

Benedictus XIII, pont. maximus,
idem altare a se sacratum
perpetuo quotidiano privilegio pro
animabus fidelium defunctorum
vivæ vocis oraculo donavit,
ipsamet die XIX feb. MDCCXXVII.

Galletti, t. 1, p. 160, cite une inscription semblable à Sainte-Marie-des-Anges, à la date du 6 octobre 1727.

3. Le *rescrit* se met au dos de la supplique et est signé soit par le

cardinal secrétaire, dont on y appose le sceau, soit par le prélat qui l'assiste en qualité de substitut.

La formule du rescrit est celle-ci :

Ex audientia Sanctissimi.
Die (*date par jour, mois, année*).
Sanctissimus benigne annuit pro indulto personali altaris privilegiati tribus in qualibet hebdomada diebus, dummodo orator simile indultum pro alia die non obtinuerit.

Il y a donc deux clauses formelles, l'une qui limite et précise le nombre des jours où l'on peut jouir de la faveur pontificale, l'autre qui n'accorde de valeur au présent indult qu'autant qu'on n'a pas obtenu déjà un indult semblable.

La taxe des frais de secrétariat est fixée à trente baïoques ou trois pauls, évalués à un franc soixante centimes.

4. Le *bref* est expédié sur parchemin, écrit en écriture cursive, presque sans abréviations, sur le revers ou côté rude de la feuille taillée en long, scellé de l'anneau du pêcheur qui représente S. Pierre jetant ses filets à la mer et signé soit par le cardinal secrétaire, soit par son substitut.

Je citerai deux exemples de brefs rédigés suivant la formule *Omnium saluti*, affectée aux concessions locales et suivant la formule *Exponendum curavisti*, employée pour les concessions personnelles.

*Bref d'Innocent XII privilégiant l'autel de St-Lazare, dans l'église de Sainte-Martine, à Rome.*

Innocentius PP. XII. Ad perpetuam rei memoriam. Omnium saluti paterna charitate intenti, sacra interdum loca spiritualibus indulgentiarum muneribus decoramus, ut inde fidelium defunctorum animæ Domini Nostri Jesu Christi ejusque sanctorum suffragia meritorum consequi, ut illis adjutæ e purgatorii pœnis ad æternam salutem per Dei misericordiam perduci valeant. Cum itaque sicut dilectus filius Lazarus Baldi nobis nuper exponi fecit, ipse altare sub titulo seu invocatione sancti Lazari monachi in ecclesia sanctæ Martinæ de Urbe sua impensa magnifice extruxerit illudque congrua dote ei constituta decenter ornaverit, nos ejusmodi Lazari pietatem plurimum in Domino commendantes ac ecclesiam hujusmodi, in qua aliud altare privilegiatum ad tempus nondum elapsum forsan reperitur concessum, quod per præsentes revocamus, nec non in ea situm supradictum altare hoc speciali dono illustrare volentes, dummodo tamen in dicta ecclesia sex missæ quotidie celebrentur, supplicationibus ipsius

Lazari nomine nobis super hoc humiliter porrectis inclinati, auctoritate nobis a Domino tradita ac de omnipotentis Dei misericordia et beatorum Petri et Pauli apostolorum ejus auctoritate confisi, ut quandocumque sacerdos aliquis sæcularis vel cujusvis ordinis regularis, missam defunctorum in die commemorationis defunctorum, et singulis diebus infra illius octavam, ac secunda et sexta feriis cuiuslibet hebdomadæ, pro anima cujuscumque christifidelis quæ Deo in charitate coniuncta ab hac luce migraverit ad prædictum altare celebrabit, anima ipsa de thesauro Ecclesiæ per modum suffragii indulgentiam consequatur, ita ut ejusdem Domini Nostri Jesu Christi ac beatissimæ Virginis Mariæ sanctorumque omnium meritis sibi suffragantibus, a purgatorii pœnis liberetur, concedimus et indulgemus. In contrarium facientibus non obstantibus quibuscumque. Præsentibus perpetuis futuris temporibus valituris. Datum Romæ apud S. Mariam Majorem sub annulo piscatoris die IV maii MDCXCIII, pontificatus nostri anno secundo. — I. F. card. Albanus.

*Bref personnel.*

Pius PP. IX. — Dilecte fili, salutem et apostolicam benedictionem. Exponendum curavisti Nobis tibi esse in votis ut missæ tam tibi incumbentes quam adventitiæ seu devotionis causa ab te celebrandæ, cœlestium munerum, quorum dispensationem Nobis credidit Altissimus, elargitione per Nos decorentur. Quare a Nobis petivisti humiliter ut in præmissis opportune providere ac ut infra indulgere de benignitate apostolica dignaremur. Nos igitur piis hisce tuis votis ac precibus benigne annuere volentes, de omnipotentis Dei misericordia ac BB. Petri et Pauli App. ejus auctoritate confisi, tibi, dilecte fili, ut quandocumque pro anima cujuscumque Christifidelis, quæ Deo in charitate conjuncta ab hac luce migraverit, ad quodlibet altare celebraveris, missæ sacrificium hujusmodi, quater tantum qualibet hebdomada, animæ seu animabus pro qua seu pro quibus celebratum fuerit, perinde suffragetur ac si ad altare privilegiatum fuisset a te celebratum, auctoritate apostolica, tenore præsentium concedimus et indulgemus. Non obstantibus Nostra et Cancellariæ Apostolicæ regula de non concedendis indulgentiis ad instar, aliisque constitutionibus et ordinationibus apostolicis cæterisque contrariis quibuscumque. Volumus autem ut si tibi alias privilegium hujusmodi fuerit concessum, illud revocatum sit, prout per præsentes apostolica auctoritate revocamus.

Datum Romæ apud S. Petrum sub annulo piscatoris, die VII februarii MDCCCLX, pontificatus nostri anno decimo quarto.

Pro Dno cardinali Macchi, Jo. B. Brancaleoni Castellani sub.

✠ *Sceau du pêcheur. Au dos :*

Dilecto filio Presb. Xaverio Barbier de Montault, Diœc. Andegaven.

Expensæ : Scutum unum. Agentia : Obuli sexaginta.

La taxe du secrétariat est d'un écu (5 fr. 35). On y ajoute 60 baïoques ou six pauls (3 fr. 20), si l'affaire a été confiée à un expéditionnaire apostolique ou à tout autre agent.

5. Clément XIV, par ses lettres apostoliques *Decet quam maxime*, du 29 septembre 1769, défend expressément aux évêques de percevoir quoi que ce soit pour la promulgation des autels privilégiés.

Nullum prorsus emolumentum directe vel indirecte, quovis prætextu aut colore, etiam muneris aut spontaneæ oblationis, licet eisdem (episcopis) recipere, quemadmodum nec eorum vicariis, officialibus quibuscumque aut familiaribus, pro cognitione, approbatione et promulgatione reliquiarum, indulgentiarum et altarium privilegiatorum. (*Bull. Rom. cont.*, t. IV, p. 51.)

### XII. — Autel privilégié pour les vivants.

1. Le privilège accordé à un autel déterminé concerne ou les vivants ou les morts séparément, ou encore et tout ensemble les vivants et les morts.

Le Bullaire Romain est loin d'être complet. Aussi, en l'absence des textes que l'on désirerait y rencontrer, il faut s'adresser aux monuments épigraphiques pour avoir certains documents non moins anciens que précieux. C'est seulement par une inscription qui existe à Sainte-Marie-Majeure que je connais la concession faite par Pie II, en 1464, d'une indulgence plénière à tous ceux qui visiteront l'autel sous lequel est enseveli S. Jérôme, la veille de l'Ascension, anniversaire de sa translation, à partir des premières vêpres.

Voici la bulle qu'on peut voir gravée sur marbre près la chapelle de la Crèche :

Pius episcopus, servus servorum Dei. Ad perpetuam rei memoriam. Multas Sanctorum celebritates extra natalitios dies Sancta Romana Ecclesia colendas instituit, ut eorum memoriam vel tempore opportuniore vel veneratione ampliore recoleret. Qua nos etiam ratione permoti, solemnitatem translationis beatissimi Hieronymi, sacerdotis doctorisque præcipui, quæ olim septimo idus maii servabatur, in vigilia Ascensionis Dominice, qua major populorum frequentia ad sanctorum sacraria ex finitimis Urbis locis confluere dinoscitur agendam celebrandamque apostolica auctoritate statuimus atque ut ipsius gloriosi doctoris ara in beate Marie Majoris Urbis Rome basilica constituta, apud quam in sacre dormitionis thoro eadem qua floruit carne quiescit, illa die fructuosius ac devotius honoretur, plenariam

remissionem pridem a Nobis concessam ad eamdem vigiliam transferentes, omnibus vere penitentibus et confessis qui a primis vesperis precedentis diei usque ad occasum solis ejusdem vigilie aram ipsam visitaverint et pias eleemosinas oblationesque porrexerint singulis quibusque annis plenariam omnium peccatorum suorum remissionem perpetuo duraturam misericorditer elargimur. Datum Rome apud sanctum Petrum anno Incarnationis Dominice millesimo quadringentesimo sexagesimo quarto, kalendas junii, pontificatus nostri anno sexto.

2. On trouve quelques exemples de concessions qui comprennent à la fois les vivants et les morts. Mais ils sont plus rares, car l'indulgence plénière, attachée à un autel, s'applique plus exclusivement aux défunts.

Au XVI[e] siècle, des réparations furent entreprises dans l'église de Ste-Cécile *in Trastevere*. Un autel fut démoli : il était plein de reliques que des *titres* spéciaux authentiquaient. Les mêmes reliques furent transférées dans l'autel du Saint-Sacrement qui venait d'être érigé. Dans le but de les honorer davantage, Jules III, à la date du 25 juin 1554, fit publier un bref par lequel il octroyait les indulgences suivantes :

Tout prêtre, séculier ou régulier, en quelque temps de l'année que ce soit, qui célébrera sur cet autel et y priera aux intentions de Sa Sainteté, gagnera les mêmes indulgences et pardons, applicables aussi aux âmes des défunts, que s'il célébrait aux autels privilégiés de St-Grégoire, de St-Laurent et de St-Sébastien.

Tout fidèle de l'un et de l'autre sexe qui fera célébrer sur le même autel jouira de la même faveur.

Le bref de Jules III a été gravé sur marbre. Il est encastré dans le mur du portique de l'église de Ste-Cécile, à gauche de la porte d'entrée.

Julius PP. III. Ad perpetuam rei memoriam. Sacræ religionis sub qua dilectæ in Xpisto filiæ abbatissa et moniales monasterii S. Ceciliæ de Urbe, regionis Transtiberinæ, ordinis S. Benedicti dealbatorum, mundanis abjectis illecebris, in humilitatis spiritu devotum et sedulum exhibent Altissimo famulatum, promeretur honestas ut monasterium hujusmodi et illius ecclesiam necnon ipsas abbatissam et moniales spiritualibus favoribus et gratiis prosequamur. Cum itaque, sicut accepimus, nonnullæ venerabiles tam Sanctorum quam Sanctarum reliquiæ cum nonnullis illarum titulis in reparatione ecclesiæ dicti monasterii et in demolitione cujusdam altaris antiqui ejusdem ecclesiæ nuper repertæ ac in novo altari ante venerabile

sacramentum pretiosissimi corporis D. N. Jesu Xpisti quod in eadem ecclesia conservatur constructo, honorifice reconditæ fuerint, Nos cupientes reliquias ipsas congruis honoribus frequentari, à Xpisti fidelibus in debita veneratione haberi, ut quorum reliquias veneramur in terris pro nobis intercedere dignentur in celis, de omnipotentis Dei misericordia ac beatorum Petri et Pauli apostolorum ejus auctoritate confisi, motu proprio et ex certa nostra scientia, auctoritate apostolica, tenore præsentium, omnibus et singulis presbyteris secularibus et quorumvis ordinum regularibus qui in novo altari hujusmodi quocumque anni tempore missam celebraverint et tam eisdem præsbyteris quam universis utriusque sexus fidelibus qui missas celebrari fecerint et Deum pro felici statu et incremento S. R. E. et pace inter Xpistianos concilianda et conservanda oraverint, quoties id fecerint, toties easdem indulgentias et peccatorum remissiones, etiam pro animabus pro quibus celebrabitur, consequantur quas consequerentur si in uno ex altaribus in S. Gregorii intra aut S. Sebastiani vel S. Laurentii extra muros dictæ Urbis ecclesiis pro missis pro defunctis celebrandis per Romanos pontifices prædecessores nostros deputatis missam celebrarent seu celebrari facerent et orarent, concedimus et elargimur. Necnon monasterium et ecclesiam ac abbatissam et moniales hujusmodi sub beati Petri ac nostra protectione suscepimus ac omnia et singula privilegia, gratias, concessiones, immunitates, exemptiones, litteras et indulta eisdem abbatissæ et monialibus earumque monasterio et ecclesiæ per quoscumque Romanos pontifices prædecessores nostros sub quibuscumque tenoribus et formis ac cum quibusvis clausulis et decretis et alias quomodolibet concessa confirmata et innovata approbamus et confirmamus. Ac præsentes nostras litteras sub quisbusvis similium vel dissimilium gratiarum revocationibus, limitationibus vel suspensionibus nullatenus comprehensas sed semper ab illis exceptas existere decernimus. Non obstantibus quibusvis constitutionibus et ordinationibus apostolicis ceterisque contrariis quibuscumque.

Datum Romæ apud S. Petrum sub annulo piscatoris die XXV junii MDLIIII, pont. nostri anno quinto. — Leo de Fano. — A. Mileti.

Benoît XIV, ayant su par l'ambassadeur Emmanuel de Sampayo que le roi de Portugal faisait ériger dans la ville de Lisbonne une magnifique chapelle sous le vocable de S. Roch, voulût, pour être agréable à Sa Majesté très Fidèle, consacrer lui-même, le 15 décembre 1744, dans l'église de St.-Antoine des Portugais, l'autel de cette chapelle. Il y célébra la messe et le qualifia d'*autel papal*, avec faculté pour le roi de désigner lui-même les prêtres qui pourraient y offrir le saint Sacrifice et les jours où il leur serait loisible de se servir de cet autel. Il le déclara privilégié à perpétuité pour les dé-

funts et pour les rois et reines de Portugal, ainsi que leurs parents et alliés jusqu'au troisième degré inclusivement, qui, après s'être confessés et avoir communié, pourront gagner l'indulgence plénière chaque fois qu'ils viendront y prier aux intentions du Souverain Pontife.

*Altare a Pontifice consecratum, super quo sacrum fecit, variis privilegiis decoratur.*

Carissimo in Christo Filio Nostro Johanni, Portugalliæ et Algarbiorum Regi Illustri.

Benedictus Papa XIV. Carissime in Christo Fili noster, salutem et Apostolicam benedictionem. Dilectus filius Emmanuel Pereyra Sampayus, militiæ ordinis Jesu Christi commendator, negotiis Majestatis Tuæ apud Sanctam Sedem præpositus, sæpissime Nobis declaravit regale prorsus consilium ac pietatis plenum excitandi magnificum sacellum in ecclesia quæ in civitate ista Lisbonæ sancto Rocco nuncupata est. Primum totius rei formam carta exaratam ac delineatam nostris subjecit oculis, nempe opera sive ex marmore sive ex ære ducenda, aptissimas et elegantes gemmarum conjunctiones ac tabulas effingendas ex opere concinne tessellato, quibus omnibus perficiendis peritissimi hujus Urbis artifices sedulam modo impendunt industriam et quæ Nos ipsi (cum absoluta penitus fuerit) invisuros promisimus, antequam Lisbonam transvehantur. Postremo idem commendator Sampayus Nobis exposuit gratissimum fore Majestati Tuæ si, perfecto jam lapide altaris erigendi in sacello quod superius innuimus, ad ipsum consecrandum Nos ipsi deveniremus. Itaque cum jucundissimum Nobis sit morem gerere voluntati Majestatis Tuæ, quæ Dei cultum semper augere expetit, et simul Nostri apostolici muneris partibus satisfacere; hinc absque ulla hæsitatione Nos paratissimos ostendimus, ut hujusmodi consecrationem susciperemus in ecclesia S. Antonii, quæ ad Lusitanos pertinet, die decimaquinta mensis decembris anni proxime elapsi, quo in templo octiduum Conceptionis Beatæ Mariæ Virginis Immaculatæ celebratur. Quapropter venerabilem Fratrem Nostrum vicarium Episcopum Sabinensem S. R. E. cardinalem Bichium nuncupatum, olim apostolicæ Sedis Nuntium apud Majestatem Tuam, designavimus, qui præcedenti vespera sacras reliquias exponeret; et re integre peracta juxta leges quæ a sacris ritualibus præscribuntur, Nos postera die, solemni indicto comitatu, ad eamdem ecclesiam sancti Antonii venimus eamque splendide magnificeque ornatam deprehendimus. Cardinales octo Nobis advenientibus in ecclesiæ liminibus adfuerunt. Post hæc initium fecimus consecrationi totius lapidis, qui in parte ejusdem templi aptissime collocatus ante fuerat. Postquam, Deo juvante, finem consecrationi imposuimus, licet plurium horarum spatium requireret, eam facultatem Nobis haudquaquam tribuimus quæ a Pontificali conceditur episcopo consecranti si debilitatus longo temporis incommodo fuerit, nempe ut alium suo loco substituat qui

sacrum faciat; sed Nos ipsi super consecrato lapide missæ sacrificium celebravimus. Ritus ejusmodi pietatem incredibilem ac religionem præsetulit, ad quem, præter cardinales quos jam memoravimus, omnes quoque principum exterorum oratores, præsules et optimates magna frequentia convenerunt. Res universa decenter ordinateque peracta fuit ob eximiam operam, studium summamque diligentiam qua idem Sampayus Majestatis Tuæ negotiis apud Sanctam Sedem præpositus maxime præcellit.

Equidem cum nos ipsi sacraverimus hoc altare et super ipso Deo operati sacrum fuerimus, ob hanc causam Pontificium altare appellandum est, nec ulli licet sacerdoti ad ipsum accedere ut missæ sacrificium peragat, nisi antea facultas nostra intercesserit, juxta morem et institutum Sanctæ Romanæ Ecclesiæ, quæ mater et magistra cæterarum ecclesiarum habenda est. Id aperte demonstratur exemplo altarium quæ sunt in ecclesiis Lateranensi, Vaticana aliisque patriarcalibus hujus Urbis, in quibus aris solus Romanus pontifex sacra facere potest, aut etiam cardinalis aliquis certis temporibus, facta tamen prius a Pontifice potestate, quæ per apostolicum diploma declaratur. Anno 1588, Sixtus V decessor noster Sanctum Didacum solemni ritu inter cælites adnumeravit ac deinde Philippo catholico regi dono misit altare ad quod sacrum fecerat cum ritum ejusmodi canonizationis perageret, pontificium illud altare pronunciavit permisitque cardinalibus, episcopis, abbatibus thiara insignitis et illis qui primam dignitatem in ecclesiis metropolitanis et cathedralibus obtinerent, demum generali ministro ordinis minorum Sancti Francisci ac priori in monasterio Sancti Laurentii, sacrificium missæ super eodem altari conficere diebus festis Domini, beatissimæ Virginis, feria quinta in cœna Domini, in celebritate Sanctorum omnium ac Sancti Didaci, uti constat ex ejus diplomate quod die 2 Augusti promulgatum fuit eodem anno quem paulo ante indicavimus.

Nos quidem instituta decessorum nostrorum retinere perpetuo volumus, sed quibusquam gravibus causis adducti, paululum declinabimus ab ea via ac ratione quam illi pro hujus rei exequutione tenuerunt. Ipsorum sententiæ constanter adhæremus nemini licere ad pontificias aras sacrum celebrari, nisi prius apostolicam facultatem pro re gerenda consequutus fuerit; tamen pro eadem facultate tribuenda diversum consilium a decessoribus nostris suscipiemus, etenim cum Romæ diploma Pontificis toties necessario requiratur quoties ad aras hujusmodi Romæ existentes missæ sacrificium indicendum est, et eadem facultas solis cardinalibus conferatur, nempe cum dies quidam festi peculiares celebrantur; et cum Sixtus dies etiam illos designaverit quibus liceret sacrum facere super altari quod ad catholicum Hispaniarum regem Matritum transvehi jusserat; Nos pietate singulari Majestatis tuæ permoti et sperantes etiam ob singularem Dei bonitatem fore ut reliqui omnes Lusitaniæ reges eadem pietatis laude commendentur, absque ulla dierum aut sacerdotum limitatione, Majestatem tuam et reges Lusitaniæ pro tempore futuros constituimus ut nostro

nomine et Sanctæ hujus Sedis facultatem impertiant sacrum faciendi ad altare quod a Nobis consecratum Lisbonam devehetur; pro certo habentes idipsum negotium tam caute ac prudenter a Majestate Tua pertractandum esse, ut nihil unquam futurum sit quod rationi parum consentaneum videatur. Insuper idem altare perpetuo privilegiatum declaramus, quamvis in ecclesia Sancti Rocchi aliud altare præditum simili jam privilegio existat : regi autem Lusitaniæ pro tempore, item reginis cæterisque consanguineis et affinibus usque ad tertium gradum inclusive, plenariam indulgentiam et omnium delictorum remissionem elargimur, quoties pœnitentiæ sacramento expiati et sacra sinaxi refecti, ante ipsum altare preces ad Deum effundent, ut hæreses extinguat, christianos principes ad concordiam deducat et Sanctam Ecclesiam in altiorem gloriæ et dignitatis locum efferat.

Hæc a Nobis præstanda duximus ut Majestas Tua benevolentiam Nostram magis agnosceret gratique animi studium pro tot beneficiis quæ in Nos amantissime congessit. Illud quoque persuasum habeat optamus hærere defixam animo nostro sui memoriam et quoties Deo sacrum facimus, enixe petere ut Majestatem Tuam omni cumulet felicitate, cui Nos pariter apostolicam benedictionem impertimur.

Datum Romæ apud Sanctam Mariam Majorem sub annulo piscatoris, die XV januarii MDCCXLV, pontificatus nostri anno quinto. — Cajetanus Amatus. (*Benedicti XIV Bullar.*, Romæ, 1746, t. I, p. 481-483.)

Grégoire XVI, par bref du 29 janvier 1833, privilégia, tant pour les vivants que pour les morts, un autel portatif composé de plusieurs marbres échappés à l'incendie de la basilique de St.-Paul-hors les-murs, à Rome, et contenant des reliques de S. Boniface, martyr.

Quiconque, séculier ou régulier, y célèbre, gagne une indulgence plénière pour l'âme du défunt vers qui se dirige son intention.

Tous les fidèles qui, s'étant confessés et ayant communié, visitent cet autel aux fêtes de N. S., de la Vierge et de S. Pierre, gagnent une indulgence plénière: ils ne doivent pas oublier de prier suivant les recommandations du Souverain Pontife.

Cet autel fut donné par Grégoire XVI au ministre d'Autriche, Clément de Metternich.

Gregorius PP. XVI. Ad futuram rei memoriam. Quum multæ ac præclaræ sint animi ingeniique dotes dilecti filii nobilis viri Clementis de Metternich, primi a publicis negotiis Austriæ imperatoris et Hungariæ regis administri, et præsertim religionis studium; quumque plurima atque egregia sint ipsius clarissimi viri in rem catholicam atque hanc apostolicam Sedem merita, haud potuimus quin singulari benevolentiæ nostræ significatione eum complectemur. Jure itaque existimantes catholicæ reli-

gionis trophæum ac veritatis Christi fidei argumentum celsitudini suæ gratum acceptumque futurum, ei dono mittere constituimus aram ex marmoreis reliquiis combustæ Ostiensis basilicæ confectam, cujus in inferiori et antica parte urnam collocari curavimus, in qua asservantur exuviæ Bonifacii martyris, e sepulchreto ad Urbem una cum nomine effossæ. Quo vero isthæc ara magis magisque in pretio possit haberi, cœlestium munerum thesauris, quorum dispensatores esse Nos voluit Altissimus, eam decorari decernimus.

Hujusmodi ergo auctoritate confisi, concedimus et indulgemus ut quotiescumque sacerdos aliquis inibi sacris operabitur pro anima cujuscumque Christifidelis quæ Deo in charitate conjuncta ab hac luce migraverit, hujusmodi sacrificium animæ ipsi plenarie suffragetur. Præterea eadem auctoritate impertimur ut singuli quique christifideles, conscientiæ sordibus per sacram confessionem abluti ac cœlesti dape refecti, eamdem aram in anniversaria qualibet tum Christi Domini, tum ejus matris itemque apostolorum principis celebritate adierint, dummodo pro christianorum principum concordia, hæresum extirpatione ac sanctæ Matris Ecclesiæ exaltatione pias ad Deum preces effuderint, plenariam omnium peccatorum suorum remissionem consequantur. In contrarium facientibus non obstantibus quibuscumque. Præsentibus perpetuis futuris temporibus valituris.

Datum Romæ apud S. Petrum sub annulo piscatoris die vicesima nona januarii, millesimo octingentesimo trigesimo tertio, pontificatus nostri anno secundo. (*Bullarii romani continuatio*, Romæ, 1857, t. XIX, p. 204.)

Grégoire XVI, par son bref du 17 juin 1836, privilégia à perpétuité, tant pour les vivants que pour les morts, l'autel situé dans la confession de la basilique Vaticane, au-dessus des corps des SS. Apôtres Pierre et Paul et au-dessous de l'autel papal. Sa Sainteté autorisa de plus tous les prêtres qui y célébreraient, à dire la messe votive des SS. Apôtres, excepté aux fêtes de l'Épiphanie, Dimanche des Rameaux, Semaine Sainte, Pâques, Pentecôte, Noël et Assomption.

Pendant l'octave de S. Pierre, la messe sera du jour de la fête et du rit double.

Les fidèles qui, après s'être confessés et avoir communié, visiteront ledit autel, prieront les SS. Apôtres aux intentions ordinaires, une fois par mois, y gagneront, ce jour-là, une indulgence plénière. Chaque visite et prière à l'autel de la confession vaudra, en toute autre circonstance, une indulgence de 300 jours. Toutes ces indulgences sont applicables aux âmes du purgatoire.

Gregorius PP. XVI. Ad perpetuam rei memoriam. Ad Beatissimi

Principis Apostolorum, cui Nos nullis certe promeritis successimus, memoriam quam maxime celebrandam, Romani Pontifices, prædecessores Nostri, mira quadam pietatis ac munificentiæ contentione, non modo exquisitissimis basilicæ Vaticanæ operibus atque ornamentis splendide consuluerunt, verum etiam amplissimis privilegiis ac spiritualibus donis eam cumulandam existimarunt. Merito autem atque optimo jure gloriosum Apostolorum sepulcrum, in ejusdem basilicæ hypogeo positum, summa colentes veneratione, magnificum super eo altare, quod eorumdem Apostolorum sacræ exuviæ augustius efficiunt, extruendum censuere. Nos igitur prædecessorum Nostrorum vestigiis inhærentes et commemoratum sepulcrum singulari animi Nostri devotione prosequentes, amplioribus illud indulgentiarum muneribus locupletare statuimus. Itaque de omnipotentis Dei misericordia ac beatorum Petri et Pauli Apostolorum ejus auctoritate confisi, altare subterraneum Sanctorum Apost. Petri et Pauli Vaticanæ basilicæ, quod majori pontificio altari subest, privilegiatum tam pro vivis quam pro defunctis perpetuum in modum declaramus. Præterea concedimus ut, exceptis tantummodo diebus Epiphaniæ, Dominicæ Palmarum, ac totius Majoris Hebdomadæ et Paschatis Resurrectionis, Pentecostes, Nativitatis Domini Nostri Jesu Christi et Assumptionis Beatæ M. Virginis, toto anni tempore, missa votiva Sanctorum Apostolorum Petri et Pauli a quocumque sacerdote sæculari vel cujusvis ordinis, congregationis et instituti regulari eodem in altari possit celebrari. Octo vero continentibus diebus a festivitate Apostolorum Petri et Pauli, missam, prout in festo, sub duplici ritu celebrari posse permittimus. Denique ad augendam fidelium religionem et animarum salutem cælestibus Ecclesiæ thesauris pia charitate intenti, omnibus Christifidelibus, qui semel in mense, vere pœnitentes et confessi ac S. Communione refecti, idem altare devote visitaverint, ibique pro felici statu Sanctæ Ecclesiæ et pro fidei orthodoxæ propagatione Beatorum Apostolorum Petri et Pauli patrocinium implorantes, pias ad Deum preces effuderint, quo die id egerint, plenariam omnium peccatorum suorum indulgentiam et remissionem misericorditer in Domino concedimus; indulgentiam vero tercentum dierum, quoties ipsum altare visitaverint, ibique ex propria cujusque pietate Deum exoraverint, liberaliter elargimur. Quas omnes et singulas indulgentias, peccatorum remissiones et pœnitentiarum relaxationes etiam animabus Christifidelium, quæ Deo in charitate conjunctæ ab hac luce migraverint, per modum suffragii applicari posse iterum concedimus. Præsentibus perpetuis futurisque temporibus valituris, non obstantibus constitutionibus et sanctionibus Apostolicis, cæterisque contrariis quibuscumque. Datum Romæ apud S. Petrum sub annulo Piscatoris die XVII mensis Junii 1836, pontificatus nostri anno sexto — *P. card. De Gregorio* [1].

Enfin un écriteau, placé près du maître-autel, dans l'église de la

1. *Œuvres*, t. II, p. 370-371.

Confrérie du Gonfalon, porte cette inscription qui indique un autel privilégié pour les vivants et les morts :

UNA MESSA CELEBRATA IN QUESTO
ALTARE LIBERA UN ANIMA DEL
PURGATORIO ; APPLICATA PER LA
PERSONA VIVENTE, C. MUNICATA
E CONFESSATA, LA LIBERA DA
TUTE LE PENE DE SUOI PECCATI.

## XIII. — L'autel privilégié local.

1. L'autel privilégié est *local*, quand la concession porte sur un lieu déterminé, comme telle église et dans cette église, tel autel.

2. Voici la formule ordinairement employée pour les concessions de cette nature :

Pius PP. IX. Ad futuram [1] rei memoriam. Omnium saluti paterna charitate intenti, sacra interdum loca spiritualibus indulgentiarum muneribus decoramus, ut inde fidelium defunctorum animæ D. N. J. C. ejusdemque sanctorum suffragia meritorum consequi, ac illis adjutæ ex purgatorii pœnis ad æternam salutem per Dei misericordiam perduci valeant. Volentes igitur ecclesiam parochialem loci vulgo N... nuncupat., diœcesis N..., provinciæ N., et in ea situm altare majus [2], dummodo præter unum nullum aliud inibi privilegiatum altare reperiatur concessum [3], hoc speciali dono illustrare, de omnipotentis Dei misericordia ac SS. Petri et Pauli apostolorum ejus auctoritate confisi, ut quandocumque sacerdos aliquis sæcularis vel cujusvis ordinis, congregationis et instituti regularis, missam pro anima cujuscumque Christifidelis, quæ Deo in charitate conjuncta ab hac luce migraverit, ad prædictum altare celebrabit, anima ipsa de thesauro Ecclesiæ per modum suffragii indulgentiam consequatur, ita ut ejusdem D. N. J. C. ac Beatissimæ Virginis Mariæ sanctorumque omnium meritis sibi suffragantibus, a purgatorii pœnis, si ita Deo placuerit, liberetur, concedimus et indulgemus. In contrarium facientibus non obstantibus quibuscumque. Præsentibus ad septennium tantum valituris [4].

1. Si la durée du privilège n'est que de sept ans, le bref porte en tête *Ad futuram ; Ad perpetuam*, si le privilège est perpétuel.
2. Ou tout autre autel, suivant la teneur de la supplique ou le choix du pape.
3. Ou bien « dummodo præter unum ad septennium nullum aliud altare privilegiatum reperiatur concessum ».
4. Si la coucessiou est perpétuelle : « Præsentibus perpetuis futuris temporibus valituris. »

Datum Romæ apud S. Petrum[1] sub annulo piscatoris, die... pontificatus nostri anno...

N... card. N... (*Signature du cardinal secrétaire des brefs ou de son substitut.*)

3. La formule publiée par Ferraris présente quelques variantes, mais je crois qu'elle n'est plus usitée :

... Volentes ecclesiam vestram, in qua altare privilegiatum non est erectum, dummodo in ea septem missæ celebrentur, et in ea sit altare sancti vel sanctæ NN... nuncupatum, hoc speciali dono illustrare, Dei misericordia confisi, ut quandocumque sacerdos aliquis missam defunctorum, in die commemorationis defunctorum et singulis diebus infra octavam illius, ac feria sexta cujuslibet hebdomadæ pro anima cujuscumque fidelium defunctorum ad præfatum altare celebrabit, anima ipsa de thesauro Ecclesiæ per modum suffragii indulgentiam consequatur, ita ut Domini Nostri Jesu Christi suffragantibus meritis, a purgatorii pœnis liberetur, præsentibus ad septennium tantum valituris. Datum Romæ... (Ferraris, t. I, col. 447.)

Urbain VIII, en privilégiant l'autel de l'église de Ste-Bibiane, en 1635, a adopté la formule ordinaire *Omnium saluti*, mais en la faisant précéder d'un exorde qui contient l'historique de l'église et la mention de sa dévotion spéciale pour la sainte martyre.

Voici des extraits de son bref, qui a été gravé sur marbre blanc dans un des bas-côtés de l'église ; on saisira de suite la différence de rédaction :

Urbanus papa VIII. Ad perpetuam rei memoriam. Cum Nos, pro singulari quem erga S. Bibianam, virginem et martyrem de Urbe, gerimus devotionis affectu, ecclesiam ab Olimpina matrona in ejusdem S. Bibianæ ac Sanctarum Demetriæ et Dafrosæ honorem primum excitatam et a S. Simplicio deinde restitutam et a fel. rec. Honorio tertio, romanis pontificibus prædecessoribus Nostris, consecratam, instauraverimus et ornaverimus, idcirco Nos, qui omnium saluti paterna charitate intendimus et sacra interdum loca spiritualibus...., volentes ecclesiam prædictam S. Bibianæ, simili ad præsens privilegio ut accepimus minime decoratam et in eo situm altare majus hoc speciali dono illustrare, authoritate Nobis a Domino tradita, de omnipotentis Dei misericordia.... concedimus et indulgemus. In contrarium facien. non obstantibus quibuscumque. Præsentibus perpetuis..... Datum Romæ apud Sanctam Mariam Majorem sub annulo piscatoris, die XIII octobris MDCXXXV, pontificatus Nostri anno decimo tertio. — Loco ✠ annuli piscatoris — *M. A. Maraldus.*

1. Ou toute autre basilique la plus rapprochée de l'habitation du pape.

4. Le bref, accordé à perpétuité à l'église paroissiale de S.-Jean d'Albertville, au diocèse de Tarentaise, porte que le privilège affecte spécialement le maître autel, pourvu toutefois qu'un privilège semblable n'ait pas été déjà accordé à un autre autel de la même église. Quoique l'église soit séculière, le bref vaut pour tous les prêtres séculiers ou réguliers qui y célèbrent.

La Congrégation des Rites, en 1867, à la demande de l'évêque de S. Hippolyte, a déclaré que, dans une église paroissiale, il *convenait* que le privilège fût attaché à l'autel principal, qui doit être non en bois, mais maçonné.

Episcopus, visitationem suæ diœceseos instituens, reperit quod in plerisque ecclesiis parochialibus altare principale seu majus non sit altare fixum, sed tantum ligneum cum ara lapidea seu portatili. Quæritur an istud tolerari possit ? — Dummodo adsit in ecclesia solummodo benedicta saltem unum altare ad modum fixi, quod potest esse ex muro confectum cum ara lapidea, quæ portatilis vocatur, reliqua altaria, majori non excluso, possunt quidem esse ex ligno cum ara portatili, idque esse potest etiam in ecclesia parochiali. Si vero nullum altare ex muro saltem confectum reperitur, ut unum saltem hoc modo erigatur, ipsumque etiam convenit sit altare principale. (31 août 1867, n. 5386, ad 1.)

Si le bref pontifical ne détermine pas quel est l'autel que le pape enrichit de ses faveurs, c'est à l'Ordinaire qu'appartient de faire ce choix et de l'assigner une fois pour toutes.

Quod altaria pro quibus privilegium, semel tantum ab ordinario locorum designari debeant (*S. Ind. Cong.*) — Altare a respectivo locorum ordinario in singulis prædictis ecclesiis semel designatum hoc speciali privilegio illustrare. (*S. Ind. Cong., ad ann.* 1750.) — Altaribus per ordinarios respective designandis (*Rescript. ann.* 1748.)

5. Par *Ordinaire* on entend, non seulement l'évêque, mais celui qui a juridiction sur un lieu, comme un abbé pour son abbaye, un abbé général pour tout l'ordre.

Prælatus, qui jurisdictione gaudet, potest deputari ad designandum altare pro acquirendis indulgentiis, et nomine ordinarii hoc in casu non solum intelligitur episcopus, sed etiam prælatus jurisdictione præditus. (*Sac. Cong. Indulg.*, 7 jun. 1842; Ferraris, t. 1, col. 1488.)

Privilegium quotidianum in altare majori ecclesiæ ab abbate generali ejusdem Congregationis semel tantum designari possit (*S. Ind. Cong., ad an.* 1765.)

In qualibet ex dictis eorumdem Canonicorum Regularium ab abbate generali semel tantum designandum (altare) hoc speciali dono illustrare benigne concessit (Sanctissimus) atque indulsit. (*Sac. Congr. Ind.*, *ad ann.* 1766.)

Et in qualibet ex dictis ecclesiis altare a præfato D. Porphyrio, vel pro tempore existenti ejusdem Congregationis abbate generali, semel designandum. (*Sac. Cong., Indulg. ad ann.* 1747.)

6. Il n'est pas permis d'accepter des charges perpétuelles et des fondations aux autels privilégiés, par la raison que ce serait occuper au profit de quelqu'un ou de quelques personnes en particulier une faveur qui est accordée d'une manière générale et pour tous indistinctement.

An liceat recipere onera perpetua ac fundationes ad altaria privilegiata ? S. Congregatio respondit : Negative, die 14 dec. 1711.

7. Je citerai maintenant quelques exemples de concessions purement locales.

*Monastère de St Sylvestre in capite, à Rome.*

La Mère abbesse et les religieuses du vénérable monastère de St-Sylvestre in capite ayant obtenu de Clément XI le privilège pour le maître-autel de leur église, pour le jour des morts et son octave et pour quatre jours de chaque semaine, avec la délivrance de l'âme pour laquelle un prêtre quelconque celèbre la messe au dit autel dans le dit lieu ; Benoît XIV augmenta ce privilège et accorda que les religieuses, ainsi que leurs parents et alliés au premier et second degré, le cardinal titulaire et les trois commissaires du monastère pussent obtenir la même faveur chaque jour de l'année. Clément XIV étendit encore ce privilège à tous les fidèles chrétiens et concéda en outre que l'on transférât le même privilège à l'autel du très saint Crucifix, si par hasard ledit maître-autel était empêché par quelque circonstance, comme si l'on devait le restaurer ou à l'occasion des quarante heures (Décret du 20 juillet 1841, ap. Prinzivalli, pag. 104.)

*Eglise de Sainte-Marie de Galliera, à Bologne.*

Autel privilégié pour chaque jour pour tous les fidèles défunts, concédé par Urbain VIII en 1634. (Décret du 24 avril 1743, ap. Prinzivalli, pag. 17.)

*Basilique de Sainte-Marie in Trastevere, à Rome.*

L'autel de la Crèche de N. S. J.-C. dans cette basilique est privilégié pour chaque jour et à perpétuité pour toute messe qu'on y célèbre pour la délivrance d'une âme du purgatoire.

Gregorius XIII, lit. dat. anno 1578, non. febr., sub plumbo. Clemens XII, lit. dat. die 18 junii 1739 sub annulo piscatoris. (Décret du 15 juillet 1844, ap. Prinzivalli, pag. 112.)

*Eglise et monastère des religieuses adoratrices du S. Sacrement, à Rome.*

Un autel de l'église où est exposé le Très-Saint-Sacrement est privilégié chaque jour à perpétuité pour tous les fidèles défunts. Léon XII, 13 août 1828.

Tous les autels de l'église sont privilégiés chaque jour à perpétuité pour les seules religieuses défuntes. Pie VII, 28 août 1818 ; Léon XII, 13 août 1828; Grégoire XVI, 20 avril 1844. (Décret du 1er mars 1853, ap. Prinzivalli, p. 152.)

## XIV. — Autel privilégié dans les églises patriarcales, métropolitaines, cathédrales, abbatiales, paroissiales et filiales, les annexes et les chapelles curiales.

1. Dans le principe, le privilège de l'autel quotidien et perpétuel fut réservé aux seules cathédrales, comme il résulte de ce décret du septième synode de Bénévent : « Cum itaque altare hoc in tota archidiœcesi unicum sit, quod tanto quotidiano et perpetuo privilegio fulgeat, animarum rectores plebi suæ notum faciant, ut et qui defunctorum suffragiis student et qui animæ suæ in posterum consulere, ut christianum est, voluerint, thesauro invento lætentur. »

2. Benoît XIII, par un bref en date du 20 juillet 1724, a privilégié un autel, que l'Ordinaire désigne une fois pour toutes, dans chaque église patriarcale, métropolitaine et cathédrale. L'autel est quotidien et perpétuel.

Benedictus PP. XIII. Ad perpetuam rei memoriam. Omnium saluti paterna charitate intenti, sacra interdum loca spiritualibus indulgentiarum muneribus decoramus, ut inde fidelium defunctorum animæ Domini Nostri Jesu Christi ejusque sanctorum suffragia meritorum consequi, et illis adjutæ ex purgatorii pœnis ad æternam salutem per Dei misericordiam perduci valeant. Volentes igitur omnes et singulas patriarchales, metropolitanas et cathedrales totius orbis catholici ecclesias, in quibus altare privilegiatum quotidianum perpetuum forsan non reperitur concessum, et in eis altare per patriarchas, archiepiscopos et episcopos respective locorum, gratiam et communionem Sedis Apostolicæ habentes, semel designandum, hoc speciali dono illustrare, auctoritate nobis a Domino tradita ac de omnipotentis Dei misericordia et beatorum Petri et Pauli apostolo-

rum ejus auctoritate, ut quandocumque sacerdos aliquis sæcularis, vel cujusvis ordinis, congregationis seu instituti regularis, missam defunctorum pro anima cujuscumque Christifidelis, quæ Deo in charitate conjuncta ab hac luce migraverit, ad prædictum altare celebrabit, anima ipsa de thesauro Ecclesiæ per modum suffragii indulgentiam consequatur, ita ut, ejusdem Domini Nostri Jesu Christi ac beatissimæ Virginis Mariæ sanctorumque omnium meritis sibi suffragantibus, a purgatorii pœnis liberetur, concedimus et indulgemus. Præsentibus perpetuis futuris temporibus valituris. Volumus autem, etc. Datum Romæ apud Sanctam Mariam Majorem sub annulo piscatoris, die 20 julii 1724, pontificatus nostri anno primo. — F. card. Oliverius. (Ferraris, t. I, col. 450.)

3. Clément XIII a accordé dans chaque église paroissiale, collégiale et abbatiale, un autel privilégié, aux conditions suivantes:

L'évêque fera la demande de cette faveur pour son diocèse et l'abbé pour son abbaye et les églises qui en dépendent.

Il sera délégué pour désigner, sans frais aucuns, même d'expédition de lettres, un autel quelconque, à son choix, dans chaque église. Ces pouvoirs ne durent que sept ans, mais ils sont renouvelables, sur la demande de l'indultaire.

Urbis et Orbis. — Ut erga parochiales ecclesias, quæ ob earum tum dignitatem, tum antiquitatem, magno semper in honore habitæ sunt, Christifidelium amor magis magisque augeatur, utque suam erga eas benevolentiam peculiarem demonstraret, Sanctissimus Dominus Noster Clemens PP. XIII, prævio Sacræ Congregationis Indulgentiis Sacrisque Reliquiis præpositæ voto, speciali gratia altaris privilegiati quotidiani ad septennium omnes et singulas totius orbis præfatas ecclesias benigne decorari voluit, revocatis hujusmodi privilegiis intuitu parœciæ sive in perpetuum sive ad tempus jam concessis; ea tamen adjecta lege ut quilibet episcopus de hujusmodi gratia supplicet pro sua respectiva diœcesi, et unum dumtaxat breve pro omnibus uniuscujusque diœcesis parochialibus ecclesiis suffragetur. Præterea, ne hujusmodi privilegio fraudentur aliæ ecclesiæ pollentes speciali prærogativa, veluti collegiatæ et abbatiales Nullius, et parochiales a se dependentes, Sanctitas Sua pari benevolentia, modo supra indicato, hoc idem privilegium mox enunciatis ecclesiis communicatum voluit. Expirato vero septennio, sede plena, Eadem Sanctitas Sua mandat, ut ipsimet episcopi et abbates, sede autem vacante, vicarii capitulares, sive in spiritualibus abbatiarum administratores pro renovatione ejusmodi privilegii supplicent.

Ne autem parochi expensis graventur, voluit insuper Sanctitas Sua nihil omnino exigi posse, sub pœna nullitatis privilegii, ab officialibus tam episcoporum quam abbatum in certiorandis parochis, sive in expediendis litteris pro designatione altaris privilegiati in unaquaque parochiali ec-

clesia diœcesis. Quibuscumque in contrarium facientibus non obstantibus. Datum die 19 maii 1759. *Fr. J. card. Portocarrero Præf.* — *A. E. Vicecomes Secret.* (*Decreta*, n. CCXLII, p. 187-188.)

4. Tel est texte même du bref que reçoit chaque évêque, lorsqu'il est élu, dans le but de pouvoir privilégier lui-même, pour sept ans, un autel dans chaque église paroissiale ou collégiale de la ville et du diocèse. J'ai sous les yeux trois brefs délivrés sous Grégoire XVI, Pie IX et Léon XIII, la formule n'a pas substantiellement changé. Les points suivants sont à observer, on verra que c'est une répétition du décret précédent: Les autels déjà privilégiés, soit à perpétuité, soit temporairement, en vue de la paroisse, sont supprimés à l'effet de les rétablir pour sept ans, lorsque l'évêque aura reçu la consécration épiscopale. L'évêque doit désigner lui-même cet autel qui vaut alors pour les défunts en faveur de qui l'on célèbre, quel que soit le prêtre qui dise la messe, séculier ou régulier. Le bref de Grégoire XVI ajoute cette clause significative : l'ordinaire, en informant les curés de cette faculté ou en expédiant les lettres pour désigner l'autel, ne devra rien recevoir, même si on l'offrait spontanément, soit pour le chancelier, soit pour les autres officiers de sa cour ; autrement, la concession serait nulle par le fait même.

Gregorius P. P. XVI. Dilecte Fili, Salutem et Apostolicam Benedictionem. Salvatoris et Domini N. J. C. vices, licet immeriti, gerentes in terris ejusque exempla sectantes, animabus Christifidelium in purgatorio existen., quæ Deo in charitate conjunctæ ab hâc luce migrarunt, opportuna de thesauro Ecclesiæ auxilia subministrare studemus, ut illis, quantum divinæ bonitati placuerit, adjutæ, ad cœlestem patriam facilius pervenire valeant. Ea propter Nos parochiales et collegiatas ecclesias civitatis et diocesis N., quo, ob earum tum dignitatem, tum antiquitatem, semper in honore habitæ sunt ac speciali prærogativa pollent, cœlestium munerum elargitione decorare volentes, supplicationibus quoque tuo nomine Nobis super hoc humiliter porrectis inclinati, revocatis in eis privilegiatis altaribus intuitu parœciæ, sive in perpetuum sive ad tempus jam concessis, Tibi, ut post munus consecrationis susceperis, semel, per te ipsum in qualibet ex parochialibus et collegiatis ecclesiis hujusmodi unum dumtaxat altare, ad septennium proximum tantum, privilegio Apostolico decoratum pro animabus christifidelium à purgatorii pœnis liberandis designare valeas. Ita ut quandocumque sacerdos aliquis, sæcularis vel regularis, missam defunctorum pro anima cujuscumque christifidelis quæ Deo in charitate conjuncta ab hac luce migraverit, ad prædictum altare, sic per te respec-

tive designatum, celebrabit, anima ipsa de thesauro Ecclesiæ per modum suffragii indulgentiam consequatur; et D. N. J-C. ac B^mæ Virginis Mariæ Sanctorumque omnium meritis sibi suffragantibus, a purgatorii pœnis liberetur, facultatem auctoritate Apostolica tenore præsentium concedimus et impertimur. Non obstantibus Nostra et Cancellariæ Apostolicæ regulâ de jure quæsito non tollendo, aliisque constitutionibus et ordinationibus apostolicis cæterisque contrariis quibuscumque. Volumus autem ut si in certiorandis parochis de facultate prædicta Tibi tributa, aut in expediendis litteris pro designatione altaris privilegiati in qualibet ex parochialibus et collegiatis ecclesiis hujusmodi aliquid vel minimum detur, aut a cancellario vel aliis officialibus tuis etiam sponte oblatum recipiatur, concessiones à Te, ut præmittitur, faciendæ nullæ sint eo ipso. Datum Romæ apud S. Petrum sub annulo Piscatoris, die XIII februarii MDCCCXXXVIII, Pontificatus Nostri anno octavo. — Pro D^no card^li De Gregorio, A. Picchioni substitutus.

*Dilecto filio N... N... in episcopum Ecclesiæ N... Electo.*

5. Parmi les pouvoirs donnés par Pie VII, dans le bref *Cum omnipotentis*, en date du 24 août 1801, au cardinal Caprara, légat a *latere* à Paris, existe, sous l'article XLIX, celui de désigner, pour sept ans, un autel privilégié quotidien dans toutes les églises cathédrales, collégiales et paroissiales : « Designandi in cathedralibus vel collegiatis seu parochialibus ecclesiis unum altare privilegiatum quotidianum ad septennium tantum pro animabus fidelium defunctorum. » (Theiner, *Hist. des deux concordats*, p. 87 des *Pièces justificatives* du tome II.)

6. L'évêque peut toute sa vie se servir de l'indult apostolique, mais il n'en doit faire usage qu'une seule fois pour la même église. Le *septennium* s'applique à l'autel et non à l'évêque : on compte donc les années, non comme pour les brefs ordinaires, à dater du jour de l'expédition, mais bien de la désignation de l'autel par l'évêque.

Tarantasien [1]. — Beatissime Pater, Episcopus Tarantasiensis quærit a sacra Congregatione utrum breve ab eo acceptum pro facultate erigendi seu declarandi ad septennium proximum unum altare privilegiatum in qualibet ecclesia suæ diœcesis, validum sit tantum pro primo septennio immediate sequenti suam consecrationem, ita ut, si, hoc perdurante septennio, nondum omnia altaria declarasset privilegiata, poterit ea declarare, hoc ipso septennio absoluto ; et in primo casu per quot annos altare privilegiatum putandum erit ? An vel facultas sit ad vitam episcopi,

1. Tarentaise en Savoie, évêché (France).

et altare tantum ad septennium privilegiatum? vel an facultas episcopi et privilegium altaris ad septennium tantum sint duratura[1]?

Sac. Congregatio Indulgentiis sacrisque reliquiis præposita ad præfatum dubium respondit : Vigore litterarum Apostolicarum in forma brevis dat. sub annulo Piscatoris, die 13 februarii 1838, episcopus orator facultatem obtinuit semel per seipsum in qualibet ex parochialibus et collegiatis ecclesiis suæ diœcesis unum dumtaxat altare ad septennium proximum privilegio apostolico decoratum declarare, ita ut hæc facultas quoad episcopum oratorem perduraverit usque dum in unaquaque ex præfatis ecclesiis unum altare tali privilegio ditatum designaverit; quoad vero altare, simili indulto decoratum erit per septennium proximum, incipiendum a die respectivæ designationis uniuscujusque altaris; ac proinde absoluto septennio, pro altaribus designatis, etiamsi in cæteris ecclesiis nondum ea declaraverit, recurrendum erit ad S. Apostolicam Sedem pro talium facultatum prorogatione. Sic Sacra Congregatio declaravit, die 22 septembris 1841. A. canonicus Prinzivalli substitutus. (*Decreta*, n. DXV, p. 434-435.)

7. En droit, l'évêque ne peut désigner comme autel privilégié qu'un autel fixe et consacré, conformément à l'ancienne discipline qui n'autorise la concession d'indulgences qu'aux seuls autels consacrés. Il ne suffirait pas que cet autel eût simplement une pierre sacrée ou autel portatif; il faut que la table et la masse aient été consacrés.

Si la qualité d'autel portatif n'est pas exprimée dans l'indult, la concession doit s'entendre uniquement d'un autel consacré.

L'évêque qui aurait agi autrement, devrait recourir au St-Siège pour la sanation du passé et la revalidation de ses actes frappés de nullité par le fait même.

Un indult spécial est nécessaire pour pouvoir déclarer privilégiés les autels portatifs.

An indulgentiæ altaris privilegiati adnecti possint altaribus portatilibus, quæ plurima sunt in ea diœcesi? Negative, namque ex terminis concessionis qua tribuitur ordinario facultas designandi semel unum tantum altare, satis innuitur quod dictum altare debeat esse fixum ac stabile, necnon quum in casu reaptationis altaris privilegiati soleat peti translatio, durante tantum tempore fabricæ, ex quo colligitur privilegium in eodem altari stabili permanere. (*S. Ind. Congr. in Wladislavien.*, 27 novem. 1764, ad 1; *Decreta*, n. CCLXVII, p. 207.)

1. Dans l'original, que j'ai vu à l'évêché de Moutiers, la supplique est rédigée en italien.

Sylvaducen[1]. — Quamplures parochiales ecclesias vicariatus Sylvaducen. in Hollandia, ex apostolicis indultis altare privilegiato cohonestatas fuisse comperiens hodiernus vicarius apostolicus, illud insuper animadvertit quod in precibus expressum non fuerint altaria ipsa non esse fixa, quod in hujusmodi concessionibus omnino requiritur, ac proinde de hac substantiali omissione Sacram Congregationem de Propaganda Fide certiorem reddens, apostolicum efflagitavit indultum, ut memoratæ hujusmodi concessiones ratæ habeantur, etiam pro altare portatili in enunciatis ecclesiis donec altaria fixa erigantur. Hujusmodi precibus Sanctissimo Domino Nostro Gregorio XVI Pontifici Maximo relatis per R. D. P. Joannem Brunelli, enunciatæ Congregationis de Propaganda fide a secretis, Sanctitas Sua mandavit ut sententia Sacrorum Rituum Congregationis exquireretur, ac proinde a me subscripto ejusdem Sacrorum Rituum Congregationis secretario iterata relatione, Sanctitas Sua de speciali gratia rescribendum edixit : Gaudeant adhuc concesso indulto, dummodo quamprimum erigatur altare fixum, cui adnexum esse debet privilegium. Contrariis non obstantibus quibuscumque. Die 17 februarii 1843. (*Gardellini*, n. 4951, t. IV, p. 70.)

Sancti Flori. — Episcopus Sancti Flori exposuit Sac. Cong., virtute brevis apostolici sibi concessi, designasse in plurimis diœcesis suæ parochialibus ecclesiis privilegiatum ad septennium unum altare ; altare autem sic designatum erat portatile, et hujus qualitatis non est facta mentio in litteris designationis; quærit hinc episcopus orator :

1. Utrum, virtute brevis apostolici præfati, potuerit declarare privilegiata altaria portatilia ? Sac. Congregatio respondit : *Negative.*

2. Utrum ad validitatem concessionis debuerit exprimere in litteris concessionis qualitatem portatilis, non memoratam in libello supplici a parochis directo ? Sac. Congregatio respondit : *Affirmative.*

3. Utrum possit defectum hunc si subest sanare ? Sacra Congregatio respondit : *Supplicet episcopus orator pro opportuna sanatione.* Die 24 aprilis 1843. (*Decreta*, n. DXLIX, p. 458-459.)

Sanctissimus D. N. Gregorius PP. XVI indulsit episcopo Tarantasiensi ut omnia et singula altaria hucusque per ejus diœcesim privilegio decorata absque ulla mentione de eorum qualitate, revera tamquam privilegiata habeantur juxta tenorem uniuscujusque concessionis; rursumque ut orator, durante impetrata facultate, per ipsam diœcesim ad septennium altaria tam in singulis parochialibus ecclesiis, quam præcipue in ecclesia cathedrali, non obstante eorum portatilitate, privilegio decorare possit et valeat. (Ferraris, t. I, col. 1489.)

Actuellement, après le décret du 26 mars 1867, les conditions autrefois exigées ne sont plus requises et il suffit que l'autel, con-

1. Bois-le-Duc, évêché (Pays-Bas).

sacré ou non, soit fixe, c'est-à-dire inamovible, sans faire attention à la pierre sacrée portative qui s'y ajoute en certains cas.

8. Le privilège, concédé pour sept ans, est quotidien et peut s'étendre aux églises filiales, aux annexes et même aux chapelles, pourvu qu'on y exerce à proprement parler les fonctions paroissiales.

Quum Christianus De Merle, episcopus Synopensis, suffraganeus Eminentissimi Electoris Moguntini, obtinuerit Apostolicum breve, vi cujus in diœcesi Wormatiensi in omnibus ecclesiis tam collegiatis quam parochialibus designare possit unum altare privilegiatum pro defunctis, sequentia dubia obveniunt in executione illius brevis ; de ipsis quærit solutionem.

1. An illud privilegium ad septennium obtineat pro singulis diebus totius anni, quandocumque sacerdos approbatus in designato altari missam applicaverit pro certo defuncto ?

2. An ecclesia in qua designatur altare debeat esse consecrata, vel saltem altare lapideum consecratum, cum in hac diœcesi in qua religio catholica nondum per sæculum inducta, perpaucæ numerantur ecclesiæ vel etiam altaria consecrata, sed ut plurimum super portatilibus missæ celebrentur ?

3. Cum in brevi apostolico solum de parochialibus ecclesiis mentio fiat, an non etiam istud privilegium ad filiales ecclesias extendendum ; cum etiam in iis singulis, saltem dominicis et festis, et quando sepultura occurrit, divina habeantur, ne catholici in filialibus (quæ olim omnes fuerunt matrices, sed per introductum calvinismum ab electoribus Palatinis, pastoribus suis destitutæ et nunc tandem recuperatæ, ita ut in illis simultaneum exercitium religionis cum acatholicis habeatur) sint præter culpam deterioris conditionis quam in matricibus, quæ per accidens matrices factæ sunt ob commodiorem substentationem parochi in uno loco quam altero, cui et post tres, quatuor et quandoque plures filiales ad deserviendum assignatæ reperiuntur ?

4. Cum etiam pagi reperiantur in quibus pastor catholicus quidem habitat, sed propria ecclesia non potitur, ideoque assignatam acceperit domum publicam, in qua divina tractet ; an non etiam altare inibi positum vel alia sacella domestica publico cultui tantum destinata gaudere possint privilegio altaris, a Summo Pontifice pro defunctis privilegiati ?

Relatis per me infrascriptum Sanctissimo Domino Nostro Clementi PP. XIII supra expositis dubiis, idem Sanctissimus respondendum esse decrevit :

Ad I. Affirmative, juxta decretum Sac. Congregationis Rituum approbatum a ven. Innocentio XI sub datum 4 maii 1688, pontificatus sui anno XII.

Ad 2. In medio altaris in quo sacrum peragendum est, debet saltem

reponi sacer lapis consecratus cum capsula reliquiarum SS. Martyrum.

Ad 3. Poterit extendi privilegium iis dumtaxat filialibus ecclesiis, in quibus parochus functiones vere parochiales exercet, uti sepelire mortuos, baptizare, Sanctissimum Eucharistiæ Sacramentum ministrare in Paschate, et similia.

Ad 4. Similiter dicendum, si in hujusmodi domibus seu capellis publico cultui designatis parochus catholicus functiones vere parochiales exercet.

Datum ex Secretaria Sac. Congregationis Indulgentiarum die audientiæ Sanctissimi, 30 januarii 1760. — J. de Comitibus secret. (*Decreta*, n. CCXLVI, p. 190-191.)

Quum in ea diœcesi, ob tenuitatem beneficiorum, pleræque parochiales mixtæ sint, an idem privilegium intelligatur concessum omnibus et singulis, sive iis tantum in quibus aliqua parochialia munia aliquando fiant per annum, licet cum cæteris majoribus sint coactæ?

Eadem Sanctitas sua declaravit privilegium altaris quotidiani ad septennium illis tantummodo ecclesiis per extensionem concedendum esse, quæ parochiali unitæ, seu ejusdem subsidiariæ plerasque parochiales functiones (quæ proprie parochiales sint) infra annum exercent. (*S.Ind.Congr., in Wladislavien. ad 2, ann. 1764 ; Decreta*, n. CCCLVII, p. 208.)

9. L'autel privilégié est accordé par l'évêque aux seules églises paroissiales, où se font les sépultures et où s'exercent les fonctions curiales : il peut donc être à la fois dans l'église paroissiale et dans l'église unie ou annexe.

Très Saint Père, le cardinal patriarche Delfino, archevêque d'Udine, ayant reçu de Votre Sainteté la faveur d'un indult, qui par bref l'autorise à accorder l'autel privilégié quotidien *ad septennium* à toutes les églises paroissiales et collégiales de sa ville et de son diocèse, et le même cardinal archevêque ayant rencontré les difficultés suivantes dans l'application de ladite concession, supplie la clémence de Votre Sainteté de daigner les trancher par son suprême jugement.

1. Si l'on peut appliquer la faveur de l'autel privilégié à toutes les églises paroissiales et curiales, dont le recteur exerce la cure avec indépendance et n'est pas tenu *orare pro populo* ; ou bien auxquelles des églises susdites doit se restreindre ce privilège.

2. S'il faut concéder l'autel privilégié aux églises séparées et situées sur des montagnes et des collines, ou à celles dans lesquelles se font les offices paroissiaux.

3. Si dans les églises paroissiales qui ont deux églises sœurs, l'on peut concéder la faveur susdite à toutes les deux ensemble ou alternativement.

Sanctissimus Dominus Noster Clemens PP. XIII propositis suprascriptis dubiis, mentem suam benigne declarando, ita respondendum mandavit :

Ad 1. Affirmative.

Ad 2. Privilegium concedendum esse primis enuntiatis ecclesiis, secundis negandum.

Ad 3. Ambabus concedendum esse privilegium, dummodo in ipsis exstent sepulchra, et functiones proprie parochiales exerceantur. Die 26 martii 1760. J. de Comitibus Secret. (*Decreta*, n° CCXLVII, p. 191-192.)

7. Les églises qui sont à la fois cathédrales et paroissiales ne jouissent, en droit, que d'un seul autel privilégié :

Cum in quibusdam ecclesiis cathedralibus, quæ simul etiam sunt parochiales, exortum fuerit dubium : An eædem ecclesiæ gaudeant duplici altari privilegiato, uno a fel. rec. Benedicto PP. XIII concesso omnibus cathedralibus, altero a sa. me. Clemente PP. XIII, qui concessit facultatem de septennio in septennium renovandam omnibus episcopis concedendi altare privilegiatum ecclesiis parochialibus suarum diœcesium? Supplicatur humillime EE. VV. ut dignentur pro spirituali regimine earumdem ecclesiarum præsens dubium resolvere. Et facta per me infrascriptum Sac. Congregationis Indulgentiarum secretarium Sanctissimo Domino Nostro relatione, in audientia diei 18 septembris 1776, eadem Sanctitas Sua declaravit cathedrales ecclesias, quamvis sint etiam parochiales, uno tantum gaudere altari privilegiato, seu illo in perpetuum concesso a Benedicto XIII omnibus cathedralibus vel illo a Clemente XIII omnibus parochialibus impertito, salvis tamen peculiaribus circumstantiis.

Datum Romæ ex Secretaria Sac. Congregationis Indulgent. die 18 septembris 1776. J. C. de Somalia, S. C. I. secret. (*Decreta*, n° CCCLXV, p. 275-276.)

Clodien[1]. — In ecclesia cathedrali Clodiensi adest altare Sanctorum Felicis et Fortunati martyrum, patronorum illius civitatis, privilegiatum per breve Gregorii XV, 13 januarii 1623, in quo hæc habentur : « Omnium saluti, etc., ... volentes igitur ecclesiam cathedralem Clodien. simili ad præsens privilegio, ut accepimus, minime decoratam, dummodo in ea duodecim ad minus sacerdotes existant et in ea situm altare sanctorum Felicis et Fortunati hoc speciali dono illustrare, auctoritate Nobis a Domino tradita, etc... ... ut quandocumque sacerdos aliquis ejusdem ecclesiæ dumtaxat missam defunctorum in singulis diebus, non tamen impeditis, pro anima cujuscumque fidelis quæ Deo in charitate conjuncta ab hac luce migraverit, ad prædictum altare celebrabit, anima ipsa de thesauro Ecclesiæ per modum suffragii indulgentiam consequatur... concedimus et indulgemus, etc... ... Præsentibus, etc... Datum Romæ apud S. Petrum sub annulo Piscatoris, die, etc. »

Et quamvis vigore hujus brevis privilegium dicti altaris sit pro solis missis celebratis diebus non impeditis, nihilominus, stante declaratione Innocentii XI, 4 maii 1688, incipien. *Alias postquam*, etc., quæ extendit talia privilegia etiam ad dies impeditos, festivos ac duplices, etc., altare prædic-

1. Chioggia, évêché (Italie).

torum Sanctorum Martyrum dici potest privilegiatum quotidianum pro omnibus fidelibus defunctis, sed pro solis missis sacerdotum ejusdem cathedralis.

Benedictus XIII postea, suo brevi 20 julii 1724, concessit omnibus cathedralibus mundi catholici altare privilegiatum quotidianum perpetuum designandum ab episcopis pro omnibus defunctis in cunctis missis celebrandis a quocumque sacerdote sæculari vel regulari; sed quoniam idem Benedictus declarat esse suam intentionem concedendi suum privilegium iis ecclesiis cathedralibus *in quibus altare privilegiatum quotidianum perpetuum forsan non reperitur concessum*, ideo oritur dubium an privilegium Benedicti XIII possit competere ecclesiæ cathedrali Clodien., in qua jam pridem existebat et existit altare sanctorum Felicis ac Fortunati privilegiatum quotidianum perpetuum, sed in missis sacerdotum tantum illius ecclesiæ, quando alterum privilegium Benedicti XIII concessum est in missis cujuslibet sacerdotis, nullo excepto. Porro cum sit cathedralis Clodien. non solum cathedralis sed etiam parochialis, supplicatur pro resolutione, an possit insimul gaudere et frui uti cathedralis privilegio Benedicti XIII, et uti parochialis nota gratia altaris privilegiati concessi a regnante Summo Pontifice Clemente XIII omnibus ecclesiis parochialibus. Itaque episcopus Clodien. quærit :

1. An non obstante præallegato privilegio Gregorii XV, cathedralis Clodien. sit capax alterius enunciati privilegii Benedicti XIII anni 1724? Et quatenus sic.

2. An episcopus possit designare pro indulto seu privilegio Benedicti XIII aut altare Sanctorum Felicis et Fortunati, aut aliud altare suo arbitrio?

3. An cathedralis Clodien. possit eodem tempore gaudere et frui, uti cathedralis, altari privilegiato quotidiano perpetuo concesso à Benedicto XIII cathedralibus anno 1724, et uti parochialis, altero altari privilegiato, vigore concessionis Clementis PP. XIII?

Respondetur : Ad 1. Negative. Etenim privilegium concessum a fel. record. Gregorio XV altari Sanctorum Felicis et Fortunati concessum fuit ecclesiæ uti cathedrali, quod clare constat ex illis verbis enunciati brevis : *Volentes igitur ecclesiam cathedralem Clodiensem.* Accedente deinde declaratione san. mem. Innocentii XI, quod privilegium altaris quotidiani suffragatur etiam in diebus impeditis, idem altare Sanctorum Felicis et Fortunati gaudet privilegio in hujusmodi diebus. Vigore postmodum indulti Benedicti XIII, idem altare sanctorum Felicis et Fortunati, in quo pro solis dumtaxat duodecim sacerdotibus ejusdem cathedralis ecclesiæ privilegium designatum fuerat, gaudet extensione ad quoscumque alios sacerdotes sive sæculares et regulares.

Ad 2. Pariter negative, cum ex dictis ecclesia uti cathedralis gaudeat privilegio quodiano perpetuo in præfato altari sanctorum Felicis et Fortunati.

Ad 3. Affirmative, videlicet, quod juxta decretum Sanctissimi Domini

Nostri Clementis PP. XIII eadem ecclesia uti parochialis possit gaudere privilegio quotidiano ad aliud altare ab episcopo semel tantum designandum, non in perpetuum, sed ad septennium, ad formam Decreti. Datum ex Secretaria Sacræ Congregationis Indulgentiarum, die 14 Novembris 1766. S. Borgia secret. (*Decreta*, n° CCLXXXIX, p. 222-224.)

Urbis et Orbis. —1. An ecclesiæ cathedrales, quæ simul sunt parochiales, e pontificiis decretis jus habeant ad duplex altare privilegiatum? Et quatenus negative.

2. An consulendum Sanctissimo pro hujusmodi concessione?

Sac. Congregatio, die 10 septembris 1781, respondit ad utrumque negative. (*Decreta*, n° CCCLXXIX, p. 286-287.)

8. Le Saint-Siège ne veut pas qu'une église paroissiale ait deux autels privilégiés *intuitu parœciæ;* c'est pourquoi le bref qui autorise l'évêque à désigner un autel privilégié *ad septennium*, dans chaque église paroissiale, prescrit de révoquer les privilèges particuliers qui peuvent s'y trouver; mais ces privilèges subsistent tant que l'évêque n'a pas fait usage de son indult en désignant de nouveau un autel privilégié pour sept ans.

Auxien. [1] — In brevi Apostolico diei 28 aprilis 1840, a Sede Apostolica concesso archiepiscopo Auxiensi pro facultate decorandi altaria privilegio Apostolico in gratiam animarum defunctorum, hæc leguntur : *Revocatis in eis* (ecclesiis parochialibus et collegiatis) *privilegiatis altaribus, intuitu parœciæ, sive in perpetuum, sive ad tempus jam concessis, tibi, ut semel per teipsum in qualibet ex parochialibus et collegiatis ecclesiis hujusmodi unum dumtaxat altare ad septennium proximum designare valeas*, etc., Unde quæritur :

1. Utrum vi verborum *Revocatis in eis* etc. omnia omnino altaria privilegiata in quibuslibet ecclesiis, privilegio sive perpetuo, sive ad tempus excidant, et sic privata privilegio remaneant usque dum archiepiscopus præfatus denuo altaria privilegio apostolico decorare et designare, virtute brevis præcitati, designatus fuerit? Sac. Congregatio respondit ad primum : Negative.

2. An vero utrum vi eorumdem verborum *Revocatis in eis*, etc., priora altaria privilegiata cessent in iis tantum ecclesiis in quibus præfatus archiepiscopus denuo decoratum privilegio altare designaverit, virtute ejusdem brevis præcitati? Sac. Congregatio respondit ad secundum : *Affirmative, circa ea tamen altaria, quæ intuitu parœciæ privilegio decorata sunt.*

3. Utrum altaria privilegiata semper gaudeant privilegio antea concesso, quamdiu archiepiscopus non fuerit usus facultate denuo decorandi hujusmodi altaria privilegio Apostolico?

1. Auch, archevêché (France).

Sac. Congregatio respondit ad tertium : Affirmative. Ita die 24 maii 1843. (*Decreta*, n° DLIII, p. 461-462.)

9. Benoît XIV, par le bref *Nuper ad sedandas* du 16 mars 1743, adressé à Jacques de Lucques, visiteur apostolique du S. Sépulcre et commissaire délégué du St-Siège près les Maronites, lui donne le pouvoir d'étendre le privilège de l'autel aux cathédrales et paroisses du pays Maronite, à perpétuité pour les premières, pour vingt-cinq ans seulement et une fois par semaine pour les secondes.

Præterea facultatem Tibi etiam tribuimus et impertimur... indultum altaris privilegiati perpetui pro singulis cathedralibus ecclesiis fel. me. Benedicto Papa XIII prædecessore nostro per alias suas in simili forma brevis literas concessum, si ad ecclesias cathedrales ejusdem patriarchatus dictæ nationis non fuerit extensum, auctoritate nostra extendas et confirmes. Præterea iis ecclesiis parochialibus, in quibus aliud altare privilegiatum sive perpetuum sive ad tempus concessum non reperitur nec sufficiens missarum numerus celebratur, altare privilegiatum pro uno die in hebdomada, per Ordinarium loci designando, ad viginti quinque annos concedas. (*Bullar. Bened. XIV*, t. I, p. 264.)

## XV. — De l'autel privilégié dans les églises des divers ordres religieux, congrégations et instituts.

### *Augustins et Augustines.*

1. Benoît XIII, en 1726 ou 1727, après avoir confirmé tous les autels privilégiés qui existaient alors dans les églises des religieux Augustins, accorda à perpétuité un seul autel privilégié par église, dans celles qui n'en avaient pas, aux conditions suivantes :

Là où quatre messes seront célébrées par jour, à l'intention de quelque défunt que ce soit, un jour par semaine; deux, s'il y a dix messes; trois, s'il s'en dit quinze; cinq, s'il s'en dit vingt-cinq.

L'autel est privilégié pour chaque jour, si trente-cinq messes se disent journellement.

Dans les pays infidèles ou hérétiques, la concession est également perpétuelle, mais pour une fois la semaine seulement, sans tenir compte du nombre des messes.

En Pologne, il faut trois messes pour deux jours; l'autel est quotidien, s'il se dit six messes; partout ailleurs, le privilège est limité à un jour par semaine.

Dans les monastères de religieuses, l'autel privilégié est concédé à perpétuité, une fois la semaine, mais seulement aux intentions des religieuses, de leurs parents, alliés et bienfaiteurs.

Le privilège donné aux religieux est exclusivement pour les prêtres de l'ordre.

L'évêque doit assigner l'autel privilégié et les jours où peut s'appliquer l'indulgence.

La concession pontificale s'étend à toutes les églises de l'Ordre existantes ou qui seront érigées à l'avenir.

Sanctissimus Dominus Noster, ad humillimas preces F. Fulgentii Bellelli, procuratoris generalis totius ordinis fratrum Eremitarum S. Augustini, confirmavit omnia altaria privilegiata perpetua, quæ reperiuntur concessa in nonnullis ecclesiis præfati ordinis.

Quia vero in aliquibus aliis ecclesiis ejusdem ordinis altare privilegiatum pro una vel pluribus feriis cum aliquo determinato numero missarum ad septennium vel ad aliud longius tempus, nondum forsan elapsum, reperitur concessum, Sanctitas Sua, prævia illorum revocatione, eadem altaria privilegiata denuo concessit in perpetuum pro feriis et cum numero missarum ut infra.

In ecclesiis itaque ordinis prædicti in quibus usque adhuc nullum altare privilegio decoratum existit, Sanctitas Sua concessit unicum tantum altare privilegiatum perpetuum, juxta modum videlicet :

In ecclesiis fratrum supradicti ordinis, in quibus quatuor missæ quotidie celebrantur, concessit altare privilegiatum pro animabus quorumcumque Christifidelium, quæ Deo in charitate conjunctæ ab hac luce migraverint, pro una feria cujuslibet hebdomadæ ; in quibus decem missæ, pro duabus feriis ; et in quibus quindecim, pro tribus ; in quibus vigintiquinque, pro quinque feriis ; et in quibus trigintaquinque concessit altare privilegiatum quotidianum.

In ecclesiis vero sitis in partibus infidelium vel hæreticorum, concessit altare privilegiatum similiter in perpetuum pro una feria in hebdomada, absque expressione numeri missarum.

Et in aliis ecclesiis in regno utriusque Poloniæ existentibus pariter concessit altare privilegiatum perpetuum pro una feria, cum numero trium missarum : pro duabus feriis, cum numero sex missarum quotidianarum.

In ecclesiis autem monialium pariter concessit altare privilegiatum perpetuum pro una feria cujuslibet hebdomadæ absque expressione numeri missarum, sed pro monialibus tantum earumque consanguineis, affinibus et benefactoribus.

Cum hac tamen declaratione, quod in singulis suprarelatis fratrum ecclesiis, quibus modo altare privilegiatum conceditur, indultum sit restrictum ad sacerdotes dumtaxat ordinis supra expressi inibi celebrantes

et quod altaria et feriæ, pro quibus conceditur privilegium, semel tantum ab ordinariis locorum designari debeant.

Tandem Sanctitas Sua voluit quod hujusmodi concessionibus fruantur non solum ecclesiæ, quas in præsenti jam habent, verum etiam aliæ omnes, quas in posterum præfatus ordo Eremitarum S. Augustini acquirent. L. card. Picus Præf.-Raphael Cosmus de Hieronymis secret. (*Decreta*, nº LIX, p. 40-41.)

2. En 1741, un indult général étendit les concessions, sans tenir compte du nombre de messes célébrées.

Ordinis Minorum S. Francisci et Eremitarum S. Augustini. — Sac. Congregatio Indulgentiis Sacrisque Reliquiis præposita, habita die 19 septembris 1741, declaravit, concessiones altaris privilegiati pro omnibus juxta numerum, sive absque numero missarum, in ecclesiis fratrum ordinum Minorum S. Francisci et Eremitarum S. Augustini, attento generali indulto, quo ecclesiæ hujusmodi jam in perpetuum gaudent, expediendas esse per extensionem et non aliter. Et facta de prædictis, sub die 18 octobris ejusdem anni, Sanctissimo Domino relatione, Sanctitas Sua benigne approbavit. L. card. Picus Præf.-A. M. Erba, Prot. Apostolicus, secret. (*Decreta*, nº CVIII, p. 72.)

3. Benoît XIV, par bref du 17 mai 1742, déclara privilégiées, comme si elles étaient célébrées à un autel privilégié, toutes les messes, dites par des prêtres séculiers ou réguliers, à quelqu'autel que ce soit, dans l'église de Sainte-Marthe, à Rome, soit pour acquitter les fondations du monastère, soit pour les anniversaires ou le nombre de messes fixé par la règle que les religieuses Augustines font acquitter à la mort des religieuses, de leurs parents et alliés au premier et second degré, et des bienfaiteurs du monastère.

Benedictus PP. XIV. Ad perpetuam rei memoriam. Cum sicut dilectæ in Christo filiæ abbatissa et moniales monasterii monialium S. Marthæ de Urbe, prope Collegium Romanum positi, Nobis nuper exponi fecerunt quamplurima onera missarum ad altare privilegio apostolico pro animabus fidelium defunctorum liberandis a purgatorii pœnis decoratum, adimplenda fundata et assignata reperiantur et si contingat aliquam ex monialibus dicti monasterii ab hac luce migrare in illius animæ suffragium septuaginta missæ, prout etiam aliæ missæ pro earum consanguineis et affinibus primi et secundi gradus ac dicti monasterii benefactoribus celebrandæ sint, quæ quidem onera et missæ altari præfato pro quatuor feriis in hebdomada privilegio hujusmodi decorato minime adimpleri possint, ac proinde exponentes prædictæ opportune in præmissis a Nobis provideri et ut infra indulgeri plurimum desiderant; Nobis piis earumdem exponen-

tium votis hac in re, quantum in Domino possumus, favorabiliter annuere cupientes et earum singulares personas a quibusvis excommunicationis, suspensionis et interdicti aliisque ecclesiasticis sententiis, censuris et pœnis a jure vel ab homine quavis occasione vel causa latis, si quibus quomodolibet innodatæ existant, ad effectum præsentium tantum consequendum, harum serie absolventes et absolutas fore censentes, supplicationibus earum nomine Nobis super hoc humiliter porrectis inclinati, ut quandocumque sacerdos aliquis sæcularis vel cujusvis ordinis vel instituti aut congregationis regularis sacrosanctum missæ sacrificium ad quæcumque ejusdem ecclesiæ altaria tam pro adimplemento et satisfactione onerum eidem ecclesiæ annexorum et in tabella onerum missarum descriptorum quam pro monialium dicti monasterii ac illarum consanguineorum et affinium primi et secundi gradus ac monasterii hujusmodi benefactorum animabus quæ Deo in charitate conjunctæ ab hac luce migraverint, celebrabit, missæ sacrificium hujusmodi animæ pro qua celebrabitur suffragetur perinde ac si ad altare privilegiatum fuisset celebratum, auctoritate apostolica tenore præsentium concedimus et indulgemus, non obstantibus, quatenus opus sit, Nostra et Cancellariæ apostolicæ regula de non concedendis indulgentiis ad instar aliisque constitutionibus et ordinationibus apostolicis cæterisque contrariis quibuscumque. Præsentibus perpetuis futuris temporibus valituris.

Datum Romæ apud Sanctam Mariam Majorem sub annulo piscatoris die XVII mensis junii, anno MDCCXXXII, pontificatus Nostri anno secundo. — Pro Dno cardinali Passionco, Caietanus de Amatis.

4. Pie VII, par rescrit de la Congrégation des Indulgences, en date du 1er septembre 1818, privilégie à perpétuité le grand autel de l'église Sainte-Marthe, à Rome, desservie par des religieuses de l'ordre de S. Augustin.

Urbis. — Ad humillimas preces abbatissæ necnon monialium ven. monasterii S. Marthæ Urbis, SSmus Dnus Noster Pius PP. VIII benigne inclinatus declaravit privilegiatum quotidianum altare majus prælaudatæ S. Marthæ dicatum et in ecclesia ipsius monasterii existen. pro missis quæ in eodem a quocumque sacerdote sive sæculari sive regulari in suffragium fidelium defunctorum celebrantur. Voluitque Sanctitas Sua hanc gratiam perpetuis futuris temporibus et absque ulla brevis expeditione fore valituram. Contrariis quibuscumque non obstantibus. Datum Romæ ex Secretaria Indulgentiarum die 1 septembris MDCCCXVIII. G. cardinalis ab Auria Pamphili. Pro Dno secretario, Petrus canonicus Torraca substitutus.

*Barnabites.*

1. Benoît XIV, en les faisant participer aux faveurs spirituelles accordées aux chanoines réguliers de Latran, a autorisé, pour tous

les prêtres séculiers ou réguliers, le privilège quotidien et perpétuel de l'autel soit de St-Paul, soit de St-Charles Borromée, à la désignation du général, dans chacune des églises desservies par les Barnabites, actuellement et plus tard.

CLERICORUM REGULARIUM CONGREGATIONIS S. PAULI. — Sanctissimus Dominus Noster Benedictus Papa XIV, cum sub expositione sibi humillime facta quod gratiæ, privilegia et indulta spiritualia Canonicorum Regularium Congregationis Lateranensis. Ordinis S. Augustini, ex quibusdam bullis fel. rec. Pauli et Julii III etiam Clericis Regularibus Congregationis S. Pauli Decollati Barnabitis nuncupat. sint communia, per suum Apostolicum rescriptum diei 4 junii 1746, cum declaratione gratiam suffragari, perinde ac si per litteras apostolicas in forma brevis solitis omnibus muniti clausulis expedita fuisset, concessit privilegium quotidianum perpetuum altari, vel S. Pauli Apostoli, vel S. Caroli Borromei, in omnibus et singulis ecclesiis Congregationis Clericorum Regularium præfatæ iisdem modo et forma, quibus simile privilegium concessum fuit in omnibus ecclesiis ipsorum Canonicorum Regularium Lateranensium per Suum pariter Apostolicum breve tenoris qui sequitur, videlicet :

Benedictus PP. XIV. Ad perpetuam rei memoriam. Omnium saluti paterna charitate intenti, sacra interdum loca spiritualibus indulgentiarum muneribus decoramus, ut inde fidelium defunctorum animæ Domini Nostri Jesu Christi ejusque sanctorum suffragia meritorum consequi, et illis adjutæ ex purgatorii pœnis ad æternam salutem per Dei misericordiam perduci valeant. Volentes igitur omnes et singulas ecclesias, tam erectas quam in posterum erigendas, Ordinis Canonicorum Regularium S. Augustini Congregationis Lateranensis nec non monialium ordinis et congregationis hujusmodi, sub gubernio, cura et jurisdictione Canonicorum Regularium præfatorum existentium, et in qualibet ex dictis ecclesiis altare sub invocatione S. Ubaldi erectum seu erigendum, hoc speciali dono illustrare, auctoritate nobis a Domino tradita ac de omnipotentis Dei misericordia ac beatorum Petri et Pauli apostolorum ejus auctoritate confisi, supplicationibus dilecti filii Alexandri Josephi Chiappini, moderni procuratoris generalis ejusdem Congregationis, Nobis super hoc humiliter porrectis inclinati, ut quandocumque sacerdos aliquis sæcularis, vel cujusvis ordinis, congregationis et instituti regularis, sacrosanctum missæ sacrificium pro anima cujuscumque Christifidelis, quæ Deo in charitate conjuncta ab hac luce migraverit, ad præfati S. Ubaldi altare celebrabit, anima ipsa de thesauro Ecclesiæ per modum suffragii indulgentias consequatur, ita ut ejusdem D. N. Jesu Christi ac B. V. Mariæ Sanctorumque omnium meritis sibi suffragantibus, a purgatorii pœnis liberetur, concedimus et indulgemus. Ac insuper auctoritate apostolica permittimus, ut dilectus filius abbas generalis ejusdem Congregationis dumtaxat, adhibitis omnibus diligentiis super concessione altarium in eisdem ecclesiis existen-

tium ab hac S. Sede privilegio pro liberandis animabus a purgatorii pœnis, ut asseritur, in perpetuum alias decoratorum, concessionem hujusmodi observet et juxta datam sibi a Domino prudentiam unica vice tantum declaret, et quæ cx iisdem altaribus sint revocanda, et quæ de novo, ut præfertur, novo privilegio donanda, atque hæc quidem eo privilegio in perpetuum gaudere, illa vero sic per dictum abbatem revocata in perpetuum quoque haberi, ita tamen, ut ubi nullum, unum altare privilegio hujusmodi deputet, ubi vero unum aut duo altaria repererit eodem privilegio ditata, utrumque firmum ac veluti de novo concessum esse statuat et decernat. In contrarium facientibus non obstantibus quibuscumque. Præsentibus perpetuis futuris temporibus valituris. Volumus autem ut earumdem præsentium litterarum transumptis seu exemplis eadem fides in judicio et extra adhibeatur quæ adhiberetur ipsis præsentibus si forent exhibitæ vel ostensæ. Datum Romæ apud S. Mariam Majorem sub annulo Piscatoris, die 18 decembris 1743, Pontificatus Nostri anno quarto. D. cardinalis Passioneus, — Loco ✠ Sigilli — Ad humillimas preces D. Ubaldi Baldassini, procuratoris generalis ejusdem Congregationis S. Pauli, ipsummet privilegium in singulis ecclesiis Clericorum prædictæ Congregationis S. Pauli ad forman præinserti brevis Canonicorum Regularium Congregationis Lateranensis publicari ac hujusmodi decretum imprimi posse benigne indulsit. Datum Romæ, die 12 aprilis 1747. Fr. I. card. Portocarrero Præf. A. M. Erba, Prot. Apostolicus, secret. (*Decreta*, n° CLIII, p. 106-108.)

2. Sont momentanément privilégiés tous les autels d'une église conventuelle de Barnabites, si à ces autels, conformément aux constitutions, se disent des messes, soit le jour de l'obit, soit un autre jour, à l'intention d'un Barnabite décédé, prêtre, clerc ou laïc.

Clericorum Regularium Congregationis S. Pauli. — Ad humillimas preces D. Pauli Philippi Premoli, moderni procuratoris generalis Clericorum Regularium Congregationis S. Pauli decollati, Barnabitarum nuncupat., Sanctissimus Dominus Noster Benedictus PP. XIV clementer indulsit, ut omnes missæ quæ pro anima cujuscumque presbyteri, clerici, laici præfatæ Congregationis, juxta ipsorum constitutiones, in eorum obitu vel alia die ad quodcumque altare cujuscumque ecclesiæ ejusdem Congregationis tam erectæ quam in posterum ubicumque erigendæ, pro illorum anima, quæ Deo in charitate conjuncta ab hac luce migraverit, celebrabuntur, animæ hujusmodi, pro qua celebratæ fuerint, perinde suffragentur ac si ad altare privilegiatum celebratæ fuissent. Non obstantibus in contrarium facientibus quibuscumque. Præsenti in perpetuum valituro. Voluitque Sanctitas Sua hanc gratiam suffragari sine ulla brevis expeditione. Datum Romæ die 8 Augusti 1750. F. I. card. Portocarrero Præf. A. M. Erba, Protonotarius Apostolicus, secret. (*Decreta*, n° CXCV, p. 146-147.)

*Bénédictins et Bénédictines.*

1. Les religieuses du monastère des SS.-Abondius et Abondantius, à Sienne, sont exclues de la concession de l'autel privilégié fait aux Bénédictins du Mont-Cassin, de qui elles relèvent; néanmoins le pape le leur accorde à leur demande.

SENEN. — 1. An moniales Sanctorum Abundii et Abundantii, ordinis Cassinensis S. Benedicti, extra mœnia civitatis Senarum, exclusæ dicantur a privilegiis altarium ordini Cassinensi concessis in casu, etc.? et quatenus negative.

2. An concedenda sit illorum communicatio? Sacra Congregatio diei 4 februarii 1741 respondit : Ad I. Affirmative. Ad 2. Pro gratia. (*Decreta*, n° CI, p. 69.)

2. Benoît XIV communique aux religieuses de St Benoît, à Padoue, le privilège de l'autel, accordé par Clément XII aux religieux du Mont-Cassin, tant perpétuel et quotidien pour tous les fidèles trépassés, que momentané pour les religieuses défuntes, soit le jour de l'obit, soit tout autre jour : la première faveur ne concerne que l'autel de S-Benoît, la seconde s'applique à tous les autels de l'église.

PATAVINA[1]. — Ad humillimas preces Leonoræ Badœr abbatissæ, ac monialium monasterii et ordinis S. Benedicti civitatis Patavinæ, episcopi tamen jurisdictioni subjectarum, Sanctissimus Dominus Noster Benedictus PP. XIV privilegium quotidianum perpetuum pro anima cujuscumque Christifidelis, quæ Deo in charitate conjuncta ab hac luce migraverit, concessum altari ejusdem S. Benedicti ac omnibus altaribus in obitu vel alio die pro singulis religiosis decedentibus a fel. rec. Clemente XII, sub die 6 martii 1739, in omnibus ecclesiis monachorum Congregationis Cassinensis, et monialium sub earum gubernio, cura et jurisdictione existentium, sub die 15 julii 1741 altari S. Benedicti et omnibus respective altaribus ecclesiæ præfati monasterii S. Benedicti benigne communicavit. Card. Picus Præf. A. M. Erba, Prot. Apostolicus, secret. (*Decreta*, n° CIII, p. 70.)

3. Benoît XIV privilégie tous les autels dans chacune des églises de l'ordre de St-Benoît, en Bohême, Moravie et Silésie, chaque fois qu'à ces mêmes autels il sera célébré pour les religieux et religieuses décédés des messes, conformément aux constitutions de l'ordre.

1. Padoue, évêché (Italie).

Sanctissimus Dominus Noster Benedictus PP. XIV, ad humillimas preces visitatoris perpetui ordinis S. Benedicti per Bohemiam, Moraviam et Silesiam, in perpetuum indulsit, ut omnes et singulæ missæ, quæ pro animabus monachorum clericorum et laicorum, nec non monialium præfati ordinis monasteriorum, visitatori perpetuo prædicto per Bohemiam, Moraviam et Silesiam subjectorum, quæ Deo in charitate conjunctæ ab hac luce migraverint, ad quodcumque altare in eorum vel earum respective ecclesiis tam erectis quam in posterum erigendis, juxta eorum sive earum constitutiones celebrabuntur, animæ, pro quibus celebratæ fuerint, perinde suffragentur ac si ad altare privilegiatum celebratæ fuissent. Quibuscumque in contrarium non obstantibus. Voluitque hanc gratiam suffragari absque ulla brevis expeditione. Datum Romæ die 10 martii 1742. L. card. Picus Præf. A. M. Erba, Prot. Apostolicus, secret. (*Decreta*, n° CXII, p. 78.)

4. Le privilège concédé par Clément XII aux églises Bénédictines est attaché à l'autel de St-Benoît, quoique cet autel porte aussi le vocable d'un autre saint.

Ordinis S. Benedicti. — Cum sanæ memoriæ Clemens XII, per suum breve diei 6 martii 1739, privilegium quotidianum pro liberandis animabus christifidelium a purgatorii pœnis altare S. Benedicti in omnibus et singulis ecclesiis tam monachorum ordinis ejusdem S. Benedicti, congregationis Cassinensis, quam sanctimonialium sub eorum cura et gubernio degentium, in perpetuum concesserit, idemque ad plures inde ecclesias ejusdem instituti tum monachorum ultra montes existen., cum monialium jurisdictioni Ordinariorum immediate subjectarum extensum fuerit, nonnullæ hujusmodi ecclesiæ de subsistentia dicti privilegii dubitarunt, eo quia altare non soli S. Benedicto, sed et alii seu aliis Sanctis simul dicatum, aut diversimode etiam nuncupatum habeant. Itaque ad instantiam monialium prædicti Ordinis monasterii S. Caroli Gandini, Bergomen. diœcesis, proposito dubio, scilicet : An altare Sanctorum Benedicti et Caroli in ecclesia ipsarum monialium Gandini gaudeat privilegio quotidiano a S. Sede concesso? Sacra Congregatio Indulgentiis Sacrisque Reliquiis præposita, die 1 octobris 1744, respondit : Gaudere. De quibus omnibus et singulis facta per me infrascriptum secretarium die 3 ejusdem mensis Sanctissimo Domino relatione, Sanctitas Sua votum Sacræ Congregationis benigne approbavit, idemque universis ecclesiis pro simili casu suffragari declaravit. C. card. de Hieronymis Præf. — A. M. Erba, Prot. Apostolicus, secret. (*Decreta*, n° CXXX, p. 91.)

5. Le même autel de St-Benoit est déclaré privilégié par Benoit XIV dans toutes les églises de la Congrégation de Bursfeld, en Allemagne, à quelque intention de fidèle défunt qu'y soit dite la messe par un prêtre séculier ou régulier.

Ad humillimas preces D. Benedicti de Geisman, abbatis Werdiniensis et Halmstadiensis, præsidis Congregationis Burfeldiensis ordinis S. Benedict in Germania existen., Sanctissimus Dominus Noster Benedictus PP. XIV, volens omnes et singulas ecclesias monasteriorum monachorum congregationis Bursfeldiensis, ordinis S. Benedicti, in Germania existentium, in quibus aliud altare, vel in perpetuum, vel ad tempus nondum elapsum simili privilegio decoratum forsan reperitur, quod per præsens decretum revocavit, et in qualibet ex dictis ecclesiis altare sub invocatione S. Benedicti erectum sive erigendum hoc speciali dono illustrare, ut quandocumque sacerdos aliquis sæcularis, vel cujusvis ordinis, congregationis et instituti regularis sacrosanctum missæ sacrificium pro anima cujuscumque Christifidelis, quæ Deo in charitate conjuncta ab hac luce migraverit, ad præfatum S. Benedicti altare celebrabit, anima ipsa de thesauro Ecclesiæ per modum suffragii indulgentiam consequatur; ita ut Domini Nostri Jesu Christi ac Beatissimæ V. Mariæ Sanctorumque omnium meritis sibi suffragantibus, e purgatorii pœnis liberetur, benigne concessit atque indulsit. Non obstantibus in contrarium facientibus quibuscumque. Præsenti in perpetuum valituro decreto. Voluitque Sanctitas Sua hanc gratiam suffragari absque ulla brevis expeditione. Datum Romæ die 19 julii anno 1755. Fr. J. card. Portocarrero Præf.-A.E. Vicecomes secret. (*Decreta*, n° CCXX, p. 166-167.)

6. Toute messe dite par un prêtre de la Congrégation de Bursfeld, à l'intention d'un religieux ou religieuse de cette même Congrégation, a la même valeur que si elle avait été célébrée à un autel privilégié, dans quelque église que ce soit.

Ordinis S. Benedicti. — Cum sicut humillime exponebatur per constitutiones monachorum ordinis S. Benedicti in cujuscumque presbyteri, vel clerici aut laici, ordinis præfati, diebus obitus, vel alia die, aliquot missæ juxta constitutiones prædictas a monachis in sacro presbyteratus ordine constitutis pro anima defuncti celebrari debeant aut soleant; Sanctissimus Dominus Noster Benedictus PP. XIV, prævia revocatione alterius similis decreti sub die 19 julii 1755 expediti, supplicationibus nomine D. Benedicti de Geisman, abbatis Werdiniensis et Halmstadiensis, præsidis congregationis Bursfeldiensis, ordinis S. Benedicti in Germania existen., porrectis, benigne concessit, ut quandocumque sacerdos aliquis ejusdem ordinis et congregationis missam vel in die obitus monachorum vel in alia juxta constitutiones præfatas ad quodcumque altare ecclesiarum tam monachorum quam monialium congregationis prædictæ quam aliarum etiam ecclesiarum pro illorum anima, quæ Deo in charitate conjuncta ab hac luce migraverit, celebrabit, missa hujusmodi animæ pro qua celebrata fuerit perinde suffragetur, ac si ad altare privilegiatum celebrata fuisset. Non obstantibus in contrarium facientibus quibuscumque. Præsenti in

perpetuum valituro. Voluitque Sanctitas Sua hanc gratiam suffragari absque ulla brevis expeditione. Datum Romæ die 18 februarii 1757. Fr. J. card. Portocarrero Præf.-A. E. Vicecomes secret. (*Decreta*, n° CCXXXIV, p. 181.)

7. Clément XIII étend aux Bénédictines de la Congrégation de Bursfeld les privilèges accordés aux Bénédictins de la même Congrégation, relativement aux autels de leurs églises.

Ordinis S. Benedicti. — Ad humillimas preces moderni abbatis præsidis congregationis Bursfeldiensis, ordinis S. Benedicti in Germania existentis, in monasterio Sanctorum Apostolorum Petri et Pauli de Erfert, Sanctissimus Dominus Noster Clemens XIII privilegium quotidianum a san. mem. Benedicto XIV altari sub invocatione S. Benedicti erecto, sive erigendo in omnibus et singulis ecclesiis monasteriorum monachorum præfatæ congregationis Bursfeldiensis clementer extendit. Itemque aliud privilegium ab eodem Benedicto elargitum ut omnes et singulæ missæ, quæ pro anima cujuscumque monachi, presbyteri, clerici et laici præfati ordinis et congregationis, juxta ipsorum constitutiones in eorum obitu, vel alia die ad quodcumque altare ecclesiarum prædictæ congregationis pro illorum anima, quæ Deo in charitate conjuncta ab hac luce migraverit, celebrabuntur, animæ hujusmodi pro qua celebratæ fuerint perinde suffragentur ac si ad altare privilegiatum celebratæ fuissent. Eadem Sanctitas Sua pariformiter benigne extendit ad quascumque moniales cæterasque degentes in monasteriis prædictæ congregationis Bursfeldiensis, ita ut omnes et singulæ missæ quæ pro anima cujuscumque monialis aliarumque in earum monasteriis degentium juxta ipsarum constitutiones in earum obitu vel alia die, ad quodcumque altare ecclesiarum monialium dictæ congregationis pro illarum anima, quæ Deo in charitate conjuncta ab hac luce migraverit celebrabuntur, eidem animæ pro qua celebratæ fuerint, perinde suffragentur ac si ad altare privilegiatum celebratæ fuissent. Non obstantibus in contrarium facientibus quibuscumque. Præsenti in perpetuum valituro. Voluitque Sanctitas Sua hanc gratiam suffragari absque ulla brevis expeditione. Datum Romæ ex Secretaria Sac. Congregationis Indulgentiarum, die 23 junii 1765. — N. card. Antonellus Præf.-S. Borgia secret. (*Decreta*, n° CCLXXVIII, p. 215-216.)

8. En Portugal, l'autel désigné par l'évêque dans les églises Bénédictines est privilégié pour tout prêtre, séculier ou régulier, qui y dit la messe pour les défunts.

Ordinis S. Benedicti. — Ad humillimas preces moderni abbatis generalis monasteriorum monachorum ordinis S. Benedicti in regnis et dominiis fidelissimi regis Portugalliæ et Algarbiorum existentium, Sanctissimus

Dominus Noster Benedictus PP. XIV, prævia revocatione alterius altaris privilegiati, quatenus adsit concessi, nec non alterius similis decreti, benigne concessit atque indulsit, ut sacrosanctum missæ sacrificium, quod a quocumque sacerdote sæculari, vel alicujus ordinis, congregationis et instituti regularis, ad altare, semel tantum per respectivos locorum ordinarios designandum, in qualibet ex ecclesiis monachorum ejusdem ordinis S. Benedicti in supradictis regnis et dominiis tantum existentes et sub regimine et gubernio ejusdem abbatis subjectas,pro anima cujuscumque Christifidelis, quæ Deo in charitate conjuncta ab hac luce migraverit, celebrabitur, anima ipsa de thesauro Ecclesiæ per modum suffragii indulgentiam consequatur; ita ut Domini Nostri Jesu Christi ac Beatissimæ Mariæ Virginis Sanctorumque omnium meritis sibi suffragantibus, a purgatorii pœnis liberetur. Non obstantibus in contrarium facientibus quibuscumque. Præsenti in perpetuum valituro decreto. Voluitque Sanctitas Sua hanc concessionem suffragari debere, absque ulla brevis expeditione. Datum Romæ die 28 martii 1757. Fr. J. card. Portocarrero præf. — A. E. Vicecomes secret. (*Decreta*, n° CCXXXV, p. 181-182.)

*Ordre de Sainte-Brigitte.*

1. L'autel de Sainte-Brigitte est privilégié dans toutes les églises de l'ordre pour tous les prêtres indistinctement, qui y disent la messe à l'intention des défunts.

Ordinis S. Brigittæ. — Ad humillimas et enixas preces F. Pauli Miller, procuratoris generalis ordinis S. Brigittæ, Sanctissimus Dominus Noster Benedictus PP. XIV,volens omnes et singulas ecclesias ejusmodi ordinis, utpote plerasque inter vel prope hæreticos aut ultra montes erectas, in quibus nullum vel aliquod altare in perpetuum, vel ad tempus nondum elapsum privilegio decoratum forsan existit, quod per præsentes Apostolica auctoritate revocavit, ac in eisdem situm altare ejusdem S. Brigittæ hoc speciali dono illustrare, ut quandocumque sacerdos aliquis sæcularis vel cujusvis ordinis, congregationis aut instituti regularis, missam pro anima cujuscumque Christifidelis, quæ Deo in charitate conjuncta ab hac luce migraverit, ad altare præfatum celebrabit, anima ipsa de thesauro Ecclesiæ per modum suffragii indulgentiam consequatur, ita ut ejusdem Domini Nostri Jesu Christi ac Beatissimæ Virginis Mariæ Sanctorumque omnium meritis sibi suffragantibus, a purgatorii pœnis liberetur, benigne concessit atque indulsit. Quibuscumque in contrarium facientibus non obstantibus. Præsentibus perpetuis futuris temporibus valituris. Datum Romæ die 23 decembris anni 1741. L. card. Picus præf. — A. M. Erba, Prot. Apostolicus, secret. (*Decreta*, n° CIX, p. 72-73.)

2. Le privilège de l'autel subsiste, quoique l'église n'appartienne

plus à l'ordre de Sainte-Brigitte, mais à des administrateurs qui la lui prêtent pour l'office divin, parce que la faveur est faite à l'ordre et non à l'église.

Urbis. — Nuper SS. D. N. Benedictus XIV privilegium quotidianum absque expressione numeri missarum pro omnibus fidelibus defunctis, et cum extensione ad quoslibet sacerdotes altari S. Brigittæ in omnibus et singulis ecclesiis ejusdem instituti vel ordinis, sub die 23 decembris 1741, in perpetuum concessit. Cum vero ecclesia ejusdem S. Brigittæ, apud quam fratres ipsiusmet ordinis in Urbe habitant, ac in ea missas quotidie celebrant et cætera divina officia libere persolvunt, quamvis a fundatione seu pia erectione propria eorum fuisset fratrum et ordinis, nunc autem ob aliquas temporum varietates nonnullis cesserit administratoribus, a quibus eam ad usum prædicti fratres gratis retinent, in dubium revocatum fuit num privilegium præfatum altari et in ecclesia ejusmodi S. Brigittæ de Urbe valeat? Ideo ad humillimas preces fratris Pauli Miller, procuratoris generalis ordinis hujusmodi, eadem Sanctitas Sua, eo quia hujusmodi privilegia, non intuitu ecclesiarum sed ordinis ejusdemque fundatorum concedantur, et in ecclesia præfata vere missæ et reliqua divina officia quotidie persolvantur, ac in ea altare ejusdem S. Brigittæ existat, declaravit idem privilegium suffragari ac missas hactenus celebratas ac in posterum eidem altari celebrandas, prædicto gaudere privilegio, et, quatenus opus sit, prævia sanatione missarum eidem altari hactenus celebratarum defectus, si quis fuerit, de novo benigne concessit. Datum Romæ 28 novembris 1742. L. card. Picus Præf. — A. M. Erba. Prot. Apost., secret. (*Decreta*, n° CXX, p. 85.)

### *Camaldules.*

1. L'autel de St-Romuald, leur fondateur, est privilégié à perpétuité dans toutes les églises des Camaldules. La concession comprend les autels érigés ou à ériger.

Cum sub die 9 februarii 1729 sanctæ memoriæ Benedictus XIII benigne concesserit privilegium quotidianum perpetuum altari sancti Romualdi in omnibus et singulis ecclesiis monachorum eremitarum et monialium ordinis Camaldulensium; cumque deinde dubitatum fuerit, an præfatum indultum intelligendum tantum sit pro altaribus tunc erectis, vel etiam pro altaribus in posterum erigendis; Sac. Congregatio Indulgentiis Sacrisque Reliquiis præposita, instante pro resolutione prædicti dubii R. P. D. Petro de Zaghis, procuratore generali ejusdem ordinis, sub die 1 octobris 1735, censuit, prædictum indultum comprehendere tam altaria, quæ tunc reperiebantur erecta quam in posterum erigenda. Et facta de præmissis Sanctissimo Domino relatione per me infrascriptum secretarium,

sub die 5 ejusdem mensis octobris, Sanctitas Sua benigne approbavit. Episcopus Albanensis card. Picus Præf. — Joannes archiepiscopus Tyr. secret. (*Decreta*, n° LXXX, p. 53-54.)

2. Pie VI, en 1780, a privilégié toutes les messes imposées aux Camaldules par leurs constitutions ou en vertu d'une louable coutume, à la mort de chaque religieux ou religieuse, de leurs parents, des Souverains Pontifes, des cardinaux protecteurs et des ordinaires, à quelqu'autel qu'elles soient dites dans leurs églises respectives.

Congregationis Monachorum Camaldulensium. — Ad humillimas preces D. Petri Urseoli a Ponte, abbatis procuratoris generalis monachorum Camaldulensium, Sanctissimus Dominus Noster Pius PP. VI clementer indulsit, ut omnes et singulæ missæ, quæ juxta constitutiones vel laudabilem consuetudinem ejusdem ordinis, sive cujusque hujusmodi monasteriis etiam monialium ipsius ordinis camaldulensium tam erectis quam erigendis, pro summis pontificibus, cardinalibus protectoribus, episcopis seu ordinariis, ipsisque monachis et monialibus horumque tantum genitoribus tam defunctis, quam cæteris hujusmodi in posterum ab hac vita decessuris, qui Deo in charitate conjuncti ab hac luce migraverint, celebrari debent vel solent, ad quodcumque altare ecclesiæ tam monachorum quam monialium prædictæ congregationis celebrabuntur, animæ ejusmodi pro qua celebratæ fuerint perinde suffragentur ac si ad altare privilegiatum celebratæ fuissent. Non obstantibus in contrarium facientibus quibuscumque. Præsenti in perpetuum valituro. Voluitque Sanctitas Sua hanc gratiam suffragari, absque ulla brevis expeditione. Datum Romæ ex secretaria Sac. Congregationis Indulgentiarum die 19 februarii 1780. J. C. de Somalia, secret. (*Decreta*, n° CCCLXXVII, p. 285-286.)

## *Capucins.*

1. La messe dite dans une église de l'ordre, à n'importe quel autel, par un prêtre capucin pour un capucin décédé, procure à l'âme du défunt une indulgence plénière semblable à celle de l'autel privilégié.

Ordinis Capucinorum. — Ad humillimas preces procuratoris generalis ordinis minorum S. Francisci, Capucinorum nuncupat., Sanctissimus Dominus Noster Benedictus PP. XIV, sub 15 julii 1742, benigne in perpetuum indulsit ut missæ, quæ, juxta constitutiones, a sacerdotibus ejusdem ordinis in obitu cujuslibet fratris ordinis prædicti, vel alio die pro ejusdem anima, quæ Deo in charitate conjuncta ab hac luce migraverit, ad quodcumque altare ecclesiarum prædicti ordinis tam erectarum quam erigendarum celebrabuntur, animæ pro qua celebratæ fuerint perinde suffragentur

ac si ad altare privilegiatum celebratæ fuissent. — L. card. Picus Præf. — A. M. Erba, Prot. Apostolicus, secret. (*Decreta*, n. CXVIII, p. 83-84.)

2. Sont également privilégiées les trois messes dites aux autels de leurs églises par les capucins, lors des décès du pape, du cardinal protecteur, de l'empereur, du roi ou de l'un des supérieurs majeurs de l'ordre.

Ordinis Minorum Capucinorum. — Nuper Sanctissimus Dominus Noster Benedictus PP. XIV, sub die 15 julii 1742, in perpetuum concessit, ut missæ quæ, juxta constitutiones ordinis minorum S. Francisci, capucinorum nuncupatorum, ab ejusdem sacerdotibus in obitu cujuslibet fratris hujusmodi ab hac luce migrantis, vel alio die ad quodcumque altare ecclesiarum ordinis ejusmodi tam erectarum quam imposterum erigendarum celebrabuntur, suffragentur ac si ad altare privilegiatum celebratæ fuissent. Cum vero sicut modernus procurator generalis ordinis præfati humillime exponebat, omnes et singuli sacerdotes tres missas pro anima cujuscumque Summi Pontificis et cardinalis protectoris, ac imperatoris atque regis, nec non illorum qui superiores majores ejusdem ordinis fuerunt, qui e vivis decesserint, celebrare soleant, ac privilegium pro illis ad quodlibet altare ecclesiarum ordinis hujusmodi ad septennium semel vel pluries obtentum fuerit, ideo prædicto procuratore generali supplicante, eadem Sanctitas Sua, sub die 19 septembris ejusdem anni, indultum præfatum pro tribus enunciatis missis ad quodcumque altare ecclesiarum præfatarum in perpetuum benigne extendit. Non obstantibus in contrarium facientibus quibuscumque, voluitque Sanctitas Sua hanc gratiam suffragari absque ulla brevis expeditione. — L. card. Picus, Præf. — A. M. Erba, Prot. Apost., secret. (*Decreta*, n. CXIX, p. 84.)

3. La messe unique dite par les capucins pour leurs parents défunts jouit aussi du privilège de l'autel.

Ordinis Minorum Capucinorum. — Cum Sanctissimus D. N. Benedictus PP. XIV, sub die 15 julii 1742, ut missæ quæ juxta constitutiones ordinis FF. Minorum S. Francisci, Capucinorum nuncupat., ab ejusdem sacerdotibus in obitu cujuslibet sacerdotis vel clerici aut laici ordinis hujusmodi ab hac vita migrantis vel alio die celebrantur ad quodcumque altare ecclesiarum ejusdem ordinis tam erectarum quam in posterum erigendarum celebrentur, perinde suffragentur ac si ad altare privilegiatum celebratæ fuissent in perpetuum concesserit; ac inde hujusmodi indultum, sub die 19 septembris ejusdem anni, ad tres missas, quas singuli sacerdotes prædicti ordinis pro anima cujuscumque Summi Pontificis et cardinalis protectoris ac imperatoris atque regis, nec non illorum qui superiores majores ejusdem ordinis fuere, qui e vivis decesserint, celebrare solent benigne extenderit; demum supplicante procuratore generali ipsiusmet ordinis

eamdem gratiam etiam ad unam missam, quæ a sacerdotibus ordinis hujusmodi pro anima suorum respective parentum ab hac vita migrantium extendi, ac hujusmodi precibus S. Congregationi Indulgentiis Sacrisque Reliquiis præpositæ relatis, Eadem Sac. Congregatio, die 6 aprilis 1745, idem indultum etiam pro unica hujusmodi missa ad quolibet altare ecclesiarum dicti ordinis in perpetuum concedendum esse censuit. De quibus facta per me infrascriptum secretarium, die 10 ejusdem mensis, Sanctissimo Domino relatione, Sanctitas Sua benigne annuit. C. card. de Hieronymis Præf. — A. M. Erba, Prot. Apostolicus, secret. (*Decreta*, n. CXXXVIII, p. 97-98.)

4. L'autel de l'oratoire annexé à l'église des capucins d'Albano, près Rome, est privilégié pour tous les fidèles défunts, chaque jour de l'année.

ALBANEN.[1] — Ad humillimas preces reverendissimi Fr. Francisci M. Bergomen., concionatoris apostolici, Sanctissimus Dominus Noster Clemens PP. XIII benigne inclinatus, concessit privilegiatum quotidie in perpetuum pro animabus omnium fidelium defunctorum altare oratorii adnexi ecclesiæ minorum Capucinorum Albani erectum in honorem Sacrorum Stigmatum Beatissimi Patris Francisci. Voluitque Eadem Sanctitas Sua hanc gratiam absque ulla brevis expeditione fore valituram. Datum Romæ ex Secretaria Sac. Congregationis Indulgent., die 20 septembris 1768. — A. card. Corsinius pro-præf. — S. Borgia secret. (*Decreta*, n. CCCXXVII, p. 248.)

5. Pie VI, par bref du 24 janvier 1797, a privilégié tous les autels de l'église où se fait l'anniversaire solennel des défunts, avant ou après chaque mission et aussi toutes les églises de la ville où a lieu cette mission. Tout prêtre, séculier ou régulier, jouit pour le jour indiqué du privilège, n'importe où il célèbre. La demande est faite par le gardien de la province de Catalogne et la concession limitée à cette contrée.

*Concessio altaris privilegiati pro fratribus ordinis sancti Francisci Capucinorum.*

Pius PP. VI. Ad perpetuam rei memoriam. Exponi Nobis nuper fecit dilectus filius frater Ambrosius a Barchinone, fratrum ordinis Minorum Sancti Francisci Capucinorum nuncupatorum expresse professus, secretarius generalis ac custos provinciæ Catalauniæ, quod missionarii ordinis et provinciæ hujusmodi immediate ante vel statim post unamquamque ex respective per ipsos in dicta provincia peragendis missionibus solemne anniversarium in suffragium fidelium defunctorum celebrari curant : plurimum propterea cupit missas in dictis anniversariis celebrandas cœles-

1. Albano, évêché suburbicaire de Rome (Italie).

tium munerum, quorum dispensationem fidei Nostræ credidit Altissimus, elargitione a Nobis condecorari.

Nos igitur supplicationibus ejus nomine Nobis super hoc humiliter porrectis inclinati, ut omnes et singulæ missæ quæ die uniuscujusque ex præfatis anniversariis a quocumque sacerdote vel cujusvis ordinis, congregationis et instituti regularis, pro anima cujuscumque christifidelis, quæ Deo in charitate conjuncta ab hac luce migraverit, ad quodcumque altare tam illius ecclesiæ in qua anniversarium hujusmodi celebrari contingat, quam aliarum ecclesiarum existentium in civitate vel oppido in qua seu quo missiones peragentur celebrabuntur, animæ seu animabus pro qua seu quibus celebratæ fuerunt, perinde suffragentur ac si ad altare privilegiatum fuissent celebratæ, auctoritate apostolica, tenore præsentium, concedimus et indulgemus.

Non obstantibus, etc. . . . . Præsentibus perpetuis futuris temporibus valituris.

Volumus autem, etc.

Datum Romæ apud Sanctum Petrum, sub annulo piscatoris, die vicesima quarta januarii millesimo septingentesimo nonagesimo septimo, pontificatus Nostri anno vicesimo secundo. (*Bullar. Rom. cont.*, t. X, p. 58-59.)

On peut voir, plus loin, l'article concernant les Franciscains, où se trouvent d'autres privilèges auxquels les Capucins ont part.

### *Carmes.*

1. Clément XII, par bref du 9 octobre 1738, accorda un autel privilégié dans toutes les églises des Carmes, tant chaussés que déchaussés. Cet autel est perpétuel et désigné une fois pour toutes par l'Ordinaire du lieu.

Clemens PP. XII. Ad perpetuam rei memoriam. Omnium saluti, etc. Volentes igitur omnes et singulas ecclesias, tam hactenus erectas quam imposterum erigendas, fratrum et monialium ordinis Beatæ Mariæ de Monte Carmelo calceatorum et calceatarum ac excalceatorum et excalceatarum, in quibus quatenus aliud altare privilegiatum perpetuum vel ad tempus nondum elapsum reperiatur concessum per presentes auctoritate apostolica revocamus et in qualibet ex dictis ecclesiis situm altare per Ordinarium seu Ordinario respective locorum semel tantum designandum hoc speciali dono illustrare auctoritate Nobis à Domino tradita, etc.

In contrarium facientibus etc.

Volumus autem, etc.

Datum Romæ apud S. Mariam Majorem sub annulo piscatoris, die 9 octobris 1738, pontificatus Nostri anno IX. Pro D. card. Passioneo, Cajetanus Amatus. (*Bullarium Carmelitanum*, Romæ, 1768, t. IV, pag. 278-279.)

2. Par rescrit du 5 décembre 1738, Clément XII a privilégié toutes les messes qui, conformément aux constitutions, se disent pour les défunts de l'ordre.

Très Saint-Père, le prieur des Carmes chaussés, prosterné aux pieds de Votre Sainteté, expose humblement que Votre Sainteté a daigné, par son bref daté du 9 octobre de l'année courante 1738, bénignement concéder l'autel privilégié pour tous les fidèles, dans toutes les églises érigées ou à ériger tant des religieux que des religieuses de l'ordre du Carmel, chaussé et déchaussé, avec la révocation de tout autre autel privilégié qui leur aurait été octroyé. Comme le Souverain Pontife Grégoire XV, *vivæ vocis oraculo*, a concédé jadis à perpétuité à l'ordre déchaussé que tout autel où se célébreraient des messes pour les âmes des religieux ou religieuses serait privilégié, ce qui a depuis été confirmé par le Souverain Pontife Clément X, le prieur supplie respectueusement Votre Sainteté de daigner concéder dans sa bonté au même ordre chaussé que toutes les messes qui se célébreront pour les âmes des religieux ou religieuses après leur mort, à quelque autel que ce soit de leurs églises, leur valent comme si elles étaient célébrées à un autel privilégié. Que la grâce, etc.

Die 5 decembris 1738. Sanctissimus benigne in perpetuum indulsit ut missæ quæ pro animabus fratrum et monialium ordinis B. Mariæ de Monte Carmelo nuncupatorum, quæ Deo in charitate conjunctæ ab hac luce migraverint, ad quodcumque altare in eorum sive earum respective ecclesiis tam erectis quam imposterum erigendis, juxta constitutiones ordinis prædicti celebrabuntur, animæ pro qua celebratæ fuerint perinde suffragentur ac si ad altare privilegiatum celebratæ fuissent. Quibuscumque in contrarium non obstantibus. Voluitque præsentem gratiam suffragari absque ulla expeditione brevis. D. cardinalis Passioneus. Locus ✠ sigilli. (*Bullar. Carmel.*, t. IV, p. 279-280.)

### *Chanoines réguliers de Latran.*

1. L'autel de S. Ubald est indiqué comme l'autel privilégié dans les églises de l'ordre. (*Voir* le bref de Benoit XIV inséré dans un décret qui concerne les Barnabites.) Là où il n'existe pas, l'abbé est autorisé à désigner le maître-autel à perpétuité.

Ordinis canonicorum regularium S. Augustini. — Cum alias fel. rec. Benedictus PP. XIV concesserit privilegium quotidianum altari sub invocatione S. Ubaldi erecto seu erigendo in omnibus et singulis ecclesiis ordinis canonicorum regularium S. Augustini, Congregationis Lateranensis, nec non monialium ordinis et congregationis hujusmodi sub gubernio et jurisdictione canonicorum regularium præfatorum existentium; quumque modo compertum sit in quibusdam prædictarum monialium ecclesiis præ-

fatum S. Ubaldi altare non existere seu collocatum esse, in quo pleræque missæ celebrantur; idcirco Sanctissimus Dominus Noster Clemens PP. XIII, ad humillimas preces Caroli Corio, moderni procuratoris generalis ejusdem congregationis, benigne inclinatus, concessit ut in præfatis monialium ecclesiis, ubi S. Ubaldi altare adhuc erectum non reperitur, privilegium quotidianum in altare majori ecclesiæ ab abbate generali ejusdem Congregationis semel tantum designari possit. In iis vero monialium ecclesiis, ubi præfatum S. Ubaldi altare erectum reperitur, in eo privilegium jam concessum permaneat, nec ad aliud ejusdem ecclesiæ altare transferri queat. Quibuscumque in contrarium facientibus. Voluitque Sanctitas Sua hanc gratiam perpetuis futuris temporibus fore valituram absque ulla brevis expeditione. Datum Romæ ex Secretaria Sac. Congregationis Indulgentiarum, die 12 Martii 1765. N. card. Antonellus Præf. S. Borgia secret. (*Decreta*, n°. CCLXX, p. 210.)

2. S'il n'y a pas d'autel dédié à S. Ubald, on place, par suite d'un indult apostolique, une image du saint évêque de Gubbio à l'autel privilégié.

Congregationis canonicorum regularium S. Augustini loci Ktodaviensis, diœcesis Gnesniensis. Ad humillimas preces canonicorum regularium S. Augustini loci Ktodaviensis, diœcesis Gnesnensis, Sanctissimus Dominus Noster Clemens PP. XIII benigne inclinatus concessit in eorum ecclesia privilegiatum quotidianum in perpetuum altare S. Ubaldi, episcopi et confessoris, et quatenus non adsit proprium altare S. Ubaldi, in altari quod præfato privilegio quotidiano perpetuo decoratur, ejusdem imago apponatur. Voluitque Eadem Sanctitas Sua hanc gratiam suffragari absque ulla brevis expeditione. Datum Romæ ex Secretaria Sac. Congregationis Indulgentiarum, die 17 maii 1768. A. card. Corsinius pro Emo præf. — S. Borgia secret. (*Decreta*, n°. CCCXIV, p. 239-240.)

Congregationis canonicorum regularium S. Augustini, loci Lubianensis, diœcesis Wladislaviensis. Ad humillimas preces canonicorum regularium S. Augustini, loci Lubianensis, diœcesis Wladislaviensis, Sanctissimus Dominus Noster Clemens PP. XIII benigne inclinatus concessit in eorum ecclesia privilegiatum quotidianum in perpetuum altare S. Ubaldi, episcopi confessoris, et quatenus non adsit proprium altare S. Ubaldi, in altari quod præfato privilegio quotidiano perpetuo decoratur, ejusdem imago apponatur. Voluitque eadem Sanctitas Sua hanc gratiam suffragari absque ulla brevis expeditione. Datum Romæ ex Secretaria Sac. Congregationis Indulgentiarum, die 17 maii 1768. A. card. Corsinius pro Emo Præf. — S. Borgia secret. (*Decreta*, n° CCCXIII, p. 239.)

3. Clément XIII, par le bref *Cum sicut*, expédié le 12 mars 1766, accorde aux chanoines réguliers du S. Sauveur la faveur que toutes

les messes prescrites pour chaque défunt de l'ordre soient privilégiées comme si elles étaient célébrées à un autel privilégié.

*Indulgetur ut missæ a canonicis regularibus S. Salvatoris celebrari solitis in die obitus presbyterorum clericorum et laicorum hujus ordinis, in defunctorum animæ expiationem habeantur, ac si ad altare privilegiatum celebratæ fuissent.*

Clemens papa XIII. Ad perpetuam rei memoriam. Cum sicut dilectus filius Clemens Ambrosi, abbas ac modernus procurator generalis canonicorum regularium Smi Salvatoris, ordinis S. Augustini, Nobis nuper exponi fecerit aliquas missas in cujuscumque presbyteri, clerici aut laici, ex canonicis regularibus dicti ordinis, diebus obitus seu alio die, unusquisque canonicus regularis dicti ordinis in sacro presbyteratus ordine constitutus celebrare debeat aut soleat; ideoque dictus modernus procurator generalis missas hujusmodi cœlestium munerum, quorum dispensationem fidei nostræ credidit Altissimus, elargitione a Nobis condecorari plurimum desideret, Nos piis ejusdem moderni procuratoris generalis votis hac in re, quantum cum Domino possumus, favorabiliter annuere volentes, supplicationibus ejus nomine Nobis super hoc humiliter porrectis inclinati, ut quandocumque sacerdos aliquis ex canonicis regularibus ejusdem ordinis sacrosanctum missæ sacrificium vel in die obitus prædictorum presbyterorum, clericorum et laicorum regularium dicti ordinis hujusmodi pro illorum anima quæ Deo in charitate conjuncta ab hac luce migraverit, celebrabit, missæ sacrificium hujusmodi animæ pro qua celebratum fuerit, perinde suffragetur ac si ad altare privilegiatum fuisset celebratum, auctoritate apostolica, tenore præsentium, concedimus et indulgemus.

Non obstantibus, etc..... Præsentibus perpetuis futuris temporibus valituris.

Volumus autem, etc.

Datum Romæ apud S. Mariam Majorem, sub annulo piscatoris die XII martii MDCCLXVI, pontificatus nostri anno octavo. (*Bullar. Rom. cont.*, t. III, p. 173.)

*Chartreux.*

Dans les églises des Chartreux, l'autel de S. Bruno, leur fondateur, est privilégié à perpétuité pour tous les jours de l'année.

Ordinis Cartusiani. — Ad humillimas preces procuratoris generalis ejusdem ordinis, die 16 februarii 1729, Benedictus XIII benigne concessit privilegium quotidianum perpetuum pro omnibus altaribus S. Brunonis in omnibus ecclesiis monachorum et monialium ordinis Cartusianorum, in quibus non reperitur concessum, cum revocatione aliorum ad tempus concessorum.

Datum Romæ, etc. (*Decreta*, n° LXIII, p. 45.)

*Cisterciens.*

1. Les Cisterciens jouissent de l'autel privilégié chaque fois qu'ils disent la messe pour les défunts de l'ordre. En dehors de cette circonstance particulière, l'autel privilégié est celui de S. Bernard ou de la Ste Vierge.

Constantien.[1] — Sac. Congregatio Indulgentiis Sacrisque Reliquiis præposita, die 12 decembris 1744, declaravit ecclesiam monachorum ordinis Cisterciensis monasterii de Porta Cœli nuncupat. in Termebak, Constantiensis diocesis, provinciæ Moguntinæ, gaudere in perpetuum privilegio quotidiano ad altare vel Beatissimæ Virginis Mariæ, vel S. Bernardi, vel utrique dicatum, pro anima cujuscumque christifidelis ab hac luce in Domino migrantis, et indulto ad omnia altaria in cujuslibet presbyteri vel clerici aut laici monasterii præfati obitu, aut alia die pro missis, quæ juxta eorum constitutiones pro ipsorum anima celebrari solent, prout gaudent universæ ecclesiæ monachorum ordinis Cisterciensis, ex brevibus, die 5 aprilis 1743, obtentis, dummodo idem institutum profiteantur. De quibus facta per me infrascriptum Secretarium, die 16 ejusdem mensis, Sanctissimo Domino relatione, Sanctitas Sua votum Sac. Congregationis benigne approbavit. C. card. de Hieronimis Præf. — A. M. Erba, Prot. Apostolicus, secret. (*Decreta*, n° CXXXI, p. 91-92.)

2. Benoît XIV, en 1743, a accordé le privilège quotidien et perpétuel à l'autel de la Vierge ou de S. Bernard, ou de ces deux vocables, désigné par l'abbé de Citeaux ou les vicaires provinciaux.

Est privilégiée toute messe dite par un cistercien pour un religieux ou une religieuse de son ordre, au jour de son décès.

Le privilège subsiste, lors même qu'un jour double ou de l'octave on dirait la messe occurrente.

Altare privilegiatum. — In omnibus ecclesiis S. ordinis Cisterciensis altare unum B. M. Virgini, aut S. P. Bernardo, sive utrique nuncupatum, et per P. abbatem Cistercii aut per vicarios generales provinciarum designandum, pro animabus a purgatorii pœnis liberandis, quotidiano ac perpetuo privilegio indulget Benedictus XIV, in suis litteris diei 5 aprilis 1743.

Item earumdem vigore concedit, ut quandocumque sacerdos aliquis ejusdem ordinis missam vel in die obitus præfatorum monachorum vel etiam monialium ordinis præfati, tam hactenus erectarum quam in posterum erigendarum, pro illorum et illarum anima, quæ Deo in charitate conjuncta ab hac luce migraverit, celebrabit, missa hujusmodi, pro qua

1. Constance, évêché (Allemagne).

celebrata fuerit, perinde suffragetur ac si ad altare privilegiatum celebrata fuisset.

(*Manuale Cisterciensium Italiæ abbatum, complectens eorum jura, prærogativas atque immunitates*... a don Ambrosio Avignono, abbate sancti Benedicti; Mediolani, 1755, p. 17.)

### *Conventuels.*

Benoît XIV a permis que tous les autels fussent privilégiés, sur lesquels les Conventuels offriraient le saint Sacrifice pour le Souverain Pontife, les cardinaux protecteurs, ou vice-protecteurs ou titulaires, les évêques, princes, bienfaiteurs et fondateurs, les religieux et religieuses de l'ordre et leurs père et mère, à leur décès.

FF. Minorum S. Francisci Conventualium. Ad humillimas preces P. M. Fr. Caroli Antonii Calvi, ministri generalis et P. M. F. Michaelis Benedicti Oneti, procuratoris generalis FF. Ordinis Minorum S. Francisci Conventualium nuncupat., Sanctissimus Dominus Noster Benedictus PP. XIV clementer indulsit, ut omnes et singulæ missæ quæ juxta constitutiones vel laudabilem consuetudinem ejusdem ordinis sive cujusque hujusmodi conventus vel monasterii monialium ipsius dumtaxat ordinis Min. S. Francisci Conventualium pariter nuncupat. sub cura et gubernio ejusmodi superiorum viventium, tam erectis quam erigendis, pro Summis Pontificibus, cardinalibus protectoribus, vice protectoribus ac titularibus, episcopis seu ordinariis, principibus supremis aliisque in temporibus locorum patronis necnon pro respectivis, conventuum ac monasteriorum benefactoribus, fundatoribus ipsisque fratribus et monialibus, horumque tantum genitoribus ab hac luce migrantibus celebrari debent et solent, ad quodcumque altare respective, tam conventuum fratrum quam monasteriorum monialium hujusmodi ecclesiæ, in eorum vel earum obitu aut alia die celebrabuntur, animæ ejusmodi pro qua celebratæ fuerint, perinde suffragentur ac si ad altare privilegiatum celebratæ fuissent. Præsenti in perpetuum valituro. Non obstantibus in contrarium facientibus quibuscumque. Voluitque Sanctitas Sua hanc gratiam suffragari absque ulla brevis expeditione. Datum Romæ die 4 septembris 1751. (*Decreta*, n°. CCI, p. 150-151.)

Voyez plus loin l'article des Franciscains pour les autres indults dont jouissent les Conventuels.

### *Dominicains.*

1. Clément VIII, par bref du 25 mars 1592, privilégie, dans chaque église desservie par l'ordre des Frères prêcheurs aux Philippines, à

l'instar de St-Grégoire à Rome et à perpétuité, un autel que le supérieur désignera à son gré, une fois pour toutes.

*Altare privilegiatum ad instar altaris sancti Gregorii de Urbe conceditur ecclesiæ ordinis Prædicatorum in insulis Philippinis per eorum provincialem eligendæ.*

Clemens Papa VIII. Ad perpetuam rei memoriam. Salvatoris Domini nostri Jesu Christi, qui pro humani generis salute in ara crucis immolari voluit, vices quamvis immeriti in terris gerentes, fidelium omnium salutem, quantum cum Domino possumus, procurare tenemur, quam ut facilius ipsi fideles, præsertim qui longiore a Sede Apostolica distant intervallo, ejusdem Salvatoris Nostri, Sanctæ Mariæ semper Virginis ac Sanctorum meritis adjuti, consequi valeant cœlestes Ecclesiæ thesauros, quorum ipse nuper Nos dispensatores esse voluit, libenter erogamus.

Cum itaque, sicut ex dilecti filii Alphonsi Sanchez, presbyteri professi Societatis Jesu, qui novissime ex insulis Philippinis a venerabili fratre episcopo dilectisque filiis gubernatore, clero, religiosis, senatu universoque populo earumdem insularum ad Sedem Apostolicam missus fuit, relatione accepimus, christiana religio in illis partibus magnos progressus facere dignoscatur, et christifidelium quorum numerus ibidem, Deo dante, in dies augetur, maxima sit erga Sedem Apostolicam et Romanum Pontificem fides et devotio, illorum pietatem specialibus favoribus et gratiis prosequi volentes, supplicationibus ejusdem Alphonsi ipsorum nomine Nobis porrectis inclinati, de omnipotentis Dei misericordia ac beatorum Petri et Pauli apostolorum ejus, ac nostra auctoritate confisi, superioribus regularium Ordinis Sancti Dominici in eisdem insulis existentibus, auctoritate apostolica, tenore præsentium facultatem tribuimus ut in eorum aliqua regulari ecclesia sacerdotum missas et alia divina officia in ea jugiter celebrantium numero, quantum fieri poterit, referta quam, ex omnibus maluerint et deputandam duxerint, unum altare eligere valeant, in quo postquam electum et decenter erectum fuerit, deinceps in perpetuum quotiescumque aliquis sacerdos sive sæcularis sive cujuscumque sit ordinis vel instituti regularis, missam defunctorum pro anima cujuscumque fidelis quæ Deo in charitate conjuncta ab hac luce migraverit, celebrabit, ipsa anima de thesauro Ecclesiæ indulgentiam consequatur, ita ut Domini Nostri Jesu Christi ac gloriosissimæ Virginis Mariæ ac sanctorum omnium meritis suffragantibus, a purgatorii pœnis liberetur, perinde ac si idem sacerdos in altare sancti Gregorii de Urbe ad hoc specialiter deputato missam hujusmodi celebraret.

Volumus autem ut hujusmodi altare in ecclesia in qua aliud altare taliter privilegiatum hactenus concessum fuerit, eligi minime possit.

Non obstantibus constitutionibus et ordinationibus apostolicis ac regula nostra de non concedendis indulgentiis ad instar cæterisque contrariis quibuscumque.

Datum Romæ apud S. Petrum, sub annulo piscatoris, die 15 martii 1592, pont. nostri anno primo. (*Bullar. ampl. collect.*, Romæ, 1753, pars III, t. V, p. 112-113.)

Eadem die Clemens similia altaria concessit ecclesiis ordinis S. Francisci, Societatis Jesu et etiam S. Augustini, episcopo vero et ejus vicario generali pro ecclesia per eosdem eligenda. Quæ quidem ideo recensenda putavimus, quod specialia admodum sint nec nisi urgentissimis exigentibus causis indefinite soleant concedi.

2. La Congrégation des Rites, consultée sur un cas particulier par les Dominicains de Florence, ne voulut rien répondre en 1626. La question a été décidée plus tard.

Florentina. — Fratres sancti Marci, ordinis Prædicatorum, habentes altare privilegiatum pro tribus diebus, petebant extendi vel saltem quod sufficeret applicare valorem missarum currentium in illis diebus solemni festo occupatis; et idem diversi religiosi regulares petebant, non obstante quod in privilegio diceretur, quod missa deberet esse pro mortuis et licet hujusmodi supplicationes essent à Sanctissimo ad Sacram Congregationem remissa, tamen S. C. nihil statuendum censuit. Die 31 januarii 1626.

*Clercs réguliers des Ecoles Pies ou Scolopies.*

L'évêque désigne l'autel privilégié, à l'usage des prêtres de l'Institut, ainsi que des séculiers et réguliers.

Clericorum Regularium Congregationis Pauperum Matris Dei scolarum Piarum nuncupatæ. — Ad humillimas preces Josephi Augustini Delbequii a S. Nicolao, Clericorum Regularium Congregationis Pauperum Matris Dei Scholarum Piarum nuncupatæ præpositi generalis, Sanctissimus Dominus Noster Benedictus PP. XIV, volens omnes et singulas ecclesias Clericorum Regularium hujusmodi ubique terrarum existentes, tam erectas quam in posterum erigendas, in quibus aliud altare in perpetuum simili privilegio jam decoratum non reperitur, et prævia in cæteris ejusmodi ecclesiis revocatione ejusdem privilegii quomodolibet ad tempus nondum elapsum forsan concessi, ac in eis situm altare a respectivo locorum Ordinario in singulis prædictis ecclesiis semel designatum, hoc speciali privilegio illustrare, ut quandocumque sacerdos aliquis sæcularis, vel cujusvis ordinis, congregationis et instituti regularis, missam pro anima cujuscumque christifidelis, quæ Deo in charitate conjuncta ab hac luce migraverit, ad altare præfatum celebrabit, anima ipsa de thesauro Ecclesiæ per modum suffragii indulgentiam consequatur; ita ut Domini Nostri Jesu Christi ac Beatissimæ Virginis Mariæ Sanctorumque omnium meritis sibi suffragantibus, a purgatorii pœnis liberetur, benigne concessit atque indulsit. Non obstantibus in contrarium facientibus quibuscumque. Præsenti in perpe-

tuum valituro. Voluitque Sanctitas Sua hanc gratiam absque ulla brevis expeditione suffragari. Datum Romæ die IV martii anno 1750. F. J. card. Portocarrero Præf.—A. M. Erba, Prot. Apostolicus, secr. (*Decreta*, n° CXC, p. 144-145.)

*Ermites de Saint-Paul.*

1. Tous les autels de leurs églises sont privilégiés, en vertu d'un indult, pour toutes les messes prescrites par la règle à l'intention des défunts de l'ordre.

Ordinis S. Pauli Primi Eremitæ. — Ad humillimas preces F. Francisci Kovachick, moderni FF. Ordinis S. Pauli primi eremitæ procuratoris generalis, Sanctissimus Dominus Noster Benedictus PP. XIV clementer indulsit, ut omnes et singulæ missæ quæ pro anima cujuscumque fratris, presbyteri, clerici vel laici ordinis ejusmodi, quæ Deo in charitate conjuncta ab hac luce migraverit, in cujusque obitu, vel alia die juxta ipsorum constitutiones celebrari solent, ad quodlibet altare cujuscumque ecclesiæ ejusdem ordinis, tam erectæ quam in posterum erigendæ, celebrabuntur, animæ hujusmodi pro qua celebratæ fuerint, perinde suffragentur ac si ad altare privilegiatum celebratæ fuissent. Non obstantibus in contrarium facientibus quibuscumque. Præsenti in perpetuum valituro. Voluitque Sanctitas Sua hanc gratiam suffragari absque ulla brevis expeditione. Datum Romæ die 22 novembris 1749. F. J. card. Portocarrero Præf. — A M. Erba, Prot. Apostolicus, secret. (*Decreta*, n°. CLXXXV, p. 141.)

2. L'évêque désigne dans chaque église l'autel qui demeure privilégié pour quiconque y célèbre.

Ordinis S. Pauli primi Eremitæ. — Ad humillimas preces F. Francisci Kovachick, moderni fratrum ordinis Sancti Pauli primi eremitæ procuratoris generalis, Sanctissimus Dominus Noster Benedictus PP. XIV, volens omnes et singulas ecclesias ejusdem ordinis in Urbe et extra Italiam dumtaxat ubique erectas vel in posterum erigendas, in quibus altare ad tempus nondum elapsum privilegio decoratum forsan existit, quod per præsens decretum Apostolica auctoritate revocavit ac in iisdem singulis situm altare a respectivo locorum Ordinario semel designandum, hoc speciali dono illustrare, ut quandocumque sacerdos aliquis secularis vel cujusvis ordinis, congregationis aut instituti regularis, missam pro anima cujuscumque christifidelis quæ Deo in charitate conjuncta ab hac luce migraverit, ad altare præfatum celebrabit, anima ipsa de thesauro Ecclesiæ per modum suffragii indulgentiam consequatur, ita ut ejusdem Domini Nostri Jesu Christi ac Beatissimæ Virginis Mariæ Sanctorumque omnium meritis sibi suffragantibus, a purgatorii pœnis liberetur, benigne concessit atque in-

dulsit. Præsenti in perpetuum valituro. Voluitque Sanctitas Sua hanc gratiam suffragari absque ulla brevis expeditione. Datum Romæ die 22 novembris anno 1749. Fr. J. card. Portocarrero Præf. — A. M. Erba, prot. apost., secret. (*Decreta*, n°. CLXXXIV, p. 140-141).

*Franciscains.*

1. L'ordre Franciscain comprend trois branches, le premier ordre, qui se compose des religieux; le second ordre, formé par les femmes vivant en communauté et le tiers ordre. Les trois ordres, qui dépendent du ministre général de l'Observance, jouissent de quelques indults qui leur sont communs.

Sanctissimus Dominus Noster, ad humillimas preces ministri generalis totius ordinis fratrum Minorum, confirmavit omnia altaria privilegiata perpetua quæ reperiuntur concessa in nonnullis ecclesiis trium ordinum eidem ministro generali subjectorum. Quia vero in aliquibus aliis ecclesiis eorumdem ordinum altare privilegiatum pro una vel pluribus feriis cum aliquo determinato numero missarum ad septennium seu ad aliud longius tempus nondum forsan elapsum, reperitur concessum, Sanctitas Sua, prævia illorum revocatione, eadem altaria privilegiata denuo concessit in perpetuum pro feriis et cum numero missarum ut infra.

In ecclesiis itaque trium ordinum præfatorum, in quibus usque adhuc nullum altare privilegio decoratum existit, Sanctitas Sua concessit unicum tantum altare privilegiatum perpetuum juxta modum, videlicet : In ecclesiis Fratrum, in quibus quatuor missæ quotidie celebrantur, concessit altare privilegiatum pro animabus quorumcumque christifidelium, quæ Deo in charitate conjunctæ ab hac luce migraverint, pro una feria cujuslibet hebdomadæ. In quibus decem missæ, pro duabus feriis; in quibus quindecim, pro tribus ; in quibus vigintiquinque, pro quinque feriis et in quibus trigintaquinque concessit altare privilegiatum quotidianum. In ecclesiis vero sitis in partibus infidelium vel hæreticorum, concessit altare similiter privilegiatum perpetuum, absque expressione numeri missarum, pro una feria in hebdomada. Et in ecclesiis in regno utriusque Poloniæ existentibus, pariter concessit altare privilegiatum perpetuum pro una feria, cum numero trium missarum pro duabus feriis, cum numero sex missarum quotidianum. In ecclesiis autem monialium pariter concessit altare privilegiatum perpetuum pro una feria cujuslibet hebdomadæ, absque expressione numeri missarum, sed pro monialibus tantum earumque consanguineis, affinibus et benefactoribus.

Cum hac tamen declaratione, quod in singulis supra relatis fratrum ecclesiis, quibus modo altare privilegiatum conceditur, indultum sit restrictum ad sacerdotes dumtaxat ordinum supra expressorum inibi celebrantes; et quod altaria et feriæ pro quibus conceditur privilegium semel tantum ab Ordinariis locorum designari debeant.

Tandem Sanctitas Sua voluit, quod hujusmodi concessionibus fruantur non-solum ecclesiæ, quas in præsenti jam habent, verum etiam aliæ omnes, quas in posterum præfatus Ordo minorum ipsiusque Generales Ministri acquirent. Datum die 14 decembris 1725. L. card. Picus Præf. — Raphael Cosmus de Hieronymis secret. (*Decreta*, n° LV, pag. 37-39.)

2. En 1741, un décret, déjà cité à l'occasion des Augustins, modifia le décret précédent, en n'exigeant plus un nombre déterminé de messes pour l'autel privilégié.

3. En 1740, Benoit XIV donna un bref en faveur des Mineurs Observantins, par lequel il déclare privilégiées les messes imposées par la règle à tous les prêtres de l'ordre à la mort de chacun des religieux prêtres, clercs ou lais, tant de l'observance que des réformés, des récollets et des tertiaires, ainsi que des religieuses de l'ordre; ces mêmes religieuses jouissent aussi du privilège quand elles font célébrer à la même intention dans leur église respective par un prêtre soit séculier, soit régulier (même d'un autre ordre). La faveur pontificale est attachée au jour de l'obit ou à un autre jour et aucun autel précis n'est assigné.

Benedictus Papa XIV, etc. Cum sicut dilectus modernus procurator generalis ordinis Fratrum Minorum S. Francisci de observantia nuncupatorum nobis nuper exponi fecit per constitutiones ordinis hujusmodi, auctoritate apostolica confirmatas, in cujuscumque presbyteri, vel clerici aut laici de Observantia supradicta quam Reformatorum excalceatorum, Recollectorum et Tertiariorum, ac monialium monasteriorum ordinis et reformationum hujusmodi sub jurisdictione, cura, regimine et gubernio dilecti etiam filii ministri generalis totius ordinis hujusmodi existentium, obitu vel aliis diebus aliquas missas unusquisque frater dictorum ordinis et reformationum in sacro presbyteratus ordine constitutus celebrare debeat ideoque procurator generalis missas hujusmodi cœlestium munerum, quorum dispensationem fidei nostræ credidit Altissimus, elargitione a nobis condecorari plurimum desideret; nos piis ejusdem procuratoris generalis votis hac in re, quantum cum Domino possumus, favorabiliter annuere volentes, eumque a quibusvis excommunicationis, suspensionis et interdicti, aliisque ecclesiasticis sententiis, censuris et pœnis, a jure vel ab homine quavis occasione vel causa latis, si quibus quomodolibet innodatus existit, ad effectum præsentium duntaxat consequendum, harum serie absolventes et absolutum fore censentes, supplicationibus ejus nomine nobis super hoc humiliter porrectis inclinati, ut quandocumque sacerdos aliquis ordinis et reformationum prædictarum missam, vel in die obitus præfatorum presbyterorum ac clericorum et

laicorum, nec non etiam monialium ordinis Minorum S. Francisci de Observantia, ac reformationum hujusmodi sub regimine et gubernio præfati ministri generalis existentium, ac quoad moniales in earum respective ecclesiis sacerdos quoque quilibet sæcularis, vel alterius ordinis regularis vel in alia die ad quodcumque altare ecclesiarum dictorum ordinis et reformationum tam hactenus erectarum quam in posterum erigendarum pro illorum et illarum anima quæ Deo in charitate conjuncta ab hac luce migraverit, celebrabit, missa hujusmodi animæ pro qua celebrabitur perinde suffragetur ac si ad altare privilegiatum celebrata fuisset, auctoritate apostolica, tenore præsentium concedimus et indulgemus. Non obstante, quatenus opus sit, nostra et cancellariæ apostolicæ regula de non concedentis indulgentiis ad instar, aliisque constitutionibus apostolicis cæterisque contrariis quibuscumque; præsentibus perpetuis futuris temporibus valituris. Volumus autem ut earumdem præsentium litterarum transumptis, etiam impressis, manu et sigillo procuratoris generalis ordinis prædicti pro tempore existentis munitis, eadem prorsus fides ubique locorum adhibeatur quæ præsentibus ipsis adhiberetur, si forent exhibitæ vel ostensæ.

Datum Romæ apud S. Mariam Majorem sub annulo Piscatoris, die 24 martii 1740, pontificatus nostri anno primo.

4. Un rescrit de 1748 accorda à chaque église des Observantins un autel privilégié perpétuel et quotidien, mais à l'usage seulement des prêtres de l'ordre, quelle que soit d'ailleurs leur intention. Cet autel doit être désigné spécialement par l'ordinaire, une fois pour toutes, et sa concession atteint aussi bien les fondations à venir que les fondations présentes.

Beatissime Pater, Frater Raphael a Lugagnano, ordinis fratrum Minorum S. Francisci Minister generalis, ad pedes S. V. humillime provolutus, exponit quod sanct. mem. Benedictus XIII, sub die 14 decembris 1725, dignatus fuit omnia altaria privilegiata quotidiana variis ecclesiis dicti ordinis in perpetuum jam concessa approbare et confirmare : iis vero ejusdem ordinis ecclesiis, quæ tali privilegio quotidiano in perpetuum non gaudebant, concessit illud, sed proportionate ad missarum numerum quæ in iis celebrantur, videlicet pro quinque feriis in hebdomada, iis ecclesiis in quibus viginti quinque missæ quotidie celebrantur; pro quatuor feriis, iis in quibus viginti, pro tribus in quibus quindecim, et sic gradatim. Cum autem, beatissime Pater, comprobaverit experientia hoc minime sufficere ad satisfaciendum populorum devotioni, et ex alia parte variæ quotidie insurgant difficultates ex eo quod non semper idem missarum numerus in dictis ecclesiis celebratur nec celebrari valeat; ideo enixe S. V. supplicat orator ut, prævia revocatione privilegii altarium pro determinatis hebdomadæ feriis, ut supra, per sanct. mem. Benedictum XIII concessi, digne-

tur cuilibet ecclesiæ fratrum oratoris jurisdictioni subjectæ, altari privilegiato quotidiano non decoratæ, unum concedere, ab ordinariis locorum semel designandum, et hoc per rescriptum seu aliter, ut S. V. bene visum fuerit. Et Deus, etc.

Rescriptum Sanctissimi. Ex audientia Sanctissimi, die 17 decembris 1748. Sanctissimus benigne annuit pro gratia juxta petita, pro missis tamen quæ a fratribus Minoribus S. Francisci in altaribus per ordinarios respective designandis, celebrabuntur; et voluit etiam gratiam hujusmodi per hoc præsens rescriptum perinde valere ac si per apostolicas litteras in forma brevis solitis omnibus muniti clausulis expedita fuisset. — Joseph Levizzani secretarius. Loco ✠ sigilli. (Ferraris, t. I, col. 455-456.)

5. Par un rescrit du 22 septembre 1755, les privilèges accordés par Benoît XIII aux Franciscains furent étendus aux églises des religieuses.

Les trois rescrits rendus pour l'ordre de 1748 à 1755, à la demande de Frère Charles Marie de Pérouse, commissaire général des Mineurs Observantins, furent insérés dans un bref spécial donné par Benoit XIV près Ste-Marie-Majeure, le 21 janvier 1756.

Benedictus Papa XIV, etc. Cœlestium munerum thesauros, quorum dispensationem tenuitati nostræ credidit Altissimus, liberaliori manu elargiri non dubitamus ad levamen et solatium animarum christifidelium quæ ex hac vita migrantes, in charitate Deo conjunctæ in purgatorio detinentur, ut quantocius ad sempiternam beatæ felicitatis stationem in cœlis perducantur. Sane nobis alias humiliter oblati fuerunt supplices libelli tenorum sequentium, ac primus quidem :

Beatissime Pater, Frater Raphael a Lugagnano, etc.

Alter vero :

Beatissime Pater, Frater Carolus Maria Perusinus, commissarius generalis curiæ ordinis Minorum de observantia, orator obsequentissimus ad pedes Sanctitatis Vestræ humiliter provolutus, omni cum animi demissione exponit, qualiter sanctæ mem. Benedictus XIII, sub die 24 aprilis anni 1725, indulsit omnibus fratribus infirmis, senibus, imbecillibus ordinis Minorum Capuccinorum, qui propterea semper in valetudinario diversantur in ejusque oratorio sacrum faciunt, suasque ad Deum preces effundunt, ut in eodem oratorio seu sacello lucrari possint singulas indulgentias quæ in posterum a Summis Pontificibus suis pro tempore successoribus ecclesiis totius ordinis concederentur. Hinc orator humillimus, summa fretus S. V. charitate et clementia qua ordinem suum prosequitur, supplicat ut eamdem gratiam impertiri dignetur fratribus et monialibus jurisdictioni ministri generalis totius Ordinis Minorum subjectis, qui aut quæ, senes, infirmi aut imbecilles in valetudinario diversantur nec ecclesiam adeunt, sed in interno oratorio aut sacello preces suas ad Deum effundere solent,

quoad indulgentias hactenus concessas et in posterum a summis Pontificibus concedendas ecclesiis ejusdem ordinis. Pro qua gratia, etc.

Ex audientia Sanctissimi, die septemb. 1755. Sanctissimus petitis annuendo pro gratia benigne concessit ut fratres et moniales ministri generalis ordinis Minorum Observantium jurisdictioni subjecti, qui ex introscriptis causis senectutis, infirmitatis ac imbecillitatis in valetudinariis diversantur, visitato oratorio aut sacello in eodem valetudinario existente, indulgentias de quibus in precibus lucrari possint et valeant ac si ecclesiam ejusdem ordinis visitarent, reliquis expletis juxta præscriptum explendis.

Tertius tandem :

Beatissime Pater, Frater Carolus Maria Perusinus, commissarius generalis curiæ ordinis Minorum de Observantia, ad pedes S. V. humillime provolutus, exponit qualiter cum P. Raphael a Lugagnano, præteritus minister generalis ordinis, Vestram Sanctitatem supplicaverit pro altari privilegiato quotidiano perpetuo in qualibet ecclesia fratrum ejus jurisdictioni subjecta, S. V. clementer pro gratia indulsit, prodiitque rescriptum : Ex audientia Sanctissimi, die 17 decembris 1748. Sanctissimus benigne annuit pro gratia juxta petita, pro missis tamen quæ a fratribus Minoribus Sancti Francisci in altaribus per ordinarios respective designandis celebrabuntur; et voluit etiam gratiam hujusmodi per hoc præsens rescriptum perinde valere ac si per apostolicas litteras in forma brevis solitis omnibus muniti clausulis expedita fuisset. Joseph Levizzani, secretarius. Nunc vero orator obsequentissimus, cum non videat in eodem indulto comprehensas quoque ecclesias sanctimonialium ejusdem ministri generalis jurisdictioni subjectas et aliunde sciat orta esse hac de re dubia inter Fratres, omni cum animi demissione supplicat ut sua paterna clementia dignetur S. V. declarare etiam antedictas monialium ecclesias in relato indulto esse comprehensas. Cum porro fratres senes, infirmi aut imbecilles, ejusdem ministri generalis jurisdictioni subjecti, hac gratia gaudere non possint, ut qui semper in valetudinario deversantur in ejusque oratorio sacrum duntaxat faciunt; hinc idem orator omni cum animi demissione supplicat S. V. ut dignetur declarare altare privilegiatum quotidianum perpetuum illud memorati oratorii seu sacelli valetudinarii pro eisdem tantum fratribus. Pro quibus gratiis, etc.

Ex audientia Sanctissimi, die 22 septembris 1755. Sanctissimus petitis benigne annuendo gratiam altaris privilegiati, de qua in precibus etiam ad ecclesias monialium ministro generali ordinis Minorum subjectas pro missis celebrandis, forma enunciati rescripti Sanctitatis suæ in reliquis observata; idemque privilegium altaribus in oratoriis valetudinariorum respective existentibus pro religiosis senibus, infirmis atque imbecillibus inibi celebrantibus clementissime juxta petita concessit. J. C. Boschi, Secretarius.

Quoniam autem memoratus dilectus filius Carolus Maria Perusinus,

commissarius generalis ordinis minorum de Observantia, nobis nuper humillime supplicari fecit ut hujusmodi præinsertos supplices libellos et præinserta nostra rescripta, quo firmius in perpetuum subsistant et serventur exactius, per Apostolicas in forma brevis litteras confirmare de benignitate apostolica dignaremur : ea propter nos, qui ipsum Carolum Mariam Perusinum, commissarium generalem plurimi facimus, et inclytum Fratrum minorum de Observantia Sancti Francisci institutum novis apostolicæ benignitatis potestatisque testimoniis amplius decorare cupimus, tenore præsentium apostolica auctoritate, et quatenus opus sit, omnia et singula in eisdem rescriptis contenta et concessa, iterum concedimus et perpetuo apostolicæ firmitatis robore munimus.

Decernentes easdem præsentes litteras semper firmas, validas et efficaces existere et fore, suosque plenarios et integros effectus sortiri et obtinere, et illis ad quos spectat et pro tempore quandocumque spectabit, plenissime suffragari, sicque in præmissis per quosque judices ordinarios et delegatos, etiam causarum palatii apostolici auditores, judicari et definiri debere; ac irritum et inane, si secus super his a quoquam quavis auctoritate scienter vel ignoranter contigerit attentari; non obstantibus, etc.

Volumus autem, etc.

Datum Romæ apud Sanctam Mariam Majorem, die 21 januarii 1756, pontificatus nostri anno decimo sexto.

6. Les décrets suivants, datés de 1729 et 1747, par conséquent antérieurs au rescrit général de 1748, confirment, pour des faits locaux, la nécessité que l'on constata de modifier le décret primitif, qui exigeait pour la faveur de l'autel privilégié un certain nombre de messes par jour.

Ad humillimas preces P. Joannis Thony, provinciarum Germano-Belgicarum agentis generalis, Sanctissimus Dominus Noster Benedictus PP. XIII annuit, quod ecclesiæ fratrum minorum Recollectorum provinciæ Germaniæ superioris sive Argentinæ, gaudeant privilegio perpetuo pro duabus feriis in hebdomada, absque expressione numeri missarum, in illis tamen ecclesiis in quibus fratres illius provinciæ, misericordiæ operibus occupati, determinato numero missarum injuncto in indulto generali, sub die septembris 1725, satisfacere non possunt. Datum die 20 julii 1729. J. Archiepiscopus Tyri Secret. (*Decreta*, n° LXV, p. 45.)

*Fratrum Minorum Recollectorum in Provinciis Germano-Belgicis.* — Ad humillimas preces P. Gaudiosi Mayer, provinciarum Germano-Belgicarum FF. ordinis S. Francisci Minorum Regularis Observantiæ Recollectorum in Romana Curia agentis generalis, Sacra Congregatio Indulgentiis Sacrisque Reliquiis præposita, die 20 martii 1747, altare privilegiatum in omnibus et singulis ecclesiis universi ordinis prædicti, sub die 14 de-

cembris 1725, in perpetuum jam concessum; in ecclesiis per R. P. D Nuntium Apostolicum Bruxellen. designandis, nempe illorum dicti ordinis et provinciarum Germano-Belgicarum conventuum, quorum PP. missionibus et aliis pietatis ac misericordiæ operibus occupati, quibusdam diebus determinato missarum numero satisfacere nequeunt, pro duabus feriis cujuslibet hebdomadæ, absque expressione numeri missarum, etiam in perpetuum extendendum esse censuit. De quibus facta per Dominum Secretarium, die 12 aprilis ejusdem anni, Sanctissimo Domino relatione, Sanctitas Sua votum Sac. Congregationis approbando benigne annuit. Fr. J. card. Portocarrero Præf.— A. E. Vicecomes, Sac. Cong. Indulgen. pro-secret. (*Decreta*, n° CLII, p. 105-106.)

*FF. Min. Recollectorum in provinciis Germano-Belgicis.*

Nuper emanavit decretum tenoris qui sequitur, videlicet : Ad humillimas preces P. Gaudiosi Mayer etc. (*Le décret est ici inséré en entier.*) Cum nonnulla vero occasione ejusmodi decreti exsequutionis suborta sint dubia, hæc iterum deducta fuerunt proposita. Primo : An ecclesiæ contiguæ residentiis, hospitiis, domibus, ut vocant, PP. Recollectorum ordinis S. Francisci provinciarum Germano-Belgicarum gaudeant privilegio altaris pro duabus in hebdomada feriis in casu, etc. ? Secundo : An conventus sive residentiæ, etc., dictarum provinciarum, quæ non alunt tot sacerdotes quot requiruntur pro privilegio duarum feriarum, ut supra fruantur hujusmodi privilegio ? Tertio : An sacerdotes dictorum conventuum sive residentiarum actu debeant esse occupati in sacris missionibus aliisve piis operibus, ut gaudeant præfato privilegio ; vel sufficiat id peragant habitu ? Quibus eadem Sac. Congregatio, die 7 martii 1748, rescribendum esse censuit : Ad primum et secundum, *affirmative.* Ad tertium vero, *negative quoad primam partem et affirmative quoad secundam.* Et facta de prædictis omnibus et singulis per me infrascriptum ipsius Sac. Congregationis Secretarium, die 22 ejusdem mensis, Sanctissimo Domino relatione, Sanctitas Sua votum Sac. Congregationis approbavit. F. J. card. Portocarrero Præf.— A. M. Erba, Prot. Apostolicus, secret. (*Decreta*, n° CLXV, p. 119-121.)

Sanctissimus annuit, quod ecclesiæ Fratrum Minorum discalceatorum ordinis S. Francisci, provinciæ tantum S. Didaci de Mexico in nova Hispania, gaudeant privilegio unius altaris quotidiani perpetui, absque expressione numeri missarum, non obstante conditione exposita in indulto generali concesso universo ordini. Datum Romæ die 14 septembris 1729. J. Archiepiscopus Tyri secret. (*Decreta*, n° LXVI, p. 46.)

7. Clément XIII, par faveur spéciale, a privilégié, à l'usage des seuls Observantins d'Assise, l'autel de S. Pierre Regalati, qui se trouve dans le chœur de nuit des religieux.

Assisien. — Ad humillimas preces fratrum Minorum Observantium ordinis S. Francisci basilicæ S. Mariæ Angelorum Assisii, Sanctissimus Do-

minus Noster Clemens PP. XIII benigne inclinatus, concessit privilegium quotidianum in perpetuum pro religiosis tantum dicti ordinis ad altare S. Petri Regalati, situm in choro nocturno. Quibuscumque in contrarium facientibus non obstantibus, voluitque Sanctitas Sua hanc gratiam perpetuis futuris temporibus fore valituram absque ulla brevis expeditione. Datum Romæ ex Secretaria Sac. Congregationis Indulg., die 22 augusti 1768. A. card. Corsinius Pro-Præf.—L. Borgia secret. (*Decreta*, n° CCCXXIII, p. 245-246.)

8. Urbain VIII, par bref du 17 février 1644, privilégie, pour trente ans, le maître autel dans les églises que possèdent les Franciscains de la stricte observance en Irlande, mais seulement pour le jour des morts, toute l'octave et le lundi de chaque semaine.

*Altare privilegiatum pro omnibus et singulis conventibus Fratrum Minorum Strictioris Observantiæ Sancti Francisci in regno Hiberniæ existentibus.*

Urbanus Papa VIII. Ad futuram rei memoriam. Omnium saluti, etc. Volentes igitur omnes et singulas ecclesias provinciæ fratrum ordinis Minorum Sancti Francisci strictioris observantiæ nuncupatæ in Hibernia existentibus, in quibus nullum aliud altare privilegiatum reperitur concessum, et in earum qualibet sit altare majus hoc speciali dono illustrandum, dummodo in quolibet eorum missa celebretur, auctoritate Nobis a Domino tradita ac de omnipotentis Dei misericordia ac beatorum Petri et Pauli Apostolorum ejus auctoritate confisi, ut quandocumque sacerdos aliquis sæcularis sive cujusvis ordinis regularis missam defunctorum in die commemorationis defunctorum et singulis diebus infra illius octavam ac secunda feria cujuslibet hebdomadæ pro anima cujuscumque fidelis quæ Deo in charitate conjuncta ab hac luce migraverit, ad prædictum altare celebrabit, anima ipsa de thesauro Ecclesiæ per modum suffragii indulgentiam consequatur, ita ut ejusdem Domini Nostri Jesu Christi et Beatissimæ Virginis Mariæ sanctorumque omnium meritis sibi suffragantibus, a purgatorii pœnis liberetur, concedimus et indulgemus, in contrarium facientibus non obstantibus quibuscumque, præsentibus ad triginta annos tantum valituris. Volumus autem, etc.

Datum Romæ apud S. Petrum sub annulo piscatoris, die 17 februarii 1644, pontificatus nostri anno XXI. (*Bullar. ampl. collect.*, t. VI, p. 410.)

9. Benoît XIII, en 1725, privilégia tous les autels de l'église des Saints Apôtres pour toutes les messes, dites seulement par les prêtres de l'ordre de St-François, célébrant à l'intention des souverains pontifes, cardinaux protecteurs et religieux de l'ordre. Benoît XIV, en 1751, étendit le privilège à toutes les messes dites par n'importe quel prêtre, toujours en vue de l'ordre lui-même, pour les personnes

susdites, à l'occasion de leur mort ou tout autre jour, ainsi que pour les vice-protecteurs, ordinaires du lieu, bienfaiteurs, frères et sœurs dudit ordre et leurs parents seulement. (Forcella, t. II, p. 281, n° 861.)

D. O. M.
missæ omnes ad altaria hvivs ecclesiæ
pro svmmis pontificibvs, cardinalibvs
protectoribvs ordinis, ac fratribus defvnctis,
ab eivsdem ordinis dvmtaxat sacerdotibvs
qvandocvmqve celebratæ, indvlto altaris
privilegiati perpetvo gavdent, vigore brevis
Benedicti papæ XIII, die XXXI ianvarii MDCCXV
insuper missæ omnes in obitvs vel alio die
pro iisdem envnciatis personis, ac etiam
pro vice protectoribvs, ordinariis loci,
benefactoribvs ipsisqve fratribvs
et monialibvs ordini svbiectis, horvmqve
tantvm genitoribvs, a qvovis sacerdote
celebratæ, eodem perpetvo altaris privilegio
gavdent ex indvlto Benedicti papæ XIV,
die IV septembris MDCCLI.

10. Benoît XIV, dans la bulle *Fidelis Dominus* (1754), accorde l'autel privilégié aux cinq églises paroissiales d'Assise et à une succursale, qui relèvent de la custodie de S. François d'Assise, à des jours déterminés seulement, qui sont le jour des morts et chaque jour de son octave, ainsi que le vendredi de chaque semaine. L'autel désigné est l'autel majeur. Chaque église doit attester le privilège par une inscription lapidaire.

Denique iisdem custodi et fratribus, in iis præsertim quæ ad animarum salutem referuntur, uberius gratificari dictasque sanctæ Margaritæ in civitate Assisiensi et sancti Petri Castri paradisi et sancti Joannis Baptistæ Castri podii superioris ac aliam ejusdem S. Joannis Baptistæ Castri plebis necnon S. Laurentii Castri Porciani, parochiales ac etiam præfatam sanctæ Mariæ de Gualdo, dictæ Assisien. diocesis, ecclesias, a præfato conventu, ratione unionis a dicto Sixto papa IV, ut præfertur, factæ, dependentes, speciali pro animabus in purgatorio existentibus privilegio illustrare volentes; auctoritate nobis a Domino tradita ac de omnipotentis Dei misericordia et beatorum Petri et Pauli, apostolorum ejus, auctoritate confisi, ut quum, die commemorationis omnium fidelium defunctorum ac singulis diebus infra illius octavam, ac feria sexta cujuslibet hebdomadæ, sacerdos aliquis

sæcularis, vel cujusvis ordinis, congregationis seu instituti regularis, missam defunctorum pro anima cujuscumque Christifidelis, quæ Deo in charitate conjuncta ab hac luce migraverit, ad altare majus dictarum sex ecclesiarum celebrabit, anima ipsa de thesauro Ecclesiæ per modum suffragii indulgentiam consequatur, ita ut ejusdem Domini Nostri Jesu Christi ac beatissimæ Virginis Mariæ sanctorumque omnium meritis sibi suffragantibus, a purgatorii pœnis liberetur, in perpetuum concedimus et indulgemus; cujus quidem concessionis in singulis ecclesiis hujusmodi monumentum lapideum publico aspectui apponi volumus et mandamus.

*Institut de la Ste-Famille.*

L'Institut de la Ste-Famille, originaire de France, a obtenu l'autel privilégié dans toutes les chapelles de ses diverses maisons, au profit des sœurs défuntes, par rescrit du 17 mai 1851.

Annuit (Sanctissimus) tandem ut altare oratoriorum, de quibus in precibus, sit privilegiatum in perpetuum in suffragium animarum sororum defunctarum.

*Frères de S. Jean de Dieu.*

1. Benoit XIII accorde pour chaque église des Frères de S. Jean de Dieu un autel privilégié, dont l'indulgence n'est applicable qu'aux seules personnes décédées dans l'hôpital annexé à l'église et aux religieux de l'ordre.

Sanctissimus D. N. Benedictus PP. XIII concessit in omnibus et singulis ecclesiis Fratrum ordinis S. Joannis de Deo, quibus sit proximum hospitale sub cura fratrum ejusdem ordinis, altare privilegiatum perpetuum pro animabus fidelium decedentium in hospitali prædicto, et fratrum defunctorum ejusdem ordinis, hac tamen conditione adjecta, quod supramemorata altaria sint lapidea et consecrata. Datum die 13 septembris 1726. L. card. Picus Præf. — Raphael Cosmus de Hieronymis secret. (*Decreta*, n° LVIII, p. 40.)

2. Sont considérées comme célébrées à un autel privilégié toutes les messes dites à n'importe quel autel de leurs églises par les prêtres de l'ordre pour les religieux décédés, conformément aux statuts. La concession paraît limitée aux seules églises de l'Italie, de la France, de l'Allemagne et de la Pologne.

Ad humillimas preces Fr. Leopoldi Pii Sormani, vicarii generalis ordinis S. Joannis de Deo, congregationis Italiæ, Sanctissimus Dominus Noster Benedictus PP. XIV, sub die 31 maii 1741, benigne in perpetuum indulsit, ut omnes et singulæ missæ, quæ in vim statutorum ordinis præ-

ati celebrari solent pro ejusdem religiosis ab hac luce migrantibus ad quodcumque altare ecclesiarum ordinis et congregationis ejusmodi in Italia, Gallia, Germania et Polonia, sive erectarum sive in posterum erigendarum, celebratæ fuerint, perinde suffragentur ac si ad altare privilegiatum celebratæ fuissent. Datum, etc. (*Decreta*, n° CII, p. 69.)

*Frères de la Ste-Famille.*

La congrégation des Frères de la Ste-Famille, de Belley, ayant soumis ses constitutions à la revision et approbation du Saint-Siège, le reviseur fit observer que l'indult demandé pour l'autel privilégié serait trop étendu et qu'il valait mieux le limiter à l'autel majeur de la maison-mère.

In altero supplici libello, Fr. Taborin deprecabatur ut concederetur.... indultum altaris privilegiati pro altari majori ecclesiarum et cappellarum ad institutum spectantium. Assessor exponebat abusus qui irrepere poterant ex concessione altaris privilegiati, præsertim cum illud petatur, non solum pro ecclesiis, sed etiam pro oratoriis seu capellis *appartenantes ou confiées à la dite association*. Poterit fortasse, aiebat, concedi dictum indultum pro altari majori domus Bellicensis....

Em. Patres rescripserunt... *Affirmative*, juxta votum assessoris.... 21 feb. 1851. (*Analecta*, t. XXVII, col. 240.)

*Jésuites.*

1. Le privilège est personnel pour tous les Jésuites célébrant n'importe où pour leurs confrères défunts ou les associés à leur congrégation de la Vierge.

Indulgentiam et privilegium personale altaris privilegiati sacerdotibus Societatis ubilibet celebrantibus pro animabus defunctorum sodalium, qui aut adscripti sunt alicui nostræ congregationi B. M. V. aut participant ejus indulgentias. *In perpetuum* concessit Benedictus XIV, 15 julii 1749, bulla *Quemadmodum presbyteri* [1]. Décret du 17 décembre 1838. (*Decreta*, pag. 86.)

2. Plus haut, à propos des Dominicains, il a été question d'autels privilégiés accordés par Clément VIII aux églises des Jésuites.

*Clercs Réguliers des Martyrs de la pénitence.*

Dans chacune de leurs églises existe un autel privilégié, désigné par l'abbé général, et non réservé à l'ordre seul.

1. Cette bulle ne se trouve pas dans le bullaire de Benoit XIV.

Clericorum regularium beatorum martyrum de poenitentia. — Ad humillimas preces moderni abbatis generalis ordinis clericorum beatorum martyrum de Pœnitentia, in Polonia et magno Lituaniæ ducatu existentium, Sanctissimus Dominus Noster Clemens PP. XIII, volens omnes et singulas ecclesias, tam erectas quam in posterum erigendas, Clericorum regularium hujusmodi in quibus aliud altare vel in perpetuum vel ad tempus nondum elapsum simili privilegio decoratum forsan repcritur, quod per præsens auctoritate apostolica revocavit, et in qualibet ex dictis eorumdem clericorum regularium ecclesiis ab abbate generali semel tantum designandum hoc speciali dono illustrare, benigne concessit atque indulsit ut sacrosanctum missæ sacrificium quod a quocumque sacerdote sæculari vel regulari cujusvis ordinis, congregationis et instituti, pro anima cujuscumque christifidelis quæ Deo in charitate conjuncta ab hac luce migraverit ad præfatum altare designatum celebrabitur, privilegio gaudeat. Non obstantibus in contrarium facientibus quibuscumque. Præsenti in perpetuum valituro. Voluitque Sanctitas Sua hanc gratiam suffragari absque ulla brevis expeditione; ejusdem decreti transumptis seu exemplis, etiam impressis, manu et sigillo prædicti et pro tempore existentis abbatis generalis ordinis præfati munitis, ipsammet prorsus fidem adhiberi quæ adhiberetur si præsens foret exhibitum vel ostensum. Datum Romæ ex Secretaria Sac. Congregationis Indulgent., die 29 aprilis 1760. N. card. Antonellus Præf. — S. Borgia secret. (*Decret.*, n° CCLXXXV, p. 219-220.)

*Pères et Religieuses de la Merci ou Mercédaires.*

1. Les messes qu'ils disent, en vertu de la règle, pour les défunts de l'ordre, sont privilégiées par Benoît XIV comme célébrées à un autel privilégié.

Ordinis B. M. V. de Mercede Redemptionis Captivorum. — Ad humillimas preces P. M. Dominici Josephi ab Astigaribbia, moderni fratrum ordinis B. M. V. de Mercede rèdemptionis captivorum nuncupat. vicarii et procuratoris generalis, Sanctissimus Dominus Noster Benedictus PP. XIV clementer indulsit, ut omnes et singulæ missæ quæ in obitu presbyterorum et clericorum ac laicorum ordinis hujusmodi vel alio quocumque die, juxta ipsius ordinis constitutiones, ad quodlibet altare cujuslibet ecclesiæ ordinis prædicti celebrabuntur, animæ hujusmodi pro qua celebratæ fuerint, perinde suffragentur ac si ad altare privilegiatum celebratæ fuissent. Non obstantibus in contrarium facientibus quibuscumque. Præsenti in perpetuum valituro. Voluitque Sanctitas Sua hanc gratiam suffragari absque ulla brevis expeditione. Datum Romæ die 24 aprilis anno 1751. *Decreta*, n° CXCIX, p. 150.)

2. Dans chaque église des religieuses de la Merci, Benoît XIV autorise un autel privilégié, sans distinction de prêtre, mais à la

dition expresse que l'indulgence ne profitera qu'aux âmes des religieuses, de leurs parents au premier et second degré, des jeunes filles élevées dans leurs monastères, des personnes qui les y servent, et de leurs bienfaiteurs. L'autel est désigné par l'ordinaire.

MONIALIUM TOTIUS ORDINIS B. M. V. DE MERCEDE REDEMPTIONIS CAPTIVORUM. — Ad humillimas preces P. Magistri Dominici Josephi ab Astigaribbia, moderni FF. ordinis B. M. V. de Mercede redemptionis captivorum nuncupat. vicarii et procuratoris generalis, Sanctissimus Dominus Noster Benedictus PP. XIV, volens omnes et singulas ecclesias monasteriales monialium ejusdem ordinis et sub cura et jurisdictione superiorum ordinis ejusdem existentium, sive erectas, sive in posterum erigendas, in quibus altare a sa. me. Benedicto XIII, sub die 24 januarii 1725, pro una cujuslibet hebdomadæ dumtaxat feria privilegiatum in perpetuum reperitur, quod per præsentes litteras auctoritate apostolica revocavit, et in eis situm altare a respectivo locorum ordinario semel designandum hoc speciali dono illustrare, ut quandocumque sacerdos aliquis sæcularis vel cujusvis ordinis, congregationis et instituti regularis, missam pro anima ipsarum monialium earumque consanguineorum et affinium in primo et secundo gradu inclusive, ac puellarum in iisdem monasteriis educandarum, aliarumque inibi servientium et pro tempore degentium, nec non monasteriorum præfatorum benefactorum, quæ Deo in charitate conjuncta ab hac luce migraverit, ad altare præfatum celebrabit, anima ipsa indulgentiam consequatur, ita ut Domini Nostri Jesu Christi ac Beatissimæ V. Mariæ Sanctorumque omnium meritis sibi suffragantibus, a purgatorii pœnis liberetur, benigne concessit atque indulsit. Non obstantibus in contrarium facientibus quibuscumque. Præsenti in perpetuum valituro. Voluitque Sanctitas Sua hanc gratiam suffragari absque ulla brevis expeditione. Datum Romæ 28 martii 1753. (*Decreta*, n° CCXI, p. 160-161.)

### *Ministres des Infirmes.*

Le privilège de l'autel est attaché aux messes dites par eux pour leurs religieux défunts de l'ordre, quel que soit l'autel, mais dans leurs églises seulement.

ORDINIS CLERICORUM REGULARIUM MINISTRANTIUM INFIRMIS. — Ad humillimas preces Gabrielis Marin de Moya, generalis, ac Francisci Dominici Ganavassi, procuratoris generalis Clericorum regularium ministrantium infirmis, Sanctissimus Dominus Noster Clemens PP. XIV benigne inclinatus concessit, ut omnes et singulæ missæ quæ a quocumque sacerdote dicti ordinis in vim statutorum seu juxta ordinis constitutiones pro anima cujuscumque presbyterorum clericorum et laicorum ejusdem ordinis celebrari debent, ad quodcumque altare ecclesiarum ordinis prædicti, tam hactenus erectarum quam in posterum erigendarum, celebratæ fuerint, eodem

privilegio gaudeant ac si in altari privilegiato celebratæ fuissent. Quibuscumque in contrarium facientibus non obstantibus. Præsenti in perpetuum valituro. Voluitque eadem Sanctitas Sua hanc gratiam suffragari absque ulla brevis expeditione. Datum Romæ ex Secretaria Sac. Congr. Indulgentiarum, die 12 septembris 1769. (*Decreta*, n. CCCXXXIX, p. 255-256.)

*Prêtres de la Mission ou Lazaristes.*

1. Sont privilégiées les trois messes ou la messe unique requises de chaque prêtre par les constitutions pour les défunts de la congrégation. L'indulgence plénière est également gagnée par les clercs ou frères qui communient à l'occasion d'un décès.

Congregationis Missionis. — Ad humillimas preces Antonii Jacquier, congregationis Missionis superioris generalis, Sanctissimus Dominus Noster Clemens PP. XIII benigne inclinatus concessit ut tres missæ, quæ juxta constitutiones in obitu alicujus ejusdem congregationis a quocumque ipsius congregationis sacerdote in eadem domo, ubi e vita defunctus cessit, commorante, in suffragium ejus animæ celebrantur, privilegio gaudeant ac si in altari privilegiato celebrarentur; idem privilegium concessit pro una missa ab aliis prædictæ congregationis sacerdotibus in quacumque domo degentibus ad eumdem finem celebranda; insuper concessit, ut quilibet sive clericus, sive frater coadjutor in domo demortui commorans, qui ter ad S. Eucharisticam mensam in suffragium animæ defuncti accesserit, quemadmodum alii clerici et fratres coadjutores in quacumque congregationis domo degentes, et semel communionem pro defuncti anima applicantes, plenariam indulgentiam in ejusdem suffragium consequantur. Voluitque Sanctitas Sua utramque gratiam perpetuis futuris temporibus absque ulla brevis expeditione fore valituram.

Datum Romæ ex Secretaria Sac. Congregationis Indulgent. die 20 junii 1765.

N. card. Antonellus Praef.—S. Borgia Sac. Congreg. Indulg. secret. (*Decreta*, n° CCLXV, p. 213.)

2. Le général jouit, quatre fois par semaine, de l'autel privilégié personnel et les prêtres de la congrégation, trois fois seulement.

Superiori generali pro tempore indultum altaris privilegiati personalis pro quatuor feriis in qualibet hebdomada; presbiteris vero congregationis pro tribus feriis tantum. Grégoire XVI. (Prinzivalli, pag. 60.)

*Missionnaires oblats de l'Immaculée Conception.*

Léon XII, par rescrit de la Propagande, en date du 18 décembre 1825, octroya aux missionnaires oblats de l'Immaculée Concep-

tion l'indult d'un autel privilégié dans chacune de leurs églises. Pie IX accorda la sanation pour toutes les irrégularités survenues dans l'érection de ces autels ; de plus, il concéda, pour chaque église de la congrégation, pourvu qu'elle soit publique et au moins bénie, le privilège pour l'autel majeur, à condition que cet autel serait fixe et qu'il n'y aurait pas dans l'église d'autre autel privilégié ; mais Sa Sainteté se refusa à privilégier un second autel sous le vocable de l'Immaculée Conception.

*Beatissime Pater*, Leo XII. san. mem., rescripto S. Congregationis de Propaganda Fide diei 18 Decembris 1825, concessit Missionariis Oblatis B. Virginis Mariæ sine labe conceptæ indultum erigendi altare privilegiatum in qualibet eorum ecclesia; verum superiores locales ad erectionem altarium, etiam mobilium, absque Ordinarii designatione devenerunt; deinde vero hac super re nonnullis subortis dubiis, sacerdos Josephus Fabre, superior generalis eorumdem Missionariorum Oblatorum, mense Februario proxime elapso, supplicem libellum porrexit, ad obtinendam solutionem dubii circa validitatem erectionis altarium privilegiatorum per superiores locales sine interventu Ordinarii factæ, nec non facultatem pro semetipso designandi in futurum altaria quæ S. Sedis gratia privilegiata esse debent.

Nunc vero orator iterum exponendum curat, quod, investigatione facta, inventum sit nullum esse generatim altare vere fixum in ecclesiis suæ congregationis, sed tantum altaria portatilia super mensam lapideam vel etiam ligneam accommodata, prout est consuetudo in Gallia. Hinc suppliciter rogat Sanctitatem Vestram ut dignetur benigniter sancire, ut in omnibus ecclesiis suæ congregationis, altare majus habeatur in posterum tamquam privilegiatum pro cunctis missæ sacrificiis, quæ in suffragium defunctorum celebrantur, etiamsi altare illud sit tantummodo mobile : rogat quoque orator,ut ubicumque extat in ecclesiis suæ congregationis altare in honorem Beatæ Mariæ Virginis sine labe conceptæ erectum vel erigendum, etiam illud tamquam privilegiatum habeatur, etiamsi non sit fixum.

Pro qua gratia, etc.

SSmus D. N. Pius PP. IX, in audientia habita ab infrascripto card. Præfecto die 26 Martii 1867, volens specialibus favoribus prosequi Congregationem Missionariorum Oblatorum B. Virginis Mariæ sine labe conceptæ, omnes defectus, qui in celebratione missarum in præfatis altaribus illegitime erectis irrepserunt, quoad applicationem indulgentiæ plenariæ per modum suffragii pro animabus defunctorum, de thesauro Ecclesiæ benigne supplevit ; et insuper prævia revocatione indulti altaris privilegiati per rescriptum a S. Congregatione de Propaganda Fide die 18 decembris 1825 expediti, clementer in perpetuum concessit, ut in singulis ecclesiis,

dummodo sint publicæ et saltem benedictæ, tam erectis quam erigendis, quæ ad præfatum institutum seu congregationem Missionariorum Oblatorum B. Virginis Mariæ sine labe conceptæ in præsens spectant et in posterum spectabunt, altare majus, quatenus fixum fuerit, et nullum aliud inibi privilegiatum altare concessum reperiatur, privilegio Apostolico condecoratum et illustratum sit, ut quandocumque sacerdotes sæculares vel regulares missam pro anima cujuscumque christifidelis, quæ Deo in charitate conjuncta ab hac luce migraverit, ad prædictum altare majus præfatarum ecclesiarum celebrabunt, anima ipsa de thesauro Ecclesiæ per modum suffragii plenariam indulgentiam consequatur. Ne autem dubium circa qualitatem altaris fixi exoriatur, Sanctitas Sua edixit et declaravit sufficere, ad constituendam qualitatem altaris fixi, ut in medio altaris stabilis et inamovibilis, licet non consecrati, lapis consecratus etiam amovibilis ponatur. Quod vero ad secundam precum partem spectat, scilicet ad declarandum privilegiatum aliud quoque altare, quod B. Mariæ Virgini sine labe conceptæ dicatum sit, eadem Sanctitas Sua minime annuendum esse existimavit. Præsenti valituro absque ulla brevis expeditione. Contrariis quibuscumque non obstantibus.

Datum Romæ ex Secretaria S. Congregationis Indulgentiarum die 26 martii 1867. — Josephus card. Bizzarri Præfectus. — A. Colombo secretarius (*Act. S. Sedis*, t. III, p. 9.)

### *Missionnaires du Sacré-Cœur.*

Pie IX, par rescrit du 26 juin 1867, a accordé l'autel privilégié trois fois par semaine, à tous les prêtres de la Société des Missionnaires du Sacré Cœur de Jésus.

Très Saint-Père, Jules Chevalier, supérieur des Missionnaires du Sacré-Cœur de Jésus, à Issoudun, diocèse de Bourges, humblement prosterné aux pieds de Votre Sainteté, la supplie de daigner accorder :

1° A tous les membres de la petite Société des Missionnaires du Sacré-Cœur et aux associés de Notre-Dame-du-Sacré-Cœur, sa bénédiction apostolique ;

2° La faveur de l'autel privilégié, trois fois par semaine, à tous les prêtres de notre petite Société;

3° Cent jours d'indulgences à cette invocation : *Notre-Dame-du-Sacré-Cœur, priez pour nous !*

4° Cent jours d'indulgences à chacune des invocations suivantes :

*Cœur sacré de Jésus, ayez pitié de nous !*

*Cœur immaculé de Marie, priez pour nous !*

De Votre Sainteté, Très Saint Père,

Le très humble et très dévoué serviteur et fils,

J. Chevalier, Miss. du S.-C., sup.

Issoudun, diocèse de Bourges, 10 juin 1867.

Die 26 junii 1867. Pro gratia in forma Ecclesiæ consueta. PIUS PP. IX.

*Oblates de Ste-Françoise.*

Les oblates de Ste-Françoise Romaine, établies à Rome au monastère de *Tor di Specchi,* jouissent, en vertu d'un bref d'Alexandre VII, du privilège pour le maître-autel de leur église pendant tout le temps que le corps d'une religieuse défunte y est exposé.

La Congrégation des Rites autorisa la célébration d'une messe de *Requiem*, même aux jours doubles, à cause de la présence du corps.

Urbis. — Cum alias fel. re. Alexander papa VII per suum breve, datum Romæ apud S. Mariam Majorem sub annulo Piscatoris die 12 decembris 1666, indulserit ut quandocumque sacerdos aliquis sæcularis, vel cujusvis ordinis regularis, missam defunctorum, in tempore tantum quo corpus cujuscumque monialis monasterii Turris Speculorum de Urbe recenter defunctæ in inferiori ecclesia nuncupata B. M. V. expositum erit, ad altare majus dictæ ecclesiæ inferioris celebrabit, anima ipsa de thesauro Ecclesiæ per modum suffragii indulgentiam consequatur. Modo S. Rituum Congregatio, ad relationem Emi D. cardinalis Brancatii, declaravit, missam de Requiem pro defunctis ad effectum prædictum celebrari posse ad præfatum altare majus situm in inferiori ecclesia dicti monasterii præsente corpore, etiam in duplicibus. Die 21 novembris 1671. (*Analecta*, 1865, col. 1160, nº 1933.)

*Olivétains.*

1. L'autel de la grotte habitée au Mont-Olivet, près Sienne, par le B. Bernard Tolomei, un des fondateurs de l'ordre, est privilégié.

Très Saint-Père, Dom César Scarselli, abbé, ex-général de la congrégation des moines du Mont-Olivet, représente qu'à l'époque de son vicariat général et généralat ayant élégamment arrangé, en forme de chapelle, la grotte qu'habitait le B. Bernard Tolomei, fondateur de la même congrégation, il obtint de Clément XIII, de sainte mémoire, par bref et pour dix ans, une indulgence de cent jours, chaque fois que l'on visitera la chapelle de la sainte grotte, et l'indulgence plénière une fois l'an, au choix de chacun. Il supplie maintenant Votre Sainteté pour la perpétuité de ces indulgences et pour l'extension de l'indulgence plénière à deux fois le mois, au choix de chacun, avec l'autel privilégié perpétuel, d'autant plus que la sainte chapelle est loin de la clôture du monastère d'environ deux cent pas.

Sanctissimus Dominus Noster Pius PP. VI, oratoris precibus benigne annuens, in perpetuum confirmavit ut petebatur omnes et singulas indulgentias a sa. me. Clemente XIII concessas, quamvis breve apostolicum jam antea expirasset. Insuper firma remanente indulgentia plenaria perpetua semel in mense lucranda, quam Eadem Sanctitas Sua, in audientia diei

23 martii hujus anni, omnibus utriusque sexus Christifidelibus rite dispositis ac supraenuntiatam S. Specus capellam visitantibus et orantibus clementer concessit, eisdem omnibus et singulis fidelibus qui in solemnitatibus Nativitatis et Ascensionis Domini Nostri Jesu Christi, Paschatis Resurrectionis et Pentecostes, ac in festo omnium sanctorum nec non in diebus Conceptionis, Nativitatis, Annunciationis, Purificationis et Assumptionis Deiparæ Virginis eamdem S. Specus capellam vere pœnitentes, confessi ac s. communione refecti devote visitaverint, ibique juxta mentem Sanctitatis Suæ per aliquod temporis spatium pias apud Deum preces effuderint, indulgentiam plenariam, singulis præfatis diebus lucrandam ac perpetuis futuris temporibus valituram, clementer concessit. Tandem ipse Sanctissimus sæpedictam S. Specus capellam privilegio quotidiano perpetuo decoravit, pro missis quæ a quocumque sacerdote regulari congregationis oratricis pro animabus Christifidelium in purgatorio detentis in eadem capella celebrabuntur. Voluitque Eadem Sanctitas Sua has gratias non ostantibus in contrarium facientibus quibuscumque suffragari absque ulla brevis expeditione. Datum Romæ ex Secretaria Sac. Congregationis Indulgentiarum, die 20 aprilis 1776. — J. C. de Somalia secret. (*Decreta*, n° CCCLXIV, p. 274-275.)

2. Pie VI daigna accorder à l'église des Olivétains de St-Michel-du Bois, près Bologne, un autel privilégié dans la crypte et cinq dans l'église supérieure, faveur d'autant plus précieuse qu'elle est plus rare.

Bononien. — Ad humillimas preces R. P. abbatis Domni Cæsarei Pozzi, congregationis Olivetanæ, in quibus supplex orabat, ut ecclesia monasterii ejusdem congregationis sub titulo S. Michaelis in Bosco, extra civitatem Bononiæ sita, privilegio altarium nec non indulgentia plenaria perpetua decoraretur, Sanctissimus Dominus Noster Pius PP. VI hujusmodi preces, me infrascripto Sac. Congregationis Indulgentiarum Secretario in audientia diei 23 septembris anno jubilæi 1775 referente, benigne concessit, ut omnes et singuli utriusque sexus Christifideles vere pœnitentes, confessi ac s. communione refecti, qui supradictam præfati monasterii ecclesiam in quocumque anni die festo devote visitaverint, ibique per aliquod temporis spatium, juxta mentem Sanctitatis Suæ, pias apud Deum preces effuderint, indulgentiam plenariam pro vivis ac defunctis in perpetuum valituram, absoluto tamen præsenti anno jubilæi incipiendam, lucrari possint et valeant. Insuper Eadem Sanctitas Sua clementer indulsit ut firmo remanente privilegio altaris Pietatis inferioris ecclesiæ ejusdem monasterii, omnia et singula quinque altaria ecclesiæ superioris, nempe S. Michaelis, S. Franciscæ Romanæ, S. Caroli, B. Bernardi Ptolomæi ac Sanctissimi Crucifixi privilegio perpetuo gaudeant pro missis quæ iisdem altaribus a quocumque sacerdote, sive sæculari sive regulari, pro

animabus fidelium, pro quibus missæ fuerint celebratæ, de thesauro Ecclesiæ per modum suffragii indulgentiam consequantur. Præsenti in perpetuum valituro absque ulla brevis expeditione; non obstantibus in contrarium facientibus quibuscumque, facta etiam facultate typis R. C. A. imprimi posse. Datum Romæ ex Secretaria Sac. Congregationis Indulgentiarum, die 17 novembris 1775. (*Decretà*, n° CCCLIX, p. 270.)

3. Benoit XIV, par bref en date du 28 août 1741, accorde l'autel privilégié à perpétuité dans chaque église de l'ordre, tant celles déjà érigées que celles à ériger à l'avenir. Cette concession annulle toute concession antérieure analogue perpétuelle ou même temporaire.

L'autel doit être désigné par le général *pro tempore*, une fois pour toutes, sans qu'il soit possible de transférer le privilège à un autre autel. Toute messe dite à cet autel par un prêtre séculier ou régulier vaut pour l'âme du défunt, quel qu'il soit, à l'intention de qui on célèbre. Le procureur général de l'ordre est seul autorisé à délivrer des copies authentiques de ce bref, dont l'original est conservé à Mont-Olivet majeur, près Sienne.

Benedictus XIV P. M. — Ad perpetuam rei memoriam. Omnium saluti paterna caritate intenti etc. Volentes igitur omnes et singulas ecclesias, tam hactenus erectas quam imposterum erigendas, monachorum congregationis Olivetanæ, ordinis S. Benedicti, in quibus, ut accepimus, aliud altare privilegiatum perpetuum vel ad tempus nondum elapsum forsan concessum reperitur, quod per præsentes revocamus, et in qualibet ex ecclesiis congregationis hujusmodi situm altare per dilectum filium Hippolytum Vagnozzi, modernum et pro tempore existentem dictæ congregationis abbatem generalem, semel dumtaxat designandum et eligendum, quod semel designatum et electum nec mutare nec variare possit, hoc speciali dono illustrare, auctoritate Nobis a Domino tradita, ac de Omnipotentis Dei misericordia, et beatorum Petri et Pauli Apostolorum ejus auctoritate confisi, supplicationibus tam dicti Hippolyti, abbatis generalis, quam dilecti itidem filii Lucæ Pertusati, abbatis et moderni procuratoris generalis, nomine Nobis super hoc humiliter porrectis inclinati, ut quandocumque sacerdos aliquis sæcularis, vel cujusvis ordinis, congregationis vel instituti regularis, sacrosanctum missæ sacrificium pro anima cujuscumque Christifidelis, quæ Deo in caritate conjuncta ab hac luce migraverit, ad præfatum altare ab eodem abbate generali, ut præfertur, designandum celebrabit, anima ipsa de thesauro Ecclesiæ per modum suffragii indulgentiam consequatur, ita ut ejusdem Domini Nostri Jesu Christi ac Beatissimæ Virginis Mariæ sanctorumque omnium meritis sibi suffragantibus, a purgatorii pœnis liberetur, concedimus et indulgemus. In contrarium facientibus non obstantibus, præsentibus perpetuis futuris temporibus

valituris. Volumus autem ut earumdem præsentium literarum transumptis seu exemplis, etiam impressis, manu et sigillo procuratoris generalis pro tempore existentis congregationis hujusmodi munitis, eadem prorsus fides ubique locorum habeatur, quæ haberetur ipsis præsentibus, si forent exhibitæ vel ostensæ. Datum Romæ apud Sanctam Mariam Majorem sub annulo Piscatoris die XXVIII augusti MDCCXLI, pontificatus Nostri anno secundo. — D. cardinalis Passioneus. — Sigillum procuratoris ordinis. Loco ✠ Signi. Romæ, 1741. Ex typographia Reverendæ Cameræ Apostolicæ. Concordat cum originali quod prostat in sacristia abbatialis ecclesiæ hujus archicœnobii Montis Oliveti Majoris. Dat. in M. O. M., die 24 feb. 1866. Pro cancellario absente, D. Camillus M. Seriolo M. O.

*Oratoriens.*

1. Chaque église des Oratoriens, dans le monde entier, excepté à Rome, a droit d'avoir un autel privilégié que désigne l'ordinaire. Tout prêtre, séculier ou régulier, peut y dire la messe et gagne l'indulgence.

Sanctissimus Dominus Noster Benedictus PP. XIV, prævia revocatione alterius altaris privilegiati, quatenus adsit, in perpetuum vel ad tempus nondum elapsum Apostolico privilegio decorati, benigne concessit atque indulsit, ut sacrosanctum missæ sacrificium, quod a quocumque sacerdote sæculari vel cujusvis ordinis, congregationis et instituti regularis, ad unum altare per ordinarios locorum in qualibet ex ecclesiis presbyterorum sæcularium Congregationis Oratorii S. Philippi Nerii, tam erectis quam in posterum erigendis, in quacumque mundi parte existentibus situm, semel tantum respective designandum, excepta tamen ecclesia dictorum presbyterorum de Urbe, pro anima cujuscumque Christifidelis, quæ Deo in charitate conjuncta ab hac luce migraverit, celebrabitur, anima ipsa de thesauro Ecclesiæ per modum suffragii indulgentiam consequatur; ita ut Domini Nostri Jesu Christi ac Beatissimæ V. Mariæ Sanctorumque omnium meritis sibi suffragantibus, a purgatorii pœnis liberetur. Non obstantibus in contrarium facientibus quibuscumque. Præsenti in perpetuum valituro. Voluitque Sanctitas Sua hanc concessionem suffragari debere absque ulla brevis expeditione. Datum Romæ, die 7 septembris 1754. (*Decreta*, n° CCXVII, p. 164-165.)

2. L'autel qui existe à Rome, dans la chambre habitée par S. Philippe Néri, est privilégié, sans distinction aucune de prêtre soit régulier, soit séculier, soit oratorien ou autre.

Urbis. — Très Saint-Père, le supérieur des Pères de St-Jérôme-de-la-Charité de Rome expose que le privilège perpétuel a été accordé à l'autel qui existe dans la chapelle supérieure de leur pieuse maison, qui fut la

demeure pendant trente-trois ans de leur glorieux fondateur S. Philippe Néri et que ce privilège s'étend seulement aux religieux habitant ladite pieuse maison : le recourant, désirant que dans un si saint lieu les âmes du purgatoire soient de plus en plus secourues, supplie Votre Sainteté de vouloir bien dans sa bonté daigner étendre ledit privilège à tous les prêtres qui, pour leur dévotion personnelle, célébreront audit autel.

Sanctissimus Dominus Noster Pius PP. VI supradictum privilegium præfato altari concessum benigne extendit, valiturum pro omnibus et singulis missis, quæ a quocumque sacerdote, sive sæculari, sive regulari, in eodem altari celebrabuntur. Quam gratiam voluit perpetuis futuris temporibus absque ulla brevis expeditione fore valituram. Datum Romæ ex Secretaria S. Congregationis Indulgentiarum, die 1 martii 1777. J. C. de Somalia secret. (*Decreta*, n° CCCLXVIII, p. 277.)

## *Prémontrés.*

1. Les plus petites communautés, n'y eût-il que deux ou trois chanoines, jouissent de l'autel privilégié aussi bien que les maisons plus nombreuses.

Ordinis Præmonstratensis. — 1. An ecclesiæ in quibus duo vel tres canonici Præmonstratenses degunt, gaudeant privilegio altaris, sicuti reliquæ ejusdem ordinis ecclesiæ? Et quatenus negative.

2. An sit hujusmodi privilegium concedendum in casu ?

Sacra Congregatio diei 8 augusti 1750 respondit : Ad 1. Gaudere. Ad 2. Provisum in primo. (*Decret.*, n° CXCIII, p. 146.)

2. La concession de l'autel privilégié s'étend à toutes les églises de l'ordre, mêmes celles qui sont sous la juridiction épiscopale.

Ordinis Præmonstratensis. — Sanctissimus Dominus Noster Clemens PP. XIV concessit altare privilegiatum perpetuum quotidianum quibuscumque ecclesiis canonicorum regularium ordinis Præmonstratensis, etiam sub Ordinarii jurisdictione existentibus, semel tantum designandum. Voluitque eadem Sanctitas Sua hujusmodi privilegium et gratiam perpetuis futuris temporibus suffragari absque ulla brevis expeditione. Datum Romæ ex Secretaria Sac. Congregationis Indulgentiarum, die 9 augusti 1763. J. de Comitibus secret. (*Decreta*, n° CCLVII, p. 200.)

3. Le privilège est limité aux seuls chanoines et ne comprend pas les religieuses qui suivent la règle de Prémontré.

Ordinis Præmonstratensis. — 1. An ecclesiæ monialium ordinis Præmonstratensis, quæ Ordinariis subjectæ sunt, gaudeant privilegio altaris eidem ordini concesso?

2. An eodem privilegio gaudeant ecclesiæ a monasteriis ordinis depen-

dentes, quæ ab aliquo ejusdem ordinis canonico solent administrari in casu, etc ?

Sacra Congregatio, sub eadem die, respondit : Negative ad utrumque. (*Decreta*, n° CXL, p. 98-99.)

*Religieuses du Sacré-Cœur de Jésus.*

Toutes les messes qui se célébreront pour le suffrage des âmes des religieuses défuntes jouiront du privilège de l'autel. (*Décret du 17 avril 1834, ap.* Prinzivalli, pag. 71.)

*Servites de Marie.*

Clément XII, par la bulle *Unigeniti filii* du 9 décembre 1734, déclare privilégiées toutes les messes dites par les Servites, conformément à la règle, pour leurs frères défunts et les religieuses décédées, mais seulement en leurs églises.

De omnipotentis Dei ac beatorum Petri et Pauli Apostolorum ejus auctoritate confisi, quod quotiescumque quilibet presbyter regularis dicti ordinis missam defunctorum juxta dicti ordinis statuta pro animabus fratrum et monialium ejusdem ordinis quæ similiter Deo in charitate conjunctæ ab hac luce migraverint, in eorum ecclesiis dumtaxat celebraverit, animæ ipsæ de thesauro Ecclesiæ per modum suffragii indulgentiam consequantur, ita ut ejusdem Domini Nostri Jesu Christi ac Beatissimæ Mariæ Virginis sanctorumque omnium meritis eis suffragantibus, a purgatorii pœnis liberentur, apostolica auctoritate præfata etiam perpetuo concedimus et indulgemus. (*Bullarium Romanum*, t. XIV, p. 15.)

Benoît XIII, de sainte mémoire, le 24 janvier 1725, a concédé le privilège quotidien perpétuel pour tous les fidèles défunts à l'autel de la B. Marie des Sept-Douleurs, dans toutes les églises de l'ordre des Servites.

Privilège de toutes les messes qui seront célébrées à quelque autel que ce soit, dans le lieu fixé par l'ordinaire où se fera l'anniversaire général solennel pour les défunts frères et sœurs de la confrérie des douleurs. (Bref de Pie VI, 8 juillet 1785.)

Clément XII, de sainte mémoire, a confirmé les susdites indulgences et concédé de plus que toutes les messes qui se célèbrent à quelque autel que ce soit en vertu des constitutions de l'ordre pour les religieux défunts, soient privilégiées. Décret du 9 avril 1838. (Prinzivalli, p. 77-79.)

*Sylvestrins.*

L'abbé général est délégué pour désigner à tout jamais l'autel privilégié dans les églises des Sylvestrins. Tout prêtre, séculier ou régulier, est apte à gagner l'indulgence, chaque fois qu'il y célèbre la messe.

Ad enixas preces D. Joannis Baptistæ Marsilii, abbatis et procuratoris generalis, nomine etiam D. Porphyrii Tufi, abbatis generalis monachorum congregationis Sylvestrinorum nuncupat., ordinis S. Benedicti, humillime porrectas, Sanctissimus Dominus Noster Benedictus PP. XIV, volens omnes et singulas ecclesias, tam erectas quam in posterum erigendas, monachorum congregationis hujusmodi, in quibus aliud altare, vel in perpetuum vel ad tempus nondum elapsum simili privilegio decoratum forsan reperitur, quod per præsentes auctoritate apostolica revocavit, et in qualibet ex dictis ecclesiis altare a præfato D. Porphyrio, vel pro tempore existente ejusdem congregationis abbate generali, semel designandum, hoc speciali dono illustrare, ut quandocumque sacerdos aliquis sæcularis vel regularis, cujuscumque ordinis, instituti vel congregationis, missam pro anima cujuscumque christifidelis, quæ Deo in charitate conjuncta ab hac luce migraverit, ad præfatum altare designandum celebrabit, anima ipsa de thesauro Ecclesiæ per modum suffragii indulgentiam consequatur, ita ut D. N. Jesu Christi ac Beatissimæ Virginis Mariæ Sanctorumque omnium meritis sibi suffragantibus, a purgatorii pœnis liberetur, benigne concessit atque indulsit. Non obstantibus in contrarium facientibus quibuscumque. Præsenti in perpetuum valituro. Voluitque Sanctitas Sua hanc gratiam absque ulla brevis expeditione suffragari earumdemque præsentium litterarum transumptis seu exemplis, etiam impressis, manu et sigillo prædicti et pro tempore existentis procuratoris generalis congregationis præfatæ munitis ipsam prorsus fidem in judicio et extra adhiberi, quæ adhiberetur ipsis præsentibus, si forent exhibitæ vel ostensæ. Datum Romæ, die 12 aprilis anno 1747. Fr. J. card. Portocarrero Præf. — A. M. Erba, Prot. Apostolicus, secret. (*Decreta*, n° CL, p. 103-104.)

*Tiers-ordre séculier de Saint-François.*

Léon XIII, dans sa constitution de 1883, à l'article des privilèges, établit ces deux dispositions :

Les prêtres appartenant au tiers-ordre, célébrant à n'importe quel autel, jouiront de la faveur de l'autel privilégié, trois jours quelconques de chaque semaine ; pourvu qu'ils n'aient pas obtenu un semblable privilège pour un autre jour.

Lorsque quelqu'un de ces mêmes prêtres offrira le Saint Sacrifice pour l'âme des associés défunts, l'autel sera pour lui, en quelque lieu que ce soit, privilégié.

*Théatins.*

1. L'autel de Saint-André Avellin, invoqué spécialement contre la mort subite, a été d'abord privilégié, dans toutes les églises des Théatins, quatre jours seulement par semaine ; le général de l'ordre détermine ces quatre jours.

Congregationis Clericorum Regularium Theatinorum. — Très Saint-Père, les funestes cas de mort subite, autrefois si rares et devenus maintenant si fréquents et journaliers, tandis qu'ils occasionnent des inquiétudes à chacun sur son propre sort, ne laissent pas que d'attrister les cœurs chrétiens, même à l'occasion des malheurs d'autrui. Mais dans sa bonté Dieu a fourni aux fidèles un moyen très efficace pour se préserver des accidents imprévus ou au moins pour ne pas manquer, à ce terrible moment, des secours de la religion, par l'intercession puissante du glorieux S. André Avellin. Afin d'exciter toujours de plus en plus les fidèles à la dévotion envers ce grand Saint, gloire et splendeur de la Congrégation des Clercs réguliers, le préposé général de ladite congrégation, prosterné aux pieds de Votre Sainteté, demande humblement que, dans toutes les églises de son ordre, l'autel du Saint soit privilégié à perpétuité, nonobstant qu'il y ait dans ladite église, par grâce générale ou spéciale, d'autres autels privilégiés, quoiqu'il n'y ait pas le nombre de messes ni le culte qui se voient dans les églises de l'ordre des Théatins. La plus grande gloire du Saint, le plus grand bien qu'en retirent les fidèles, sont autant de motifs qui inspirent au recourant une grande confiance d'obtenir de la piété de Votre Sainteté la grâce qu'il implore.

Sanctissimus Dominus Noster Pius PP. IX in singulis ecclesiis congregationis Clericorum Regul. Theatinorum declaravit privilegiatum altare S. Andreæ Avellino dicatum pro quatuor tantum feriis in qualibet hebdomada, a P. præposito generali actuali semel designandis, non obstantibus aliis privilegiis.

Datum Romæ ex Secretaria Sac. Congregationis Indulgentiarum, die 17 augusti 1846. C. card. Ferretti *Præf.* — J. Gallo, secret. (*Decreta*, n° CLXXV, p. 477-478.)

2. L'autel de St-Gaétan, dans chaque église de l'ordre, est privilégié à perpétuité pour tous les jours de l'année, à l'intention des fidèles défunts.

Enfin l'autel sur lequel on célèbre à l'intention d'une personne qui a porté le scapulaire bleu de l'Immaculée-Conception, est privilégié, en quelque église que ce soit.

C'est ce qui résulte du *Sommaire* approuvé et reconnu par la Sacrée Congrégation des Indulgences, le 12 septembre 1860.

Altare S. Cajetani Thienæi, fundatoris Clericorum Regularium congregationis Theatinæ, quacumque in ecclesia dictæ congregationis privilegio gaudet perpetuo pro omnibus fidelibus defunctis.

Hoc ipso privilegio quotidie et in perpetuum, ex concessione Sanctissimi D. N. Pii Papæ IX, sub die 12 novembris 1849, gaudet etiam altare S. Andreæ Avellino dicatum, in singulis eorumdem clericorum regularium ecclesiis.

Insuper quoties missæ sacrificium pro aliquo defuncto celebratur, qui sacrum rite benedictum gestaverit scapulare cæruleum, altare in quo illud Deo offertur tanquam privilegiatum habetur.

Denique idem Summus Pontifex Pius Papa IX, sub die 3 decembris 1847, prædictum scapulare gestantibus concessit pariter, ut iis in locis in quibus deest ecclesia Clericorum regularium, quam ad lucrandas quasdam ex supradictis indulgentiis adire, ibique orare deberent, aliam ecclesiam, in qua tamen aliquod adsit altare B. Mariæ Virginis, substituere valeant. (Prinzivalli, p. 192, n° CIV.)

## *Trinitaires.*

### 1. Décret de la S. C. des Indulgences réglant le nombre des messes prescrites pour la concession de l'autel privilégié.

Ordinis Sanctissimæ Trinitatis Redemptionis Captivorum. Sanctissimus Dominus Noster, ad humillimas preces Fratris Atilani Perez de Arroyo, procuratoris generalis totius ordinis Sanctissimæ Trinitatis redemptionis captivorum, confirmavit omnia altaria privilegiata perpetua, quæ reperiuntur concessa in nonnullis ecclesiis præfati ordinis. Quia vero in aliquibus ecclesiis ejusdem ordinis altare privilegiatum pro una vel plurlbus feriis cum aliquo determinato numero missarum ad septennium, vel aliud longius tempus, nondum forsan elapsum, reperitur concessum, Sanctitas Sua, prævia illorum revocatione, eadem altaria privilegiata denuo concessit in perpetuum, pro feriis et cum numero missarum, ut infra :

In ecclesiis itaque ordinis prædicti, in quibus usque adhuc nullum altare privilegio decoratum existit, Sanctitas Sua concessit unum tantum altare privilegiatum, juxta modum videlicet :

In ecclesiis fratrum supradicti ordinis, in quibus quatuor missæ quotidianæ celebrantur, concessit altare privilegiatum, pro animabus quorumcumque christifidelium, quæ Deo in caritate conjunctæ ab hac luce migraverint, pro una feria cujuslibet hebdomadæ ; in quibus decem missæ, pro duabus feriis ; in quibus quindecim, pro tribus ; in quibus vigintiquinque, pro quinque feriis ; et in quibus triginta quinque, concessit altare privilegiatum quotidianum.

In ecclesiis vero sitis in partibus infidelium vel hæreticorum concessit altare privilegiatum similiter perpetuum, pro una feria in hebdomada, absque expressione numeri missarum.

In ecclesiis autem monialium, pariter concessit altare privilegiatum perpetuum pro una feria cujuslibet hebdomadæ, absque expressione numeri missarum, sed pro monialibus tantum earumque consanguineis, affinibus et benefactoribus.

Cum hac tamen declaratione, quod in singulis supra relatis fratrum ecclesiis, quibus modo altare privilegiatum conceditur, indultum sit restrictum ad sacerdotes duntaxat ordinis supra expressi inibi celebrantes, et

quod altaria et feriæ, pro quibus conceditur privilegium, semel tantum ab Ordinariis locorum designari debeant.

Tandem Sanctitas Sua voluit quod hujusmodi concessionibus fruantur non solum ecclesiæ quas in præsenti jam habent, verum etiam aliæ omnes quas in posterum ordo Sanctissimæ Trinitatis redemptionis captivorum acquiret. Datum Romæ, 20 julii 1727. G. card. Picus Præf. — Raphael Cosmus de Hieronymis, secret. (*Decreta*, n° LXI, p. 42-44.)

2. Le décret précédent a été révoqué et annulé par un décret subséquent, qui accorde à chaque église de Trinitaires un autel privilégié, sans exiger, comme antérieurement, un certain nombre de messes, ni que le célébrant soit un religieux de l'ordre. L'autel est désigné par l'ordinaire des lieux.

Ordinis Sanctissimæ Trinitatis Redemptionis Captivorum. — Ad humillimas preces F. magistri Petri Francisci Vacchini, moderni FF. totius ordinis Sanctissimæ Trinitatis redemptionis captivorum nuncupat. vice-procuratoris generalis, Sanctissimus Dominus Noster Benedictus PP. XIV, audito voto S. Congregationis Indulgentiis Sacrisque Reliquiis præpositæ, volens omnes et singulas ecclesias conventuales FF. hujusmodi ubique terrarum existentes, tam erectas quam in posterum erigendas, in quibus aliud altare, sub die 29 julii 1727 a S. M. Benedicto XIII, juxta certam formam jam privilegiatum in perpetuum reperitur, quod per præsentes litteras auctoritate Apostolica revocavit, et in eis situm altare a respectivo locorum Ordinario semel designandum hoc speciali privilegio illustrare, ut quandocumque sacerdos aliquis sæcularis vel cujusvis ordinis, congregationis et instituti regularis, missam pro anima cujuscumque christifidelis, quæ Deo in charitate conjuncta ab hac luce migraverit, ad altare præfatum celebrabit, anima ipsa de thesauro Ecclesiæ per modum suffragii indulgentiam consequatur, ita ut Domini Nostri Jesu Christi ac Beatissimæ Virginis Mariæ Sanctorumque omnium meritis sibi suffragantibus, a purgatorii pœnis liberetur, benigne concessit atque indulsit. Non obstantibus in contrarium facientibus quibuscumque. Præsenti in perpetuum valituro. Voluitque Sanctitas Sua hanc gratiam suffragari absque ulla brevis expeditione. Datum Romæ, die 11 decembris 1750. F. J. card. Portocarrero Præf. — A. M. Erba, Prot. Apostolicus, secret. (*Decreta*, n°. CXCIII, p. 148.

3. Tout autel où un Trinitaire dit une messe pour un religieux défunt est momentanément privilégié par le fait même.

Ordinis Sanctissimæ Trinitatis Redemptionis Captivorum. — Ad humillimas preces fr. Emmanuelis Rovira, procuratoris generalis ordinis Sanctissimæ Trinitatis redemptionis captivorum, Sanctissimus Dominus Noster Pius PP. VI benigne et ex speciali gratia indulsit, ut omnes et singulæ missæ quæ a quocumque prædicti ordinis sacerdote pro anima confratris

religiosi, quando viam universæ carnis ingressus fuerit, in quolibet altar cujuscumque ecclesiæ celebrabuntur, eodem privilegio gaudeant eidemque defuncto perinde suffragentur ac si ad altare privilegiatum celebratæ fuissent; voluitque eadem Sanctitas Sua hanc gratiam pro universo ordine perpetuis futuris temporibus absque ulla brevis expeditione fore valituram. Datum Romæ ex Secretaria Sac. Congregationis Indulgent., die 22 januarii 1777. J. C. de Somalia, secret. (*Decreta*, nº CCCLXVIII, p. 276-277.)

4. Le privilège de l'autel, pour les messes d'obit, est étendu aux autels des églises des confréries aggrégées à l'ordre des Trinitaires. Tous les autels des églises de l'ordre ou des confréries qui lui sont affiliées, sont privilégiés tant pour les religieux que pour les confrères défunts. Cette messe peut être retardée jusqu'au premier jour libre, sans perdre pour cela son indulgence.

Ordinis Sanctissimæ Trinitatis Fratrum Discalceatorum. — Sanctissimus Dominus Noster Gregorius PP. XVI, universorum fidelium saluti quam maxima sollicitudine prospiciens, et eorum præsertim quorum animæ de corporibus exutæ piacularibus flammis in purgatorio premuntur, iisque aliquod solatium et levamen de bonis Ecclesiæ thesauri afficere summe perexoptans, humillimis precibus patris procuratoris generalis ordinis discalceatorum Sanctissimæ Trinitatis de redimendis captivis clementer acceptis, privilegiis et gratiis a Benedicto XIV prædecessore suo huic ordini cumulatis alia sequentis tenoris pro defunctis tantum adjunxit et auxit, nempe quotidianum privilegium altaris cujusque præfati ordinis ecclesiæ pro missis quæ in ipso in suffragium fratrum defunctorum celebrantur, extendit ad altare etiam singularum ecclesiarum confraternitatum quæ eidem ordini aggregatæ sunt ac eorum quæ in posterum aggregabuntur.

Insuper altaria omnia cujuscumque pariter ecclesiæ ordinis tum confraternitatis ordini adscriptæ die obitus seu depositionis uniuscujusque religiosi aut confratris, seu etiam die qua eorum mortis notitia pervenerit, privilegiata similiter pro illis dignatus est declarare.

Et tandem ne animabus illis defraudetur suffragium in supraenunciatis ordinis constitutionibus præscriptum, indulsit ut si religiosi, simul et confratres, in una ex memoratis diebus ob legitimum aliquod proprii officii impedimentum animabus ipsis juvare minime possint, prima die non impedita in earum solatio, eòdem gaudeant privilegio. Et ne hujusmodi privilegiorum memoria temporis lapsu oblivioni mandetur perpetuis futuris temporibus, ipsa impertita voluit et statuit absque ulla brevis expeditione. Datum Romæ ex Secretaria Sac. Congregationis Indulg., die 15 februarii 1834. A. Archiep. Trapezuntin, secret. (*Decreta*, nº CDLVII, p. 381-382.)

*Ursulines.*

L'institut des Ursulines, par concession de Pie VI, possède, dans chacune de ses églises, un autel privilégié quotidien, que l'Ordinaire désigne à son gré et une fois pour toutes.

Monialium Ursulinarum Urbis. — Quum R. Mater Maria Aloysia a S. Josepho, in præsens assistens monasterii Ursulinarum Urbis, humillime exposuerit ejus institutum, S. Sedis Apostolicæ beneficentia, infrascriptas indulgentias ac spiritualia privilegia identidem obtinuisse, videlicet :

Altare privilegiatum quotidianum pro omnibus christifidelibus ab Ordinario semel tantum designandum.

Quumque hujusmodi gratiæ non pro omnibus ejusdem instituti monasteriis generaliter concessæ, ac nonnullæ in perpetuum, aliæ in septennium valituræ reperiantur, ex quo supplex petebat præenunciata oratrix ut concessiones prædictæ pro universis sui instituti monasteriis perpetuis futuris temporibus possint suffragari.

Sanctissimus Dominus Noster Pius PP. VI, benigne annuens pro gratia, clementer concessit, ut omnes et singulæ suprarelatæ indulgentiæ ac privilegia pro universo Ursulinarum instituto, ac pro singulis monasteriis seu collegiis tam claustralibus quam congregatis, ubique terrarum existentibus, hactenus erectis et in posterum erigendis, tenore quo superius inscriptæ reperiuntur, non obstantibus in contrarium facientibus quibuscumque, absque ulla brevis expeditione sint in perpetuum valituræ. Datum Romæ ex Secretaria Sac. Congregationis Indulgentiarum, die 23 martii 1776. J. C. de Somalia secret. (*Decreta*, nº CCCLXIII, p. 272-274.)

*Visitandines.*

1. Clément XIII, par son bref du 11 novembre 1759, accorde l'autel privilégié à toutes les églises des Visitandines aux conditions suivantes :

Toute autre concession particulière est révoquée par le fait même de cette concession générale.

L'Ordinaire doit désigner, une fois pour toutes, l'autel qui sera privilégié à perpétuité.

Tout prêtre, séculier ou régulier, peut y célébrer aux intentions déterminées.

L'autel est privilégié, le jour des morts et toute l'octave, ainsi qu'un jour par semaine : l'Ordinaire doit fixer le jour. L'indulgence plénière de l'autel privilégié n'est applicable qu'aux parents et alliés défunts des religieuses jusqu'au second degré inclusivement et aux bienfaiteurs des monastères de la Visitation.

Tous les autels des Visitandines sont privilégiés le jour de la mort et de l'enterrement de chaque religieuse, puis le troisième, le septième et le trentième jour de l'obit.

Ils sont également privilégiés pour les messes d'anniversaire prescrites par la règle ou la coutume.

Clemens Papa XIII. Ad perpetuam rei memoriam. Omnium saluti, etc. Volentes igitur omnes et singulas ecclesias quorumcumque monasteriorum monialium Visitationis Beatæ Mariæ Virginis Immaculatæ sub instituto S. Francisci Salesii ubicumque existentium, in quibus aliud altare privilegiatum, quatenus adsit concessum, per præsentes auctoritate apostolica revocamus; et in qualibet ex dictis ecclesiis, altare per ordinarios locorum semel tantum respective designandum, hoc speciali dono illustrare, supplicationibus quoque dilecti filii Nostri Henrici Benedicti S. R. E. presbyteri cardinalis Ducis Eboracensis nuncupati, earumdem monialium apud Nos et Sedem Apostolicam Protectoris, nomine Nobis super hoc humiliter porrectis inclinati, auctoritate Nobis a Domino tradita ac de omnipotentis Dei misericordia et beatorum Petri et Pauli Apostolorum ejus auctoritate confisi, ut quandocumque sacerdos aliquis secularis vel cujusvis ordinis, congregationis et instituti regularis, missam defunctorum in die commemorationis defunctorum et singulis diebus infra illius octavam, ac in una feria cujuslibet hebdomadæ et per eosdem ordinarios respective pariter specificanda, pro anima cujuscumque monialis earumque consanguineorum et affinium primi et secundi gradus, necnon monasteriorum hujusmodi respective benefactorum, quæ Deo in charitate conjuncta ab hac luce migraverit, ad prædictum altare celebrabit, anima ipsa de thesauro Ecclesiæ per modum suffragii indulgentiam consequatur, ita ut ejusdem Domini Nostri Jesu Christi ac Beatissimæ Virginis Mariæ Sanctorumque omnium meritis sibi suffragantibus, a purgatorii pœnis liberetur, concedimus ipsumque privilegium ad quodlibet altare ecclesiarum hujusmodi in obitus, depositionis ac tertia, septima et trigesima post obitum cujuslibet ex monialibus monasteriorum prædictorum dumtaxat anniversariis aliisque diebus pro missis quæ, juxta eorumdem monasteriorum regulas seu consuetudinem celebrari debent aut solent, auctoritate et tenore prædictis extendimus et ampliamus. In contrarium facientibus non obstantibus quibuscumque. Præsentibus perpetuis futuris temporibus valituris.

Volumus autem, etc.

Datum Romæ apud Sanctam Mariam Majorem sub annulo piscatoris, die XI novembris MDCCLIX, pontificatus Nostri anno secundo. (*Bullar. Rom. contin.*, t. 1, p. 262-263.)

2. Dans le sommaire revisé par la Sacrée Congrégation des Indulgences, il est fait mention d'un rescrit de Léon XII, qui privilégie

pour tous les fidèles défunts sans exception le maître-autel de l'église de chaque monastère.

Le même sommaire rappelle la concession Clémentine, confirmée par Sa Sainteté Pie IX, le 4 mai 1847.

Omnia et singula altaria ecclesiæ proprii monasterii privilegiata declarantur diebus obitus et depositionis, necnon tertia, septima, trigesima et anniversaria cujuslibet monialis seu commorantis defunctæ, ac singulis iis diebus, in quibus, juxta regulas seu constitutiones ordinis seu instituti, in earum suffragium missas celebrare facere solent. *Ex alio brevi Clem. XIII diei 11 novembris 1759 et cit. Decreto Pii IX* (14 maii 1847). — Altare majus ecclesiæ proprii instituti privilegiatum quotidianum declaratur pro missis, quæ in ipso in suffragium cujuscumque fidelis defuncti celebrantur. Ex rescripto Leonis XII sa. me. diei 6 septembris 1828. Décret du 29 janvier 1848. (Prinzivalli, pag. 133-134.)

## XVI. — Règles générales relatives aux ordres religieux.

1. La concession de l'autel privilégié faite à un ordre religieux concerne exclusivement les églises de l'ordre et non les églises, même paroissiales, qui en dépendent ou que les religieux administrent.

In brevibus, quæ pro altaris privilegio alicui ordini sive congregationi concesso, expediuntur, cum de stylo soleant apponi sequentia verba : « Volentes igitur omnes et singulas ecclesias, tam erectas quam erigendas, monachorum congregationis etc., vel fratrum ordinis aut clericorum regularium etc., et in qualibet ex dictis ecclesiis altare, etc. » Sicuti etiam in brevibus indulgentiarum pro iisdem ordinibus, congregationibus leguntur hujusmodi verba : « Universis, etc., qui aliquam ecclesiam talis congregationis vel ordinis etc., in die, vel festo, etc. singulis annis devote visitaverint, etc., ibiqu, etc., indulgentiam plenariam concedimus, etc. » Verentes nonnulli ex nimia generalitate verborum, tam privilegia altaris quam indulgentias plus æquo extendi præter Summorum Pontificum illa concedentium intentionem, christifideles decipi, tam pro indulgentiarum consequutione quam in offerendis eleemosynis pro missis in privilegiato altari dicendis; idcirco, ut clare dignosci possint quasnam personas et ecclesias comprehendant præfatorum brevium verba, propositum fuit in Sacra Congregatione Indulgentiarum et Sacrarum Reliquiarum dubium : An brevia tam altaris privilegiati quam indulgentiarum pro omnibus ecclesiis alicujus ordinis vel congregationis aut instituti regularis, generaliter obtenta, respectivas ecclesias tantummodo monasteriorum et conventuum talis ordinis, congregationis vel instituti comprehendant, aut etiam alias quascumque tam parochiales quam non parochiales ab

hujusmodi ordine, etc., sive a monachis aut fratribus vel religiosis dependentes, vel respective administrari solitas? Et Sacra eadem Congregatio, die 30 julii 1748, censuit rescribendum esse : Affirmative quoad primam partem et negative quoad secundam. De quibus facta per me infrascriptum ipsius Sac. Congregationis pro-secretarium, die 5 augusti ejusdem anni, Sanctissimo Domino relatione, Sanctitas Sua votum Sac. Congregationis benigne approbavit. Fr. J. card. Portocarrero Præf. — A. S. Vicecomes pro-secr.(*Decreta*, nº CLXVIII, p. 121-122.)

2. Quand le privilège a été accordé à l'autel du Saint fondateur de l'ordre, il ne suffit pas, pour gagner l'indulgence, de placer son tableau à un autel qui n'est pas le sien, car il faut que l'autel lui soit dédié en propre. Dans les cas particuliers, on doit recourir au St-Siège, pour un indult spécial ou la translation du privilège.

1. An in ecclesiis alicujus ordinis in quibus non reperitur altare S. Fundatoris, cui concessum est privilegium quotidianum perpetuum, sufficiat parvam tabellam S. Fundatorem repræsentantem in alterius Sancti ara collocare, ut privilegio antedicto possint gaudere? Et quatenus negative.

2. Quomodo providendum?

Sac. Congregatio, sub die 24 julii 1756, respondit : Ad 1. Negative. Ad 2. Recurrant in casibus particularibus. (*Decreta*, nº CCXXIX, p. 177.)

3. On a cité plus haut, sous la rubrique *Chanoines réguliers de Latran*, deux indults particuliers.

4. Parfois le privilège est restreint aux seuls religieux, il est alors personnel.

L'autel de « Santa Maria della Sanità », sur le mont Taburno, province de Bénévent, a été privilégié en 1583, par Grégoire XIII, à l'instar de l'autel Grégorien, pour les seuls religieux dominicains, attachés au service de l'église, comme il résulte de cette inscription, rapportée par le prince Colonna di Stigliano, dans sa brochure *Le grotte del monte Taburno*, Naples, 1889, page 51 :

Altare privilegiatvm
Greg. XIII. Pont. max. apostolica
avctoritate et plenitvdine potestatis
liberaliter insignivit hoc sacellvm svb
titvlo sanctæ Mariæ Sanitatis : quilibet
sacerdos hvivs domvs et conventvs Sanctæ
Mariæ de Tabvrno possit et valeat
sacrificivm offerre ad animas ex
pvrgatorio liberandas ad instar illivs divi
Gregorii de Urbe anno Dni M.D.LXXXIII

XVII. — De l'autel privilégié dans les oratoires des archiconfréries, confréries, pieuses unions, pieux instituts, congrégations et associations.

1. L'agrégation ou affiliation d'une confrérie à une archiconfrérie n'emporte pas de soi, comme pour les autres faveurs spirituelles, l'extension à cette confrérie de la concession de l'autel privilégié faite par les Souverains Pontifes à l'archiconfrérie, le privilège étant ici purement local.

Cusentin.[1] — An privilegium altaris quotidiani, quo fruitur archiconfraternitas (Orationis et mortis) Urbis communicatum sit (vigore aggregationis factæ) sodalitio Cusentino? Negative. (*Decreta*, n° CXVI, p. 82, *ad ann.* 1742.)

On trouvera plus loin le décret *Civitatis Castellanæ*, ad 1.

2. L'autel d'une confrérie jouit du privilège, dès le jour même de la concession, quoiqu'il ne soit pas *licite* d'en user avant la publication du bref qui en fait foi.

1. An missæ celebratæ in altari sodalitii privilegiato ante publicationem brevis ipsius privilegii gaudeant privilegio in casu etc.? Et quatenus negative.

2. An sit locus illarum sanationi?

Sacra Congregatio diei 1 octobris 1744 respondit : Ad 1. Affirmative, sed non licet. Ad 2. Provisum in primo. (*Decreta*, n° CXXVIII, p. 89-90.)

3. Il importe de s'en tenir rigoureusement aux termes des brefs pontificaux pour la désignation de l'autel privilégié et de ne pas prendre un autel pour un autre, surtout quand la translation du privilège a été faite régulièrement. La Sacrée Congrégation approuve en cette circonstance l'usage de placer près de l'autel privilégié une inscription qui relate la nature de l'indulgence, la désignation de l'autel et la concession des Souverains Pontifes.

Romana. — Cum ab ecclesia S. Luciæ archiconfraternitatis Confalonis de Urbe offerentibus elemosynas pro missis celebrandis ad altare in eadem privilegiatum distribuerentur schedulæ tenoris qui sequitur : « L'indulgence plénière, accordée à l'autel du très Saint Crucifix, dans l'église de Sainte-Lucie de la vénérable archiconfrérie du Gonfalon. Celui qui fera célébrer sur l'autel privilégié du très Saint Crucifix dans l'église de Sainte-Lucie du Gonfalon, en appliquant la messe à une âme de son choix, délivrera cette âme du purgatoire, comme si ladite messe avait été célé-

1. Cosenza, archevêché (Italie).

brée à l'autel de Saint-Grégoire, à Rome, ainsi qu'il appert de l'inscription dudit autel par les bulles accordées par les Souverains Pontifes Paul V et Grégoire XIII. » Sed ex requisitis et exhibitis brevibus liqueat, scilicet ex brevi sa. me. Gregorii XIII, diei 20 februarii 1577, privilegium fuisse concessum altari Sanctissimi Crucifixi; ex brevi vero fel. rec. Pauli V, diei 11 decembris 1609, idem privilegium fuisse translatum ad altare Omnipotenti Deo et Beatissimæ Cruci dicatum; ideo Sac. Congregatio Indulgentiis Sacrisque Reliquiis præposita, die 9 februarii 1745, omnibus serio examinatis, censuit declarandum idem privilegium addictum esse altari prædicto sub titulo Omnipotentis Dei et Sanctissimæ Crucis existen., ac propterea, cæteris reprobatis, reformandam esse formulam prædictarum schedularum, et approbandam quæ sequitur nempe: « Indulgence plénière applicable par manière de suffrage aux âmes du purgatoire à l'autel du Dieu Tout-Puissant et de la Sainte-Croix, dans l'église de Sainte-Lucie de la vénérable archiconfrérie du Gonfalon, à Rome. Celui qui fera célébrer des messes à l'autel dédié à Dieu Tout-Puissant et à la très Sainte Croix, dans l'église de la vénérable archiconfrérie du Gonfalon, à Rome, appliquera le suffrage de chaque messe comme si ladite messe avait été célébrée à l'autel privilégié du monastère de Saint-Grégoire, à Rome, ainsi qu'il appert des brefs des Souverains Pontifes Grégoire XIII et Paul V. » De quibus facta per me infrascriptum Secretarium, die 13 ejusdem mensis, Sanctissimo Domino relatione, Sanctitas Sua votum Sac. Congregationis benigne approbavit. C. card. de Hieronymis Præf. — A. M. Erba, protonotarius apostolicus, secret. (*Decreta*, n° CXXXVI, p. 95-96.)

4. L'autel privilégié est accordé en vue de soulager les âmes des confrères et des consœurs décédés; les églises des confréries n'ont pas besoin d'autels privilégiés généralement pour tous les fidèles.

Urbis. — Cum sicut humillime exponebatur in ecclesia SS. Silvestri et Dorotheæ, fratrum minorum conventualium Ordinis S. Francisci in Transtiberim de Urbe, quædam pia confraternitas, congregatio nuncupata divini Amoris S. Cajetani, canonice reperiatur erecta, quæ confraternitas, juxta ipsius statuta, nonnullas missas pro anima ipsorum confratrum et consororum ab hac vita decedentium celebrare vel celebrare facere solet, Sanctissimus Dominus Noster Benedictus PP. XIV clementer indulsit, ut omnes et singulæ missæ hujusmodi quæ pro anima ipsorum confratrum et consororum, quæ Deo in charitate conjuncta ab hac luce migraverit, ad quodlibet altare cujusvis ecclesiæ celebrabuntur, animæ hujusmodi pro qua celebratæ fuerint perinde suffragentur ac si ad altare privilegiatum celebratæ fuissent. Non obstantibus in contrarium facientibus quibuscumque. Præsenti in perpetuum valituro. Voluitque Sanctitas Sua hanc gratiam suffragari absque ulla brevis expeditione. Datum Romæ die 27 augusti 1747.

F. J. card. Portocarrero Præf. — A. M. Erba, Prot. Apostolicus, secret. (*Decreta*, nº CLVIII, p. 113-114.)

5. Par faveur spéciale, car d'ordinaire il n'y a qu'un seul autel privilégié dans la même église, tous les autels de l'église desservie par une archiconfrérie de Rome, peuvent être privilégiés, ainsi que l'autel de l'oratoire annexé à l'église et même l'autel du cimetière ou charnier.

Urbis. — Sanctissimus Dominus Noster concessit privilegium quotidianum perpetuum omnibus altaribus ecclesiæ confraternitatis S. Mariæ de Suffragio de Urbe; idemque privilegium concessit altari in oratorio ejusdem archiconfraternitatis existenti, cum revocatione cujuscumque brevis jam obtenti.

Datum Romæ ex Secretaria S. Congregationis Indulgentiarum, die 23 augusti 1763. J. de Comitibus, secret. (*Decreta*, nº CCLVII, p. 200.)

Urbis. — Sanctissimus ex speciali gratia concessit privilegium quotidianum perpetuum omnibus altaribus ecclesiæ archiconfraternitatis B. Mariæ Orationis et Mortis de Urbe. Idemque privilegium concessit altari in oratorio, et altari in cœmeterio ejusdem archiconfraternitatis existen., cum revocatione cujuscumque brevis jam obtenti. Die 21 maii 1765. S. Borgia, secret. (*Decreta*, nº CCLXXIII, p. 212.)

6. L'archiconfrérie, chargée, à Rome, de l'assistance des condamnés à mort, a obtenu de Clément XIII que toutes les messes dites à l'intention des condamnés avec l'argent offert par les fidèles, en quelque église et à quelque autel qu'on les célèbre, aient la même valeur que si elles avaient été dites à un autel privilégié.

Très Saint Père, l'archiconfrérie des âmes les plus nécessiteuses du Purgatoire, sous l'invocation de Jésus, Marie et Joseph, qui existe maintenant dans le couvent de Jésus et Marie des Pères Augustins déchaussés de Rome, a coutume, avec l'aumône qu'elle reçoit des fidèles, à l'occasion des condamnés à mort, de faire célébrer autant de messes au profit de leurs âmes. On supplie humblement Votre Sainteté de vouloir bien, dansa bonté, daigner accorder que toutes les susdites messes jouissent à perspétuité de l'autel privilégié au plus grand profit desdits condamnés, à quelque autel ou église qu'on les célèbre.

Sanctissimus Dominus Noster Clemens PP. XIII archiconfraternitatis oratricis precibus benigne annuens, concessit ut omnes et singulæ missæ quæ ex fidelium eleemosynis pro animabus eorum, qui ultimo supplicio damnati sunt, juxta ejusdem archiconfraternitatis consuetudinem, celebrantur, in quocumque altari cujuscumque ecclesiæ celebrentur, eodem privilegio gaudeant ac si in altari privilegiato celebratæ fuissent. Non

obstantibus in contrarium facientibus quibuscumque. Voluitque Sanctitas Sua hanc gratiam perpetuis futuris temporibus fore valituram. Datum Romæ ex Secretaria Sac. Congregationis Indulgentiarum, die 17 novembris 1767. S. Borgia, secret. (*Decreta*, n° CCCV, p. 234.)

7. D'après la constitution de Clément VIII, les confrères prêtres des confréries canoniquement érigées par des réguliers jouissent des mêmes privilèges que les réguliers eux-mêmes. Ainsi un prêtre faisant partie de la confrérie du Rosaire jouit de l'autel privilégié, non personnel, mais local, c'est-à-dire s'il célèbre à un autel sous le vocable du S. Rosaire, ou à défaut, à un autre autel désigné par l'ordinaire dès le principe.

Sodalitates canonice erectæ privilegiis et indulgentiis gaudent illorum ordinum regularium quorum fruuntur titulis, juxta constitutionem Clementis VIII. Ita sacerdotes sodalitati SS. Rosarii ascripti gaudent privilegio altaris eo modo quo presbyteri ordinis Prædicatorum, qui respectivis eorum ecclesiis habent privilegiatum altare B. M. Virgini de Rosario dicatum; cum vero privilegium hoc sit tantum locale, minime vero personale, sequitur quod ea ecclesia sodalitatis Rosarii, ubi hoc altare non reperitur, privilegio quoque altaris omnino careat, nisi tamen in decreto erectionis sodalitatis hujusmodi facultas tradita sit ordinario aliud altare ad hunc effectum designandi. S. Indulg. Congr., 7 junii 1742. (Ferraris, t. I, col. 1488.)

8. Le privilège de l'autel du Rosaire n'atteint que les seuls religieux ou les aggrégés et non tous les prêtres qui célèbrent. Au cas où l'on aurait agi autrement, il faudrait en informer le St-Siège qui y remédierait, soit par une sanation générale du passé, soit par une concession spéciale.

Civitatis Castellanæ[1]. — La confrérie du Rosaire de Vallerano, diocèse de Civita-Castellana, anciennement érigée et agrégée à l'archiconfrérie de Rome, expose que, entre autres grâces et indulgences accordées à de semblables confréries dans le sommaire inséré dans la bulle d'Innocent XI du 3 juillet 1679, puis confirmées par Benoît XIII par la bulle *Pretiosus* du 7 juin 1727, il y a l'indult de l'autel privilégié, accordé d'abord par Grégoire XIII à l'autel existant dans le couvent des Dominicains de Raconisi, restreint à eux seuls et puis étendu à toutes les chapelles érigées ou à ériger, conformément à ladite bulle d'Innocent XI; et parmi les indulgences communes, on lit dans ledit sommaire, chapitre XII : « *Indulgentiæ pro defunctis*. Gregorius XIII, in bulla quæ incipit *Omnium saluti*, 30 octobris

1. Civita Castellana, évêché (Italie).

1582, concedit ecclesiæ prædicatorum loci Raconisii, ubi est altare Sanctissimi Rosarii, quod non est altare majus, indultum altaris privilegiati, quoties ab aliquo dictæ domus sacerdote dumtaxat, missa defunctorum celebrabitur pro animabus cujuscumque fidelis defuncti confratris Sanctissimi Rosarii. » La suppliante croit donc que son autel jouit de cet indult, parce qu'elle le voit rendu commun à toutes les confréries par lesdits bulle et sommaire, sans aucune communication et en conséquence y fait dire des messes. Cependant ayant des doutes, à cause du décret qui porte que l'indult n'est pas communicable, elle supplie de déclarer :

1. Si, en vertu desdits sommaire et bulle, l'autel du Rosaire jouit de l'indult de l'autel privilégié pour les confrères défunts ?

2. Si, étant empêchée la célébration de la messe de Requiem, la messe du saint du jour jouit de la même indulgence, selon la déclaration de Clément IX, de sainte mémoire, du 23 septembre 1669 ?

3. Si l'autel est privilégié pour tout prêtre qui y célèbre ?

Relatis a me infrascripto supradictis dubiis, Sanctitas Sua respondendum esse censuit :

Ad I. Negative, etenim in communicatione indulgentiarum nusquam communicatur privilegium altaris, quod non nisi speciali et individua mentione concessum in brevibus reperitur ; tum quia recensitum privilegium altaris Sanctissimi Rosarii a fel. rec. Gregorio XIII concessum ac deinde a sa. me. Benedicto XIII ad quæcumque altaria Rosarii extensum tantummodo privilegium personale est, nimirum solis dumtaxat sacerdotibus regularibus ordinis Prædicatorum.

Ad 2. Affirmative, ex decretis Sac. Rituum Congregationis atque hujus S. C. Indulgentiarum.

Ad 3. Negative, eadem ratione quod privilegium restrictum sit ad solos sacerdotes ordinis Prædicatorum.

Cum autem Sanctitas Sua inspexerit missas ad præfatum Rosarii altare uti privilegiatum bona fide hactenus celebratas fuisse, benigne annuit pro earum sanatione, ac insuper declaravit supradictum Sanctissimi Rosarii altare privilegiatum ad septennium, in una feria cujuslibet hebdomadæ ab Ordinario designanda pro confratribus et consororibus.

Datum Romæ ex Secretaria Sac. Congregationis Indulgentiarum, die 27 novembris 1764. S. Borgia, secret. (*Decreta*, n° CCLXVI, p. 206-207.)

9. *Archiconfrérie de N.-D. de l'Assomption pour le soulagement des âmes du purgatoire.*

Cette archiconfrérie a son siège à Rome dans l'église de Sainte-Marie *in Monterone*, desservie par les prêtres du Très-Saint-Rédempteur.

Un bref, en date du 4 mai 1841, déclara privilégié pour les asso-

ciés seulement l'autel de l'association dans la susdite église, exigeant à cette intention une messe des défunts.

Gregorius PP. XVI. Ad perpetuam rei memoriam. Omnium saluti paterna charitate intenti, sacra interdum loca spiritualibus indulgentiarum muneribus decoramus, ut inde fidelium defunctorum animæ Domini Nostri Jesu Christi ejusque sanctorum suffragia meritorum consequi, et illis adjutæ ex purgatorii pœnis ad æternam salutem per Dei misericordiam perduci valeant. Volentes igitur altare societatis seu congregationis in suffragium animarum purgatorii in ecclesia S. Mariæ in Monterone de Urbe canonice, ut asseritur, erectæ privilegio apostolico decorare, auctoritate nobis a Domino tradita deque Omnipotentis Dei misericordia ac BB. Petri et Pauli Apostolorum ejus auctoritate confisi, ut quandocumque sacerdos aliquis sæcularis vel cujusvis ordinis, congregationis et instituti regularis, missam defunctorum pro anima cujuscumque confratris et consororis prædictæ societatis seu congregationis, quæ Deo in charitate conjuncta ab hac luce migraverit, ad præscriptum altare celebrabit, anima ipsa de thesauro Ecclesiæ per modum suffragii indulgentiam consequatur, ita ut ejusdem Domini Nostri Jesu Christi ac Beatissimæ Virginis Mariæ sanctorumque omnium meritis suffragantibus, a purgatorii pœnis liberetur concedimus et indulgemus. In contrarium facientibus non obstantibus quibuscumque. Præsentibus perpetuis futuris temporibus valituris. Datum Romæ apud S. Petrum sub annulo piscatoris, die 4 maii MDCCCXLI, pontificatus Nostri anno undecimo. A. card. Lambruschini.

Præsentes apostolicæ litteræ in forma brevis exhibitæ fuerunt in secretaria S. Congregationis Indulg. die 11 januarii 1860. A. archipr. Prinzivalli Substitutus. (*Analecta*, 1864, col. 606.)

Un décret de la S. Congrégation des Indulgences, en date du 24 janvier 1859, modifia le bref précédent et déclara qu'il fallait se conformer aux rubriques pour la messe à dire à cet autel privilégié et tenir compte des décrets de Clément XIV sur la question.

Congregationis SSmi Redemptoris. Decretum. Ex audientia SSmi, die 24 januarii 1859. Extat in ecclesia Congregationis Sanctissimi Redemptoris, vulgo S. Mariæ *in Monterone* de Urbe, quædam pia sodalitas ad solatium animabus in purgatorio detentis porrigendum canonice erecta, quæ a sa. me. Gregorio XVI per litteras apostolicas in forma brevis diei 19 januarii et 4 martii 1841 indulgentiis et privilegiis donata, ac diei 8 junii ejusdem anni archisodalitatis titulo decorata fuit. Quia vero in enunciatis brevibus quoad privilegium altaris pro defunctis adscriptis requirebatur missa de requie...., hinc procurator generalis præfatæ congregationis enixis precibus exoravit SSmum Dominum Nostrum Pium PP. IX ut de apostolica benignitate dignaretur commutare celebrationem missæ defunctorum iis

omnibus diebus a rubricis impeditis, ita ut missa eodem modo suffragetur, quamvis sub ritu duplici sit celebranda..... Quamobrem facta per me infrascriptum S. Congregationis Secretarium eidem SSmo de omnibus relatione, Sanctitas Sua circa altaris privilegium mandavit servari decretum S. Congregationis diei 2 julii 1669, confirmatum a sa. me. Clemente XIV, diei 7 martii 1771, in quo declaratum est celebratione missarum sanctorum ritus duplicis revera satisfieri ac suffragari pro missis privilegiato altari addictis pro dominicis aliisque diebus in quibus defunctorum missas celebrare vetitum est.....

Præsenti perpetuis futuris temporibus valituro, absque ulla brevis expeditione. Non obstantibus in contrarium facientibus quibuscumque.

Datum Romæ ex Secretaria S. Congregationis Indulgentiis Sacrisque Reliquiis præpositæ, die et anno ut supra. F. card. Asquinius Præf. (*Analecta*, 1864, col. 608.)

Un décret du 8 août 1859 statue que l'autel privilégié dont jouit l'archiconfrérie à Sainte-Marie de Monterone est communiqué avec les indulgences à toute confrérie affiliée, nonobstant le décret de Benoît XIV du 8 mars 1748, d'après lequel la communication générale des privilèges ne comprend pas l'autel privilégié.

Une prérogative de grand prix fut accordée à l'archiconfrérie par un décret de la S. Congrégation des Indulgences du 26 mars 1860, qui porte que l'autel privilégié des confréries aggrégées à l'association primaire de Sainte-Marie in Monterone, n'est pas seulement valable pour les associés défunts, mais aussi pour l'âme de tous les fidèles décédés, associés ou non.

*Urbis et Orbis. Decretum. Ex audientia, die 26 martii 1860.* Extat in ecclesia S. Mariæ vulgo *in Monterone* de Urbe, congregationis SSmi Redemptoris, quædam pia archisodalitas pro solandis animabus in purgatorio detentis, quæ a S. M. Gregorio XVI pluribus est indulgentiis ac privilegiis ditata, inter quæ illud præsertim quod missæ quæ a quocumque sacerdote, sive sæculari sive regulari, in suffragium defunctorum sodalium in altari prædictæ archisodalitatis celebrabuntur, eodem gaudeant privilegio ac si in altari privilegiato celebratæ fuissent; quod quidem privilegium ex speciali gratia a SSmo Dno Nostro Pio PP. IX extensum fuit ad omnes sodalidates ejusdem tituli eidem archisodalitati jam aggregatas ac in posterum aggregandas. Cum vero ejusdem archisodalitatis finis sit non modo animabus sodalium tantum defunctorum juvandi, sed omnium defunctorum fidelium animas a purgatorii pœnis liberandi; hinc enixis precibus R. Pater Brixius Queloz, præmemoratæ congregationis SSmi Redemptoris procurator generalis ejusdemque archisodalitatis generalis moderator, Eumdem SSmum Dnum Nostrum humillime rogabat, ut de apostolica be-

nignitate idem privilegium ad altare proprium tam archisodalitatis quam cujuscumque sodalitatis sub eodem titulo dictæ archisodalitati aggregatæ ac in posterum aggregandæ, pro anima cujusvis defuncti quæ Deo in charitate conjuncta ab hac luce migraverit, dignaretur extendere. Cum itaque Sanctitas Sua vota oratoris clementissime excepisset, benigne annuit in omnibus pro gratia juxta preces..... Præsenti in perpetuum valituro absque ulla brevis expeditione. Non obstantibus in contrarium facientibus quibuscumque.

Datum Romæ ex Secretaria S. Congregationis Indulgentiarum. F. card. Asquinius Præf. — Aloisius Colombo secret. (*Analecta*, 1864, col. 609.)

Le sommaire des indulgences de l'archiconfrérie, revu et approuvé par la S. Congrégation des Indulgences, le 26 avril 1863, porte cet article :

Altare cujusvis confraternitatis ubivis erectæ et primariæ S. Mariæ in Monterone aggregatæ est privilegiatum quotidie pro omnibus sacerdotibus, etiam non adscriptis, in favorem adscriptorum et omnium aliorum fidelium in Domino defunctorum.

Enfin un bref, donné par Pie IX le 9 janvier 1866, confirmant les décrets précédents, déclare que l'autel des confréries affiliées à l'archiconfrérie de Rome est privilégié pour tous les fidèles trépassés pour qui on y dit la messe :

Pius PP. IX. Ad perpetuam rei memoriam. Existit, ut nuper nobis exponendum curavit dilectus filius Brixius Queloz, procurator generalis ut præfertur, præsbyterorum secularium congregationis Sanctissimi Redemptoris, in ecclesia s. Mariæ vulgo *in Monterone* nuncupatæ dictæ congregationis de Urbe canonice, ut asseritur, erecta pia archisodalitas sub titulo Assumptionis B. M. V. pro solandis animabus fidelium in purgatorio detentis. Hujusmodi archisodalitas, cujus moderator generalis est idem dilectus filius mox memoratus, a fel. r. Gregorio XVI prædecessore nostro similibus litteris datis sub diebus XIX januarii, XII februarii, IV maii et VIII junii 1845, indulgentiis gratiisque spiritualibus fuit ditata. Inter eas privilegium apostolicum missarum, qua ad ejusdem archisodalitatis decorata, eique concessa fuerit facultas ejusdem tituli et nominis sodalitates aggregandi, eisdemque communicandi in perpetuum indulgentias cæterasque spirituales gratias ab hac Sancta Sede sibi tributas, iis, qui tum archisodalitati præerant, rati sunt ad prædicti altaris privilegiati communicationem etiam sodalitates suæ archisodalitati aggregatas posse admitti, haud perpendentes decretum congregationis venerabilium fratrum nostrorum S. Romanæ Ecclesiæ cardinalium indulgentiis sacrisque reliquiis præpositæ a sa. me. Benedicto XIV prædecessore nostro sub die 11 martii 1748 confirmatum, hujusmodi communicationi obstare. Insuper prædictam

archisodalitatem novis gratiis nos quoque ditandam censentes, per decretum ejusdem congregationis mox memoratæ a nobis sub die augusti 1859 confirmatum, primo quemcumque defectum, qui in aggregandis dictæ archisodalitati aliis ejusdem tituli et nominis sodalitatibus eidem archisodalitati aggregandis, non obstante Benedicti XIV decreto supra memorato, privilegium apostolicum missarum una cum singulis indulgentiis communicare libere ac licite posse concessimus. Præterea alio decreto ejusdem congregationis sub die 26 martii 1860 privilegium apostolicum missarum præfatum, quod tantum sodalibus defunctis tam archisodalitatis qam sodalitatum eidem jam aggregatarum vel aggregandarum favebat, ad quoscumque christifideles, quorum anima Deo in charitate conjuncta ab hac luce migraverit, extendimus, utque hujusmodi privilegio respectivum altare tum archisodalitatis tum sodalitatum de quibus supra, in perpetuum gauderet, concessimus. Porro idem dilectus filiùs Brixius Queloz, memoratæ archisodalitatis moderator generalis, vel maxime cupiens, ut concessionibus eidem ab hac Sancta Sede factis novum veluti pondus accedat, humillimas et enixas preces nobis admovendas curavit, ut eas cæterasque gratias spirituales iterum de benignitate apostolica per apostolicas in forma brevis litteras confirmare dignaremur. Nos piis hujusmodi votis, quantum in Domino possumus, annuere volentes, de omnipotentis Dei misericordia, ac BB. Petri et Pauli apostolorum ejus auctoritate confisi, memoratas concessiones a fel. rec. Gregorio XVI prædecessore nostro in citatis litteris apostolicis, itemque eas duobus decretis a nobis tributas, quorum omnium tenores præsentibus pro plene et sufficienter expressis, ac de verbo ad verbum insertis habentes, iterum tenore præsentium auctoritate nostra apostolica in perpetuum confirmamus, non obstantibus nostra et cancellariæ apostolicæ regula de non concedendis indulgentiis ad instar, aliisque constitutionibus et ordinationibus apostolicis cæterisque contrariis quibuscumque.

Datum Romæ apud S. Petrum sub annulo piscatoris die 9 januarii 1866 pontificatus nostri anno vigesimo. N. card. Paracciani Clarelli.

10. Paul V, par bref du 3 mars 1608, privilégia le maître-autel de l'église de la confrérie de S. Barthélemy des Bergamasques, à Rome, ainsi qu'il résulte de cette inscription gravée près de l'autel lui-même. Le privilège est étendu à tous les fidèles en général.

Paulus pp. V. — Ad perpetuam rei memoriam. Nos ecclesiam confraternitatis SS. Bartholomæi et Alexandri de Urbe et in ea situm altare majus speciali privilegio pro salute animarum fidelium defunctorum decorare volentes, auctoritate Nobis a Domino tradita ac de omnipotentis Dei misericordia confisi, ut quandocumque sacerdos aliquis, tam secularis quam regularis, ad dictam ecclesiam accedens missam defunctorum in quolibet die pro anima cujuscumque fidelis ad dictum altare majus celebrabit,

anima ipsa de thesauro Ecclesiæ per modum suffragii indulgentiam consequatur, ita ut ejusdem Domini Jesu Christi et beatissimæ Virginis Mariæ sanctorumque omnium meritis sibi suffragantibus, a purgatorii pœnis liberetur, in perpetuum concedimus et indulgemus. In contrarium facientibus non obstantibus quibuscumque. Præsentibus perpetuis futuris temporibus duraturis. Datum Romæ apud Sanctum Petrum sub annulo piscatoris, die III martii MDCVIII, pontificatus nostri anno IV.

11. Pie VIII, par bref du 12 mai 1829, déclare privilégiées, à quelqu'autel qu'on les dise, toutes les messes fondées ou prescrites pour les confrères et consœurs de l'archiconfrérie de Jésus Nazaréen, canoniquement érigée à Séville, dans l'église paroissiale de St-Michel.

*Concessio privilegii celebrandi missas in quovis altari cum liberatione animæ a pœnis purgatorii pro confraternitate de Nazarenos, civitatis Hispalensis.*

Pius pp. VIII. — Ad perpetuam rei memoriam. Cum, sicut pro parte dilectorum filiorum officialium et confratrum archiconfraternitatis de Nazarenos nuncupatæ, in ecclesia parochiali S. Michaëlis archangeli ad altare SSmi Christi *dell'amore* vulgo etiam nuncupati, civitatis Hispalensis, canonice, ut asseritur, erectæ, Nobis nuper expositum fuit nonnullæ missæ ac etiam piorum legatorum et adventitiæ pro anima cujuscumque confratris et consororis prædictæ archiconfraternitatis ex hac luce migrante juxta statuta seu consuetudinem archiconfraternitatis hujusmodi celebrari debeant aut soleant. Nobis propterea eorumdem exponentium nomine humiliter supplicatum fuit ut missas hujusmodi cœlestium munerum, quorum dispensationem fidei nostræ credidit Altissimus, elargitione condecorare dignaremur.

Nos piis eorumdem exponentium votis hac in re, quantum cum Domino possumus, favorabiliter annuere volentes, hujusmodi supplicationibus inclinati, ut missæ ac etiam piorum legatorum et adventitiæ quæ juxta statuta seu consuetudinem ejusdem archiconfraternitatis pro anima cujuslibet ex confratribus et consororibus archiconfraternitatis præfatæ quæ Deo in charitate conjuncta ex hac luce migraverit, celebrari debent aut solent, ut præfertur, ad quodlibet altare præfatæ ecclesiæ celebrabuntur, animæ seu animabus pro qua seu quibus celebratæ fuerint, perinde suffragentur ac si ad altare privilegiatum fuissent celebratæ, auctoritate apostolica, tenore præsentium, concedimus et indulgemus.

Non obstantibus, etc. Præsentibus perpetuis futuris temporibus valituris.

Datum Romæ apud Sanctum Petrum, sub annulo piscatoris, die decima secunda maii, millesimo octingentesimo vicesimo nono, pontificatus Nostri anno primo. (*Bullar. Rom. cont.*, t. XVIII, p. 13.)

12. Nous allons citer maintenant en bloc les concessions particulières.

*Archiconfrérie et confréries du Précieux-Sang.*

Par décret du 19 janvier 1850, donné à la vénérable archiconfrérie du Précieux-Sang, érigée à Rome dans l'église de Saint-Nicolas *in Carcere*, les prêtres qui ont la faculté d'aggréger les fidèles à l'archiconfrérie du trés Précieux Sang ou aux confréries ou pieuses unions qui lui sont aggrégées jouissent de l'indult de l'autel privilégié personnel, une fois la semaine. (Prinzivalli, pag. 137.)

Tout autel servant aux confréries du Précieux-Sang, qui sont aggrégées à l'archiconfrérie de Rome, est privilégié à perpétuité pour les défunts.

Altare ubi sodalitas Pretiosi Sanguinis erecta est ac primariæ aggregata perpetuo privilegiatum remanet pro defunctis.

*Archiconfrérie des Stigmates de S. François, à Rome.*

L'église de cette vénérable archiconfrérie, par concession de Benoît XIII, d'heureuse mémoire, jouit, pour le grand autel, du privilège quotidien et perpétuel pour l'âme de quelque fidèle défunt que ce soit, comme il résulte du bref du 28 juin 1817. *Décret* du 1er octobre 1823. (Prinzivalli, p. 20.)

*Archiconfrérie de la Sainte-Trinité des pèlerins, à Rome.*

Les autels privilégiés, pour chaque jour et à perpétuité, pour le suffrage des âmes du purgatoire sont, dans notre église, l'autel majeur, celui de la très sainte Vierge, de saint Grégoire-le-Grand, de saint Philippe Néri et celui de saint Mathieu tous les lundis pour les seuls confrères. Décret du 9 août 1851 (Prinzivalli, pag. 145.)

*Confréries du Saint Amour de la Sainte Vierge, en Portugal.*

Les messes sont privilégiées pour les confrères et consœurs. Les prêtres qui font partie de la confrérie jouissent du privilège personnel aux sept fêtes de la Vierge et à la fête titulaire de la confrérie.

1. Omnes et singulæ missæ celebrandæ generaliter et uno complexu, vel particulariter pro animabus confratrum et consororum de Ecclesiæ thesauro erunt privilegiatæ, perinde ac si in altari privilegiato celebratæ fuissent.

2. Presbyteris adscriptis indultum altaris privilegiati personalis in septem festivitatibus B. M. V. ac in festo titulari ut supra. Décret du 23 avril 1833. (Prinzivalli, pag. 70.)

Les sept fêtes de la Vierge sont : la Conception, la Nativité, la Présentation, l'Annonciation, la Visitation, la Purification et l'Assomption.

*Confrérie du Rosaire.*

L'autel du Rosaire est privilégié pour tous les prêtres qui font partie de la confrérie, mais l'indulgence de cet autel privilégié peut s'appliquer à tous les fidèles défunts.

Très Saint-Père, le prêtre missionnaire Anselme Collomb, du diocèse de Tarentaise en Savoie, prosterné aux pieds de Votre Sainteté, demande humblement une décision pour les doutes suivants :

Dans l'opuscule *le Rosaire de la Très Sainte Vierge*, on lit, page 173 : « que l'autel du Rosaire est privilégié pour tous les prêtres aggrégés à cette confrérie, » sans en mentionner d'autres. Mais d'autres auteurs ajoutent que l'indulgence de l'autel privilégié est applicable seulement aux confrères défunts. Il se demande en conséquence si cette indulgence peut s'appliquer aux confrères défunts du Rosaire ou à toutes sortes de fidèles.

Tarantasien. — Decretum. Ex Audientia Sanctissimi. Die 16 aprilis 1856. Huic sacræ Indulgentiarum Congregationi in Apostolico Vaticano palatio habitæ, die 31 martii 1856, supraenunciatis propositis dubiis a presbytero missionario Anselmo Collomb, e Tarantasiensi diœcesi, Eminentissimi Patres, voto unius ex consultoribus audito, respondendum esse duxerunt : Ad secundum, in voto consultoris.

Facta itaque per me infrascriptum Sac. Congregationis secretarium opportuna de præmissis relatione SSmo Dno Nostro Pio PP. IX, in audientia diei 16 currentis aprilis, Sanctitas Sua præfatam responsionem quoad primum dubium approbans, tum altaris privilegiati SSmi Rosarii, nempe gratiam pro omnibus Christifidelibus favore confratrum sacerdotum, de quo in secundo dubio, in perpetuum intelligendam esse benigne declaravit, atque auctoritate sua apostolica concessit. Præsenti valituro absque ulla brevis expeditione. Non obstantibus in contrarium facientibus quibuscumque. Datum Romæ ex Secretaria S. Congregationis Indulgentiarum. F. card. Asquinius Præfectus. — A. Colombo secretarius. (*Analecta*, t. II, col. 2714-2715.)

*Confrérie de l'oratoire nocturne, à Sainte-Marie de la Paix, à Rome.*

Les messes sont privilégiées à tous les autels de l'oratoire ou de l'église, mais pour les seuls associés défunts.

Insuper Pius PP. VIII, sub die 12 januarii 1830, clementer indulsit ut omnes et singulæ missæ a quocumque sacerdote, sive sæculari sive regulari, ad quodcumque ipsius oratorii seu ecclesiæ altare pro anima cujuscumque adscripti celebratæ, animabus hujusmodi suffragentur, ac si in

altari privilegiato celebratæ fuissent. Décret du 15 mai 1830. (Prinzivalli, pag. 66.)

*Confrérie de la Sainte-Croix des garçons tailleurs, dans l'église de Saint-Homobon, à Rome.*

Pie VI a privilégié également pour sept années notre autel de la Très Sainte-Croix, tant pour chaque vendredi de l'année que pour chacun des jours de l'octave des morts, pourvu qu'on y célèbre et chaque prêtre séculier et régulier applique le Saint Sacrifice pour la rédemption de chacune des âmes de nos frères et sœurs défunts des peines du purgatoire, comme il résulte de la grâce concédée et expédiée le 3 décembre 1778, qui se conserve dans nos archives.

Enfin la même Sainteté a privilégié tous les autels de l'église où se trouve notre confrérie sur lesquels célébrera un prêtre quelconque, tant pour l'âme de tous nos frères et sœurs défunts ensemble que pour chacun d'eux, comme il appert du décret concédé à perpétuité par le Secrétaire des Indulgences, le 17 décembre 1772, qui existe dans nos archives. Décret du 8 mars 1779 (Prinzivalli, pag. 49.)

*Confrérie des dévots de J.-C. au Calvaire, dite des* SACCONI ROSSI, *à Rome.*

L'autel de notre oratoire est privilégié chaque jour à perpétuité pour les messes qui s'y célèbrent pour quelque défunt que ce soit.

L'autel du cimetière, où l'on peut célébrer la sainte messe tous les jours, est privilégié pour quelque défunt que l'on célèbre la messe, tant pendant toute l'octave des morts que pendant les jours où le cadavre de quelqu'un de nos frères est exposé dans l'oratoire. Décret du 8 février 1852. (Prinzivalli, pag. 171.)

*Institut des Ecoles nocturnes, à Rome.*

Sa Sainteté a daigné accorder à tous les prêtres associés l'indult de l'autel privilégié personnel trois fois chaque semaine et que toutes les messes qui se célébreront pour le suffrage des associés en quelque église ou oratoire public que ce soit, soient célébrées comme à un autel privilégié. Décret du 15 septembre 1851. (Prinzivalli, pag. 148.)

*Institut des fastes du Sacré Cœur.*

Le 19 juin 1888, la S. C. des Indulgences, après audience de S.S. Léon XIII, a accordé, *ad quinquennium*, les indulgences demandés par la « Société des fastes ». Or parmi elles, il y a « la faveur de l'autel privilégié personnel trois fois par semaine » pour les

« membres de la Société qui sont prêtres ». (L'*Institut des fastes du Sacré Cœur*, 1889, p. 85-86.)

*Association de l'Adoration perpétuelle.*

Cette union est érigée, à Rome, dans l'église de Sainte-Madeleine au Quirinal, desservie par les religieuses de l'adoration perpétuelle. Le décret de la Congrégation des Indulgences, du 23 août 1861, porte entre autres indulgences au profit des associés:

Un autel de l'église où est exposé le Très Saint Sacrement est privilégié chaque jour et à perpétuité pour tous les fidèles défunts.

Tous les autels des religieuses Adoratrices sont privilégiés pour chaque jour à perpétuité pour les associés défunts. (Prinzivalli, pag. 195.)

*Association du S. Cœur de Marie, érigée à Rome dans l'église de Saint-Eustache.*

Sont privilégiés tous les autels de l'église de Saint-Eustache pour les messes que les associés y font célébrer pour le suffrage des défunts frères et sœurs de la pieuse union. Décret du 18 août 1844. (Prinzivalli, pag. 108.)

*Pieuse maison des exercices, près Ponterotto, à Rome.*

Faculté (pour les députés) de l'autel privilégié personnel en célébrant sur quelque autel que ce soit de la pieuse maison, pendant le temps des exercices spirituels.

Toutes les messes qui se célèbrent à quelque autel que ce soit pour le suffrage des personnes associées (à l'œuvre pie des bienfaiteurs de la pieuse maison) seront célébrées comme à un autel privilégié. Décret du 21 août 1854. (Prinzivalli, pag. 177-179.)

*Pieuse union de prêtres, dans les Indes.*

Deux pieuses sociétés de prêtres ont obtenu un indult de privilège pour toutes les trois messes prescrites à l'intention des associés défunts.

MECHOACAN. IN INDIIS [1]. — Cum sicut humillime exponebatur in civitate Valisoletana, Mechoacan. diœcesis, in Indiis, quædam pia unio presbyterorum, compacta ex decano et capitulo cathedralis ecclesiæ dictæ civitatis nec non religiosis ordinum Min. Obser. S. Francisci, Augustinianorum discalceatorum, B. M. Virginis de Mercede ac de Monte Carmelo, quinque provinciarum dictæ diœcesis reperiatur erecta, sub hoc statuto quod prædictæ unionis sacerdotes, sive sæculares sive regulares, pro ipsorum quolibet e vita deceden. tres missas celebrare debeant. Sanctissimus Do-

1. Mechoacan, archevêché (Mexique).

minus Noster Clemens PP. XIII, dummodo de asserto onere coram Ordinario constiterit, clementer indulsit, ut prædictæ tres missæ, quæ pro animabus ipsorum presbyterorum, quæ Deo in charitate conjunctæ ab hac luce migraverint, ad quodlibet altare cujuscumque ecclesiæ celebrabuntur, animabus hujusmodi pro quibus celebratæ fuerint perinde suffragentur ac si ad altare privilegiatum celebratæ fuissent. Non obstantibus in contrarium facientibus quibuscumque. Præsenti in perpetuum valituro. Voluitque Sanctitas Sua hanc gratiam suffragari absque ulla brevis expeditione. Datum Romæ ex Secretaria Sac. Congregationis Indulg. die 16 julii 1765. N. card. Antonellus Præf. — S. Borgia secret. (*Decreta*, n° CCLXXVI, p. 212-214.)

COMACLEN.[1]. — Cum sicut humillime exponebatur quæ in civitate Comaclen. canonice quædam pia unio presbyterorum tantum, reperitur erecta, quorum præcipua cura est presbyteros in extremo agone laborantes pie adjuvare eorumdemque cadavera ad sepulturam associare, sub hoc inter cætera statuta vel laudabili consuetudine, quod ipsa unio vel singuli illius confratres, sive pro omnibus ejusdem confratribus defunctis, sive pro quolibet confratre hujusmodi ab hac vita decedente, nonnullas missas respective celebrare vel celebrari facere soleant, Sanctissimus Dominus Noster Clemens PP. XIII, dummodo de asserto onere seu laudabili consuetudine coram Ordinario constiterit, clementer indulsit ut omnes et singulæ missæ juxta prædictum statutum vel consuetudinem celebrandæ, quæ pro animabus ipsorum confratrum, quæ Deo in charitate conjunctæ ab hac luce migraverint, ad quodlibet altare cujuscumque ecclesiæ celebrabuntur, animabus hujusmodi pro quibus celebratæ fuerint, perinde suffragentur ac si ad altare privilegiatum celebratæ fuissent. Non obstantibus in contrarium facientibus quibuscumque. Præsenti in perpetuum valituro. Voluitque Sanctitas Sua hanc gratiam suffragari absque ulla brevis expeditione. Datum Romæ ex Secretaria Sac. Congregationis Indulgentiarum, die 4 maii anno 1766. N. card. Antonellus Præf. — S. Borgia secret. (*Decreta*, n° CCLXXXIII, p. 217-219.)

*Association de prières pour les prêtres défunts, dans le couvent de Sorrente.*

Par rescrit de la S. C. des Indulgences, du 15 mars 1890, l'autel privilégié a été accordé par Léon XIII, deux fois la semaine, aux prêtres qui font partie de l'association : « Sacerdotibus sodalibus bis in hebdomada tribuitur indultum altaris privilegiati personalis, pro missis ab eisdem celebrandis in suffragium defunctorum. » (*Anal. jur. pont.*, 1891, col. 360.)

1. Comacchio, évêché (Italie).

*Congrégation de la Sainte Communion, au Caravita, à Rome.*

Le pape Benoît XIV, de sainte mémoire, par son bref qui commence *Præclaris Romanorum Pontificum,* donné à Rome le 24 avril 1748 et nouvellement inséré dans la bulle d'or, accorde que toutes les messes célébrées par des prêtres tant séculiers que réguliers à l'autel de l'oratoire de la congrégation pour l'âme des frères et sœurs de la même congrégation, profitent à leurs âmes de la même manière que si elles avaient été célébrées à un autel privilégié et en outre que les prêtres, frères de la congrégation, en célébrant la messe à quelque autel et église que ce soit pour l'âme de leurs confrères, obtiennent le même effet que ci-dessus. Le même Souverain Pontife, par son rescrit spécial expédié le 18 février 1754, a de nouveau déclaré bénignement privilégié pour chaque jour et à perpétuité l'autel de l'oratoire pour l'âme des frères et sœurs de la congrégation. Décret du 19 décembre 1758. (Prinzivalli, p. 39.)

*Congrégation Prima Primaria, au collège romain et dans les collèges, maisons, séminaires, résidences et autres lieux de la Compagnie de Jésus.*

Altare cujusvis congregationis aut sodalitii ejusmodi est privilegiatum, cum extensione ad omnes sacerdotes pro anima quorumlibet ipsorum sodalium tantum.

Ipsi vero sodales sacerdotes possunt pro anima suorum pariter sodalium celebrare missam cum eodem privilegio ad quodlibet altare cujuscumque ecclesiæ. Décret du 7 décembre 1748. (Prinzivalli, pag. 30.)

Sont privilégiés les autels de la congrégation, pour quelque prêtre que ce soit, mais à l'intention seulement des associés défunts. Le privilège est personnel aux prêtres associés en quelque lieu qu'ils célèbrent, à la même intention.

*Congrégation de l'Immaculée-Conception, érigée au Séminaire Romain.*

1. L'autel de la congrégation est privilégié à perpétuité pour l'âme de chaque congréganiste défunt. Les prêtres inscrits dans la congrégation jouissent personnellement du même privilège au profit seulement des congréganistes défunts.

2. Le jour de l'Immaculée Conception de la très Sainte Vierge et le 2e et 3e dimanche de juillet, pour l'âme de quelque fidèle que ce soit. Décret du 26 juillet 1845. (Prinzivalli, p. 117.)

*Congrégation de Sainte-Anne, dans l'église de Saint-Laurent in Borgo, à Rome.*

Chaque frère et sœur de cette congrégation jouira, après sa mort, des uffrages de vingt messes qui seront célébrées et appliquées chaque année our le salut de leurs âmes à l'autel consacré par Benoit XIII, de sainte ıémoire, en l'honneur de la très Sainte Vierge et des saints Joachim et ınne et déclaré privilégié pour chaque jour et à perpétuité par Benoit XIV, 'heureuse mémoire, par le bref *Omnium saluti* expédié le 23 décembre 743.

On appliquera pareillement dix messes pour une seule fois au susdit utel pour l'âme de chaque frère ou sœur qui aura donné tout le temps de a vie l'aumône prescrite par l'article IV. Décret du 7 juillet 1846. (Prinzi-alli, pag. 122.)

*Association de la Propagation de la Foi.*

Par décret de la Congrégation des Indulgences, en date du 17 ›ctobre 1847, tous les autels de l'église ou oratoire public où se élèbre la commémoraison des aggrégés à l'œuvre de la Propagation le la Foi défunts, sont déclarés privilégiés.

Ut autem animæ fidelium defunctorum tam piæ ac salutari Societati dscriptorum magis magisque suffragentur, Sanctitas Sua benigne con-essit, ut omnia et singula altaria ecclesiæ vel oratorii publici, in quibus am generalis quam peculiaris defunctorum, ut supra adscriptorum, com-ıemoratio fit, privilegiata sint pro missis, quæ in eisdem altaribus a uocumque sacerdote in suffragium illorum adscriptorum celebrantur, ›ro quibus ea die vel generalis vel peculiaris commemoratio celebretur. *Annales de la Propagation de la Foi*, tom. XXXII, p. 89.)

Il se fait chaque année un service solennel pour tous les défunts e l'association dans tous les endroits où il existe un conseil diocé-ain, une division, une centurie ou même simplement une décurie.

Les prêtres collecteurs ont le privilège de l'autel deux fois la emaine, par concession de Pie IX *ad septennium*, conformément à a supplique présentée par les conseils centraux :

Très Saint-Père, les présidents et les membres des Conseils centraux e l'OEuvre de la Propagation de la Foi, prosternés aux pieds de Votre ainteté, osent la supplier de renouveler et d'étendre quelques-unes des aveurs dont elle a déjà enrichi cette OEuvre. Ils désireraient, Très Saint-'ère, qu'il vous plût de concéder aux prêtres ci-dessous désignés comme eurs plus laborieux coopérateurs les pouvoirs suivants, dont ils useront ,vec le consentement de l'Ordinaire.

I. — A tout prêtre qui, dans l'année, aura versé à la caisse de l'OEuvre ıne somme représentant au moins le produit de cent souscriptions (260 fr.),

soit que cette somme ait été recueillie par lui, ou qu'elle ait été centralisée dans ses mains, ou qu'elle provienne de sa générosité ;

A tout prêtre qui, dans l'année, aura versé à la caisse de l'Œuvre une somme représentant au moins le produit de huit souscriptions (20 fr. 80) par chaque centaine d'âmes de la paroisse qu'il habite ou de l'établissement auquel il est attaché, quelle que soit, d'ailleurs, la provenance de cette somme :

1° Le pouvoir de bénir et indulgencier les croix, médailles, statuettes, chapelets ou rosaires (indulgences apostoliques) ;

2° Le pouvoir d'appliquer aux chapelets les indulgences dites de *Sainte Brigitte.*

3° La faculté de donner aux fidèles, qui sont à l'article de la mort, l'indulgence plénière ;

4° La faveur de l'autel privilégié personnel, deux fois par semaine.

II. — A tout prêtre, membre d'un Conseil ou d'un Comité chargé de veiller aux intérêts de l'Œuvre ;

A tout prêtre qui, dans l'année, aura versé à la caisse de l'Œuvre une somme représentant au moins le produit de mille souscriptions (2.600 fr.), quelle que soit la provenance de cette somme :

1° Les mêmes faveurs qu'aux prêtres collecteurs d'une centurie ou de huit souscriptions par chaque centaine d'âmes ;

2° La faveur de l'autel privilégié personnel, cinq fois par semaine.

Dans le cas où les sommes à recueillir seraient momentanément incomplètes, nous supplions Votre Sainteté de daigner proroger les pouvoirs du prêtre, qui aura fait le versement intégral de l'année précédente, jusqu'à la clôture de l'exercice courant.

Nous attendons, Très Saint-Père, dans les sentiments d'une humble confiance, qu'il plaise à Votre Sainteté d'exaucer la prière que nous osons déposer à vos pieds sacrés ; et nous implorons sur nos associés et sur nous la bénédiction apostolique.

Nous sommes, avec le plus profond respect et le plus filial dévouement, — De Votre Sainteté — Les très humbles et très obéissants serviteurs et fils. — *Les Présidents des Conseils centraux de Lyon et de Paris,* Fr. des Garets, Gaudry.

Lyon, le 28 octobre 1871.

Ex audientiâ SSmi habitâ die 31 decembris 1871. — SSmus Dominus Noster Pius divinâ providentiâ Papa IX, referente me subscripto secretario S. Congregationis de Propagandâ Fide, quo pium Opus Propagationis Fidei, de sanctis Missionibus optimè meritum, majora in dies incrementa suscipiat, inclinatus ad preces ab Præsulibus aliisque a Consiliis Centralibus ejusdem Operis porrectas, sacerdotibus in præcedenti supplici libello designatis sub num. I et II, de Ordinariorum consensu, sequentes facultates ad septennium benignè concedere dignatus est, pro annis tamen, in

quibus memorati presbyteri summas in eodem supplici libello enunciatas reapsè solverint, vel fuerint à Consiliis pii Operis.

1° Facultatem benedicendi extra Urbem rosaria seu coronas precatorias, cruces, crucifixos, imagines, parvas statuas et sacra numismata, eisque applicandi consuetas indulgentias, etiam S. Brigittæ nuncupatas, debitisque adimpletis conditionibus lucrandas.

2° Facultatem impertiendi benedictionem cum indulgentiâ plenariâ Christi fidelibus in mortis articulo constitutis, servatâ constitutione s. m. Benedicti XIV, inc. *Pia mater*.

3° Indultum personale altaris privilegiati, dummodo intuitu hujus privilegii nihil omnino præter consuetam eleemosynam percipiant; quod quidem indultum Sanctitas Sua presbyteris qui sub num. I designantur, *bis* in hebdomadâ, illis autem qui sub num. II *quinquies*, impertita est.

Datum Romæ, ex ædibus ejusdem S. Congregationis, die et anno prædictis. Gratis omnino absque ullâ solutione quocumque titulo. — Joannes SIMEONI, *secretarius*.

Léon XIII a daigné, le 16 juin 1878, proroger, pour sept ans, les pouvoirs et les privilèges accordés, par le rescrit pontifical du 31 décembre 1871, aux prêtres collecteurs de l'Œuvre de la Propagation de la Foi.

Ex audientiâ SSmi diei 16 junii 1878. — Sanctissimus Dominus Noster Leo divinâ Providentiâ PP. XIII, referente me infrà scripto S. Congregationis de Propagandâ Fide secretario, RR. DD. presbyteris collectoribus pii Operis Propagationis Fidei benigne prorogare dignatus est ad septennium facultates omnes et privilegia eisdem concessa in audientiâ diei 31 decembris anni 1871 in formâ et terminis præcedentis rescripti.

Datum Romæ ex Æd. dictæ S. C., die et anno ut suprà. — J.-B. AGNOZZI, *secretarius*.

Gratis quocumque titulo.

L'*Ami du Clergé* a résolu pratiquement deux questions relatives à cette concession :

I. — Pour jouir des faveurs ci-dessus est-il requis que le prêtre soit, dans tous les cas, chargé de recueillir les aumônes? Un prêtre, non chargé de recueillir les aumônes, mais qui versera de ses propres deniers le produit d'une dizaine entière, aura-t-il les faveurs ci-dessus énumérées ?

II. — Pour pouvoir user des pouvoirs et facultés concédés, suffit-il d'avoir *l'intention de verser* dans le courant de l'année, ou bien faut-il avoir *versé réellement*? Dans cette dernière hypothèse, si l'on ne verse qu'au mois de décembre, on ne pourra user des pouvoirs que durant un temps bien restreint. Cela ne paraît pas vraisemblable. Il semble que le pape accorde les pouvoirs et facultés à tout prêtre qui a *l'intention* de verser le produit

d'une dizaine entière, soit que ce prêtre soit chargé de recueillir les aumônes, soit qu'il ne le soit pas, et avant tout versement.

Ad I. — Il n'est pas nécessaire que le prêtre qui verse le montant d'une dizaine de ses propres deniers soit chargé de recueillir les aumônes; pourvu qu'il verse 26 francs de sa bourse, il participe aux faveurs.

Pour celui qui est chargé de recueillir les aumônes, aucune somme n'est déterminée. Quelles que soient d'ailleurs les aumônes qu'il recueille, il jouit des faveurs, n'eût-il que quelques associés. C'est le cas de tout curé qui se trouve seul dans sa paroisse.

Ad II. — Pour jouir la *première fois* de ces pouvoirs, quand on fournit une dizaine, il faut avoir versé la somme effectivement, pensons-nous. Mais une fois le premier versement fait, les pouvoirs durent jusqu'à la fin de l'exercice, c'est-à-dire jusqu'au moment où, d'après les statuts, on doit faire le versement suivant. Nous appliquons à ce cas la décision qui a été donnée pour les prêtres qui versent le produit de dix ou de cent dizaines :

« Quæritur a quo temporis puncto sacerdos collector facultatibus ac privilegiis uti incipere possit? — Resp. : *Sacerdos collector jus ad privilegia habet a die qua vel totam unius anni summam, vel partem summæ juxta Operis statuta solverit* (16 jul. 1887). » Les conditions du versement ont été modifiées, il est vrai, par le décret du 4 août 1889, mais on doit appliquer les mêmes principes.

### *Association de la Sainte-Enfance.*

Dans l'indult qui accorde aux directeurs de la Sainte-Enfance le privilège de l'autel trois fois par semaine, se trouve cette restriction : « Dummodo sacerdotes, de quibus in supplici libello, simile indultum pro alia die non obtinuerint. » (Ex rescripto diei 19 julii 1879, renovato die 17 julii 1886.)

Cette clause ne permet pas de cumuler les deux concessions de la Propagation de la Foi et de la Sainte-Enfance.

### *Vénérable collège des Caudataires des Cardinaux, à Rome.*

Par rescrit du 17 mai 1756, Sa Sainteté Benoit XIV a daigné concéder à perpétuité à tous les caudataires, présents et futurs, inscrits ou à inscrire au collège, l'indult personnel de l'autel privilégié pour deux jours de la semaine, à condition qu'ils ne prendront pas pour cette grâce une aumône plus forte que l'aumône usuelle et pourvu qu'ils remplissent les obligations qui sont attachées à leur église ou collège. — Décret du 4 septembre 1756. (Prinzivalli, p. 34.)

## XVIII. — De l'autel privilégié dans les chapelles.

1. Il faut distinguer quatre sortes de chapelles, selon qu'elles sont *curiales, seigneuriales, publiques* ou *domestiques.*

2. Les chapelles *curiales* sont celles où, pour la commodité des fidèles trop éloignés de l'église paroissiale, s'accomplissent les fonctions curiales, comme baptême, sépulture, messe paroissiale.

On a vu, au chapitre XIV, que ces chapelles jouissent du droit d'autel privilégié septennal, que les évêques peuvent accorder en vertu d'un indult pontifical.

3. On nomme chapelles *seigneuriales* celles que l'église concède à des personnes de distinction qui en ont la charge et l'entretien. D'ordinaire, ces chapelles sont affectées à la sépulture de la famille du fondateur, qui y entretient parfois ou un chapelain ou une fondation de messes. Elles font partie de l'église à laquelle elles sont accolées et sur la nef de qui elles ouvrent.

La concession est presque toujours limitée aux défunts de la famille. Voici trois inscriptions qui en font foi dans l'église d'*Ara Cœli.*

*Dans la chapelle Cavalieri ou de St-Grégoire.*

Urbanus PP. VIII
Ad futuram memoriam. Exponi
fecit dilecta filia Paulina Maffei
de Cavaleriis, mulier nobilis Romana,
quod ipsa cappellam S. Gregorii
familiæ de Cavaleriis in ecclesia
B. Mariæ de Ara Cœli restauravit.
Cupit altare cappellæ hujusmodi
privilegio pro animabus
defunctorum e purgatorii
pœnis per modum suffragii
liberandis in perpetuum
decorari. Nos igitur supplicationibus
inclinati, quod missæ defunctorum
ad altare dictæ cappellæ pro
animabus bo. me. Jacobi
cardinalis de Cavaleriis et
suorum consanguineorum
vel affinium celebrandæ

animabus præfatis suffragentur,
perinde ac si ad altaria ab
hac S. Sede pro animabus
defunctorum privilegiata
celebratæ essent, apostolica auctoritate
tenore præsentium concedimus.
Ut ex brevi expedito die
VIII maii MDCXXXVIII,
pontificatus anno sexto ac exhibito in
actis D. Hieronimi Sercamilli notarii
Capitolini, die XXVIII septembris MDCCXIII.

*Dans la chapelle Reali ou de St-Bernardin de Sienne.*

D. O. M.
Benedictus XIV, pont. max.,
altare hoc Deo in honorem S. Bernardini dicatum,
quod
sacelli patronatus Ignatius Reali, utriusque signaturæ referendarius,
sacrosanctæ Vaticanæ basilicæ canonicus et altarista,
apostolicis cæremoniis præfectus
ac Sac. Congreg. Cæremonialis secretarius,
tam in suæ quam consanguineorum animæ suffragium
perenni sacerdotio auxerat,
ex speciali gratia
perpetuo privilegio
ditavit,
die XXVIII septembris MDCCLIII.

*Dans la chapelle Tartaglia ou de St-Jacques.*

Benedicto XIV, p. o. m.,
quod altare hoc S. Jacobi apostoli
privilegio condecoraverit perpetuo
ut quoties sacrum missæ ageretur,
pro quibuscumque defunctis e familia
Tartaglia, animæ eorum e
purgatoriis pœnis liberentur,
Paulus Tartaglia grati animi
monumentum
anno MDCCLIV poni curavit.

Dans l'église des Stigmates, à Rome, la chapelle Borgnana offre cette inscription un peu prétentieuse, mais où le privilège semble étendu à tous les fidèles indistinctement.

Indulgentia Pii IX pontificis maximi
rite in hac cella supplicantibus
III kal. oct. die anniversaria
Michaelis principis angelorum invicti maximi
admissorum pœnam omnem
expiare datum est.

A Ste-Martine, un bref d'Innocent XII, daté du 4 mai 1693, privilégie l'autel de la chapelle St-Lazare, le lundi et le vendredi de chaque semaine, ainsi que pendant l'octave de la Commémoraison des morts, à la condition expresse que chaque jour six messes seront célébrées dans l'église. Ce bref, gravé sur marbre noir, est rédigé suivant la formule *Omnium saluti.* Il n'y a de spécial que les passages suivants :

Cum itaque sicut dilectus filius Lazarus Baldi Nobis nuper exponi fecit, ipse altare sub titulo seu invocatione Sancti Lazari monachi in ecclesia Sanctæ Martinæ de Urbe sua impensa magnifice extruxerit, illudque congrua dote ei constituta decenter ornaverit, nos ejusmodi Lazari pietatem plurimum in Domino commendantes ac ecclesiam hujusmodi, in qua aliud altare privilegiatum ad tempus nondum elapsum forsan reperitur concessum, quod per præsentes revocamus, nec non in ea situm altare supradictum hoc speciali dono illustrare volentes, dummodo tamen in dicta ecclesia sex missæ quotidie celebrentur, supplicationibus ipsius Lazari nomine nobis super hoc humiliter porrectis inclinati,...... missam defunctorum in die commemorationis defunctorum et singulis diebus intra illius octavam, ac secunda et sexta feriis cujuslibet hebdomadæ pro anima cujuscumque Christifidelis....... Præsentibus perpetuis futuris temporibus valituris. Datum Romæ apud S. Mariam Majorem sub annulo piscatoris, die IV maii MDCXCIII, pontificatus nostri anno secundo. I. F. card. Albanus.

La chapelle de St-Mathieu, érigée dans l'église nationale de St-Louis des Français, à Rome, par le cardinal Mathieu Cointrel, originaire du diocèse du Mans, fut privilégiée pour son autel unique, à l'intention de tous les fidèles défunts indistinctement. La bulle, datée du ) des calendes de janvier, l'an 1574, est rédigée suivant la formule *Omnium saluti.* Grégoire XIII privilégie provisoirement l'autel du Crucifix jusqu'au complet achèvement de la chapelle, à l'entrée du laquelle la bulle elle-même a été gravée sur marbre. En voici la teneur :

Gregorius episcopus, servus servorum Dei. Ad perpetuam rei memoriam. Omnium saluti paterna charitate intenti, inter tam multa pietatis officia

quæ nos pro munere nostro convenit exercere, sacra interdum loca speciali privilegio insignimus, ut inde fidelium defunctorum saluti amplius consulatur. Quocirca ut ecclesia sancti Ludovici nationis gallicanæ de Urbe simili usque adhuc privilegio minime decorata ac in ea cappella quam dilectus filius Matthæus Contarellus Cenomanus, datarius et prælatus noster domesticus, sub invocatione Beati Matthæi Apostoli et Evangelistæ sumptuose instituendam atque instruendam de bonis sibi a Deo collatis curat ejusdemque cappellæ altare hoc speciali dono illustretur, nos ferventi quoque devotioni ac precibus dicti Matthæi inclinati, auctoritate nobis a Domino tradita concedimus ut quoties missa ad prædictum altare celebrabitur pro anima cujuscumque fidelis quæ in charitate Deo conjuncta ab hac luce migraverit, ipsa de thesauro Ecclesiæ indulgentiam consequatur, quatenus Domini Nostri Jesu Xpi et Beatissimæ Virginis Mariæ, Beatorum Apostolorum Petri et Pauli aliorumque sanctorum omnium meritis suffragantibus, a purgatorii pœnis liberetur; quin etiam dum cappella prædicta instruitur, missæ prædictæ ad altare Crucifixi, situm in dicta ecclesia, possint cum eadem indulgentia celebrari.

Datum Romæ apud sanctum Petrum, anno Incarnationis Dominicæ MDLXXIV, nono kalendas januarii, pontificatus nostri anno III. — M. Datarius. — Cæs. Glorierius. — A. de Alexiis.

4. Dans les concessions suivantes, aucune restriction n'est apposée.

L'autel de St-François, aux SSts-Apôtres, privilégié par Grégoire XIII, en 1573, pour chaque jour et pour chaque prêtre y célébrant pour les défunts, fut confirmé par bref de Benoit XIV, en 1751 (*Forcella*, t. II, p. 281, n° 863) :

Altare hoc omnipotenti Deo
in honorem seraphici Patris
S. Francisci erectum privilegio
qvotidiano perpetvo, ac libero
pro omnibvs defvnctis
ad quoscvmque sacerdotes
per Gregorivm papam XIII
die prima avgvsti MDLXXIII
insignitvm, ac vigore brevis
Benedicti papæ XIV die IV
octobris MDCCLI generaliter
de novo fvit confirmatvm.

Cette confirmation était nécessaire, parce qu'il existait déjà dans la même église deux autres autels privilégiés.

*A Ste-Marie* dell' Anima, *autel de Ste-Barbe* (Forcella, t. III, p. 489, n° 1190) :

Gregorius pp. XIII
anno MDLXXVIII cal. ivnii
concessit altare S. Barbaræ
privilegiatvm qvotidianvm
perpetvo valitvrvm

Innocent XI, en 1678, privilégia l'autel de la Vierge, dans l'église des Sts Ambroise et Charles au Corso (Forcella, t. V, p. 353, n° 980) :

Innocentivs vndecimvs pont. max.
die prima martii anno MDCLXXVIII
pontificatvs svi secvndo
ad svpplicationem Aloysii
cardinalis Homodei protectoris
in perpetvvm concessit
vt quandocvmque qvilibet sacerdos
ad hvivs ecclesiæ
Deiparæ Virginis altare
pro anima cvivscvmqve fidelis
sacrificium obtvlerit
ipsa a purgatorii pœnis liberetvr.

5 Les chapelles *publiques* sont celles que l'évêque peut autoriser en vertu de sa juridiction ordinaire, comme chapelles d'hôpital, de conservatoire, de collège, etc., ou toute autre ouverte à tous les fidèles indistinctement, avec porte sur la voie publique.

Passavien[1]. — Sanctissimus concessit in eadem cappella publica (sub titulo Sanctissimi Redemptoris, in novo infirmorum nosocomio ejusdem civitatis ac diœcesis Passavien.) altare privilegiatum quotidianum perpetuum pro missis, quæ a quocumque sacerdote, sæculari sive regulari, in suffragium infirmorum, inservientium ac benefactorum ejusdem nosocomii ex hac vita decedentium in eodem celebrabuntur. Die 28 feb. 1776. — J. C. de Somalia secret. (*Decreta*, n° CCCLXXI, p. 272.)

Grégoire XVI, par bref du 14 janvier 1834, a privilégié pour les défunts et à l'usage des prêtres tant réguliers que séculiers l'autel de la chapelle du château d'Hautefort, appartenant au baron de Damas, dans le diocèse de Périgueux, et qui est déclarée *chapelle publique.*

Gregorius PP. XVI. — Ad perpetuam rei memoriam. Omnium saluti, etc. Expositum Nobis nuper est a dilectis filiis barone de Damas ejusque conjuge, in eorum castro, cui nomen d'Hautefort, intra limites Petrocoricensis diœceseos, publicum esse sacellum, ubi ex apostolica venia sacrum quotidie

1. Passau, évêché (Bavière).

celebratur. Et quoniam castrum idem pluribus circumjectum familiis a parochiali ecclesia longe distat, suppliciter a Nobis petiere ut altare ejusdem sacelli privilegio apostolico perpetuo donetur, itemque ut inibi nonnullis per annum diebus sacrum solemnis ritus peragi possit et sanctissimum Eucharistiæ Sacramentum adorandum proponi iisdemque diebus sacræ indulgentiæ lucrifieri.

Nos igitur oratorum pietatem plurimum in Domino commendantes eorumque precibus permoti, auctoritate Nobis ab ipso Domino tradita, dictumque sacellum speciali dono illustrare, de omnipotentis Dei misericordia ac beatorum Petri et Pauli apostolorum ejus auctoritate confisi, ut quandocumque sacerdos aliquis sæcularis vel cujusvis ordinis, congregationis et instituti regularis, missam defunctorum pro anima cujuscumque christifidelis, quæ Deo in charitate conjuncta ab hac luce migraverit, ad illud altare commemorati sacelli celebrabit, anima ipsa de thesauro Ecclesiæ per modum suffragii indulgentiam consequatur et Domini Nostri Jesu Christi ac beatissimæ Virginis Mariæ sanctorumque omnium meritis sibi suffragantibus, a purgatorii pœnis liberetur, concedimus et indulgemus. Eadem præterea auctoritate Nostra facultatem facimus qua in sacello de quo agitur, de licentia tamen Ordinarii, tum dominica proxima festo Visitationis Beatæ Mariæ Virginis, tum in aliqua quadragesimæ dominica per præfatum ipsum Ordinarium præfinienda, sacrificium ex Ecclesiæ ritu solemniter celebretur atque Eucharistica hostia publicæ fidelium venerationi adoranda proponatur, itemque singulis quibusque christifidelibus, vere pœnitentibus et confessis ac sacra communione refectis, qui præfatum sacellum hisce diebus cujuslibet anni devote visitaverint ibique pro christianorum principum concordia, hæresum extirpatione ac sanctæ Matris Ecclesiæ exaltatione pias ad Deum preces effuderint, plenariam omnium peccatorum suorum remissionem, quam etiam animabus christifidelium, quæ Deo in charitate conjunctæ ab hac luce migraverint, per modum suffragii applicari posse misericorditer in Domino elargimur.

In contrarium facientibus non obstantibus quibuscumque. Præsentibus perpetuis futuris temporibus valituris.

Datum Romæ apud Sanctum Petrum sub annulo piscatoris die decima quarta januarii millesimo octingentesimo trigesimo quarto, pontificatus Nostri anno tertio. (*Bullar. Rom. continuat.*, t. XIX, p. 302.)

6. En 1849, demande ayant été faite à Pie IX de privilégier l'autel d'un oratoire public, l'exécution de l'indult fut renvoyée à l'ordinaire, afin que lui-même déclare privilégié cet autel, mais pour sept ans seulement et pour deux jours par semaine, qui seront déterminés. Il est requis formellement que l'oratoire soit public et considéré comme une véritable église.

Voici le texte de la supplique et de l'indult, expédié sous forme de rescrit :

Très Saint-Père, le baron Rosset de Tours, dans le diocèse de Tarentaise en Savoie, humblement prosterné aux pieds de Votre Sainteté, supplie pieusement qu'il lui soit accordé un autel privilégié dans l'oratoire public qui existe dans son château de Tours. Que Dieu, etc.

Ex audientia Sanctissimi. — Sanctissimus D. N. Pius PP. IX benigne remisit preces arbitrio et prudentiæ ordinarii ad hoc ut declaret altare unicum præfati oratorii, dummodo publicum sit et tanquam vera ecclesia habeatur, privilegiatum, ad septennium, duobus cujuscumque hebdomadæ diebus, semel ab eo fixandis, pro missis quæ in eodem in suffragium fidelium defunctorum celebrabuntur. Præsenti valituro absque ulla brevis expeditione.

Datum in villa regali Portici prope Neapolim, die 8 septembris 1849
Loco ✝ sigilli. — Jacobus Gallo, secretarius.

L'évêque a ainsi libellé le décret exécutoire :

Joannes Franciscus Marcellinus Turinaz, miseratione divina et Sanctæ Sedis Apostolicæ gratia episcopus Tarantasien. Præcedentes litteras apostolicas, quas maxima cum reverentia suscepimus, executioni mandari bonum arbitrantes, auctoritate apostolica prædictis litteris Nobis collata declaramus altare unicum oratorii de quo in iisdem privilegiatum ad septennium duobus cujuscumque hebdomadæ diebus, scilicet feria tertia et sexta pro missis quæ in eodem in suffragium fidelium defunctorum celebrabuntur, dummodo ejusdem oratorii aditus fidelibus pateat dum in eo præfatis diebus missa celebratur. Munsterii, 8 novembris 1850. ✝ J. Franciscus M. Episcop. Tarent. De mandato : A. Miedan, cancell.

7. On entend par chapelles *domestiques* ou *privées* celles qui sont situées dans l'intérieur d'une maison, sans aucune relation directe avec le dehors et à l'usage exclusif des indultaires. Ces chapelles ne peuvent être érigées que par le Souverain Pontife.

La concession du privilège est ordinairement limitée aux défunts de la famille.

En voici un exemple tiré du bref de concession faite d'une chapelle domestique à la famille Arlin de la Haye, au diocèse de Poitiers, le 25 mai 1854 :

Præterea de apostolicæ potestatis nostræ plenitudine memorati oratorii altare, durante indulto hisce litteris ut supra concesso, privilegio apostolico pro defunctis oratorum familiæ ditamus, augemus.

8. En 1844, Grégoire XVI accorda l'autel privilégié dans un oratoire privé, mais seulement deux fois chaque semaine, pour les défunts de la famille et pendant la durée de l'indult apostolique, expédié pour la célébration d'une seule messe chaque jour. L'indult a été donné sous forme de rescrit.

Très Saint-Pierre, Le comte Pierre-François Hippolyte Greyfié de Bellecombe, sa femme, comtesse de Castelnove, et leurs fils comte Amédée et chevalier Charles, qui jouissent par bref apostolique de l'indult de l'oratoire privé dans la ville et diocèse de Tarentaise, supplient pour que l'autel de cet oratoire soit déclaré privilégié pour deux jours de chaque semaine, seulement pour les messes qu'ils feront célébrer pour le suffrage des âmes des défunts de leur famille, tant que durera l'indult apostolique, expédié pour la célébration d'une seule messe. Que Dieu, etc.

Ex audientia Sanctissimi, die 27 Julii 1844. — Sanctissimus benigne annuit pro indulto altaris privilegiati duobus in qualibet hebdomada vicibus pro missis dumtaxat in privato introscripto oratorio in suffragium animarum defunctorum de familia oratorum celebrandis et applicandis, durante apostolico indulto pro unius missæ celebratione expedito. A. card. del Drago.

9. Voici un bref où la concession, étendue à chaque messe dite pour un membre de la famille, est limitée à la durée même de l'indult apostolique sur la chapelle privée.

LEO PP. XIII. Dilecte fili, salutem et apostolicam benedictionem. Nobis nuper curavisti, te jam alias ab hac sancta Sede oratorii privati indultum obtinuisse, nunc vero tuis esse in votis ut ejusdem oratorii altare Apostolico privilegio augere benigne dignaremur. Nos porrectis hujusmodi supplicationibus obsecundare volentes, deque omnipotentis Dei misericordia ac BB. Petri et Pauli apostolorum ejus auctoritate confisi, ut quandocumque sacerdos aliquis sæcularis, seu cujusvis ordinis, congregationis et instituti regularis, missam pro anima uniuscujusque e tua familia christifidelis quæ Deo in charitate conjuncta ab hac luce migravit ad tui privati sacelli altare celebrabit; anima ipsa de thesauro Ecclesiæ per modum suffragii indulgentiam consequatur, ita ut D. N. J. C. ac beatissimæ Virginis Mariæ sanctorumque omnium meritis sibi suffragantibus, a purgatorii pœnis, si ita Deo placuerit, liberetur, concedimus et indulgemus. In contrarium facientibus, non obstantibus quibuscumque, præsentibus oratorii privati indulto perdurante tantummodo valituris.

Datum Romæ apud S. Petrum, sub annulo Piscatoris die VI decembris 1881, pontificatus nostri anno quarto. Th. card. Mertel.

*L'Ami du clergé* exclut de la *familia* les *consanguinei* et *affines*; c'est aller trop loin. Le mot *famille* se prend dans son acception

ordinaire, sans restriction, en ligne directe et collatérale, y compris les alliances à tous les degrés. Il n'est pas nécessaire que les « membres « de la famille aient vécu avec l'indultaire principal », puisque cette clause restrictive n'existe pas dans le bref.

« Nous pensons même, ajoute cette revue, que les domestiques morts au service de l'indultaire pourraient bénéficier de l'indulgence de l'autel privilégié qui lui est concédé, par la raison qu'ils sont ses familiers, *de ipsius familia.* » Il y a ici une équivoque : les domestiques sont de la *maison*, mais non de la *famille* proprement dite. Ils ne peuvent donc, à ce titre, jouir d'un privilège qui n'est pas accordé pour eux.

*L'Ami du clergé* est revenu, une autre fois, sur la question et sa solution est parfaitement acceptable.

Q. — 1° Un indult du pape accordant la faveur de « l'autel privilégié » à une famille de ma paroisse possédant une chapelle domestique, étend cette faveur à tous les membres décédés de cette famille jusqu'au quatrième degré, parents par affinité ou par consanguinité, l'indultaire étant le point de départ pour les degrés. Cela posé, voici la question à laquelle je vous prie de répondre : Faut-il que les membres décédés « aient habité » la maison durant leur vie et y soient morts, ou bien la faveur comprend-elle tous les parents, n'importe le lieu de leur résidence pendant leur pèlerinage terrestre ? Y a-t-il une décision de Rome à ce sujet?

R. — Si la condition d'avoir habité la maison n'est pas insérée dans l'indult pour que le défunt puisse jouir de la faveur de l'autel privilégié, nous ne voyons pas pourquoi on n'étendrait pas cette faveur jusqu'au quatrième degré.

Nous avons parcouru attentivement plusieurs brefs de concession de l'autel privilégié pour des chapelles domestiques, en faveur des membres de la famille, et nous n'avons remarqué dans aucune la condition, pour jouir de la faveur, d'avoir habité la maison où se trouve la chapelle, ou d'y avoir terminé sa vie.

10. Il est encore quelques chapelles dans les églises qui attirent les fidèles d'une manière particulière et constante, soit à cause du souvenir pieux qui s'y rattache, soit à cause d'un saint ou d'un tableau que l'on vénère. Telles sont, à Rome, la chapelle Pauline, à Ste-Marie-Majeure et celle de Ste-Catherine de Sienne, à Ste-Marie-sur-Minerve, toutes les deux gratifiées de l'autel privilégié par brefs de Paul V et d'Urbain VIII.

A Ste-Marie-Majeure, l'inscription est gravée sur marbre blanc, à l'entrée de la chapelle :

Paulus PP. V. — Ad perpetuam rei memoriam. Omnium saluti, etc. Volentes igitur capellam B. M. Virginis per Nos in Basilica S. Mariæ Majoris nuncupat. de Urbe constructam et in ea situm altare S. Caroli hoc speciali dono illustrare, auctoritate Nobis a Domino tradita ac de omnipotentis Dei misericordia ac BB. Petri et Pauli apostolorum ejus auctoritate confisi, ut quandocumque sacerdos aliquis sæcularis sive cujusvis ordinis regularis missam defunctorum pro anima cujuscumque christifidelis, quæ Deo in charitate conjuncta ab hac luce migraverit, ad prædictum altare celebrabit, anima ipsa de thesauro Ecclesiæ per modum suffragii indulgentiam consequatur, ita ut ejusdem Domini Nostri Jesu Christi ac beatissimæ Virginis Mariæ Sanctorumque omnium meritis sibi suffragantibus, a purgatorii pœnis liberetur, concedimus et indulgemus. In contrarium facientibus non obstantibus quibuscumque. Datum Romæ apud S. Mariam Majorem sub annulo piscatoris die XIX augusti MDCXIII, pontificatus nostri anno nono. — S. Cobellutius.

Le Bullaire rapporte le Bref d'Urbain VIII.

*Quod sacerdos celebrans in altari capellæ sanctæ Catharinæ Senensis super Minervam pro anima alicujus defuncti liberet eam a pœnis per modum suffragii.* Urbanus Papa Octavus. Ad futuram rei memoriam. Cum, sicut accepimus, dilectus filius noster Anthonius S. Agathæ diaconus cardinalis Barberinus nuncupatus, noster secundum carnem ex fratre germano nepos, ordinis Sancti Dominici apud Nos et Sedem Apostolicam protector, pro eximia sua in Deum pietate ac erga Sanctam Catharinam Senensem dicti ordinis devotione, capellam, olim cubiculum dictæ (Sanctæ Catharinæ) in Urbe existens, cum suis parietibus, incrustationibus et picturis antiquis in eo existentibus transferri ad ecclesiam Beatæ Mariæ super Minervam domus regularis dicti ordinis de eadem Urbe et prope sacristiam dictæ ecclesiæ collocari servaverit.

Nos eamdem capellam spiritualibus indulgentiarum muneribus decorare volentes, auctoritate Nobis a Domino tradita ac de omnipotentis Dei misericordia ac beatorum Petri et Pauli Apostolorum ejus auctoritate confisi, ut quandocumque sacerdos aliquis sæcularis sive cujusvis ordinis regularis missam defunctorum pro anima cujuscumque fidelis quæ Deo in charitate conjuncta ab hac luce migraverit, ad altare dictæ capellæ celebrabit, anima ipsa de thesauro Ecclesiæ per modum suffragii indulgentiam consequatur, ita ut Domini Nostri Jesu Christi ac Beatissimæ Virginis Mariæ, Sanctorumque omnium meritis sibi suffragantibus, a purgatorii pœnis liberetur concedimus et indulgemus.

Datum Romæ apud Sanctam Mariam Majorem, sub annulo piscatoris, die 22 maii 1638, pontificatus nostri anno XV. (*Bullar. ampl. collect.* Rome, 1760, t. VI, p. 139.)

Le décret suivant se trouve dans Prinzivalli :

SEBENICEN. — Cum Antonius Makale, insulæ Auri vulgo *de Zalrin*, diœcesis Sebenicen. in Dalmatia, humillime exposuerit, quamplurimos utriusque sexus Christifideles ad parochialem ecclesiam Sanctæ Mariæ de Zalrin nuncupat. in insula ac diœcesi prædicta existente causa venerandi sacram B. M. V. de Rosario imaginem in altare ejusdem parochialis ecclesiæ sitam et ipsius oratoris ejusque familiæ sumptibus decenter ornatam, magna cum devotione confluere ; ibique, ut cultus B. M. V. magis magisque augeatur, eleemosynas ut in enunciato altare missæ celebrentur frequenter relinquere. Sanctissimus Dominus Noster Pius PP. VI, attentis expositis et ejusdem Antonii Machale precibus benigne annuens, clementer concessit præfatum altare privilegiatum quotidianum, ita ut omnes et singulæ missæ, quæ a quocumque sacerdote sæculari vel regulari pro animabus fidelium in purgatorio detentis, in eodem altare singulis anni diebus celebrabuntur, animæ hujusmodi pro quibus celebratæ fuerint, de thesauro Ecclesiæ per modum suffragii plenariam indulgentiam consequantur. Præsenti in perpetuum valituro absque ulla brevis expeditione. Datum Romæ ex Secretaria Sac. Congregationis Indulgentiarum, die 21 Augusti 1779. J. C. de Somalia secret. (*Decreta*, num. CCCLXXIV, p. 282-283.)

## XIX. — NATURE DE L'AUTEL PRIVILÉGIÉ.

1. Le Saint-Siège n'entendait pas autrefois accorder l'indult aux autels portatifs; pour cela il fallait une concession expresse. Les autels devaient donc être consacrés et fixes, c'est-à-dire la table adhérente à la base devait avoir été l'objet de la consécration. Les pierres d'autel portatives ne semblaient pas susceptibles d'obtenir l'indult, sauf la concession expresse, ainsi que nous venons de dire.

MECHLINIEN [1]. — Publicus professor sacrorum canonum in Universitate catholica Lovaniensi, diœcesis Mechliniensis, ad Sacram Congregationem recurrit pro decisione subsequentium dubiorum :

Quæritur si a Sancta Sede indultum locale altaris privilegiati conceditur, neque ulla facta sit mentio, nec in supplici libello, nec in rescripto, de qualitate altaris sitne fixum scilicet vel portatile, an altare censeri possit privilegiatum, etiamsi sit portatile?

Sac. Congregatio respondit : Negative, excepto casu indulti altaris privilegiati personalis, quo frui potest sacerdos in quocumque altari sive fixo,

1. Malines, archevêché (Belgique).

sive portatili celebraturus. Ita declaravit Sac. Congr., die 15 decembris 1841. (*Decreta*, nº DXXI, p. 439-440.)

En 1844, l'évêque de Tarentaise consulta le Saint-Siège au sujet des autels privilégiés par lui pour sept ans, dans le diocèse, en vertu des lettres apostoliques et dans sa cathédrale, en se conformant à la constitution de Benoît XIII. Il fait observer que la plupart de ces autels ne sont pas fixes, mais portatifs. Il demande, en conséquence, la sanation pour le passé et la faculté de pouvoir privilégier même les autels portatifs. La sacrée Congrégation fit une réponse négative à sa demande, en se basant sur le décret rendu pour Malines en 1841. La question de droit fut donc ainsi tranchée, mais en fait Grégoire XVI maintint le privilège pour tous les autels ainsi érigés même illégalement et accorda, en plus, le pouvoir de les privilégier encore pour sept ans, tant dans les églises paroissiales qu'à la cathédrale, sans que leur portatilité pût y mettre obstacle.

Beatissime Pater, in variis diœcesis Tarantasiensis ecclesiis parochialibus multa sunt altaria privilegiata pro defunctis : alia in perpetuum vi indulti localis a S. Sede benigne concessi; alia ad septennium, declarante episcopo vi litterarum apostolicarum in forma brevis dati sub annulo piscatoris die 13 februarii 1838; et in ecclesia cathedrali unum altare privilegio quotidiano perpetuo decoratum designandum est ab episcopo, vigore concessionis a Benedicto PP. XIII facta in constitutione *Omnium saluti*, data die 20 julii 1724.

Nunc vero unum dubium exortum fuerit utrum prædicta altaria censeri possint vere privilegiata, etiamsi non sint fixa, sed portatilia. Episcopus Tarantasiensis anxietate præcavere aut sedare volens a Beatitudine Vestra humiliter expostulat :

1. An altaria hucusque privilegiata indulto locali a S. Sede concesso, nulla facta mentione de eorum qualitate, censeri possint privilegiata, etiamsi sint portatilia?

2. An idem tenendum sit de altaribus quæ episcopus privilegio ad septennium decorata designavit, vigore litterarum apostolicarum quæ supra memoratæ sunt, ita ut facultas episcopo facta dictis litteris valeat pro altaribus sive fixis, sive portatilibus, an vero pro fixis tantum?

3. An vi constitutionis superius dictæ in quà Benedictus PP. XIII concedit altare perpetuum quotidianum ecclesiis patriarchalibus, metropolitanis et cathedralibus, a patriarcha, metropolita vel episcopo designandum, possi valide designari altare portatile, in iis saltem ecclesiis in quibus nullum est altare fixum?

Quod si responsis ad tria hæc quæsita sit negativa, ex altaribus prædictis vere privilegiatum fere nullum est; imo si ullum altare privilegio deco-

ctur nisi fixum, in fere nullis ecclesiis nostræ diœcesis, ne excepta quidem cathedrali, poterit obtineri tam optanda gratia; enimvero existentibus olim altaribus fixis durante et sæviente perturbatione gallica destructis, exinde nova non fuerunt extructa, nec nisi difficile hodie extruerentur.

Quapropter ad pedes Sanctitatis Vestræ humiliter provolutus Tarantasiensis episcopus enixe supplicat :

1. Ut Beatitudo Vestra convalidare dignetur omnia indulta localia altaris privilegiati hucusque concessa, non facta mentione de altaris qualitate.

2. Ut facultas ipsi facta a Beatitudine Vestra declarandi unum altare privilegio decoratum in unaquaque ecclesia parochiali ad septennium valeat, etiam pro altaribus portatilibus pro ecclesiis saltem quæ nullum habent altare fixum.

3. Ut in ecclesia nostra cathedrali privilegio decoratum declarari possit altare portatile.

Datum Munsterii in palatio nostro episcopali, die 24 aprilis, anno 1844. J.-Franciscus M. Epis. Tarent. De mandato Illustrissimi ac Reverendissimi DD. Episcopi Tarantasien., A. Miedan, cancellarius.

Ex audientia Sanctissimi. Cum ex decreto Sacræ Congregationis Indulgentiarum in uno Mechliniensi sub die 15 decembris 1841 proposito dubio : Si a Sancta Sede indultum locale altaris privilegiati conceditur, neque ulla facta sit mentio, nec in supplici libello, nec in rescripto, de qualitate altaris, sitne fixum scilicet vel portatile, an altare censeri possit privilegiatum, etiamsi sit portatile? — Responsum fuit : Negative, excepto casu indult altaris privilegiati personalis quo frui potest sacerdos in quocumque altari sive fixo, sive portatili celebraturus. — Satis responsum est etiam ad tria dubia quæ eidem Sacræ Congregationi proposuit supradictus orator Tarantasiensis antistes; at vero ad ejusdem episcopi oratoris preces Sanctissimus Dominus Noster Gregorius PP. XVI benigne inclinatus, indulsit ut omnia et singula altaria hucusque per ejus diœcesim privilegio decorata absque ulla mentione de eorum qualitate, revera tanquam privilegiata habeantur juxta tenorem uniuscujusque concessionis, rursumque ut orator, durante impertita facultate per ipsam diœcesim ad septennium altaria, tam in singulis parochialibus ecclesiis, quam præcipue in ecclesia cathedrali, non obstante eorum portatilitate, privilegio decorare possit et valeat. Præsenti valituro absque ulla brevis expeditione. Datum Romæ in Secretaria ejusdem S. Congregationis Indulgentiarum, die 15 junii 1844. Gabriel cardinalis Ferretti, Præfectus. — A. Archipr. — Prinzivalli Substitutus.

2. Trois fois, dans les décrets rendus pour Tournai, Liège et Malines, l'équivoque occasionnée par les mots *autels fixes* et *autels portatifs* fut levée très explicitement, la Congrégation des Indulgences ayant nettement déclaré que l'indulgence portait sur l'autel, en tant que *fixe* et non sur la pierre sacrée, qui était inévitablement

mobile. Il était donc inutile que la mention de la portatilité fût insérée, soit dans la supplique, soit dans le rescrit, car le privilège n'atteignait qu'un autel déterminé, dédié à tel saint d'une manière permanente; si le privilège eût été attaché à la pierre sacrée, comme on pouvait la transporter d'un endroit à un autre, ce privilège eût été essentiellement mobile et non permanent et stable; d'autre part, l'autel détruit, une nouvelle concession n'eût pas été nécessaire, tandis que le contraire est certain.

J'ajouterai que canoniquement le mot *fixe*, appliqué à l'autel, ne s'entend pas identiquement avec le sens que lui donne la liturgie. Ainsi s'expliquent les doutes soulevés.

TORNACEN.[1]. — Pro parte J. Desquenes, sacerdotis et canonici honorarii ecclesiæ cathedralis Tornacensis, exponitur Sac. Congr., quod confratres ... supplicem libellum obtulerint Summo Pontifici Pio VII san. me., qui per rescriptum diei 18 augusti 1818, dignatus est declarare altare privilegiatum, etc., nulla facta mentione qualitatis altaris, quod in supplici libello declaratum fuerat portatile : quidam inde sentiunt mentionem portatilitatis requiri, tum in supplici libello, tum in rescripto; alii vero sufficere si in alterutro; quæritur an requiratur dicta mentio in utroque.

Sac. Congregatio censuit declarari : Constare de privilegio, etiamsi mentio de altaris portatilitate in supplici tantum libello sit expressa, minime vero in concessionis rescripto. Die 31 januarii 1843. (*Decreta*, nº DXLVI, p. 457.)

LEODIEN.[2]. — Item ex præfata Leodiensi diœcesi petitur declarari : An indulgentia seu privilegium altaris a S. Sede concessum sit lapidi consecrato, plerumque portatili in quacumque ecclesia, et cuicumque altari fixo imposito, an vero determinato altari fixo quod proinde alio consecrato lapide imposito, privilegium minime amitteret ?

Sac. Congregatio respondit : Negative, quoad primam partem ; affirmative, quoad secundam, videlicet privilegium de quo supra, datum est altari determinato et in honorem alicujus Sancti specialiter dicato, ita ut privilegium ipsum altari fixo exclusive inhæreat, nec ad aliud altare, etsi fixum, transferendum. Die 27 septembris 1843. (*Decreta*, nº DLVIII, p. 466.)

MECHLINIEN. Professor publicus ordinarius Sac. Canonum in academia catholica Lovaniensi, diœcesis Mechliniensis, ex responsionibus hujus Sac. Congregationis, sub die 15 decembris 1841, ad dubia ab ipso oratore proposita, iterum quærit :

1. Quid intelligit Sacra Congregatio per verba *altare fixum*, seu *locale* ?
2. Quid per vocem *altare portatile?*

1. Tournai, évêché (Belgique).
2. Liège, évêché (Belgique).

Sacra Congregatio respondit : Ad primum, intellexisse altare fixum quiem quod a loco dimoveri non possit, sed non tamen cujus superior pars ive mensa sit ex integro lapide vel adeo calce conjuncta ut lapis conseratus amoveri non possit; secus enim diruto altari quod privilegiatum oncessum erat ob alicujus Sancti imaginem, post novam constructionem, ovo indigeret privilegio.

Item ad secundum intellexisse altare, ut dicitur, viaticum, quod constat antum ex unico lapide integro, tantæ magnitudinis ut calicis pedem cum atena saltem quoad majorem partem capere possit, vel quod de uno in lium locum transfertur. Ita Sac. Congr., die 20 martii 1846. (*Decreta*, nº DLXXIV, p. 477.)

3. En 1867, Pie IX, voulant lever tout doute sur ce qu'il faut entendre par *autel fixe*, déclara que cette qualification convenait à tout autel stable et inamovible, quoique non consacré et où l'on pose, pour le Saint Sacrifice, une pierre sacrée mobile. Le décret rendu, à cette occasion, par la Congrégation des indulgences, contient cet article : « Ne autem dubium circa qualitatem altaris fixi exoriatur, Sanctitas Sua edixit et declaravit sufficere, ad constituendam qualitatem altaris fixi, ut in medio altaris stabilis et inamovibilis, licet non consecrati, lapis consecratus, etiam amovibilis, ponatur. » (*Voir page 283.*)

La Congrégation a donc ultérieurement changé d'avis à cet égard et il faut considérer désormais que l'indulgence s'attache à l'autel fixe et permanent sous un vocable déterminé et non à la pierre sacrée qui y est encastrée.

4. J'insiste, avec *l'Ami du clergé*, pour bien préciser l'état actuel de la question et ne pas laisser subsister la moindre ambiguité.

Q. — L'autel principal de notre église est privilégié à perpétuité en vertu d'une concession du Pape Pie IX en 1863. Voici la partie principale du bref : « Volentes igitur ecclesiam parochialem loci vulgo S. P... et in ea situm altare majus, dummodo præter unum ad septennium nullum aliud privilegiatum altare reperiatur concessum, hoc speciali dono illustrare, ut quandocumque sacerdos aliquis sæcularis, vel cujusvis ordinis, missam pro anima cujuscumque Christifidelis ad prædictum altare celebrabit, anima ipsa de thesauro Ecclesiæ per modum suffragii indulgentiam consequatur... Præsentibus perpetuis futuris temporibus valituris. Datum Romæ apud S. Petrum sub annulo Piscatoris, die XXVIII Augusti 1863, etc. »

1º Il y a 4 ans, les reliques de la pierre sacrée de cet autel ayant été

enlevées, on l'a remplacée par une nouvelle. Ce changement n'a-t-il pas fait perdre le privilège à l'autel?

2° D'un autre côté, je lis dans un auteur que si l'autel n'est pas entièrement consacré, il faut au moins que la pierre sacrée y soit scellée d'une manière fixe et inamovible; or chez nous, elle est seulement placée dans un cadre de bois, d'où elle peut facilement s'enlever et dont on l'a enlevée, en effet, plusieurs fois à ma connaissance. Si l'autel n'a pas perdu son privilège pour le premier motif, celui-ci suffirait-il pour le lui faire perdre?

R. — Ad I^m. L'indulgence est attachée à l'autel lui-même et non à la pierre consacrée. Nous en donnons les preuves empruntées à la S. Congrégation des Indulgences : « An indulgentia seu privilegium altaris a S. Sede concessum sit lapidi consecrato, plerumque portatili, in quacumque ecclesia et cuicumque altari fixo imposito, an vero determinato altari fixo, quod proinde alio consecrato lapide imposito, privilegium minime admitteret? Resp. S. Congregatio, die 27 septembris 1843, respondit: *Negative* quoad primam partem; *affirmative* quoad secundam, videlicet privilegium de quo supra, datum est altari determinato et in honorem alicujus Sancti specialiter dicato [1].

On peut donc remplacer la pierre d'autel, sans perdre le privilège de l'indulgence. On peut même détruire l'autel et le reconstruire, soit dans le même emplacement, soit dans un autre emplacement de la même église, sans perdre le privilège, pourvu qu'on le reconstruise sous le même vocable, lit-on dans une réponse à Mgr l'évêque de Nancy, au sujet d'un autel reconstruit en marbre [2].

Voici une autre décision pour l'autre cas : « An privilegium maneat, non obstante quod altare sub eadem invocatione de novo ædificatum fuerit in alio quidem loco, sed in eadem ecclesia? — Resp. *Affirmative* [3].

Si l'autel était reconstruit sous un autre vocable, il perdrait le privilège, quand même il serait dans le même emplacement que le précédent. En voici un exemple : Dans l'église primatiale de Pise, le privilège était attaché à l'autel de saint Sylvestre, qui fut reconstruit sous le nom des saintes Vierges. L'archevêque demanda alors au Saint-Siège :

« An altare Sanctis Virginibus dicatum supra relato privilegio a s. m. Gregorio XIII concesso frui possit? Et quatenus negative.

« 2° An novum privilegium eidem altari concedi debeat ?

« Resp. Ad 1^m : Providebitur in secundo.

« Ad 2^m : Consulendum SSmo pro concessione altaris privilegiati quotidiani perpetui [4]. »

Ad 2^m. D'après la décision du 15 décembre 1841, pour Malines, on ne peut désigner, pour le privilège, à moins d'un indult spécial, qu'un autel

1. *Decreta auth. S. Cong. Indulg.*, Leodien, 27 sept. 1843, n° 324.
2. *Ibid.*, Nanceien., 24 april. 1843, n° 317.
3. *Ibid*, Murana, 16 sept. 1723, n° 84.
4. *Ibid.*, Pisana, 23 april. 1714, n° 52.

fixe. Mais les mots *autel fixe* et *autel portatif* ne sont pas pris ici dans le sens que leur donnent habituellement les liturgistes, quand il s'agit de la consécration des autels. En liturgie, l'autel *fixe* est celui dont la table est unie étroitement et scellée au support : « Ad propriam *fixi* seu *localis* altaris rationem non sufficere firmum terræque fixum fundamentum, nisi ita stabiliter pars inferior cum superiore mensa connectatur, ut unum simul compositum efficiant. » L'autel *portatif* est celui dont la table n'est pas scellée au support : « Altare autem illud *portatile* haberi et esse, quod licet stabilem parieti terræque affixam structuram exhibeat, ejus tamen mensa unum corpus non constituit cum subjecta lapidum strue et cujus superposita mensa scorsim a reliquo ædificio consecratur, et si mensa ista amovetur a sustentaculo cui aptatur, non amittit consecrationem. »

Telle est la définition que donnait M. Verhœnen, professeur de droit canonique à l'Université de Louvain, de l'autel fixe et de l'autel portatif, en demandant à la S. Congrégation des Indulgences une explication sur le décret du 15 décembre 1841, encore pour Malines.

La réponse est des plus formelles. Par conséquent, on doit réformer tout enseignement des canonistes qui ne serait pas conforme à ces deux décisions.

Nous ajouterons, comme confirmation, une lettre de la S. Congrégation de la Propagande, qui est en parfaite conformité sur les deux points ci-dessus avec la Sacrée Congrégation des Indulgences :

« Exponit humiliter Eminentiæ Vestræ Vicarius Apostolicus Limburgensis in Neerlandia, in suo Vicariatu, sicut et in omnibus locis vicinis, altaria in ecclesiis plerumque ita construi, ut fixa et immobilia, alicui Sancto dicata in eodem loco vel in eadem capella remaneant; sed in mensa altaris cavitatem quadratam habeant, in qua lapis consecratus collocatus est, qui quamvis sua natura portatilis, tamen semper eidem altari fixo impositus permanet. Stante hac altaris constructione, agitatur in clero quæstio, an quando cuidam altari determinato Sancto dicato, indultum altaris privilegiati ad tempus vel in perpetuum conceditur, privilegium concessum censeatur lapidi consecrato, qui licet altari fixo destinatus et impositus, tamen, cum sit natura sua portatilis, ad aliud altare fixum transferri eique imponi potest; an vero privilegium censeatur concessum altari immobili, in loco determinato constructo et alicui Sancto specialiter dedicato, ita ut si lapis consecratus propter legitimum motivum ab altari fixo amoveatur, eique lapis consecratus substituatur, tamen altare fixum privilegiatum remaneat? Ut cleri dubium tollatur et nulla remaneat incertitudo, an altaria sint privilegiata annon, humillime orator postulat Sacræ Congregationis de Propaganda fide responsum super exposita quæstione. — Resp. Privilegium altari conceditur, non lapidi qui unus alteri pro necessitate vel opportunitate suffici poterit. »

Cette lettre est citée dans le décret du 20 mars 1846, *in Mechlinien.*

Q. — Tous nos autels d'Amérique sont en bois avec une simple pierre

consacrée qui peut être enlevée facilement, peuvent-ils être privilégiés? S'ils sont privilégiés, le privilège doit-il être renouvelé tous les sept ans.

R. — Ad I. Oui, ces autels peuvent être privilégiés, car pour qu'un autel soit privilégié, il n'est pas nécessaire qu'il soit *fixe* : il peut être *portatif* dans le sens canonique de ce mot, pourvu qu'il ne le soit pas dans le sens vulgaire, c'est-à-dire pourvu que, dans son ensemble, il ne soit pas destiné à être transporté d'un lieu dans un autre. Ainsi l'a décidé la S. C. des Indulgences en 1841, pour Malines.

Or dans ce décret les mots : *altare fixum, altare portatile*, ne sont pas pris dans leur sens canonique. Par autel *fixe* la Sacrée Congrégation entend un autel dont la masse, dont l'ensemble est placé à demeure fixe dans un endroit de l'église, que cet autel ait une table, une pierre intimement liée à la base de manière à ne pouvoir en être séparée, ou qu'il ait seulement une pierre consacrée qu'on peut enlever à volonté. Par un autel *portatif*, elle entend un autel dont l'ensemble est mobile, un autel qu'on transporte d'un endroit dans un autre, comme serait un autel qu'on élèverait quelquefois au milieu de l'église, pour le mois de Marie, pour la fête d'un saint.

Cette interprétation a été donnée par la Sacrée Congrégation elle-même, le 20 mars 1846, pour Malines.

Ad II. Règle générale, les autels qui ont été déclarés privilégiés par un évêque, en vertu d'un indult concédé par Rome, ne le sont que pour sept ans, et ces années se comptent à partir, non pas du jour où le privilège a été accordé à l'autel, mais du jour où l'indult a été concédé à l'évêque [1]. Ces indults sont renouvables sur la demande des ordinaires.

## XX. — Rénovation de l'autel et de l'église.

1. L'autel privilégié ne perd pas ses indulgences, quoique reconstruit, renouvelé ou restauré, mais seulement à ces deux conditions qu'il restera dans la même église et conservera son même titre : c'est ce qui constitue sa *fixité*.

Murana [2]. — An privilegium maneat, non obstante quod altare sub eadem invocatione de novo ædificatum fuerit in alio quidem loco, sed in eadem ecclesia?

Sac. Congregatio sub eadem die respondit : Affirmative. (*Decreta*, nº LII, p. 36, *ad ann.* 1723.)

Ferraris explique ainsi le motif de cette demande :

In cathedrali Murana erat altare privilegiatum perpetuum concessum a Gregorio XIII. Verum, cum anno 1694 ea per terræmotus passa fuerit, altare fuit alibi in eadem ecclesia et sub eodem titulo B. V. noviter ex-

1. Ce n'est pas exact : *Voir* page 336, nº 6.
2. Muro, évêché (Italie).

tructum, quæritur an nihilominus gaudeat privilegio? (T. I, col. 455.)

Altare privilegiatum non perdit indulgentias eo quod per vetustatem de novo construatur, aut quoad majorem partem reparetur, dummodo sub eodem titulo vel invocatione iterum construatur. (*Sac. Congr. Indulg.*, 27 jun. 1836; Ferraris, tom. I, col. 1488.)

Clemens IX, 3 julii 1668, per breve concessit Romæ ecclesiæ S. Andreæ Camaldulensium, indulgentiam plenariam... 2. Concessum est a Clemente VIII privilegium perpetuum ad altare per cardinalem Salviati constructum. 3. A Paulo V pro privilegiatis declarantur per breve altaria S. Andreæ et S. Silviæ. Cum vero, ecclesia renovata, destructa fuerunt altaria et nova facta, petitur... 2. confirmatio privilegii a Clemente VIII concessi; 3. confirmatio privilegii Pauli V.

Resp. ad 2, idem non indigere confirmatione; ad 3, itidem confirmatione non indigere. (*Sac Congr. Indulg.*, 13 sept. 1723; Ferraris, t. I, col. 453.)

Altare a Sancta Sede privilegiatum, iterum ædificatum, non indigere novo privilegio, dummodo sit sub eodem titulo. (*Sac. Congr. Indulg.*, 2 martii 1839; apud Ferraris, t. I, col. 1488.)

Nanceien.[1]. — Episcopus Nanceiensis exponit, quod anno 1835 altare majus ecclesiæ parochialis de Bening privilegiatum in perpetuum declaratum fuit; cum vero idem altare marmoreum hodie constructum sit, supponitur quod privilegium peremptum sit; supplicatur hinc pro opportuna declaratione? Sacra Congregatio respondit : Dummodo altare sit iterum sub eodem titulo constructum, non amisisse privilegium ab Apostolica Sede concessum. Die 24 aprilis 1843. (*Decreta*, n° DXLVIII, p. 258.)

2. Si l'église est reconstruite entièrement et dans un lieu différent, le privilège a besoin d'être renouvelé, car, d'après le principe allégué précédemment, l'église n'est plus la même.

Capuccini in loco Stanz, Constantiensis diœcesis, diruta quadam ecclesia in qua habebatur altare privilegiatum, petunt pro nova ecclesia similem gratiam. Resp.: Negative. (*Sac. Congr. Indulg.*, 18 jul. 1712; apud Ferraris, t. I, col. 453.)

3. Le privilège revit au contraire si l'église est rebâtie sur le même emplacement.

Privilegium reviviscit si ecclesia destructa in eodem loco reædificetur, secus si alibi. (*Sac. Congr. Indulg.*, 30 aug. 1847.)

## XXI. — Nature de l'indulgence attachée a l'autel privilégié.

1. L'indulgence attachée par le Souverain Pontife à un autel déterminé qu'il privilégie est de sa nature une indulgence plénière,

1. Nancy, évêché (France).

mais *plénière* en ce sens seulement que le pape ne peut en accorder une plus grande et qu'il épuise le pouvoir des clefs que lui a conféré Jésus-Christ.

Est-elle légalement *plénière* pour l'âme du défunt auquel elle est appliquée? On l'ignore, car, s'il s'agissait d'un vivant sur lequel le pape peut exercer sa juridiction, il n'y aurait pas de doute possible ; mais comme elle se réfère à une âme retenue dans le purgatoire et par conséquent faisant partie de l'Église souffrante, on ne sait si l'exercice de la plénitude des pouvoirs apostoliques, qui atteignent principalement l'Église militante, est suffisant pour délivrer cette âme et si la justice de Dieu satisfaite par cette application n'a plus qu'à laisser libre cours à sa miséricorde [1].

2. C'est dans cette pensée et avec cette restriction qu'il faut lire certaines inscriptions et certains actes émanés de Rome qui parlent de la délivrance des âmes du purgatoire par la célébration de la messe à un autel privilégié. Dans les brefs de concession moderne, on a ajouté avec raison, en mentionnant l'effet de l'indulgence, *si ita Deo placuerit*.

Sancti Flori [2]. — Episcopus S. Flori in Gallia quærit utrum per indulgentiam altari privilegiato adnexam intelligenda sit indulgentia plenaria animam statim liberans ab omnibus purgatorii pœnis, an vero tantum indulgentia quædam secundum divinæ misericordiæ beneplacitum applicanda ? Sac. Congregatio, votis consultorum auditis, respondit : Per indulgentiam altari privilegiato adnexam, si spectetur mens concedentis et usus clavium potestatis, intelligendam esse indulgentiam plenariam, quæ animam statim liberet ab omnibus purgatorii pœnis; si vero spectetur applicationis effectus, intelligendam esse indulgentiam, cujus mensura divinæ misericordiæ beneplacito et acceptationi respondet. Die 28 julii 1840. (*Decreta*, n° DII, p. 420.)

## XXII. — Application de l'indulgence.

1. Le Saint-Siège, dans ses brefs ou indults, insère toujours cette clause que l'application de l'indulgence aux âmes du purgatoire se fait par manière de suffrage, *per modum suffragii*.

L'indulgence ne peut pas, en effet, leur être appliquée autrement,

1. *Mandement de Monseigneur l'archevêque de Reims, premier pair de France, commandeur de l'ordre du Saint-Esprit, etc., portant règlement touchant les autels privilégiés;* Reims, 1695, in-12 de 54 pages.
2. S. Flour, évêché (France).

car, pour elles, la voie d'absolution n'existe pas ; reste donc la voie de prière ou de *suffrage*, ce qui signifie que l'application de cette indulgence spéciale n'a lieu qu'autant que l'Eglise fait intervenir en leur faveur et réserve pour elles les prières ou *suffrages* des fidèles vivants. L'Eglise requiert de la part des fidèles une intention particulière qui leur attribue les mérites des bonnes œuvres opérées, Dieu voulant ainsi unir les membres de l'Eglise militante aux membres de l'Eglise souffrante par les liens de la charité.

2. Pour que l'indulgence de l'autel privilégié profite à une âme, il n'est pas nécessaire que ni le prêtre ni la personne qui fait dire la messe songent à l'application du privilège. Toute messe dite à un autel privilégié est privilégiée par le fait même.

VERONEN.[1]. Joannes Baptista Biadego, cancellarii episcopalis munere fungens in civitate et diœcesi Veronensi, huic Sacræ Indulgentiarum Congregationi proposuit dubia ut infra:

1. Si une messe célébrée à un autel privilégié est privilégiée par elle-même ou s'il est nécessaire que celui qui offre l'aumône ou le prêtre ait l'intention d'appliquer le privilège?

2. Si *in die obitus, tertii, trigesimi et anniversarii* la messe *de Requiem* chantée *pro aliquo defuncto* est privilégiée ?

Eadem Sacra Congregatio in generalibus comitiis habitis in palatio Apostolico Vaticano, die 5 martii ineuntis anni, audito prius consultoris voto, respondendum esse duxit :

Ad primum : Affirmative ad primam partem, negative ad secundam.

Ad secundum : Negative.

Et facta de his omnibus per me infrascriptum Sacræ Congregationis Secretarium Sanctissimo Domino Nostro Pio PP. IX relatione in audientia diei 12 ejusdem mensis, Sanctitas Sua resolutiones Sacræ Congregationis benigne approbavit. Datum Romæ ex Secretaria ipsius Sac. Congregationis Indulgentiarum, die 12 martii 1855. F. card. Asquinius Præf. — A. Columbo secret. (*Decreta*, n° DCLXI, p. 563-564.)

3. L'intention du prêtre ne semble pas devoir être appliquée à plusieurs défunts à la fois et le privilège ne profiterait qu'à un seul, à chaque messe. Le décret de 1864 contredisant complètement celui de 1834, dont l'authenticité peut être au moins suspectée, puisque Prinzivalli ne l'a pas rapporté dans sa collection, c'est au décret le plus récent qu'il faut s'en tenir.

Comme c'est une question controversée entre les théologiens, à savoir

1. Vérone, évêché (Italie).

quel sens donner à une expression du bref apostolique qui concède l'indult personnel de l'autel privilégié, muni d'un semblable privilège *pro anima* ou *animabus*, le prêtre qui jouit de cette faveur peut-il appliquer la messe à plusieurs défunts déterminés, de telle sorte que, par la célébration d'une seule messe, leurs âmes soient délivrées par voie de suffrage?

Respondit S. C.: Affirmative. Die 24 martii 1834. (Ferraris, t. I, col. 1488.)

ANDEGAVEN. [1]. — Utrum privilegium altaris, sive reale, sive personale, applicari possit pluribus defunctorum animabus in cujuscumque diei missa? Sacra Congregatio respondendum censuit : Negative. 20 augusti 1864. (*Analecta*, 1864, col. 1118.)

*L'Ami du Clergé* tient pour cette dernière solution et il en parle en ces termes en deux endroits :

Le privilège de l'autel ne peut être appliqué qu'à une seule âme du purgatoire et ce privilège lui-même ne peut être appliqué qu'à une âme pour laquelle on dit la messe. Il importe donc que le célébrant détermine l'âme à laquelle le privilège doit être appliqué. Cependant il n'est pas nécessaire que l'âme soit personnellement désignée. Il suffit qu'elle soit déterminée d'une manière médiate et implicite.

Ce que nous venons de dire du célébrant doit être dit également des personnes qui veulent gagner une indulgence plenière pour les âmes du purgatoire.

Lorsque le défunt, auquel on applique l'indulgence plénière de l'autel, n'est pas capable de recevoir le fruit de l'application, ce qui aurait lieu par exemple si l'âme du défunt était en paradis ou en enfer, il est à présumer que les indulgences sont appliquées aux parents ou amis de la personne qui fait célébrer les messes, surtout si le célébrant ajoute cette intention secondaire à son intention principale. Tel est l'enseignement commun des théologiens et canonistes.

Q. — Puisque l'indulgence plénière attachée à l'autel privilégié n'est applicable chaque fois qu'à une seule âme du purgatoire, est-il nécessaire, pour que cette âme en ait le bénéfice, que le Saint Sacrifice soit offert pour elle seule ou bien peut-on en déterminer à son gré une de celles pour qui est offerte la sainte messe, quand celle-ci est offerte pour deux, ou plusieurs, ou toutes les âmes du purgatoire?

R. — L'indulgence de l'autel privilégié ne peut être appliquée qu'à un seul défunt. Il est nécessaire que la messe soit dite pour le défunt, mais il n'est pas requis qu'elle soit dite pour lui seul. Quand la messe est dite pour plusieurs défunts à la fois, le célébrant peut appliquer l'indulgence à celui qu'il veut. S'il ne fait aucune application particulière, l'indulgence n'est pas pour cela inutile. C'est ce que nous déduisons des décisions de la S. Cong. des Indulgences.

1. Angers, évêché (France).

4. Les Trappistes ont soulevé une question fort grave, qu'il importe de traiter ici avec tout le développement qu'elle comporte. Il en résulte que la messe appliquée par eux, à l'autel privilégié, d'une manière générale, pour leurs frères, proches et bienfaiteurs, ne vaut, quant au privilège, que pour une seule de ces âmes; mais que cette manière d'agir n'est pas inutile, puisque, ne faisant pas de désignation propre, on laisse à Dieu le soin de choisir l'âme qui bénéficiera du privilège.

*Romana. Super altari privilegiato.* — Die 14 junii 1880.

Decretum. — Procurator generalis Trappensium exposuit S. Congregationi Indulgentiis sacrisque Reliquiis præpositæ ut infra : In unoquoque Trappensium monasterio extat altare privilegiatum, in quo celebratur quotidie missa pro fratribus, propinquis et benefactoribus defunctis. Cum autem ex decreto ejusdem S. Congregationis diei 29 februarii 1864 tenendum sit quod privilegium altaris nequeat applicari pluribus defunctorum animabus in eadem missa, quæritur : Quænam sit prædicti apud Trappenses altaris privilegiati efficacia, et num privilegium inutile evadat, ex eo quod nunquam uni animæ determinatæ applicetur?

Cum rei examen commissum fuisset Rmo P. Consultori, idem tria sequentia proposuit :

Dubia. — I. Quo sensu intelligenda sit responsio S. Cong. Indulg. die 29 februarii 1864, quod privilegium altaris nequeat applicari pluribus defunctorum animarum in eadem missa : practice tantum et de facto juxta mentem concedentis de more Ecclesiæ ex limitatione concessionis, an etiam theorice et absolute ex limitatione potestatis ?

II. Num apud Trappenses in missa quæ quotidie celebratur pro pluribus (fratribus scilicet, propinquis et benefactoribus), indulgentia altaris ad unum ex iis limitetur ?

III. Num privilegium inutile evaserit ex eo quod uni ex iis determinatæ animæ non consueverit applicari? Resp. 'Ad I. *Non propositum*. Ad II. *Affirmative*. Ad III. *Negative*.

La Sacrée Congrégation n'a point répondu à la première question, mais nous en trouvons la solution discutée canoniquement dans le vœu du consulteur, avec des éclaircissements très précieux et très intéressants sur les indulgences et sur l'autel privilégié en particulier. L'*Ami du Clergé* en a fait une analyse aussi claire et aussi succincte que possible; la voici :

Dans le premier doute, il y a deux questions : l'une de droit et l'autre de fait. La première se pose ainsi : L'Eglise peut-elle accorder qu'une seule indulgence plénière, attachée à l'autel privilégié, profite à plusieurs

âmes et les délivre des flammes du purgatoire? La seconde, celle de fait : L'Eglise l'a-t-elle fait jusqu'ici ?

Quant à la seconde question, il est facile d'y répondre. L'intention de l'Eglise est de n'accorder les indulgences de l'autel privilégié que pour une seule âme. Tous les doutes qu'on a pu élever à ce sujet ont été résolus par la décision du 29 février 1864.

D'ailleurs, dans toutes les concessions, il n'était question que d'une seule âme. (*Réponse à Mgr de Saint-Flour*, 28 juillet 1840.)

Quelques auteurs ont fait une exception pour le jour des morts. Appuyés sur le décret du 19 mai 1761, qui déclare que ce jour-là tous les autels sont privilégiés et sur celui du 2 septembre 1741, qui permet d'appliquer la messe à tous les défunts ou à plusieurs, au gré du prêtre, ils ont conclu à une relation entre ces deux décrets, et ils ont pensé qu'on pouvait appliquer l'indulgence de l'autel privilégié à tous ceux pour lesquels on offrait la messe. Le consulteur explique dans un autre sens le décret de 1761.

Donc, d'après cette interprétation, quoiqu'il soit permis, le 2 novembre, d'appliquer la messe pour plusieurs défunts, on ne peut cependant faire bénéficier qu'une âme de la faveur de l'autel privilégié.

Il nous faut maintenant traiter la question de droit ou de principe. L'Eglise peut-elle accorder qu'on puisse accorder à plusieurs défunts le bénéfice de l'autel privilégié de manière à ce que chacun d'eux puisse obtenir une indulgence plénière?

Cette question ne semble pas avoir été jamais traitée par la S. Congrégation. Mais le consulteur ne voit aucune raison pour nier à l'Eglise ce pouvoir. C'est un principe certain que l'Eglise peut attacher à *une seule œuvre* une indulgence plénière, qui profite à plusieurs. Elle l'a fait déjà plusieurs fois. Nous en avons un exemple dans l'indulgence des croisades. C'était, dit S. Thomas, la coutume de l'Eglise de les faire prêcher, *ut aliquis habeat indulgentiam pro se et duabus et tribus et quandocumque decem animabus tam vivorum quam mortuorum.* (In IV Sent., dist. 45, ad 3, quæst. 2.)

Un autre exemple se trouve dans une concession spéciale faite par Pie IX pour le jubilé de 1875. Les lettres apostoliques disaient : « Annuentes *etiam* ut hæc indulgentia animabus quæ Deo in charitate conjunctæ ex hac vita migraverint per modum suffragii applicari possit ac valeat. » Or plusieurs fois déjà la S. Congrégation avait décidé que ces paroles *etiam, quam etiam*, qu'on rencontrait dans les brefs de cette nature, étaient disjonctives : « Hæc verba *exclusive* tantum accipienda sunt, ita ut christifidelis ad libitum *aut pro se aut pro defunctis tantum* lucrari possit ac valeat. 15 janv. 1839. (Prinzivalli, pag. 405.) Cependant le Souverain Pontife, le 15 avril 1875, benigne declaravit : « Jubilæi indulgentiam *cumulative* pro se et defunctis lucrari posse. »

Or, ce qui a été fait pour le jubilé, pourquoi ne pourrait-on pas l'accorder pour l'autel privilégié?

Cette extension de l'indulgence ne pourrait pas se faire à toutes les âmes du purgatoire, il n'y aurait pas *causa conveniens;* mais elle pourrai facilement se faire à plusieurs âmes, à tous les membres d'une famille ou d'une congrégation, etc.

Au second et au troisième doute, le consulteur fait observer que d'après la manière d'agir des Trappistes, une seule âme reçoit l'indulgence plénière de l'autel privilégié, mais que toutes celles pour lesquelles on offre le sacrifice ont part au mérite satisfactoire de la sainte messe.

Quelle est cette âme? Le bref de concession porte : *anima cujuscumque christifidelis, si ita Deo placuerit.* Ainsi en a-t-il été depuis la concession, quoiqu'ils n'aient pas déterminé en particulier l'âme à laquelle ils voulaient appliquer l'indulgence plénière; car, pour jouir de la faveur de l'autel privilégié, il n'est pas nécessaire d'avoir une intention explicite. L'intention implicite, qui est toujours supposée, suffit.

Quoique le prêtre qui célèbre la messe à un autel privilégié ne puisse accorder qu'à une âme la faveur de cette indulgence plénière, il ne suit pas de là qu'il ne puisse gagner d'autres indulgences plénières, *ex alio motivo* (Malines, 1844).

Votum Consultoris. — Ad 1. Generale dubium de efficacia altaris privilegiati proponi potest vel theoretice de absoluta possibilitate, vel practice de facto. Theoretice quæri potest utrum ex natura rei et intrinseca necessitate et limitatione clavium potestatis indulgentia altaris privilegiati ad unam animam limitetur, adeo ut in una eademque missa concedi nequeat pro pluribus. At quæstio hæc theoretica forse nunquam proposita fuit S. Congregationi, adeoque ad eam solvendam non videtur pertinere responsio ad quam appellat orator in dubii propositione. De quæstione itaque theoretica, quæ solutio danda esset mox inquiram.

Sed si, ut fieri solet, quæstio de efficacia altaris privilegiati fit practice, seu juxta mentem concedentis et usum Ecclesiæ, solutio jam data est a S. Congregatione, negando indulgentiam altaris privilegiati applicari simul posse pluribus. Applicari nimirum non potest pluribus, non quidem absolute et intrinsece, seu ex rei natura et divina institutione, sed quia ex mente concedentis, juxta morem Ecclesiæ, indulgentia pro una tantum anima in singulis missis conceditur.

Hoc sensu practico, et hoc tantum sensu, intelligendum esse puto citatum S. Congregationis responsum ad dubium practicum, dum episcopo Andegavensi quærenti « utrum privilegium altaris applicari *possit pluribus* defunctorum animabus », die 29 febr. 1864, respondit *Negative.* — (*Acta S. Sedis*, vol. 1, pag. 626.)

Imo vero etiam ante hoc responsum, quæstio jam implicite soluta videri poterat, ex alio generali responso S. Congregationis diei 28 julii 1840, dum proposito dubio de efficacia altaris privilegiati, declaravit, « indulgentiam,

ex mente concedentis, valere pro *anima* a purgatorii pœnis liberanda, *si Deo placuerit* ». Ita enim S. Congregatio respondit episcopo S. Flori : « Per Indulgentiam altari privilegiato adnexam, *si spectetur mens concedentis* et usus clavium potestatis, intelligendam esse indulgentiam plenariam, quæ *animam* statim liberet ab omnibus purgatorii pœnis : si vero spectetur applicationis effectus, intelligendam esse indulgentiam cujus mensura divinæ misericordiæ beneplacito et acceptationi respondet. » (Apud Prinzivalli, p. 420.) Sed hoc etiam generale responsum intelligendum esse puto ut practicum responsum ad practicum dubium, scilicet *si spectetur mens concedentis et usus clavium potestatis*. Indulgentia altaris datur pro una anima, non pluribus in una eademque missa. Hæc est quidem mens et praxis Ecclesiæ, et Congregatio declarat quid Ecclesia intendit, non autem quæ sit limitatio clavium potestatis. Quæstio itaque soluta est practice, non autem theoretice et absolute.

Jam si quæstio theoretice proponitur, in re quæ pendet a mente concedentis et a divina acceptatione, nulla videtur esse ratio intrinseca ex divina institutione clavium potestatis, cur indulgentia plenaria pro pluribus simul animabus, si Deo placuerit, liberandis uni missæ adnecti non possit. Sane uni eidemque operi per se indulgentia adnecti potest valida simul pro pluribus : imo ita factum quandoque fuisse colligimus ex D. Thoma, qui in IV Sent., dist. 45, ad 3, quæst. 2, aliam pertractans quæstionem, ea habet quæ ad præsentem etiam quæstionem de altari facere possunt. Etenim s. Doctor innuit « *consuetudinem* Ecclesiæ, quæ facit prædicari crucem (*la Crociata*) ut aliquis habeat indulgentiam *pro se* et *duabus* et *tribus* et *quandoque decem* animabus tam vivorum quam *mortuorum* » et paulo infra etiam supponit uni eidemque operi indulgentiam concedi posse validam pro pluribus, si detur v. gr., ut ipse ait, sub hac forma : « Quicumque fecerit hoc vel illud, *ipse et pater ejus vel quicumque ei adjunctus in purgatorio detentus*, tantum de indulgentia habebit ». Quemadmodum igitur alteri operi, ita putarem altari privilegiato adnecti posse indulgentiam in una eademque missa validam pro pluribus.

Præterea una eademque missa lucrari certe quis posset indulgentiam plenariam *ex duplici motivo* pro duabus animabus. Etenim ad dubium « An sacerdos qui missam celebrat, ex. gr. pro defuncto eidemque applicat indulgentiam plenariam altaris privilegiati, potest eodem die, vi s. communionis in Sacrificio peractæ, lucrari aliam indulgentiam plenariam vel sibi vel defunctis applicabilem, si ad hanc lucrandam præscribitur sacra communio », S. Congregatio die 10 maii 1841 respondit *affirmative*. Jam vero si eidem missæ adnecti potest duplex vel triplex indulgentia plenaria ex diversis motivis, non video cur, theoretice rem spectando, non possit duplex vel triplex indulgentia adnecti ex eo tantum motivo quod celebrata sit ad altare singulariter privilegiatum.

Præterea aliud etiam simile urgere possum exemplum ex alio S. Congr. decreto (*Acta S. Sedis*, vol. VIII, p. 487) : « Antistes auxiliator episcopi S.,

ad pedes SS. D. N. Pii IX humillime provolutus, exposuit, in litteris Apostolicis *Gravibus Ecclesiæ* quoad plenariam indulgentiam (jubilæi 1875) edici : « Annuentes *etiam* ut hæc indulgentia animabus quæ Deo in charitate conjunctæ ex hac vita migraverint per modum suffragii applicari possit ac valeat ; » *ex quibus verbis* illi subiisse in mentem sequens dubium : An fidelis qui, expletis necessariis conditionibus pro lucrando jubileo, applicare cupiat indulgentiam pro alicujus anima defuncti, et ipse eodem tempore eamdem consequatur indulgentiam. « Ex audientiâ SS. diei 25 aprilis 1875. Sanctitas Sua benigne declaravit jubilæi indulgentiam *cumulative* pro se et defunctis lucrari posse. « Jamvero cur non posse similiter concedi ut altaris privilegiati indulgentia *cumulative* in una eademque missa pro duabus vel pluribus purgatorii animabus valeret, quemadmodum singulari exceptione Pius IX indulsit, ut iisdem jubilæi operibus aliquis lucrari posset indulgentiam tum pro se, tum pro anima defuncti ?

Atque hanc quidem singularem Pii IX exceptionem libenter affero, quia ea fuit benigna exceptio a regula generali, juxta quam S. Congregatio declaraverat per verba *quam etiam* aliquem non posse simul pro se et pro anima defuncti indulgentiam lucrari. Dubium erat ita propositum : « Archipresbyter S. Mariæ vulgo *della Barricella*, diœcesis Bononiensis, obtinuit per breve diei 2 sept. 1831 indulgentiam plenariam, applicabilem quoque fidelibus defunctis per particulam *quam etiam*. Quærit an vi præfatæ particulæ hæc indulgentia intelligenda sit inclusive, videlicet aut pro vivis tantum vel pro defunctis, sive pro vivis atque defunctis eodem tempore ? » Sacra Congregatio respondit : « Quando in concessionibus indulgentiarum apponuntur hæc verba — *quam etiam* — aut similia, ut intelligatur easdem indulgentias applicabiles esse *etiam* animabus in purgatorio detentis, *exclusive* tantum accipienda sunt, ita ut christifidelis ad libitum *aut pro se aut pro defunctis tantum* lucrari possit et valeat. » Ita S. Congregatio declaravit, sub die 15 januarii 1839 (Apud Prinzivalli, pag. 405.) Quemadmodum igitur ex exceptionali concessione Pii IX deduci potest, generalem illam S. Congregationis declarationem intelligendam fuisse tantum practice seu de facto juxta morem Ecclesiæ, non autem theoretice de ipsa etiam possibilitate ; ita confirmari potest responsum S. Congregationis die 29 febr. 1864, indulgentiam altaris privilegiati applicari simul non posse pluribus animabus, intelligendum esse practice et de facto juxta mentem concedentis de more Ecclesiæ, non autem etiam theoretice atque absolute, ita ut ea indulgentia concedi non possit pro pluribus.

Objici quidem forte posset, quod si ea indulgentia ad unam animam pro se limitanda non esset, *indiscretis* indulgentiis aditus pateret, et concedi tandem posset ut non modo plures, sed omnes omnino animæ purgatorii simul unâ missâ per indulgentiam altaris privilegiati juxta mentem concedentis liberarentur. Ad hanc difficultatem abigendam sufficit illud advertere quod ad illud propositum notat S. Thomas loco superius citato : « nec tamen sequitur quod prælatus Ecclesiæ possit pro suo arbitrio ani-

mas e purgatorio liberare, quia ad hoc quod indulgentiæ valeant requiritur *causa conveniens.* »

Juxta hanc S. Thomæ doctrinam, quæ communis est scholæ doctrina, dici potest : Licet non adsit causa conveniens juxta Divinæ Justitiæ ordinationem indulgentiam concedendi, ut omnes simul animæ purgatorii per unam missam ad altare privilegiatum, quantum est ex parte concedentis, liberentur, potest utique dari causa conveniens ut indulgentia non ad unam animam de more restringatur, sed extendatur ad plures, v. g. in favorem benemerentis alicujus sodalitatis, vel ob singulare aliquod meritum, puta fundationis, dotationis alicujus ecclesiæ, pluribus commune. Quemadmodum ex. gr. judicio Benedicti XIII causa adfuit conveniens concedendi altare privilegiatum quotidianum pro animabus fidelium decedentium in hospitali fratrum ordinis S. Joannis de Deo (apud Prinzivalli, pag. 40), curnon posset haberi causa conveniens concedendi ut uni missæ, si Deo placuerit, indulgentia adnectatur pro pluribus una die in hospitali ab Ecclesia singulariter privilegiato decedentibus ? Quemadmodum Benedicti XIV judicio causa adfuit conveniens concedendi ut in domo Oblatarum Turris Speculorum in die obitus alicujus oblatæ omnia domus altaria pro ea anima sint privilegiata [1], cur non posset haberi ratio conveniens concedendi ut eadem indulgentia valeret in singulis missis pro duabus vel pluribus, si plures eodem die ibidem obirent ?

Exempla indicavi hypothetica, quia de facto nullum proferre possum exemplum hujusce concessionis; sed quemadmodum ante concessionem Pii IX, juxta morem ab aliquot saltem sæculis vigentem, nullum forte aderat exemplum indulgentiæ simul validæ *cumulative*, pro eo qui conditiones explevit et pro anima defuncti, ita indulgentia altaris privilegiati concedi per se posset in una eademque missa pro duabus vel pluribus animabus, licet nullum hactenus, quod sciam, adsit exemplum, adeoque generatim vere dicatur eam indulgentiam practice *applicari* non posse pluribus, quia nunquam pro pluribus fuit *concessa.*

Nonnulli quidem putasse videntur de facto etiam adesse singularem omnino exceptionem a regula generali in favorem animarum in missa die 2 Nov. in commemoratione omnium fidelium defunctorum. De hac opinione fit quidem obiter mentio in Andegavensi dubii propositione, sed nullatenus in responsione die 29 feb. 1864. At revera privilegium illius diei non est in hoc, quod in una eademque missa applicari possit indulgentia pro pluribus, imo omnibus, ac si mens esset Ecclesiæ in singulis missis purgatorium ea die, ut ita dicam, quantum est ex parte concedentis,

1. Hanc concessionem non invenio apud Prinzivalli, sed extat marmori insculpta hæc inscriptio : « Benedictus XIV P. O. M. concessit altari sub invocatione Annunciationis B. M. V. privilegium quotidianum perpetuum pro animabus Oblatarum et degentium in hac venerabili domo, nec non consanguineorum, affinium in primo et secundo gradu, et benefactorum, ac cuilibet altari prædictæ domus pariter privilegium in diebus obitus et depositionis cujusdam ex præfatis oblatis et habitantibus. Ex Decr. S. Congr. Indul., IV apr. MDCCXLII. »

evacuare ; sed in eo est privilegium, quod sacerdotes *omnes*, ea die in *quocumque* altari celebrantes, lucrari possint de more eamdem indulgentiam *ac si ad altare privilegiatum* celebrarent. Hoc tantum sensu privilegium postulatum fuit, hoc sensu ex voto, quod adhuc exstat, celebris consultoris P. Theodori a Spiritu Sancto propositum fuit S. Congregationi, ut consulendum SS. et hoc sensu concessum fuit a Clemente XIII, qui « benigne concedit ut missa die prædicta Commemorationis defunctorum gaudeat *privilegio ac si esset in altari privilegiato celebrata* ». (Dec. Urbis et Orbis, die 19 maii 1761, apud Prinzivalli, p. 294.)

Manet igitur generale factum, indulgentiam altaris semper ex mente concedentis in singulis missis ad unam animam limitari, sive definite, quando pro certa quadam persona tantum conceditur, sive indefinite, quando conceditur vel generatim pro defunctis, vel speciatim pro aliquo cœtu, sodalitate, familia, etc., relinquendo ut pro applicatione singularis anima vel individuo vel in specie Divinæ acceptationi a fidelibus designetur, vel omnino Divino Beneplacito relinquatur. Sed hæc est *limitatio concessionis*, non *potestatis* : adeoque citatæ declarationes S. Congreg. die 29 febr. 1864 et die 28 julii 1840 de indulgentia altaris pro una anima, non pluribus, accipiendæ videntur sensu tantum practico, ex limitatione facta a concedente in usu potestatis clavium, non autem theoretice etiam et absolute ex limitatione ipsius potestatis.

Hinc ad 2um. Quænam sit apud Trappenses efficacia altaris privilegiati jam patet solutio : sed ea etiam sive generali hactenus facta disquisitione per se manifesta est ex verbis concessionis in brevi Pii IX (*Summ.*, n° 3) die 1 martii 1861 quæ ita se habent: « Quandocumque sacerdos aliquis dictæ religiosæ Congregationis missam pro *anima cujuscumque Christifidelis*, quæ Deo in charitate conjuncta ab hac luce migraverit, ad quodlibet ex præfatis altaribus majoribus celebrabit, *anima ipsa* de thesauro Ecclesiæ per modum suffragii indulgentiam consequatur, ita ut ejusdem D. N. Jesu Christi ac Beatissimæ Virginis Mariæ Immaculatæ Sanctorumque meritis sibi suffragantibus, a purgatorii pœnis, *si ita Deo placuerit*, liberetur, concedimus et indulgemus. » Efficacia itaque altaris privilegiati apud Trappenses est plenaria indulgentia pro *una anima* et quidem generatim *cujuscumque* christifidelis.

At vero in unoquoque Trappensium monasterio ad hujusmodi privilegiatum altare celebratur quotidie missa speciatim pro *pluribus* fratribus, propinquis et benefactoribus defunctis.

Bene quidem. Meritum sane satisfactorium sacrificii erit pro omnibus simul fratribus, propinquis et benefactoribus, juxta divinam acceptationem, sed superaddita indulgentia non valet pro pluribus; et licet forte aliquis ex errore putaret non solum sacrificium, sed etiam indulgentiam privilegiati altaris in eadem missa applicari simul posse pluribus, non ideo plures animæ indulgentiam consequerentur; quia ea non pendet ex mente celebrantis, sed ex mente concedentis; adeoque ea indulgentia non valet

pro pluribus non solum, ut dicitur in dubii propositione, ex decreto S. Congreg. Indulg. sub die 29 febr. 1864, sed potissimum ex ipsa formula concessionis in brevi Pii IX, sed de hoc vix dubium movetur. Quæritur potius utrum una saltem anima ex fratribus, propinquis et benefactoribus, pro quibus missa ad privilegiatum altare celebrari consuevit, indulgentiam consequi potuerit, licet nulla ex iis singularis anima designata fuerit, cui indulgentia applicaretur.

Itaque ad 3um. Num privilegium inutile evadat ex eo quod numquam uni determinatæ animæ applicetur, respondeo *Negative*. Privilegium inutile non evadit ex defectu determinationis in individuo. Neque enim agitur de actione quadam a sacerdote facienda circa determinatam materiam, ut cum agitur v. gr. de consecratione determinatæ hostiæ ex pluribus, sed agitur de oblatione indulgentiæ quæ pendet ex mente concedentis et ex divina acceptatione. Abunde itaque sufficit intentio celebrantis lucrandi pro fratribus propinquis et benefactoribus indulgentiam *quam potest* ad altare privilegiatum juxta mentem concedentis et divinam acceptationem; adeoque privilegium utile omnino mansit, ut ex animabus fratrum, propinquorum et benefactorum juxta mentem concedentis *una*, et juxta divinam acceptationem, *si* Deo placuerit et *quæ* Deo placuerit, indulgentiæ effectum consequi posset.

*Abunde* dixi ea intentio sufficit : nam in casu habetur non solum implicita, sed etiam explicita intentio lucrandi indulgentiam quam potest in missa, quam ideo celebrat ad altare privilegiatum pro fratribus, propinquis et benefactoribus. Jamvero juxta aliud S. Congregationis responsum nulla requiritur necessario explicita intentio, sed sufficit implicita, quæ semper supponitur; atque hoc sensu, de explicita scilicet intentione, supposita semper saltem implicita, intelligendam puto responsionem S. Congregationis ad dubium : « Se una messa celebrata ad un altare privilegiato sia per se privilegiata, o sia necessario che o l'offerente la limosina, o il sacerdote intenda di applicare il privilegio ? » *Versio latina*. An missa ad altare privilegiatum recitata per se privilegiata sit, vel oporteat ut sive offerens eleemosynam sive sacerdos applicare intelligat privilegium. » S. Congreg. respondit : *Affirmative* ad 1 partem, *Negative* ad 2. Die 12 martii 1855. (Apud Prinzivalli, pag. 563.)

Les *Acta Sanctæ Sedis* ont déduit du décret et du *votum* les conclusions suivantes :

I. Primum dubium, quoad partem theoreticam, forte haud propositum fuisse videri, quia potius ad S. Congregationem R. U. Inquisitionis sese referret, cui subjiciuntur causæ quæ ad dogma pertinent, dum S. C. Indulgentiarum dubietatem in Sanctorum reliquiis aut indulgentiis emergentem expendit.

II. Videri tamen, quoad partem practicam, jam diu enodatum fuisse; constans enim praxis Ecclesiæ semper fuit, ut altari privilegiato annecte-

etur indulgentia, lucranda ab una tantum animâ, Deo in charitate conunctâ, in una eademque missa.

III. Quin etiam dubium primum, practice sumptum, enodatum fuisse videri per secundi dubii resolutionem; nam S. Cong. respondit ad unum antum limitari indulgentiam in qualibet missa, ex pluribus confratribus, pro quibus missæ litari solent.

IV. Quum autem indulgentiæ consecutio haud pendeat a mente celebrantis, sed a mente auctoritatis concedentis et a divina acceptatione, hinc etiamsi pro pluribus generatim missæ sacrificium ad altare privilegiatum offeratur, uni tantum eorumdem indulgentia prodest, quum talis sit mens et limitatio a potestate clavium imposita.

V. Sufficere autem sacerdotis celebrantis ad altare privilegiatum intenionem lucrandi indulgentiam, juxta concedentis mentem, pro fratribus et benefactoribus, ut anima *una* ex illis pro quibus oratur et *quæ* Deo placuerit, indulgentiæ effectum consequi valeat.

VI. Colligi etiam posse videtur, quod si una tantum ex animabus, quæ Deo in charitate conjunctæ, indulgentiæ beneficium consequatur, meritum amen sacrificii satisfactorium prodesse omnibus fratribus, propinquis et benefactoribus, pro quibus sacrificia offerri consueverint in altari privilegiato.

VII. Quamobrem etiam deprehendi in themate privilegium altaris haud esse inutile, neque quoad indulgentiam, neque quoad meritum sacrificii satisfactorium; nam indulgentia, saltem ab una anima, quæ Deo placuerit, in qualibet missa, et meritum satisfactorium ab omnibus pro quibus sacrificium offertur, lucrifieri possunt.

5. Le prêtre en état de péché mortel et célébrant néanmoins à un autel privilégié ou pouvant privilégier l'autel en vertu d'un indult personnel, gagne-t-il une indulgence plénière applicable au défunt à l'intention de qui il dit la messe? La Sacrée Congrégation des Indulgences n'a pas voulu répondre à cette question et s'est contentée de renvoyer aux auteurs approuvés. Or, avec certains auteurs, comme le Père Théodore du St-Esprit, j'inclinerais pour l'affirmative, par la raison que ce n'est pas pour soi qu'on gagne l'indulgence, mais au profit exclusif des âmes du purgatoire, à qui s'appliquent d'une manière toute spéciale les mérites de Jésus-Christ, de la Vierge et des Saints, toutes choses complètement indépendantes de l'état du prêtre qui offre le Saint Sacrifice. Concernant les âmes du purgatoire, plusieurs théologiens sont d'avis qu'on peut, sans être en état de grâce, leur procurer des indulgences, le péché de celui qui remplit les conditions ne pouvant point, selon eux, empêcher

l'application de l'indulgence à ces âmes innocentes, capables, parce qu'elles sont innocentes, de participer aux satisfactions d'autrui. (*Theologia Wirceburgensis*, tom. V, pag. 229. — *Billuart*, *Suarez*, etc.) Cette opinion n'étant que probable, il faut, dans la pratique, s'en tenir au sentiment contraire, le plus commun et le plus sûr.

Sancti Flori. — Episcopus Sancti Flori exponit nonnullos theologos, aliis contradicentibus, dicere fidelem peccato mortali inquinatum posse lucrari, non quidem in suum subsidium, sed in levamen animarum in purgatorio detentarum indulgentias, pro quibus lucrandis non præscribitur S. Eucharistiæ communio : unde discussio exorta inter presbyteros suæ diœcesis.

Pro tollendo dubio episcopus orator supplex recurrit postulans responsum S. Sedis. Et quærit insuper utrum sacerdos missam dicens peccato mortali inquinatus, sive ad altare privilegiatum in suffragium fidelium defunctorum, sive cum applicatione indulti altaris privilegiati personalis, revera animam pro qua S. Sacrificium offert gaudere faciat etiam gratia altaris privilegiati? S. Congregatio habita in palatio Apostolico Quirinali, die 22 februarii 1847, ad primum et secundum dubium censuit respondere : Consulant probatos auctores. (*Decreta*, n° DLXXXVIII, p. 490-491.)

6. Un prêtre peut, par une seule messe, gagner deux indulgences plénières le même jour: l'une provient de l'autel privilégié, l'autre d'une concession particulière qui n'exige que la sainte communion pour son obtention; cette seconde peut être également applicable aux défunts, si le rescrit pontifical y autorise.

Mechlinien. — Professor publicus ordinarius sacrorum canonum in academia catholica Lovaniensi, diœcesis Mechliniensis, ad Sacram Congregationem recurrit ut decisionem sequentium dubiorum de indulgentiis obtinere possit.. : An sacerdos, qui missam celebrat, ex gr. pro defuncto, eidemque applicat indulgentiam plenariam altaris privilegiati, possit eodem die, vi sacræ communionis in missæ sacrificio peractæ, lucrari aliam indulgentiam plenariam, vel sibi vel defunctis applicabilem, si ad hanc lucrandam præscribitur sacra communio? Sacra Congregatio respondit : Affirmative. Die 10 maii 1844. (*Decreta*, n° DLXIII, p. 469-470.)

7. J'extrais de *l'Ami du Clergé* les observations suivantes :

Q. — Un prêtre a la faveur de l'autel privilégié; il célèbre pour plusieurs défunts. Peut-il déterminer l'indulgence ainsi : parmi ces défunts j'applique l'indulgence de l'autel privilégié, v. g. à Paul ou à celui qui en a le plus besoin ?

R. — L'intention est suffisamment déterminée dans le premier cas. Il n'est pas même possible de la rendre plus explicite. Dans les autres cas,

elle l'est suffisamment aussi, d'après le commun des docteurs. Dieu, dont la science est infinie, connaît très bien les âmes du purgatoire qui ont le plus grand besoin de suffrages.

Q. — Peut-on gagner et appliquer l'indulgence d'un autel privilégié pour une âme autre que celle pour laquelle on offre le saint sacrifice de la messe?

R. — Non, on ne peut appliquer l'indulgence d'un autel privilégié à une âme pour laquelle on n'applique pas la messe. C'est la doctrine qui ressort des brefs pontificaux sur cette matière. La raison en est que l'indulgence de l'autel privilégié n'est obtenue et appliquée que par la célébration de la messe. Vous pouvez en toute sûreté prêcher cet enseignement, qui est aujourd'hui commun chez les théologiens et canonistes.

Q. — Au tome I, p. 705, éd. Lecoffre, Scavini dit que le prètre peut appliquer l'indulgence de l'autel privilégié à une âme autre que celle pour laquelle il célèbre la sainte messe.

R. — Deux fois déjà nous avons eu à traiter, à propos de l'indulgence de l'autel privilégié, la question suivante : l'indulgence peut-elle être séparée de l'application de la messe, de sorte que l'indulgence soit appliquée à un défunt et la messe à une intention différente? Chaque fois nous avons répondu d'une manière négative. On nous objecte un passage de Scavini, où le savant théologien rapporte une décision contraire à la doctrine que nous avançons.

Voici notre réponse : Jusqu'ici il n'y a eu aucune décision précise sur le point que nous traitons. Ce que rapporte Scavini, au passage cité, n'est pas une décision proprement dite, mais une consultation canonique. Le 31 janvier 1848, le vicaire de St-Exupère de Toulouse posa à la Sacrée Congrégation des indulgences la question suivante : *An, quando requiritur sacrificium missæ pro indulgentia lucranda, missa possit offerri pro uno, et indulgentia applicari pro altero?*

La demande fut communiquée à un consulteur, qui donna son avis, et c'est cet avis qui fut adressé en guise de réponse au prêtre consultant. Cette réponse n'a donc qu'une autorité doctrinale, assez élevée assurément, mais elle ne tranche pas la question définitive. Toutefois elle consacre un enseignement que volontiers nous faisons nôtre. Or que dit cet enseignement? Trois choses : *a*) *In abstracto*, en théorie, l'application de l'indulgence et l'application de la messe peuvent être séparées et elles ne sont pas nécessairement unies, puisqu'elles tirent leur valeur, l'indulgence du trésor de l'Eglise et la messe du sacrifice de la croix, et que la messe n'est qu'une œuvre imposée librement pour l'acquisition de l'indulgence, par le Souverain Pontife, qui aurait pu aussi bien en désigner une autre. Aucun auteur n'a pu soutenir une opinion contraire.

*b*) En fait, c'est-à-dire dans l'intention du Souverain Pontife, actuellement, vu les brefs qui accordent l'indulgence de l'autel privilégié, peut-on séparer l'application de l'indulgence de l'application de la messe? Non,

répondent encore tous les auteurs, dans les deux cas suivants : D'abord, si l'indult qui accorde l'indulgence n'est que pour l'âme pour laquelle on célèbre. Si on trouve dans le bref apostolique des paroles comme celles-ci : « Qui pro defuncto in tali altari dixerit, liberat animam ejus; » ou bien : « Ut quandocumque sacerdos aliquis missam defunctorum pro anima cu-« juscumque fidelium defunctorum ad præfatum altare celebrabit, anima « ipsa de thesauris Ecclesiæ per modum suffragii indulgentiam conse-« quatur, » il est bien évident que l'indulgence doit être certainement appliquée à l'âme pour laquelle on célèbre.

Il en est de même quand le fondateur d'une messe perpétuelle ou celui qui offre l'aumône d'une messe manuelle demande que cette messe soit célébrée à un autel privilégié. La volonté du donateur, qui fait loi pour le célébrant, est clairement manifestée ; la messe est demandée à un autel privilégié, uniquement pour que le défunt profite de l'indulgence attachée à la célébration de la messe à cet autel.

c) Lorsque ni le bref du Souverain Pontife, ni la volonté du testateur n'exigent l'application à la même personne de la messe et de l'indulgence, peut-on, en fait, les séparer ? Oui, disent les uns, et c'est l'opinion de Cavalieri, rapportée dans la consultation du 31 janvier 1843 ; c'est aussi celle de De Lugo, Suarez, Théodore du Saint-Esprit. Non, disent les autres, en particulier Mgr Bouvier et le P. Maurel. La raison invoquée par le premier de ces auteurs est que, dans presque tous les brefs, on trouve une des clauses restrictives que nous avons mentionnées. Pour qu'on pût séparer l'indulgence de l'intention de la messe, il faudrait une dérogation positive à cette clause, qui est ordinairement supposée quand elle n'est pas exprimée. Le P. Maurel invoque la connexion entre la célébration de la messe et l'application de l'indulgence.

Toutefois, ajoutons que les partisans de la séparation eux-mêmes conseillent de ne faire qu'une application conditionnelle, parce que le sentiment du consulteur ne renferme pas une doctrine absolument certaine, comme serait une décision formelle.

## XXIII. — Unité du privilège.

1. Une clause, qui figure ordinairement dans les concessions pontificales, est celle-ci : L'autel n'est privilégié qu'autant qu'il n'en existe pas déjà un semblable dans la même église, sans quoi la concession nouvelle est déclarée nulle de plein droit : « In qua (ecclesia) aliud altare privilegiatum non reperiatur concessum. »

2. Le pape seul, pour des causes à lui connues, peut déroger à cette règle générale ; on en a déjà rapporté plusieurs exemples. Ainsi, par faveur spéciale, à Rome, tous les autels de l'église de

Sainte-Marie-du-Suffrage, sont privilégiés. (*V.* le décret *Urbis*). A Sainte-Marie-du-Bois, près Bologne, cinq autels sont privilégiés dans l'église supérieure et un sixième dans la crypte. (*V.* le décret in *Bononien.*)

Benoît XIV, dans la bulle *Fidelis Dominus*, donnée le 25 mars 1754 en faveur de la basilique de St-François à Assise, déclare privilégié à perpétuité, pour chaque jour de l'année, le maître autel de l'église inférieure, le maître autel de l'église supérieure, dans la partie qui n'est pas réservée au pape; dans l'église inférieure, les trois autels des reliques, de l'Immaculée Conception et de S. Joseph de Cupertin ; enfin le maître autel de l'église supérieure, mais seulement au jour où un indult permet d'y célébrer. Enfin il accorde le même privilège aux cinq églises paroissiales qui dépendent de la basilique, ainsi que l'église subsidiaire, mais à la condition que le maître autel sera seul privilégié et seulement le jour des morts et toute son octave et le vendredi de chaque semaine, ce qui doit être attesté par une inscription commémorative placée en lieu apparent. (*Voir* page 276.)

Præterea fidelium defunctorum refrigerio et saluti per opportunam spiritualis thesauri dispensationi nostræ concrediti erogationem amplius consulere volentes, quum in præfata basilica altare majus ecclesiæ inferioris omnipotenti Deo in honorem S. Francisci dicatum, a fel. rec. prædecessore nostro Gregorio papa XIII per litteras anno Incarnationis Dominicæ MDLXXVII pridie idus octobris sub plumbo editas, quarum initium est *Omnium saluti*, privilegio quotidiano ac perpetuo pro defunctis decoratum exstiterit; verum experientia compertum fuerit, piis confluentium votis et eleemosynarum oblationibus, quæ pro missis ad hujusmodi altare celebrandis quotidie deferebantur, minime satisfieri posse per eum numerum missarum, quæ singulis diebus ad illud celebrari valebant; ideoque jampridem a piæ mem. Alexandro pp. VII concessum fuerit, ut quæ missæ ad illud celebrari tunc nequibant, ad alia duo altaria in litteris super hoc editis enunciata, pari cum fidelium defunctorum suffragatione celebrari possent : nos prædictas Gregorii prædecessoris litteras præsentium tenore etiam perpetuo confirmantes, simili motu et auctoritate statuimus atque concedimus, ut missæ, pro quibus ad præfatum altare celebrandis, eleemosynas pro tempore offerri contigerit, quæque ad idem altare reipsa celebrari nequiverint, ad altare majus ecclesiæ superioris, ex ea videlicet parte qua illud nequaquam pontificium altare esse et fore decrevimus, necnon ad tria infrascripta altaria in inferiori ecclesia posita, nimirum ad altare sacrarum reliquiarum, et ad alterum Conceptionis beatæ Mariæ Virginis Immaculatæ, et ad reliquum s. Josephi a Cupertino con-

fessoris, libere et licite celebrari possint et valeant; ita ut earumdem missarum oneri perinde satisfiat et satisfactum esse censeatur, ac si missæ hujusmodi ad præfatum altare primario privilegiatum celebratæ forent. Præterea dictum altare majus superioris ecclesiæ, quâ pontificium est, simili privilegio decorare volentes, eadem auctoritate nobis a Domino tradita, concedimus, ut quoties missa ad altare hujusmodi, prædictorum indultorum aliorumque forsan deinceps specialiter concedendorum vigore, celebrabitur pro anima cujuscumque fidelis, quæ Deo in charitate conjuncta ab hac luce migraverit, anima ipsa de thesauro Ecclesiæ indulgentiam per modum suffragii consequatur, èt Domini nostri Jesu Christi ac beatissimæ Virginis Mariæ aliorumque omnium sanctorum meritis suffragantibus, a purgatorii pœnis liberetur.

A St-Augustin, à Rome, Benoît XIII, en 1728, privilégia le maître autel et celui de St-Jean de St-Facond qu'il avait consacrés. (Forcella, t. V, p. 102, n° 305.)

D. O. M.
Benedictvs papa XIII
hanc Deiparae beatoqve patri Avgvstino
sacram aedem aramqve maximam
anno MDCCXXVIII.
die XI. mensis ivly consecravit,
translato in XXIV. octobris anniversario die
et altare S. Joannis a S. Facvndo dicatvm
quod die XI. ianvary item consecraverat
qvotidiano privilegio avxit

3. Les Trinitaires avaient, à Majorque, une chapelle ronde, avec sept autels privilégiés, où se célébraient sept messes à la fois, le texte liturgique étant récité à haute voix par un seul prêtre, afin d'obtenir une uniformité complète dans tous les actes. La S. C. des Rites réprouva l'abus par décret du 13 juin 1643.

Majoricen. — Parochi insularum Majoricæ et Minoricæ retulerunt contra regulares tres abusus, quos prohiberi postularunt :

1. Quod fratres ordinis SS. Trinitatis habent in sua ecclesia antiquam cappellam rotundam, et in ea septem altaria erecta sub titulo Septem mysteriorum planctus et dolorum Beatæ Mariæ Virginis, privilegio apostolico pro defunctis, ut asserunt, decorata, in quibus altaribus cœperunt septem missas semel celebrare, uno sacerdote totum sacrum canonem alta voce proferente, ita ut alii celebrantes simul consecrent, simul elevent hostiam et simul terminent missam......

Et S. C. mandavit aboleri dictum abusum et servari rubricas.

4. Ordinairement il n'est pas dérogé et la Sacrée Congrégation des Indulgences maintient la règle générale.

Salisburgen. [1]. — Cum vigore indulti altaris privilegiati per respectivos locorum ordinarios semel tantum designandi in omnibus et singulis ecclesiis totius ordinis FF. Eremitarum S. Augustini pro feriis juxta numerum missarum in decreto diei 13 septembris 1726 expressum, eligendis a sa. me. Benedicto XIII generaliter concessi, ecclesia S. Annæ conventus FF. excalceatorum ejusdem ordinis in Styria, diœcesis Salisburgensis, in qua quindecim missæ quotidie celebrabantur, nempe altare S. Annæ pro duabus feriis, et altare S. Cajetani pro alia feria ab ordinario designata obtinuerit, ac proinde dubium super hujusmodi duplicis altaris designatione, nec non missarum immutatione ortum fuerit, formatis quæsitis, scilicet, primo : An designatio secundi altaris privilegiati substineatur ? Secundo : An et quomodo providendum sit in casu, etc.? Tertio : An diminuto numero missarum pro privilegio trium in hebdomada feriarum, altare designatum privilegiatum remaneat pro duabus feriis cum numero decem absque nova designatione in casu, etc.?

Sac. Congregatio Indulgentiis Sacrisque Reliquiis præposita, habita die 1 octobris 1744, respondit : Ad primum : Negative. Ad secundum : Supplicandum Sanctissimo pro facultate designandi primum altare, etiam pro feria tertia. Ad tertium : Affirmative. De quibus omnibus et singulis, facta per me infrascriptum secretarium sub die 3 ejusdem mensis Sanctissimo Domino relatione, Sanctitas Sua votum Sac. Congregationis benigne approbavit. C. card. de Hieronymis Præf. — A. M. Erba, prot. apostolicus, secret. (*Decreta*, n° CXXIX, p. 90.)

5. Lors même que dans un rescrit de concession ne se trouverait pas la clause irritante ordinaire, l'église étant déjà en possession d'une concession analogue, le privilège est révoqué par le second qui seul subsiste.

Urbis et Orbis. — Cum S. Sedes peculiaribus privilegiis ac gratiis de se benemerentes prosequi soleat, nuper simplici apostolico rescripto altaris privilegium omnibus quorumdam regularium ecclesiis concessit, nulla prorsus apposita clausula restrictiva, vel præservativa aut irritante aliud simile privilegium pro omnibus iisdem ecclesiis jam obtentum ; at nonnulli in dubium revocantes, utrum revera adhuc subsistente priori privilegio, posterius vigeat, vel utrumque potius sustineatur nec ne, factus est locus dubiis. Primo : An hujusmodi privilegium etiam cum expressione primi, sed sine ejusdem revocatione, obtentum subsistat ? Et quatenus affirmative. Secundo : An intelligatur revocatum privilegium antea concessum, ita ut ad formam brevis si expediretur cum consuetis clausulis

1. Salzburg, archevêché (Autriche).

irritantibus, sit reducendum novissime obtentum? Quibus in Sac. Congregatione Indulgentiis Sacrisque Reliquiis præposita relatis et mature perpensis, eadem Sac. Congregatio, die 17 martii 1750, rescribendum esse censuit : Ad utrumque, affirmative. Fr. J. card. Portocarrero Præf. -- A. M. Erba, proton. apostolicus, secret. (*Decreta*, n° CLXXXIX, p. 143-144.)

6. Voici une décision spéciale, exceptionnelle, d'après laquelle, si le rescrit ne porte pas de clause restrictive, la même église peut avoir un autel privilégié par autorité apostolique, plus un autel privilégié en vertu des pouvoirs spéciaux conférés à l'évêque.

Quebecen.[1]. — Archiepiscopus Quebecensis Sacræ Congregationi quæstiones solvendas proposuit, ut infra :

Cum virtute rescripti 11 decembris 1842 concessa fuerit ipsi oratori facultas declarandi privilegiata altaria ecclesiarum, quamvis tota mensa consecrata non sit, quærit an duo altaria possint declarari privilegiata in eadem ecclesia, enixeque supplicat ut privilegium applicandi indulgentiam sic concessam extendatur ad omnes et singulos sacerdotes in iisdem altaribus sacrum peragentes quocumque die per annum, dominicis tantum et festis primæ et secundæ classis exceptis, ita tamen ut idem privilegium valeat, etiamsi missa festi occurrentis et non missa de requiem celebretur?

Sacra Congregatio respondit : Posse Ordinarium, virtute rescripti, in eadem ecclesia secundum altare privilegiatum declarare, si unum jam ab Apostolica Sede tali privilegio fuerit decoratum, dummodo tamen in enunciato rescripto nulla adsit conditio restrictiva ; itemque ad omnes et singulos sacerdotes in iisdem sacrum peragentes et ad quoscumque dies extensum habetur privilegium, quando altaria declarantur privilegiata quotidiana, minime exceptis dominicis ac solemnioribus festis, ex decreto Sacræ hujus Congregationis sub die 20 julii 1751, quod confirmavit san. me. Clemens XIV, die 7 martii 1771, declarando constare de privilegio ad formam resolutionis Sacræ Congregationis Indulgentiarum. Ita declaravit Sac. Congr., die 14 junii 1845. (*Decreta*, n° DLXVII, p. 473-474.)

7. Si une église possède déjà un autel privilégié, mais à l'usage seulement d'une certaine classe de personnes, comme serait une confrérie, une corporation, etc., on peut solliciter et obtenir du St-Siège un second autel privilégié, dont l'indulgence puisse être gagnée par tous les fidèles indistinctement, l'un, purement personnel et limité, ne pouvant pas faire obstacle à la valeur du second, à la fois local et général.

Bergomen.[2]. — An existentia altaris privilegiati certo personarum cœtui

1. Québec, archevêché (Canada).
2. Bergame, évêché (Italie).

concessi obesse possit concessioni alterius similis privilegii indefiniti pro omnibus in eadem ecclesia, ratione clausulæ in posteriori privilegio exaratæ *in qua aliud altare privilegiatum non reperiatur concessum ?*

Sac. Congregatio, die 21 maii 1742, respondit : Non obesse. (*Decreta*, nº CXV, pag. 82.)

8. Citons maintenant quelques cas particuliers, où les dérogations au droit commun confirmeront et démontreront encore mieux les règles posées ci-dessus.

Dans l'église paroissiale et collégiale des SSts-Apôtres, à Venise, deux confréries furent érigées, sous des vocables différents; l'une obtint le privilège; puis, les sept ans expirés, le fit renouveler, mais l'exécution en fut suspendue par l'impossibilité de pouvoir faire dire le nombre de messes requises pour jouir de la faveur. L'autre confrérie obtint alors le privilège. La première érigée réclama, en vertu de la clause qu'il ne peut y avoir dans la même église deux autels privilégiés.

La Congrégation des Indulgences trancha le doute et résolut la difficulté en proposant que chaque confrérie eût son autel privilégié, mais seulement au profit des confrères défunts. Le décret est du 31 juillet 1719.

Quodnam ex dictis privilegiis in suo robore permaneret?

Sustineri privilegium secundæ confraternitatis et ad mentem. Mens autem est quod exquiratur a patriarcha Veneto utrum expedire putet, pro dissidiis componendis, quod privilegium transferatur ad aliud altare ejusdem ecclesiæ et insimul concedatur privilegium altaribus utriusque confraternitatis pro confratribus tantum (F. Theodorus a Spiritu Sancto, t. II, p. 66.)

Clément XIII, par un paragraphe de sa bulle *Christianæ fidei*, donnée près Ste-Marie-Majeure le 23 décembre 1765, et consacrée aux indulgences de l'église de Ste-Marie-des-Martyrs, renouvelle et confirme les concessions déjà faites par ses prédécesseurs Grégoire XIII, Clément XI et Benoît XIII.

En conséquence sont déclarés privilégiés : le maître autel, avec ses deux faces, celui de St-Joseph et celui des Reliques, ce dernier seulement pour les chanoines de la collégiale.

Demum cum in ipsa primodicta ecclesia plura quotidie celebrentur missæ sacrificia et, sicut accepimus, prædictus Gregorius pp. XIII prædecessor aram ejusdem ecclesiæ principem et post novam illius elevationem,

jussu fel. record. Clementis pp. XI, pariter prædecessoris nostri, factam, illam ex utroque prospectu, similis memoriæ Benedictus pp. XIII, prædecessor quoque noster, sub die VIII januarii MDCCXXVII perpetuum pro defunctis quotidiano privilegio insigniverit similique prorsus prærogativa ipse Benedictus prædecessor per suas litteras in forma brevis die XXI junii MDCCXXVII, pontificatus sui anno IIII, altare Sancti Josephi decoraverit, ac alias idem Clemens XI, pariter prædecessor, die VIII maii MDCCXVII per speciale decretum altare Reliquiarum nuncupatum,secus aditum, inter chori aream et sacrarium situm, pro missis quæ ad illud a solis ipsius ecclesiæ canonicis celebrarentur, itidem privilegiatum decoraverit; Nos, easdem Gregorii et Clementis ac Benedicti prædictorum concessiones singulas præsentibus pro plenius expressis et integraliter insertis habentes, eas omnes authoritate quoque nostra harum serie confirmamus et approbamus novumque robur illis adjicimus et, quantum opus sit, de omnipotentis Dei ac beatorum Petri et Pauli apostolorum auctoritate confisi, ex integro concedimus et indulgemus quod quoties sacerdos aliquis sæcularis vel de superiorum suorum licentia regularis, ad eamdem aram principem ex utraque parte vel ad altare Sancti Josephi aut quilibet ex canonicis præfatis ad dictum altare Reliquiarum sacrosanctum missæ sacrificium pro animabus fidelium quæ Deo in charitate conjunctæ ab hac luce migraverint, celebraverit, animæ ipsæ, de thesauro Ecclesiæ, per modum suffragii indulgentiam consequantur, ita ut ejusdem Domini Nostri Jesu Christi et beatissimæ Virginis Mariæ sanctorumque omnium meritis eis suffragantibus, a purgatorii pœnis liberentur, apostolica auctoritate præfata etiam concedimus et indulgemus.

Les chanoines de la métropole de Fermo ayant exposé qu'il n'y avait dans leur église qu'un seul autel privilégié, ce qui était insuffisant pour le grand nombre de messes qui y étaient ou fondées ou journellement demandées, obtinrent un bref de Pie VII, le 15 mars 1815, par lequel sont déclarées privilégiées toutes les messes dites par eux, à l'intention des défunts, à quelque autel que ce soit de la métropole.

La même faveur est accordée aux bénéficiers et autres prêtres attachés au service de l'église.

*Ampliatio privilegii altaris privilegiati pro capitulo ecclesiæ metropolitanæ Firmanæ.*

Pius PP. VII. Ad perpetuam rei memoriam. Exponi nobis nuper fecerunt dilecti filii capitulum et canonici metropolitanæ ecclesiæ Firmanæ quod sicuti in dicta ecclesia unum dumtaxat altare privilegio apostolico quotidiano pro animabus fidelium defunctorum a purgatorii pœnis liberandis decoratum reperiatur, tot sunt missarum onera ad hujusmodi al-

tare celebranda, et alia missarum sacrificia quæ christifideles pro defunctis ad dictum altare celebrari flagitant, ut canonici, beneficiati et alii sacerdotes choro ejusdem metropolitanæ ecclesiæ inservientes missas sibi incumbentes seu devotionis causa, non sine tam proprio quam aliorum presbyterorum ad dictam ecclesiam adventantium incommodo,in altare privilegiato hujusmodi celebrare possunt; Nobis propterea humiliter supplicar fecerunt ut in præmissis opportune providere et ut infra indulgere benignitate apostolica dignaremur.

Nos igitur ipsos exponentes specialibus favoribus et gratiis prosequi volentes, hujusmodi supplicationibus inclinati, de omnipotentis Dei misericordia ac beatorum Petri et Pauli apostolorum ejus auctoritate confisi, ut quandocumque sacerdos aliquis ex canonicis, beneficiatis aliisque choro dictæ metropolitanæ ecclesiæ dumtaxat inservientibus, ad quodcumque altare dictæ metropolitanæ ecclesiæ sacrosanctum missæ sacrificium tam pro satisfactione onerum sibi incumbentium quam devotionis causa pro anima cujuscumque christifidelis quæ Deo in charitate conjuncta ab hac luce migraverit, celebrabit, missæ sacrificium hujusmodi animæ seu animabus pro qua seu pro quibus celebratum fuerit perinde suffragetur ac si ad altare privilegiatum fuisset celebratum, auctoritate apostolica, tenore præsentium, concedimus et indulgemus.

Non obstantibus, etc. Præsentibus perpetuis futuris temporibus valituris.

Datum Romæ, de speciali mandato Nostro, sub annulo piscatoris, die decima quinta martii, millesimo octingentesimo trigesimo quinto, pontificatus nostri anno sexto. (*Bullar. Rom. cont.*, t. XII, p. 273.)

Les Cisterciens possèdent dans chaque église de l'ordre deux autels privilégiés, ainsi qu'il résulte de cette note insérée dans l'*Ordo* et qui mentionne la concession faite par Benoît XIV, à la date du 5 avril 1743.

Benedictus XIV, per suas litt. in forma brevis, sub die 5 aprilis 1743, benigne indulsit, ut in omnibus ecclesiis O. N. *duo altaria privilegiata quotidiana* perpetuo habere possimus.

Pie VII, le 2 mai 1818, a privilégié tous les autels de la basilique et de la sacristie de St-Pierre au Vatican.

Les Carmes d'Albano, par bref de Clément XI, en date du 12 octobre 1703, eurent, pour sept ans, tous les autels de leur église privilégiés pour chaque jour de l'octave des morts.

## XXIV. — Le cumul des privilèges.

J'extrais de *l'Ami du Clergé* ces trois solutions pratiques :

1. Q. — Un prêtre, par suite d'une aumône envoyée à Rome, jouissant déjà du privilège de l'autel (pour trois jours de la semaine), a-t-il maintenant un double privilège, c'est-à-dire le privilège de l'autel pour toute la semaine, s'il a droit aux faveurs accordées récemment par Sa Sainteté Léon XIII, aux prêtres s'occupant de l'œuvre de la Sainte-Enfance ?

R. — Non, en vertu de la clause insérée dans la concession de la faveur susdite à l'œuvre de la Sainte-Enfance, car il est dit : « SSmus D. Leo PP. XIII... benigne annuit pro indulto personali altaris privilegiati tribus in qualibet hebdomada diebus, dummodo sacerdotes de quibus in supplici libello simile indultum pro alio die non obtinuerint. » (*Annales*, octobre 1879.)

2. La concession de l'autel privilégié pour un certain nombre de jours par semaine n'empêche pas que le prêtre ne puisse encore jouir d'un autre privilège, *à moins que le contraire ne soit exprimé dans les concessions*. C'est ce qui ressort du décret suivant : « An sacerdos qui gaudet privilegio altaris personalis, si aggregatus alicui congregationi, quæ etiam dicto privilegio gaudet, possit adhuc frui hoc alio privilegio, cum aliunde jam habeat per tres aut quatuor vices in hebdomada tale privilegium ? Sac. Congregatio respondit, auditis quoque consultorum votis : Affirmative, dummodo in indultis, de quibus mentio fit in dubio, aliter expresse non disponatur. Die 27 maii 1839. »

3. Q. — Quand un prêtre, appartenant à une société religieuse et comme tel ayant le pouvoir de jouir de l'autel privilégié 3 ou 4 fois par semaine, est envoyé en mission et reçoit du vicaire apostolique ses feuilles de pouvoir où se trouve celui de délivrer chaque semaine une âme du purgatoire, et celui de jouir de l'autel privilégié chaque lundi, peut-il cumuler tous ces privilèges ? Je serais porté à croire qu'il le peut. On me fait des objections.

R. — De règle générale, la concession de l'autel privilégié, trois ou quatre fois par semaine, ne se cumule pas avec d'autres privilèges du même genre. C'est ce qu'expriment les feuilles de concession.

Mais les deux privilèges de l'autel privilégié pour chaque lundi et de la même indulgence une fois la semaine nous paraissent se cumuler, de telle sorte que le prêtre ait à la fois le pouvoir de gagner les deux indulgences, parce que cette fréquence ne sort pas des limites ordinaires des concessions. Ces deux indulgences se cumulent-elles avec les trois ou quatre autres par semaine ? Nous ne le pensons pas. Toutefois, comme les règles générales peuvent être en défaut dans les cas particuliers, il serait bon de s'assurer en consultant l'autorité.

4. La S. C. des Rites, jugeant que la question n'était pas de sa

compétence, renvoya à celle des Indulgences, le 23 février 1839, sur la question du cumul de l'autel privilégié personnel et de l'autel comme membre d'une Congrégation.

*Meliten.* An sacerdos, qui gaudet privilegio altaris personalis, qui aggregetur alicui congregationi, quæ etiam dicto privilegio gaudet, possit adhuc frui hoc alio privilegio quum aliunde jam habeat per tres aut quatuor vices in hebdomada tale privilegium ? — S. R. C. rescribendum censuit : Ad Congregationem Indulgentiarum.

## XXV. — Durée et limite du privilège.

1. L'autel privilégié est dit perpétuel, *perpetuum*, si la concession n'a pas de limites quant au temps et doit durer toujours; septénaire, *ad septennium*, si elle est restreinte à sept années consécutives.

Or la supputation de ces sept années se compte régulièrement à partir du jour de l'expédition du bref ou rescrit pontifical et non à dater du jour de sa publication.

An attentis verbis quæ in brevibus indulgentiarum apponi solent : *Præsentibus ad septennium valituris*, septennii initium a die publicationis brevis desumendum sit?

Eadem Sacr. Congreg. (Indulg. et Sacr. Reliq. præposita), die 18 maii 1711, declaravit, non a die publicationis, sed a die datæ brevis septennii tempus incipere. Et facta relatione Sanctissimo Domino Nostro per me infrascriptum Secretarium die 20 ejusdem mensis, Sanctitas Sua Congregationis sententiam approbavit. J. M. card. Gabriellius præfectus. — Raphael de Hieronymis, secret. (Ferraris, t. I, col. 447.)

Cependant, ce qui est vrai pour l'évêque ne l'est pas pour l'autel; aussi un décret donné pour Tarentaise le 22 septembre 1841, fait-il commencer le *septennium* dans les églises paroissiales, seulement à dater du jour où l'évêque détermine l'autel privilégié : « Quoad vero altare, simili indulto decoratum erit per septennium proximum, incipiendum a die respectivæ designationis uniuscujusque altaris. »

2. L'autel privilégié est quotidien, *quotidianum*, si l'indulgence plénière peut être gagnée tous les jours de l'année, chaque fois qu'un prêtre y célèbre; diurne, si l'indulgence est limitée à un certain nombre de jours par semaine.

Pour l'autel privilégié local, l'Ordinaire désigne les jours qui, pour l'autel personnel, sont laissés au choix du prêtre qui a obtenu le privilège: « Feriæ, pro quibus conceditur privilegium, semel

tantum ab Ordinariis locorum designari debeant. » (Sac. Ind. Congr., ad ann. 1727.)

3. Le privilège est général, si tout prêtre, séculier ou régulier, peut indistinctement gagner l'indulgence; personnel, s'il est affecté, par exemple, aux seuls prêtres qui desservent l'église ou aux religieux de la communauté annexée à l'église.

4. L'indulgence de l'autel privilégié, ne concernant que les seuls défunts, n'est pas comprise dans la suspension générale de toutes les indulgences, à l'occasion d'un jubilé.

Sub generali indulgentiarum suspensione, quæ fit anno jubilæi, non comprehenduntur altaria privilegiata, nec aliæ indulgentiæ pro solis defunctis concessæ. (Sac. Congr. Indulg., 22 januarii 1700, apud Ferraris, tom. I, col. 448.)

L'évêque de Tournai, ayant consulté Urbain VIII au sujet de la suspension des indulgences en temps de jubilé, lui avait posé cette question : « An eidem suspensioni includantur altaria privilegiata in perpetuum vel ad tempus concessa? » Le pape lui fit répondre par l'intermédiaire du nonce de Bruxelles, le 4 février 1625, que la suspense n'atteignait pas les autels privilégiés, parce que les suffrages pour les morts n'étaient pas compris dans la dénomination d'indulgences : « Negative, quia suffragia mortuorum non veniunt appellatione indulgentiarum. » (*Anal.*, t. XXII, col.742.)

5. L'indulgence de l'autel privilégié n'est pas atteinte par la clause irritante des brefs ordinaires ou plutôt ne préjudicie en rien aux autres indulgences personnelles ou temporaires que le Souverain Pontife peut accorder à la même église.

Cum a Sac. Congregatione Indulgentiis Sacrisque Reliquiis præposita Cameracensis archiepiscopus quæsivisset quæ vis et sententia clausulæ quæ hodie brevibus indulgentiarum apponi solet : « Volumus autem ut si alias christifidelibus, dictam ecclesiam quolibet anni die visitantibus, aliqua alia indulgentia perpetua vel ad tempus nondum elapsum duratura concessa fuerit, præsentes litteræ nullæ sint. » Sacra Congregatio, re diligentius examinata, clausulam sic explicandam censuit : Si videbitur Sanctissimo Domino Nostro, ea minime contineri altaria privilegiata pro defunctis, neque indulgentias, aut certo personarum generi concessas, ut confraternitati, regularibus et capitulo, aut certum pium opus in ipsa ecclesia peragentibus, ac iis qui christiana doctrina erudiuntur, vel alios erudiunt et qui sanctissimi Eucharistiæ Sacramenti expositioni, cum ora-

tione quadraginta horarum, intersunt, neque stationum Urbis et septem altarium indulgentias instar septem altarium basilicæ Vaticanæ concessas, neque demum quæ pro unica vice conceduntur. Cæterum si alia indulgentia, sive plenaria, sive non plenaria, in perpetuum vel ad tempus, tum ab eodem, tum ab alio Romano Pontifice generatim christifidelibus ecclesiam vel aliquod ejus altare seu capellam visitantibus eodem anni die, vel diverso, concessa fuerit, de qua non fiat in litteris apostolicis mentio, has litteras ob adjectam clausuram esse prorsus irritas ac nullas. Datum die 23 junii 1676. De his autem facta relatione ad Sanctiss. Dominum Nostrum, die 16 martii 1677, sententiam Sacræ Congregationis approbavit. Cardinalis Maximus. Michael Angelus Riccius, secretarius. (Ferraris, t. I, col. 449.)

## XXV. — Translation du privilège.

1. La translation du privilège d'un autel à un autre ne peut être opérée que par le Saint-Siège, qui déclare alors le privilège précédemment accordé, annulé par le fait même et transféré à un autre autel désigné dans le bref apostolique. J'ai rapporté plus haut le texte même du bref de translation donné en 1691 par Innocent XII, en faveur de la métropole de Bénévent.

2. Cette translation d'un autel à un autre se fait aussi, en vertu d'une autorisation spéciale du St-Siège, soit par l'Ordinaire du lieu, soit par l'abbé, s'il s'agit d'un monastère. Pour cela, il faut une raison grave, dont le Saint-Siège seul est juge, ou une impossibilité matérielle absolue, comme le défaut dans l'église d'un autel dédié sous le vocable exprimé dans la concession.

Cremonen.[1]. — Sac. Congregatio Indulgentiis Sacrisque Reliquiis præposita, altari majori ecclesiæ fratrum Carmelitarum excalceatorum civitatis Cremonen., ex vi indulti sub die 9 octobris 1738, altari per respectivos locorum Ordinarios eligendo in omnibus ecclesiis ordinis prædicti a sa. me. Clemente XII generaliter emanati concessum, de consensu Ordinarii ad altare Beatissimæ Virginis de Monte Carmelo transferri posse, hocque sic decoratum vigore primævæ concessionis destinatum in perpetuum habendum esse. Et facta de præfatis omnibus, sub die 18 octobris ejusdem anni, Sanctissimo Domino relatione, Sanctitas Sua benigne approbavit. L. card. Picus Præf. — A. M. Erba, prot. apostolicus, secret. (*Decreta*, n° CVII, p. 71-72.)

Sac. Congregatio Indulgentiis Sacrisque Reliquiis præposita, die 23 septembris 1746, censuit indulgendum esse ut abbas Canonicorum Regularium

1. Crémone, évêché (Italie).

Lateranensium monasterii S. Leonardi extra muros, civitatis Veronensis, altare prædicti S. Leonardi pro altari Sancti Ubaldi, quod in eorum ecclesia non reperitur erectum, juxta breve diei 18 decembris 1743, designare valeat, servato in reliquis ipsius tenore brevis. De quibus facta per me infrascriptum hujusmodi Sac. Congregationis secretarium, die 28 ejusdem mensis, Sanctissimo Domino relatione, Sanctitas Sua benigne annuit. Fr. J. card. Portocarrero præf. — A. M. Erba, prot. apostolicus, secret. (*Decreta*, n° CXLIII, p. 100.)

3. Le St-Siège, quand il ne juge pas la ranslation opportune, autorise parfois que l'on ajoute à l'autel désigné pour le privilège l'effigie du saint dont le nom motivait la concession apostolique.

On peut voir plus haut les indults accordés à cet effet aux chanoines réguliers de Latran.

4. Un des motifs que l'on peut invoquer pour la translation momentanée du privilège est la réparation ou la reconstruction de l'autel privilégié. On accorde alors que le privilège soit reporté à un autel, tout le temps que dureront les travaux.

Quum in casu reaptationis altaris privilegiati soleat peti translatio privilegii ad aliud altare, dicta translatio, durante tantum tempore fabricæ. Sac. Indulg. Congr., anno 1764, in *Wladislavien.*, ad 2 (*Decreta*, n° CCLXVII, p. 208.)

5. La translation, comme la concession, se fait par voie de bref.

Voici deux brefs de Clément VIII et d'Innocent XI, qui sont gravés dans les églises de St-Onuphre et de St-Pierre *in Vincoli*, à Rome, l'un pour une translation temporaire, l'autre pour une translation perpétuelle.

*A. St-Onuphre, sur le Janicule, pour l'autel de N.-D. de Lorette.*

Clemens pp. VIII. Ad futuram rei memoriam. Cum, sicut accepimus, dilecti filii prior et conventus domus S. Honuphrii de Urbe unam capellam, sitam in eorum ecclesia, ubi bo. me. card. Tridentinen. et Madrutii ac Joannis Federici, olim Cæsareæ Majestatis apud Sedem Apostolicam oratoris, cadavera sepulta sunt, venerabili fratri Carolo Madrutio, episcopo Tridentino, concesserint ac dictus Carolus episcopus capellam prædictam extollere ac ibi suorum majorum sepulchra erigere decreverit, sed quia in dicta capella altare privilegiatum pro defunctis existit, ne, dum dicta capella fabricatur, prædicta ecclesia hujusmodi privilegio destituta remaneat, cupiunt tam Carolus episcopus quam prior et conventus prædicti supradictum privilegium pro animabus defunctorum ad aliam capellam seu altare ejusdem ecclesiæ, durante fabrica hujusmodi, per nos trans-

ferri. Quare nobis humiliter supplicare fecerunt ut in præmissis opportune providere de benignitate apostolica dignaremur. Nos igitur eorumdem Caroli episcopi ac prioris et conventus desiderio annuere ac ipsos specialibus favoribus et gratiis prosequi volentes, hujusmodi supplicationibus inclinati, privilegium pro animabus defunctorum a prædicta capella seu altare, donec supradicta fabrica duraverit, ad altare capellæ S. Honuphrii siti in eadem ecclesia, auctoritate apostolica tenore præsentium transferimus, ita ut interim quandocumque sacerdos aliquis ad altare S. Honuphrii missam defunctorum pro anima cujuscumque fidelis quæ Deo in charitate conjuncta ab hac luce migraverit celebrabit, illa de thesauro Ecclesiæ indulgentiam consequatur, quatenus Domini Nostri Jesu Christi ac B. Mariæ Virginis Sanctorumque omnium meritis sibi suffragantibus, a purgatorii pœnis liberetur per modum suffragii concedimus et indulgemus. Finita vero fabrica, hujusmodi privilegium ad prædictam capellam ut prius, ex nunc prout ex tunc et e contra restituitur et reintegratur. Non obstantibus Nostra de non concedendis indulgentiis ad instar aliisque constitutionibus et ordinationibus apostolicis cæterisque contrariis quibuscumque.

Datum Romæ apud S. Petrum sub annulo piscatoris, die XIX novembris MDCI, pontificatus Nostri anno decimo. M. Vestrius Barbianus.

*A St-Pierre aux liens, pour l'autel de St-Sébastien.*

Innocentius PP. XI. — Ad perpetuam rei memoriam. Dudum fel. rec. Gregorius PP. XIII, prædecessor Noster, de divina misericordia confisus, concessit ut quoties quicumque sacerdos, sive sæcularis sive regularis, missam ad altare beatæ Mariæ Virginis ac Sancti Sebastiani, situm in ecclesia monasterii Sancti Petri ad vincula de Urbe, canonicorum regularium, congregationis Sancti Salvatoris, ordinis Sancti Augustini, pro liberatione unius animæ in purgatorio existentis celebravisset, ipsa anima per hujusmodi celebrationem easdem indulgentias et peccatorum remissiones consequeretur et ad ipsius liberationem pro qua celebraretur dicta missa, operaretur, quas consequeretur et operaretur si prædictus sacerdos hac de causa missam ad altare situm in ecclesia monasterii Sancti Gregorii etiam de Urbe ad id deputatum celebraret et alias, prout in ipsius Gregorii prædecessoris litteris desuper in simili forma brevis, die XXVI octobris MDLXXVI ad perpetuam rei memoriam expeditis, quarum tenorem præsentibus pro plane et sufficienter expresso et inserto haberi volumus, uberius continetur. Cum autem sicut dilecti filii abbas et canonici regulares dicti monasterii S. Petri ad vincula Nobis nuper exponi fecerunt ipsum altare primodictum, quod muro præfatæ eorum ecclesiæ prope illius januam adhærebat, ita ut sacerdotes ad illud celebrantes humeros altari majori ipsius ecclesiæ obversos haberent, inde in ejusdem ecclesiæ navem seu alam lateralem a sinistris ingredientium transtulerint ibique decentius collocaverint, hinc est quod Nos supplicationibus ipsorum exponentium nomine Nobis super hoc humiliter porrectis inclinati, privilegium

pro liberandis a pœnis purgatorii fidelium defunctorum animabus a memorato Gregorio prædecessore concessum ut præfertur, ad altare sicut præmittitur translatum, servata tamen in reliquis præfatorum Gregorii prædecessoris litterarum forma et dispositione, auctoritate apostolica tenore præsentium, quatenus opus sit, transferimus. In contrarium facientibus non obstantibus quibuscumque.

Datum Romæ apud Sanctam Mariam Majorem sub annulo piscatoris, die IX septembris anno MDCLXXXIII, pontificatus Nostri anno septimo. Joan. Gualt. Slusius.

6. La translation du privilège se constate par une inscription. Garruba nous fournit un exemple à propos de l'église de Palo, dans l'archidiocèse de Bari, dont l'autel, indulgencié par Grégoire XIII, en 1583 et qui était sous le vocable de la Madone *della Libera*, fut réuni à celui de St-Antoine de Padoue, en 1782.

D. O. M.
Altare sanctæ Mariæ liberanti
sub templi hujus campanaria turri erectum
ac perpetuo indulgentiarum privilegio
pro defunctis e collegio presbyterorum
a Gregorio XIII anno 1583 decoratum,
ut ex lapidari monumento prope publicum
archivium affixo,
confratres sanctissimi Sacramenti,
ejusdem patroni,
archipresbytero assentiente,
ut sacrificia loci fœditatem declinarent,
cum eodem privilegio et patronatu
huc legitime transferre
cum altari sancti Antonii Patavini
decentius copulare curarunt
A. D. MDCCLXXXII.

## XXVII. — Incommunicabilité du privilège

1. L'aggrégation d'une église à une autre église, c'est-à-dire la participation à ses privilèges et faveurs spirituelles, ne confère pas de droit la communication de l'autel privilégié, qui, dans l'église-mère, reste toujours une concession purement locale.

Moniales monasterii S. Basilii civitatis Justinopolitanæ obtinuerunt aggregationem ad basilicam Lateranensem et consuetam communicationem privilegiorum. Horum intuitu contendunt, non solum se lucrari posse in-

dulgentias ejusdem basilicæ præter indulgentias sui ordinis, sed etiam se frui posse perpetuo privilegio altari illius basilicæ concesso. Petunt declarari an vi aggregationis ad basilicam Lateranensem concessum intelligatur privilegium altaris? Resp. Negative. Die 9 maii 1729 (Ferraris, t. I, col. 453.)

Prinzivalli donne ce décret sous une forme plus abrégée:

Justinopolitanæ[1]. — An vi aggregationis ecclesiæ Lateranensi concessum intelligatur privilegium altaris? Sacra Congregatio diei 9 maii 1729 respondit : Negative. (*Decreta*, nº LXIV, p. 45.)

Ut pietatis opera in christiana reipublica augeantur simulque charitatis vincula fideles ipsos magis magisque obstringant, jamdiu mos invaluit privilegia, indulgentias aliasque spirituales gratias, quibus patriarchales basilicæ, aliæque ecclesiæ, nosocomia, archiconfraternitates et alia hujusmodi generis pia instituta gaudent, aliis per aggregationes communicandi; verum cum super hujusmodi aggregationibus plura quotidie emergant dubia, et præsertim, num qui aggregandi facultatem habent, privilegia sibi competentia ampliare sive limitare in aggregatione queant; pariterque an pro sui arbitrio ipsas aggregationes ad tempus vel in perpetuum concedere possint; tum etiam utrum privilegium altaris quo aggregatus fruitur communicari possit, neve christifideles in re tanti momenti decipiantur, decidenda in Sac. Congregatione Indulgentiarum et Sac. Reliquiarum proposita fuerunt sequentia dubia : 1. An patriarchales basilicæ aliæque ecclesiæ, nec non nosocomia, archiconfraternitates, superiores cujuscumque ordinis, sive instituti cæterique habentes facultatem communicandi privilegia, possint privilegia et indulgentias ampliare et limitare pro sui arbitrio in aggregationibus? 2. An aggregationes faciendæ sint ad tempus vel in perpetuum? 3. An privilegium altaris sit communicabile? Et Sacra eadem Congregatio, die 5 februarii 1748, declarandum esse censuit : Ad 1. Negative, nisi aliter in indultis Apostolicis provideatur. Ad 2. Aggregationes faciendas esse in perpetuum. Ad 3. Negative. De quibus facta per me infrascriptum ipsius Sacræ Congregationis Secretarium, die 2 marti ejusdem anni, Sanctissimo Domino relatione, Sanctitas Sua votum Sacræ Congregationis benigne approbavit. — Fr. J. card. Portocarrero præf. — A. M. Erba, prot. apostolicus, secret. (*Decreta*, nº CLXII, p. 116-117.)

Patres Oratorii S. Philippi Mantuæ exponunt suæ ecclesiæ a Clemente XI concessas esse omnes indulgentias et gratias quæ sunt Romæ in oratorio S. Philippi in Vallicella. Cum vero ibi sint duo altaria privilegiata, quæritur : An in prædicta generali communicatione indulgentiarum et gratiarum comprehendatur privilegium perpetuum pro duobus altaribus. Resp.: Negative. S. Congr. Indulg., 25 martii 1725. (Ferraris, t. I, col. 455.)

1. Capo d'Istria, évêché (Autriche).

2. Les confréries sont soumises aux mêmes règles que les églises. (*Voir* les décrets *in Cusentin.* et *Civitatis Castellan.*)

3. Dans le cas de doute, il est prudent de consulter le St-Siége et même, au besoin, de solliciter de sa bienveillance la faveur de l'autel privilégié.

Alphonse de Liguori, évêque de Ste-Agathe-des-Goths et recteur majeur de la Congrégation du Très-Saint-Rédempteur, expose humblement à Votre Sainteté que par bref pontifical, expédié le 11 août 1757, furent accordés à la susdite Congrégation tous les privilèges et grâces des Pères Doctrinaires et Pieux Ouvriers, communiqués aux Pères de l'Oratoire, mais comme on doute que dans cette concession générale soit compris l'autel privilégié perpétuel et quotidien bénignement accordé auxdites congrégations, il supplie Votre Sainteté de vouloir bien étendre et communiquer à ladite Congrégation du Rédempteur la même grâce, au cas où celle ci ne serait pas comprise dans la concession générale. Que Dieu, etc.

Sanctissimus Dominus Noster Clemens PP. XIII, ex speciali gratia, oratoris precibus inclinatus, concessit præfatæ Congregationi altare privilegiatum quotidianum in perpetuum; quoad vero recitationem particularium officiorum ad formam Ordinarii PP. Doctrinæ Christianæ et PP. Piorum Operariorum, instet orator apud Sac. Rituum Congregationem. Voluitque Sanctitas Sua hanc gratiam suffragari absque ulla brevis expeditione. Datum Romæ ex Secretaria Sac. Congregationis Indulgentiarum, die 15 octobris 1764. — J. de Comitibus, secret. (*Decreta*, n° CCLXIII, p. 203-204).

## XXVIII. — Inscriptions constatant le privilège.

1. On peut encadrer le bref de concession et le placer soit à la sacristie, soit près de l'autel privilégié ; malgré cela, il est exposé à disparaître à un moment donné. Les chances de destruction sont non moins grandes, si on le dépose aux archives, où d'ailleurs le public ignore son existence et n'en peut prendre connaissance.

Le moyen le plus sûr pour informer les fidèles intéressés à le savoir, et aussi le plus durable, est d'apposer une inscription permanente, gravée sur pierre ou sur marbre, bien en vue, à proximité de l'autel où doit se gagner l'indulgence. En cela, nous nous conformerons à la pratique romaine.

Il ne s'agit ici évidemment que des concessions perpétuelles. Une concession temporaire n'exigerait pas tant de solennité ; puis il faudrait, pour ne pas tromper les fidèles, le moment venu, ou supprimer l'inscription ou faire renouveler l'indult.

Sans doute, je ne voudrais pas exclure les concessions particulières, faites en vue d'une classe spéciale d'individus, mais alors il serait indispensable de spécifier que l'indulgence n'est pas applicable à tous les trépassés indistinctement.

Or, il y a trois manières de rédiger ces sortes d'inscriptions : en adoptant la formule abrégée de la Congrégation des Indulgences, en reproduisant la substance de la concession et enfin en donnant le texte même du bref apostolique. Ces trois systèmes sont excellents, les deux premiers surtout, parce qu'ils ne sont ni trop longs ni trop courts et disent ce qu'il importe de connaître.

2. Le premier mode d'inscription, pour constater le privilège aux yeux des fidèles, est une inscription latine ou en langue vulgaire apposée sur une tablette à l'autel même et contenant ces simples mots : *Autel privilégié pour les défunts*, ainsi que l'a prescrit la Sacrée Congrégation des Rites.

Intuitu alicujus altaris privilegiati in aliqua ecclesia non licet exponere tabellam super januam ecclesiæ : *Indulgence pour les morts*, sed tantum super ipso altari privilegiato consuetis verbis : *Altare privilegiatum pro defunctis*. (Sacra Rituum Congregatio, 13 aug. 1667, in Romana, apud Ferraris, t. I, p. 452.)

Le Saint-Office a défendu de placer dans les églises ou en dehors des tablettes portant la délivrance certaine de l'âme *aujourd'hui* et donne, à la place, la formule usuelle : *Altare privilegiatum.*

Tabellæ, in quibus dicatur : *Hodie liberatur anima a purgatorio*, non apponantur januis vel alio loco ecclesiarum; potest tamen haberi infrascriptio : *Altare esse privilegiatum*. 9 septembris 1603. (*Anal. jur. pont.*, t. XXVI, col. 942, 946.)

3. La chapelle de la Vierge et St-Antoine, dans la cathédrale de Lyon, fut fondée en 1622 par l'archidiacre Antoine de Gibertes, qui, l'année suivante, la dota pour une fondation de messe quotidienne. Dans l'acte il est dit que le fondateur a « obtenu de Notre Sainct Père le pape un autel perpétuellement privilégié pour les âmes du purgatoire ». Une inscription rappelait la concession pontificale. Elle était ainsi conçue : ALTARE PERPETVO PRIVILEGIATVM PRO D. (*defunctis*) 1623. (Bégule, *Monogr. de la cath. de Lyon*, p. 23.)

*A Ste-Marie-du-Peuple*, chapelle du crucifix, sont précisés l'effet et la date de la concession.

D. O. M.
SACERDOS QVI IN HOC
ALTARI PRO SALVTE
PIORVM DEFVNCTORVM
REM DIVINAM
EGERIT, EORVM ANIMAS
PVRGATORIO ABSOLVIT
GREGORIO XIII
PONT . MAX . CONCEDENTE
AN . SAL . M . D . LXXVI
DIE . XXII . SEPT.
PON . SVI . AN . V .
F . IO . BALDINIS . E . VITELLIANA . FECIT . FIERI .

4. Voici quelques autres exemples d'inscriptions, disposées ici selon l'ordre chronologique et empruntées aux églises de Rome. J'ai tenu à les multiplier pour montrer quelles immenses ressources nous offre l'épigraphie romaine quand nous nous déciderons à y choisir nos modèles et quelle variété admettent ces sortes d'inscriptions.

On y remarquera une rédaction le plus ordinairement latine, mais quelquefois aussi en langue italienne. Le nom du pontife et la date de concession y sont exprimés, ainsi que la nature même de cette concession, si elle est faite *ad instar*. Elles mentionnent aussi les confirmations, translations et restrictions.

*A Ste-Marie-sur-Minerve*, près le maître autel, une longue inscription relate les indulgences concédées à l'église. S. Pie V y est mentionné pour avoir privilégié cet autel par bref du 26 mars 1567 et bulle du 15 juin de la même année : « Chi dirà o farà dire la messa a l'altare maggiore ogni volta libera un' anima dal purgatorio. »

*A St-Augustin*, on remarque l'inscription suivante, surmontée des armoiries de Grégoire XIII :

Altare privilegiatum,
D. Nicolao Tolentinati dicatum,
in quo quoties quicumque sacerdos sive sæcularis
sive regularis suo vel alieno arbitrio missam
pro liberatione animarum in purgatorio

existentium celebraverit, ipsae animae per
hujusmodi celebrationem easdem indulgentias
et peccatorum remissiones consequentur
et ad animarum liberationem (pro quibus
celebrantur dictae missae) operabuntur
quas consequerentur et operarentur si dicti
sacerdotes hac de causa missam ad altare
situm in ecclesia monasterii beati Gregorii
de Urbe ad id deputatum celebrarent.
Greg. XIII, pont. max.

*A Sainte-Françoise-Romaine :*

Perpetuae Memoriae
quod olim huic ecclesiae
an. Dom. MDLXXIX. XXIII. aug. fel. rec.
Gregorius papa XIII
missam defunctorum
ad altare Spiritus S. celebrantibus
pro redemptione animarum
perpetuum concessit privilegium
hoc idem auctoritate
Urbani pp. VIII
ad hoc altare S. Gregorii est translatum
an. Dom. MDCXXXI XXIIII septembris.

*A Saint-Barthélemy-en-l'Ile :*

Gregorio XIII,
con suo breve dato sotto il di 22 agosto dell'anno 1581, concesse che ogni
volta che si celebra da qual si voglia
sacerdote di questo convento solamente di S. Bartolomeo del'isola la messa
de'morti all'altare della Madonna, detto
della Capella Santa, esistente
nella chiesa del medemo convento,
si liberi dalle pene del purgatorio quel-l'anima che ivi pena per la qual si
applica il santo sacrificio.

*A Saint-Barthélemy-en-l'Ile :*

Gregorius XIII p. o. m.
summa in Deum pietate
perpetuo in Franciscanam

familiam observantem
amore et eximia in pias
defunctorum animas
charitate affectus
Apostolica auctoritate
concessit cuilibet ex ea-
dem familia sacerdoti
qui domum hanc Sancti
Bartholomaei incoleret
si in capella hac Dei Ma-
tri dicata quam Sanctam
appellant, sacrificium
pro defunctis offerret,
animam illam liberaret
a purgatorii pœnis pro
qua sacrificaret idque
diplomate sanxit
Romæ,
XI kal. septem. MDLXXXI.

*A Sainte-Pudentienne :*

L'inscription suivante a été gravée au XVII^e siècle sur marbre, près de la table de bois sur laquelle S. Pierre célébra la messe, alors qu'il habitait la maison du sénateur S. Pudens.

In . hac . aede .
Sanctae . Pvdentianae
fvit
primvm . hospitivm
Sancti . Petri
Principis . Apostolorvm
qvo . fideles
sacrosanctvm
Evcharistiae
Sacramentvm
christiano . ritv
svmptvri . accedebant

In . hoc . altari
Sanctvs . Petrvs
ad . avgendam
fidelivm . mvltitvdinem
pro . vivis . et . defvnctis
corpvs . et
sangvinem . Domini
offerebat
et . est
altare . privilegiatvm
pro . suffragiis
defvnctorvm.

*A St-André, au Latran* (*Galletti, Inscriptiones Romanæ*, Rome, 1760, t. I, p. 107) :

Quicumq. e sacerdotibus huic hospitali inservientibus
missam in hoc altari celebrabit in die comm. defunctor.
et per totam octavam

item et in perpetuum singulis secundis per annum feriis
pro fideli anima de pœnis purgatorii liberanda
liberet eam :
ita S. D. N. Paulus V p. m. privilegio illustratum altare
voluit,
exorantibus loci custodibus
Cyriaco Matthaeio,
Io. Bapt. Cribellio et
Paulo Millino
et Prospero Jacobatio cam.

A *Sainte-Marie-de-Lorette* :

Paulus V pont. max.
die XVIII mensis augusti
anno CIↃCXII
et pontificatus sui VIII,
precibus Ferdinandi
cardinalis Gonzaghac
protectoris,
in perpetuum concessit
ut quicunque sacerdos
ad hoc sanctissimi crucifixi
altare
sacrificium funebre
celebraverit
animam a purgatorii pœnis
liberaverit.

A *Sainte-Marie-del-Pianto* (*Galletti*, t. I, p. 99) :

Paulus PP. quintus,
ad preces Illmi et Excmi D. D. Marci Ant.
Burghesii, Sulmonae principis ac hujus
archiconfr. et ecclesiae custodis
atq. administratoris,
volens ipsam ecclesiam et in ea situm
altare sanctiss. crucifixi speciali
munere illustrare, auctoritate
apostolica concessit et indulsit
ut quicunque sacerdos aliquis secularis
sive cujusvis ordin. regularis missam
defunctor. pro anima cujuscunq. fidelis
quae Deo in charitate conjuncta
ab hac luce migraverit ad prædictum
altare celebrabit, anima ipsa de

thesauro Ecclesiae per modum suffragii
indulgentiam consequatur, ita ut
D. N. Jesu Christi ac beatiss. Virg.
Mariae sanctorumq. omnium meritis
sibi suffragantibus. a purgatorii
pœnis liberetur
ut in ejus perpetuo valituris et in forma
brevis litteris expeditis, sub datum
Romae apud S. Mar. Maiorem die XXV febr.
pont. sui anno XII.

*Aux Capucins, place Barberini:*

Altare privilegiatum perpetuum
ad instar ecclesiae B. Gregorii de Urbe
a
Sanctissimo Domino Nostro Urbano octavo
p. o. m.,
supplicationibus
Eminentissimi D. F. Antonii cardinalis S. Honuphrii, concessum
est quotiescumque in hoc sacello Nativitatis
tam per sacerdotes saeculares quam regulares
pro animabus in purgatorio existentibus
celebratum fuerit.

*A St-Charles, au Corso:*

Privilegio d'Innocenzo XI p. m.,
accordato con breve del 1 marzo MDCLXXVIII.
Ogni volta che in questo altare
dedicato alla Bma Vergine sara offerto
il santo sacrificio della messa
per l'anima di qualsivoglia fedele,
Innocenzo XI p. m. ha conceduto
che venga essa liberata dalle pene
del purgatorio.

*A St-Sylvestre in Capite :*

SS. D. N. Clemens pp. XI
volens hanc ecclesiam monasterii et monialium
S. Silvestri in Capite quæ ipsi dum cardinalatus
honore fungebatur pro sui titulo assignata fuit,
speciali dono illustrare, concessit ut quicumque
sacerdos tam secularis quam regularis qui ad altare
majus missam die commemorationis defunctorum
ac singulis diebus infra illius octavam

nec non quatuor feriis cujuslibet hebdomadae
scilicet II, IV, VI et sabato pro anima cujuscumque
Christi fidelis quae Deo in charitate conjuncta
ex hac vita migraverit celebrabit, anima ipsa
per modum suffragii indulgentiam consequatur
et a purgatorii pœnis liberetur et hoc in perpetuum
prout ex suis licteris apostolicis
sub annulo piscatoris apud S. Petrum expeditis
die XIX januarii MDCCIV pontificatus sui anno IV.

A *la Purification* (*Galletti*, t. I, p. 185) :

Benedictus XIII pont. max., ord. praed.,
maiorem aram eadem die
qua templum consecratam
VI qualibet feria
ad amplissimam defunctis veniam
impetrandam
e thesauris Ecclesiae privilegio
ditavit
proximis sacris virginibus
et erga illas beneficus
ante eamdem preces rite
ad Deum effundentibus
singulis diebus
plenam noxarum expiationem
caeteris Christi fidelibus
VI tantum feria indulsit.

A *St-Jean le décollé* (*Galletti,* t. I, p. 158) :

Monumentum.
Ecclesiam hanc
ab archiconfraternitate inclita nationis florentinae
multo antea aedificatam,
Benedictus XIII pont. max. ordinis praedicatorum
ad frequentissimum populum concione prius habita
solemni ritu consecravit una cum ara maxima
pridie kalendas septembris anno MDCCXXVII
dedicationis festum XIII kal. novembris celebrari decrevit
aramque ipsam ad defunctorum solamen
quotidiano perpetuo privilegio locupletavit.

A *St-André in Pescheria* (*Galletti*, t. I, p. 149, n° 307) :

Aram in hoc sacello ad honorem d. Andreae apost. constructo
Benedictus XIII pont. max. ord. praed.

VI. kal. octobris MDCCXXVII solemni ritu Deo dicavit
pro animabus purgatorio igne cruciatis
si ad eamdem sacrum peragatur
iis omnium noxarum veniam
in morem Ecclesiæ solitum perpetuo impartitus est.
Universitas piscium venditorum Urbis.

*A la Scala Santa :*

Benedictus XIII p. m. ord. praed.
concessit
ut hoc altare S. Silvestri
a se consecratum
die XVIII octobr. MDCCXXVII
sit privilegiatum
pro defunctis in perpetuum.

*A Saint Philippi Neri, rue Giulia* (*Galletti,* t. I, p. 171) :

D· O ·M·
Benedicto XIII. pont. max. ord. praed.
quod pro sua in S. Philippum Nerium pietate
aedem hanc in novam pene formam a se redactam
solemni ritu dicaverit
die dominico XVII octobr. MDCCXXVIII,
quo templum cum ara maxima
eademque perpetuo in singulis diebus
pro defunctis privilegio ditata
reliquas die insequenti consecravit

*A St-Nicolas degl'Incoronati* (*Galletti,* t. I, p. 85) :

Ad perpetuam rei memoriam
Benedictus XIII ord. praed., p. o. m.,
expleto dedicationis munere
cum ecclesiae tum altarium,
pro defunctis
familiae Planca de Incoronatis
omnia haec tria in perpetuum privilegiata
motu proprio publicavit
ac. B. M. V. altare
pro qualibet feria secunda
atque in commemorationis defunctorum
octava pro cunctis privilegiatum
addidit,
anno Domini MDCCXXVIII

A *St-Laurent in Piscibus* (*Galletti*, t. I, p. 177) :

Benedictus XIII p. m. ord. praed.
ob singularem pietatem erga Deiparam
et SS. Ioachim et Annam
hoc altare Xpisti fidelibus pie visitantibus
indulg. quotid. plenariam perpetuam
etiam per modum suffragii applicandam largitus
et singulis tertiis feriis pro confratrib.
S. Annae
privilegiatum declaravit
die XXIIII iul. an. MDCCXXIX.

A *St-Grégoire* (*Galletti*, t. I, p. 178) :

Benedicto XIII pont. max.
quod ecclesiam hanc B. V. Mariae
et S. Gregorii Magni,
hujus olim ut fama est paternam domum,
eiusque aram maximam
in Dei honorem VI id. novembris dedicaverit,
quod bina etiam eiusdem ecclesiae altaria minora,
alterum S. Gregorio magno
et alterum S. Philippo Nerio consecraverit,
hoc insuper altare S. Philippi Nerii
perpetuo singulis diebus privilegio
decoraverit,
pluribus ibidem relictis munificentiae suae
argumentis
Congregatio divinae pietatis
monumentum posuit
anno Domini MDCCXXIX.

A *St-Barthélemy-en-l'Ile* :

Il medesimo Som. pont. (Pio VI) con suo
rescritto segnato sotto il di XIX genna-
jo MDCCLXXXII dichiara privilegiate in
perpetuo tutte le messe che da qual si vo-
glia sacerdote si celebraranno all'alta-
re maggiore della stessa basilica .
FF . M . G . A . M . PP .

(*Fratres Minores grati animi monumentum posuerunt.*)

A *St-Nicolas ai Cesarini* :

I PP. Carmelitani
che celebranno in quest'altare
di Maria SSma del Carmine
liberano un'anima del purgatorio,
privilegio concesso
dal pont. Gregorio XIII
e confermato da Pio IX pont. max.

A *St-Jean-des-Florentins* :

Altare
privileg. quotid. perpet.
ad instar S. Greg. de Urbe.

A *St-Nicolas in Carcere* :

La Santità
di Nostro Signore
Papa Pio VII,
con suo breve perpetuo
in data dei XVIII marzo MDCCCVIII,
si degno di concedere
ad istanza del capitolo e canonici
di questa insigne basilica
di San Nicola in Carcere Tulliano
che qualunque sacerdote
tanto secolare che regolare
celebri la messa
nel prossimo altare
del SSmo Crocifisso
per l'anima di qualsisia fedele
defonto
l'anima medesima
in virtù dei meriti di Gesù Cristo
della beatissima Vergine
e di tutti i santi
sia liberata delle pene
del purgatorio.

On agissait de même à l'étranger, comme en témoigne cette inscription à Sebeniko, en Dalmatie (*Bullettino di Archeolog. Dalmata*, 1890, p. 56) :

ALTARE HOC OMNIPOTENTI DEO
IN HONOREM SS. CRUCIFIXI
ERECTVM PRIVILEGIO QVOTIDIA-
NO PERPETUO AC LIBERO PRO
OMNIBUS DEFUNCTIS AD QU-
OSCUMQUE SACERDOTES VIGO-
RE BREVIS BENEDICTI PAPAE
XIV . DIE IV . OCTOBRIS MDCCLI
INSIGNITUM ATQUE A MI-
NISTRO GENERALI ORDI-
NIS DIE . IX . MENSIS IANU-
ARII MDCCLIII DESIGNATUM[1]

A la demande de l'architecte de cette église, j'ai rédigé l'inscription suivante pour St-Vincent-de-Paul de Marseille :

Pius IX, Pont. Max.
brevi.apostolico. dat.Romae
sub. die .......... MDCCCLXV ......
declaravit. altare. maius
privilegiatum. in . perpetuum
pro. defunctis.

Elle se rapproche beaucoup de cette autre fournie par une église de Rome :

Altare privilegiatum
quotidianum perpetuum
pro defunctis, concessum
sub die XXX martij
MDCCLXXVI

5. Dans plusieurs églises, c'est la bulle ou le bref même de concession que l'on fait graver sur marbre, soit en le coupant par lignes inégales, comme on pratique pour les inscriptions, soit en faisant suivre toutes les lignes et en leur donnant la même longueur.

*A Ste-Marie in Trastevere :*

1. Le 27 janvier 1579, Mgr Jérôme de Rustici, évêque de Tropea, envoyait à son église cathédrale « une table de marbre avec une inscription d'un autel privilégié pour les morts, concédés par Notre-Seigneur, et deux armes, l'une du pape et l'autre de l'évêque. (*Archivio storico di Roma*, tome II, pag. 24.)

GREGORIVS PP. XIII.
AD PERPETVAM REI MEMORIAM .
OMNIVM SALVTI PATERNA CHARITATE
INTENTI, INTER TAM MVLTA PIETATIS
OFFICIA QVAE NOS PRO MVNERE NOSTRO
CONVENIT EXERCERE, SACRA INTERDVM LOCA
SPIRITVALI PRIVILEGIO INSIGNIMVS, VT
INDE FIDELIVM DEFVNCTORVM SALVTI
AMPLIVS CONSVLATVR. QVOCIRCA VT
ECCLESIA BEATAE MARIAE TRANSTIBERIM
DE VRBE, SIMILI VSQVE ADHVC PRIVILEGIO
MINIME DECORATA, IN EAQVE ALTARE
PRAESEPIS DOMINI HOC SPECIALI DONO
ILLVSTRETVR AVTHORITATE NOBIS A DNO
TRADITA, CONCEDIMVS VT QVOTIES
MISSA AD PRAEDICTVM ALTARE CELEBRA-
BITVR PRO ANIMA CVIVSCVMQVE FIDELIS,
QVAE DEO IN CHARITATE CONJVNCTA, AB
HAC LVCE MIGRAVERIT, IPSA DE THESAVRO
ECCLESIAE INDVLGENTIAM CONSEQVATVR,
QVATENVS Dni NOSTRI JESV CHRISTI ET
BEATISSIMAE VIRGINIS MARIAE BEATORVM
APOSTOLORVM PETRI ET PAVLI ALIORVMQVE
SANCTORVM OMNIVM MERITIS SVFFRA-
GANTIBVS A PVRGATORII POENIS LIBERETVR.
DATVM ROMAE APVD SANCTVM PETRVM
ANNO INCARNATIONIS Dnicae MCLXXVIII
NON . FEBRVARII, PONTIFICATVS NOSTRI
ANNO SEPTIMO.

*Au grand autel de l'église des SSts-Anges Gardiens.*

Clemens PP. XI. Ad perpetuam rei memoriam. Omnium saluti patern charitate intenti, sacra interdum loca spiritualibus indulgentiarum mune ribus decoramus, ut inde fidelium defunctorum animæ Domini Nostri Jes Christi ejusque Sanctorum suffragia meritorum consequi, et illis adjut ex purgatorii pœnis ad æternam salutem per Dei misericordiam perdu valeant. Volentes igitur ecclesiam archiconfraternitatis Sanctorum Angelo rum Custodum de Urbe, in qua aliud altare privilegiatum non reperitu concessum, et in ea situm altare majus hoc speciali dono illustrare, auc toritate nobis a Domino tradita, ac de omnipotentis Dei misericordia a BB. Petri et Pauli apostolorum ejus auctoritate confisi, ut quandocumqu sacerdos aliquis sæcularis, vel cujusvis ordinis, congregationis vel insti tuti regularis, missam defunctorum in die commemorationis defunctorun et singulis diebus intra illius octavam, ac secunda et quarta feriis cujus

libet hebdomadæ pro anima cujuscumque Christi fidelis, quæ Deo in charitate conjuncta, ab hac luce migraverit, ad prædictum altare celebrabit, anima ipsa de thesauro Ecclesiæ per modum suffragii indulgentiam consequatur, ita ut ejusdem Domini Nostri Jesu Christi ac Beatissimæ Virginis Mariæ sanctorumque omnium meritis sibi suffragantibus, a purgatorii pœnis liberetur, concedimus et indulgemus; in contrarium facientibus non obstantibus quibuscumque, præsentibus perpetuis futuris temporibus. Dat. in arce Gandulphi, Albanen. diœces., sub annulo piscatoris, die XIX octobris MDCCXIV, pontificatus nostri anno decimoquarto. F. Oliverius.

*A Ste-Marie in Trastevere :*

Clemens PP. XIII. Ad perpetuam rei memoriam. Dudum fel. rec. Gregorius pp. XIII, prædecessor noster, ut ecclesia Beatæ Mariæ Transtyberim de Urbe privilegio decorata, ac in ea altare Præsepis Domini speciali dono illustraretur, auctoritate sibi a Domino tradita, perpetuo concessit ut quoties missa ad prædictum altare celebraretur pro anima cujuscumque fidelis quæ Deo in charitate conjuncta ab hac luce migrasset, ipsa de thesauro Ecclesiæ indulgentiam consequeretur, quatenus Domini Nostri Jesu Christi et beatissimæ Virginis Mariæ, beatorum Apostolorum Petri et Pauli aliorumque sanctorum omnium meritis suffragantibus, a purgatorii pœnis liberaretur, prout in ipsius Gregorii prædecessoris litteris desuper sub plumbo anno Incarnationis Dominicæ MDLXXVIII, nonis februarii, pontificatus sui anno septimo, expeditis, uberius dicitur contineri.

Cum autem sicut dilectus filius Noster Franciscus Antonius, tituli basilicæ Sanctæ Mariæ Transtyberim de Urbe, antiquitate in primis celebris aliisque multiplicibus laudibus et decoribus insignis, presbyter S. R. E. cardinalis Finy nuncupatus, Nobis nuper exposuit, ipse altare et capellam Præsepis Domini Nostri Jesu Christi in prædicta ecclesia existen. suis sumptibus magnifice et eleganter restaurari et exornari ac in ampliorem formam redigi curaverit ac propterea privilegium prædictum ad novum altare per Nos ut infra transferri summopere desideret, Nos supplicationibus ipsius Francisci Antonii cardinalis Nobis super hoc humiliter porrectis inclinati, privilegium pro animabus Christifidelium defunctorum a pœnis purgatorii liberandis veteri altari per prædictum Gregorium prædecessorem concessum, ut præfertur, ad novum altare sub eodem titulo Præsepis Domini Nostri Jesu Christi in prædicta ecclesia situm, auctoritate apostolica, tenore præsentium, servata in reliquis litterarum prædictarum forma et dispositione, perpetuo transferimus et transportamus. In contrarium facientibus non obstantibus quibuscumque. Datum Romæ apud Sanctam Mariam Majorem sub annulo piscatoris, die XVIII junii MDCCXXXIX, pontificatus Nostri anno nono. C. cardinalis Passioneus.

*A Ste-Marie in Aquiro* (Forcella, t. II, p. 460, n° 1415) :

Benedictus pp. XIV
ad perpetuam rei memoriam

Omnium saluti paterna charitate intenti
sac. interdum loca spiritualibus indulgen.
muneribus decoramus ut inde fidelium defunctorum animæ D. N. J. C. eiusq. SS. suffragia
meritorum consequi et illis adiutæ ex purgatorii pœnis ad æternam salutem per Dei
misericordiam perduci valeant. Volentes
igitur ecclesiam S. Mariæ in Aquirio
orphanorum nuncupat. de Urbe in qua
aliud altare privilegiatum non reperitur
concessum et in ea situm altare maius hoc
speciali dono illustrare supplicationibus
dilecti filii nostri Alexandri eiusdem
S. Mariæ in Aquirio diaconi S. R. E. card.
Tanarii nuncupat. nobis super hoc humiliter porrectis inclinati auctoritate nobis
a Domino tradita ac de omnipotentis Dei
misericordia et BB. Petri et Pauli apostolorum eius auctoritate confisi ut quandocumq. sacerdos aliquis sæcular. vel cuiusvis
ordinis congregationis et instituti regularis sacrosanctum missæ sacrificium
pro anima cuiuscumque Christi fidelis quæ
Deo in charitate conjunctæ ab hac luce
migraverit ad supradictum altare maius
celebrabit anima ipsa de thesauro Ecclesiæ
per modum suffragii indulgentiam consequatur ita ut ejusdem D. N. J. C. ac B. V. M.
sanctorumque omnium meritis sibi suffragantibus a purgatorii pœnis liberetur concedimus et indulgemus. In contrarium facientibus non obstant. quibuscumque præsentibus
perpetuis futuris temporibus valituris.
Dat. Romæ apud S. Mar. Majorem sub annulo
piscatoris die XXV. octobris MDCCXLIV.
pontificatus nostri anno V.

*A Sainte-Marie-Libératrice :*

Grégoire XV, par son bref *Omnium saluti*, rédigé selon la formule ordinaire et donné près Sainte-Marie-Majeure le 23 septembre 1621, première année du pontificat, privilégie l'autel de la Vierge, à Sainte-Marie-Libératrice, au Forum : *Volentes igitur ecclesiam beatæ Mariæ Virginis, Libera nos pœnis inferni nuncupatam, in Foro boario*

*de Urbe et in ea situm altare ejusdem Beatæ Mariæ Libera nos a pœnis inferni hoc speciali dono illustrare. . . . .*

Le bref tout entier a été gravé sur marbre et placé dans la chapelle de la Vierge.

## XXIX. — Récognition et promulgation de l'indult.

1. L'indult apostolique ayant une importance majeure et générale, il est essentiel qu'il soit, avant sa mise à exécution, reconnu authentique et déclaré non entaché de fraude. En conséquence, l'ordinaire, assisté de deux chanoines, conformément au saint Concile de Trente[1], procédera à sa récognition officielle, puis le promulguera de la manière qui lui semblera la plus convenable et dans le temps qui lui paraîtra le plus opportun.

2. Lorsqu'un autel a été privilégié à perpétuité, pour assurer le souvenir authentique de la faveur pontificale, un moyen excellent serait de promulguer le bref apostolique en synode et de l'insérer *in extenso* dans les actes diocésains.

Le cardinal Orsini, dont la sage prévoyance s'étendait à tout, nous a laissé cet exemple dans son septième synode de Bénévent, à propos de l'autel privilégié de sa métropole.

Le décret synodal est ainsi conçu :

*Altare S. Philippi Nerii in metropolitana perpetuo privilegio pro animabus e purgatorii pœnis liberandis a S. Sede apostolica decoratur, anno 1691.*

Sancti Philippi Nerii altare in nostra Metropolitana ecclesia a nobis solemniter dedicatum die trigesima mensis Maii decurrentis anni hoc privilegio est a Sancta Sede Apostolica decoratum, ut quoties missa ad prædictum altare celebrabitur pro anima cujuscumque fidelis, quæ Deo in charitate conjuncta ab hac luce migraverit, ipsa de thesauro Ecclesiæ indulgentiam consequatur, quatenus Domini nostri Jesu Christi, ejusque sanctorum meritis suffragantibus, a purgatorii pœnis liberetur : prout latius in brevi sub datum Romæ die 20 septembris 1691, quod in appendice exhibebitur.

*Præcipitur, ut parochi altare hoc, unicum in tota diœcesi perpetuo privilegiatum, evulgent.*

Cum itaque altare hoc in tota archidiœcesi unicum sit, quod tanto quo-

1. « Indulgentias vero aut alias spirituales gratias, quibus non ideo christifideles decet privari, deinceps per Ordinarios locorum, adhibitis duobus de capitulo, debitis temporibus populo publicandas esse decernit. » (Sess. XXI, cap. 9.)

tidiano et perpetuo privilegio fulgeat, animarum rectores plebi suæ notum faciant, ut, et qui defunctorum suffragiis student, et qui animæ suæ in posterum consulere, ut christianum est, voluerint, thesauro invento lætentur.

3. Le bref lui-même fut publié par voie de notification. Cette notification, signée par le secrétaire du synode, fut insérée dans l'appendice du « Synodicon diœcesanum S. Beneventanæ Ecclesiæ ». (Bénévent, 1723.) En voici la traduction :

*Notification de l'autel privilégié quotidien et perpétuel de S. Philippe Néri à la métropole.*

Le pape Grégoire XIII, de sainte mémoire, le 14 août 1578, avait enrichi cette sainte église métropolitaine en privilégiant à perpétuité, au profit des âmes des fidèles trépassés, l'autel de St-Antoine de Padoue, qui y était érigé. Mais, lors de la réédification et du renouvellement de cette église, cet autel ayant été démoli par nécessité, notre Très Saint Père le pape Innocent XII, sur les instances de notre éminentissime archevêque, a renouvelé ce grand trésor, pour chaque jour et à perpétuité, à l'autel dédié à S. Philippe Néri. Il est accordé que chaque fois que l'on y célébrera la sainte messe pour l'âme de quelque fidèle que ce soit, mort dans la charité de Dieu, cette âme obtienne du trésor de l'Église une telle indulgence que, par les mérites de J.-C., de la très sainte Vierge, des bienheureux apôtres Pierre et Paul et des autres saints, elle soit délivrée des peines du purgatoire. Telle est la teneur de ce bref.

« Innocentius Papa XII. — *Ad perpetuam rei memoriam.* — Dudum feli record. Gregorius papa XIII, prædecessor noster, metropolitanam ecclesiam Beneventanam, simili eousque privilegio minime decoratam, ac in ea altare S. Antonii de Padua, in capella societatis sanctissimi sacramenti situm, speciali dono illustrare volens, auctoritate sibi a Domino tradita concessit, ut quoties missa ad prædictum altare celebraretur pro anima cujuscumque fidelis, quæ Deo in charitate conjuncta ab hac luce migravisset, ipsa de thesauro Ecclesiæ indulgentiam consequeretur, quatenus Domini nostri Jesu Christi, Beatissimæ Virginis Mariæ, Beatorum Apostolorum Petri et Pauli aliorumque sanctorum omnium meritis suffragantibus, a purgatorii pœnis liberaretur; prout in ipsius Gregorii prædecessoris literis sub plumbo desuper anno Incarnationis Dominicæ 1578, pridie idus augusti, pontificatus sui anno vii, expeditis, quarum tenorem præsentibus pro expresso haberi volumus, uberius continetur. Cum autem, sicut dilectus filius noster Vincentius Maria S. R. E. præsb. card. Ursinus nuncupatus, ejusdem metropolitanæ ecclesiæ prædictum altare S. Antonii de Padua demoliri necesse fuerit, ipseque Vincentius Maria cardinalis et præsul aliud su-

binde altare in honorem S. Philippi Nerii construi curaverit, deinde vero postremi terræmotus causa quo civitas Beneventana afflicta fuit, fere tota metropolitana ecclesia supradicta diruta fuerit, dictusque Vincentius Maria card. et præsul illam iterum reædificari curet, in eaque novum altare sub invocatione ejusdem S. Philippi Nerii extrui et instaurari facere intendat ; et propterea privilegium supradictum per nos, ut infra, transferri summopere desideret. Nos ipsius Vincentii Mariæ cardinalis et præsulis, decorem domus Dei laudabiliter diligentis, pietatem plurimum in Domino commendantes, supplicationibus ejus nobis super hoc humiliter porrectis benigne inclinati, privilegium et indulgentiam supradicto altari sancti Antonii de Padua per memoratum Gregorium prædecessorem concessam, ut præfertur, ad novum altare S. Philippi Nerii, sicut præmittitur, extruendum et instaurandum, ex nunc prout ex tunc, postquam sic extructum et instauratum fuerit, apostolica auctoritate tenore præsentium, servata tamen in reliquis supradictarum Gregorii prædecessoris literarum forma et dispositione, perpetuo transferimus et transportamus ; in contrarium facientibus non obstantibus quibuscumque. Dat. Romæ apud S. Mariam majorem sub annulo piscatoris die XX septembris 1691, pontificatus nostri anno 1. I. F. card. Albanus.

Nous exhortons tous les fidèles de la ville et du diocèse à profiter d'un tel trésor, tant pour leurs défunts que pour leurs âmes, après leur trépas. Le célèbre Judas Machabée, quoique voué par état au commandement des armées, se fit un devoir de recueillir de l'argent et il envoya à Jérusalem 12.000 drachmes, afin qu'elles fussent employées à offrir un sacrifice pour les âmes des morts. Que n'aurait-il pas fait de plus s'il eût vécu de notre temps, car le sacrifice qu'il offrit n'était que l'ombre du nôtre, et si, ayant à sa disposition le trésor des indulgences, il avait pu accorder ce suffrage à ces âmes ? Il n'y avait qu'un autel à Jérusalem : de même dans toute notre ville et diocèse, l'autel du glorieux S. Philippe Néri est le seul privilégié pour chaque jour et à perpétuité. Messieurs les archiprêtres, recteurs et économes, devront donc, par commandement de l'éminentissime archevêque, annoncer à leurs paroissiens une telle faveur et les inviter à en profiter, car il est saint et salutaire de penser à procurer la délivrance des saintes âmes du purgatoire, afin que, délivrées de leurs peines, elles deviennent nos avocates auprès du Père des miséricordes.

Bénévent, en synode, le 24 août 1692. G. Fodero, secrétaire du synode.

## XXX. — Clause relative au nombre des messes.

1. Outre les exemples déjà rapportés au chapitre XV, en voici un autre de l'an 1621, par lequel Grégoire XV privilégie l'autel de Sainte-Marie de la Consolation, à Venise, pourvu qu'il y ait au moins dix prêtres attachés à l'église. La concession n'est que pour

le jour des morts, toute l'octave, le lundi, le mercredi et le vendredi de chaque semaine.

Gregorius papa XV. — Ad perpetuam rei memoriam. Omnium saluti paterna charitate intenti,sacra interdum loca spiritualibus indulgentiarum muneribus decoramus, ut inde fidelium defunctorum animæ D. N. J. C. ejusque sanctorum suffragia meritorum consequi et illis adjutæ ex purgatorii pœnis ad æternam salutem per Dei misericordiam perduci valeant. Volentes igitur ecclesiam Beatæ Mariæ Consolationis de Fava nuncupatam Venetiarum simili hucusque privilegio, ut accipimus, minime decoratam, dummodo in ea decem ad minus sacerdotes existant et in ea sit altare Beatæ Mariæ Virginis, hoc speciali dono illustrare,auctoritate Nobis a Domino tradita ac de omnipotentis Dei misericordia ac beatorum Petri et Pauli apostolorum ejus auctoritate confisi, ut quandocumque sacerdos aliquis ejusdem ecclesiæ dumtaxat missam defunctorum in die commemorationis defunctorum et singulis diebus infra illius octavam, ac secunda, quarta et sexta feriis cujuslibet hebdomadæ, pro anima cujuscumque fidelis quæ Deo in charitate conjuncta ab hac luce migraverit, ad prædictum altare celebrabit, anima ipsa de thesauro Ecclesiæ per modum suffragii indulgentiam consequatur, ita ut ejusdem D. N. J. C. ac beatissimæ V. M. Sanctorumque omnium meritis sibi suffragantibus, a purgatorii pœnis liberetur, concedimus et indulgemus. In contrarium facientibus non obstantibus quibuscumque. Præsentibus ad septennium tantum valiturisi. Datum Romæ apud S. Mariam Majorem sub annulo piscatoris, die undecima octobr. 1621, pontificatus nostri anno primo. (Fl. Cornelius, *Ecclesiæ Venetæ*, Venise, 1749, t. IV, p. 236.)

Benoît XIII, en 1727, privilégia l'autel de S. Thomas de Cantorbéry, aux SSts-Apôtres, pour toute messe et tout prêtre, à condition que chaque jour se célébreraient dans l'église quarante-cinq messes, ce qui fut confirmé par Benoît XIV, en 1751 (Forcella, t. II, p. 281, n° 862) :

D· O· M·<br>
Hoc secvndvm altare omnipotenti Deo<br>
in honorem S. Thomae Cantvariensis episcopi<br>
et martyris erectvm privilegio qvotidiano<br>
pro omnibvs defvnctis ad qvoscvmque<br>
sacerdotes cvm nvmero qvadraginta<br>
qvinqve missarvm qvotidie in hac ecclesia<br>
celebrandarvm a Benedicto papa XIII.<br>
die XV. septembris MDCCXXVII. decoratvm<br>
ac vigore brevis Benedicti papae XIV.<br>
die IV. octobris MDCCLI. in perpetvvm<br>
generaliter confirmatvm<br>
atqve de novo concessvm.

A Sienne, le privilège était restreint à quatre messes qui devaient être dites à l'autel de Ste-Catherine :

SENEN. — Jesuati patres S. Hieronymi civitatis Senen., asserentes habere in eorum ecclesia altare sub titulo S. Catharinæ Senensis cum privilegio pro defunctis ad quatuor tantum missas restricto, supplicarunt posse gaudere eodem privilegio cum quatuor missis. Et Sacra Congregatio remisit ad Sacram Congregationem Indulgentiarum. Die 10 decembris 1629.

2. Il importe de bien préciser le sens et la portée de certaines clauses restrictives apposées par les Souverains Pontifes dans les brefs ou rescrits par lesquels ils accordent l'autel privilégié.

Une de ces clauses porte sur le nombre de messes à dire chaque jour dans l'église désignée pour avoir un autel privilégié. Il faut que la clause *dummodo in dicta ecclesia tot missæ quotidie celebrentur* soit littéralement exécutée et il s'agit ici de messes dites chaque jour et non pas plusieurs fois la semaine.

Cum juxta stylum secretariæ brevium apostolicorum, indultis altarium pro animabus fidelium defunctorum a pœnis purgatorii, ut vocant, privilegiatorum, præfiniri soleat certus numerus missarum in ecclesiis, in quibus altaria hujusmodi sita sunt, quotidie celebrandarum, adjecta nimirum clausula : *dummodo in dicta ecclesia tot missæ quotidie celebrentur;* frequenter vero contingat ejusmodi conditionem non ita exacte adimpleri et nihilominus nonnulli favorabiliter illam interpretantes asserant sufficere quod missæ in iisdem indultis, sicut præmittitur, præfinitæ, pluribus saltem diebus cujuslibet hebdomadæ celebrentur nec necesse sit illas singulis diebus celebrari; idcirco exortum fuit dubium, de mandato Sanctissimi Domini Nostri in hac Sacra Congregatione discutiendum : An, attenta clausula supradicta, necessaria omnino sit singulis diebus celebratio missarum in indultis hujusmodi præfinitarum, vel potius sufficiat aliquibus, licet non omnibus, diebus cujuslibet hebdomadæ, etc. ? Die 5 junii 1694, Sacra, etc. respondit : Affirmative, quoad primam partem ; negative quoad secundam, ac proinde celebrationem missarum indultis præfatis, ut præfertur, præfinitarum, omnino necessariam esse singulis diebus in eadem ecclesia. Et facta de præmissis relatione Sanctissimo, die 27 julii ejusdem anni, Sanctitas Sua Sacræ Congregationis Concilii sententiam benigne approbavit et publicari mandavit, die 11 septembris 1694. (Ferraris, t. I, col. 448.)

3. La faveur pontificale demeure suspendue, faute du nombre de messes prescrit, si pendant un laps de temps assez considérable, comme l'avent et le carême, par la maladie d'un ou de plusieurs prêtres, la condition ne peut être remplie.

Il n'en serait pas de même, si le nombre de messes rigoureusement exigé n'était pas atteint; mais il faudrait alors que cette circonstance fût rare et accidentelle.

Or, par cette suspension momentanée, provisoire, temporaire, on entend la privation du privilège aux jours où la clause n'est pas formellement observée, fut-ce par l'absence d'un seul prêtre.

Primo an absentibus religiosis ex causa prædicationis, tempore quadragesimæ et adventus, vel quando occasione festivitatum aut funerum, aut similium, a superioribus ad celebrandum alibi transmittuntur, indulgentiæ concessæ cum certo numero missarum, qui ob dictas causas adimpleri non potest, prorsus cessent, vel pro eo tempore quo dictus numerus missarum non fuerit adimpletus, sint suspensæ, vel potius remaneant in suo robore? Secundo, an idem sit statuendum, deficiente præfixo numero missarum, ob infirmitatem sacerdotum tam regularium quam sæcularium? Tertio, an pariter idem sit statuendum, deficiente prædicto numero missarum, ob absentiam ab ecclesiis sæcularibus canonicorum et sacerdotum per aliquot dies et menses?

Sacra Congregatio Concilii Tridentini, etc., 30 julii 1701, respondit: Ad primum, quoad primam partem, pro tempore adventus et quadragesimæ remanere suspensas, non autem in reliquis, dummodo raro contingat. Ad secundum remanere suspensas. Ad tertium, provisum in primo.

Prinzivalli donne au décret la date du 30 juillet 1706, mais c'est une erreur.

Le texte même du décret se trouve intégralement dans un volume intitulé *Constitutiones et decreta apostolica, a regularibus in publica mensa, sive alias in capitulo, ad hoc specialiter convocato, singulis annis ac statutis temporibus legenda.* (Rome. 1720.)

DECRETUM *Sacræ Congregationis Concilii de celebratione in altari privilegiato, jussu SS. D. N. Clementis Papæ XI editum.*

*Dubia indulgentiarum.* — Cum in concessione indulgentiarum Summus Pontifex soleat præfigere certum numerum missarum celebrandarum qualibet die in altari privilegiato, pro parte nonnullorum religiosorum porrectus fuit Sanctissimo supplex libellus pro resolutione infrascriptorum dubiorum; quo ad hanc Sacram Congregationem remisso, sub die 23 aprilis proxime præteriti, rescriptum fuit : Exhibeatur formula indulgentiarum et ponatur in folio.

In executionem hujusmodi rescripti exhibetur formula indulgentiarum quæ est tenoris sequentis :

« Clemens Papa XI. Ad futuram rei memoriam. Omnium saluti, etc. Volentes igitur ecclesiam metropolitanam Mediolanen., in qua nullum aliud

altare privilegiatum reperitur concessum et in ea situm altare sancti Caroli hoc speciali dono illustrare, dummodo in dicta Ecclesia quinquaginta missæ quotidie celebrentur, auctoritate nobis a Domino tradita, ac de omnipotentis Dei misericordia ac Beatorum Petri et Pauli apostolorum ejus auctoritate confisi, ut quandocumque sacerdos aliquis sæcularis vel cujusvis ordinis regularis missam defunctorum pro anima cujuscumque christifidelis, quæ Deo in charitate conjuncta ab hac luce migraverit, ad præfatum altare celebrabit, anima ipsa de thesauro Ecclesiæ per modum suffragii indulgentiam consequatur, ita ut ejusdem Domini Nostri Jesu Christi ac Beatissimæ Virginis Mariæ sanctorumque omnium meritis sibi suffragantibus, a purgatorii pœnis liberetur, concedimus et indulgemus : in contrarium facientibus non obstantibus quibuscumque, præsentibus ad septennium tantum valituris. Datum, etc.

« Ad futuram, etc. Omnium saluti, etc. Volentes igitur ecclesiam conventus fratrum ordinis minorum sancti Francisci de Observantia reformatorum nuncupatorum civitatis Tusculanæ, in qua nullum aliud altare privilegiatum, etc., illustrare, dummodo in dicta ecclesia quatuordecim missæ quotidie celebrentur, auctoritate, etc. confisi, ut quandocumque sacerdos aliquis sæcularis vel cujusvis ordinis regularis missam defunctorum in die commemorationis defunctorum et singulis diebus infra illius octavam, ac secunda et sexta feriis cujuslibet hebdomadæ, pro anima cujuscumque christifidelis, etc., ut supra. »

His igitur præhabitis EE. VV. non dedignabuntur sapientissime de more respondere.

Die 30 julii 1701, Sacra Congregatio Eminentissimorum S. R. E. cardinalium Concilii Tridentini interpretum : Ad primum, etc.

C. card. Panciaticus Præf. — Loco sigilli. Vincentius Petra secretarius.

Altare majus fratrum minorum Conventualium Montis Fusculi, diœcesis Beneventanæ, habet perpetuum privilegium cum restrictiva ad sacerdotes ejusdem ecclesiæ, concessum a Gregorio XIII. Cum autem in brevi habeantur hæc verba : *In ecclesia duodecim sacerdotibus ornata*, et nunc tantum existant sex sacerdotes, quæritur an privilegium adhuc subsistat ?

S. C. respondit : Negative. Die 16 jul. 1725. (Ferraris, t. I, col. 452.)

In ecclesia B. M. Terræ Forigii Sanctissimus concessit altare privilegiatum pro duabus feriis hebdomadæ ad septennium, sub duabus conditionibus : 1. ut in ea ecclesia quotidie legantur quatuordecim missæ ; 2. ut soli sacerdotes præfatæ ecclesiæ illo privilegio uti possint. Sed episcopus has indulgentias non publicavit. Interrogatus a Sacra Congregatione respondit se credidisse conditiones non verificari, quia missæ ibi fundatæ et confratrum et montium vix ascendunt ad numerum 3400, ut proinde in diem vix referantur decem. Aliæ missæ adventitiæ sacerdotum adventantium sunt quidem plures quam quatuordecim ; se tamen credidisse pontificem noluisse obligare indulgentias eventui accidentali, non stabili. Secundo illa ecclesia non est collegialis, nec parochialis, nec

receptitia, adeoque non videtur habere sacerdotes proprios, prout in brevi exprimitur. Quæritur an nihilominus episcopo injungenda sit publicatio indulgentiarum? Sacra Congregatio Indulgentiarum respondit : Affirmative. Die 25 septemb. 1713. (Ferraris, t. I, col. 452-453.)

In collegiata Sancti Caroli civitatis Mutinensis datur altare privilegiatum pro omni feria hebdomadæ, ea lege ut singulis diebus in ecclesia legantur triginta missæ, sed contingit quod tempore æstivo per quatuor menses vix legantur decem aut duodecim. E contra aliis octo mensibus numerus ita excrescit ultra triginta ut si divideretur in omnes dies anni æqualiter, haberentur singulis diebus triginta quatuor missæ. Quæritur an et pro quo tempore concessum privilegium suffragetur? Sacra Congregatio Indulgent. respondit : Suffragari pro tempore quo triginta missæ in ecclesia celebrantur. Die 10 junii 1720. (Ferraris, t. I, col. 452.)

ALBINGANEN.[1] — Agitata non semel inter doctores controversia super clausula *dummodo tot missæ quotidie in tali ecclesia celebrentur*, quæ in brevibus altarium privilegiatorum apponi solet, tandem hæc tria in Sac. Congregatione Concilii discussa fuerunt dubia : Primo an absentibus religiosis ex causa prædicationis (*reproduction du décret précédent*)......... Has resolutiones servari pluries decrevit Sacra Congregatio Indulgentiis Sacrisque Reliquiis præposita. Verum impetrato nuper ab ecclesia parochiali loci Lucinaschi, diœcesis Albinganen., altaris privilegio pro duabus cujuslibet hebdomadæ feriis, sub conditione quotidianæ octo missarum celebrationis, hæc cum diebus festis minime adimpleatur eo quod aliquis ex sacerdotibus dictæ ecclesiæ in alia celebrare teneatur, orta est inter nonnullos dubitatio, an ob deficientiam alicujus ex præscriptis octo missis privilegium obtentum suffragetur? Quapropter proposito in Sacra Congregatione Indulgentiarum et Sac. Reliquiarum hujusmodi dubio, scilicet : An, attenta clausula præfata, *dummodo*, etc., in dicta ecclesia privilegium altaris obtentum, non obstante præscripti missarum numeri in diebus festis deficientia, subsistat in casu? etc. Eadem Sacra Congregatio, die 22 januarii 1753, decernendum esse censuit : Privilegium remanere suspensum diebus quibus præscriptus missarum numerus non verificatur. De quibus facta per me infrascriptum præfatæ Sac. Congregationis Secretarium Sanctissimo Domino relatione, Sanctitas Sua votum Sac. Congregationis benigne approbavit. Fr. J. card. Portocarrero præf. — A. M. Erba, prot. apostolicus, secret. (*Decreta*, n° CCXIII, p. 157-158.)

1. An celebratio quotidiana missarum in brevibus altarium privilegiatorum apposita dietim debeat verificari, ut hujusmodi privilegia sustineantur? Et quatenus negative.

2. Quanto tempore in anno tolerari possit omissio quotidianæ celebrationis, ne privilegium amittatur ?

3. An dicto tempore, quo missæ præscriptæ non celebrantur, privilegium sit in suo robore, vel potius pro eo tempore suspensum remaneat ?

1. Albenga, évêché (Italie).

Sac. Congregatio, die 9 februarii 1745, respondit : Serventur resolutiones Sac. Congregationis Concilii in *Mutinen.*, 10 junii 1720, et in *Senogallien.*, 19 novembris 1732. (*Decreta*, n° CXXXII, p. 92.)

XXXI. — QUITTANCES DE MESSES DEMANDÉES A UN AUTEL PRIVILÉGIÉ [1].

1. Les personnes pieuses, qui désirent faire dire des messes à l'intention des défunts et aux autels privilégiés, s'adressent au prêtre sacristain de l'église qu'elles ont choisie [2].

Le prêtre reçoit la déclaration et l'aumône qui l'accompagne, inscrit le nombre de messes demandées sur un registre *ad hoc* et donne un reçu de l'engagement qu'il prend de faire acquitter ces messes.

Aussi, pour mettre à couvert sa responsabilité, il exige du chapelain ou prêtre, qui a rempli l'obligation, qu'il appose sa signature, en face de chaque messe acquittée, sur le registre spécial et ce n'est qu'après cette formalité remplie qu'il lui remet sa rétribution, variable selon l'heure plus ou moins avancée à laquelle cette messe à intention particulière est fixée [3].

On comprend l'importance et l'avantage d'une semblable mesure dans toutes nos grandes églises de France, cathédrales et paroissiales, où, pour se conformer aux prescriptions du *Cérémonial des Evêques*, [4] existent des prêtres sacristes. Pour les fidèles, c'est à la fois commodité et sécurité, car ils savent où et à qui s'adresser, comme ils sont assurés, *verbo et scriptura*, que leurs intentions, soumises au contrôle de la visite épiscopale, n'ont pas été oubliées.

2. Voici quelques-unes des cédules usitées dans certaines églises de Rome.

1. *Quittances de messes et autels privilégiés.* dans *la Paroisse*, 1861, p. 30-31.

2. Selon le règlement, il est attaché à cette église dont il a la surveillance; aussi il se tient dans la sacristie toute la matinée et une partie de la soirée.

3. Cet usage est de tout point conforme aux prescriptions de S. Charles Borromée : « Tabella præterea una de missis, commemorationibus, funeralibus et aliis ejusmodi officiis quæ in singulas hebdomadas certis statis diebus, vel a parocho vel ab universo clero ecclesiæ, vel ab unoquoque sacerdote capellano, in singulis altaribus cappellisve, ex fundatione,institutione aut legati eleemosynæ aut aliqua alia obligatione præstari debent. — Liber præterea unus isque anniversarius de sacerdotibus celebrantibus, in quo scilicet libro sua manu notentur et subscribantur sacerdotes qui singulis diebus in ea ecclesia missæ sacrum fecerint. » (*Instruct. fabricæ ecclesiastic. et supellectilis ecclesiastic.* Paris, 1855, p. 235-237.)

4. « Lib. I, cap. 6. Officium sacristæ in singulis cathedralibus et collegiatis pernecessarium est. »

Un chirurgien retraité, qui a longtemps habité Rome, au temps de l'occupation française, M. le docteur Tourny, de Nancy, m'a obligeamment communiqué les quittances suivantes que je traduis de l'italien :

A. —*Billet délivré dans l'église des SS. Côme et Damien, au Forum, pour l'autel de la Sainte-Vierge.*

Gravure : *La Sainte Vierge parlant à S. Grégoire le Grand et les SS. Côme et Damien.*

Je soussigné, sacristain de la vénérable basilique des SSts-Côme et Damien in Campo Vaccino, ai reçu de (*nom et qualité de la personne*) pour (*nombre de messes*) messes à célébrer (*intention particulière du demandant*) à l'autel privilégié à perpétuité de la Sainte-Vierge, qui parla au pape S. Grégoire le Grand, lesquelles messes accordent à ceux qui célèbrent à cet autel la délivrance d'une âme du purgatoire, c'est-à-dire de celle pour qui se célèbre la messe.

En foi de quoi (*Date et signature*).

B. —*Billet délivré dans l'église de Sainte-Lucie-du-Gonfalon pour l'autel du Crucifix.*

Gravure : *Jésus en croix.*

Indulgence plénière de toutes les coulpes et peines dans l'église de Sainte-Lucie-du-Gonfalon.

Celui qui fera célébrer une messe à l'autel privilégié du Très Saint Crucifix, dans l'église de Sainte-Lucie-du-Gonfalon, en l'appliquant à une âme déterminée, délivrera cette même âme du purgatoire, comme si la messe avait été célébrée à l'autel de S. Grégoire : et pour la personne vivante qui fait célébrer la messe, si, le même jour, elle se confesse et communie dans n'importe quelle église, toutes les coulpes et peines de tous les péchés commis pendant sa vie passée lui sont remis ; ainsi qu'on peut voir sur une inscription de ladite église où sont mentionnées les concessions par bulles des Souverains Pontifes Paul V, Sixte V et Grégoire XIII.

Le sacristain soussigné a reçu de M. (*Nom de la personne et indication de la somme versée*) écus. . . . . . baïoques, en aumône pour (*nombre de messes*) messes à célébrer à l'autel privilégié.

Le. . . . . jour. . . . . de l'an. . . . .

Le sacristain (*signature*).

C. — *Billet donné dans l'église de N.-D. de Lorette :*

Vénérable église de Notre-Dame de Lorette des Boulangers italiens, près la colonne Trajane.

Je soussigné ai reçu de M. . . . . écus. . . . . baïoques. . . . . destinés à la célébration de. . . . . messes à acquitter à l'autel du Très Saint Crucifix, privilégié par Paul V, de sainte mémoire. Le bref porte que cette messe

délivre une âme du purgatoire.

En foi de quoi. . . . . .

Rome, le. . . . . . . . .

Reçu (*désignation de la somme remise*).

|Le Recteur (*signature*).

## XXXII. — Obligation du prêtre relativement aux messes fondées ou éventuelles

1. Les messes qui se célèbrent aux autels privilégiés sont, ou *éventuelles*, c'est-à-dire reçues au jour le jour, suivant l'occurrence, ou *fondées*, c'est-à-dire déterminées par un legs, soit temporaire ou perpétuel.

Quoique les messes fondées à perpétuité aux autels privilégiés soient proscrites par la Sacrée Congrégation, ainsi qu'on l'a dit plus haut, quand ces fondations existent, il importe de les faire observer scrupuleusement.

Des fondations de ce genre sont mentionnées par des inscriptions dans diverses églises de Rome.

*Aux SSts-Apôtres :*

D. O. M.
Bartholomaeus Rutilus, nobilis Veientanus,
dedit ad censum vitalitium huic venerabili
Soc. SS. XII Apostolorum scuta tria millia, cum
onere celebrandi in hac ecclesia in altari
privilegiato pro ipsius anima sacrum unum
quolibet die in perpetuum et cum onere
post obitum alterius personae nominatae in
instrumento creationis d. census,
sub die VI mensis maii a. sal. MDCXV.

*Aux SSts-Apôtres :*

Vincentii Porratae Aquilani civis romani
memoriae,
quod sodalitatem SS. XII Apostolorum ex asse ad XXIII millia
fere toto exposito quaestui haeredem scripserit
pro ipsius animae expiatione quotidie sacrum
in ecclesia SS. Apostolorum ad altare pro defunctis privilegiatum
celebrari voluerit,
VI idus maii MDCXXXIIII.

*A Sainte-Marie dell' Orto :*

D. O. M.
Gio. Battista Dionisi fruttarolo,
nella congregatione segreta
della nostra archiconfraternita, esibi una
patente di 45 centesimi del monte
ristorato pro eretióne de
comprati de suoi proprii denari
a credito di questa venerabile chiesa
della Madonna SS. dell'Orto con
li frutti di gennaro 1739, con l'
obbligo della celebratione
di sei messe basse ogn' anno
in perpetuo all' altare privilegiato
della medesima per l'anima del
quond. Antonio Dionisi suo fratello
cioè quattro nel di 26 agosto e due
nell' ottavario della commemoratione
de fedeli defonti come in detta
patenta registrate ad libro 39
foglio 53 di detto monte.

2. Les règles prescrites pour l'acquittement régulier des messes fondées ou éventuelles sont les suivantes :

Clément XI, par édit de la Sacrée Visite Apostolique, en date du 1er octobre 1704, enjoignit aux recteurs et sacristains des églises et chapelles qu'ils eussent le soin de noter sur les registres et tableaux de la sacristie l'autel auquel devaient être acquittées les fondations de messes tant perpétuelles que temporaires.

On formera un catalogue, où l'on écrira distinctement toutes les obligations de messes, etc., et les autels où l'on doit les acquitter.

On tiendra en outre un tableau distinct de toutes lesdites obligations, avec l'expression du nom du bienfaiteur et de l'autel où l'on doit les célébrer.

Un autre édit, en date du 25 janvier 1708, eut pour but d'assurer l'exécution des volontés expresses des bienfaiteurs. Ainsi les prêtres qui auront acquitté les messes devront se servir désormais de cette formule, en inscrivant leur nom sur le registre de la sacristie : *Ego N. celebravi ad altare S. N.*, en nommant l'autel qu'avait en vue le testateur. Non seulement toute messe dite à un autre autel que celui

indiqué serait tenue pour nulle et il faudrait la réitérer, mais encore le délinquant, s'il est séculier, encourrait une amende de dix écus d'or et, s'il est régulier, la suspense de ses fonctions, avec privation de voix active et passive.

Notre Saint-Père le pape Clément XI.... veut et ordonne que tous les chapelains et prêtres, chanoines, abbés, recteurs, bénéficiers et autres, de quelque état, grade et condition que ce soit, même privilégiés et très privilégiés dont on doive faire mention spéciale, tant séculiers que réguliers, de quelque ordre et institut que ce soit, y compris les onze congrégations et les Pères Jésuites, de quelque monastère, couvent, hospice, oratoire, église et autre lieu pie de cette auguste cité de Rome, qui ont la charge de célébrer des messes à un autel fixe et déterminé, doivent à l'avenir les célébrer audit autel, et non à un autre autel, quoique également ou plus privilégié. Et afin qu'il conste de l'acquit, les susdits devront, quand ils auront célébré, noter qu'ils ont célébré, de leur propre main, dans le livre que tient la sacristie à cet effet, avec l'expression de l'autel ; comme par exemple, si l'on doit célébrer les messes à l'autel de Saint-François, on doit écrire la célébration de sa propre main, de cette manière : *Ego N. celebravi ad altare S. Francisci*, ou si le nom de l'autel est noté sur la feuille opposée, on peut écrire de cette manière : *Ego N. celebravi ad contrascriptum altare* et ainsi l'on devra faire pour tout autre autel, si l'obligation est attachée à un autre autel. Autrement, ils encourront *ipso facto* une amende de dix écus d'or pour chaque fois qu'ils seront en contravention; la moitié sera appliquée à l'accusateur et l'autre moitié aux lieux pies, au gré de Sa Sainteté et ils seront tenus de célébrer de nouveau les messes célébrées à un autre autel, ou qui n'ont pas été notés dans la forme susdite, comme si elles n'avaient été aucunement acquittées. Et si les contrevenants au présent édit sont réguliers, ils encourront *ipso facto* la peine de la suspension de leur office, et la privation de voix active et passive. Et l'on procédera en outre, au gré de Sa Sainteté, pour des peines majeures, tant contre les séculiers que les réguliers. Et contre les sacristains et autres surintendants des sacristies, qui ne veilleront pas à la ponctuelle observance de cet édit, on procédera rigoureusement avec peines semblables ou autres au gré de Sa Sainteté.

3. A Saint-Augustin, Laurent Mutini prescrivit, par acte notarié, en 1635, une messe par mois pour sa femme et pour lui, en dehors de sa chapelle de Sainte-Catherine, où était la sépulture de famille, à l'autel privilégié de l'église, ce que constate cette inscription.

Lavrentivs Mvtinvs sve gentis sacel. S. Caterin. d. [1]
in qvo erat indictvm antiqvm honvs

1. *Sacellum sanctæ Caterinæ dicatum.*

fratrib. hvivs monast. celebrandi perpet. [1]
tria sacrificia in qvalibet hebdomada.
ad expiandas animas maior. qvorvm
ossa in adiacenti sepvlcro reqviescvnt.
dotem constitvit et avxit.
ex reditu qvatvor locor. mont. sisti II. erect. [2]
svper indicto alio sacrificio singvlis mensibvs
ad altare privilegiatvm.
pro eivs anima et Martiae Branciae vxoris
ita cavtvm est apvd acta Barberini
not. cap. [3] et Lvcatelli vicarii not
die XXVI martii M.D.C.XXXV.

4. *L'Ami du Clergé* donne ainsi la solution à deux questions qui lui ont été posées.

Q. — Le prêtre qui devait célébrer des messes pour des défunts à un autel privilégié, et qui par oubli les a célébrées à un autel non privilégié, est-il tenu à quelque chose envers celui de qui il a reçu les honoraires de ces messes ?

R. — Il n'est pas tenu à rendre les honoraires reçus, ni en totalité ni en partie. Ces honoraires sont donnés pour l'application de la messe, et non pour l'indulgence attachée à l'autel. Il y aurait même simonie à percevoir quelque chose pour cette indulgence. (S. C. I., 31 janvier 1848.) Mais il doit gagner et appliquer l'indulgence plénière aux défunts qu'il a ainsi frustrés de l'indulgence de l'autel privilégié.

Le cas de notre correspondant est évidemment identique pour le fond à celui d'un prêtre qui, devant célébrer à un autel privilégié, a oublié ou n'a pas su que, pour acquérir l'indulgence, il fallait dire la messe en noir, les jours où la rubrique permet de la dire. Or, à quoi est-il tenu ? « Debet lucrari indulgentiam plenariam pro iis defunctis quibus missæ fructum applicuit, toties quoties diebus non impeditis usus non est indumentis nigri coloris. » (S. C. I., 22 février 1847.)

Q. — Si le prêtre qui devait appliquer l'indulgence de l'autel privilégié ne s'en souvient qu'au *memento* des morts, l'application est-elle en règle?

R. — Assurément. Il n'est même pas nécessaire que le prêtre fasse cette application. Une messe célébrée à un autel privilégié est privilégiée, quand même, ni celui qui offre l'aumône, ni le prêtre n'ont l'intention d'appliquer le privilège. (S. C. I., 12 mars 1855.)

1. *Fratribus hujus monasterii celebrandi perpetuo.*
2. *Quatuor locorum montis Sixti II erecti.*
3. *Notarii Capitolini.*

## XXXIII. — Concessions apocryphes.

Quand on a des doutes sur la concession d'un autel privilégié, il importe pour la piété des fidèles de les lever le plus tôt possible, en consultant le Saint-Siège qui tranchera la question et prescrira les mesures opportunes.

Mexicana [1]. — Cum ad Sacram Indulgentiarum Sacrarumque Reliquiarum Congregationem delatum sit, altare vulgo *del Perdon* in ecclesia cathedrali Mexicana pene innumeris ditatum esse indulgentiis ac privilegiis, eadem Sac. Congregatio in generalibus comitiis apud Vaticanas ædes habitis die 31 martii ineuntis anni singulas assertas concessiones examinavit, auditoque consultoris voto ad dubium : An gratiæ, indulgentiæ et privilegia de quibus in casu genuina putanda sint, an apocripha? Respondendum esse duxit : *Negative ad primam partem, affirmative ad secundam.* Facta itaque de his omnibus per me infrascriptum Sac. Congregationis Secretarium Sanctissimo Domino Nostro Pio PP. IX fideli ratione, Sanctitas Sua resolutionem Sac. Congregationis approbando, nec non, quatenus opus sit, quamcumque præcedentem concessionem abrogando, ne fidelium tepescat devotio ac animabus in purgatorio detentis deficiat solatium, benigne declaravit idem altare privilegiatum pro missis, quæ in eodem a quocumque sacerdote, sive sæculari, sive regulari, in suffragium fidelium defunctorum celebrabuntur. Præsenti in perpetuum valituro absque ulla brevis expeditione. Non obstantibus in contrarium facientibus quibuscumque. Voluit insuper eadem Sanctitas Sua, ut ad præfatum altare, veteri amota indulgentiarum ac privilegiorum tabella, altera hujus Pontificiæ novæ elargitionis affigatur.

Datum Romæ ex Secretaria ejusdem S. Congregationis Indulgentiarum, die 14 aprilis 1856. F. card. Asquinus præf. — A. Columbo, secret. (*Decreta*, n° DCLVII, p. 569-570.)

Mexicana. — Cum in Sac. Congregatione Indulgentiarum Sacrarumque Reliquiarum in palatio Vaticano habita, die 31 martii 1856, singulæ indulgentiæ ac privilegia quibus altare vulgo *del Perdon* in eccclesia cathedrali Mexicana asserebatur ditatum, apocrypha et falsa sint declarata quæque ab Apostolica Sede, anno 1833, etiam majori altari ecclesiæ monialium S. Bernardi ejusdem civitatis fuerant communicata, hinc Sanctissimus Dominus Noster Pius PP. IX, cui de omnibus per me infrascriptum Sac. Congregationis Secretarium facta fuerat fidelis relatio, non modo resolutionem ejusdem Sac. Congregationis approbavit, verum etiam, quatenus opus sit, præfatam communicationem abrogando, benigne declaravit privilegiatum quotidianum præmemoratum altare majus ecclesiæ monialium

1. Mexico, archevêché (Mexique).

S. Bernardi pro missis, quæ in eodem a quocumque sacerdote, sive sæculari sive regulari, in suffragium fidelium defunctorum celebrabuntur, ea tamen conditione, ut ab ipso altari, veteri amota, si qua sit, nova affigatur tabella hujus pontificiæ elargitionis. Præsenti in perpetuum valituro absque ulla brevis expeditione. Non obstantibus in contrarium facientibus quibuscumque. Datum Romæ ex Secretaria ejusdem Sac. Congregationis Indulgentiarum, die 14 aprilis 1856. F. card. Asquinius præf. — A. Colombo secret. (*Decreta*, n° DCLVIII, p. 570-571.)

## XXXIV. — Autel privilégié personnel.

1. L'autel peut être personnel de quatre façons : quand l'indulgence est attachée à la personne, qu'elle célèbre n'importe à quel autel ou église ; quand une personne fait célébrer pour des défunts, sans détermination de lieu et d'autel ; quand l'indulgence ne peut être gagnée que par une certaine catégorie d'individus vivants; enfin, lorsque cette indulgence n'est applicable qu'à des défunts déterminés.

2. Cette faveur que donne le Saint-Siège s'obtient ou par rescrit ou plus ordinairement par bref apostolique.

Voici la formule usitée, en pareille circonstance, à la secrétairerie des Mémoriaux (voir page 217).

Beatissime Pater, sacerdos N., parochus N., diœcesis N. in provincia N., ad pedes Sanctitatis Vestræ provolutus, humillime supplicat pro indulto personali altaris privilegiati tribus in hebdomada diebus, cum simile indultum nunquam obtinuerit. Quod Deus, etc.

Ex audientia Sanctissimi, die, etc. Sanctissimus benigne annuit pro indulto personali altaris privilegiati tribus vicibus qualibet hebdomada. — N. card. N.

3. Le Saint-Siège accorde quelquefois la faveur que toutes les messes célébrées pour les défunts d'une famille, dans quelque église que ce soit, soient privilégiées à perpétuité.

Voici la formule de la supplique et du rescrit expédié par la Sacrée Congrégation des Indulgences.

Très Saint-Père, N. (*nom, prénom, titre*), du diocèse de (*nom*), supplie humblement Votre Sainteté de daigner déclarer privilégiées chaque jour et à perpétuité toutes les messes qu'il fera célébrer dans les églises ou dans les oratoires publics et privés en faveur des défunts de sa famille. N. (*nom du diocèse*).

Decretum. Ex audientia Sanctissimi. Ad humillimas preces oratoris Sanctissimus Dominus Noster Pius Papa IX inclinatus benigne annuit ut omnes et singulæ missæ, quas ipse orator pro quibusvis christifidelibus defunctis ejus familiæ consanguineis et affinibus ad quodlibet altare cujuslibet ecclesiæ, vel publici seu privati oratorii, celebrari curaverit, eadem gaudeant gratia ac si in altari privilegiato celebratæ fuerint. Præsenti vita oratoris durante valituro, absque ulla brevis expeditione : non obstantibus in contrarium facientibus quibuscumque. Datum Romæ ex Secretaria Sacræ Congregationis Indulgentiarum die (*jour, mois, année*) — N. (*signature du cardinal préfet*), Præf. (Sceau ✠ du cardinal). N. (*signature du secrétaire*), secret. — Expensæ : obuli nonaginta. — Agentia : scut. unum et ob. viginti.

En 1853, le comte Charles de Bainville obtint de Pie IX un indult portant que toutes les messes dites pour sa famille sont privilégiées sans distinction d'église ou d'autel, même avec la faculté de faire célébrer dans un oratoire public ou privé. La concession est déclarée ne valoir que pendant la vie de l'indultaire, qui fut dispensé de payer un bref, mais qui solda comme frais d'expédition deux écus et 10 baïoques, c'est-à-dire un peu plus de dix francs. Le décret est donné sous la signature et le sceau du cardinal préfet de la Congrégation des Indulgences et enregistré sous le nom du diocèse de Nantes, *Nanneten.*

4. Voir pour la teneur du bref apostolique, délivré par la secrétairerie des Brefs, page 220.

5. Les chanoines de la collégiale de St-Barthélemy, à Bénévent, ont, par bref de Pie VII, en date du 3 août 1804, obtenu pour eux et leurs successeurs à perpétuité l'autel privilégié personnel.

*Altare privilegiatum personale pro capitulo et canonicis S. Bartholomæi Beneventanæ civitatis.*

Pius PP. VII. Ad perpetuam rei memoriam. Exponi Nobis nuper fecerunt dilecti filii Joseph Campobianco aliique canonici collegiatæ ecclesiæ Sancti Bartholomæi apostoli civitatis Nostræ Beneventanæ quod ipsi tam missas sibi suisque successoribus incumbentes, quam alias ex devotione celebrandas cœlestium munerum, quorum dispensationem fidei Nostræ credidit Altissimus, elargitione a Nobis condecorari ac etiam licentiam benedicendi sacras dictæ ecclesiæ supellectiles eorum aliquibus per Nos concedi. Nobis propterea humiliter supplicari fecerunt ut in præmissis opportune providere et ut infra indulgere de benignitate apostolica dignaremur. Nos igitur ipsorum exponentium votis hac in re, quantum cum Domino possumus, annuere volentes, atque eorum singulares perso-

nas a quibusvis excommunicationis, suspensionis et interdicti aliisque ecclesiasticis censuris, sententiis et pœnis, quovis modo et quacumque de causa latis, si quas forte incurrerint, hujus tantum rei gratia absolventes et absolutos fore censentes, supplicationibus eorum nomine Nobis humiliter porrectis inclinati, ut quandocumque moderni et pro tempore in perpetuum existentes dignitates et canonici ecclesiæ collegiatæ prædictæ sacrosanctum missæ sacrificium quater in hebdomada ad quodcumque altare celebrabunt, missæ sacrificium hujusmodi animæ seu animabus pro qua seu quibus celebratum fuerit, perinde suffragetur, ac si ad altare privilegiatum fuisset celebratum, auctoritate apostolica, tenore præsentium, concedimus et indulgemus. . . . . . . Non obstantibus, etc. Datum Romæ apud Sanctam Mariam Majorem sub annulo piscatoris, die tertia augusti, millesimo octingentesimo quarto, pontificatus Nostri anno quinto. (*Bullar. Rom. cont.*, t. XII, p. 194.)

Le chapitre de la cathédrale de Pise est en possession d'un privilège spécial qu'il est utile de signaler. Benoît XIV, d'immortelle mémoire, le 31 mai 1743, a accordé aux dignités et chanoines qui célèbrent à l'autel de Sainte-Marie-des-Anges, à l'intention des défunts, une indulgence semblable à celle que l'on gagne à Rome, en disant la messe dans l'église et à l'autel de Saint-Grégoire, nommé pour cela *autel grégorien*. Le privilège est octroyé à perpétuité et pour chaque jour de l'année. Une telle faveur exigeait, suivant l'usage italien, une inscription commémorative pour en perpétuer le souvenir. Nous la citons volontiers parce qu'elle peut, d'ailleurs, servir de modèle pour des cas analogues. On ne saurait prendre trop de précautions pour sauvegarder de l'oubli les faits historiques qu'il importe de transmettre à la postérité, autrement que par les archives peu consultées et exposées à une foule de chances de destruction.

Voici cette inscription rédigée en latin, puisque telle est la vraie langue de l'Église :

A. P. R. M.[1]
ex privilegio quotidiano a Benedicto
XIV die XXXI maij an. MDCCXLIII
in perpetuum concesso,
missæ quæ pro defunctis
a dignitatibus et canonicis
hujus ecclesiæ dumtaxat

1. *Ad perpetuam rei memoriam.*

ad hoc altare celebrantur,
valent ad indulgentiam
ac si super altare
S. Gregorii de Urbe celebrarentur[1].

Grégoire XIII, en 1584, privilégia l'autel de la chapelle du Saint-Sacrement dans l'église collégiale de Bitritto, archidiocèse de Bari, pour tous les prêtres de cette église. La bulle de concession a été gravée sur marbre dans la sacristie. Je la rapporte d'après Garruba. (*Serie critica de sacri pastori Baresi.* Bari, 1844, pag. 735.)

Gregorius, episcopus, servus servorum Dei, ad perpetuam rei memoriam. Omnium saluti paterna charitate intenti, inter tam multa pietatis officia, quæ nos pro munere nostro convenit exercere, sacra interdum loca spirituali privilegio insignimus, ut inde fidelium animarum saluti amplius consulatur. Quo circa ecclesia sanctæ Mariæ terræ Bitricti, Baren. diœcesis, archipresbytero et duobus primiceriis, nec non quatuordecim canonicis et tot aliis sacerdotibus, ut singulis diebus ultra duodecim missæ celebrentur, adornata, simili tamen usque adhuc privilegio minime decorata, et in ea altare capellæ SS. Sacramenti, quod in dicta ecclesia nomine majus hoc spirituali dono illustretur, auctoritate nobis a Domino tradita concedimus, ut quoties ab aliquo sacerdote dictæ ecclesiæ dumtaxat missa defunctorum ad prædictum altare celebrabitur pro anima cujuscumque fidelis quæ Deo in charitate conjuncta ab hac luce migraverit, ipsa de thesauro Ecclesiæ indulgentiam consequatur, quatenus Domini Nostri Jesu Christi et Beatissimæ Virginis Mariæ, beatorum apostolorum Petri et Pauli aliorumque sanctorum omnium meritis suffragantibus, a purgatorii pœnis liberetur. Datum Romæ apud S. Petrum, anno Incarnationis Dominicæ MDLXXXIV, pontificatus anno XIII.

Benoît XIV, le 25 juin 1743, a privilégié, dans la sacristie de la basilique Vaticane, l'autel des reliques, mais pour le seul clergé de Saint-Pierre, les cardinaux et les prélats, à la condition toutefois que la messe y serait dite *gratis*, sans que le célébrant puisse recevoir pour cette messe l'aumône accoutumée.

Benoît XIV, par son bref *Præclara decora*, donné à l'église de Vérone, le 18 janvier 1748, accorde aux chanoines de cette église le privilège de l'autel personnel deux fois la semaine, à perpétuité, à quelque autel qu'ils célèbrent :

Præterea iisdem, ut præmittitur, canonicis in perpetuum indulgemus ut sacrosanctum missæ sacrificium, quod ad quodcumque altare bis in heb-

1. *Souvenirs de Pise*, dans le *Journal de Florence*, 1875, n° du 21 février.

domada quilibet eorum pro animabus christifidelium, quæ Deo in charitate conjunctæ ex hac vita migraverint, celebraverit, proinde iisdem suffragetur ac si ad altare privilegiatum fuisset celebratum. (*Benedicti XIV Bullarium*, édit. de Malines, t. IX, pag. 432.)

6. Grégoire XVI, par bref du 19 juillet 1831, déclara privilégiés tous les autels de l'église collégiale et paroissiale de Saint-Pantaléon, à Venise, pour tous les prêtres seulement de ladite église, et pour les cas où, soit en vertu de fondation spéciale, soit pour satisfaire leur propre dévotion, ils y célébreraient à l'intention des défunts, en sorte que l'indulgence gagnée est la même que s'ils célébraient à un autel privilégié. Le bref fut donné à perpétuité.

Gregorius PP. XVI. Ad perpetuam rei memoriam. Exponi nobis nuper fecerunt dilecti filii capitulum et presbyteri choro parochialis et collegiatæ ecclesiæ sub invocatione S. Pantaleonis, medici martyris, civitatis Venetiarum, inservientes, quod licet in dicta ecclesia altare privilegio apostolico pro animabus fidelium defunctorum purgatorii pœnis liberandis decoratum reperiatur, tot sunt missarum onera ad altare hujusmodi celebranda et alia missarum sacrificia quæ christifideles pro defunctis ad præfatum altare celebrare flagitant, ut sacerdotes choro ejusdem parochialis et collegiatæ ecclesiæ inservientes missas sibi incumbentes seu devotionis causa non sine tam proprio quam aliorum presbyterorum ad dictam ecclesiam adventantium incommodo in altare privilegiato hujusmodi celebrare possint. Nobis propterea humiliter supplicari fecerunt ut in præmissis opportune providere ac ut infra indulgere de benignitate apostolica dignaremur.

Nos igitur ipsos exponentes specialibus favoribus et gratiis prosequi volentes, hujusmodi supplicationibus inclinati, de omnipotentis Dei misericordia ac beatorum Petri et Pauli apostolorum ejus auctoritate confisi, ut quandocumque aliquis ex sacerdotibus choro dictæ ecclesiæ inservientibus dumtaxat ad quodcumque altare dictæ ecclesiæ sacrosanctum missæ sacrificium, tam pro satisfactione onerum missarum sibi incumbentium, quam devotionis causa, pro anima cujuscumque christifidelis quæ Deo in charitate conjuncta ab hac luce migraverit ad præfatum altare celebrabit, missæ sacrificium hujusmodi animæ seu animabus pro qua seu pro quibus celebratum fuerit, perinde suffragetur ac si ad altare privilegiatum fuisset celebratum, auctoritate apostolica, tenore præsentium concedimus et indulgemus.

Non obstantibus, quatenus opus sit, nostra et cancellariæ apostolicæ regula de non concedendis indulgentiis ad instar aliisque constitutionibus et ordinationibus apostolicis cæterisque contrariis quibuscumque. Præsentibus perpetuis futuris temporibus valituris.

Datum Romæ apud Sanctam Mariam Majorem sub annulo piscatoris die

decima nona julii millesimo octingentesimo trigesimo primo, pontificatus Nostri anno primo. (*Bullarii Romani continuatio*, Romæ, 1857, t. XIX, p. 36.)

7. En 1749, Benoît XIV privilégia à perpétuité l'autel de Sainte-Marie du peuple, à Bénévent, mais seulement pour les défunts de la famille du marquis Barthélemy Pacca. On lit l'inscription suivante dans cette même église, sur une plaque de marbre :

Altare
perpetuo privilegiatum
pro animabus
posterorum omnium
de familia
Marchionis Bartholomæi Pacca,
indulgente
sanctissimo D. N. Benedicto PP. XIV
d. III id. aug. a. MDCCIL.

8. En 1756, le même pape accorda au couvent de Sainte-Claire, à Bari, l'autel privilégié quotidien perpétuel, tant pour les religieuses elles-mêmes, ainsi que leurs parents et alliés au second degré, que pour les bienfaiteurs du monastère. Une inscription commémorative se voit dans l'église de Sainte-Claire, où je l'ai copiée en 1875 :

Altare quotidie privilegiatum perpetuum
pro animabus monialium monasterii
sanctæ Claræ hujus civitatis Barij
earumque consanguineorum
et affinium in primo et secundo gradu
necnon ejusdem monasterii benefactorum
quæ Deo in charitate conjunctæ
ab hac luce migraverint.
Ex indulto Benedicti PP. XIV,
anno Domini
M. D. CC. LVI.

Dans l'église Saint-François de la même ville, j'ai relevé cette autre inscription relative aux Franciscains et à une concession de Benoît XIV, en date de l'an 1751. Deux ans après, le général de l'ordre désignait l'autel du Très Saint Crucifix pour le privilège.

I. M. I [1].
Altare hoc omnipotenti Deo

1. Jesus, Maria, Joseph.

in honorem SS. Crucifixi erectum
privilegio quotidiano perpetuo
ac libero pro omnibus defunctis
ad quoscumq. sacerdotes,
vigore brevis Benedicti XIV, MDCCLI
insignitum
atq. a ministro generali ordinis
die IX mensis martii MDCCLIII
designatum.

9. Le prêtre agrégé à une confrérie jouissant du privilège personnel peut, à moins de clause dérogative spéciale, cumuler les deux privilèges et s'en servir successivement.

Meliten. [1]. — Cæremoniarius ecclesiæ cathedralis diœcesis Meliten. quærit a Sac. Congregatione : An sacerdos, qui gaudet privilegio altaris personalis, si sit aggregatus alicui congregationi, quæ etiam dicto privilegio gaudet, possit adhuc frui hoc alio privilegio, cum aliunde jam habeat per tres aut quatuor vices in hebdomada tale privilegium ?

Sac. Congregatio respondit, auditis quoque consultorum votis : *Affirmative, dummodo in indultis, de quibus mentio fit in ipso dubio, aliter expresse non disponatur.* Die 27 maii 1839. (*Decreta*, n° CDXC, p. 412.)

10. Le diplôme, donné aux prêtres tant séculiers que réguliers par le général de la Congrégation des missionnaires du Précieux Sang, à l'effet d'admettre dans les rangs de la confrérie de la Congrégation et de bénir les chapelets, scapulaires et cordons du Précieux Sang, porte qu'en vertu du bref de S. S. Pie IX, en date du 29 juillet 1851, tout prêtre ainsi délégué jouit, une fois par semaine, de l'autel privilégié personnel :

Ad gratiarum spiritualium augmentum semel in singulis hebdomadibus personali indulto altaris privilegiati gaudebis.

11. Le prêtre, chargé de dire la messe à un autel privilégié, peut aussi bien user, en faveur de l'âme pour laquelle il prie, du privilège qui lui est personnel que de l'autel privilégié, l'obligation étant alors remplie.

Incerti loci. — Cajus sacerdos, habens privilegium personale altaris privilegiati bis aut ter in hebdomada, accepto stipendio pro missa celebranda in altari privilegiato, ex prætextu personalis privilegii ejusdem altaris privilegiati, celebrat in altari non privilegiato.

1. Malte, évêché (île de Malte).

Quæritur an bene se gerat et utrum oneri suscepto satisfaciat ? Sacra Congregatio respondit : Affirmative. Die 16 februarii 1852. (*Decreta*, n. DCXX, p. 528.)

12. On n'est pas tenu de présenter à l'ordinaire l'indult de l'autel privilégié personnel.

Qui habet indultum altaris privilegiati personalis non tenetur illud ordinario exhibere. (*Sacr. Congr. Indulg.*, 5 februarii 1841, apud Falise, *Decreta authentica S. C. R.*, p. 11.)

13. Le prêtre qui a l'autel privilégié personnel pour certains jours de la semaine seulement peut célébrer les jours de fêtes doubles, s'il n'y en a pas d'autres; mais si la semaine offrait des semi-doubles, il devrait choisir ces jours de préférence. *Voir* le décret *in Andegavensi* au chapitre suivant.

14. L'article L du bref contenant les pouvoirs du cardinal Capara (Theiner, t. II, p. 87 des *Pièces justific.*) porte que le légat pourra accorder aux prêtres l'indult de l'autel privilégié personnel pour trois ou quatre jours par semaine : « Concedendi presbyteris indultum altaris privilegiati personalis tribus vel quatuor vicibus in hebdomada. »

15. Pie VI, par bref du 12 octobre 1778, a accordé au grand aumônier de l'armée autrichienne l'indulgence de l'autel privilégié tous les lundis ou, en cas d'empêchement, le jour suivant. La messe doit être de *Requiem* et peu importe qu'elle soit dite simplement sur un autel portatif. Là est la dérogation à la règle générale.

« Singulis secundis feriis cujuscumque hebdomadæ, officio novem lectionum non impeditis, vel eis impeditis, die immediate sequenti celebrandi missam de Requiem quocumque altari, etiam portatili, si alias celebrari non possit, in suffragium animæ alicujus ex pie defunctis dictorum exercituum secundum celebrantis intentionem et missa hujusmodi animæ pro qua celebrata fuerit perinde suffragetur ac si ad altare privilegiatum fuisset celebrata. » (*Analecta*, 1867, col. 881.)

## XXXV. — Messe a dire et couleur des ornements.

1. La question, à l'origine, demeura indécise. La Congrégation des Rites ne voulut pas se prononcer lorsque les Dominicains du cou-

vent de St-Marc, de Florence, lui demandèrent de jouir du privilège en disant la messe occurrente, aux fêtes solennelles, sans être astreints aux messes des morts.

Florentina. — Fratres S. Marci, ordinis Prædicatorum, habentes altare privilegiatum pro tribus diebus, petebant extendi, vel saltem quod sufficeret applicare valorem missarum currentium in illis diebus solemni festo occupatis; et idem diversi religiosi regulares petebant, non obstante quod missa deberet esse pro mortuis, et licet hujusmodi supplicationes essent a Sanctissimo ad Sacram Congregationem Rituum remissæ, tamen Sacra Congregatio nihil statuendum censuit. Die 31 januarii 1626.

L'année suivante, les Récollets de France eurent beau insister pour que le privilège subsistât aux messes dites d'un saint double ou du dimanche, la Congrégation opposa un refus formel.

Galliæ. — Fratres quidam reformati et recollecti Galliæ supplicarunt responderi : An obtento altari privilegiato pro certis diebus, possit in illis pro defunctis celebrari, non obstante quod sit festum duplex de præcepto vel de dominica; et S. R. C. respondit : Non posse. Die 24 aprilis 1627.

En 1629, les Jésuates de Sienne, qui n'avaient le privilège que pour quatre messes des morts, auraient désiré que ce fussent quatre messes quelconques. La Congrégation des Rites, se désistant dans la question, les renvoya à la Congrégation des Indulgences : cependant, plus tard, ce fut elle qui donna seule son avis pour la messe requise ou autorisée.

Senen. — Jesuati patres S. Hieronymi, civitatis Senen., asserentes habere in eorum ecclesia altare sub titulo S. Catharinæ Senensis cum privilegio pro defunctis ad quatuor tantum missas restricto, supplicarunt posse gaudere eodem privilegio cum quatuor missis. Et Sacra Congregatio Rituum remisit ad Sacram Congregationem Indulgentiarum. Die 10 decembris 1629.

2. Actuellement, pour gagner l'indulgence plénière attachée à l'autel privilégié, il est nécessaire de dire la messe de *Requiem*, aux jours non empêchés par la rubrique, comme semi-doubles, simples, féries, et il faut alors se servir d'un ornement noir.

Les jours empêchés, comme dimanches, octaves, féries et vigiles privilégiées, doubles, l'indulgence est appliquée en célébrant la messe qui correspond à l'office occurrent et avec la couleur du jour.

Par cette messe dite ainsi l'on satisfait pleinement aux obligations

inhérentes aux fondations ou aux demandes particulières des fidèles, comme si la messe, dite à l'autel privilégié, avait été une messe de *Requiem.*

Il est dit d'une manière précise qu'il s'agit ici de l'autel privilégié en général, que la concession soit perpétuelle ou temporaire, quotidienne ou limitée à certains jours, même personnelle.

Les octaves privilégiées, où l'on ne doit pas dire les messes de *Requiem*, sont celles de l'Épiphanie, de Pâques, de la Pentecôte, de Noël et de la Fête-Dieu.

La messe de *Requiem* est prescrite pour la *sépulture* tous les jours, excepté les doubles de première classe, chômés par le peuple et les trois derniers jours de la semaine sainte; pour les *anniversaires* fondés par testament au jour de l'obit et pour les anniversaires solennels du troisième, septième et trentième jour, qui se comptent à partir de l'enterrement.

Si ces jours coïncident avec des offices qui ne permettent pas de dire une messe des morts, on les diffère ou on les anticipe au premier jour libre.

Pour gagner l'indulgence plénière, il faut donc, ces jours-là, dire la messe en noir.

ÆSINA. [1]. Pro parte magistri cæremoniarum supplicatum fuit declarari : An in octavis solemnioribus et in duplicibus possit in altari privilegiato celebrari missa de Requie pro anima particularis defuncti. Et S. R. C. respondit : Servandas esse rubricas. Die 24 maii 1653. (*Gardellini*, n° 1672, t. I, p. 291-292.)

DECRETUM GENERALE. *Super declaratione alterius decreti generalis editi die 5 augusti 1662 de non celebrandis missis de Requiem in duplicibus.*

SS. D. N. Dnus Alexander PP. VII, ad tollenda quamplurima dubia in diversis mundi partibus orta et in S. R. C. deducta, occasione decreti ejusdem S. C. sub die 5 augusti 1662 editi et per Sanctitatem Suam approbati, de non celebrandis missis *de Requiem* in duplicibus ; approbando in primis aliud decretum ejusdem S. C. editum in una Novarien., die 22 novembris 1664, quo declaratum fuit : Anniversaria et missas cantatas *de Requiem* relictas ex dispositione testatorum, quotannis in die ipsorum obitus, etiam in duplici majori contingentis, posse celebrari et non comprehendi in dicto decreto. Ulterius quoad altaria perpetua privilegiata, et in quibus proinde quotidie, etiam in duplicibus, celebrandæ sunt missæ *de Requiem* ex obligatione, declaravit per celebrationem missarum de festo

1. Iesi, évêché (Italie).

currenti satisfieri dictis obligationibus, et suffragari cum iisdem indulgentiis, perinde ac si essent celebratæ missæ *de Requiem* ad formam privilegiorum. Hac die 1 decembris 1666. (*Gardellini,* n° 2385, t. I, p. 407.)

ALEXANDER PAPA VII. Ad perpetuam rei memoriam. Creditæ nobis cœlitus dispensationis officium salubriter exequi, adjuvante Domino, jugiter satagentes, et quamplurima dubia in diversis mundi partibus orta, et in Congregatione Venerabilium fratrum Nostrorum S. R. E. cardinalium Sacris Ritibus præpositorum, deducta occasione decreti ejusdem Congregationis die 5 augusti 1662 editi ac nobis probati de non celebrandis missis *de Requiem* in duplicibus tollere atque dirimere cupientes, de memoratorum cardinalium consilio, auctoritate Apostolica, tenore præsentium approbamus in primis aliud decretum in una *Novarien.*, 22 novembris 1664, quo declaratum fuit anniversaria et missas cantatas *de Requiem* relictas dispositione testatorum quotannis in die ipsorum obitus, etiam in duplici majori contingentis, non comprehendi in dicto decreto. Ulterius quoad altaria perpetua privilegiata, et in quibus proinde quotidie etiam in duplicibus celebrandæ sint missæ *de Requiem* ex obligatione, auctoritate et tenore prædictis, declaramus, per celebrationem missarum de festo currenti satisfieri dictis obligationibus et suffragari cum iisdem indulgentiis perinde ac si essent celebratæ missæ *de Requiem* ad formam privilegiorum, salva tamen semper in præmissis auctoritate Congregationis. Decernentes easdem præsentes litteras semper firmas, validas et efficaces existere et fore, suosque plenarios et integros effectus sortiri et obtinere etc., Datum Romæ apud Sanctam Mariam Majorem sub annulo Piscatoris die 22 januarii 1667, Pontificatus nostri anno duodecimo. (*Gardellini,* t. IV, p. 201-202.)

DECRETUM GENERALE. Cum sa. me. Alexander VII, dubia in diversis mundi partibus occasione decreti S. R. C., die 5 augusti 1662 emanati et a Sanctitate Sua approbati, de non celebrandis missis defunctorum in festis ritus duplicis exorta dirimere cupiens, aliud ejusdem S. C. decretum in una Novarien., die 22 novembris 1664 editum, approbaverit, quo declaratum fuerat : Anniversaria et missas defunctorum causa, ex dispositione testatorum, quotannis recurrente ipsorum obitus die, celebrandas, tametsi dies obitus hujusmodi in festum rit. dup. majoris incideret, non comprehendi in dicto primo decreto. Ac ulterius, quoad altaria privilegio Apostolico pro animabus fidelium defunctorum in perpetuum decorata, et in quibus quotidie proinde, etiam in festis rit. dup. celebrandæ essent missæ defunctorum ex obligatione, declaraverit, per celebrationem missarum de festo occurrenti satisfieri injunctis obligationibus, et indulgentias per hujusmodi privilegia Apostolica concessas animabus fidelium defunctorum in purgatorio existentibus suffragari, perinde ac si celebratæ fuissent missæ defunctorum ad formam dictorum privilegiorum, prout in brevi Apostolico desuper die 22 januarii 1667 expedito continetur. Eadem S. C., intellecto quod etiam dubitaretur, utrum prædicti brevis dispositio, quoad altaria pariter quidem privilegiata, sed non in perpetuum, nec pro omnibus hcb

domadæ diebus, et ad quæ missæ, non ex obligatione, sed ex sola fidelium devotione celebrarentur, locum haberet; re mature perpensa, censuit, declarationem a memorato S. M. Alexandro VII, sicut præmittitur, editam, extendendam esse ad altaria, ut præfertur, non in perpetuum, sed ad septennium, vel aliud brevius vel longius tempus, ac non pro omnibus, sed aliquo vel aliquibus tantum hebdomadæ diebus, nunc et in futurum quandocumque privilegiata. Et proinde si Sanctissimo D. N. placuerit, indulgendum fore, ut missæ quæ ibidem de festo currenti, in quo missæ defunctorum celebrari non possint, sive ex obligatione, sive ex sola fidelium devotione celebratæ fuerint, indulgentias per privilegia hujusmodi concessas consequantur in omnibus et per omnia, perinde ac si missæ defunctorum ad formam eorumdem privilegiorum celebratæ fuissent. Die 20 julii 1669.

Et facta relatione SSmo D. N. Clementi PP. IX, Sanctitas Sua sententiam S. C. approbavit et breve desuper expediri mandavit. Hac die 13 augusti 1669. (*Gardellini*, n° 2488, t. I, p. 426-427.)

Clemens PP. IX. Ad perpetuam rei memoriam. — Cum felic. recordat. Alexander papa VII, prædecessor Noster, dubia in diversis mundi partibus, occasione decreti Congregationis tunc existentium S. R. E. cardinalium Sacris Ritibus præpositorum die 5 augusti 1662 emanati et ab ipso Alexandro prædecessore nostro approbati, de non celebrandis missis defunctorum in festis ritus duplicis, exorta, dirimere cupiens, aliud ejusdem Congregat. decretum in una *Novarien.*, die 22 novembris 1664 editum, approbaverit, quo declaratum fuerat anniversaria et missas defunctorum cum cantu, ex dispositione testatorum quotannis recurrente ipsorum obitus die celebrandas, tametsi die obitus hujusmodi in festo ritus duplicis majoris incideret, non comprehendi in dicto primo decreto : ac ulterius quoad altaria privilegio Apostolico pro animabus fidelium defunctorum in perpetuum decorata, et in quibus proinde quotidie, etiam in festis ritus duplicis celebrandæ essent missæ defunctorum ex obligatione, declaravit, per celebrationem missarum de festo currenti satisfieri injunctis obligationibus, et indulgentias per hujusmodi privilegia Apostolica concessas animabus fidelium in purgatorio existentibus suffragari perinde ac si celebratæ fuissent missæ defunctorum ad formam dictorum privilegiorum, et alias, prout in ejusdem Alexandri prædecessoris litteris desuper in simili forma brevis, die 22 januarii 1667 expeditis, quarum tenores præsentibus pro plene et sufficienter expressis et insertis haberi volumus, uberius continetur. Cumque (sicuti ad aures nostras pervenit) etiam dubitetur : Utrum dictarum litterarum dispositio quoad altaria pariter quidem privilegiata, sed non in perpetuum, nec pro omnibus hebdomadæ diebus, et ad quæ missæ non ex obligatione, sed ex sola fidelium devotione celebrantur, locum habeat ; hinc est quod nos dubitationes hujusmodi ex injunctæ nobis cælitus pastoralis sollicitudinis munere dirimere pariter atque decidere cupientes, de venerabilium fratrum nostrorum ejusdem S.

R. E. cardinalium præpositorum Sacris Ritibus, qui rem mature perpenderunt, consilio, declarationem a memorato Alexandro prædecessore, sicut præmittitur, editam, ad altaria, ut præfertur, non in perpetuum, sed ad septennium, seu aliud brevius vel longius tempus, ac non omnibus, sed aliquo vel aliquibus tantum hebdomadæ diebus, nunc et in futurum quandocumque privilegiata, auctoritate Apostolica, tenore præsentium, extendimus, et proinde ut missæ, quæ ibidem de festo currenti, in quo missæ defunctorum celebrari non possint, sive ex obligatione, sive ex sola fidelium devotione, celebrantur, ita ut animæ christifidelium, pro quibus celebratæ fuerint, indulgentias per privilegia hujusmodi concessas consequantur in omnibus et per omnia, perinde ac si missæ defunctorum ad formam eorumdem privilegiorum celebratæ fuissent, auctoritate et tenore prædictis, concedimus et indulgemus. Decernentes easdem præsentes litteras semper firmas, validas et efficaces existere et fore suosque plenarios et integros effectus sortiri et obtinere, non obstantibus, etc. Datum Romæ apud S. Mariam Majorem sub annulo Piscatoris, die 23 septembris 1669, Pontificatus nostri anno tertio. (*Gardellini*, t. IV, p. 202.)

Ruremunden.[1]. — Nomine episcopi Ruremunden. quæsitum fuit a S. R. C. declarari :

3. An privilegiatus, legendo de Requiem in altari privilegiato die privilegiata, quæ occurrit in festo duplici, aut infra octavam festum duplex excludentem, lucretur indulgentias altari privilegiato concessas ?

4. An in altari privilegiato ecclesiæ vel capellæ, ubi est instituta confraternitas fidelium defunctorum, diebus ut supra possit legi aut cantari missas de requiem ?

Et S. eadem C. respondit ad supradicta, ut infra videlicet :

Ad 3. Quoad altaria seu in perpetuum, seu ad septennium seu ad aliud brevius vel longius tempus, sive pro omnibus, sive pro aliquo vel aliquibus hebdomadæ diebus privilegiata, in quibus ex obligatione vel ex sola fidelium devotione, etiam in duplicibus, celebrandæ sint missæ de requiem, per celebrationem missarum de festo currenti cum applicatione sacrificii juxta mentem benefactorum, satisfieri dictis obligationibus, et suffragari cum iisdem indulgentiis perinde ac si essent celebratæ missæ de requiem ad formam privilegiorum, juxta declarationes super his ab eadem S. C. alias editas, et respective approbatas a fel. rec. Paulo V, die 19 maii 1614, Alexandro VII, de die 5 augusti 1662, et literis in forma brevis desuper expeditis die 22 januarii 1667, aliisque a Clemente IX, die 23 septembris 1669.

Ad 4. Non posse; missam autem cantatam ex dispositione testatorum in die anniversaria ipsorum obitus, etiam in duplici majori contingentis, nec in expressis, nec in aliis ecclesiis seu capellis prohiberi, ut alias declaratum fuit dictis literis Alexandri VII, 22 januarii 1667. Die 24 julii 1683. (*Gardellini*, n° 3029, t. V, p. 51-52.)

1. Ruremonde, évêché (Pays-Bas).

Dubium. — Cum alias sa. me. Alexander VII, de consilio S. R. C. sub brevi sub datum die 22 januarii 1667, declaraverit, ut in diebus impeditii a festo duplici, quibus missæ de Requiem celebrari non possunt, celebrando missas de festo currenti in altaribus privilegiatis quotidianis perpetuis, eadem indulgentia lucretur ac si missa de Requiem secundum privilegiorum formam celebraretur; et deinde cum eadem declaratio, præcedendo etiam votum ejusdem S. C. a S. M. Clemente IX, alio sub brev sub die 23 septembris 1669, extensa fuerit omnibus altaribus privilegiatis non perpetuis, nec quotidianis, ita ut favendo privilegio, suffragetur celebratio missæ in illis de festo currenti. Nunc ortum dubium : An supradictæ declarationes Alexandri VII et Clementis IX intelligantur etiam in die bus dominicis, et infra octavas Paschatis, Pentecostes et Corporis Christi? Fuit a SSmo Domino Nostro remissum ad S. R. C. pro voto; quod relatum ab Emo et Rmo Domino card. Colloredo, eadem S. C. respondit : Supra dictas declarationes intelligendas esse pro omnibus diebus, quibus, juxta rubricas, non potest dici missa de requiem. Hac die 3 aprilis 1688. (*Gardellini*, n° 3158, t. II, p. 89.)

Innocentius PP. XI. Ad perpetuam rei memoriam. Alias postquam felic. record. Alexander PP. VII, prædecessor noster, per quasdam suas in simili forma brevis, die 22 januarii 1667 expeditas literas, dubia in diversis mundi partibus, occasione decreti Congregationis tunc existentium S. R. E. cardinalium Sacris Ritibus præpositorum, die 5 augusti 1662 emanati et ab ipso Alexandro prædecessore approbati, de non celebrandis missis defunctorum in festis ritus duplicis, exorta dirimere cupiens, inter cetera quoad altaria privilegio apostolico pro animabus fidelium defunctorum in perpetuum decorata, et in quibus proinde quotidie etiam in festis ritus duplicis celebrandæ fuissent missæ defunctorum ex obligatione, declaraverat per celebrationem missarum de festo currenti satisfieri injunctis obligationibus, et indulgentias per ejusmodi privilegia Apostolica concessas animabus fidelium defunctorum in purgatorio existentibus suffragari, perinde ac si celebratæ fuissent missæ defunctorum ad formam dictorum privilegiorum. Recolendæ memoriæ Clemens Papa IX, pariter prædecessor noster, aliam subinde ortam dubitationem utrum scilicet dictarum Alexandri prædecessoris literarum dispositio quoad altaria pariter quidem privilegiata, sed non in perpetuum, nec pro omnibus hebdomadæ diebus, et ad quæ missæ, non ex obligatione, sed ex sola fidelium devotione celebrarentur, locum haberet similiter, tollere desiderans, declarationem a memorato Alexandro prædecessore, sicut præmittitur, editam ad altaria, ut præfertur, non in perpetuum sed ad septennium, seu ad aliud brevius vel longius tempus ac non in omnibus sed aliquo vel aliquibus tantum hebdomadæ diebus, tunc et in futurum quandocumque privilegiata, auctoritate Apostolica, extendit et proinde ut missæ quæ ibidem de festo currenti, in quo missæ defunctorum celebrari non possent sive ex obligatione, sive ex sola fidelium devotione celebrandæ essent

suffragarentur, ita ut animæ Christifidelium, pro quibus celebrarentur, indulgentias per privilegia hujusmodi concessas consequerentur, in omnibus et per omnia perinde ac si missæ ad formam eorumdem privilegiorum celebratæ fuissent eadem auctoritate concessit et indulsit, et alias prout in ipsius Clementis prædecessoris literis etiam in forma brevis die 23 septembris 1669 desuper expeditis, quarum et præfatarum Alexandri prædecessoris literarum tenores præsentibus pro plene et sufficienter expressis et insertis volumus, uberius continetur. Cum autem postmodum, sicut accepimus, novum circa præmissa excitatum fuerit dubium, videlicet : An supradictæ Alexandri et Clementis prædecessorum declarationes ibi pariter locum vindicarent, etiam in diebus dominicis, infra octavas Paschatis Resurrectionis, Pentecostes et Corporis Christi, aliisque diebus quibus, licet a festo duplici non impediatur, adhuc missæ defunctorum juxta ritum et morem Ecclesiæ celebrari nequeunt, quatenus nimirum missæ, quas iisdem diebus celebrari licet, servata ceteroquin dictorum privilegiorum forma, ad præfata altaria celebrentur; nosque dubium hujusmodi Congregationi VV. Fratrum nostrorum S. R. E. cardinalium Sacris Ritibus præpositorum examinandum commiserimus, ac eadem cardinalium Congregatio, re mature discussa, nuper per suum decretum die 3 aprilis proximi præteriti præfatas Alexandri et Clementis prædecessorum declarationes intelligendas esse pro omnibus diebus quibus juxta rubricas missæ defunctorum celebrari non possunt, responderit; hinc est, quod nos commissæ nobis cœlitus dispensationis munere fidelium defunctorum animarum in purgatorio existentium suffragiis peramplius consulere cupientes, decretum hujusmodi a memorata cardinalium Congregatione editum, ut præfatur, apostolica auctoritate, tenore præsentium, confirmamus et approbamus, illique inviolabilis Apostolicæ firmitatis robur adjicimus; salva tamen semper in præmissis auctoritate supradictæ Congregationis cardinalium. Decernentes easdem præsentes literas semper firmas, validas et efficaces existere et fore, suosque plenarios et integros effectus sortiri ac obtinere. Datum Romæ apud S. Mariam Majorem sub annulo Piscatoris, die 4 maii millesimo sexcentesimo octuagesimo octavo, Pontificatus nostri anno duodecimo. (*Gardellini*, t. IV, p. 202-203.)

Caven.[1] — Remisso S. R. C. a SSmo D. Nostro Innocentio papa XII pro voto supplici libello Sanctitati Suæ porrecto ex parte capituli et canonicorum ecclesiæ cathedralis civitatis Caven. humiliter supplicantium, ut purgatorii animas commiserando, dignaretur ex speciali gratia indulgere, ut ad instar declarationum S. R. C., sub die 5 augusti 1662, san. mem. Clementis PP. IX, sub die 23 septembris 1669, et Innocentii PP. XI, sub die 4 maii 1688, editarum, sacerdotes ejusdem civitatis cum celebratione missarum, etiam de festo duplici et applicatione sacrificii ad altare privilegiatum Montis pietatis nuncupatum intus eccle-

1. Cava, évêché (Italie).

siam cathedralem Cavensem existens, pro consecutione indulgentiarum pro animabus defunctorum possent satisfacere mentemque benefactorum adimplere; ac insuper ut indultum san. mem. Gregorii XIII pro prædicto altari privilegiato Montis Pietatis calendis julii anni 1581, pro missis defunctorum dumtaxat concessum, adeo posset etiam cum celebratione missæ de festo duplici prædictæ suffragari ac si missa de Requie celebraretur, ex eo maxime quia, cum in eodem altari hactenus non parva extent legata earumdem celebrationem ob innumera officia Sanctorum sub ritu duplici praescripta, ob distantiam cathedralis a casalibus, in quibus ipsi sacerdotes habitant, et ob cœli inclementiam, ad diem primam non impeditam, et ultro etiam sacerdotes prædicti, cum maximo animarum suffragia expostentium præjudicio protrahere coguntur. Prædictorum libello ab Emo et Rmo D. card. Imperiali in S. R. C. relato, eadem S. R. C., omnibus bene perpensis ac mature consideratis, censuit respondendum : Oratorum petitioni posse annui, quatenus non possint adimplere in diebus non impeditis, si SSmo D. Nostro placuerit. Die 5 julii 1698. (*Gardellini*, n° 3480, t. II, p. 170.)

Caven. — Remisso S. R. C. a SSmo Domino Nostro Innocentio PP. XII pro voto supplici libello Sanctitati Suæ porrecto ex parte capituli et canonicorum ecclesiæ cathedralis civitatis Caven. humiliter supplicantium, ut purgatorii animas commiserando, dignaretur ex speciali gratia indulgere ut ad instar declarationum S. R. C. sub die 5 augusti 1662, s. m. Clementis PP. IX, sub die 23 septembris 1669, et Innocentii PP. XI, sub die 4 maii 1688 editarum, sacerdotes ejusdem civitatis cum celebratione missæ de festo duplici, et applicatione sacrificii ad altare privilegiatum Montis Pietatis nuncupat. intus ecclesiam cathedralem Cavensem existens pro consequutione indulgentiarum pro animabus defunctorum, possent satisfacere mentemque benefactorum adimplere : ac insuper ut indultum sa. me. Gregorii XIII pro prædicto altari privilegiato Montis Pietatis calendis julii 1581, pro missis defunctorum dumtaxat concessum, adeo posset etiam cum celebratione missæ de festo duplici prædicto suffragari ac si missa de Requiem celebraretur, ex eo maxime quia cum in eodem altari hactenus non parva extent legata missarum, earumdem celebrationem ob innumera officia SSrum sub ritu duplici præscripta, ob distantiam cathedralis a casalibus in quibus ipsi sacerdotes habitant et ob cœli inclementiam, ad diem primam non impeditam, et ultro etiam sacerdotes prædicti, cum maximo animarum suffragia expectantium præjudicio protrahere cogantur. Prædictoque libello ab Emo et Rmo domino card. Imperiali in S. R. C. relato, S. eadem R. C., omnibus bene perpensis ac mature consideratis, censuit respondendum, sub die 5 julii 1698 : Oratorum petitioni posse annui, quatenus non possint adimplere in diebus non impeditis, si SSmo Domino Nostro placuerit. Verum super intellectu supradicti decreti nonnullis difficultatibus exortis, iisdemque ab Emo et Rmo Domino card. Colloredo, in locum Emi et Rmi Domini card. Imperiali absentis in ponen-

tem subrogato, propositis, S. eadem R. C. respondit : Oratores quoad fruitionem altaris, non indigere, atque in reliquis consulant conscientiis suis. Die 7 octobris 1699. (*Gardellini*, num. 2537, t. II, p. 182-183.)

Missa pro defunctis celebrata in altari privilegiato, non suffragatur nec indulto satisfit, nisi sit *de Requiem*, licet in indulto non exprimatur. (*Sac. Rit. Congr.*, 1 jun. 1601 in *Pistorien.* et 13 jul. 1601 in *Toletana*, apud Ferraris, t. I, col. 451.)

An privilegium in altari privilegiato perpetuo ad dies non impeditos ante declarationem Alexandri VII concessum, suffragetur universim, etiam diebus impeditis festo post illam declarationem?.—Negative. (*Sac. Indulg. Congr.*, 16 jul. 1725.)

WLADISLAVIEN.[1]. — Philippus Gotthardus, episcopus Wladislaviensis, exponit se obtinuisse a Sanctitate Vestra breve altaris privilegiati quotidiani ad septennium pro omnibus et singulis ecclesiis parochialibus, nec non collegiatis et abbatialibus suæ civitatis et diœceseos, revocando intuitu hujusmodi indulti privilegia omnia parœciis, sive in perpetuum sive ad tempus concessa; itaque quum oratori suborta sint tria dubia, scilicet...

An missis de festo vel feria lectis, diebus in quibus missæ defunctorum prohibentur, applicari possit idem altaris privilegium ad formam decretorum a Rituum Congregatione emanatorum de anno 1667, 1669 et 1688?

Supplicat ut dignetur respondere super quolibet distincte et enucleate pro quiete suæ conscientiæ et bono ejusdem diœcesis regimine.

Sanctissimus Dominus Noster Clemens PP. XIII, relatis a me infrascripto supradictis dubiis, ab episcopo Wladislaviensi propositis, respondendum esse jussit : Affirmative, ex decretis tum Sac. Rituum Congregationis, tum hujus Sac. Congregationis Indulgentiarum.

Datum Romæ ex Secretaria Sac. Congregationis Indulgentiarum, die 27 novembris 1764. S. Borgia Secret. (*Decreta*, n° CCLXVII, p. 207-208.)

Sacra Congregatio Indulgentiis Sacrisque Reliquiis præposita, die 2 julii 1669, declaravit celebrationem missarum sanctorum ritus duplicis revera suffragari pro missis privilegiato altari addictis, quod postea etiam declaratum fuit a S. Rituum Congregatione, die 5 aprilis 1687, nec non confirmatum, anno subsequenti, a Ven. Innoc. XI pro dominicis aliisque diebus privilegiatis, in quibus defunctorum missæ celebrari vetitum sit. Deinde eadem Sac. Congregatio, die 20 julii 1751, declaravit, quod missæ quæ celebrantur tempore officii generalis pro defunctis vel in festis sanctorum ritus duplicis, vel in dominicis tunc occurrentibus, gaudeant privilegio et non obstante clausula : *quandocumque sacerdos aliquis missam defunctorum die............. celebraverit, etc.*, in concessione fortasse apposita. Sanctissimus Dominus Noster Clemens PP. XIV, etc., ex aud. diei 7 martii 1771, declaravit : Constare de privilegio ad formam resolutionum Sac. Congregationis Indulgentiarum. Datum Romæ, die et anno ut supra. Julius Cæsar de Somalia secret. (*Decreta*, n° CCCLII, p. 163-164.)

1. Kalisch, évêché (Pologne).

Rhedonen.[1]. — Utrum indulgentia pro defunctis iis applicari possit in missis in altari privilegiato celebratis, quando ex statuto de die aut festo celebratur iis diebus, in quibus habetur missa de festo etiam simplici, aut propria de feria, et in feriis Adventus? — Negative. Hac die 27 augusti 1836. (*Gardellini*, n° 4780, t. III, p. 170-173.)

Incerti loci in Gallia. — Quæritur in Sacra Indulgentiarum Congregatione :

1. Utrum sacerdos satisfaciat obligationi celebrandi missam pro defuncto, servando ritum feriæ vel cujuscumque Sancti, etiamsi non sit semiduplex, aut duplex ? Sac. Congregatio respondit : Affirmative.

2. Utrum qui privilegium habet personale pro quatuor missis in hebdomadis singulis debeat cum paramentis colore nigro celebrare diebus non impeditis, ut possit indulgentiam plenariam pro animabus defunctorum lucrari ? Sac. Congregatio respondit : Affirmative.

3. Utrum qui celebrat in altari privilegiato pro singulis diebus debeat semper uti paramentis nigris diebus non impeditis, ut indulgentiam privilegii consequatur ?

Sac. Congregatio respondit : Ut in secundo. Die 11 aprilis 1840. (*Decreta*, n° D, p. 418-419.)

Briocen.[2]. — Parochus ecclesiæ curialis vulgo Rosternen., in diœcesi Briocensi, item rector Congregationis B. M. V. in minori seminario vulgo Plouguernevel, ejusdem diœcesis, Sac. Congregationem Indulgentiarum demisse supplicant sequentia dubia declarare :

An possit indulgentia altaris privilegiati lucrifieri a sacerdote, qui celebrat missam de feria non privilegiata seu de festo, quod non sit duplex, nec infra octavam? Respondetur : Negative, et standum indulto san. me. Clementis XIV, sub die 7 martii 1771. Die 29 maii 1841. (*Decreta*, n. DXI, p. 428-430.)

Bellicen.[3]. — Altare majus sacelli juris Julii e baronibus de Jerphanion, in castro vulgo *de Epirre,* intra fines diœcesis Bellicen., ex concessione sa: me : Gregorii Papæ XVI, quotidiano gaudet privilegio. Quum autem supponeret ipse baro quod ad lucrandam indulgentiam altaris privilegiati omnino requiratur, ut quilibet sacerdos in ea celebrans in sacris paramentis adhibere debeat colorem nigrum, uti exigunt decreta Sacrorum Rituum Congregationis, id grave admodum experiri fatetur, ac proinde SSmum Dominum Nostrum Pium IX Pontificem Maximum enixis precibus rogavit, ut Apostolicum elargiri dignaretur indultum, cujus vigore cuicumque sacerdoti in memorato altari celebranti liceat uti vestibus sacris coloris officio diei respondentis, et plenariam quotidie indulgentiam lucrari. Hujusmodi preces quum Secretarius infrascriptus retulerit in ordinariis comitiis ejusdem Sacrorum Rituum Congregationis ad Quirinale hodierna

1. Rennes, archevêché (Fra
2. Saint-Brieuc, évêché (France).
3. Belley, évêché (France).

die habitis, Sacra ipsa Congregatio respondendum annuit : Enunciata decreta intelligenda esse de missa defunctorum seu de requie, quæ omnino in casu dicenda est, quando a rubrica permittitur; nam juxta constitutiones Summorum Pontificum Romanorum Alexandri VII, Clementis IX et Innocentii XI, indulgentia altaris privilegiati in duplicibus lucratur per celebrationem missæ officio diei respondentis et cum colore paramentorum conveniente cum applicatione sacrificii. Atque ita rescripsit declaravitque. Die 22 julii 1848. (*Gardellini*, n° 5123, t. IV, p. 143.)

In brevi nuper a Sanctissimo D. N. Pio PP. IX, sub data 10 decembris anno proxime elapso, per oratorem impetrato, pro indulto altaris privilegiati in collegiatis et parochialibus ecclesiis suæ diœcesis ad aliud septennium prorogando, clausula habetur tenoris sequentis : Ut quandocumque sacerdos aliquis ........ missam pro anima cujuscumque christifidelis ....... ad prædictum altare ........ celebrabit, anima ipsa ........ indulgentiam consequatur. Non ergo hic, ut alias in similibus indultis fieri solet, exprimitur quod debeat esse *de Requiem* vel defunctorum missa celebranda. Cum igitur theologi et canonistæ maxime dissideant in assignanda missa quæ celebranda erit, cum hujusmodi indulta circa illius qualitatem silent et aliunde cum S. hujus Congregationis decreta, quæ missam *de Requiem* pro applicanda defunctis hac *indulgentia*, quando locum habere potest, præscribunt, hac una niti videantur ratione quod indulta altaris privilegiati, juxta recentiorem stylum, illam defunctorum missam semper præcipere soleant. Denique cum apud non spernendos AA. quoddam circumferatur S. Indulgentiarum decretum die 11 aprilis anno 1840 datum, quo declaratum fuit, ad applicandam defunctis illam indulgentiam altaris privilegiati, sive personalis, sive localis, non teneri sacerdotem, etiam diebus non impeditis, celebrare cum paramentis nigro colore; quod quidem decretum ab aliis recentioribus in sensu prorsus opposito laudetur; hinc orator, ne tanti momenti quæstio anceps omnino hæreat, ab hac S. Congregatione supplex exquirit, ut quid demum super illa tenendum sit, aperire dignetur. Detur decretum in una Bellicen., die 22 julii 1848. (Sac. Rit. Cong. 11 aug. 1860, in Granaten. ad 10; *Analecta*, 1860, col. 348-351.)

3. Si le S. Sacrement est exposé, comme on ne peut alors dire une messe de *Requiem*, il suffit, pour gagner l'indulgence plénière de l'autel privilégié, de célébrer la messe du jour, soit semi-double, soit de la férie, ou même votive.

Urbis et Orbis. — An missa de festo semiduplici, votiva, vel de feria, celebrata in altari privilegiato, in quo exponitur Sanctissimum Eucharistiæ Sacramentum, sive in ostensorio sive in ciborio, suffragetur pro defunctis ac si missa de Requie dicatur in casu ? Sac. Congregatio respondit, die 20 julii 1751 : Affirmative. (*Decreta*, n° CC, p. 160.)

4. Pour gagner l'indulgence plénière de l'autel privilégié, l'on doit célébrer la messe de *Requiem* avec ornements noirs, toutes les fois que la rubrique le permet. Parfois cela est impossible, par exemple, lorsqu'on célèbre dans une église où la station se trouve ou dans laquelle se célèbre quelque fête. Le cas n'étant pas prévu par les décrets généraux, il pouvait y avoir doute au sujet de l'acquisition de l'indulgence, en célébrant la messe occurrente.

La Congrégation des Indulgences, par son décret du 11 avril 1864, a tranché la controverse et décidé que, dans les cas ci-dessus exposés, il suffisait pour gagner l'indulgence de dire soit la messe du S. Sacrement ou celle prescrite en temps d'exposition publique en forme de Quarante Heures, soit la messe de la station, soit encore celle de la fête occurrente.

Decretum. — Urbis et Orbis. Quamplures Romani cleri sacerdotes ac præsertim animarum curatores dubium huic Sacræ Congregationi Indulgentiis Sacrisque Reliquiis præpositæ enodandum proposuerunt : Utrum scilicet sacerdos celebrans in altari privilegiato, legendo missam de festo semiduplici, simplici, votivam, vel de feria non privilegiata, sive ratione expositionis Sanctissimi Sacramenti, sive stationis ecclesiæ vel alterius solemnitatis, aut ex rationabili motivo, fruatur privilegio ac si legeret missam de Requie per rubricas eo die permissam?

Sacra itaque Congregatio, quæ habita fuit apud Vaticanas ædes, die 29 februarii 1864, auditis consultorum votis, respondendum esse duxit : Affirmative, deletis tamen verbis *aut ex rationabili motivo* et facto verbo cum Sanctissimo. Facta insuper per me infrascriptum ejusdem S. Congregationis Secretarium Sanctissimo Domino Nostro relatione in audientia diei 11 aprilis ejusdem anni, Sanctitas Sua Eminentissimorum Patrum sententiam benigne confirmavit.

Datum Romæ ex Secretaria ipsius S. Congregationis Indulgentiarum, die 11 aprilis 1864. Fr. Antonius Maria card. Panebianco præfectus. — A. Colombo secretarius. (*Analecta*, 1864, col. 765.)

L'indult permettant la messe de *Requiem* les jours qui n'ont pas d'office à neuf leçons serait rarement utilisé si les offices semidoubles ou doubles-mineurs étaient compris dans la prohibition. C'est pourquoi la S. Congrégation déclare qu'il n'y a d'exceptés que les offices de première et de seconde classe, les doubles-majeurs, et les octaves, vigiles et féries privilégiées. L'indult est donc valable pour les autres jours.

*Præfecturæ Apostolicæ Holstein Slewigis.* — Rmo P. hodierno vicario apostolico Holstein Slewigis a Sacra Congregatione de Propaganda Fide circa celebrationem missarum de requie concessum fuit privilegium quod sic se habet : Singulis secundis feriis non impeditis officio novem lectionum vel eis impeditisdie immediate sequenti celebrando missam de requie in quocumque altari portatili privilegium conceditur liberandi animas secundum ejus intentionem a purgatorii pœnis per modum suffragii. Quum circa hoc privilegium nonnullæ exortæ fuerint difficultates, præfatus Rmus orator ab eadem Sacra Congregatione insequentium dubiorum solutionem expetit, nimirum :

Dubium I. An tale officium IX lectionum dictum privilegium prohibens etiam illud censendum sit quod ritu semiduplici celebretur?

Dubium II. An in casu quo impedita feria II etiam dies immediate sequens seu feria III similiter impedita sit officio IX lectionum (id quod sæpe evenit secundum kalendarii nostri dispositionem) privilegium supradictum pro tali hebdomada omnino cesset?

Quum autem memorata Congregatio eadem dubia pro opportuna solutione ad sacrorum Rituum Congregationem transmiserit, hæc, audita relatione ab infrascripto secretario facta necnon voto Revmi D. Sacræ Rituum Congregationis assessoris, declaravit : In casu de quo agitur celebrationem missarum lectarum de requie præter vigilias, ferias et octavas privilegiatas ac festa de præcepto servanda, impediri tantummodo ob occurrentiam officiorum IX lectionum quæ gaudeant ritu duplicis majoris, aut duplicis primæ vel secundæ classis.

Quand la rubrique particulière, comme pour les Prémontrés, s'oppose aux messes de *Requiem* pendant les octaves des fêtes de première classe, quoique alors le rite ne soit pas semi-double, l'indulgence de l'autel privilégié peut être gagnée néanmoins, *juxta exposita*, conformément à une déclaration antérieure qui trouve ici son application.

*Dubium quoad altaria privilegiata propositum a P. generali ordinis Præmonstratensis.* — Beatissime Pater, Sigismundus Stary, abbas Pragensis et generalis ordinis Præmonstratensis, ad pedes Sanctitatis Vestræ provolutus, humillime expostulat :

1° Utrum, stante rubrica Missalis Præmonstratensis, quæ prohibet missas privatas de Requie et votivas infra omnes octavas primæ classis, religiosi Præmonstratensis ordinis possint gaudere favore altaris privilegiati quando infra hujusmodi octavas primæ classis, non occurrente festo duplici, celebrent de octava?

2° Quatenus negative, suppliciter petit orator, ut concedatur ipsis hoc privilegium. Et Deus, etc.

Sacra Congregatio Indulgentiis sacrisque Reliquiis præposita, die 24 julii 1885. propositis dubiis respondit : ad 1m *Affirmative, juxta exposita et detur Decretum die 11 aprilis 1864*; ad 2m *Provisum in primo.*

Datum Romæ ex Secretaria ejusdem Sac. Congregationis, eadem die 24 julii 1885. — I. B. card. Franzelin præfectus. — Franciscus della Volpe secretarius.

5. L'autel privilégié fut accordé, en 1654, pour la chapelle où sont enterrés les rois d'Espagne au palais de l'Escurial, sans qu'il soit tenu compte de la fête du jour, mais seulement de l'intention du célébrant, régulier ou séculier, qui se reporte sur les défunts de la famille royale.

Toletana. — Sanctissimus D. N. remisit S. Rituum Congregationi supplicem libellum Sanctitati Suæ porrectum ad instantiam Serenissimi Regis Catholici Hispanarium, in quo ei supplicatum fuerat, quatenus dignaretur concedere indulgentiam pro altari Sanctissimi Crucifixi, sito in regia capella seu ecclesia monachorum S. Hieronymi in Escuriali *Pantheon* nuncupata, in qua reposita sunt cadavera rec. me. Cæsareæ majestatis Caroli V et aliarum regiarum personarum ejusdem catholicæ coronæ Hispaniarum; ita ut per unumquodque missæ sacrificium in dicto altari celebrandum a quocumque sacerdote, etiamsi de dominica, vel alio festo simplici vel semiduplici, vel etiam duplici fieri contingat, dum tamen applicetur pro animabus regiarum personarum quæ tam in dicta regia capella quam alibi tumulatæ fuerint, una ex illis per modum suffragii liberaretur a pœnis purgatorii. Et S. Rituum Congregatio censuit, si Sanctissimo D. placuerit, gratiam petitam posse concedi. Die 2 maii 1654. (*Analecta*, 1863, t. VII, col. 321-322, nº 1482.)

6. Le prêtre qui, même par une erreur involontaire, n'a pas dit en noir la messe à laquelle il était obligé, aux jours libres, est tenu en conscience de répéter autant de messes qu'il a frustré de fois de l'indulgence plénière les âmes du purgatoire à l'intention desquelles il célébrait et il ne peut satisfaire à son obligation, en leur appliquant d'autres indulgences plénières.

Briocen. — Vicarius generalis episcopi Briocensis infrascripta dubia proposuit enodanda :

1. Utrum ad acquirendam plenariam indulgentiam pro defunctis sacerdos qui sacrum facit in altari privilegiato, pro singulis diebus, teneatur paramentis nigri coloris uti, diebus non impeditis ?

2. Utrum sacerdos, qui privilegio pro quatuor diebus qualibet hebdomada fruitur, teneatur iisdem paramentis uti, diebus pariter non impeditis, pro ejusdem indulgentiæ acquisitione ?

3. Utrum sacerdos qui bona fide hisce desuper errasset, sive alios in errorem traxisset, ita ut defunctorum animæ prædicta indulgentia frustratæ fuissent, ad aliquod remedium teneatur, et in eventum quo hacce obligatione sit adstrictus, quænam debeat esse ista reparatio ?

Sacra Congregatio, cum jam sub die 11 aprilis 1840, ad primum et secundum respondisset : Affirmative, quoad tertium respondendum esse decrevit : Affirmative, quoad illos sacerdotes, qui pacto obligabantur ut missam agerent in altari privilegiato, eosque debere lucrari indulgentiam plenariam pro iis defunctis, quibus missæ fructum applicaverunt toties quoties diebus non impeditis usi non sunt indumentis nigri coloris. Et ita decrevit, die 22 februarii 1847. (*Decreta*, n° DLXXXVI, p. 489.)

Utrum qui hac vel alia quacumque ratione indulgentiam altaris privilegiati non lucratur, possit satisfacere applicando aliam indulgentiam plenariam defunctis pro quibus ad altare privilegiatum celebrare debuerat? Negative. *Sac. Congr. Indulg.*, 16 febr. 1852. (*Decreta*, n° DCXIX, p. 528.)

Cependant la S. C. des Indulgences, en raison de la bonne foi, a permis qu'autant d'indulgences plénières fussent appliquées en compensation des messes dites dans des conditions anormales où régulièrement ne pouvait se gagner l'indulgence de l'autel privilégié.

*Quoad paramenta induenda a sacerdote pro lucranda indulgentia plenaria altaris privilegiati.*

Cum in theologia morali, auctore Scavini, edit. 11, lib. 3, pag. 229, § 283, apud Ernestum Oliva Mediolani bibliog. edita 1869, sic scriptum reperiatur : « Ex responsione S. Congr. indulgentiarum 11 aprilis 1840, sacerdos debet celebrare in paramentis nigris, diebus non impeditis, ut lucretur indulgentiam altaris privilegiati ; » hinc quæritur : 1° An niger color sensu exclusivo debeat intelligi, ita ut indulgentiam altaris privilegiati non consequatur qui v. g. ad. ministrandam Eucharistiam per modum sacramenti cum paramentis violaceis missam de Requie celebret ? — 2° Utrum qui hac vel quacumque alia ratione indulgentiam altaris privilegiati non lucretur, possit satisfacere applicando aliam indulgentiam plenariam defunctis, pro quibus ad altare privilegiatum celebrare debuerat ? — S. Congr. Indulgentiarum, die 2 maii 1852, respondit : Ad 1. Ut fruatur altari privilegiato, sacerdos, diebus non impeditis, celebrare debet missam defunctorum, et uti paramentis nigris vel ex rationabili causa violaceis. — Ad 2. Negative.

Joseph canonicus Ribezzo humillime postulat ut S. Congregatio Indulgentiarum declarare dignetur : Utrum hæc responsio quoad secundam partem sit apocrypha ? Et quatenus negative, utrum intelligenda sit etiam de sacerdotibus, qui ad altare privilegiatum celebrare debuerant, et jam celebraverint, sed non cum paramentis nigris a rubrica non impeditis ? — Et quatenus affirmative, quomodo ipsa conciliari possit cum decreto

ejusdem S. Congregationis Indulgentiarum 22 februarii 1847, in quo ad quæsitum : Qui (sacerdos) diebus permissis non celebravit in paramentis nigri coloris in altari privilegiato ad acquirendam indulgentiam plenariam, ad quid tenetur? responsum fuit : Debet lucrari indulgentiam plenariam, pro iis defunctis quibus missæ fructum applicuit, toties quoties diebus non impeditis usus non est indumentis nigri coloris.

Sacra Congregatio Indulgentiis Sacrisque Reliquiis præposita die 24 julii 1885 proposito dubio respondit : Responsio est authentica. In decreto vero diei 22 februarii 1847 tantummodo sacerdotibus, pro quibus postulabatur de ratione qua compensare debebant indulgentiam altaris privilegiati ad quam applicandam obligarentur et quam bona fide errantes, non erant lucrati, censuit S. Congregatio ut compensatio fieret per applicationem alterius indulgentiæ plenariæ toties quoties illam altaris privilegiati non fuerint lucrati.

Datum Romæ ex Secretaria ejusdem S. Congregationis eadem die 24 julii 1885. — J.-B. cardinal. Franzelin, præf. — Josephus M. can. Coselli, substit.

7. La couleur noire n'est pas tellement rigoureuse pour les messes de *Requiem* que le violet, dans certains cas, comme la communion à donner aux fidèles, ne puisse y suppléer, sans préjudice de l'indulgence plénière.

Incerti loci. — Cum ex decreto Sac. Congregationis Rituum, sub die 2 septembris 1741, in missis defunctorum in paramentis nigris non ministretur Eucharistia per modum Sacramenti extrahendo pixidem a custodia et paramenta nigra hic exclusive intelligantur, ita ut liceat ministrare Eucharistiam per modum sacramenti, si missa de Requiem dicatur in paramentis violaceis (S. Ligor., *de Euchar.*, num. 249.) Et ex altera parte, ex responso Sac. Congregationis Indulgentiarum, sub die 11 aprilis 1840, cum sacerdos debeat celebrare in paramentis nigro colore diebus non impeditis, ut altaris privilegiati indulgentiam consequatur, quæritur :

Utrum in allata responsione Sac. Congregationis Indulgentiarum 11 aprilis, color niger pariter sensu exclusivo debeat intelligi, ita ut indulgentiam altaris privilegiati non consequatur qui (v. gr. ad administrandam Eucharistiam per modum Sacramenti) cum paramentis violaceis missam de Requiem celebrat ?

Sac. Congregatio respondit ad primum : Ut fruatur altari privilegiato, sacerdos, diebus non impeditis, celebrare debet missam defunctorum, et uti paramentis nigris vel ex rationabili causa violaceis. Die 16 februarii 1852. (*Decreta*, n° DCXIX, p. 527-528.)

Les anciens décrets défendaient de donner la communion aux fidèles en portant l'ornement noir des messes de mort. L'église

de St-Philippe, à Turin, obtint le privilège quotidien de l'autel, en disant la messe du saint ou de la férie, afin que le célébrant pût distribuer la communion.

Aujourd'hui, en vertu du décret rendu le 22 juillet 1868, rien ne s'oppose plus à ce que, aux messes des morts, les fidèles communient avec des hosties préconsacrées. Le privilège de l'église Saint-Philippe a donc cessé. C'est ce que la S. Congrégation a déclaré par la décision suivante :

TAURINEN. — In ecclesia Sancti Philippi Taurini ara major gaudet privilegio altaris privilegiati quotidiani. Ad hoc autem, ut ibi posset administrari sacra communio fidelibus, concessum erat, ut sacerdotes ibi celebrantes supradicto privilegio gauderent, etiam non legendo missam de requie diebus non impeditis, sed de sanctis vel de feria. Postmodum vero quum a Sacrorum Rituum Congregatione decisum fuerit quod in missis defunctorum possit administrari, a Sacra Congregatione humiliter quæsitum est utrum, stante hujusmodi decreto, dictum privilegium cesset, vel potius in suo vigore permaneat?

Sacra vero eadem Congregatio, referente subscripto secretario, audita sententia Rmi Domini Assessoris Sacræ ejusdem Congregationis, declaravit : Stante memorato decreto generali diei 22 julii 1868, privilegium seu indultum de quo in precibus cessasse. Die 2 septembris 1871.

8. L'évêque ayant obtenu un indult à l'effet de pouvoir faire célébrer dans son diocèse, trois fois la semaine, des messes de *Requiem*, même aux jours de fêtes, l'indulgence attachée à l'autel privilégié peut être gagnée ces mêmes jours, pourvu toutefois qu'il n'y ait pas dans la semaine de fête semi-double, auquel cas la messe devrait être retardée jusqu'à ce jour. Il en est de même du prêtre qui a le privilège personnel.

ANDEGAVEN. — In generalibus comitiis Sacræ Indulgentiarum Congregationis habitis die 29 februarii 1864 episcopus Andegavensis sequentia dubia enodanda proposuit...

2. Utrum facultas Apostolica concessa Ordinario Andegavensi *ut in omnibus ecclesiis parochialibus diœcesis Andegavensis ter in qualibet hebdomada celebrentur cum cantu missæ de Requiem, dum officia occurrunt ritus duplicis, quibusdam tantum exceptis*, possit libere in praxim deduci, an vero missæ de Requiem differendæ sint in alias dies ejusdem hebdomadæ, in quibus sit ritus semiduplex?

3. Utrum sacerdos gaudens privilegio personali altaris possit in hebdomada, cum recurrit festum duplex, celebrare et lucrari indulgentias, an debeat expectare festa semiduplicia ad easdem lucrandas?

Sacra Congregatio respondendum censuit :...

Ad secundum : Affirmative, quatenus non occurrant festa semiduplicia in hebdomada. Ad tertium : Ut in secundo.

Datum Romæ ex Secretaria S. Congregationis Indulgentiarum, die 29 augusti 1864. — Philippus can. Cossa substitutus. (*Analecta,* 1865, col. 1118.)

9. On trouve cette réponse dans *l'Ami du clergé :*

Q. — Nous avons, dans notre diocèse, le privilège de pouvoir dire, trois jours par semaine, des messes chantées *pro defunctis* aux fêtes doubles. Est-il *mieux* de célébrer en noir, en profitant du privilège? En n'usant pas du privilège et disant, par goût, la messe du saint occurrent, puis-je appliquer quand même aux défunts pour qui je célèbre l'indulgence de l'autel privilégié? En un mot, y a-t-il un détriment quelconque pour l'âme du défunt en n'usant pas du privilège?

R. — De règle générale, il est mieux de dire une messe noire pour les défunts quand on le peut, quoiqu'on satisfasse à l'obligation par une autre messe. Quant à l'indulgence de l'autel privilégié, c'est une condition essentielle qu'on dise une messe de *Requiem,* lorsque les règles liturgiques le permettent. Or elles le permettent dans le cas, par suite de l'indult. Il nous semble donc, bien que ce ne soit pas encore chose décidée, que, pour assurer aux défunts le bénéfice de cette indulgence, il faut user du privilège.

10. Les deux doutes suivants, formulés par un professeur du séminaire de Blois, n'ont pas reçu de réponse.

Il s'agissait de savoir si, pour gagner l'indulgence de l'autel privilégié, l'on pouvait se servir d'un missel autre que le missel romain et si les jours libres devaient s'entendre conformément aux rubriques de ce même missel ou des missels simplement tolérés. Grâce à Dieu, cette double question a perdu toute actualité; je ne la cite qu'au point de vue de la question et pour ne rien oublier.

Blesen.[1]. D. Richaudeau, cathedralis Blesensis canonicus honorarius et in seminario theologiæ lector, sequentia dubia exponit :

3. Utrum ii qui celebrant juxta prædictas liturgias illegitime (contra præscriptum S. Pii V) introductas lucrari valeant indulgentias privilegiatis altaribus a Sancta Sede adnexas?

4. Et quatenus affirmative ad præcedens, utrum dies liberi quibus necesse est ad lucrandam indulgentiam recitare missam de Requie, intelligi possint dies liberi juxta toleratam diœcesis liturgiam, licet a Romana diversam?

1. Blois, évêché (France).

## XXXVI. — Messes privilégiées pour certains cas déterminés.

1. Parfois, le Saint-Siège, pour témoigner combien il sait compatir aux souffrances des âmes du purgatoire, cherche à les soulager, non plus seulement par l'érection de l'autel privilégié, mais en privilégiant des messes dites dans des cas déterminés. Comme il n'y a pas de règles à cet égard, il faut s'en tenir strictement à l'indult apostolique.

La concession est alors *perpétuelle* (n° 2) ou *temporaire* (n° 6). Les indults de Clément XIII et de Pie VII ont une portée générale, tandis que ceux d'Innocent XI et de Pie IX sont restreints quant au lieu.

2. Clément XIII, par décret du 19 mai 1761, a temporairement privilégié tous les autels auxquels sont dites des messes le 2 novembre de chaque année, jour où l'Église célèbre la commémoraison des fidèles trépassés et cela afin de soulager leurs âmes.

Urbis et Orbis. — Cum ex veteri more et laudabili Ecclesiæ instituto, die secunda novembris omnium defunctorum memoria recoli, eorumque animæ ab universis christifidelibus orationibus, eleemosynis aliisque piis operibus et Ecclesiæ suffragiis, potissimum vero acceptabili sacrosanctæ missæ sacrificio juvari soleant, Sanctissimus Dominus Noster Clemens PP. XIII, ex paterna Sua charitate erga omnes fideles tam vivos quam defunctos, animabus eorum, qui ex hac mortali vita in gratia et charitate Dei, nondum tamen omnibus mundanis sordibus expiatis, decesserunt, de inexhausto catholicæ Ecclesiæ thesauro abundantius suffragari quam maxime cupiens, ut celerius e purgatorii pœnis liberatæ ad æternam gloriam per Dei misericordiam pervenire valeant, de consilio V. V. S. R. E. cardinalium Indulgentiis Sacrisque Reliquiis præpositorum, universali hoc decreto perpetuis futuris temporibus valituro benigne concedit, ut missa die prædicta commemorationis defunctorum gaudeat privilegio ac si esset in altare privilegiato celebrata, decernendo tamen, ut nonnisi consuetam eleemosynam unusquisque sacerdos pro dicta missa, licet privilegiata, accipiat, et in ea tantum quantitate quæ a synodalibus constitutionibus seu a loci consuetudine regulariter præfinita fuerit. Quibuscumque in contrarium facientibus non obstantibus. Datum die 19 maii 1761. N. card. Antonellus præf. — J. de Comitibus secret. (*Decreta*, n° CCI, p. 194.)

3. Déjà Innocent XI, par son bref en date du 20 septembre 1679, à la demande du roi catholique, avait étendu à tous les royaumes,

états, principautés et domaines possédés par les Souverains d'Espagne, et cela à perpétuité, le privilège accordé pour dix ans et pour l'Espagne seule. Le privilège portait que tout prêtre, séculier ou régulier, qui célébrait la messe, le 2 novembre, sur quelque autel que ce fût, gagnerait, au profit des âmes des défunts, une indulgence plénière comme si cet autel était privilégié par bref apostolique. On sait que le clergé séculier et régulier d'Espagne a le privilège de dire trois messes, le 2 novembre, jour de la commémoraison des morts.

4. Ont été privilégiés par Pie VII tous les autels des églises où le S. Sacrement est exposé en forme de Quarante Heures et pendant toute la durée de l'exposition.

MECHLINIEN. — Cum in kalendario liturgico diœcesis Mechliniensis annuntiari soleant indulgentiæ in quibusdam festis omnibus fidelibus concessæ, cardinalis archiepiscopus dictæ diœcesis infrascripta dubia Sac. Congregationi decidenda proponit :

An authenticum sit rescriptum diei 12 maii 1817, quo Pius VII concessisse dicitur, ut omnia altaria cujuslibet ecclesiæ sint privilegiata tempore orationis quadraginta horarum (quocumque anni tempore fiant) et indulgentiæ concessæ applicari valeant fidelibus defunctis? — Affirmative... Die 28 junii 1841 (*Decreta*, n° DXIII, p. 431-439.)

5. Des privilèges analogues se lisent dans les concessions faites par les Souverains Pontifes aux ordres religieux, à l'occasion des messes dites, dans chaque communauté, pour les défunts de l'ordre, lors de leur décès. On a ces divers décrets au chapitre XV.

6. S. S. Pie IX, par le bref du 31 mars 1857, qui érige la grande aumônerie de l'Empereur des Français, accorde au grand aumônier le pouvoir de privilégier l'autel sur lequel les chapelains de l'armée célèbrent pour les soldats défunts.

Lorsque ces troupes seront en marche et stationneront quelque temps hors de l'Empire français et des territoires de la domination impériale, excepté toujours la ville de Rome et les Etats pontificaux, le grand aumônier donnera aux chapelains des troupes en campagne les pouvoirs nécessaires et extraordinaires ci-après énumérés, savoir : la faculté.....

De célébrer la messe des défunts pour ceux qui sont morts pieusement, au milieu desdites troupes, avec privilège, afin que, par manière de suffrages, leurs âmes soient délivrées, si telle est la volonté divine, des peines du purgatoire.

7. L'autel est privilégié, chaque jour de l'année, pour les prêtres qui pratiquent la pieuse dévotion de *l'oblation* instituée par le P. Gaspard Oliden. Cette oblation consiste à appliquer aux défunts les propres mérites de chacun et tous les suffrages après la mort.

Urbis et Orbis. Decretum. Ex audientia SSmi. Die 20 novembris 1854. Cum sancta sit ac salubris pro defunctis exorandi cogitatio, ut ab eorum solvantur peccatis, ad excitandos erga eos militantis Ecclesiæ fideles Romanorum Pontificum Apostolica sollicitudo numquam defuit in elargiendis de ipsius Ecclesiæ thesauro pene innumeris indulgentiis, animabus præsertim in purgatorio detentis applicabilibus, tam in quarumdam orationum recitatione quam in nonnullis piis operibus peragendis, ut citius e piacularibus flammis solutæ, ad supernorum civium societatem evolarent. Ut maximum autem eisdem animabus procuraretur solatium, sedente Benedicto XIII fel. rec., pia quædam devotio, quam votum seu oblationem appellant, a P. D. Gaspare Oliden, ex Clericorum Regularium Theatinorum familia, fuit instituta aut saltem per catholicum orbem propagata per quam christifideles ipsam amplectantes omnia propria meritoria opera, dum in terris morantur, ac singula eorum suffragia, cum ex hac vita decesserint, defunctis fidelibus singulari pietate offerunt, atque in eorum cedunt utilitatem, idemque prælaudatus Pontifex Benedictus XIII omnibus hanc oblationem emittentibus peculiares elargitus est indulgentias, quas rursus postulante eorumdem Theatinorum præposito generali die 12 decembris 1788 Summus Pontifex Pius VI sua auctoritate confirmavit, et in audientia 30 septembris 1852, SSmus Dominus Noster Pius IX, instantibus nonnullis ecclesiasticis viris, non modo eas iterum confirmavit, verum etiam voluit eas ut infra declarare :

1. Quod sacerdotes ipsam oblationem profitentes indulto altaris privilegiati personalis gaudere possint singulis anni diebus.

2. Quod omnes christifideles, qui idem votum seu oblationem emittunt, indulgentiam plenariam, fidelibus tantum defunctis applicabilem, lucrari queant, quocumque die ad sacram communionem accesserint, et qualibet anni feria secunda sacrum missæ sacrificium in suffragium eorumdem defunctorum fidelium audierint, dummodo in utroque casu aliquam ecclesiam seu publicum oratorium visitaverint, ibique per aliquod temporis spatium juxta mentem Sanctitatis Suæ pie oraverint.

3. Quod ipsis christifidelibus omnes et singulas indulgentias, quocumque modo concessas vel in posterum concedendas, quas lucrari possunt, animabus pariter defunctorum applicare liceat.

4. Quod ut magis ac magis animabus piacularibus flammis addictis perenne tribuatur auxilium, ad universi orbis christifideles dictam oblationem exsolventes, quatenus opus sit, hoc indultum extensum habeatur.

Præterea Eadem Sanctitas Sua præ oculis habens tum adolescentes nondum ad sacram communionem accedentes, tum vero infirmos, senes,

villicos, in carceribus detentos, cæterosque fideles, qui aut ad sacram synaxim accedere aut in feria secunda sacrum missæ sacrificium audire nequeunt, in audientia 20 novembris labentis anni, clementer indulsit, ut omnibus et singulis christifidelibus, qui legitimo impedimento nequeunt sacrum audire in feria secunda, pro acquisitione supraenunciatæ indulgentiæ, in qualibet secunda feria, ut supra, concessæ, suffragetur missa quam die dominico ex præcepto audire tenentur; pro omnibus et singulis vero fidelibus, qui aut nondum Sacræ Eucharistiæ sumendæ capaces, aut legitima alia ratione hoc sacramentum sumere nequeunt, benigne remisit facultatem arbitrio respectivi pro tempore Ordinarii locorum subdelegandi confessarios ex approbatis pro opportuna communionis in aliis piis operibus commutatione. Non obstantibus in contrarium facientibus quibuscumque. Præsenti perpetuis futuris temporibus valituro, absque ulla brevis expeditione.

Datum Romæ ex Secretaria S. Congregationis Indulgentiarum. — Loco ✠ Sigilli. F. card. Asquinius præfectus. — A. Colombo secretarius.

Le vœu ou acte héroïque de charité en faveur des âmes du purgatoire a été enrichi des plus précieuses indulgences. Divers doutes au sujet de ces indulgences ayant été soumis au Saint-Siège, la Sacrée Congrégation a donné des solutions desquelles il résulte :

Que par l'acte héroïque de charité on offre pour les défunts toutes les indulgences que l'on gagne, même celles qui sont accordées pour les vivants; qu'il n'est pas essentiel qu'on remette les satisfactions et indulgences entre les mains de la Sainte Vierge; que l'indulgence de l'autel privilégié, accordée au prêtre qui a fait l'acte héroïque, est appliquée à l'âme pour laquelle la messe est offerte.

*Urbis et orbis. De actu heroico charitatis erga animas in purgatorio detentas.*

Actus heroicus charitatis erga animas in purgatorio detentas in eo consistit, quod christifidelis, sive aliqua adhibita formula, sive etiam tantummodo mente, offerat Deo O. M. pro animabus purgatorii omnia opera satisfactoria quæ ipse, quoad vixerit, peraget; nec non omnia suffragia quæ post mortem quomodocumque ei obvenire poterunt. Multi christifideles, B. Virgini Mariæ devotissimi, auctore aut suasore b. m. P. Gaspare Oliden, ex ordine Clericorum Regularium Theatinorum, consueverunt hujusmodi opera satisfactoria et suffragia in manus quodammodo B. Virginis deponere, ab Eadem pro suo misericordi beneplacito distribuenda in favorem animarum purgatorii.

Hic actus heroicus charitatis non semel ab Apostolica Sede fuit approbatus; immo, ut defunctis evaderet utilior, indulgentiis ditatus, auctique privilegiis ii qui illum emiserunt. Quæ quidem sa. me. Pius Papa IX de-

creto Sac. Congregationis Indulgentiis Sacrisque Reliquiis præpositæ dato die 20 novembris 1854 confirmavit, auxit et ad universos christifideles extendit.

Jamvero de hujus oblationis objecto, de ejusdem actus essentialibus conditionibus et de indulgentiis ac privilegiis eidem adnexis identidem dubia oborta sunt. Siquidem dubitatum est, num inter opera satisfactoria comprehendi debeant et indulgentiæ quas christifidelis, dum vivit, potest lucrari; et num qui actum heroicum elicuit ei satisfaciat, quamvis sibi reservet et applicet eas indulgentias quæ pro vivis conceduntur. Insuper disceptatio mota est, quod attinet ad piam praxim faciendi oblationem satisfactionum et suffragiorum in manus B. Virginis Mariæ, nonnullis tuentibus necessitatem hujus oblationis in manus Beatæ Virginis pro indulgentiarum consecutione et privilegiorum usu, aliis refragantibus. Tandem dubia nonnulla invaluerunt de modo quo indulgentiæ plenariæ animabus purgatorii applicari possint aut debeant, ab iis qui actum heroicum charitatis emiserunt.

Quare ut ea quæ obscura hac in re videbantur, clarescerent, et quæ incerta certa evaderint, Patribus cardinalibus Sac. Congregationis Indulgentiarum dubia quæ sequuntur proposita fuerunt dirimenda :

I. Utrum inter opera satisfactoria quæ in actu heroico charitatis offeruntur pro animabus purgatorii, comprehendantur etiam indulgentiæ quæ declaratæ fuerunt a Summis Pontificibus applicabiles christifidelibus defunctis?

II. Utrum oblationi isti satisfiat ab iis, qui sibi reservare velint indulgentias quæ pro vivis conceduntur; vel sint hæ indulgentiæ ad satisfaciendum pio proposito defunctis applicandæ juxta indultum a Summo Pontifice concessum emittentibus actum heroicum charitatis?

III. Utrum 1° Actus heroici charitatis pars integralis vel præscripta ad privilegiorum participationem conditio sit, ut propriæ satisfactiones omnes atque indulgentiæ non modo pro purgatorii animabus offerantur, sed etiam ut Bmæ Virgini, prout ipsi placuerit, distribuendæ relinquantur? vel 2° hæc in Virginis manus veluti consignatio habenda sit dumtaxat pia actui accessoria devotio christifidelibus commendanda?

IV. Utrum plenariæ indulgentiæ quas christifideles actum heroicum charitatis emittentes lucrantur tum ob sacram communionem, tum ob missæ feria II auditionem, applicari debeant animabus quas B. V. Maria præ aliis a purgatorio liberari cupit aut possint applicari cuilibet purgatorii animæ?

V. Utrum indulgentia plenaria altaris privilegiati personalis 1° debeat a sacerdote qui actum heroicum charitatis emisit, applicari animæ pro qua missam celebrat? aut 2° possit applicari pro libito cuivis defuncto? aut 3° debeat applicari animabus quas B. V. Maria a purgatorio liberari cupit?

Quibus Emi et Rmi Patres, post auditas plurium consultorum sententias,

respondendum in generali congregatione habita in ædibus Vaticanis die 18 decembris 1885, constituerunt :

Ad I. *Affirmative.*

Ad II. *Negative ad primam partem, affirmative ad secundam.*

Ad III. *Negative ad primam partem, affirmative ad secundam.*

Ad IV. *Provisum in antecedentibus.*

Ad V. *Ad primam partem, affirmative;* hoc enim modo privilegium altaris conceditur a Summo Pontifice : *ad secundam et tertiam partem* provisum in responsione ad partem primam.

Facta vero de his omnibus relatione in audientia habita ab infrascripto secretario die 19 ejusdem mensis et anni, Sanctissimus Dominus Noster Leo papa XIII responsiones Patrum cardinalium omnino approbavit. Datum Romæ ex secretaria Sac. Congregationis Indulgentiis Sacrisque Reliquiis præpositæ die 19 decembris 1885.

I. B. card. FRANZELIN, *præfectus.* — FRANCISCUS DELLA VOLPE, *secretarius.*

8. Léon XIII, en 1888, adressa une encyclique à l'occasion de son jubilé sacerdotal. En voici quelques extraits :

Afin que le souvenir de ce divin bienfait se perpétuât et pour que l'utilité s'en répandît autant que possible, Nous avons ouvert le trésor des grâces célestes à tout le troupeau qui nous est confié. . . . . .

Mais, pour mettre en quelque sorte, Dieu aidant, le comble à cette joie, Nous désirons remplir aussi largement que possible le devoir de Notre charité apostolique en étendant aussi la plénitude des trésors spirituels infinis à ces fils bien-aimés de l'Église qui, ayant fait la mort des justes, ont quitté cette vie de combat avec le signe de la foi et sont devenus les rejetons de la vigne mystique, bien qu'il ne leur soit permis d'entrer dans la paix éternelle que lorsqu'ils auront payé jusqu'à la dernière obole la dette qu'ils ont contractée envers la justice vengeresse de Dieu.

Nous sommes mû en cela et par les pieux désirs des catholiques, auxquels Nous savons que Notre résolution sera particulièrement chère, et par l'atrocité lamentable des peines dont souffrent les âmes des défunts; mais Nous Nous inspirons surtout de l'usage de l'Église, qui, au milieu même des plus joyeuses solennités de l'année, n'oublie pas de faire la sainte et salutaire commémoration des défunts, afin qu'ils soient acquittés de leurs fautes.

C'est pourquoi, comme il est certain, de par la doctrine catholique, que *les âmes retenues dans le purgatoire sont soulagées par les suffrages des fidèles et surtout par l'auguste sacrifice de l'autel,* Nous pensons ne pouvoir leur donner de gage plus utile et plus désirable de Notre amour qu'en muliptiant partout, pour l'expiation de leurs peines, l'oblation pure du très saint sacrifice de notre divin Médiateur.

Nous établissons donc, avec toutes les dispenses et dérogations néces-

saires, *le dernier dimanche du mois de septembre prochain* comme un jour de très ample expiation, dans lequel il sera célébré par Nous et pareillement par chacun de Nos frères les patriarches, les archevêques et évêques et par les autres prélats exerçant leur juridiction dans un diocèse, chacun dans sa propre église patriarcale, métropolitaine ou cathédrale, une messe spéciale pour les défunts, avec la plus grande solennité possible et d'après le rite indiqué par le missel pour la *Commémoration de tous les fidèles défunts.* Nous approuvons que cela se fasse de même dans les églises paroissiales et collégiales, aussi bien du clergé séculier que régulier, et par tous les prêtres en général, pourvu que l'on n'omette pas l'office propre de la messe du jour partout où il y en a l'obligation.

Quant aux fidèles, Nous les exhortons vivement, après avoir fait la confession sacramentelle, à se nourrir dévotement du pain des anges, en suffrage des âmes du purgatoire.

Nous accordons par Notre autorité apostolique à ces fidèles de gagner l'indulgence plénière pour les défunts ; et la faveur de l'autel privilégié à tous ceux qui, comme il est dit plus haut, célébreront la messe.

Ainsi, les pieuses âmes qui expient par de si grandes peines les restes de leurs fautes recevront un soulagement spécial et très opportun, grâce à l'Hostie salutaire que l'Église universelle, unie à son Chef visible et animée d'un même esprit de charité, offrira à Dieu, pour qu'il les admette au séjour de la consolation, de la lumière et de la paix éternelle.

## XXXVII. — Conclusion.

Pour l'histoire de la liturgie et de la discipline ecclésiastique, il est utile de recueillir ici l'enseignement qui découle directement des nombreux documents qui précèdent.

Le privilège apostolique tire son origine de la révélation grégorienne, quelque vague que soit la tradition à son principe.

Des faits analogues donnent crédit à cette dévotion et motivent, sous Paul III et Grégoire XIII, qui en sont les premiers et plus ardents propagateurs, des concessions *ad instar*, c'est-à-dire qui permettent de participer aux indulgences spéciales dont sont enrichies certaines églises de Rome.

C'est au moment où Luther et Calvin proclament, au nom du libre examen, qu'il ne faut plus croire aux indulgences, que l'Église affirme, d'une manière publique et solennelle, le pouvoir des clefs, en généralisant et développant le privilège de l'autel que l'on peut, à la rigueur, faire dater du XVI^e siècle.

Longtemps le privilège fut attaché à un lieu déterminé. Ce ne fut

qu'au XVII^e siècle qu'il commença à être personnel. Depuis lors, l'un et l'autre mode de concession se sont vus également en faveur.

Longtemps aussi le privilège fut conditionnel, c'est-à-dire dépendant d'un nombre de messes déterminé. La rédaction des concessions modernes ne porte plus cette restriction, que Benoît XIV a contribué surtout à supprimer.

Le privilège, dans certains cas déterminés, est temporaire et ne vaut que pour le lieu, le temps, la personne, le motif fixés par le décret pontifical. Et c'est ainsi que l'on trouve satisfaction pour les défunts dans trois dévotions fort populaires de nos jours : l'Octave des Morts, les Quarante Heures et les anniversaires que célèbrent les communautés pour leurs défunts.

Comme conclusion pratique de tout ce *Traité*, il est facile de voir que nous sommes, par la bienveillance paternelle du Saint-Siège, en possession d'un vrai trésor spirituel et qu'avec la facilité qui nous est donnée constamment d'en faire usage, nous montrerions une négligence inexcusable, si nous délaissions un moyen si efficace et si propre à soulager les âmes du purgatoire, puisque par la vertu du saint Sacrifice, la surabondance des mérites de Jésus-Christ, de la Vierge et des Saints leur est appliquée dans la mesure que la justice de Dieu juge convenable.

## XXXVIII. — Résumé.

Cette longue et substantielle dissertation peut, au point de vue pratique, se résumer ainsi :

On qualifie *privilégié* l'autel enrichi, par concession du Souverain Pontife, d'une indulgence plénière, applicable aux seules âmes des défunts, à l'intention de qui la messe y est dite.

Cette indulgence profite quelquefois aussi, mais beaucoup plus rarement, aux vivants et il faut pour cela que la concession le porte expressément.

On croit que l'origine de cette dévotion remonte au pape S. Grégoire le Grand, qui fit célébrer, à Rome, dans l'église de son monastère, trente messes consécutives pour l'âme d'un religieux.

L'*autel Grégorien* de l'église de Saint-Grégoire sur le Cœlius, à

Rome, est célèbre dans le monde entier. Les papes ont souvent concédé des privilèges à l'instar de celui-ci.

Les autres autels les plus renommés de Rome sont ceux de St-Sébastien-hors-les-murs, des SSts-Côme et Damien, de St-Laurent-hors-les-murs et de Ste-Anastasie.

Ce n'est qu'au XVI^e^ siècle que l'autel privilégié commence à se généraliser. La plus ancienne concession connue est de l'an 1537 et du pontificat de Paul III.

L'autel privilégié est *local*, quand la faveur pontificale concerne une église et un autel déterminé; *personnel*, quand il suit le prêtre, n'importe en quel lieu où il célèbre.

La concession s'obtient ou par oracle de vive voix, ou par rescrit, ou par bref, car le Saint-Siège a renoncé à la bulle.

Benoît XIII, par bref du 20 juillet 1724, a privilégié à perpétuité et pour tous les jours de l'année un autel, désigné une fois pour toutes par l'ordinaire, dans chaque église patriarcale, métropolitaine et cathédrale.

Clément XIII a permis aux évêques et ordinaires, qui en font la demande au Saint-Siège, que chaque église paroissiale, collégiale ou abbatiale, ait un autel privilégié. Le privilège ne peut se prolonger au delà de sept ans, mais il est renouvelable.

Sont comprises dans cette concession les églises filiales, les annexes et les chapelles où s'exercent les fonctions paroissiales.

Il ne peut, en droit, à moins de dérogation spéciale, y avoir qu'un seul autel privilégié dans la même église, lors même qu'elle serait à la fois cathédrale et paroissiale.

L'aggrégation d'une confrérie à une archiconfrérie ou d'une église à une autre n'emporte pas, de soi, l'extension de l'autel privilégié, le privilège étant incommunicable.

Dans les chapelles privées ou seigneuriales, la concession est ordinairement limitée aux défunts de la famille propriétaire de la chapelle.

Le privilège est attaché à un autel stable et permanent, sous un vocable déterminé, quoique cet autel ne soit pas consacré. L'indulgence ne se réfère pas à la pierre sacrée, que l'on peut renouveler et transporter d'un endroit à un autre. Si cet autel est reconstruit ou

restauré, le privilège subsiste, à condition que l'autel soit dans la même église et conserve son même titre.

Si l'église était rebâtie ailleurs, le privilège devrait être renouvelé.

L'indulgence attachée à un autel privilégié est une indulgence plénière, mais en ce sens seulement que le pape ne peut en accorder une plus grande, car il n'est pas certain qu'elle suffise à satisfaire la justice de Dieu et que l'âme, à qui elle est appliquée, soit immédiatement délivrée des flammes du purgatoire.

L'application s'en fait par manière de suffrage et par le seul fait de la célébration sur un autel ainsi privilégié, sans qu'il soit besoin que le prêtre y applique spécialement son intention.

Le privilège est *perpétuel*, si la concession n'a pas de limites; *temporaire*, si elle est restreinte à un nombre d'années déterminé. La supputation du temps se compte à partir du jour de l'expédition du bref.

Le privilège ne peut, même momentanément, être transporté d'un autel à un autre que par une autorisation spéciale du Saint-Siège.

La Congrégation des Rites, par décret du 13 août 1667, veut que l'autel privilégié soit indiqué aux fidèles par cette inscription : *Altare privilegiatum pro defunctis.*

Un prêtre, à qui on demande une messe à un autel privilégié, n'accomplit pas son devoir s'il célèbre à un autre autel, et Clément XI, par édit du 21 janvier 1708, veut que l'on tienne cette messe pour nulle.

De même, il est interdit d'augmenter l'honoraire pour les messes demandées aux autels privilégiés; à Rome, le prêtre chargé de la sacristie ne manque pas d'en délivrer quittance aux fidèles, après le reçu de l'honoraire, inscrit sur un registre à souche.

Pour gagner l'indulgence plénière, il est nécessaire de dire la messe de *Requiem*, aux jours non empêchés par la rubrique du Missel, comme semi-doubles, simples, féries, et il faut alors se servir d'un ornement noir.

Aux jours empêchés, comme doubles, dimanches, octaves, féries et vigiles privilégiées, il suffit de dire la messe occurrente; de même quand le Saint Sacrement est exposé ou qu'il y a station dans l'église.

Clément XIII, le 19 mai 1761, a privilégié tous les autels et toutes les messes, le jour des morts; et Pie VII, tous les autels des églises où le Saint Sacrement est exposé en forme de Quarante Heures et pendant toute la durée de l'exposition.

# LES BASILIQUES MINEURES[1]

Cette dissertation, écrite en 1875, à la sollicitation de Mgr l'évêque de Mende, a reçu de nombreux développements en 1887, lorsque je pris, à Albi, pour sujet d'une conférence : « Le titre basilical et les conséquences pratiques qui en dérivent. » Tel fut alors mon exorde :

En inaugurant aujourd'hui une série de conférences spéciales, il est de mon devoir, tout d'abord, de féliciter et de remercier Sa Grandeur Réveren-

1. *Les basiliques mineures de France*, Mende, Privat, 1875, in-8e de 107 pag. Extr. de la *Semaine religieuse du diocèse de Mende*. Tirage à part à 50 ex. Reproduction, moins les documents, dans *Rome* (1875, nos 40 et suiv.), qui qualifie cette dissertation « une étude liturgique très intéressante ». Compte rendu par M. Denais, dans *l'Echo du Velay*, Le Puy, 1875, n° du 7 décembre : « Mgr Barbier de Montault, qui a publié déjà de nombreux et excellents ouvrages relatifs à l'archéologie chrétienne, à la liturgie et au droit canonique, vient de nous donner une très intéressante étude sur les églises françaises qui ont obtenu du Saint-Siège le titre de *basilique mineure*. Le mot basilique, remarque tout d'abord l'auteur, est un de ceux que l'on applique, pour ainsi dire, à tort et à travers, sans tenir compte ni de son origine ni de sa tradition. Pour beaucoup il est simplement synonyme de vieille et vaste église. Là se cache une erreur qu'il importe de combattre et de dissiper....... Après avoir étudié le titre des basiliques et les prérogatives auxquelles ce titre donne droit, Mgr Barbier de Montault analyse, avec cette sûreté de main et cette science profonde de l'archéologie et des coutumes ecclésiastiques, dont il a fait si souvent preuve, les titres d'érection de chacune des églises citées, avec les renseignements propres à éclairer sur les usages particuliers et les droits des basiliques ........... Le nouvel ouvrage de Mgr Barbier de Montault a tout l'intérêt des nombreuses publications antérieures de ce savant prélat. »

Autre compte rendu par M. Léon Palustre dans le *Bulletin monumental*, 1877, t. XLIII, p. 206-208 : « Tout le monde connaît la signification archéologique du mot *basilique*, mais en est-il de même de son application canonique? Mgr Barbier de Montault ne l'a pas cru et c'est avec raison, suivant nous. Quoi qu'il en soit, nous possédons aujourd'hui un véritable traité sur la matière, qui, non seulement sera consulté avec fruit par les intéressés, mais encore lu avec agrément par quiconque désire s'instruire d'une chose dont il est parlé presque chaque jour.

« Depuis quelques années, en effet, le nombre des églises qui ont reçu le titre en question s'est considérablement accru et nous ne sommes plus au temps où Notre-Dame de Paris occupait seule en France, avec Saint-Sernin de Toulouse, un rang particulièrement élevé. D'un côté, les cathédrales de..., de l'autre, les églises paroissiales de ......, ainsi que les églises réceptices de ........ ont été élevées par Pie IX au rang de basiliques, en sorte que la France possède à cette heure seize monuments, qui, pour divers motifs trop longs à rapporter ici, jouissent d'une primauté d'honneur.

dissime Mgr l'archevêque d'Albi pour sa louable initiative. Or nous espérons, grâce à Dieu, qu'elle sera féconde en résultats, car sa volonté est que son clergé soit instruit et s'abreuve toujours, pour la doctrine, aux sources les plus pures.

Je ne m'en étonne pas : en effet, la graphologie, qui juge les hommes d'après leur graphisme, m'a révélé en lui ces trois qualités maîtresses : un jugement sain et droit, un esprit net et positif, un besoin de sortir de la théorie pour passer immédiatement à la pratique.

L'objectif de Monseigneur est le Saint-Siège; c'est là qu'il puise ses

« Si nous nous servons de ce dernier terme, c'est à dessein, car il ne s'agit point ici, comme l'ont pensé certaines personnes, d'une participation à des faveurs spirituelles, mais bien de nouveaux privilèges honorifiques, tels que l'usage du pavillon et de la clochette aux processions, de la *cappa* pendant l'hiver et du rochet sous la *cotta* pendant l'été.

« Notre intention n'est pas, on le suppose bien, de passer en revue chacun de ces insignes; nous donnerons seulement, d'après Mgr Barbier de Montault, la description du premier d'entre eux, le plus important à tous les points de vue : « Le pavillon, dit-il......

« Qui le croirait? La ville de Rome ne possède pas un seul pavillon antérieur au siècle dernier, tandis que l'insigne basilique de Saint-Sernin, à Toulouse, conserve encore celui qui lui fut donné par le pape Urbain VIII (1623-1644). Cette rareté archéologique est inédite, mais nous espérons bien que l'on ne tardera pas à en donner une bonne reproduction.

« Nous n'aurons plus rien à ajouter au sujet de cet ouvrage lorsque nous aurons expliqué pourquoi toutes les basiliques françaises sont qualifiées de *mineures*. On a voulu par là les distinguer des basiliques *patriarcales*, autrement dites *majeures* ou de *premier ordre*, qui sont à Rome au nombre de cinq seulement. Bien que les premières ne dépendent en rien des secondes, elles n'en sont pas moins vis-à-vis d'elles dans un état réel d'infériorité. »

La substance de mon opuscule a passé dans mon *Traité de la construction des églises*, t. I, p. 487 et suiv. C'est là que l'éditeur Walzer a pris son article *Basilique* pour son *Dictionnaire de droit canonique*, Paris, 1888, t. I, p. 209-213 : « Pour un grand nombre de personnes, ce titre est simplement synonyme de vieille et vaste église. C'est une erreur. Ce terme a d'abord une signification archéologique, puis une application canonique. Voici un extrait d'un remarquable travail fait sur ce sujet par Mgr X. Barbier de Montault. »

La reproduction abrégée donnée par *Rome* a été traduite en italien par le chanoine Feuli (*Bullettino ecclesiastico*, Bénévent, 1876, p. 262-284), qui la fait précéder de cet éloge : « Tra i piu eruditi ed importanti lavori dell'egregio nostro amico Mons. Barbier de Montault, è, a nostro avviso, da annoverarsi la sua dissertazione sulle basiliche minori di Francia. In essa egli discorre partitamente della etimologia del nome di basilica, della sua significazione presso i Romani, della sua origine, uso e privilegi nel cristianesimo. A questo, che è un compiuto trattato delle basiliche minori, l'autore aggiunge documenti che dichiarano e confermano le sue teorie Ond'è che si sembra utile di offrirne ai nostri lettori la versione italiana, tralasciando cio che riguarda in modo speciale le basiliche della Francia. »

Lettres de Mgr Saivet, évêque de Mende (4 avril 1875) : « Mon cher Seigneur, votre travail est excellent et fort intéressant. Je suis heureux que vous en ayez donné la primeur à Mende » et de Mgr David, évêque de Saint-Brieuc (7 décembre 1875) : « Merci, mille fois merci, de l'envoi de votre ouvrage; il excelle, comme les autres, par la clarté et l'exactitude. Ce sera notre guide fidèle dans tout ce que nous ferons pour notre cérémonie. »

inspirations et cette clarté qui rayonne dans tous les actes de son administration. Aussi n'a-t-il pas de plus grand désir que de voir ses prêtres se conformer sur ce point à ses vues et ne faire qu'un avec lui.

Messieurs, suivez sans hésitation votre archevêque. Le chemin où il vous conduit est assurément le meilleur. Dites-lui, pleins de confiance : « In lumine tuo videbimus lumen » (*Psalm.* XXXV, 10), car la lumière qui vous éclaire est le reflet de cette lumière supérieure que Dieu a placée au Vatican pour illuminer le monde et dissiper les ténèbres de l'ignorance.

Lorsqu'il m'a appelé auprès de vous, sa pensée intime était d'honorer en ma personne la prélature et la science romaines. Cette attention délicate me touche profondément et je tâcherai d'y correspondre dans la mesure que vous méritez.

Si je sais quelque chose, je le proclame bien haut, c'est à Rome exclusivement que je le dois. Les vingt-cinq années que j'y ai passées dans l'étude sont assurément les plus belles de ma vie; années de la jeunesse, qui furent si pleines d'ardeur et d'enthousiasme; années de l'âge mûr, qui me mirent définivement en possession de ce trésor incomparable qu'on nomme la *science ecclésiastique.*

Et quand Pie IX, d'immortelle mémoire, daigna, pour récompenser un labeur incessant, m'élever jusqu'au plus haut degré de la prélature, je pus lui dire avec conviction, en employant les termes mêmes de l'ancienne liturgie française : « Coronando merita, coronas dona tua. » Ce que je suis et ce que je vaux n'est-il pas l'œuvre propre du Saint-Siège, qui m'a fait croître successivement en science et en dignité ?

Ici encore je trouve Rome, avec les faveurs dont elle est si prodigue envers la France. Plusieurs cathédrales, suffragantes de cette métropole, ont été érigées en basiliques mineures par Sa Sainteté Pie IX. L'oubli s'est un peu fait sur cette distinction, faute probablement de savoir au juste quelles en sont les conséquences pratiques. Monseigneur a tenu à ce qu'il en fût autrement. Comprenant qu'une gloire nouvelle s'ajoute de ce chef à son siège, illustré déjà par les arts d'une manière sublime, il m'a prié de déterminer, conformément au droit, la part d'honneur et de privilèges qui leur revient. Tel sera l'objet de cette conférence, à laquelle semblent m'avoir préparé mes publications antérieures qu'à Rome, avec une extrême bienveillance, on a considérées comme la codification des lois et des coutumes qui régissent la matière. Les Romains, qui savent beaucoup et bien, n'écrivent pas assez pour notre instruction particulière : il faut vivre avec eux pour leur dérober à la longue, je ne dis pas leurs secrets, car ils n'en font pas mystère, mais l'existence et la raison d'être de leurs traditions. Vous m'écouterez d'autant plus volontiers, Messieurs, qu'une fois encore je n'aurai qu'à m'effacer pour laisser parler la plus grande autorité qui puisse traiter pertinemment du droit et de la liturgie, Rome, dont je suis heureux de m'avouer ici l'admirateur sincère et le disciple fervent.

# I

Une expression, quelle qu'elle soit, ne peut être détournée par les écrivains de son sens primordial, qui est le seul vrai et légitime. Autrement, il s'ensuivrait une confusion déplorable dans les idées. L'usage ne peut faire loi en cette matière et tout au plus les poètes sont-ils excusables, parce que personne ne s'en tient avec eux à la la rigueur des termes qu'ils emploient.

Le mot *basilique* est un de ceux que l'on applique, pour ainsi dire, à tort et à travers, sans tenir compte ni de son origine ni de la tradition [1]. Pour beaucoup il est tout simplement synonyme de vieille et vaste église. Là se cache une erreur qu'il importe de combattre et de dissiper.

Par *basilique* on entend à la fois une forme déterminée en architecture et une primauté d'honneur décernée par le Saint-Siège. Ce terme a donc tout ensemble, d'abord une signification archéologique, puis une application canonique. En dehors de ces deux cas, parfaitement spécifiés, il ne peut être employé sans blesser du même coup et la langue et la logique.

Pour rétablir la vérité dans ses droits, je parlerai d'abord de la basilique romaine et de sa transformation en église, puis du titre honorifique qui distingue certains édifices religieux.

J'emprunte à M. Louis Audiat les notions classiques sur la basilique antique [2], dont il a fait précéder sa monographie de Saint-Pierre de Saintes [3].

On sait que la basilique, *basilica*, était chez les Romains un vaste édifice public, élevé dans la place du marché. Son nom lui vient de Basileus, *roi*, Basilicos, *royal*, parce que c'était primitivement, à Athènes, l'édifice où l'archonte-roi rendait la justice, le palais du prince, la salle où il recevait

1. Ducros distingue avec raison trois sortes d'ignorances : « Ne rien savoir, savoir mal ce qu'on sait, savoir autre chose que ce qu'on doit savoir. » Faute de livres spéciaux ou de bons auteurs, on est souvent excusable en France de ne pas savoir ou de mal savoir. J'aurai plus d'une erreur à relever dans le cours de cette dissertation canonique.

2. *Voir* sur ce sujet le *Bulletin de la Société archéologique de la Charente*, 1870, p. 392.

3. *St-Pierre de Saintes, cathédrale et insigne basilique : Histoire, documents, brefs, indulgences, prières ;* Saintes, 1871, in-8° de 287 pages.

ses sujets et jugeait leurs différends[1]; ou bien parce que ce monument s'élevait autant au-dessus des maisons particulières que les rois sont au-dessus des autres hommes. C'est ce sens métaphorique que le mot a de nos jours dans la langue liturgique.

La basilique, après avoir été ou palais du roi ou sa salle de justice, servit de lieu de réunion pour les marchands et les hommes d'affaires, et aussi de cour où se jugeaient les contestations fréquentes dans le commerce, parfois d'exhibition pour les marchandises [2]. Cicéron, que la foule assiégeait à la campagne, se plaignait que sa villa fût devenue une basilique[3]. Chez nous, la basilique ancienne serait assez bien représentée par un hôtel de ville réuni à une bourse, où siégerait le tribunal de commerce et où des marchands feraient un étalage.

Deux rangs de colonnes divisaient l'édifice en trois parties inégales, qui formaient la nef centrale et deux ailes latérales. Les colonnes étaient dressées à l'intérieur, ce qui distinguait les basiliques des temples, où les colonnes environnnaient les murs. Dans cette partie de l'édifice se tenaient les trafiquants, le public. A l'extrémité de la grande nef était placée une grille qui séparait un espace plus profond, réservé exclusivement aux avocats, greffiers, magistrats, gens de justice. C'était la barre et le prétoire. Dans un enfoncement semi-circulaire s'asseyaient les juges. L'intérieur de l'édifice était entouré d'une galerie supérieure que supportaient des colonnes. Là venaient les oisifs, les curieux qui voulaient assister au mouvement des affaires sans s'y mêler. Plus tard, sous l'Empire, avec le luxe effréné qui envahit alors Rome, chaque riche citoyen eut dans sa maison sa basilique particulière, bibliothèque et promenoir, salle d'exercices et de jeux. Le maître y donnait rendez-vous aux grammairiens, aux sophistes, aux rhéteurs, aux poètes; il les écoutait en marchant. On causait, parfois on jouait à la paume [4]. Ainsi affaires et plaisirs, justice et oisiveté lettrée occupaient la basilique ancienne.

Quand le christianisme, triomphant avec Constantin, sortit des catacombes, il eut besoin d'édifices pour son culte. On ne bâtit pas une église en un jour, et une cathédrale en une année. Il lui fallut se servir de ce qui existait. Les temples païens étaient trop souillés par les fêtes indécentes et les mystères immondes. On prit les basiliques. L'espace était vaste

1. « *Basilicæ* prius vocabantur regum habitacula, unde et nomen habent; nunc autem ideo divina templa Basilicæ nominantur, quia ibi regi omnium Deo cultus et sacrificium offeruntur. » (S. Isidor. Hispal., lib. XV *Originum*, c. 15.)

2. « Loca venalium rerum foris conjuncta in quibus, hieme potissimum, publicæ conciones habebantur. » (Vitruv., lib. V, c. 1.) — « Descenderam in basilicam Juliam;... sedebant judices. » (Plin., *Epist.* 21, lib. V.) — « Fremitu judiciorum basilicæ resonant. » (Senec., *De ira*, lib. III, c. 33.)

3. « Basilicam habeo, non villam, frequentia Formianorum. » (Cicero, *Ad Atticum, Epistolarum* lib. I; *voir* aussi *Verres*, II, 58.)

4. « Instar palatii privatorum extructæ basilicæ, ut vile corpusculum hominis pretiosius inambulet et quasi mundo quidquam possit esse ornatius, tecta sua magis velint aspicere quam cœlum. » (S. Hieronym., *ad Marcellum*, epist. XVII.)

pour une assemblée de fidèles, et déjà elles étaient toutes prêtes pour leur nouveau service [1]. L'évêque ou le prêtre officiant, entouré des prêtres assistants, se plaça au fond de l'hémicycle appelé tribune, où siégeaient autrefois les juges. Il prit le siège du président, *cathedra*, ordinairement en marbre, qui s'élevait au-dessus des bancs de pierre adossés à l'abside et destinés aux autres prêtres [2]. De là il dominait l'assemblée, la surveillait et justifiait son nom d'EPISCOPUS, *évêque*, EPISCEPTO, *qui jette les yeux sur*, *qui regarde*. L'espace réservé aux avocats entre l'hémicycle et les nefs appartint aux chantres et aux ecclésiastiques, sous le nom de *chœur* [3]. Entre le chœur et la tribune, *presbyterium*, se dressa l'autel. Les nefs latérales furent remplies par les fidèles : d'un côté les femmes, de l'autre les hommes. Les galeries se peuplèrent des vierges et des veuves qui se vouaient à la prière. Ce type s'est conservé. Le seul changement sensible qu'ont subi les basiliques primitives, c'est qu'au v[e] siècle le vaisseau s'élargit entre les nefs et l'abside ; l'édifice eut alors la forme d'une croix, et même matériellement représenta le signe de la rédemption. La maison du négoce était devenue un lieu de prière [4].

Dans la suite les basiliques chrétiennes différèrent un peu des églises. Elles étaient plus particulièrement consacrées au souvenir des saints, surtout des martyrs ; les temples, à la célébration des divins mystères. Cependant, au commencement, les historiens ecclésiastiques les confondirent [5]. Selon Baronius, on conserva le nom de basiliques aux églises les plus magnifiques (pages VII-X).

Voilà l'ancienne théorie, examinons maintenant la nouvelle. Au congrès de la Sorbonne, en 1884, a été agitée la question des basiliques chrétiennes, à propos de celles de l'Afrique, qui « ne peuvent avoir été, à l'origine, des basiliques judiciaires romaines », parce qu'elles « sont construites sur un plan essentiellement chrétien ».

M. de Lasteyrie, dit le procès-verbal, insiste sur l'intérêt qu'il y aurait à bien constater ce fait. Les basiliques païennes sont maintes fois mentionnées dans les auteurs de l'antiquité ; mais aucunes de celles dont les substructions sont venues jusqu'à nous, pas plus celles de Rome que celles de Pompeï, ne reproduisent les dispositions que nous retrouvons plus tard dans les basiliques chrétiennes. Ces basiliques sont, en général, cons-

1. « Ejusmodi fere structuræ esse ipsas Christianorum antiquas basilicas nullus ignorat. Nam paucis mutatis vel additis, ex ipsis aliquæ vel (quod frequentius accidit) ipsarum basilicarum columnæ in usum christianæ religionis transiere cum nomine. » (CESAR BARONIUS, *Martyrologium romanum*, 5 aug., page 800.)

2. DE CAUMONT, *Abécédaire ou rudiments d'archéologie*, page 9.

3. C'est l'ordre indiqué par saint Jean dans l'*Apocalypse*, ch. IV.

4. « Basilica olim negotiis plena, nunc votis, votisque pro tua salute susceptis. » (AUSON., *ad Gratianum pro consulatu*, § 376.)

5. Sulpic. Sever., *Hist. sacr.*, II, 33 et 38.

truites d'après des plans très divers; il est même aujourd'hui regardé comme très douteux que la basilique chrétienne procède en droite ligne de la basilique judiciaire des Romains; nombre d'archéologues, surtout en Allemagne, pensent, au contraire, qu'il faut chercher son origine dans ces basiliques domestiques dont les fouilles du Palatin ont fait retrouver un si curieux exemple. On peut voir dans la *Real.-Encyclopædie* du docteur Kraus, au mot *basilique*, le résumé des principales dissertations publiées en Allemagne sur ce curieux sujet, encore si controversé. En réalité, on ne sait que bien peu de chose des basiliques païennes. C'est en Algérie et en Tunisie qu'il y a chance de trouver des monuments de cette espèce; on ne saurait donc trop appeler l'attention des savants qui s'occupent des antiquités africaines sur cette intéressante question. (*Bullet. du Com. des trav. historiq., sect. d'archéologie*, 1884, p. 176-177.)

De tout ce qui précède, on est en droit de conclure que le mot *basilique* est païen d'origine; que les chrétiens l'ont adopté, en lui donnant une signification propre; enfin, qu'il ne se réfère, à l'origine, à aucune forme spéciale en architecture.

## II

De profane qu'elle était dans le principe, la basilique devint avec le christianisme un édifice essentiellement religieux et sa forme est restée jusqu'à nous ce que l'a faite la tradition, c'est-à-dire trois nefs aboutissant à un transept, sur lequel l'abside se détache en saillie. Dans l'origine ce terme est générique; il ne comporte aucune distinction ni aucune idée de prééminence, mais seulement d'affectation spéciale. Comme Mabillon l'a justement fait observer, les édifices religieux étaient nommés *églises* pour les cathédrales[1] et paroissiales, *basiliques* pour les monastères[2] : il oublie d'ajouter que, primitivement, à Rome, le mot basilique s'appliqua spéciale-

1. La cathédrale, dans le *Cérémonial des évêques*, est toujours dite *Ecclesia*, avec une initiale majuscule, car c'est l'église principale du diocèse, qui, en raison du siège épiscopal, est appelée aussi *Ecclesia N.*, en ajoutant le nom de la ville. « Ante portam Ecclesiæ episcopus descendet. » (*Lib. I, cap.* II, *n*° *5.*) « Episcopus, cum primum Ecclesiam ingreditur » (*cap.* XVII, *n*° 1).

2. « Optime probatum fuit a D. Valesio in sua contra D. de Launoy *de basilicis* dissertatione, basilicam sexto et septimo sæculo apud Gallos semper significasse monachorum ecclesiam; cathedrales et parrochiales ecclesias appellatas fuisse ecclesias. » (*Oper. posthum.*, t. II, p. 355.)

Voici les titres des deux opuscules de A. de Valois : *Disceptatio de basilicis quas primi Francorum reges condiderunt*, Paris, 1657, in-8°. — *Disceptationis de basilicis defensio adversus Launoii judicium*. Paris, 1660, in-8°.

ment aux monuments élevés sur la tombe des martyrs [1]. Quant au nom lui-même, il ne serait pas antérieur au IVe siècle [2].

Ce n'est que tardivement que nous voyons certaines églises plus marquantes qualifiées *basiliques*, mais sans que l'on y attachât strictement le principe hiérarchique qui paraît dominer dans les temps modernes [3].

Bientôt ces basiliques se distinguèrent les unes des autres par le qualificatif qui y fut ajouté, afin d'établir entre elles une certaine hiérarchie. De là les basiliques *majeures* et *mineures*, les premières étant constituées de beaucoup supérieures aux secondes, qui, quoique indépendantes, n'en sont pas moins dans un état réel d'infériorité relativement à celles-là [4].

Mon intention n'est point de traiter en ce moment des basiliques majeures, nommées encore *patriarcales*. Qu'il me suffise d'indiquer

1. Du Cange ne donne que cette acception qui en est dérivée : « *Basilicæ* appellatæ ædiculæ quædam, quas Franci nostri veteres magnatum tumulis imponebant, quod formam basilicarum seu ædium sacrarum referrent. » (Du Cange.)

« Un concile de Braga, de l'an 563, défend par son 18e canon d'inhumer quelqu'un dans l'intérieur des églises et permet d'enterrer au dehors, autour des murs. Comme les martyrs eux mêmes avaient été inhumés à la manière des autres fidèles, lorsqu'il leur fut permis de bâtir des chapelles et églises sur leurs tombeaux ou en leur honneur, elles se trouvèrent placées hors de l'enceinte des villes et les fidèles, sans qu'il y eût violation des lois sépulcrales, purent se faire enterrer autour de ces chapelles. On nomma *basiliques* ces nouveaux édifices, pour les distinguer des cathédrales. » (*Rev. du Bas-Poitou*, 1887, p. 47.)

2. « Le mot de *basilique* employé pour désigner une église chrétienne ne se trouve dans aucun auteur chrétien avant Constantin..... On est fondé à croire que les églises furent nommées *basiliques*, seulement à l'époque où Constantin, converti au christianisme, concéda aux évêques plusieurs basiliques profanes pour y exercer le culte et bâtir des églises sur le même plan..... Nous ne manquons pas d'exemples d'églises fort modestes..... auxquelles ce terme est attribué par les auteurs anciens..... On rencontre les deux noms (de basilique et d'église) indifféremment dans les œuvres des Pères, notamment dans celles de S. Augustin (*De civit. Dei*, I, 4), de S. Grégoire de Nazianze (*Orat. III advers. Julian.*) et de S. Athanase (*Epit. ad solit. vitam agentes*) ». (Martigny, *Dict. d'antiq. chrét.*, p. 79.)

3. Il y eut même un moment où la notion basilicale devint si confuse qu'on l'expliqua par l'addition du mot *ecclesia*. *Voir* dans Du Cange le mot *basilica ecclesiæ*, auquel j'ajouterai cet autre texte : l'église d'Anzy-le-Duc fut fondée, au Xe siècle, par Letbald et Altasie, deux riches époux, qui donnèrent à cet effet la maison qu'ils possédaient : « Domum etiam propriam ibidem honorifice constructam a se cum ceteris transcribentes, omnipotenti Deo in basilicam ecclesiæ consecrari studuerunt. » Ces paroles sont extraites de la charte de fondation rapportée par Cucherat dans sa brochure intitulée : *le B. Hugues de Poitiers*, p. 74.

4. « D'après les canonistes, entre autres Mgr Barbier de Montault et M. Icart, supérieur général actuel de Saint-Sulpice, ce n'est qu'au XVIe siècle que paraît avoir été donnée cette signification d'honneur au mot *basilique*. » (Ferradou, *Lettre à l'arch. de Toulouse*, p. 4.)

ici les églises qui, à une époque reculée, ont été honorées de ce titre suréminent. Ce sont, à Rome, Saint-Jean-de-Latran[1], Saint-Pierre-au-Vatican, Sainte-Marie-Majeure, Saint-Paul-hors-les-Murs et Saint-Laurent-hors-les-Murs, qui correspondent aux cinq grands patriarcats du monde catholique[2], et le Saint-des-Saints. Le pape y avait en conséquence son trône élevé en permanence, comme on le voit encore, hors de Rome, dans la basilique de Saint-François, à Assise[3].

A Rome, on compte cinq basiliques mineures, qui observent cet ordre hiérarchique: Sainte-Marie *in Trastevere*, St-Laurent *in Damaso*, Ste-Marie *in Cosmedin*, Ste-Marie *de Monte Santo* et Ste-Marie-sur-Minerve.

Je veux élucider seulement la question des basiliques mineures, parce qu'elle a un intérêt pratique pour la France. Il s'agit, en effet, de rechercher quels sont les privilèges inhérents de plein droit à ces basiliques de second ordre, dont il est maintes fois parlé dans le *Bullaire romain*, qui insère d'ordinaire les concessions de ce genre.

## III

Les privilèges des basiliques mineures ressortent évidemment de deux décrets de la Sacrée Congrégation des Rites, qui fut consultée à ce sujet en 1817 et en 1836.

Ferdinand IV, roi des Deux-Siciles, démembra quinze terres du diocèse trop étendu de Syracuse et en forma le nouveau diocèse de Caltagirone, qui prit le nom de la ville principale. Or, dans cette même ville, deux collégiales se disputaient l'honneur de devenir la cathédrale. Saint-Julien l'emporta, en raison surtout de sa situation.

1. *Œuvres*, t. I, p. 396 et suiv.
2. Rome, Jérusalem, Antioche, Alexandrie et Constantinople.
3. La *Semaine catholique de Toulouse* a affirmé qu'il n'y avait de basilique majeure qu'à Rome. Elle ignorait la bulle *Fidelis Dominus* de Benoît XIV, datée de 1754 et intitulée dans son *Bullaire :* « Basilica Assisiensis Sancti Francisci in patriarchalem et cappellam papalem erigitur, cum aliis gratiis, privilegiis et indultis. » Ce titre est ainsi expliqué au § 5 : « Jamque basilicam patriarchalem...... æque et pariformiter nuncupari et haberi volumus ac aliæ basilicæ patriarchales intra almam Urbem et extra illius muros. »

Saint-Jacques, étant déjà collégiale insigne [1], fut élevée, en manière de compensation, au rang des basiliques mineures; mais, ignorante de ses privilèges, elle demanda si elle pouvait faire usage du pavillon et de la clochette. La cathédrale, de son côté, fit instance pour que le doute proposé reçût une solution. Après avoir entendu le rapport de l'un des maîtres des cérémonies de la chapelle papale, la Congrégation répondit que le secrétaire en référerait à Sa Sainteté. Pie VII, le 25 mars 1817, donna la solution désirée, mais il mit certaines conditions à l'usage des deux insignes. Ainsi la collégiale de Saint-Jacques, pour ne pas froisser sa rivale, ne devait porter le pavillon et la clochette qu'à l'intérieur de l'église ou dans les limites de la paroisse et aux seules fonctions dans lesquelles n'intervenait pas le chapitre de la cathédrale. Il n'était fait exception à cette règle générale que pour la procession solennelle qui, le jour de la fête patronale, traversait les rues de la ville [2].

Voici la teneur de ce décret, qui se trouve dans l'édition de Gardellini sous le numéro 4.531 et que j'ai inséré dans ma nouvelle édition des *Décrets de la Sacrée Congrégation des Rites* (Paris, Repos, 8 vol. in-12) au tome VII, page 120, numéro 6.166 :

Calathaieronen. — SSmus Dominus Noster Pius VII Pont. Max., supplicante Serenissimo principe Ferdinando IV, utriusque Siciliæ rege, divisis ac dismembratis quindecim terris ab extensa nimis Syracusana diœce-

1. *Insigne* est un titre que le Saint-Siège accorde exclusivement aux collégiales, quand il veut les distinguer pour leur donner la prééminence sur les autres collégiales. (Ferraris, *Prompta bibliotheca*, au mot *collegium*.) Il ne convient donc nullement aux basiliques mineures, en tant que *basiliques*.

*Perinsignis* est un degré de plus dans l'insignité et se dit seulement, par concession, de certaines basiliques mineures. Dans un décret de 1817, il est appliqué à la basilique de Saint-Laurent *in Damaso* : « Sanctitas Sua prospiciens decori perinsignis basilicæ SS. Laurentii et Damasi. » (*Analecta*, t. XII, col. 973.) Dans un décret des Rites de 1865, il se réfère à la cathédrale d'Albano : « Sanctitas Sua..... cathedralem Albanensem..... basilicam in posterum nuncupari posse declaravit eamque inter perinsignes minores basilicas recensuit. » (*Analecta*, t. XIII, col. 515.)

2. Les basiliques ont de droit la préséance sur les autres églises. L'ont-elles également sur les cathédrales? Je ne pense pas, car le décret se tait sur ce point et l'ensemble lui serait plutôt contraire que favorable, puisque, dans la discussion des droits entre deux églises rivales, il n'est question que de l'usage des insignes. Voilà pour le fait; mais en droit, il en serait autrement, car la cathédrale n'est qualifiée que *sainte*, tandis que la basilique se dit *sacrosainte*, ce qui est un titre évidemment supérieur. De plus, dans l'énumération des titres, *cathédrale* passe après *basilique;* c'est ainsi qu'à Anagni la devise est S. B. C. A. (*Sacrosancta Basilica Cathedralis Anagnina.*)

si, decretalibus literis datis idibus septembris anni proxime elapsi Calathaieronensem diœcesim erexit a civitate ejusdem nominis. Binæ cùm ea in civitate adessent collegiatæ ecclesiæ, certatum est in antecessum, cuinam jus et honor cathedralitatis competeret; verum loci commoditas dissidia composuit, et S. Juliani templum jure et honore præfatis excelluit. Ecclesiæ vero, cui a S. Jacobo titulus, attenta ejusdem insignitate, nomen elargitum Basilicæ minoris ordinis, et ad statum, gradum et conditionem hujusmodi basilicarum evecta est. Hinc inter capitula præfatarum ecclesiarum dubitatum : An ex vi decretalium literarum Apostolicarum quibus collegiata ecclesia S. Jacobi Calathaieron. ad statum, gradum et conditionem Basilicæ minoris evecta est, possit hæc ipsa ecclesia conopæum, (vulgo *padiglione*) et tintinnabulum gestare, quamvis de hoc peculiari privilegio sileant Apostolicæ literæ ?

Et S. R. C., supplicantibus pro hujusmodi dubii declaratione cathedralis Ecclesiæ Calathaieronen. canonicis, exquisito prius voto unius ex Apostolicarum cæremoniarum magistris scripto tradito præloque evulgato, censuit rescribendum : *Ad D. Secretarium cum SSmo.* Die 22 martii 1817.

Facta autem per Sac. ejusdem Congreg. Secretarium de præmissis SANCTISSIMO DOMINO NOSTRO relatione, eadem SANCTITAS SUA declaravit atque decrevit : Juxta Congregationis votum, posse capitulum collegiatæ ecclesiæ S. Jacobi civitatis Calathaieronen., vigore præfatarum literarum, conopæum et tintinnabulum gestare ; verum in iis tantum solitis et consuetis ecclesiasticis functionibus, in quibus non concurrit cum altero cathedralis Ecclesiæ capitulo, idque in ecclesiæ ambitu vel intra limites tantum ejusdem parœciæ, excepta dumtaxat ab hac limitatione solemni supplicatione ab eadem collegiata fieri quotannis solita per vias civitatis in die festo S. Jacobi, ejusdem ecclesiæ titularis. Atque ita decrevit, statuit et in posterum servari mandavit. Die 25 antedicti mensis et anni.

Le second décret est relatif à la cathédrale de Lucera, dans le royaume des Deux-Siciles. Le chapitre demanda à Grégoire XVI un double honneur : l'érection de la cathédrale en basilique mineure et l'usage des pontificaux pour tous les chanoines indistinctement. Un bref, en date du 8 août 1834, porta concession du titre basilical, mais la Congrégation des Rites, le 6 septembre de la même année, refusa les pontificaux.

Deux fois, les chanoines s'adressèrent à la Congrégation des Rites pour savoir positivement quels privilèges leur conférait le titre accordé par Sa Sainteté, car ils ne voulaient, disaient-ils, ni excéder leurs droits, ni rien diminuer de la concession. Le 12 mars 1836,

la Congrégation demanda le *votum* d'un maître des cérémonies et, le 27 août suivant, après avoir entendu la relation du cardinal Brignole, elle déclara qu'elle acceptait les conclusions du consulteur, c'est-à-dire que la basilique pouvait faire usage du pavillon, de la clochette et de la *cappa magna* [1], mais non du bougeoir, avec cette autre restriction qu'il n'y aurait ni or ni argent sur le pavillon. Ce même décret, généralisant la cause, ajoute expressément que, pour toutes les basiliques mineures, tels sont les privilèges désignés dans les brefs apostoliques par les termes vagues et indéterminés de *privilèges*, de *grâces*, de *prééminences*, d'*exceptions* et d'*indults*.

Ce décret, qui tranche définitivement la question, se trouve dans Gardellini, édition de la Propagande. Je l'ai reproduit en entier dans ma Collection des décrets, tome VII, page 356, numéro 6.417, tel que voici.

Lucerina. — Capitulum et canonici regiæ cathedralis Lucerinæ præcedentibus annis novo illius ecclesiæ splendori et ornamento prospicientes, Sanctissimo Domino Nostro Gregorio Papæ XVI humillime supplicarunt, ut memoratum templum, antiquitate ac majestate celebre, basilicæ minoris titulo insignibusque decorare dignaretur, ipsosque canonicos pontificalium usu ad instar abbatum in sacris peragendis officiis ornare. Benigne clementerque a Sanctitate Sua excepto supplici libello, per Apostolicas litteras in forma brevis expeditas die 8 Augusti 1834, cathedrale templum Lucerinum basilicæ minoris titulo fuit decoratum et pontificalium usus Sacrorum Rituum Congregationis auctoritati et judicio ab eadem subjectus fuit; quæ in ordinariis comitiis ad Quirinales ædes die 6 septembris ejusdem anni 1834 coadunata, re mature diligenterque discussa, *negative* rescribendum censuit. Quum autem recensitis in literis generice sermo instituatur de privilegiis, gratiis, præeminentiis, exemptionibus, indultis, quibus aliæ basilicæ minores utuntur, harum litterarum secretarium canonici adiverunt, postulantes ut sibi significaretur quidnam privilegiorum, gratiarum cæterorumque præmissorum nomine veniat, quibus dum titulo basilicæ minoris ecclesia aliqua decoratur, illius canonici honestantur. Nulla apposita declaratione recepta, per alium supplicem libellum Sacrorum Rituum Congregationi humillime supplicarunt, ut sibi significaretur quid eorumdem verborum seu vocum nomine veniret, atque hoc potissimum fine, ne aut concessionis fines ipsi excederent aut aliquid sibi ex

1. Il n'est pas certain qu'il en fût ainsi anciennement, car l'usage de la *cappa*, qui s'est généralisé, paraît avoir été, dans le principe, une concession particulière. Gregorio Terribilini écrivait en 1744 : « Nell'archivio di S. Lorenzo ho veduto la bolla di Clemente VIII, che concesse al capitolo e benefiziati la cappa magna, *ad instar* delle patriarcali. » (*Cronachetta di archeologia*, 1890, p. 113.)

concessis adimerent; atque in ordinariis comitiis iterum ad Vaticanas ædes die 12 martii vertentis anni coadunatis rescriptum supplici libello fuit : *Dilata et exquiratur votum Magistri cæremoniarum.* Omnibus propterea rite postmodum dispositis pandiloque hujusmodi magistri cæremoniarum voto, quod fuit etiam typis cusum, ut præ omnium manibus haberetur, in ordinario demum cœtu ad Quirinales ædes infrascripta die coadunato, ad relationem Emin. et Rev. cardinalis Jacobi Brignole Ponentis, Sacra Congregatio, re mature diligenterque discussa ac rite librata, rescribendum censuit : Juxta votum magistri cæremoniarum, excepta palmatoria; declaravit nimirum nomine privilegiorum, gratiarum, præeminentiarum, exemptionum, indultorum cæterorumque similium, quæ continentur in litteris apostolicis in forma brevis expeditis favore alicujus ecclesiæ ad gradum basilicæ minoris elevatæ, venire conopæum, omni tamen auri et argenti ornato ab eo excluso, tintinnabulum et usum cappæ magnæ. Die 27 augusti 1836 [1].

## IV

Pour bien saisir l'esprit du décret rendu au sujet de la cathédrale de Lucera, il est essentiel de connaître le *votum* du maître des cérémonies, sur lequel s'appuie la Congrégation elle-même, qui y renvoie par ces mots significatifs : *Juxta votum magistri cæremoniarum.*

Ce travail, aussi intéressant qu'instructif, a été ajouté par Gardellini, en note, au bas du décret de Lucera, qui porte le n° 4.781. Avant de le reproduire comme pièce justificative, je crois utile d'en donner ici l'analyse succincte, afin de ne rien laisser ignorer de ce qui a trait à la matière.

Il règne, dit notre auteur, une grande incertitude sur les honneurs, privilèges et prérogatives des basiliques tant majeures que mineures, car les écrivains et les liturgistes n'en parlent pas *ex professo.* Ceux qui font mention de ce terme envisagent plutôt la forme architecturale. Quant aux privilèges intrinsèques, ils ont pu être concédés à des époques différentes, sans qu'ils soient pour cela les mêmes partout. Les motifs d'octroyer cette faveur étaient ou l'antiquité et la célébrité du monument, ou une action d'éclat au profit de l'Eglise

1. Une copie authentique de ce décret, signée par le secrétaire et le substitut de la Sacrée Congrégation des Rites et scellée du sceau du cardinal préfet, a été expédiée à St-Seurin de Bordeaux, en même temps que le bref de concession, le 20 juin 1873.

ou du Saint-Siège qui demandait récompense, ou enfin un clergé bien méritant. Les cathédrales furent souvent distinguées de cette sorte. Donc, quand le pape accorde le titre de basilique mineure, il faut juger, relativement aux prééminences et honneurs, d'après les concessions antérieures; autrement les lettres apostoliques ne contiendraient que des mots sans valeur.

Après cet exorde, le consulteur, envisageant la question de plus haut, recherche l'étymologie du mot *basilique* et lui trouve la signification de *cour* ou *palais du roi*. Il nous la montre ensuite transformée en bourse, en tribunal, puis en église. Il établit une différence entre les *temples* et les *basiliques :* dans celles-ci, les colonnes étaient à l'intérieur, tandis que dans ceux-là elles ornaient la partie extérieure. Le christianisme se servit des temples pour la célébration des mystères, mais il éleva les basiliques pour honorer ses saints et ses martyrs. Cette distinction ayant cessé ultérieurement, les uns et les autres furent indistinctement nommés *églises* et le terme de *basilique* fut réservé aux seules églises que rendaient insignes leur antiquité, leur grandeur et leur célébrité. Ce titre fut accordé d'abord par les papes aux édifices qui ne réunissaient aucun de ces caractères, sans distinction de *majeures* ou *mineures*, qualification qui dans la suite permit de ne pas confondre les églises les plus anciennes avec les plus nouvelles; qualification, du reste, qui équivaut à basilique de *premier* ou de *second ordre*.

Dans son énumération des basiliques patriarcales de Rome, l'auteur omet la cinquième, qui est Saint-Laurent-hors-les-Murs, puis il ajoute que, vu le silence des écrivains, il ne peut dire quelle différence existe entre une basilique majeure et une basilique mineure au point de vue canonique, faute de lois spéciales à ce sujet.

Du moins, que disent les lettres apostoliques, quand elles décorent une église du titre de basilique mineure? Nous trouvons pour les interpréter, à Rome, par exemple, l'usage commun à toutes du pavillon et de la clochette aux processions, de la *cappa* pendant l'hiver et du rochet sous la *cotta* pour l'été. Tous ces insignes sont, pour ainsi dire, de droit commun; il ne peut y avoir de controverse que sur l'emploi du bougeoir, dont font usage certaines basiliques mineures de Rome aux messes basses ou solennelles, mais seulement

dans l'intérieur de l'église et en vertu d'un indult particulier[1].

Il n'y a pas à hésiter quant au pavillon et à la clochette, parce qu'ils sont nommément désignés dans le décret de 1817, mais il convient d'exclure du premier tout ornement d'or ou d'argent.

C'est ainsi qu'il faut entendre les mots *privilèges*, *prééminences* et *grâces*, tandis que ceux d'*exemptions* et d'*indults*, par cela seul qu'ils sont trop généraux, n'ajoutent rien de plus à la faveur pontificale.

Voici maintenant le texte même de ce *votum* important, qui mérite à plus d'un titre de fixer l'attention des liturgistes et des canonistes :

Quibus honoribus, quibus privilegiis quibusve prærogativis honestatæ sint Basilicæ, sive majores, sive minores, incertum sane est, et quod sciam, et quod legerim apud liturgicos nullus fortasse inter scriptores reperitur, qui de hoc fuse saltem appositeque pertractet. Scriptores enim qui de basilicis agunt, toti in eo plerumque sunt ut vel vocis etymologiam inquirant, vel ex profano sacrum illarum usum memorent, vel internam externamque illarum formam, structuram, ornatum, magnificentiam, splendorem describant, atque hinc nihil ab illis decerpi aut sumi potest, quod nostro huic proposito possit accommodari.

Dixi initio incertum omnino esse quibus privilegiis, gratiis, etc., Basilicæ gaudeant; nam, ut plurimum, non gaudent privilegiis et prærogativis quæ intrincese et absolute iis debeantur, sed iis quæ ipsis per varia tempora concessa fuerunt, ac proinde non omnia omnibus communia sunt; unde reipsa videmus quasdam privilegiis et honorificentiæ insignibus gaudere, quibus aliæ prorsus carent. Id autem ex eo evenit, vel quia ecclesiis quibusdam ob earum antiquitatem et celebritatem aliquid præ aliis concessum fuit, vel quia Summi Pontifices alias præ aliis honestatas voluerunt ob aliquod singulare et præclarum in Christi Ecclesiam facinus, vel in ipsos Romanos Pontifices benefacta, vel quia clerus ipse optime de Ecclesia et Pontificibus meritus decorari singulariter dignus habitus fuit. Hinc est quod ipsæ episcopales Ecclesiæ nonnullæ hoc illove privilegio gaudeant, et episcopi ipsi, dum sacrum solemniter agunt aliquo in altari, ipso insigni utuntur, quo anteacti temporis, vel civitatis vel episcopi præclare gesta in memoriam revocentur.

In tanta rerum obscuritate, in tanto auctorum silentio, si quid statui hac

1. Pie VII, par décret de la Sacrée Congrégation des Évêques et Réguliers, en date du 22 août 1817, a accordé exceptionnellement aux chanoines de la basilique romaine de Saint-Laurent *in Damaso*, à perpétuité, le privilège du bougeoir aux messes basses ou chantées et autres fonctions tant publiques que privées, dans l'intérieur de la basilique, son district et les églises filiales; en plus, aux chanoines et aux bénéficiers indistinctement, l'usage du rochet, à Rome et hors de Rome, dans les églises séculières et régulières, aux fonctions chorales ou autres, même privées. (*Analecta jur. pontif.*, t. XII, col. 973.)

in re poterit, id totum vel ex præcellentia Basilicarum super aliis ecclesiis, vel ex aliarum minorum Basilicarum exemplo poterit desumi, et quæ concedenda sunt Ecclesiæ Lucerinæ ad aliarum minorum Basilicarum exemplum componi, ut quod ipsi non debetur intrincese et absolute quoad honorificentiæ insignia, ex iis quæ aliis concessa sunt, et ipsi concedatur, ne Literarum Apostolicarum verba inutilia ipsi reddantur et specie tantum data concessio habeatur, quod suspicari nefas esset.

Ut de excellentia Basilicarum præ alils ecclesiis aliquid dicam, Basilica, si ejus perquiremus etymologiam, *regiam* sive *regis domum* significat. Apud gentiles ad publica peragenda negotia quasi diversorium erat, de quo Seneca, lib. 3, *de Ira*, cap. 33 : « *Fremitu judiciorum Basilicæ resonant.* » Erat locus ad jus dicendum; sic apud Plinium accipitur, lib. 6, epist. 33 : « *Sedebant judices centum et octoginta... ingens utrinque advocatorum et numerosa subsellia, adstantium corona latissimum judicium multiplici circulo ambibat. Ad hoc stipatum tribunal, atque etiam ex superiore Basilicæ parte, qua fœminæ, qua viri, et audiendi, quod erat difficile, et visendi studio imminebat.* »

Has postmodum christiani Basilicas in ecclesias et ex profano ad sacrum usum et in locum ad divina peragenda officia converterunt. Unde apposite scribit Isidorus, lib. 5 *Originum* : « *Basilicæ prius vocabantur regum habitacula, unde et nomen habent. Nunc autem ideo Basilicæ divina templa nominantur, quia ibi regi omnium Deo cultus et sacrificia offeruntur.* » Hinc Ausonius in gratiarum actione pro suo consulatu : « *Basilicæ olim*, inquit, *negotiis plenæ, nunc votis pro tua salute susceptis.* » Dicitur etiam Basilica quæ templum etiam gentilium prius erat et sic vocata, et postea Deo vero consecrata. Hinc Ennodius in consecratione Basilicæ Apostolorum, ubi templum fuit idolorum, scribit : « *Veni ergo, piissime Domine, et ad consecrationem operis tui plenus illabere vice humani per baptisma pectoris purgentur hæc templa turpi hactenus dedicata patrocinio*, » et Sanctus Augustinus, *de Civitate Dei*, templum Vaticanum *Basilicam amplissimam* appellavit.

Differentia erat inter templa et Basilicas; in templis enim columnæ quibus illa ornabantur in externa parte, in Basilicis vero in interna positæ erant. Basilicæ apud christianos, initio, quoad religiosum cultum aliqua ratione a templis differebant. Nam illæ plerumque, singulariter ad sanctos, præsertim martyres colendos, statutæ erant; templa vero ad sacra celebranda mysteria erant destinata. Ex quo autem ecclesiarum numerus crevit, et tunc templa sive Basilicæ indiscriminatim ecclesiæ sunt appellatæ et tam sanctorum cultus in utrisque agebatur quam divina mysteria, nulla facta inter utrumque distinctione, in utrisque pariter sunt celebrata. Basilicæ nomen non aliæ ecclesiæ retinuerunt, sive non aliis ecclesiis hoc nomen Basilicæ datum fuit, quasi antonomastice, nisi in iis ecclesiis quæ per totum orbem magis essent insignes, vel ob antiquitatem, vel ob magnitudinem aut celebritatem quæ ipsis inerat, quæque per hoc ipsum

majori veneratione, ut ita dicam, dignæ habebantur. Hæc fuit temporis progressu celebrioribus ecclesiis data denominatio. Ast cum ob aliquam peculiarem rationem Basilicæ nomen a Summis Pontificibus aliis etiam ecclesiis concessum fuit, quæ iis per se non gaudebant antiquitatis aut celebritatis, aut, si dici potest, majoris cultus notis, tunc facta inter vetustiores et novas Basilicas distinctione, illæ *Majores*, hæ *Minores* Basilicæ nuncupari cœperunt, quemadmodum Basilicæ minoris nomen Lucerinæ Ecclesiæ nostræ concessum nuper est. Et hæ majoris vel minoris appellatio alteri æquivalet *primi aut secundi ordinis*. Quatuor tantum primariæ Ecclesiæ Romæ Basilicæ majores dicuntur seu Patriarcales ecclesiæ, in memoriam primarum quatuor Patriarchalium Cathedralium : Lateranensis, Vaticana, Sancti Pauli via Ostiensis, et Liberiana, quarum prima, juxta *Macrium* aliosque, Sedem Romanam, in qua novus Pontifex instituitur, præsignat; secunda Constantinopolitanam repræsentat, tertia Alexandrinam designat, quarta Antiochenam Sedem exhibet.

Differentia patet inter Basilicas *Majores* et *Minores* : quæ vero sint utrarumque privilegia, honores et cætera quæ ipsis tribui debeant, silentibus auctoribus, ignorare penitus fateri cogor, nec me pudet, cum deficientibus monumentis, nullis extantibus super hoc legibus, certi aliquid statui a nemine possit, et ipsis Basilicis Majoribus diversa a Summis Pontificibus, nec omnibus æque communia tributa et concessa sint. Quid igitur ? Rem imperfectam relinquam ? Haud quidem decet, et ab ipsis Apostolicis litteris, ab aliarum Basilicarum exemplo desumenda responsio erit.

Jam dubitari nequit Ecclesiæ Lucerinæ *Minoris* Basilicæ titulo decoratæ aliquid concedi voluisse, et ea sane quibus Basilicæ Minores gaudent et utuntur. Legitur enim in Litteris Apostolicis : *Regale et Cathedrale templum Luceriæ, Neapolitani Regni, in Basilicam Minorem cum omnibus et singulis privilegiis... quibus Basilicæ Minores utuntur, vel uti et frui possunt et poterunt, erigimus et constituimus.* Ne igitur frustranea sit concessio, cum aliquid debeat concedi, et ea concedenda dicantur quibus Basilicæ Minores utuntur, videndum quæ sint ea quibus utuntur Basilicæ memoratæ. Sequetur enim hæc esse, de quibus Apostolicæ Litteræ loquuntur. Siquidem, quædam, ut Romæ videmus, sunt omnibus communia, quædam vero aliquibus concessa. Communia sunt conopæi (sive italice *padiglione*) usus, et usus tintinnabuli, quod illud præcedit in sua cujusque ecclesia et in supplicationibus toti clero communibus : in vestibus vero choralibus, cappa magna, pellibus armellinis ornata in anteriori parte per hyemem, et cotta super rocchettum, cum cappa deponitur, per æstivum tempus : quæ vero aliquibus concessa sunt singulariter, pauca sunt, quod sciam, et fortasse sola palmatoria, et hæc quidem aliquibus in missis tantum solemnibus, aliquibus in missis etiam lectis, sed infra ecclesiæ suæ taxative limites, ut non multis abhinc annis Basilicis S. Laurentii in Damaso concessum non ignoramus, et S. Mariæ in Transtyberina Regione. Hæc sunt, quæ si non intrincese et absolute Minoribus Basilicis conveniunt, reapse tamen

concessa ipsis sunt, et his utuntur, vel ex communi usu, vel ex singulari concessione. Jam cum Litteræ Apostolicæ concedant *Ecclesiæ Lucerinæ* ea quibus Minores Basilicæ uti et frui possunt, non quæ intrinsece et absolute conveniunt, licet conopæum et tintinnabulum non memorent, hoc tamen privilegium, hoc honorificentiæ saltem signum concedere eas voluisse dicendum est, quemadmodum et cappam supradictam in hyeme, et cottam supra rocchettum æstivo tempore, nisi forte jam ante postrema hæc, quod nescio, peculiariter sint concessa. Generalia quidem sunt Litterarum Apostolicarum verba, attamen ejusmodi ut de concessione nequeat dubitari.

Tota difficultas quoad palmatoriæ usum poterit moveri, cum hæc non omnibus æque minoribus Basilicis, sed aliquibus tantum, Romæ concessa sit : dubitari hinc de hac potest cum non communis sit aliis omnibus; quod enim universaliter omnibus est commune, id solum dicendum est voluisse concedi. At cum eodem tempore Ecclesia Lucerina sit etiam Ecclesia Cathedralis, posset aliquo modo dici id etiam voluisse concedi quod habent aliquæ Basilicæ Minores, quæ cathedrales non sunt.

Quod spectat ad conopæi et tintinnabuli usum, et harum concessionum exemplum non deest, et reperitur in una *Calathaieronensi*, Syracusanæ diœcesis, sub *die* 22 *Martii* 1817. Distractis enim quindecim terris ab extensa nimis Syracusana diœcesi, unam ex duabus in *Calathaieronensi* civitate existentibus collegiatis, nempe Ecclesiam S. Juliani ad Cathedralitatis honorem tanquam alia aptiorem erigi voluit, erectaque reapse fuit. Altera vero collegiata, nempe S. Jacobi, ob ejus insignitatem, Basilicæ Minoris titulo fuit condecorata. Supplicantibus hujus ecclesiæ canonicis, conopæum et tintinnabulum gestandi facultas facta fuit. Verumtamen (ne quid me reticuisse incuser), quidam appositi sunt quoad horum usum limites, nempe : *In iis tantum solitis et consuetis functionibus ecclesiasticis, in quibus non concurrit cum altero Cathedralis Ecclesiæ capitulo; idque in ecclesiæ ambitu, vel inter limites tantum ejusdem parœciæ, excepta duntaxat ab hac limitatione solemni supplicatione, ab eadem collegiata fieri quotannis solita per vias civitatis in die S. Jacobi, ejusdem titularis.* Hic, ut liquet, agebatur de ecclesia collegiata ad Basilicæ Minoris gradum evecta et in concursu cum Ecclesia cathedrali, et idcirco jure merito prudenterque limites concessæ facultati fuerunt præscripti : hoc evenire nequit in Ecclesia Lucerina, quæ simul est cathedralis, atque idcirco nullam fortasse meretur exceptionem, cum aliquid semper ut Ecclesia cathedralis in se honorificentius præ aliis omnibus ecclesiis habeat. Unum tamen quoad conopæum adverterem, illius nempe materiam talem esse debere a qua *auri argentive texturam* aut ornatum prorsus excluderem.

His omnibus positis, attenta dignitate Cathedralis Ecclesiæ, attentis litteris Apostolicis, quæ eidem cathedrali Ecclesiæ Minoris titulo honestatæ privilegia, præeminentias concedunt, quibus aliæ Basilicæ Minores gaudent, attentis aliarum Minorum Basilicarum exemplis, ne concessio frus-

tranea et specie tantum data videatur, respondendum putarem : *Per privilegia, præeminentias, gratias, intelligi conopæum, omni tamen auri et argenti ornatu excluso, et tintinnabulum, usum cappæ, ut supra dictum est:* quibus, Eminentissimi Patres, si ad exemplum nonnullarum minorum Basilicarum Urbis *palmatoriam* propria tantum in ecclesia addere velitis, haud quidem repugnarem, cum aliquo modo Apostolicas Litteras favorabiliter interpretando posset includi, et ad *R. D. Secretarium cum Sanctissimo.*

Aliæ *exemptionum, indultorum, etc* , voces verba sunt generalia, quæ quidem cum nihil honorificentiæ, ut videtur, singulare includant, nihil etiam hujus generis concedunt, ac nullam dari ab hac S. Congregatione declarationem exposcunt; quæ sit nimirum illorum vis, quid significent quove modo cathedrali Lucerinæ debeant aptari, atque proinde non erat hujus S. Congregationis hæc omnia inquirere.

## V

Reprenons un à un les insignes précédemment énumérés et voyons en détail, d'après les usages de Rome, quel parti on peut en tirer dans la pratique.

1. Le premier, et aussi un des plus importants, est le *pavillon* [1]. Il distingue même si bien à lui seul les basiliques qu'il en a pris le nom et que, dans le langage de Rome, on dit tout naturellement *basilica* pour signifier un *pavillon.*

Le pavillon est un immense parasol, dont l'armature de bois est recouverte de bandes de soie, alternativement rouge et jaune. Les pentes, découpées en lambrequins frangés de soie tout autour, sont aux mêmes couleurs, mais contrariées, en sorte qu'un lambrequin jaune correspond à une bande rouge et réciproquement. Sur ces lambrequins l'on peint ou l'on brode à volonté le nom latin, les armoiries et le titulaire de la basilique.

Le pavillon reste demi-ouvert, formant une espèce de pyramide. La partie supérieure se termine par un globe, surmonté d'une croix, le tout en cuivre doré. Il est porté, en tête de toutes les processions intérieures ou extérieures, par un employé de l'église, vêtu d'une

1. *Œuvres,* t. III, p. 337. M. Ferradou a nié, dans une de ses brochures, l'ancienneté du pavillon comme insigne basilical. Je puis lui opposer ce texte d'Amelius, dans le XV[e] Ordre Romain, qui dit à propos de la canonisation de sainte Brigitte, en 1391 : « In porta ecclesiæ venerunt ei (le pape) obviam omnes canonici sancti Petri cum cruce, pluvialibus, pavilione et campana processionaliter. » La clochette est donc l'accompagnement obligé du pavillon.

grande robe ou sac de toile blanche, lié à la taille par un cordon blanc ou une lanière de cuir. On le tient à deux mains, à hauteur de la poitrine et, pour ne pas fatiguer le porteur, la pointe de la hampe appuie sur un licol de cuir rouge passé autour du cou.

Le jaune et le rouge [1] ne sont pas ici des couleurs de fantaisie, choisies de préférence à cause de leur éclat, mais bien celles du gouvernement pontifical. Le Saint-Siège en a hérité de l'ancienne Rome; ce sont aussi les couleurs du Sénat Romain. Lorsque Napoléon I[er] les eut usurpées pour son royaume d'Italie, Pie VII crut devoir y substituer le blanc et le jaune, qui sont restés les couleurs de l'État, mais seulement au point de vue militaire, pour les bannières et cocardes, car la Chambre Apostolique et l'État lui-même ont conservé le pavillon à bandes jaunes et rouges comme insigne principal [2].

La concession des couleurs pontificales primitives et traditionnelles, ainsi que du pavillon, emportent donc de soi l'idée d'une sujétion plus immédiate au chef de l'Église, au moins moralement parlant, puisque, par un acte de pure bienveillance de sa part, il est loisible aux églises qu'il veut honorer d'arborer sa livrée.

Le décret du 27 août 1836 règle que le pavillon des basiliques mineures ne doit avoir ni or ni argent : *omni tamen auri et argenti ornatu ab eo excluso*. Cette restriction a été apposée, afin de les distinguer des basiliques majeures, dont le pavillon a des bandes en drap d'or et en velours cramoisi, avec des franges d'or autour des lambrequins.

Chaque église est munie, pour ses actes officiels, d'un sceau gravé et elle peut élever, au-dessus de sa porte principale et des lieux pies qui lui appartiennent, un panonceau à ses armes. Or, quel que soit l'écusson, qu'il représente un meuble héraldique ou le saint titulaire, il doit toujours être surmonté du pavillon, placé en *pal*, comme on dit en blason. Les basiliques ont encore en ce cas une manière de se distinguer, car elles ont droit, sous le pavillon, aux deux clefs pontificales en sautoir, comme le fait la basilique d'Anagni.

1. Le rouge est si bien la couleur souveraine que les soldats du pape, qui portaient sa livrée, sont toujours appelés par Terribilini, dans son *Diario*, « i soldati rossi del papa ». (*Cronachetta*, 1890, p. 115.)
2. *Œuvres*, t. III, p. 335.

Concurremment avec l'écusson, ou même quand elle n'a pas adopté d'armoiries, la basilique fait encore usage d'un cartouche, où elle inscrit son nom et son titre et qu'elle timbre du pavillon. En voici un exemple, d'après une des basiliques mineures de Rome : BASILICA S. MARIAE IN COSMEDIN. Ce cartouche se met à volonté en panonceau, comme aussi il orne l'en-tête des pièces officielles, telles que actes, placards, etc.

Le décret de Pie VII, de 1817, règle ainsi l'emploi du pavillon dans une ville épiscopale :

Dans une procession générale, à laquelle assiste le chapitre de la cathédrale, la basilique cède le pas à celle-ci et, par respect pour le siège, s'abstient de porter le pavillon et la clochette : tel est le cas pour les villes de Toulouse et de Reims. Si la cathédrale était elle-même basilique, l'autre basilique pourrait légitimement user de ses droits.

Le privilège est restreint à l'intérieur de l'église et, à l'extérieur, au territoire de la basilique, pourvu qu'elle soit seule ou accompagnée du clergé d'églises qui lui sont inférieures; toutefois, pour la procession solennelle du titulaire, elle peut, en dehors de ses limites, arborer ses insignes.

2. Le deuxième insigne des basiliques mineures est la *clochette* qui, dans les processions, accompagne et précède toujours le pavillon. Elle est également portée et tintée par un homme vêtu comme précédemment. Sa hauteur est à peu près celle de la taille humaine et elle se compose de trois parties : le *bâton*, que le porteur tient à deux mains appuyé contre la poitrine; la *cloche* de métal, suspendue à poste fixe, avec un cordon attaché au battant pour la sonner, et enfin un *beffroi* de bois, sculpté et doré, où sont peints d'un côté le titulaire de la basilique et de l'autre le cartouche avec le pavillon Les basiliques majeures seules, à Rome, ajoutent les clefs.

Il est rare à Rome que ce petit beffroi, qui est d'un très heureux effet, ne soit pas travaillé avec beaucoup d'art. Quant à la clochette, rien ne déguise la couleur de son métal et son poids n'excède pas quelques livres.

3. Le pavillon et la clochette appartiennent de droit à toutes les basiliques mineures, cathédrales ou non, quelles que soient leur affectation au culte et leur desservance. Le troisième insigne ne peut

être porté que là où existe un chapitre, je veux dire la *cappa* canoniale [1], qu'il faut distinguer de la *cappa* épiscopale. En effet, l'évêque dans son diocèse porte la *cappa magna* déployée, tandis que les chanoines n'ont droit qu'à la *cappa* retroussée, en signe de sujétion et d'infériorité. Il convient, pour plus de clarté, d'entrer dans quelques détails pratiques, afin d'obvier à toute fausse interprétation de la concession. La *cappa* canoniale, ainsi que s'en sont exprimés plusieurs fois les Souverains Pontifes, est identique pour la forme à celle que portent les chanoines de St-Pierre du Vatican. Ainsi, le chaperon est en hermine sans mouchetures, avec une doublure de laine violette et de la soie rouge à l'intérieur du capuchon, qui s'attache vers l'épaule droite. Le corps même de la *cappa* est en laine violette (mérinos, escot, etc.) et jamais en soie, matière interdite également à l'évêque [2]. Il est réduit à une large bande plissée, avec queue que l'on plie et que l'on ramène sous le bras gauche, où on la suspend à un ruban de soie violette. Cette queue ainsi relevée prend le nom significatif de *tortillon*, qui en indique très nettement l'aspect et les chanoines ne peuvent la baisser que pour l'adoration de la Croix, le Vendredi-Saint.

En été, le chapitre quitte la *cappa* et met alors la *cotta* garnie de dentelles par dessus le rochet, qui, suivant l'usage romain, est toujours aussi orné de dentelles. C'est ce que le *votum* du maître des cérémonies et une coutume constante imposent à tous les chapitres qui ont l'usage de la *cappa* : « In vestibus vero choralibus, cappa magna, pellibus armellinis ornata in anteriori parte per hyemem, et cotta super rocchettum, cum cappa deponitur, per æstivum tempus. »

Quelques chapitres préfèrent la *cappa* d'été à la *cotta*. Pour cela ils ont dû adresser au Saint-Siège une supplique, comme l'a fait le chapitre d'Anagni. Un indult spécial est donc nécessaire pour cette

1. La concession du rochet va de pair avec celle de la *cappa* pour les chanoines. « Per concessionem cappæ intelligitur quoque concessus usus rochetti ; quod probatur à Carol. Dufresnein verbo *Cappa*, vers. *Cappæ chorales.* » (Ferraris, *Prompta bibliotheca*, verb. *Cappa*). — « Cappa et rochettum non denotant jurisdictionem, sed solum perfectionem, gravitatem et ornamentum personarum, ut tenet Ceccoper., *Lucub. canonic.*, lib. I, n° 93 » (*Ibidem.*)

2. « Quoad cappas vero, quibus episcopi in propriis Ecclesiis utuntur, id erit observandum ut regulariter sint laneæ et violaceæ..... In solemnioribus tamen festis, quæ in rubricis breviarii primæ classis vocantur..... poterit episcopus uti etiam cappa ex camelotto coloris violacei. » (*Cæremonial. Episcopor.*, lib. I, cap. III, n° 3.)

concession particulière, et, dans ce cas, le chaperon, dépouillé de son hermine, est en soie rouge cramoisie par-dessus et en laine violette par-dessous.

Cependant, dans un décret rendu pour Osimo le 9 mai 1885, la Congrégation des Rites a déclaré que les chanoines pouvaient indifféremment, l'été, garder la *cappa*, en enlevant la fourrure ou mettre le surplis sur le rochet, mais qu'elle jugeait plus *honorable* un chaperon de soie rouge : « Auximana. — Dignitates et canonici cathedralis Ecclesiæ Auximanæ, qui, ex privilegio iisdem facto ab Innocentio papa XIII, cappam magnam quovis anni tempore gestare possunt, hactenus tamen Cæremoniali episcoporum (lib. 1, cap. IV) inhærentes, tempore æstivo cappas deponere et cottas super rochettum assumere censuerunt. Nunc vero S. R. C. rogarunt ut declarare dignetur : An dignitates et canonici supradicti cappam potius deferre possint, pelliculis remotis, earumque loco serico rubro apposito? Et S. eadem C., ad relationem secretarii, re mature perpensa rescribendum censuit : Poterunt se gerere utroque modo, quamvis magis honorifica sit cappa, detractis pelliculis. Atque ita declaravit ac rescripsit, die 9 maii 1885. »

Tout chapitre bien organisé se complète par des bénéficiers. Ceux-ci portent une *cappa* analogue à celle des chanoines, à la différence près de la fourrure, qui est en petit-gris ou en peau de lapin. Si les chanoines avaient reçu l'autorisation de prendre la *cappa* d'été, les bénéficiers la porteraient également, mais ils remplaceraient le chaperon de soie rouge par un chaperon de soie cendrée, dont la couleur correspondrait à celle de la peau qu'ils viennent de quitter. La Sacrée Congrégation des Rites s'est prononcée dans ce sens, le 12 avril 1823. Telle est la teneur de son décret que j'ai inséré dans ma nouvelle édition sous le numéro 6.234 :

DECRETUM. — In aliquibus cathedralibus et collegiatis ecclesiis beneficiati, vel mansionarii, vel hebdomadarii, vel quocumque alio nomine nuncupati, ex apostolico speciali indulto deferunt cappas pellibus ornatas, diversi tamen coloris ab eo quo canonici utuntur. Quum hæc coloris differentia inter canonicos et inferiores beneficiatos opus sit ut semper appareat, Sac. Rit. Congr., ad nonnullas removendas exortas quæstiones, Congregationis secretario referente, declaravit : Quod in illis capitulis, in quibus, æstivo etiam tempore, cappæ, pellibus depositis, retinentur, sericum operi-

mentum in anteriori parte capparum eorumdem beneficiatorum debet respondere colori pellium quas ipsi dimittunt. Die 12 aprilis 1823.

Les bénéficiers ne peuvent mettre sous la *cappa* que la *cotta* sans manches, et la simple *cotta* en été, s'ils n'ont pas le privilège de la *cappa* sans fourrure.

Là donc où il n'y a pas de chapitre, le recteur de la basilique, de quelque titre qu'il soit honoré, archiprêtre, curé ou autre, ne peut s'approprier l'usage de la *cappa* canoniale, ce qui serait alors une usurpation manifeste. Il faudrait donc un indult, qui a été accordé à St-Rémy de Reims.

4. La Sacrée Congrégation des Rites, malgré le *votum* du maître des cérémonies, qui inclinait pour l'adoption de cet insigne, a formellement rejeté le bougeoir en 1836 : « Juxta votum magistri cæremoniarum, excepta palmatoria. » Le bougeoir, s'il l'a jamais été, n'est donc plus maintenant, très certainement, de droit commun. Seul le Souverain Pontife peut l'accorder spontanément ou à la demande du chapitre. Mais, dans ce cas même, il est requis qu'il soit en argent ou métal argenté [1], pour le distinguer du bougeoir des patriarches et des cardinaux, qui seuls peuvent l'avoir en or ou en métal doré, en vertu d'une des règles les moins contestables de la hiérarchie ecclésiastique.

5. Il est inutile d'insister sur les pontificaux, qui ont été refusés aux chanoines de Lucera et qui exigent, comme le bougeoir, un indult exprès.

6. En résumé, il y aurait donc trois privilèges spéciaux attachés aux basiliques mineures : le *pavillon*, la *clochette* et la *cappa*. En réalité, la question peut être élargie et l'on verra aussitôt surgir d'autres privilèges, omis par Gardellini.

## VI

La législation, en matière de basiliques mineures, après quelques tâtonnements, paraît désormais fixée définitivement. Aussi serait-il opportun que la S. C. des Rites, comme elle l'a fait pour la question controversée des protonotaires apostoliques, rédigeât une instruction

1. « Vasa argentea. » (*Cæremon. episcop.*, lib. I, cap. XII, n° 20.)

précise des privilèges afférents au titre basilical et la joignit au bref, afin d'établir l'unité et de prévenir tout abus.

La concession du titre basilical est strictement de droit papal, c'est-à-dire que le pape est seul à pouvoir l'accorder, parce que seul il a la juridiction pleine et entière sur les églises de Rome et aussi sur celles du monde chrétien. Il use en la circonstance de son autorité apostolique, soit qu'il agisse spontanément, « proprio motu, » soit de science certaine, « ex scientia certa, » sur la sollicitation de l'évêque diocésain et après enquête.

Le *motu proprio* constitue une exception que nous ne rencontrons qu'une seule fois pour la cathédrale d'Arras. En règle générale, l'initiative de la démarche doit être prise par l'Ordinaire du lieu ou du moins avec son assentiment écrit; autrement, Rome ne passerait pas outre, sans avoir pris préalablement son avis. La supplique contient les motifs pour lesquels l'impétrant sollicite cette faveur : elle est adressée directement au Souverain Pontife.

L'affaire, avec son dossier, est renvoyée à l'examen de la S. C. des Rites, qui en réfère au pape, la question étudiée.

Sur le rapport concluant à la prise en considération, le pape fait expédier la grâce d'une de ces trois manières : *bulle, bref* ou *rescrit.*

La concession, précisément parce qu'elle n'est pas temporaire, mais stable et permanente, s'est faite dans le principe de la manière la plus solennelle, par *bulle* au sceau de plomb, « sub plumbo ». Ainsi fut érigée Notre-Dame de Paris par Pie VII, en 1805.

La bulle n'est plus usitée. Je le regrette, car c'était la forme la plus solennelle et l'importance du privilège méritait bien cet égard. Le rescrit est plus rare, heureusement, n'étant point en rapport, dans sa forme abrégée et économique, avec la concession.

Le bref est et demeure la voie la plus ordinaire. Or cet acte comprend onze parties essentielles : l'*en-tête*, qui nomme le pape et exprime la durée du privilège; l'*exorde*, qui met en avant les motifs de la concession, tirés le plus souvent de la supplique; l'*exposé*, qui reproduit la demande; la *concession*, qui précise la grâce accordée; les *clauses Decernentes* et *Non obstantibus*, qui donnent de la stabilité à l'acte et écartent les obstacles à son exécution[1]; la *date*, qui pré-

1. Les lettres apostoliques contiennent, à la fin, ce qu'on nomme, en style de chancellerie, les *clauses irritantes*. Il y est déclaré qu'elles doivent sortir leur

cise le lieu et le temps de la concession ; le *sceau* du pêcheur et la *signature* du cardinal secrétaire des brefs ou de son substitut, qui authentiquent le document; l'*adresse*, qui fait connaître l'impétrant, déjà nommé dans l'exposé; enfin la note des *frais* d'agence et d'expédition [1].

Les documents pontificaux ne sont pas tous identiques, quant à la rédaction. Au fond, les formules sont les mêmes, mais elles sont plus ou moins allongées ou raccourcies. En les comparant ensemble, nous arrivons à ce résultat, qui a son intérêt général.

Les églises déclarées basiliques le sont à l'*instar des basiliques mineures de Rome*, c'est-à-dire que, leur étant assimilées, elles jouissent de toutes les faveurs qui leur ont été ou leur seront à l'avenir octroyées par les Souverains Pontifes.

Ces faveurs procèdent de la *loi*, des *prescriptions du droit* (ce qui est la même chose), de l'*usage* ou d'une *coutume légitime*[2]. Or, le droit est déterminé par le décrèt de la S. C. des Rites, qui parle seulement de la *clochette*, du *pavillon* et de la *cappa* : tout le reste est donc autorisé en vertu de l'usage, et cela se réduit au qualificatif *sacrosaint*, à la *prééminence* et à l'emploi du pavillon dans les armoiries.

plein et entier effet et qu'aucune autorité ne peut y porter atteinte, soit par science, soit par ignorance. En France, on n'a pas assez pesé les termes précis employés par le Souverain Pontife et l'on attente sans difficulté aux privilèges les plus certains et les plus authentiques. Ici, on s'effraie de la *cappa*; ailleurs, on trouve le pavillon ridicule; en d'autres endroits, le beffroi est l'objet d'une critique malveillante; en sorte que la dignité basilicale se réduit à un titre purement nominal.

Cette censure, aboutissant à la mutilation ou suppression, est d'abord injurieuse au pape lui-même et au Saint-Siège dont la volonté demeure suspendue, inconvenante vis-à-vis de la tradition ecclésiastique, que l'on ne respecte pas, méprisante pour des formes reçues auxquelles on cherche à substituer son goût personnel.

Pénétrés de la plus vive reconnaissance pour le don gracieux qui nous a été fait, loin de le discuter et atténuer, nous nous empresserons de témoigner par nos actes que, venu de si haut, ce don est vraiment excellent : « Nolite itaque errare, fratres mei dilectissimi. Omne datum optimum et omne donum perfectum desursum est, descendens a Patre luminum. » (*Epist. S. Jacobi*, I, 16-17.)

1. On remarquera que mes correspondants, dans les copies qu'ils m'ont adressées, ont souvent supprimé à tort la signature, l'adresse et les frais, ce qui rend le document incomplet. En pareille matière, il importe de ne rien retrancher et de reproduire l'acte dans son intégrité.

2. « Basilicam minorem cum omnibus et singulis honoribus, juribus, privilegiis, quibus aliæ basilicæ minores ex juris præscripto, vel usu et consuetudine, utuntur, fruuntur vel uti ac frui possunt et poterunt, auctoritate Nostra Apostolica, harum litterarum vi erigimus ac talem nunc et perpetuis futuris temporibus esse et fore statuimus. »

Dix mots sont affectés à l'énumération des faveurs afférentes à la dignité de basilique : *titre*, *honneurs*, *privilèges*, *insignes*, *droits*, *grâces*, *prééminences*, *exemptions*, *indults* et *prérogatives*. Il est nécessaire d'expliquer chacun d'eux, afin d'en bien faire saisir la portée.

*Titre* indique la désignation de l'église, qui sera, à toujours, *basilique mineure* ou, suivant l'usage romain, *basilique sacrosainte*[1]. Ce titre prime tous les autres, à cause de son excellence : ainsi on ne dira pas : *cathédrale basilique*, mais bien *basilique cathédrale;* de même pour les églises *royales*, *collégiales*, *curiales*, etc., quelle que soit leur dénomination. Plusieurs basiliques, comme la cathédrale d'Aix et St-Rémy de Reims, ont en plus le qualificatif *très insigne*.

*Honneurs* s'entend de tout ce qui relève l'église aux yeux du public et ajoute aux pompes de son culte, comme sont les *insignes*.

*Privilèges* signifie un ensemble d'avantages faits en dehors du droit commun et que n'ont pas les églises ordinaires.

*Insignes*, « marque distinctive, » dit le *Dictionnaire de l'Académie*. Certains actes en mentionnent deux, le pavillon et la clochette, en ajoutant *surtout :* ce sont, en effet, les principaux et les plus anciens. La *cappa* peut être également considérée comme un insigne.

*Droits* exprime la pleine et entière possession, sans qu'il puisse y avoir lieu à contestation.

*Grâces*, terme générique, qui emporte de soi l'idée d'une concession gracieuse, essentiellement bienveillante.

1. Entre toutes les basiliques de Rome, seul St-Jean-de-Latran ne porte pas ce titre, parce qu'il est *archi-basilique* et *cathédrale de Rome;* aussi, dans des actes officiels, l'appelle-t-on simplement *Ecclesia*, avec une initiale majuscule, comme on fait pour les autres cathédrales. On lit, à la façade, une inscription apposée par Clément XII, qui débute ainsi : *Sacrosancta Lateranensis Ecclesia*. (*Œuvres*, t. I, p. 463.) Il n'en fut pas cependant ainsi dès l'origine, car on trouve au IVe siècle, dans le *Liber pontificalis*, la désignation de *Basilica Constantiniana*, absolument comme pour les autres basiliques, telles que St-Laurent, les Saints-Apôtres, etc., « Constantinus Augustus fecit basilicam beato Laurentio martyri, via Tiburtina; » In monasterio sancti Andreæ, quod ponitur juxta basilicam Apostolorum. »

En droit, toute église est qualifiée, en raison de son plus ou moins d'importance dans la hiérarchie. *Vénérable* est le titre ordinaire, *insigne* se dit d'une collégiale que le Saint-Siège veut honorer, *sainte* est réservé à la cathédrale. *Sacro-saint* est donc un augmentatif, qui exprime le plus haut degré d'honneur et de dignité.

Dans le *Cartulaire de l'abbaye bénédictine St-Martin de Tulle*, existe une charte de l'an 934, qui qualifie cette église *basilique sacrosainte*. « Sacrosanctæ basilicæ Tutelensis cœnobii, quod est fundatum in honore sanctissimi confessoris Christi Martini. » (*Bullet. de la Soc. arch. de la Corrèze*, t. XIII, p. 132.)

*Prééminences* n'est pas un vain mot, car il s'y attache un droit strict de préséance sur les autres églises.

*Exemptions*, qui effarouchait beaucoup certain archevêque parce qu'il y voyait inconsidérément une atteinte à sa juridiction, ne veut pas dire autre chose ici que soustraction à la loi commune qu'on est dispensé d'observer, pour faire autrement.

*Indults* a aussi le sens de dispense, mais restreinte au but indiqué.

*Prérogative* est un synonyme de *privilège*.

Toutes ces expressions, moins une, sont au pluriel, suivant le style de la chancellerie. En somme, trois seulement ont une conséquence spécifique, puisque, sortant de la généralité des formules, elles précisent les points sur lesquels porte la concession. Ce sont le *titre*, qui nomme la basilique; les *insignes*, qui l'honorent; les *prééminences*, qui lui assurent le pas sur les autres églises.

## VII

Au point de vue pratique, il me semble utile de consigner ici quelques autres observations, surtout en vue des basiliques qui sont dotées d'un chapitre.

1. Le costume se complète, au chœur, par la barrette, qui se conforme au chapeau : or celui-ci est noir, avec un cordon de même couleur. L'un et l'autre sont doublés de soie rouge, qui est la couleur basilicale. Toutefois la barrette, toujours à trois cornes, se fait en soie entièrement noire, sans ces agréments de soie rouge inventés très intempestivement en France à une date tout à fait récente et sans la participation du Saint-Siège, qui seul peut modifier le costume de l'église.

2. Les chapitres français, un peu trop restreints quant au nombre, s'augmentent généralement de chanoines honoraires. Ceux-ci, à part les droits strictement capitulaires, comme délibération et vote, bénéficient des privilèges de la basilique mineure, quant à la préséance et au costume : il n'y a pas de distinction légale à faire entre les *titulaires* (il serait plus exact de dire *prébendés*) et les *honoraires*. Mais les uns et les autres sont soumis au droit commun. L'usage du costume est limité à ces deux circonstances : le service de la cathédrale et une

réunion capitulaire ou la représentation du chapitre par quelques-uns de ses membres délégués par lui et agissant en son nom.

Cette règle s'impose plus que jamais pour couper court à de vaniteuses exhibitions.

3. Tout prêtre ou dignitaire a son qualificatif propre, marque du respect qui lui est dû. Les chanoines sont *très révérends*, « admodum reverendi »; ceux des basiliques mineures montent en grade et leur privilège est de se faire qualifier *révérendissimes*, « reverendissimi ». Les bénéficiers prennent alors le titre inférieur, qui est « admodum reverendi ».

C'est ainsi que tous doivent figurer désormais dans l'*Ordo* diocésain, la désignation hebdomadaire du service à la sacristie et dans tous les actes publics.

La première dignité, quand elle est pourvue directement par le Saint-Siège, conformément au concordat, se qualifie : *Perillustris ac Reverendissimus.*

Certes, le titre est des plus élevés, mais comme il ne s'y joint pas la répétition de *Dominus*, personnelle aux évêques et aux prélats, il s'ensuit rigoureusement l'exclusion des appellations de *Monseigneur* et de *Seigneurie.*

Voilà pour les individus. Le chapitre, comme corps moral, a aussi son titre et l'on dit, pour le qualifier : *Reverendissimum capitulum basilicæ N.*

4. Le chapitre symbolise sa personnalité dans ses *armes* et son *sceau.*

Les armes sont connues, puisqu'on les rencontre tant de fois sur les vitraux ou les peintures murales des cathédrales et en tête des actes capitulaires. Il n'y a lieu de les modifier que sur un point. Quelle que soit la forme de l'écusson, romaine ou française, ancienne ou moderne, on doit le *timbrer* du pavillon, pour le caractériser.

Le sceau reproduit les armes, en y ajoutant en exergue la devise déjà indiquée : *Sacrosancta Basilica Cathedralis N.* Il servira à donner de l'authenticité aux actes colletifs du chapitre.

Quant aux armes, outre qu'elles seront brodées sur les pentes du pavillon, il est essentiel de les arborer au-dessus de la porte principale sur un panonceau de bois peint. Placées en regard de celles de l'ordinaire, elles occuperont le côté gauche de l'entrée, qui est à

l'inverse du spectateur. Ce double écusson personnifie les maîtres de céans : l'évêque, qui a son siège dans cette église, et le chapitre, qui se confond avec l'église elle-même, parce qu'il a la mission spéciale de la desservir, conformément aux prescriptions canoniques.

5. Chaque chanoine doit avoir également ses armes et son sceau, en vue de l'office qu'il remplit et de la dignité ecclésiastique dans laquelle il est constitué. L'écusson ne spécifie point la noblesse, lors même que ses *meubles* seraient rigoureusement héraldiques; c'est un signe distinctif, symbolisant à la fois le chanoine et son rang hiérarchique.

Le titre canonial s'exprime d'ordinaire par un chapeau noir ou *de sable, à deux rangs de houppes de même.* Les chanoines des basiliques mineures ont droit de sommer leur écusson personnel du même chapeau, mais augmenté d'un troisième rang de houppes, ce qui fera six houppes de chaque côté, pendant au cordon et disposées par gradation, une, deux et trois.

Suivant la même progression, les bénéficiers auront deux rangs au lieu d'un et seront ainsi assimilés aux chanoines des cathédrales.

Le sceau reproduit l'écusson avec une légende ainsi conçue : *Sigillum Reverendissimi Domini N. N. canonici N.*, ou, en abrégé : SIG. REV. D. N. N. CAN. N.

6. La basilique mineure a ses couleurs propres, qui sont le *rouge* et le *violet*, c'est-à-dire les couleurs mêmes de la cour papale.

Le rouge se prend comme *ornement* et le violet comme *livrée.*

Le vert, qui est une couleur neutre, convenant à toutes les situations, a été adopté pour la garniture des stalles et des bancs, ainsi que la housse de l'autel. Dans un chapitre, on recouvre de drap rouge le haut des stalles inférieures sur lequel les chanoines s'appuient quand ils sont à genoux, non à la façon de la tenture qui compète aux cardinaux, mais en simple bordure, galonnée et frangée de même nuance, avec cette distinction toutefois qu'aux temps de pénitence et de deuil, il importe d'y substituer le violet.

Seront encore rouges ou violettes, selon le cycle liturgique, les garnitures du banc de l'officiant et des bancs sur lesquels s'assoient les chanoines parés aux fonctions pontificales.

Le violet, en tant que livrée, figurera en cette triple circonstance : la *cappa* canoniale, la soutane des enfants de chœur, et enfin la

simarre du massier; soutane de drap ou mérinos, sans queue ni boutons, et parements rouges.

7. Les *enfants de chœur* seront en *cotta*, sur la soutane violette, d'étoffe commune, sans ceinture ni calotte, signes distinctifs qui ne peuvent leur être attribués : au dehors, ils ne se couvriront que de la barrette noire.

8. Le massier jouit d'un costume particulier, qui n'a rien de commun avec nos exhibitions saugrenues. En France, nous sommes très fiers de nos suisses, affublés en généraux de théâtre. Rome comprend les choses autrement : je souhaite qu'il en soit de même partout ailleurs après mes explications qui se résument à ceci : le suisse est d'origine très moderne, son costume n'a rien d'ecclésiastique et la tradition nous offre un type incomparablement préférable, parce qu'il n'est nullement militaire.

La basilique mineure comporte un massier, qui ouvre la marche dans les processions. Il porte des souliers à boucles d'acier, les culottes courtes, les bas noirs, une soutane violette, une ceinture de même et, par-dessus, une ample toge de laine violette, à retroussis de soie de même nuance; plus, deux pointes de dentelle, commme on en voit aux portraits du règne de Louis XIV. Il a constamment la tête nue, en signe de respect et d'infériorité. Quand il est en mouvement, en tête du cortège, il tient, de la main droite et appuyée sur l'épaule, la *masse* ou férule à laquelle il doit son nom.

Cette masse est un long bâton, recouvert de soie rouge et surmonté d'une statuette en argent qui représente le titulaire de la basilique.

9. Le chapitre, comme tel, a sa croix d'*argent*, non dorée, non seulement pour les processions extérieures, mais aussi pour les cérémonies qui se font à l'intérieur, avec quelque pompe, quand tous les chanoines se rendent au chœur ou le quittent à l'occasion des vêpres et de la messe. La croix précède et, à l'autel, elle se place au côté droit, la droite liturgique, qui est le côté de l'évangile, sur un socle fait exprès.

L'archevêque présent, sa croix de métropolitain fait momentanément reléguer celle du chapitre au second rang et à la gauche de l'autel.

VIII

Le bref étant aux mains de l'indultaire, l'évêque en fait la promulgation solennelle, soit en synode, soit par circulaire au clergé et aux fidèles, afin que l'impression en multiplie les exemplaires; puis il le remet officiellement à l'église qu'il concerne dans une cérémonie *ad hoc*, où la pompe est un hommage rendu à la bienveillance du Souverain Pontife, et une manifestation joyeuse pour la prise de possession des insignes.

En 1827, Léon XII accorda le titre basilical à la cathédrale de Capoue, sur l'instance de son archevêque, François Serra, des ducs de Cassano, et après rapport de la Sacrée Congrégation consistoriale. Je dois la copie de ce bref à M. Ferradou, qui l'a fait prendre aux archives du Secrétariat des brefs.

Leo PP. XII. Ad futuram rei memoriam. Quotiescumque Romani Pontifices urgentur precibus ut peculiaria privilegia ac decora quibusdam ecclesiis attribuant, animum ac cogitationem statim intendunt in earumdem ecclesiarum splendorem ac dignitatem, quibus apprime perspectis, facile se exorari patiuntur, ut porrectis precibus obsequantur. Equidem summam fuisse vel a primis temporibus Capuanæ Ecclesiæ dignitatem illustria monumenta testantur. Constat quippe ipsam ex Apostolorum Principis præsentiâ honestatam, elementa christianæ fidei suscepisse a S. Prisco, qui alter erat ex Christi discipulis traditæque doctrinæ veritatem præclaro martyrio testatus est, quem alii deinceps imitati parem eidem civitati gloriam peperere. Hanc porro sic susceptam fidem alii quoque cœlitum honoribus insigniti omni ævo illustrasse inspiciuntur, qui vel inde ortum habuerunt, vel antistitum munere in ea perfuncti sunt, vel demum vitam omni virtutum laude probatam ibidem traduxerunt. Huc accedit sacrarum reliquiarum thesaurus quo metropolitana illa ædes ditatur, quam et collegii canonicorum splendor et ministrorum copia et sacrorum apparatus et loci amplitudo commendant. Ut vero huic templo, aliis jam privilegiis ex Romanorum Pontificum liberalitate donato, titulus etiam et honor Minoris Basilicæ attribuatur, humillimas ad Nos preces adferendas curavit venerabilis frater Franciscus Serra, ex ducibus Cassanensium, archiepiscopus Capuanus. Nos igitur, hujusmodi preces benigne excipientes, referente Nobis Sacræ Congregationis consistorialis secretario, memoratam metropolitanam Ecclesiam Capuanam, honori Virginis Mariæ in cœlum assumptæ dicatam, in basilicam minorem, ad instar basilicarum minorum Urbis, auctoritate apostolica, tenore præsentium, erigimus eidemque titulum, honores et privilegia basilicarum minorum Urbis concedimus, atque ut eorum insignia adhibere, et præsertim conopæum cum

tintinnabulo præferre possit pariter indulgemus. Decernentes has præsentes litteras, etc. Non obstantibus, etc.

Datum Romæ apud S. Petrum sub annulo piscatoris, die XX novembris MDCCCXXVII, pont. nostri anno quinto.

Locus ✝ sigilli. — Pro Dno cardinali Albano, J. Capaccini substit.

Je ne puis mieux faire que de reproduire le programme qui fut tracé pour l'église métropolitaine de Capoue en suite de cette concession. Je le trouve dans un volume in-4°, intitulé *Memorie della solennità celebrata nella metropolitana di Capoa, elevata alla dignità di basilica minore* (1828) et dans la *Sacra guida della chiesa cattedrale di Capua* (Naples, 1858), par Gabriel Jannelli. Je traduis de l'italien.

Une députation capitulaire invite les autorités militaires et civiles, les chefs d'ordre, les corporations civiles et ecclésiastiques, tant de la ville que de l'archidiocèse, qui auront la bonté de se trouver à la cathédrale à neuf heures, le 25 mai 1828.

La messe sera célébrée pontificalement par Son Excellence Mgr François Serra, des ducs de Cassano, archevêque de Capoue.

Après l'évangile, un chanoine montera en chaire et fera un discours analogue à la cérémonie, sur ces paroles du prophète Aggée (II, 8) : *Implebo domum istam gloria.*

Le discours terminé, un autre chanoine, en rochet et surplis, qui sera le préfet des cérémonies de Son Exc., du trône donnera lecture du bref pontifical en latin et en italien, afin que les fidèles puissent le comprendre. Tous se lèveront alors, même l'archevêque et les chanoines quitteront la mître.

Immédiatement sortiront de la sacristie le pavillon et la clochette. Les porteurs se placeront au pied de l'escalier qui conduit au chœur : le pavillon sera du côté de l'évangile et la clochette du côté de l'épître.

En même temps on découvrira deux inscriptions commémoratives, gravées sous le portique, des deux côtés de la grande porte.

La première dignité du chapitre, vêtue du pluvial et accompagnée d'un séminariste qui tient sa mître et du second maître des cérémonies, descendra de sa stalle et, après les salutations d'usage, montera au trône. Là, S. Exc. lui remettra dans un bassin d'argent l'original du bref et lui recommandera de le conserver dans les archives du chapitre pour en instruire la postérité. Ayant reçu le bref, le doyen descendra du trône, renouvellera les salutations et se rendra à la sacristie, où il remettra le bref au chanoine archiviste pour qu'il le garde. Il ira ensuite prendre sa place au chœur.

La messe achevée, S. Exc. ira à la sacristie et tous quitteront les ornements sacrés. Les chanoines prendront le rochet et la *cappa* pour la procession.

Le défilé commencera aussitôt tout doucement, sans confusion et en observant l'ordre des préséances.

Le pavillon et la clochette précéderont la croix archiépiscopale, portée, en avant du chapitre, entre deux chandeliers. On sonnera la clochette tous les quinze pas.

Après le chapitre suivra la première dignité, en rochet et pluvial, vêtue pontificalement et assistée de deux mansionnaires, en rochet et pluvial, du second maître des cérémonies et de quatre séminaristes.

Après la dignité, la statue du glorieux martyr saint Étienne, patron de la ville, escortée de quatre séminaristes tenant des torches allumées.

Le cortège sera terminé par l'archevêque en *cappa,* escorté de deux chanoines aussi en *cappa,* du préfet des cérémonies, de deux chapelains et du caudataire.

Les autorités et les corporations civiles et militaires terminent la procession et la rendent plus brillante par leurs riches costumes.

Le long du parcours, qui suit les principales rues de la ville, on chante des psaumes et des cantiques, comme aux processions solennelles.

Au retour, tous ayant pris place au chœur et S. Exc. au trône, la première dignité, au bas de l'autel, entonne le *Te Deum,* puis chante les versets et oraisons. La cérémonie se termine par la triple bénédiction, donnée du trône par l'archevêque, et la promulgation des indulgences.

Le préfet des cérémonies rédige le procès-verbal de la fonction, qui est déposé aux archives du chapitre.

Ce programme est complet, rédigé avec une parfaite intelligence des convenances liturgiques et facile à observer fidèlement partout, au moins dans ses parties essentielles. Il témoigne de l'intérêt que l'archevêque, le chapitre, la ville tout entière ont pris à une faveur qui honore à la fois la cathédrale et le diocèse. Il ne sera pas inutile d'ajouter, comme spécimen du genre, les inscriptions commémoratives qui furent dictées par la reconnaissance générale.

Au côté droit de la porte, au-dessous des armes de Léon XII, on lit :

D. O. M.
METROPOLITANVM. HOC. TEMPLVM
QVOD. MVLTIGENA. IAM. COMMENDAT. AMPLITVDO
AVCTVM. NVNC. ENITET. BASILICÆ. MINORIS
TITVLO. HONORIBVS. AC. PRIVILEGIIS
ORNAMENTVM. HOC. PRÆCLARVM. ET. VTILE
ARCHIEPISCOPVS. CAPVÆ. FRANCISCVS. SERRA
EX. DVCIBVS. CASSANI

STVDIO. QVO. FLAGRAT. ET. QVÆ. CAPVANÆ. ECCLESIÆ. DECORA
ET. QVÆ. SVO. GREGI. SVNT. SALVTARIA. AMPLIFICANDI
IMPETRANDVM. CVRAVIT
LEO. XII. P. M. PIIS. ARCHIEPISCOPI. VOTIS. ANNVENS
ANNO. MDCCCXXVII. BENIGNE. INDVLSIT
TANTO. BENEFICIO. TANTI. PONTIFICIS
VT. GRATA. SIT. ET. PRÆSENS. ET. FVTVRA. ÆTAS
ARCHIPRÆSVL. ET. CAPITVLVM
GRATI. ET. IPSI
MONVMENTVM. HOC
P. P.

La seconde inscription, surmontée des armes de l'archevêque François Serra, des ducs de Cassano, raconte en quelques mots la cérémonie dans laquelle le chapitre prit possession du titre basilical et des honneurs qui y sont attachés.

D. O. M.
DIE. XXV. MAII. ANNO. MDCCCXXVIII
ARCHIEPISCOPVS. CAPVÆ. FRANCISCVS. SERRA
SACRIS. AB. IPSO. FACTIS. SOLEMNITATE
PONTIFICALI
SVPPLICATIONE. CVM. TOTO. CANONICORVM. CAPITVLO
PER. ECCLESIAM. ET. VRBEM. PIE. ET. SOLEMNITER
HABITA
IN. QVA. TINTINNABVLVM. ET CONOPÆVM. EST. ADHIBITVM
GRATIISQVE. DEO. HYMNI. CONSVETI. CANTV. SOLEMNI
PERSOLVTIS
ALIISQVE. AD. ENCÆNIA. DIGNE. ET. MAGNIFICE
PERACTIS
MAGNA. POPVLI. FREQVENTIA. ADSTANTE
ET. EX. OMNI. ORDINE
TITVLVM. ET. PRIVILEGIVM. BASILICÆ. MINORIS
METROPOLITANO. HVIC. TEMPLO. INDVLTVM
DEDICAVIT

On sent, en lisant cette dernière inscription surtout, que nous sommes dans le pays où s'écrit encore la belle latinité, où se conservent intactes les traditions ecclésiastiques, où l'on aime la pompe

des cérémonies, et où enfin tout, jusqu'à la constatation d'un simple fait historique, devient un monument pour l'instruction des générations futures. Il y a là matière à sérieuses réflexions pour nous qui avons si souvent rompu avec le passé, méconnu l'enseignement de la liturgie et innové, faute de savoir ce qui s'était pratiqué jusque-là.

L'exemple de Capoue achèvera de mettre en règle les basiliques retardataires, et ce ne sera pas un des moindres fruits de ce petit traité que le public a bien voulu honorer de sa sympathie, sans doute parce qu'il était unique sur la question.

## IX

Il serait trop long de reproduire les brefs pontificaux qui érigent en basiliques mineures un certain nombre d'églises dans l'univers catholique. On les trouvera au besoin dans le *Bullaire Romain*[1]. Mais il importe, pour l'honneur de notre patrie, de connaître les concessions de ce genre qui ont été faites, d'abord par Urbain VIII à Saint-Sernin de Toulouse, puis par Pie VII, à la cathédrale de Paris, et enfin par Pie IX et Léon XIII. Les cathédrales, au nombre de dix-huit, sont celles d'Aix, Amiens, Arras, Avignon, Besançon, Chambéry, Le Puy, Mende, Nevers, Nîmes, Orléans, Paris, Perpignan, Rodez, Saint-Brieuc, Séez, Soissons, Valence et Vannes.

Il y a cinq anciennes cathédrales : Apt, Arles, Boulogne, Saint-Omer et Saintes. On compte neuf églises paroissiales : St-Epvre, à Nancy; St-Nicolas, à Nantes; SSts-Donatien et Rogatien, à Nantes; Paray-le-Monial; St-Rémy, à Reims; St-Quentin, St-Eutrope, à Saintes, Notre-Dame de la Daurade, à Toulouse, et Notre-Dame du Roncier, à Josselin. Les six églises réceptices sont : N.-D. d'Afrique, à Alger; Sainte-Anne d'Auray, N.-D. de Bon-Encontre, à Agen; Notre-Dame de Lourdes, Notre-Dame d'Issoudun, Notre-Dame de la Salette.

1. *Voir* le bref d'érection de la cathédrale d'Albano dans les *Analecta juris pontificii*, t. XIII, p. 515. J'ai publié celui qui concerne Marino dans une brochure intitulée : *Privilegia basilicæ ac perinsignis collegiatæ ecclesiæ S. Barnabæ apost. civitatis Mareni, Albanen. diœc., a summ. pontificibus concessa;* Rome, 1866, in-18. En 1887, le cardinal Taschereau, évêque de Québec, a fait ériger en basilique Ste-Anne de Beaupré, qui est la fille de Ste-Anne d'Auray.

Ce qui forme un total de quarante-deux églises. Je ne pense pas qu'aucune nation ait été encore aussi favorisée sous ce rapport. Il faut y voir un témoignage public et solennel de la satisfaction que les papes éprouvent de notre attachement toujours croissant au Saint-Siège. C'est aussi un puissant encouragement à rester fidèle à cette tradition vivace qui fait à la fois notre gloire et notre force[1].

Un travail du genre de celui-ci doit être appuyé sur des preuves. Je donnerai donc en leur entier les documents pontificaux, dans le texte latin qu'il est bon de conserver à la postérité[2], et pour épargner les ennuis de cette lecture aux personnes qui ne sont pas familiarisées avec la langue, je ferai précéder chaque document d'une analyse sommaire qui pourra, à la rigueur, dispenser de lire le texte même de la concession pontificale. Autant qu'il en sera besoin, je l'illustrerai d'un commentaire court et précis pour déterminer exactement tout ce qui est de droit commun. Les dérogations, en effet, ne valent qu'autant qu'elles ont été formellement concédées par l'autorité compétente et j'aurai soin de les mettre en évidence, chaque fois que l'occasion s'en présentera.

Je commence en suivant l'ordre chronologique des documents.

### 1. — *Saint-Sernin de Toulouse* (1642).

M. Brémont a publié dans la *Semaine catholique de Toulouse,* sous le titre : *Toulouse la Sainte,* une série d'articles fort intéressants pour l'histoire diocésaine. Je détache du numéro du 19 juillet 1874 la note que voici :

Pavillon (*Papilione*) est une espèce de grand parasol qu'un clerc porte aux cérémonies et aux processions, devant le clergé ou le chapitre d'une basilique, en signe de haute dignité. De cette coutume vient le dit-on : *On lui rend les honneurs du pavillon.* Les églises décorées du titre de basilique par le Souverain Pontife en jouissent seules. Le Saint-Père, en érigeant

1. S'il m'est permis de glisser ici une observation, je dirai bien simplement que la multiplicité de la faveur en a singulièrement diminué le prix, que beaucoup d'églises ainsi honorées sont loin d'être de premier ordre, à quelque point de vue qu'on se place; enfin, que certaines laissent trop leur privilège en oubli, rien au dehors ne le laissant soupçonner. On a trouvé exorbitant que certaines villes et certains diocèses aient même plusieurs basiliques à la fois.

2. A la demande de Mgr Saivet, évêque de Mende, pour qui avait été écrite cette dissertation, j'avais donné la traduction de tous ces documents. Je la supprime, comme une surcharge, dans cette réimpression.

une église en basilique, lui fait don du pavillon. C'est le pape Urbain VIII qui donna le *pavillon à la basilique Saint-Saturnin de Toulouse*, duquel nous donnons la description : il a la forme d'un grand parapluie ou parasol et est confectionné de même ; au bout du manche se trouve, dans un ovale, une petite sonnette que le porteur du pavillon agite au moyen d'un petit cordon qui descend intérieurement le long du manche ; les pointes de l'étoffe qui le recouvre, fixées aux baleines, sont rouges et jaunes ; les bordures sont bleues. Sur la bordure du haut est brodée cette inscription : Urbanus octavus papa, et sur celle du bord inférieur est celle-ci : Basilicam Sancti Saturnini de Tolosa. Depuis 1790, on ne porte plus, à Toulouse, devant le clergé de la basilique Saint-Sernin, le pavillon, comme cela se pratique toujours ailleurs, à Rome, à Paris, à Nevers, etc. Le pavillon de Saint-Sernin existait encore il y a peu d'années : il était déposé sur une armoire des archives de la Basilique, enroulé dans un grand étui en cuir.

Tout en remerciant M. Brémont de nous avoir renseigné sur le titre de basilique mineure accordé à Saint-Sernin, je dois constater que sa note fourmille d'erreurs qu'il importe de relever. Ainsi ce n'est pas un *clerc* qui porte le pavillon, mais un employé quelconque de l'église qui, pour cette circonstance seulement, revêt un costume spécial, peu différent de celui des confréries.

Le pavillon ne figure pas à toutes les *cérémonies* où le clergé se trouve réuni, mais exclusivement aux processions, tant intérieures qu'extérieures, excepté toutefois les convois funèbres et cela en signe de deuil. J'insiste à dessein sur ce dernier détail liturgique, car il convient de ne pas renouveler à l'avenir ce qui s'est passé à Amiens, lors de l'enterrement de Mgr Boudinet. Cet acte est illégal au point de vue du droit et ne peut passer en exemple[1].

Je ne sache pas que les papes fassent *don du pavillon*, chaque fois qu'ils érigent une église en basilique mineure. Si l'on voit des armoiries papales sur quelques pavillons de Rome, cela veut dire simplement que ces pavillons sont un don essentiellement local, ou même qu'ils ont été renouvelés sous tel ou tel pape. Ce qui est certain, c'est que l'érection en basilique emporte de plein droit l'usage du pavillon : l'auteur de la note n'a probablement pas voulu dire autre chose.

Parmi les pavillons de Rome, au nombre de onze, je n'en connais

1. Voici deux autres abus que j'ai constatés en France : laisser le pavillon ouvert, constamment exposé dans le chœur ou formant dais au-dessus d'un reliquaire ou d'un tableau.

aucun d'antérieur au siècle dernier. Le pavillon de Toulouse est donc une rareté archéologique, et j'engagerais vivement la *Société archéologique du Midi* à en publier le dessin dans ses *Mémoires*.

Pour faire un pavillon qui ne soit pas singulier, le mieux, assurément, est de le commander à Rome, où les fabricants ont sous les yeux des modèles qui ne varient pas. C'est ce qu'a fait encore avec beaucoup de bon sens le chapitre d'Orléans, à l'instigation de Mgr Pelletier. Il n'appartient pas aux indultaires de modifier en quoi que ce soit l'objet de la concession. Or j'ai des doutes très fondés sur la légitimité du pavillon toulousain, car je ne lui trouve pas d'analogue à Rome. Cette combinaison très étrange de la clochette avec le pavillon me paraît être ce que les Italiens nomment plaisamment *una francesata*, autrement dit une fantaisie française, dans le seul but peut-être d'épargner un porteur quand il en faudrait deux, le même remplissant ici les deux offices à la fois. A Rome, les deux objets sont distincts, et je connais d'élégants beffrois dorés qui se distinguent par la richesse sculpturale des œuvres du siècle dernier.

Un autre détail me déroute encore. Pourquoi cette *bordure bleue*, qui n'est point aux couleurs pontificales? Aurait-elle été ajoutée après coup, ou, si elle est ancienne, à quel titre vient-elle détruire l'uniformité rigoureusement prescrite?

Encore une autre singularité. Je vois bien, à Rome, sur les pavillons, les deux noms du pape et de la basilique, mais tous les deux sont au nominatif. Ici, pour que la phrase ait un sens, il est absolument nécessaire de sous-entendre le verbe *erexit*.

De cette érection il ne nous reste pas d'autre document que ce pavillon. Le texte latin a disparu. Je l'ai inutilement fait chercher à Toulouse, soit par M. Brémont lui-même, soit par mon savant ami feu l'abbé Carrière, qui présidait avec tant de talent la *Société archéologique du Midi*.

Mgr Goux, évêque de Versailles et ancien curé de Saint-Sernin, dans une brochure intitulée: *Mémoire présenté à Mgr l'archevêque de Toulouse concernant la possession du titre de basilique par l'insigne église de Saint-Sernin*, Toulouse, 1877, in-8° de 38 pages, plus heureux que nous, a pu rendre enfin à l'histoire ce document important, dont il parle en ces termes :

« Le 10 février dernier, M. l'abbé Redon, aumônier des écoles

chrétiennes de Carcassonne, qui a fait, à notre connaissance, sa première éducation ecclésiastique à Toulouse, demeurant avec ses parents sur la paroisse de Saint-Sernin et qui était admis familièrement chez M. l'abbé Suberville, notre prédécesseur, apprenant que l'on se préparait à contester à Saint-Sernin son titre de basilique, nous écrivit spontanément qu'il avait en sa possession la traduction d'une bulle d'Urbain VIII, faite pendant son séjour à Toulouse sur le parchemin original, dans le cabinet de M. Suberville. Cette traduction avait été corrigée immédiatement par M. Decampe, humaniste distingué, alors secrétaire du conseil de fabrique de la paroisse, et qui vivait, beaucoup de contemporains le savent encore, dans une grande intimité avec son digne pasteur. En même temps, M. Redon nous envoyait la traduction qu'il possédait, déclarant qu'il était prêt à affirmer sur les saints Évangiles la vérité de ce que nous venons de raconter touchant la manière dont elle était venue en sa possession. Nous transcrivons, sans y rien changer, cette partie de la lettre de M. Redon :

Urbain, pape, VIII[e] du nom. Pour perpétuelle mémoire. Par nos lettres de ce même jour, nous avons miséricordieusement dans le Seigneur, sur la demande de Notre vénérable frère Charles, archevêque de Toulouse en France, attaché de précieuses indulgences à la visite de sept autels à désigner dans l'église abbatiale de Saint-Saturnin de la ville et du diocèse de Toulouse. Et sur ce que Notre sus-nommé vénérable frère Charles Nous expose encore que l'église abbatiale de Saint-Saturnin qui est, comme tous le savent pertinemment (*probe*,) immédiatement soumise à Nous et au Saint-Siège Apostolique, et que les Toulousains regardent à bon droit comme la gloire et la sauvegarde (*decus et præsidium*) de leur ville, illustrée qu'elle est par une multitude de corps saints et de reliques, jouit de temps immémorial du titre et des honneurs des Basiliques, et que dans ladite église abbatiale se trouve un chapitre de chanoines (*collegium*) qui, de temps pareillement immémorial (*cujus originis memoria non est*), sont honorés des privilèges et prééminences qui distinguent les chanoines et le clergé des Basiliques de Notre bonne ville (*almæ Urbis*), et qu'il Nous supplie avec instance, en son nom et au nom du susdit chapitre, de confirmer lesdites prérogatives de cette très célèbre église abbatiale et du collège des chanoines sus-mentionnés, qui même, comme il Nous est assuré, d'après les anciens actes déposés dans le trésor des archives (*in archivio*), ont reçu plusieurs de Nos prédécesseurs de sainte mémoire, les Pontifes Romains, dans ladite église avec deux pavillons; Nous, accueillant favorablement les instantes prières de Notre très cher Fils en J.-C. Louis, roi

très chrétien de France, par l'organe de son ambassadeur dans la ville de Rome (*per eum in Urbe legatum*), et Nous rendant volontiers aux vœux de Notre sus-nommé vénérable frère Charles et dudit chapitre, confirmons et en tant que de besoin par bienveillance accordons (*benigne indulgemus*) à ladite église et au susdit chapitre les noms, titre, honneurs, prérogatives, privilèges et autres droits appartenants (*pertinentiis*), dont jouissent les insignes Basiliques de notre bonne ville, à l'exception toutefois des Patriarcales (*quibus insignes in alma Urbe basilicæ gaudent, exceptis tamen patriarchalibus*), et l'usage d'un seul pavillon, que Notre cher fils, noble personne, l'ambassadeur du Roi très chrétien l'implorant humblement de Nous, Nous donnons l'ordre d'expédier avec les présentes. Nonobstant notre règle et la règle de notre chancellerie apostolique de ne pas accorder des privilèges *ad instar*, et toutes autres choses, même dignes de mention, et à ce contraires; les présentes devant valoir à perpétuité dans les temps futurs.

Donné à Rome, à Sainte-Marie-Majeure, sous l'anneau du Pêcheur, le vingt-deuxième d'août 1642, et de Notre Pontificat l'an vingtième. M. A. Maraldus.

Locus ✝ sigilli. Et sur le pli : *A Notre vénérable Frère Charles, archevêque de Toulouse en France* [1].

Cette copie de la traduction fut faite en 1860 environ.

L'authenticité de ce bref fut contestée, à Toulouse même, par M. Ferradou, curé de la Daurade, qui écrivit à ce sujet plusieurs brochures [2]. En effet, la rédaction en est absolument insolite et, de

1. L'Archevêque ici nommé est Charles de Montchal, qui occupa le siège de Toulouse de 1628 à 1661.

2. *Lettres au cardinal préfet de la S. C. des Rites et à l'archevêque de Toulouse*, mai 1877, in-4° de 8 pages.

*Supplément du mémoire présenté à la Sacrée Congrégation des Rites par le curé de la Daurade soussigné, à l'appui de son questionnaire touchant la préséance vis-à-vis de l'église St-Sernin, à Toulouse*, 1 août 1877, in-4° de 8 pages.

*Traduction et examen critique d'un bref attribué à Urbain VIII, érigeant en basilique mineure l'église abbatiale St-Saturnin, en la ville de Toulouse*, 14 septembre 1877, in-4° de 12 pages.

*A Monseigneur l'archevêque de Toulouse*, 26 octobre 1877, in-4 de 2 pages.

*Lettre au cardinal préfet de la S. C. des Rites*, 7 novembre 1877, in-4 2 pages.

*L'église de St-Saturnin de Toulouse a-t-elle canoniquement le droit de s'intituler basilique? Nouveaux arguments en faveur de la négative*, 9 novembre 1877, in-4° de 4 pages.

*Quelques notes sur le mémoire de Mgr Paul Goux, évêque de Versailles, touchant la possession du titre de basilique par l'insigne église de St-Sernin*, 29 janvier 1878, in-4 de 13 pages.

*Lettre à l'official de Toulouse*, 11 février 1878, in-4 de 3 pages.

*Lettre au gérant de la* Semaine catholique, 21 juillet 1870, in-4° de 2 pages.

*Question de préséance soulevée par le curé de la basilique Notre-Dame la Daurade contre l'église St-Sernin, autrefois collégiale insigne, instance introduite devant la S. C. des Rites et reprise en 1880 jusqu'à extinction*, in-8 de

plus, dans l'espèce, comme pour le pavillon, vaut l'axiome : *Testis unus, testis nullus*. Le curé de Saint-Sernin en ayant appelé à Rome, « le Souverain Pontife a voulu en connaître personnellement. Dans l'audience du 26 mars, il a écouté une première relation de l'affaire et s'est montré favorablement impressionné ; mais il a retenu le dossier pour en parcourir les documents principaux, à son loisir. Le 29 mars, ayant lu la version du bref d'Urbain VIII, Sa Sainteté a dit : « Non, cette pièce n'est pas l'œuvre d'un faussaire. » Toutefois, avec l'extrême prudence qui le distingue, le Saint-Père demanda qu'un nouveau rapport lui fût présenté, à l'audience suivante, par un autre consulteur qu'il désigna nommément.

« Le 2 avril, ayant entendu ce dernier avis, Léon XIII ordonna de préparer un bref *déclaratif* et *confirmatif*, et enfin, dans la quatrième audience, il daigna y apposer sa signature. »

La *Semaine catholique de Toulouse*, qui donne ces détails (1878, p. 390), ajoute à la suite la traduction du bref et le texte latin, qui a été gravé, sur marbre noir en lettres d'or, à l'entrée même de la basilique.

Leo PP. XIII. Ad perpetuam rei memoriam. Satis constat, tum ex monumentorum celebritate, tum ex pervulgata ac numquam intermissa inter fideles fama, Tolosanam Ecclesiam in honorem Sancti Saturnini ab antiquissimis temporibus plane illustrem, Basilicæ Minoris titulo ac privilegiis ab hac sancta Sede factam fuisse augustiorem.

At enim, cum apostolicas literas hujus concessionis ætas ferme deleverit, illius vero honoris memoriam exceperint omnes anni consequentes, petitum est a Nobis, ut Tolosano Sancti Saturnini templo Basilicæ minoris appellationem et dignitatem sancire ac confirmare dignaremur, interposita apostolica nostra auctoritate.

Nos igitur, animo reputantes et rationum momenta et constantem inter fideles famam, quibus abunde probatur Sancti Saturnini ecclesiam, vel antea cultu, splendore sacrisque exuviis insignem, Basilicæ etiam minoris titulo jamdiu inclaruisse, Tolosatium fidelium precibus eorumque antistitis votis obsecundare, prompta animi voluntate, censuimus.

Quæ cum ita sint, ecclesiæ Deo sacræ in honorem Sancti Saturnini, ur-

105 pages. Cette dernière brochure reproduit les plaquettes précédentes. L'auteur s'y montre vraiment trop bienveillant pour ma personne quand il me dit « canoniste et liturgiste de première valeur », « savant qui fait autorité, car il y a quarante ans qu'il vit de droit canon, sur lesquels quarante ans » « il en a passé vingt-cinq à Rome » et qu'il appelle ma notice « remarquable » et « très intéressante ».

bis Tolosanæ, Basilicæ minoris titulum, jampridem ab hac Sancta Sede illi concessum, hisce literis, apostolica nostra auctoritate, confirmamus, sancimus, cum singulis atque universis privilegiis, prærogativis, honoribus ac præeminentiis, quibus ad hanc usque diem, vel jure vel consuetudine, usa est. Hæc volumus, statuimus, concedimus, decernentes præsentes nostras literas, etc. Non obstantibus, etc.

Datum Romæ, apud sanctum Petrum, sub annulo piscatoris, die V aprilis MDCCCLXXVIII, pontificatus nostri anno primo. F. card. Asquinius

Locus ✝ Sigilli.

## 2. — *Notre-Dame de Paris* (*1805*).

La cathédrale de Paris doit l'honneur d'être basilique mineure à la bienveillance de Pie VII, qui, à cet effet, le 15 février 1805, cinquième année de son pontificat, donna à Paris même la bulle dont la traduction française, que je reproduis seule ici, m'est fournie par les *Actes de l'Église de Paris*, qui n'en produit pas davantage, quoique ce soit trop peu pour un document aussi important.

L'acte est des plus solennels. Aussi la forme revêt-elle le style d'apparat de la chancellerie et la bulle est expédiée *sub plumbo*, tandis que, plus tard, on se contente d'un simple bref, dont les frais, il est vrai, sont infiniment moindres. Le chapitre de Paris doit être fier d'avoir été ainsi pris en haute considération, quoiqu'il ne fasse usage ni du titre, ni des privilèges.

« Le mercredi 28 novembre 1804, le Souverain Pontife arrivait à Paris pour placer la couronne impériale sur la tête du soldat de fortune qui avait arrêté la Révolution dans sa course, et le 2 décembre suivant, premier dimanche de l'Avent, le cardinal de Belloy lui faisait les honneurs de son église métropolitaine. Ce jour-là, Pie VII sacra et couronna, avec la pompe la plus solennelle, Napoléon Bonaparte, empereur, et Joséphine de Beauharnais, impératrice. En mémoire de ce grand événement, le pape, par une bulle du 27 février 1805, érigea la cathédrale de Paris en basilique mineure, à l'instar des basiliques de Rome, et accorda à ladite église, à son chapitre et chanoines, de faire porter dans les processions le *conopée*, dit vulgairement pavillon (petit dais) avec la clochette, à l'instar des mêmes basiliques de Rome. La publication de cette bulle fut autorisée en France par un décret impérial daté du camp de Finchenstein, le 31 mai 1807. »

Ainsi s'exprime M. Fisquet dans la *France pontificale, diocèse de Digne*, tom. II, p. 331, et *Diocèse de Paris*, t. I, p. 558.

L'exorde de la bulle dit qu'il convient d'honorer les églises que leur ancienneté et leur dignité élevaient déjà au-dessus des autres, puis il raconte la fondation de l'église de Paris au III^e siècle (suivant l'opinion admise alors et qui n'a plus cours), son érection en métropole sous Grégoire XV et le maintien de cette prééminence lors du Concordat.

Pie VII, dans sa bulle, ne fait pas allusion au sacre de l'empereur; il se contente de rappeler qu'il officia deux fois à la métropole. Le Père Theiner, qui a donné tant de documents inédits dans son *Histoire des deux Concordats*, parle avec de longs détails du séjour prolongé que fit le pape à Paris. Il omet, je ne sais pourquoi, la bulle qui nous occupe et qu'il lui était pourtant difficile d'ignorer, car quelle pièce intéressante a échappé à ses investigations patientes ?

L'archevêque de Paris, M^gr de Belloy, n'est pas mentionné dans la bulle.

La supplique est présentée au nom du chapitre, qui s'appuie d'une faveur analogue, accordée par Pie VI à une petite ville de l'État pontifical, célèbre par son sanctuaire de S. Nicolas de Tolentin.

La concession est faite à perpétuité sous les clauses ordinaires, et la cathédrale de Paris se trouve dès lors en possession des droits et privilèges inhérents au titre basilical. Pour mieux préciser encore les insignes particuliers qui s'attachent à cette distinction honorifique, le pape spécifie que le pavillon et la clochette seront portés aux processions. A-t-on jamais fait usage de l'un et de l'autre? Je ne le pense pas, si j'en juge par l'état actuel. La clochette est silencieuse ou plutôt n'existe pas en tête du cortège, et le pavillon n'étale pas ses couleurs brillantes ni aux processions, ni sur les armoiries capitulaires; les chanoines portent une simple mozette noire, au lieu de la *cappa* violette. Ce n'était vraiment pas la peine que Pie VII se rendît aux vœux du clergé métropolitain, puisque dans la pratique on ne devait tenir nul compte de cet acte de sa haute bienveillance! Nous souhaitons vivement qu'il en soit autrement et que le chapitre bientôt sache affirmer et maintenir ses droits inviolables et imprescriptibles.

Je n'ajouterai plus qu'une observation. Le mot latin *conopæum*

n'a d'autre équivalent dans notre langue que le terme déjà ancien et suffisamment expressif de *pavillon*. Traduire par *conopée*, c'est à la fois créer un néologisme et introduire en français un terme sans signification. J'en dis autant du même mot employé encore de nos jours pour désigner la couverture du tabernacle. Ajouter entre parenthèse, comme le font les *Actes de l'Église de Paris* et M. Fisquet, que *conopée* équivaut à *petit dais*, c'est fausser l'idée liturgique qui s'attache à la fois au pavillon et au dais. Le pavillon ne mérite à aucun titre la qualification de *petit*, car il est, au contraire, grand, c'est-à-dire haut et large, vaste et non restreint, ample et non mesquin. Il personnifie la basilique, comme le drapeau personnifie la nation, et pour tout le développement de cette pensée éminemment symbolique, je ne puis que renvoyer au bel ouvrage du docteur Cattois sur le couvent des Annonciades d'Auteuil[1]. « La tente, disait ce spirituel archéologue, symbolisa primitivement la voûte du ciel ; elle fut à l'origine l'abri de la majesté terrestre, du patriarche, du pasteur, des rois nomades. Quand la tribu se déplaçait avec les troupeaux, elle était portée avec respect devant le chef ou sur sa tête jusqu'au nouveau lieu d'élection. Si le maître s'éloignait ou s'il rejoignait ses aïeux dans la tombe, la tente se pliait en signe d'absence ou de deuil et disparaissait aux regards. Voilà le fait le plus élémentaire de la primauté du commandement. Voilà le signe extérieur qui annonçait de loin l'autorité souveraine aux yeux de tous. Eh bien ! pour nous encore, ce signe vénérable est le même ; les ères n'y ont rien changé. L'étendard, le pavillon national marque toujours la présence de la suprême puissance. Voulons-nous savoir si la souveraineté habite parmi nous? Nous levons les yeux vers la hampe du drapeau qui doit marquer la place du trône ou du maître qui l'occupe. Qu'est-ce, en effet, que ce linge sacré et le bâton qui le porte sous le synonyme de pavillon, si ce n'est les restes de la tente qui ombrageaient le patriarche et la royauté primitive? Les fragments du tabernacle antique qui recélait l'arche d'alliance, le verbe, la loi de Dieu et plus tard la divinité même ?... Donc, par ce trait de lumière qui nous vient comme d'une étincelle sur ces obscurités, le drapeau est d'origine divine..... L'affiliation est

1. *Essai sur deux édifices de renaissance chrétienne*, Paris, 1861, in-4°, p. 66-67.

bien celle de la tente des patriarches, du tabernacle de la loi, des voiles du temple, du pavillon qui recouvre l'hostie consacrée; c'est un morceau détaché du baldaquin de l'autel, du dais de la hiérarchie. »

Liturgiquement, le pavillon n'est ni un *dais*, ni un *petit dais*. Petit dais, il serait ridicule à force d'être minime et se confondrait avec l'*ombrellino*. Dais, il n'abrite personne, ni souverain ni dignitaire, et le porteur est seul admis par nécessité dans l'intérieur de son ample circonférence. C'est donc exclusivement un signe représentatif de dignité suréminente et qui, jusque dans sa forme traditionnelle, reproduit un type unique en son genre.

*Bulle d'érection de l'église métropolitaine de Paris en basilique mineure*[1].

Pie, évêque, serviteur des serviteurs de Dieu, pour en perpétuer le souvenir. Elevé, par une disposition de la miséricorde divine, sur le trône suprême de l'Église militante, nous nous portons volontiers à honorer, comme nous y sommes obligé par le devoir de la servitude apostolique, les églises et surtout celles qui s'élèvent au-dessus des autres par leur ancienneté et leur dignité, et nous employons l'autorité de notre ministère à les décorer par des titres et à en accroître l'éclat, afin que tous en aient pour elles plus de vénération et de respect, et que le culte divin en reçoive de nouveaux accroissements; ce qui doit être l'unique objet où tendent nos vues. Or, parmi ces églises, brille d'un éclat particulier l'église bâtie au milieu de l'île de Paris, d'une noble et magnifique architecture, et consacrée à Dieu en l'honneur de la bienheureuse Vierge, sa mère, que toute la France, et plus spécialement la ville de Paris, reconnaît, et vénère pour patronne; cette église, d'après la tradition, jouissant, dès le troisième siècle, du titre d'église cathédrale et pontificale, fut ensuite, par la faveur du Siège apostolique, accrue en dignité, ayant été érigée en métropole par le pape Grégoire XV, d'heureuse mémoire, notre prédécesseur; et dernièrement, lorsqu'après tant de calamités la paix a été, par une faveur du ciel, rendue aux églises de France, et qu'une circonscription des diocèses français a été décrétée par nous, nous avons conféré à ladite église l'honneur entier de métropole, et lui avons assigné huit suffragants. Cette illustre et très ancienne église, desservie même aujourd'hui par un clergé nombreux, composé de chanoines, de prêtres et de clercs, a été, durant notre séjour de plusieurs mois dans la ville de Paris, visitée deux fois par nous, et nous y avons, en présence de neuf de nos vénérables frères les cardinaux de la sainte Eglise romaine, et étant entouré de presque tous les évêques de France et d'une grande partie du clergé français, offert à Dieu solennellement et pontificalement le sacrifice de propitiation. La majesté de ce temple auguste en ayant été augmentée, le chapitre et les

1. *Actes de l'Église de Paris*, 2e partie, page 230, imprimerie Migne, 1854.

chanoines, sentant qu'ils en avaient été merveilleusement illustrés eux-mêmes, crurent devoir profiter de la circonstance qui leur était offerte d'obtenir de nous d'accroître encore et d'amplifier par de nouvelles faveurs la dignité de leur église : c'est pourquoi, afin de perpétuer le souvenir de notre voyage en France et de notre long séjour dans cette ville, ils nous supplièrent humblement de déclarer basilique l'église métropolitaine de Paris, de la même manière que cela a été fait par le pape Pie VI, d'heureuse mémoire, notre prédécesseur, pour l'église de Saint-Nicolas de Tolentin, ville de notre dépendance. Nous, considérant qu'il n'est poin contraire aux anciens usages que les églises que le Pontife romain a de justes motifs de traiter avec une bienveillance particulière et d'honorer au-dessus des autres reçoivent de lui des marques d'honneur et des prérogatives qui indiquent une faveur plus abondante; désirant surtout que les louanges dues à Dieu lui soient rendues dans l'église métropolitaine de Paris avec d'autant plus de dévotion et de ferveur que, par l'accroissement de sa dignité, son chapitre et ses chanoines auront reçu du Siège apostolique un plus grand honneur de prééminence et une plus grande faveur; en l'honneur du Dieu tout-puissant, par respect pour la très glorieuse Vierge à qui ladite église a été spécialement consacrée, et en preuve de notre bienveillance paternelle envers les mêmes chapitre et chanoines, voulant traiter lesdits chapitre et chanoines avec la faveur d'une grâce spéciale, et cédant à leurs supplications, érigeons d'autorité apostolique, par la teneur des présentes, et déclarons l'église métropolitaine susdite, église basilique mineure, à l'instar des basiliques mineures de Rome, et dans la forme de la concession susmentionnée faite à l'église de Saint-Nicolas de notre ville de Tolentin, concédons et accordons à ladite église et ses chapitre et chanoines, de faire porter dans les processions le *conopée*, dit vulgairement *pavillon* (petit dais), avec la clochette, à l'instar des mêmes basiliques de notre ville ; à la fin de pouvoir se servir et jouir de tous les autres privilèges, prérogatives, facultés, juridictions, droits, exemptions, titres, honneurs, prééminences et préférences dont ont joui jusqu'ici légitimement et canoniquement, d'après le droit, l'usage, les coutumes et indults, et par la permission, bénignité et concession du Saint-Siège, les autres basiliques de ce genre et leurs chanoines; décrétons que les présentes lettres sont et doivent être toujours et à perpétuité valides et efficaces, sortir et obtenir leur plein et entier effet, et être inviolablement observées par tous ceux qu'il appartient ou appartiendra, en quelque manière que ce soit; et que c'est de cette manière ,et non autrement, qu'il doit être jugé et défini par tous juges ordinaires ou délégués, revêtus de quelque autorité que ce soit, même auditeurs des causes du palais apostolique et cardinaux de la sainte Eglise romaine, même légats *a latere* et nonces dudit siège, toute faculté et autorité leur étant ôtée à tous et chacun de juger et interpréter autrement; et tout ce qui serait au contraire d'icelles, par qui que ce soit et autorité quelconque, sera nul et de nul

effet, nonobstant toutes constitutions et ordonnances apostoliques, même rendues en conciles synodaux, provinciaux, généraux et universels, et tous statuts, coutumes, privilèges de ladite église métropolitaine, indults et lettres apostoliques à ce contraires, même assurés par serment et confirmation apostolique, ou de toute autre manière propre à en accroître la force, accordés, soit en général, soit en particulier, à quelques personnes et supérieurs que ce soit; auxquels tous, et à chacun en particulier, et à toutes autres choses à ce contraires, nous dérogeons par la plénitude du pouvoir apostolique, d'une manière spéciale et expresse, la plus étendue et la plus entière, pour le plein effet des choses ci-dessus et tout ce qui en dérive, leur pouvoir et vigueur leur étant conservés pour tout le reste, quand bien même il serait requis sur toutes ces choses et sur leur teneur, mention, non seulement en clauses générales, mais spéciales, spécifiques et individuelles, ou toute autre formalité; ayant leur teneur pour pleinement et suffisamment exprimée, comme si elle l'était mot à mot, sans omission quelconque. Qu'aucun d'entre les hommes ne se croie donc permis d'enfreindre cet écrit, portant de notre part déclaration, concession, impertition, décret, dérogation et volonté, ou d'aller témérairement contre, en aucune manière; que si quelqu'un osait y porter atteinte, qu'il sache qu'il encourra l'indignation de Dieu tout-puissant et de ses bienheureux apôtres Pierre et Paul.

Donné à Paris, le 3 des calendes de mars, l'an de l'Incarnation du Seigneur 1805 et de notre pontificat le cinquième.

M. Ferradou a fait copier au secrétariat des brefs et imprimer à Toulouse, en 1877, le bref apostolique qui érige en basilique mineure l'église de S. Nicolas de Tolentino, où repose le corps de cet illustre confesseur. C'est le plus ancien document authentique de ce genre et l'on observera qu'il reste le type de la formule adoptée depuis en pareille matière. — L'exorde est particulièrement remarquable. Je ne devais pas négliger ici un document de cette importance, cité dans la bulle même de Pie VII.

*Breve apostolicum Pii PP. VI, erigens in Basilicam minorem ecclesiam Tolentinianam.*

Pius papa VI. — Ad perpetuam rei memoriam. Supremus ille et diligens Pater familias, qui ab origine mundi plantavit vineam suam, universalem scilicet Ecclesiam, in eam quotidie non destitit mittere operarios, quorum assiduitate culturæ illa vepribus expurgata fructum afferret vel centesimum vel sexagesimum vel trigesimum; hinc ante Incarnationem misit in eam patriarchas et prophetas, virosque sanctissimos, qui portaverunt pondus diei et æstus. Postquam autem venit plenitudo temporis, ac Dei sapientia per assumptam humanitatem genus humanum de tenebris et

umbra mortis in qua sedebat eduxit, illudque a diabolico potestatis jugo sub quo tenebatur liberavit, imprimis sanctos constituit apostolos, qui vineam hanc et fidei fervore et prædicationis verbo per universum propagarunt orbem, iisque adjunxit splendidos martyres, qui fidei lorica induti adversus potestatem tenebrarum conatus veluti fortes Dei athletæ, inter ingentes corporis cruciatus profuso sanguine illam irrigarunt. Progressi sunt et doctores, qui suis doctrinis et exemplis illam a falsis et iniquis agricolis et pastoribus defenderunt, et tandem secuti sunt confessores, qui, omnia mundi blandimenta fugientes, jejuniis ac corporis macerationibus repugnantem carnis legem in servitutem redigentes, illam per eorum sanctitatis exempla undique coruscare ac suavissimum odorem afflare fecerunt Inter quos splendidum locum tenere videtur Beatus Nicolaus de Tolentino. Ille enim vivens, divina in omnibus juvante gratia, corpus suum jejuniis ac vigiliis castigando orationibusque insistendo, difficilem et arctam vitæ viam est ingressus, undè jampridem post irrefragabile catholicæ Ecclesiæ judicium, quo à felicis recordationis Eugenio Papa IV in sanctorum catalogo fuit adscriptus per suas litteras kal. februarii MCCCCXLVI expeditas, inter amicos Dei cum ipso in cœlis regnantes ubique terrarum honoratur et colitur. Illius autem corpus, quod cum vitiis et concupiscentiis crucifixit, singularibus signis atque prodigiis de cœlo illustratum, atque adstantibus omnium ordinum studiis, ita populorum et principum devotione clarificatum fuit, ut ecclesia, in civitate nostra Tolentini in suum honorem confecta, in quâ suæ mortales exuviæ reconditæ sunt, undiquè celebris ac famosa sit. Quamobrem quamplurimi Romani Pontifices, inter quos præsertim felicis recordationis Bonifacius IX, Sixtus PP. V et Clemens X, omnes prædecessores nostri, cum tot tantisque signis servum suum omnipotens Deus in brachio excelso clarificasset, et per universum terrarum orbem mirabilium præconia diffunderentur, ad magis magisque Christi fidelium in ipsum excitandam devotionem pluribus privilegiis ac gratiis spiritualibus memoratam ecclesiam cumularunt, Nosque etiam per Nostras in simili forma brevis anno MDCCLXXIX expeditas litteras secundum altare privilegiatum perpetuum eidem ecclesiæ concessimus. Venerabilium itaque prædecessorum exemplis Nobis propositis eorumque vestigiis insistentes, ad ejusdem ecclesiæ splendorem ac decus augendum cumulandumque libenter Nos adducti sumus precibus etiam Nobis a dilecto filio Romano Augustino Roberti, ordinis Sancti Augustini, congregationis Observantiæ Lombardiæ procuratore generali, nomine etiam totius congregationis prædictæ hisce desuper porrectis annuentes, motu proprio, ex certâ scientiâ ac matura deliberatione nostris, deque Apostolicæ potestatis plenitudine omnia et singula privilegia spiritualia a memoratis prædecessoribus nostris memoratæ ecclesiæ concessa, dummodo non sint actu revocata seu sub aliquâ generatione comprehensa, sed in viridi sint observantiâ, Nos etiam Apostolica Auctoritate, approbamus, confirmamus et innovamus, eamdem ecclesiam sancti Nicolai in Basilicam minorem, cum

omnibus et singulis privilegiis, gratiis, præeminentiis, exemptionibus et indultis, quibus aliæ basilicæ minores quomodolibet utuntur, fruuntur et gaudent, ac uti, frui et gaudere consueverunt, auctoritate et tenore prædictis erigimus, ac talem ex nunc in futurum perpetuo esse et fore decernimus, eamque ecclesiam Basilicam nuncupari et haberi volumus. Decernentes has præsentes litteras semper firmas, validas et efficaces existere et fore, suosque plenarios et integros effectus sortiri et obtinere, ac illis ad quos spectat et pro tempore quandocumque spectabit, in omnibus et per omnia inviolabiliter observari; sicque in præmissis per quoscumque judices ordinarios et delegatos, etiam causarum palatii Nostri Apostolici auditores, judicari et definiri debere, ac irritum et inane, si secus super his a quoquam, quavis auctoritate, scienter vel ignoranter contigerit attentari. Non obstantibus constitutionibus et ordinationibus Apostolicis, aliisque omnibus etiam juramento, confirmatione apostolica vel quavis firmitate alia roboratis, statutis et consuetudinibus, privilegiis quoque, indultis et litteris Apostolicis superioribus et personis sub quibuscumque tenoribus et formis ac cum quibusvis etiam derogatoriarum derogatoriis, ac aliis decretis in genere vel in specie ac aliis in contrarium præmissorum quomodolibet concessis, approbatis et innovatis; quibus omnibus et singulis illorum tenores præsentibus pro plenè et sufficienter expressis ac de verbo ad verbum insertis habentes, illis alias in suo robore permansuris ad præmissorum effectum hac vice dumtaxat specialiter et expresse derogamus, cæterisque contrariis quibuscumque.

Datum Romæ apud S. Petrum sub annulo Piscatoris die XXVII junii MDCCLXXXIII, pontificatus nostri anno IX. — J. card. de Comitibus.

Concordat cum originali quod asservatur in tabulario secretariæ brevium. Pro D. cardinali Asquinio, D. Jacobini subst.

### 3. — *Cathédrale de Valence* (1847).

Pie IX, le 4 mai 1847, première année de son pontificat, donna au palais apostolique du Quirinal le bref *Nulla sane*, qui érige la cathédrale de Valence en basilique mineure.

L'exorde rappelle tout ce qu'a souffert Pie VI en haine de la religion, son enlèvement, son exil et sa mort à Valence, dont le chapitre a recueilli le cœur et les entrailles [1] et célèbre chaque année l'anniversaire. Deux faveurs spéciales sont concédées en conséquence aux chanoines, qui, à cet effet, sont absous, pour ce cas seulement, de toutes les censures et peines canoniques qu'ils pourraient avoir encourues. La première est l'érection de leur cathédrale en basilique mineure à perpétuité; la seconde, la concession d'une petite

1. *Œuvres*, t. II, p. 183; t. III, p. 285.

croix de forme grecque, c'est-à-dire à branches égales et attachée au côté gauche de la poitrine [1] par un ruban de soie blanche et verte. Une des faces représente Pie VI, de glorieuse mémoire, et au revers on lit en légende, autour des armoiries de Pie IX, ces paroles qui transmettront aux générations futures cet acte de sa bienveillance : *Beneficentia Pii IX Pontificis maximi.* Le pape espère avec raison qu'un tel titre et de tels insignes exciteront à la fois le zèle des chanoines et la piété des fidèles, en même temps qu'ils seront une cause efficace d'attachement plus étroit au Saint-Siège.

Le bref se termine par les clauses dérogatoires ordinaires et est signé, au nom du cardinal Lambruschini, secrétaire des brefs, par son substitut. J'en dois la copie au regretté chanoine Jouve, qui fut une des lumières du chapitre de Valence par sa science archéologique, littéraire et canonique.

Pius PP. IX. — Ad perpetuam rei memoriam. Nulla sane obliteraverit ætas quanta ab infestissimis religionis inimicis passus fuerit Pius VI, prædecessor noster, a quibus nefario ausu abstractus a Sede honoris ac potestatis suæ, omnique Apostolici muneris vacatione prohibitus, Valentiam in Galliis relegatus ibique non senio magis quàm ærumnis confectus, mortalem hanc vitam cum æterna commutavit. Ea porro in urbe, quæ testis fuit virtutis tanti Pontificis, capitulum cathedralis templi gloriatur et gaudet servare se ac tueri mortalium illius exuviarum partem, cor scilicet ac viscera, quæ marmoreo conditorio excepta in eodem cathedrali templo conquiescunt. Pietatem vero suam erga invictum ipsum catholicæ religionis assertorem prædecessorem nostrum illustri sane argumento memorati canonici testantur, quippè ac quotannis, præeunte religiosissimo Valentinensi antistite, instaurato funere parentant. Hoc justum ac debitum pietatis officium Nos admonet atque excitat ut qui eodem funguntur canonicos, nec non cathedrale templum ubi pars viscerum prædicti Pontificis asservatur, aliquo honoris privilegio decoremus. Nos itaque omnes et singulos quibus hæ litteræ favent, peculiari beneficentia prosequi volentes, et a quibusvis excommunicationis et interdicti aliisque ecclesiasticis censuris, sententiis et pœnis, quovis modo et quacumque de causa latis, si quas forte incurrerint, hujus tantum rei gratia absolventes et absolutos fore

1. C'est tout à fait français. La supplique devait le demander ainsi: celui qui la rédigea avait en vue la croix de la Légion d'honneur, oubliant que la croix se porte à l'église suspendue à un cordon, suivant le rite propre à la croix pectorale. Mais peut-être ne s'agit-il ici que d'une décoration purement civile, à porter sur le costume de ville? En effet, le bref ne dit pas qu'elle se suspend au cou ni qu'elle se met sur le vêtement de chœur, comme il est expliqué ailleurs en pareille occurrence; enfin son iconographie n'a absolument rien de religieux.

censentes, auctoritate Nostrâ Apostolicâ memoratum cathedrale templum Valentinense *Basilicæ minoris* titulo honestamus, utque eodem titulo gaudere libere ac licite in perpetuum possit concedimus atque indulgemus. Omnibus verè ac singulis ejusdem cathedralis ædis canonicis, tùm præsentibus tùm futuris, id honoris impertimur, ut in sinistra pectoris parte tænia serica albo ac viridi distincta colore appensam gestare possint parvam crucem græca forma, cujus pars adversa imaginem deferat gloriosam Pii VI decessoris nostri, pars autem aversa habeat expressa insignia nostræ gentis hoc titulo apposito : *Beneficentia Pii IX Pont. Max.*

Jam vero in eam spem ingredimur memoratos canonicos, hoc honoris ornamento auctos atque hujusmodi affectos Pontificiæ nostræ largitatis beneficio, omni ope curaturos ut cathedrale Valentiæ templum, Basilicæ minoris titulo per nos illustratum, sua etiam pietate illustrent curaque, in sacris ritibus celebrandis attentionem, diligentiam, gravitatem adhibeant, quæ ad excitandam pietatem in animis fidelium mirifice proficiat. Nec vero dubitamus quin ipsi peculiari fide et observantia præcellere studeant erga Apostolicam Sedem a quâ tantum honoris acceperint; nullamque quippè habituri sunt magis aptam rationem ad honorandam præmemorati prædecessoris nostri memoriam. qui cum se murum objecisset pro domo Israël improborum furori, in urbe Valentiæ Apostolici ministerii cursum animose et fortiter consummavit. Id concedimus atque indulgemus, decernentes has litteras firmas, validas et efficaces existere et fore, suosque plenarios et integros effectus sortiri et obtinere, atque ad quos spectant seu spectabunt hæ, futurisque temporibus plenissimè suffragari, ac irritum et inane si secus super his a quoquam quavis auctoritate scienter vel ignoranter contigerit attentari. Non obstantibus Apostolicis atque in universalibus provincialibusque et synodalibus conciliis editis generalibus, cæterisque contrariis quibuscumque.

Datum Romæ apud S. Mariam Majorem sub annulo Piscatoris, die IV mensis maii MDCCCXLVII, pontificatus nostri anno primo.

Pro D. card. Lambruschini, A. Picchioni substitutus [1].

## 4. — *Cathédrale de Montpellier* (1847) [2].

Le pèlerinage si bien réussi de Montpellier a appelé l'attention des Romains sur son pieux évêque et son diocèse dévoué complètement au Saint-Siège. On ne pouvait attendre moins d'un pasteur, dont la

1. Par un bref du 15 mai 1847, les évêques de Valence ont été nommés à perpétuité Assistants au Trône Pontifical et Comtes romains.

Par un autre bref, du 15 août 1847, transcrit, comme les deux précédents, sur le registre des délibérations capitulaires et visé, comme eux, par Mgr l'évêque, Pie IX a accordé une indulgence plénière, quotidienne et perpétuelle à tous les fidèles qui visiteraient, une fois dans l'année, la Basilique Cathédrale de Valence.

2. *La basilique de Montpellier*, dans le *Journal de Florence*, 1875, n° 96.

cathédrale est sous le vocable de St Pierre et a été honorée par Sa Sainteté Pie IX du titre de *basilique mineure.*

Le bref de concession débute par ces mots : *Cathedrales ecclesias.* Donné au palais apostolique du Quirinal, à la demande de Mgr Thibault, évêque de Montpellier, il porte la date du 20 juillet 1847.

L'exorde rappelle que les papes ont volontiers des égards pour les églises qui se distinguent en quelque manière. Or, Urbain V, après avoir posé la première pierre de la cathédrale de Montpellier et l'avoir dotée avec libéralité, voulut encore, en 1357, la consacrer de ses propres mains et la placer sous la protection spéciale du prince des Apôtres. Il y est fait mention aussi de la bienveillance particulière des rois de France et surtout du chevaleresque François Ier.

Pius PP. IX. — Ad perpetuam rei memoriam. Cathedrales ecclesias, quæ peculiari aliquâ ratione clarescunt, singulari privilegio aut honoris titulo libenti quidem animo decoramus. Jamvero ecclesia cathedralis Montispessulani eo potissimum nomine gloriatur quod Urbanus V, prædecessor noster, quum auspicalem ipsius ædificii lapidem posuisset, anno MCCCLVII ritu solemni eamdem consecravit summamque in illam dotandam liberalitatem ostenderit. Nec defuere Galliarum reges qui eamdem ecclesiam singularibus ornarent privilegiis, inter quos potissimum Franciscus ejus nominis primus recensendus est. Quæ cum ità sint, venerabilis frater Carolus Thomas Thibault, episcopus Montispessulani, id à Nobis petiit ut cathedralem suam ecclesiam basilicæ minoris titulo decoremus. Nos itaque ejus votis annuere volentes, hisce litteris auctoritate nostrâ apostolicâ memoratam ecclesiam cathedralem Montispessulani basilicæ minoris titulo ornamus atque augemus, ac facultatem concedimus ut eodem titulo quibusve in litteris seu diplomatibus insigniri ornarique possit et valeat. Id concedimus atque indulgemus, decernentes has litteras firmas, validas et efficaces existere et fore, suosque plenarios et integros effectus sortiri et obtinere eidemque ecclesiæ cathedrali quovis tempore plenissime suffragari, ac irritum et inane si secùs super his à quoquam quavis auctoritate scienter vel ignoranter contigerit attentari. Non obstantibus in contrarium facientibus quibuscumque.

Datum Romæ apud sanctam Mariam Majorem, sub annulo Piscatoris, die XX mensis julii MDCCCXLVII, pontificatus nostri anno secundo.

Locus ✝ sigilli. — Pro Dno cardinali Lambruschini, A. Picchioni, substitutus.

L'architecte diocésain, M. Revoil, qui a restauré et complété avec autant d'intelligence que de savoir le monument du XIVe siècle, a tenu à ne pas laisser échapper une si favorable occasion de dire aux

yeux de tous les fidèles ce qu'est une basilique mineure et à quel pontife cet édifice remarquable, de style ogival, est redevable d'un tel honneur. En conséquence, après s'être inspiré auprès de moi, en qualité de liturgiste, il a fait sculpter aux murs du chœur les armoiries du chapitre et les a timbrées du *pavillon*, conformément aux règles de l'art héraldique. De plus, en m'envoyant la copie du bref apostolique, transcrit de la main même du vicaire général Bonnial, il m'a prié de rédiger, pour être gravée en un lieu apparent de l'édifice, qui vient d'être solennellement béni, une inscription latine, à l'effet de perpétuer un souvenir précieux. Je ne pouvais refuser ce service : il en est résulté cette épigraphe que j'ai composée pour lui être agréable. Un tel zèle mérite d'être loué et trouvera ailleurs, nous le souhaitons ardemment, des imitateurs pénétrés de la même pensée de gratitude pour le don reçu et du même désir d'instruire les générations futures d'une faveur qu'elles ne doivent pas oublier.

Comme il convient, l'épigraphe a été écrite dans le style lapidaire de Rome, en tenant compte des termes même du bref et des traditions ecclésiastiques. Elle est précédée des armes de Pie IX, placées entre celles de l'évêque et du chapitre. Voici la teneur de ce document officiel :

PIO . IX
PONT.OPT.MAX.
QVOD
ECCLESIAM. CATHEDRALEM. S. PETRI. MONTISPESSVLAN.
TITVLO. BASILICAE. MINORIS
AVXERIT. ORNAVERITQ.
XIII. KAL. AVG. M. DCCC. XLVII
INSTANTE.RMO. IN.XPO. PATRE.ET.DNO
D. CAROLO. THOMA. HVIVSCE. SEDIS. EPISCOPO
CAPITVLVM. ET. CANONICI
GRATI. ANIMI. CAVSSA
AD. MEMORIAM. PP.

Le *Journal de Florence* a souvent occasion de reproduire les inscriptions qui se rédigent de nos jours à Rome, parce qu'elles intéressent une classe spéciale de lecteurs. J'en connais même qui en font collection : elles servent de modèle en pareille occurrence, et

forment le goût des épigraphistes novices. C'est le motif qui m'a engagé à donner ici l'inscription commémorative de la basilique-cathédrale de St-Pierre de Montpellier. Tous les termes en sont pesés, il n'y a pas un mot inutile. La première place revient de droit au pape bienfaiteur, puis on énonce la faveur obtenue et la date de concession, sans oublier l'évêque qui l'a sollicitée; enfin la reconnaissance des personnes que le don pontifical concerne plus particulièrement s'affirme par l'érection d'une pierre gravée, pour en perpétuer le souvenir.

On remarquera que la belle formule *titulo basilicæ minoris auxerit ornaveritque* a son équivalent dans ce passage du bref apostolique : « Venerabilis frater Carolus Thomas Thibault, episcopus Montispessulani, id nobis petiit ut cathedralem suam ecclesiam basilicæ minoris titulo decoremus. Nos itaque ecclesiam cathedralem Montispessulani basilicæ minoris titulo ornamus atque augemus, ac facultatem concedimus ut eodem titulo quibusvis in litteris seu diplomatibus insigniri ornarique possit et valeat. »

La formule *Reverendissimo in Christo Patre et Domino Domino Carolo Thoma* est celle même que fournit le *Cérémonial des Évêques*. Elle est donc essentiellement liturgique et, comme telle, elle n'admet que les noms de baptême du prélat et jamais son nom de famille. Cette nuance était à observer pour qui s'étudie à maintenir les anciennes traditions que l'indifférence et l'ignorance tendent constamment à faire disparaître.

Que l'exemple donné par l'architecte de Montpellier trouve donc ailleurs un écho! Nous avons actuellement en France nombre de basiliques mineures; aucun pays n'est peut-être en ce genre aussi privilégié. Que chacune d'elles affirme son droit par l'apposition des armoiries propres au chapitre ou à l'église, qui seront surmontées du pavillon basilical et qu'elle témoigne hautement sa gratitude en faisant graver dans son enceinte une inscription commémorative en latin, car telle est invariablement la langue de l'Église. C'est de l'histoire monumentée, la seule forme probablement qui survivra aux révolutions et aux vicissitudes des temps.

5. — *Cathédrale d'Amiens* (1854).

Le 12 décembre 1854, à la demande de Mgr de Salinis, évêque

d'Amiens, Sa Sainteté Pie IX érigea en basilique mineure la cathédrale de cette ville, à l'instar des basiliques mineures de Rome. Le bref, donné au Vatican, commence par ces mots : *Decorem domus Dei* et est signé par le secrétaire des brefs, cardinal Macchi. Il se termine par les clauses ordinaires et n'invoque comme motif de la concession aucun fait particulier, sinon qu'il convient pour l'honneur de la maison de Dieu de décorer de prérogatives spéciales les cathédrales qui sont insignes à plus d'un titre. La concession porte qu'elle est faite en vertu de l'autorité apostolique, de science certaine et après mûre délibération.

Je tiens ce document de l'obligeance de feu le chanoine Corblet, qui l'a sollicité pour moi du vicaire général Duval.

Pius P. P. IX. — Ad perpetuam rei memoriam. Decorem domus Dei et locum habitationis suæ cum præcipue diligamus, pro eo quod convenit muneri Nostro Apostolico, Ecclesias in primis cathedrales, aliquo nomine insignes, prærogativis honoris ac dignitatis libenter decoramus, prout in Domino expedire censemus. Porro cum venerabilis frater hodiernus episcopus Ambianensis petierit a Nobis ut Ecclesiam cathedralem suam iisdem titulis, honoribus ac privilegiis decoraremus quibus basilicæ minores Almæ Urbis Nostræ decoratæ reperiuntur, Nos hujusmodi precibus annuere constituimus. Quapropter certa scientia ac matura deliberatione nostra, auctoritate apostolica, tenore præsentium litterarum, dictam Ecclesiam cathedralem Ambianensem Basilicam ad instar basilicarum minorum de Urbe facimus et constituimus, eidemque omnes et singulos honores, prærogativas, præeminentias, privilegia, quibus prædictæ de Urbe basilicæ utuntur, fruuntur, vel uti ac frui possunt ac poterunt, concedimus ac indulgemus. Decernentes, etc. Non obstantibus, etc. Præsentibus perpetuis futuris temporibus valituris.

Datum Romæ apud S. Petrum sub annulo Piscatoris, die XII decembris MDCCCLIV. — V. cardinalis Macchi.

## 6. — *Cathédrale d'Avignon* (1854).

L'archevêque d'Avignon ayant sollicité le titre de basilique mineure pour son église métropolitaine, Pie IX daigna le lui accorder. Le bref de concession, signé par le cardinal Macchi, est daté du 22 décembre 1854, neuvième année du pontificat. Ses premiers mots sont : *Cum alias*. L'exorde établit que les pontifes romains accordent volontiers des honneurs et des privilèges aux lieux illustrés par le séjour de leurs prédécesseurs. Les papes ayant longtemps habité

Avignon, cette ville en a reçu naturellement un éclat particulier. La concession est faite à l'instar des basiliques mineures de Rome, c'est-à-dire que la nouvelle basilique participe à tous et chacun de leurs honneurs, prérogatives, privilèges et prééminences. Viennent enfin les clauses usitées dans le style de la chancellerie apostolique et qui emportent dérogation à toutes choses contraires.

M. le doyen du chapitre a eu la bonté de me transcrire lui-même le bref suivant :

Pius papa IX. — Ad perpetuam rei memoriam. Cum alias pro re ac loco Ecclesias, licet a Nobis longe dissitas, attamen aliquo nomine insignes, honoribus privilegiisque exornaverimus, tum ita libentissime facimus cum Ecclesiis illis, quæ alia vel alia de causa decessorum nostrorum Pontificum Romanorum præsentia fuerint honestatæ. Atque compertum omnibus est primas agere inter istas Metropolitanam Ecclesiam Avenionensem, quæ uti sua dignitate illustris, ita diuturna, quam ibidem fecerunt nonnulli ex prædecessoribus nostris, mora illustrior facta est. Quapropter illam, ut votis etiam vener. fratris hodierni archiepiscopi Avenionensis faceremus satis, peculiari honoris titulo, eidemque adnexis privilegiis decorare censuimus. Igitur auctoritate Nostra Apostolica per præsentes litteras Metropolitanam Ecclesiam Avenionensem Basilicam dicimus ac facimus, ad instar minorum basilicarum hujus Almæ Urbis Nostræ, eidemque de eadem auctoritate concedimus omnes et singulos honores, prærogativas, privilegia, præeminentias quibus ecclesiæ de Urbe hujusmodi titulo auctæ decoratæ reperiuntur. Decernentes, etc. Non obstantibus, etc.

Datum Romæ apud S. Petrum sub annulo Piscatoris, die XXII decembris MDCCCLIV, pontificatus nostri anno nono. — V. cardinalis Macchi.

## 7. — *Cathédrale d'Orléans* (1855).

Le bref qui élève à la dignité de basilique mineure la cathédrale de Sainte-Croix d'Orléans, commence par ces mots : *De honore domus Dei.* Il a été donné près St-Pierre, le 26 janvier 1855, neuvième année du pontificat de Pie IX, et porte la signature du cardinal Macchi, secrétaire des brefs.

Ce bref n'a rien de particulier. Il constate seulement que la demande d'érection en basilique a été faite par Mgr Dupanloup, qui a bien voulu m'en envoyer la copie authentique.

Il se compose, comme tous les brefs, de plusieurs parties : l'*introduction,* qui contient une pensée générale ; l'*exposé de la demande*, la *levée de toute excommunication* ou censure ecclésiastique

à l'effet de pouvoir jouir de la faveur pontificale; la *concession* de cette faveur, les clauses dérogatoires et autres, enfin la *date*. Je ne reviendrai plus désormais sur ces détails qui se retrouvent à peu près identiquement les mêmes dans les brefs suivants :

Pius PP. IX. — Ad perpetuam rei memoriam. De honore domus Dei pro Nostro muncre Apostolico solliciti, Ecclesias cathedrales in primis, et vetustate et dignitate illustres, de exemplo etiam Romanorum Pontificum prædecessorum nostrorum, honorum titulis decoramus, prout in Domino expedire censemus. Jamvero cum venerabilis frater hodiernus episcopus Aurelianen. a Nobis postulaverit ut Ecclesiam cathedralem suam basilicam minorem ad instar Urbis declaremus, Nos ejusdem Ecclesiæ decori amplificando et christifidelium eo confluentium pietati excitandæ hisce postulationibus obsecundare censuimus. Quamobrem, omnibus mature perpensis, eosque quibus hæ litteræ favent a quibusvis excommunicationis et interdicti aliisque ecclesiasticis censuris, sententiis et pœnis, quovis modo vel quavis de causa latis, si quas forte incurrerint, hujus tantum rei gratia absolventes et absolutos fore censentes, auctoritate Nostra Apostolica per præsentes litteras præfatam Ecclesiam cathedralem Aurelianen. titulo basilicæ decoramus et insignimus, cum omnibus et singulis honoribus, præeminentiis et prærogativis eidem titulo adnexis ad instar basilicarum minorum almæ Urbis Nostræ. Hæc concedimus, decernentes, etc. Non obstantibus, etc.

Datum Romæ apud S. Petrum sub annulo Piscatoris die XXVI januarii MDCCCLV, pontificatus nostri anno nono. — Locus ✝ sigilli. — V. cardinalis Macchi.

### 8. — *Cathédrale d'Arras* (1855) [1].

Nous avons en France un certain nombre de basiliques mineures. C'est un peu trop, relativement aux autres nations moins privilégiées, et aussi pour le peu de cas que certaines églises font de ce titre.

La première en date est Notre-Dame de Paris et la huitième la cathédrale d'Arras.

Quand une cathédrale est déclarée par le Souverain Pontife *basilique mineure*, elle doit ajouter ce qualificatif en première ligne, à cause de la concession en elle-même qui émane du Souverain Pontife, de l'assimilation à certaines églises plus notables de la ville de Rome, et enfin de l'éminente dignité qui en résulte pour l'église

1. *La basilique-cathédrale d'Arras*, dans la *Semaine du clergé*, 1880, t. XVII, p. 334-335.

ainsi favorisée. Il faut donc dire la *basilique cathédrale* dans tous les actes officiels et publics.

On sait en quoi consiste le *titre basilical* et quels *privilèges* il confère : il serait oiseux de revenir sur une question aussi complètement élucidée par moi et qui est devenue de droit commun, puisqu'elle a passé même dans l'enseignement du séminaire francais à Rome, résultat que j'étais loin d'espérer quand je cherchais à fixer les règles canoniques sur la matière.

Mais il est un abus que je crois devoir signaler, parce que je l'ai constaté dans une de nos basiliques françaises. Le pavillon et la clochette ne doivent pas être en permanence dans la basilique, où ils font d'ailleurs un singulier effet. On les a plantés de chaque côté de l'autel; le pavillon est fermé, ce qui lui donne un aspect tout à fait disgracieux : je n'ai jamais rien vu de semblable en Italie. Si l'on veut faire savoir aux fidèles d'une manière permanente que l'église a été érigée en basilique mineure, il y a deux moyens : une inscription commémorative placée en lieu apparent et les armoiries élevées sur un panonceau au-dessus de la porte d'entrée. L'inscription est inspirée par la reconnaissance envers le pape qui a concédé le privilège; l'écusson est timbré du pavillon.

Quand une loi existe et qu'elle suffit amplement, il n'y a ni nécessité ni convenance à en inventer une nouvelle, surtout quand elle ne se base pas sur la tradition et qu'elle est souverainement fantaisiste et arbitraire. L'exhibition contre laquelle je proteste sent trop la parade de mauvais goût.

Signalons un autre abus. Certaines basiliques françaises ont orné le beffroi de leur clochette des clefs pontificales : c'est une grave erreur. Les clefs appartiennent en propre aux basiliques majeures, qui en ornent leur écusson, parce que le pape a un pouvoir direct et immédiat sur ces basiliques qui relèvent de lui seul. Ce sont ses églises propres, celles où lui seul peut officier au maître autel, nommé en conséquence *autel papal*.

L'église de la Daurade a obtenu dispense sur ce point, comme l'atteste M. Ferradou (*Question de préséance*, p. 50) : « Le saint pape Pie IX, sur la sollicitation de Mgr Manetti, archevêque de Sardes et secrétaire de la S. C. de la Visite apostolique, a daigné accorder à la Daurade, qui doit à cet immortel pontife une éternelle recon-

naissance, l'autorisation de couronner son beffroi de la tiare et des clefs pontificales, privilège régulièrement réservé aux basiliques majeures. Le motif de cette faveur a été pris de ce qu'il importe aujourd'hui plus que jamais, surtout en France, d'affirmer l'autorité du chef de l'Église. »

La cathédrale d'Arras a été érigée en basilique par bref, donné au Vatican, près la basilique de Saint-Pierre, par Pie IX, d'heureuse mémoire, le 18 décembre 1855, la dixième année de son pontificat. Il est signé par le doyen du Sacré Collège, secrétaire des brefs.

Ce bref vaut à perpétuité : aussi porte-t-il en tête : *Ad perpetuam rei memoriam.*

Le motif de la concession est l'antiquité et la dignité de cette cathédrale, dont on atteste l'origine reculée et la longue série de pontifes célèbres. De la sorte est accrue la splendeur de la maison de Dieu.

Il n'y eut pas d'instance présentée par Mgr Parisis, évêque d'Arras, d'illustre mémoire; la concession *motu proprio* eut pour but de lui être particulièrement agréable, car il avait rendu de notables services à l'Église. On ne peut oublier qu'il fut un des principaux promoteurs du retour à la liturgie romaine.

La cathédrale d'Arras devint basilique, à l'instar des basiliques mineures de Rome, c'est-à-dire que désormais elle participe à tous leurs honneurs, droits et privilèges.

Le bref se termine de la façon accoutumée par les deux clauses *Decernentes* et *Non obstantibus*, qui établissent la fixité du droit et la dérogation que le pape y a fait en cette circonstance.

Un pareil document ne doit pas rester enfoui dans les archives épiscopales ou capitulaires. Il a une portée plus grande : c'est à titre de document historique, intéressant spécialement l'histoire ecclésiastique de la France, que j'ai cru utile de le reproduire ici, pour lui donner toute la publicité à laquelle il a droit.

Pius PP. IX. — Ad perpetuam rei memoriam. Ecclesias vetustate et dignitate præstantes, in primis cathedrales, titulis ac privilegiis decoramus, ad splendorem domus Dei quem diligimus amplificandum. Jam vero Ecclesia cathedralis Atrebatensis et origine sua et sacrorum antistitum qui eam rexere et aliis etiam nominibus quibus enitet, digna videtur quacumque ut supra diximus faceremus. Quamobrem, ut rem gratam etiam faciamus venerabili fratri Petro Ludovico Parisis, hodierno illius episcopo,

motu proprio, certa scientia ac matura deliberatione nostra, auctoritate apostolica, tenore præsentium litterarum, Ecclesiam cathedralem Atrebatensem basilicam minorem, ad instar basilicarum hujusmodi in hac alma Urbe existentium, dicimus, facimus, constituimus, cum omnibus et singulis honoribus, juribus, privilegiis iis competentibus, idque perpetuum in modum. Hæc concedimus et indulgemus, decernentes has litteras semper firmas, etc. Non obstantibus, etc.

Datum Romæ apud S. Petrum, sub annulo Piscatoris, die XVIII decembris, anno MDCCCLV, pontificatus nostri anno decimo. — V. cardin. Macchi.

## 9. — *Cathédrale du Puy* (1856).

Le Puy est célèbre, depuis des siècles, par sa dévotion envers la Sainte Vierge. Cette ville l'est devenue davantage par la statue de Notre-Dame de France, fondue avec les canons pris sur les Russes dans la guerre de Crimée, et élevée au sommet de la montagne qui domine la cathédrale et la contrée. Tout ce passé glorieux a été habilement mis en lumière par le Père Nampon, de la Compagnie de Jésus, dans son *Histoire de Notre-Dame de France*. (Le Puy, 1868, in-12.)

Comme complément de l'inauguration de cette statue colossale, Mgr l'évêque du Puy a demandé que sa cathédrale fût érigée en basilique mineure; ce que Pie IX a accordé, le 11 février 1856, dixième année du pontificat, par un bref donné près de Saint-Pierre, qui porte également concession d'indulgences spéciales.

Le dernier paragraphe de ce bref, signé exceptionnellement de la main même de Pie IX, concerne la nouvelle basilique. C'est aussi le seul que je doive reproduire ici.

*Venerabili fratri Augusto, episcopo Aniciensi in Gallia.*

Pius PP. IX...... Insuper hisce litteris auctoritate Nostra apostolica ipsam cathedralem Aniciensem Ecclesiam basilicam minorem, ad instar basilicarum hujusmodi in hac alma Urbe nostra existentium, jam nunc perpetuum in modum dicimus, facimus et constituimus, cum omnibus et singulis honoribus, juribus et privilegiis ad eas pertinentibus, ita tamen ut hujusmodi titulo et prærogativis ista cathedralis Ecclesia perfrui incipiat a die quo prædicta gloriosissimæ Virginis statua rite fuerit lustrata[1]. Atque hæc omnia concedimus, non obstantibus etiam speciali et individua mentione ac derogatione dignis in contrarium facientibus quibuscumque.

(1) Cette bénédiction n'eut lieu que le 12 septembre 1860.

Datum Romæ apud S. Petrum die 11 februarii anno 1856, pontificatus nostri anno decimo. Pius PP. IX.

Une inscription commémorative, empruntée aux termes mêmes du bref, a été placée sur un des côtés du piédestal qui supporte la statue. Elle est surmontée des armoiries de Pie IX.

Pius. Papa. Nonus.

Omnibus. Et. Singulis. Christi. Fidelibus. Qui. Statuam. Devote. Salutaverint. Hac. Precatione. Adhibita. O. Maria. Sine. Labe. Originali. Concepta. Ora. Pro. Nobis. Centum. Dierum. Indulgentiam. Auctoritate. Nostra. Apostolica. Benigne. In. Domino. Tribuimus.

Insuper. Ipsam. Cathedralem. Aniciensem. Basilicam. Minorem. Perpetuum. In. Modum. Dicimus. Facimus. Et. Constituimus. A. Die. Quo. Prædicta. Gloriosissimæ. Virginis. Statua. Rite. Fuerit. Lustrata.

Datum. Romæ. Apud. S. Petrum. Die. XI. Februarii. Anno. MDCCCLVI. Pontificatus. Nostri. Anno. Decimo [1].

Il ne suffit pas de bien établir le droit, il faut encore combattre l'erreur partout où elle se glisse. La note suivante mérite donc d'être relevée.

« Ce titre de basilique mineure est donné par les Souverains Pontifes aux églises où ils ont accompli les fonctions papales. En France, les cathédrales d'Avignon et de Valence en sont honorées. Pie IX l'a accordé aux cathédrales d'Orléans, d'Amiens et d'Alby. Maintenant que Notre-Dame de Paris est consacrée, elle pourrait rappeler le souvenir du sacre de Napoléon I$^{er}$ pour obtenir cet honneur. L'insigne de la basilique est un pavillon qu'on porte aux processions en tête du clergé. Les basiliques majeures ont pour insignes deux pavillons. » (Nampon, p. 194.)

Il est faux que le motif indiqué soit le vrai, comme en font foi les brefs pontificaux; autrement, s'il suffisait que le pape eût officié pontificalement, que d'églises auraient droit au titre basilical! En fait, Valence, Orléans et Amiens ne sont pas dans ce cas, qu'ont pu invoquer Saint-Rémi de Reims et les cathédrales de Montpellier et de Mende. Notre-Dame de Paris est réellement basilique mineure et elle le doit certainement au sacre impérial, bien que la bulle ne le mentionne pas expressément. Le pavillon est un *insigne*, mais non

1. Je dois les documents qui concernent la basilique du Puy à l'obligeance de M. le chanoine Alirol, secrétaire général de l'évêché. L'inscription se lit page 170 de l'ouvrage du P. Nampon.

le seul, et il est toujours unique, même pour les basiliques majeures. Si Saint-Jean-de-Latran en a deux, ce n'est pas à titre de basilique majeure, mais parce que la basilique du Saint-des-Saints lui a été annexée par Martin V [1].

Enfin la cathédrale d'Albi n'est nullement basilique, quoiqu'elle l'ait cru elle-même. L'histoire est assez plaisante pour que je la raconte ici. Je supplie de nouveau l'archevêque actuel, comme je l'ai fait de vive voix, de mettre fin à une situation si singulière en la régularisant, d'autant plus que trois des sièges suffragants, Perpignan, Mende et Rodez, sont honorés du titre de basilique mineure.

Le 14 septembre 1853, Mgr de Jerphanion faisait imprimer, sous le nº 57 de la collection de ses mandements, une « Lettre pastorale portant publication d'un bref de N. S. Père le pape, qui élève au rang de basilique insigne l'église métropolitaine d'Albi ». Heureusement pour nous, le prélat a donné, à la fin de sa lettre, la teneur du bref de Pie IX, lequel accorde tout simplement à la cathédrale d'Albi les INDULGENCES DES STATIONS DES ÉGLISES DE ROME, aux jours indiqués par le missel.

La méprise est des plus étranges et témoigne d'une grande ignorance en matière ecclésiastique. Elle provient évidemment d'un faux exposé de la supplique, que rapporte textuellement l'exorde du bref et qu'il corrige ensuite : « Supplicatum Nobis nuper est a vener. fratre Joanne Josepho Maria Eugenio [2] de Jerphanion, archiepiscopo Albien., ut in pietatis incitamentum ac spirituale christifidelium bonum ecclesiam metropolitanam suam privilegiis quibus insignes almæ Urbis basilicæ gaudent augeremus. »

*Insignes basilicæ* est dit ici dans un sens purement littéraire, car les basiliques ne sont pas *insignes* de droit et le qualificatif *perinsignis* ne compète que là où il est ainsi déclaré en faveur du chapitre, comme pour Saint-Laurent *in Damaso*. De ce chef, la métropole d'Albi ne peut donc se qualifier ainsi, mais pas davantage *basilique*, puisque le bref n'y fait pas la moindre allusion. Or, ce bref

1. *Œuvres*, t. I, p. 509.

2. Quatre noms de baptême ! Autrefois, l'évêque n'en prenait qu'un seul, et c'est un seul qui se dit au canon de la messe, comme l'a déclaré la S. C. des Rites. Mais lequel sera-ce, le premier ou le dernier, puisqu'en France le dernier seul prévaut, contrairement au bon sens ? En fait, Mgr de Jerphanion était appelé *Eugène*.

a été donné, non pas pour honorer et relever l'église métropolitaine, mais exclusivement pour « exciter la piété et procurer le bien spirituel des fidèles », ce qui s'obtient, en effet, par la concession des indulgences. Cette concession est un privilège, assurément, mais ne constitue pas à elle seule les *privilegia*, qui comportent autre chose[1]. Toutes les basiliques majeures et mineures n'ont pas les stations : ainsi, il ne s'en fait pas au Saint-des-Saints ni à Sainte-Marie *de Monte Santo*. Donc la station n'est pas un privilège essentiellement basilical. Il n'est même pas limité aux seules basiliques, car beaucoup d'autres églises en jouissent.

10. — *Cathédrale de Soissons* (1857).

Sur les instances de Mgr de Garsignies, la cathédrale de Soissons fut érigée en basilique mineure par Pie IX, qui y ajouta le don gracieux d'une croix pectorale à porter au chœur par les chanoines titulaires (ce qui exclut les chanoines honoraires) et les vicaires généraux.

Pius PP. IX. — Ad perpetuam rei memoriam. Quidquid in ecclesiarum decus et sacrarum cæremoniarum augendum splendorem facit libenti animo concedimus atque largimur. Jamvero cùm venerabilis frater Paulus Armandus Ignatius Anacletus de Garsignies, antistes Suession., Nobis exponendum curaverit sibi in votis esse ut suum cathedrale templum basilicæ minoris honore ac privilegiis decoremus, utque eidem cathedralis templi canonicis titularibus ac præbendatis suisque vicariis generalibus facultatem gestandi supra chorales vestes crucem inauratam ex tœnia serica rubri et albi coloris pendentem, cujus in medio numisma sit ex adversa parte imaginem B. Mariæ Virginis sine labe conceptæ, ex aversa vero effigies sanctorum Martyrum Gervasii et Protasii referens, indulgeamus, Nos hujusmodi votis obsecundandum existimavimus. Quare auctoritate nostra apostolica harum litterarum vi, cathedralem ecclesiam Suessionensem titulo basilicæ minoris decoramus, ita ut eadem in posterum uti basilica minor omnibus prærogativis et privilegiis, quibus cæteræ hujusmodi honore insignitæ ecclesiæ ex jure et consuetudine gaudent, uti ac frui licite possit. Peculiari dein beneficentia ejusdem ecclesiæ canonicos necnon vicarios generales prosequi volentes, et a quibusvis excommunicationis, suspensionis et interdicti, aliisque ecclesiasticis sententiis, censuris et pœnis, quovis modo vel quavis de causa latis, si quas forte incurrerint, hujus tantum rei gratia absolventes utque absolutos fore censentes,

1. Les basiliques majeures accordent leurs propres indulgences stationales par voie d'affiliation. (*Œuvres*, t. I, p. 499.)

de nostra auctoritate apostolica concedimus et indulgemus ut qui sunt quique in posterum erunt titulares ac præbendati Suessionensis cathedralis templi canonici, necnon vicarii generales, crucem inauratam ex tœnia serica rubri et albi coloris pendentem, cujus in medio numisma sit ex una parte imaginem Beatæ Mariæ Virginis sine labe conceptæ, ex altera vero SS. Martyrum Gervasii et Protasii, Suessionensis diœceseos patronorum effigies referens, super chorales vestes gestare libere ac licite perpetuum in modum possint et valeant. Decernentes, etc.

In contrarium facientibus etiam speciali et individua mentione ac derogatione dignis non obstantibus quibuscumque.

Datum Romæ apud S. Petrum sub annulo Piscatoris die X martii, anno MDCCCLVII, pontificatus nostri anno undecimo. — V. card[lis] Macchi.

## 11. — *Cathédrale de Nevers* (1868).

Un rescrit de la S. C. du Concile tint lieu de bref, par dispense de Pie IX, lors de l'érection de la cathédrale de Nevers en basilique mineure, sur l'instance de l'évêque.

Beatissime Pater, Augustinus Forcade, episcopus Nivernensis in Gallia, Romæ præsens, ad pedes Sanctitatis Vestræ humiliter provolutus, exponit in animo esse sibi cathedralis suæ ecclesiæ ædificium pervetustum ac satis amplum, stylo, ut aiunt, gothicæ architecturæ, SS. martyribus Quirico et Julittæ dicatum, in decentiorem formam redigere et ad excitandum christifidelium religionem, additis ornamentis magnificentius reddere. Cum autem jam inde ab seculo christiani nominis quinto ad hæc usque tempora haud intermisse, zelo præsertim decessorum suorum numero 105, quorum primus fuit sanctus Euladius, catholicæ fidei cultus et sacra ibidem celebrata fuerint, floreatque hodie cultus idem confluentium utriusque sexus Christi fidelium multitudine, qui fervor iste devotionis vigeat magis et in dies augeatur, Sanctitatem Vestram obsecrat atque humiliter petit ut placeat templum hoc tam augustum ac venerabile basilicæ minoris titulo condecorare. Quod Deus, etc.

Die 13 januarii 1868. — SSus Dominus Noster, audita relatione infrascripti pro-secretarii S. Congregationis Concilii, suprascripti episcopi Nivernensis precibus ex speciali gratia benigne annuens, enunciatam ecclesiam cathedralem ad basilicæ minoris gradum ac dignitatem, cum omnibus prærogativis, honoribus ac insignibus quibus ejusmodi basilicæ ex jure ac legitima consuetudine gaudere ac frui solent, dignatus est, contrariis etiam speciali mentione dignis minime obstantibus. Et præsens rescriptum eadem Sanctitas Sua suffragari voluit perinde ac si litteræ apostolicæ in forma brevis desuper expeditæ fuissent.

P. card. Caterini præf. — Petrus archiepiscopus Sardianus pro-secret.

12. — *Saint-Pierre de Saintes* (1870).

Le 25 février 1870, Mgr Léon Thomas, évêque de la Rochelle et de Saintes, présentait au Saint-Père une supplique latine, demandant humblement l'érection en basilique mineure, avec toutes les grâces et prérogatives attachées à ce titre, de sa co-cathédrale de Saint-Pierre de Saintes. A cet effet, il énumérait les motifs qui pouvaient davantage frapper le pape et le décider à répondre aux vœux qui lui étaient exprimés. C'étaient l'apostolat de S. Eutrope, envoyé à Saintes par le pape S. Clément, une série d'évêques célèbres par leur sainteté, la noblesse de leur origine et leurs dignités, car quelques-uns furent honorés de la pourpre romaine; l'emplacement même de l'église, élevée sur un lac où grand nombre de premiers chrétiens cueillirent la palme du martyre; la tradition rapportée par Nicolas V que cette église fut la seconde dédiée à S. Pierre dans tout l'univers chrétien; l'usage, qu'y trouva établi le pape Jean XXII, de réciter, à midi et le soir, la prière connue sous le nom d'*Angelus* et enfin le culte spécial dont était honorée l'Immaculée Conception de la Sainte Vierge.

La supplique fut appuyée par l'archevêque de Reims, précédemment évêque de la Rochelle; par l'évêque d'Amiens, originaire du diocèse, et par les évêques d'Angoulême et de Luçon, qui, au Concordat, ont hérité d'une partie de l'ancien diocèse de Saintes.

Le bref de concession fut donné au Vatican le 8 avril 1870, vingt-quatrième année du pontificat. Signé par le cardinal Paracciani-Clarelli, secrétaire des brefs, il débute ainsi : *Romanorum Pontificum.* Il répète les titres historiques énumérés dans la supplique et, après l'absolution *ad effectum,* passe de l'érection en basilique aux clauses dérogatoires.

M. Louis Audiat a consacré aux gloires de l'église de Saintes un volume in-8° de 287 pages, intitulé : *Saint-Pierre de Saintes.* Je lui emprunte le texte, supprimant les documents, c'est-à-dire les suppliques des évêques de la Rochelle et Saintes, Amiens, Angoulême, Luçon, reproduites pages 155-164.

Pius PP. IX. — Ad perpetuam rei memoriam. Romanorum Pontificum decessorum nostrorum vestigiis inhærentes, libenti animo illarum ecclesiarum splendorem ac decus amplificare solemus quæ originis

vetustate et sacrorum antistitum gloria clarissime refulgeant. Equidem Santonensis Ecclesia, in Aquitanica Gallia constituta, multis nominibus inter celebres jure ac merito adnumeratur. Primus enim istius Ecclesiæ pontifex, ut perhibent monumenta, fuit sanctus Eutropius martyr, qui a sancto Clemente I, martyre, prædecessore Nostro, ad evangelisandos Santonenses populos legatus est, eamdemque dein Ecclesiam plurimi sacrorum antistites vitæ sanctitate, doctrinæ præstantia, egregiis in rem sacram meritis ac Generis amplitudine spectatissimi illustrarunt. Ad hoc memorata Ecclesia peculiari se jugiter cultu celebrasse Immaculatam sanctissimæ Dei genitricis Conceptionem gloriatur, et usum salutandi meridie ac vespere Deiparam Virginem angelica salutatione inibi cœptum gratulatur. Jam vero supplicatum Nobis est, ut parochiale ac archipresbyterale templum in honorem B. Petri, Principis Apostolorum, quod deletæ diœcesis Santonensis cathedrale olim fuit, sanctitate loci insigne (eo enim pereleganti structura est ædificatum, quo, uti fertur, Santonensium martyrum corpora demersa sunt), basilicæ minoris titulo ac privilegiis honestare et augere velimus. Nos igitur ad istius templi majestatem tuendam et amplificandam hujusmodi votis æquo animo annuentes, omnesque et singulos quibus hæ Litteræ Nostræ favent, peculiari beneficentia prosequi volentes et a quibusvis excommunicationis et interdicti aliisque ecclesiasticis censuris, sententiis et pœnis, quovismodo vel quavis de causa latis, si quas forte incurrerint, hujus tantum rei gratia absolventes et absolutos fore censentes, prædictum parochiale et archipresbyterale templum S. Petri in Santonensi civitate, diœcesis Rupellensis, erectum, in basilicam minorem cum omnibus et singulis privilegiis, præeminentiis, honoribus, juribus atque indultis, quibus aliæ basilicæ minores ex juris præscripto vel ex usu et consuetudine utuntur, fruuntur vel uti ac frui possunt et poterunt, erigimus et constituimus, ac talem ex nunc perpetuoque esse et fore decernimus eamdem Ecclesiam Basilicam haberi et appellari mandamus. Hæc concedimus et indulgemus, decernentes has præsentes litteras, etc. Non obstantibus, etc.

Datum Romæ apud S. Petrum sub annulo Piscatoris die VIII aprilis MDCCCLXX, pontificatus nostri anno vigesimo quarto.

Locus † sigilli. N. cardinalis Paracciani Clarelli.

L'inscription suivante, plaquée à Saint-Pierre de Saintes, près du sanctuaire, attestera aux générations futures l'acte de la bienveillance de Pie IX envers cette illustre basilique :

PIVS. PP. IX.
ECCLESIAM. PAROCH. ET. ARCHIPRESB.
S. PETRI. SANTON.
TITVLO.

BASILICAE. MINORIS.
AVXIT. ET. ORNAVIT.
VI. ID. APR. AN. DNI. MDCCCLXX.
LEONE. THOMAS. EP. RVP. ET. SANTON.
LEONE. BONNET. ARCHIPRESBYTERO.

Nous désirons vivement que toutesles autres basiliques de France, imitant ce louable exemple, mettent en évidence, dans un endroit choisi de la nef ou du chœur, une inscription commémorative, aussi peu coûteuse qu'elle sera durable et utile.

13. — *Saint-Remi de Reims* (1870).

1. Le bref qui va suivre m'a été gracieusement communiqué par M. le chanoine Bussenot, secrétaire de l'archevêché.

Il porte la date du 28 juin 1870, 25^e^ année du pontificat de Pie IX, et la signature du cardinal secrétaire des brefs, Nicolas Paracciani Clarelli. Un des motifs de la concession, faite sur les instances de M^gr^ Landriot, est que l'ancienne église abbatiale, maintenant paroissiale, de Saint-Remi de Reims, a été consacrée par S. Léon IX, qui y a transféré solennellement le corps du saint apôtre des Gaules.

Deux choses doivent particulièrement fixer notre attention dans le bref *Originis vetustate*, donné près de Saint-Pierre : 1° la qualification de *très insigne*, « in perinsignem basilicam, » accordée à la nouvelle basilique; 2° le droit pour le curé qui dessert cette église de porter les insignes canoniaux, tels qu'ils ont été concédés par Sa Sainteté Pie IX, non seulement dans les limites de la paroisse, mais encore *toutes les fois que cela est permis aux chanoines de l'église métropolitaine*. Or, le droit est, conformément à de nombreux décrets rendus par la Sacrée Congrégation des Rites, que le costume canonial appartient au corps lui-même, c'est-à-dire au chapitre réuni ou représenté, et non à l'individu isolé et pris séparément.

Pius PP. IX. — Ad perpetuam rei memoriam. Originis vetustate, molis amplitudine, ædificii elegantia, et, quod potius est, pietate et frequentia populi conspicua templa ex more institutoque prædecessorum Nostrorum splendidis exornare titulis peculiaribusque augere privilegiis libenter solemus, ut eorumdem majestas amplificetur et sacræ in iisdem cæremoniæ splendidiori cultu peragantur. Extat in civitate Remensi templum, vetustate et structura prænobile, quod Deo sacrum in honorem S. Remigii,

episcopi confessoris, a S. Leone IX prædecessore Nostro solemni ritu consecratum fuit idemque summus Pontifex celebri pompa omnique civitatis ordine gestiente S. Remigii exuvias ad memoratum templum transtulit. Modo ad celebratissimi hujus templi decus et splendorem augendum a venerabili fratre Joanne Baptista Anna Landriot, Remensium archiepiscopo, supplicatum est Nobis ut eamdem ædem Rhemen. nomine ac privilegiis donare, illiusque parochum nonnullis honorum insignibus exornare de Apostolica benignitate Nostra velimus. Nos igitur hujusmodi votis libenti animo annuere, omnesque et singulos quibus hæ Nostræ litteræ favent peculiari prosequi beneficentia volentes, et a quibusvis excommunicationis et interdicti, aliisque ecclesiasticis sententiis, censuris et pœnis, quovis modo vel quavis de causa latis, si quas forte incurrerint, hujus tantum rei gratia absolventes ac absolutos fore censentes, Remensem S. Remigii ædem in perinsignem basilicam minorem, cum omnibus et singulis honoribus, juribus, privilegiis, quibus aliæ basilicæ minores ex juris præscripto vel usu et consuetudine utuntur, fruuntur vel uti ac frui possunt et poterunt, auctoritate Nostra Apostolica harum litterarum vi erigimus, ac talem nunc et perpetuis futuris temporibus esse et fore statuimus, præfatum templum basilicam nuncupari et haberi volumus. Præterea ejusdem templi in basilicam minorem per Nos erecti parocho nunc et futuris temporibus eadem concedimus honoris insignia, quibus Sanctæ hujus Sedis Apostolicæ benignitate Metropolitanæ ecclesiæ Remen. canonici utuntur, fruuntur, eidemque parocho perpetuum in modum indulgemus, ut ipse prædictis insignibus, non modo intra limites parochialis ecclesiæ S. Remigii, sed etiam quoties memoratæ Ecclesiæ Metropolitanæ canonicis permissum est, uti libere liciteque perpetuis futuris temporibus queat. Decernentes, etc. Non obstantibus, etc.

Datum Romæ apud S. Petrum sub annulo Piscatoris die XVII junii 1870, pontificatus nostri anno vigesimo quinto.

L. ✠ S. N. card. Paracciani Clarelli.

2. Le *Bulletin du diocèse de Reims*, en publiant dans son numéro du 24 juin 1871 la traduction de ce bref, crut devoir l'accompagner de quelques explications qu'il n'est pas inutile de reproduire textuellement, tout en faisant observer que le pavillon n'est pas *petit*, mais grand; qu'il *n'accompagne pas toujours le clergé*, mais seulement aux processions, et que l'érection en basilique ne comporte aucune indulgence spéciale, ce qui résulte seulement de l'affiliation.

Privilèges accordés aux basiliques. — Il n'est pas question ici des basiliques majeures, qui sont les quatre principales églises de Rome. En ce qui concerne les basiliques mineures, les privilèges accordés à chacune d'elles

sont, la plupart du temps, des privilèges spéciaux proportionnés à l'antiquité et à la célébrité de l'édifice.

Les privilèges des basiliques mineures sont donc déterminés, soit par le droit commun, soit par un acte spécial du Saint-Siège; nous allons les énumérer en quelques mots, indiquant surtout ce qui concerne *Saint-Remi* de Reims.

1° Toutes les basiliques ont l'usage du conopée, sorte de petit pavillon que l'on porte aux processions, et celui du *tintinnabulum* ou sonnette : ces insignes accompagnent toujours le clergé de la basilique, soit dans l'église, soit lorsqu'il paraît en corps avec tout le clergé de la ville ou du diocèse ;

2° Les basiliques ont la préséance sur toutes les autres églises, à l'exception de l'église cathédrale, dont le clergé seul précède ceux des basiliques dans les processions et réunions générales;

3° Dans toutes les basiliques, l'habit de chœur est, pendant l'hiver, la cape ornée de peau d'hermine et le surplis sur le rochet pendant l'été. En ce qui concerne *Saint-Remi* de Reims, l'acte pontifical que nous avons reproduit plus haut permet au curé de cette église, érigée en basilique, de porter tous les insignes des chanoines de l'église métropolitaine, dans son église et ailleurs, toutes les fois que les susdits chanoines eux-mêmes peuvent le faire ;

4° Les basiliques jouissent d'indulgences nombreuses dont nous ne ferons pas ici l'énumération. Nous n'indiquerons que les deux indulgences plénières accordées à *Saint-Remi* par un bref spécial, en date du 23 juin 1870, à savoir : une indulgence plénière le 13 janvier et une autre le 1er octobre de chaque année, lesquelles indulgences pourront être gagnées par tous les fidèles qui, ayant reçu les sacrements de Pénitence et d'Eucharistie, visiteront avec dévotion la basilique, et prieront pour la concorde entre les princes chrétiens, l'extirpation des hérésies, l'exaltation de Notre Mère la Sainte Église.

*Voir Bouix, Craisson, les canonistes et plus spécialement Gardellini.*

3. Permettre à un simple curé de porter dans sa propre église les insignes canoniaux de la cathédrale, est une faculté tout à fait exceptionnelle et qui mérite que les liturgistes s'y arrêtent un instant. Or, ces insignes sont de deux sortes : la *cappa* et la croix. La *cappa* est en laine violette; elle doit être *non dépliée*, ce qui serait un signe de juridiction et de supériorité, mais repliée et attachée sous le bras gauche; c'est ce que l'on nomme vulgairement le *tortillon*. La croix dite de Saint-Remi ressemble à la croix de Malte. Les huit pointes en argent sont émaillées en violet et bordées en blanc. Au centre, d'un côté, est une médaille à l'effigie de saint Remi et, de l'autre, à celle de la sainte Vierge, titulaire de la cathédrale. Ainsi que l'a ré-

cemment déclaré la Sacrée-Congrégation des Rites, cette croix ne peut se porter que sur le costume de chœur et non sur les ornements sacrés, chasuble, chape, dalmatique, comme on le pratique en quelques cathédrales.

Rupellen. — Quum SSmus Dnus Noster Pius Papa IX, clementer deferens votis Rmi episcopi Rupellensis die 19 octobris anni 1860, de speciali gratia concesserit vicariis generalibus ejusdem episcopi, nec non canonicis titularibus non minus quam honorariis illius Ecclesiæ Cathedralis, privilegium deferendi crucem inauratam super vestes chorales, quumque non una sit eorumdem canonicorum sententia relate ad extensionem hujus privilegii; ex eis enim aliqui tenent per vestes chorales intelligi tantum posse rochettum et mozzettam, exclusis paramentis sacris, nempe pluviali, casula, dalmatica et tunicella, ac proinde crucem concessam deferri minime posse a canonicis paratis; alii e contra sustinent per chorales vestes intelligi posse quidquid in choro a canonicis deferatur, ac proinde usum crucis concessæ extendunt etiam ad canonicos paratos; de facto tamen huc usque unanimes se abstinuerunt ab assumenda cruce dum sacris vestibus indui debuerunt, ac interim a Sacra Rituum Congregatione declarari humillime postulaverunt :

I. An per vestes chorales intelligi debeant rochettum et mozzettam tantum, vel præter mozzettam et rochettum sacra etiam paramenta, quæ canonici, episcopo celebrante, deferunt ad normam Cæremonialis ?

II. An posito quod per vestes chorales intelligenda sint etiam sacra paramenta, crux ex privilegio concessa deferri possit a canonicis sive simpliciter paratis in choro sedentibus, sive assistentibus episcopo celebranti, sive etiam diacono evangelii et subdiacono epistolæ ?

Sacra porro Rituum Congregatio rescribendum censuit : Ad I. *Affirmative ad primam partem, negative ad secundam.* Ad II. *Provisum in præcedenti.* Die 22 martii 1862.

Le bref de concession de ces insignes a été délivré à Son Éminence le cardinal Gousset, archevêque de Reims, le 16 mai 1851. Ce document vaut la peine d'être reproduit dans le texte latin, car il concerne non seulement les chanoines, mais encore les *archidiacres* qui, en leur qualité de vicaires généraux, ne font pas partie du chapitre.

PIUS PP. IX.

Ad perpetuam rei memoriam. Insignia dignitatis æquo animo deferimus Cathedralium Ecclesiarum canonicis, qui omnibus officii sui partibus ita recte funguntur, ut externis honoris insignibus adjecturi videantur interiora ornamenta virtutum ex quibus vitæ sacerdotalis vera ac germana laus existit. Quum itaque, dilecti filii Nostri Thomæ S. R. E. presbyteri car-

dinalis Gousset, archiepiscopi Rhemensis, gravi Nobis testimonio constiterit Metropolitanæ illius Ecclesiæ canonicos nedum commendabili pietate gravibusque moribus, et in explendis officiis præcipua diligentia nitere, sed vero etiam antistiti suo omni studio adfuisse tum in synodo diœcesana et in concilio provinciali celebrandis, tum in omnibus quibuscumque recens invectis institutis juxta normam S. Ecclesiæ Romanæ, quæ princeps et magistra est omnium ecclesiarum; Nos, ad preces dicti Rhemensis archiepiscopi facile adducti sumus, ut archidiaconos et canonicos cathedralis ipsius tum cappa magna lanea violacei coloris, tum peculiari cruce S. Remigii dicenda, ac supra pectus deferenda ornaremus. Itaque omnes et singulos, quibus hæ litteræ favent, peculiari beneficentia prosequi volentes, et a quibusvis excommunicationis, suspensionis et interdicti aliisque ecclesiasticis sententiis, censuris ac pœnis, quovis modo vel quavis de causa latis, si quas forte incurrerint, hujus tantum rei gratia absolventes et absolutos fore censentes, hisce litteris auctoritate Nostra Apostolica facultatem concedimus, perpetuis futuris temporibus valituram ut omnes et singuli archidiaconi et canonici Metropolitanæ Ecclesiæ Rhemensis, cappam magnam laneam violacei coloris ad instar canonicorum patriarchalis basilicæ Vaticanæ induere possint, nec non supra pectus crucem deferre valeant, quæ S. Remigii nuncupetur, cujus forma ad instar equitum ordinis Hierosolymitani octangula sit, violacei coloris, cum alba linea quæ extremitatem percurrat, et cujus ad angulos argentea puncta sint, in medio autem seu crucis centro numisma sit, ex una parte imaginem referent S. Remigii, ex altera imaginem B. M. V. Ceterum certa spe nitimur fore ut Metropolitanæ Ecclesiæ Rhemensis canonici hac nova ornamentorum accessione magis excitentur ad implendas sui muneris ac officii partes et ad illustriora exhibenda fidelibus pietatis et religionis exempla. Decernentes, etc. Non obstantibus, etc.

Datum Romæ apud S. Petrum, sub annulo piscatoris, die XVI maii MDCCCLI, pontificatus nostri anno V.

L. † S. Pro Dno cardinali Lambruschini, Picchioni substitutus.

Trois questions se posent ici et je n'ai nullement l'intention de les éluder.

La concession présente annule, de plein droit, les indults précédents, c'est-à-dire que, dès maintenant, cesse le port de la mozette dite *concordataire* et qui n'est en rien conforme à l'indult du cardinal Caprara, très singulièrement interprété. Enfin, on sort d'une illégalité qui s'est prolongée trop longtemps.

Et la croix pectorale, me dit-on? Sans doute, on y tient beaucoup, mais remarquez qu'elle est incompatible avec la *cappa*. Où la mettrez-vous? Sur le chaperon, c'est une irrégularité liturgique

qui ne peut se tolérer! Mgr Fonteneau, archevêque d'Albi, a donné l'exemple, ne craignant pas de rompre, seul dans l'épiscopat, avec une coutume française aussi récente que vicieuse. Sous le chaperon? mais alors ne se voyant pas, quelle sera son utilité? Laissez-moi vous citer ce proverbe que j'ai lu aux abords du Vatican : *de non apparentibus et non existentibus eadem est ratio.* Puis, la croix n'est pas plus régulière sur le rochet ou sur la *cotta*, quoi qu'en pense le chapitre de Poitiers. Sachons donc faire ce sacrifice, bien qu'il en coûte à l'amour-propre.

Je vais en demander un autre, toujours inspiré par l'archevêque d'Albi, à qui tout ce que Rome prescrit est principalement cher. Il s'agit du rabat : Pie IX ne l'aimait pas et il avait raison. Qu'on le garde dans la vie privée, soit; mais qu'on ne le porte pas au chœur et que sa teinte noire ne vienne pas ternir la blancheur de l'hermine. Je n'ignore pas qu'on le met sur le surplis, la mozette et la chape. Pourquoi ne pas être logique jusqu'au bout? Au fait, il ne figurerait pas plus mal sur la chasuble! Mais, même dans la liturgie gallicane, si précise dans tous les détails, on ne trouve pas de rubrique ainsi formulée : « Sacerdos induet superpelliceum, vestem choralem *et rabatum.* » C'est donc la coutume qu'on invoque; alors nous sommes à l'aise vis-à-vis d'elle, car la Congrégation des Rites a déclaré qu'elle ne reconnaissait que les « coutumes anciennes et louables ». Le rabat est-il ancien? Oui, relativement. Est-il louable? A ceux qui s'en parent de le démontrer. Mgr d'Albi et moi sommes absolument persuadés du contraire et je félicite hautement Sa Grandeur d'avoir secoué cet autre préjugé.

### 14. — *Cathédrale de Séez* (1871).

Pie IX, outre le titre basilical, octroya, conformément au désir de l'évêque de Séez, une croix pectorale, à porter au chœur, par les dignités, chanoines, même honoraires, et les vicaires généraux. La supplique demandait sans fondement l'érection en basilique majeure, comme le constate l'exposé.

Pius PP. IX. — Ad perpetuam rei memoriam. Nihil est luctuosissimis hisce temporibus, quod quidem sit Nobis acceptius, quam ejusmodi privilegia et ornamenta concedere, ex quibus templa, majorum pietate a solo structa et fidelium elargitione insignia, nobilitentur clerusque, qui iisdem in templis cul-

tui vacet, christianæ plebis oculis augustior fiat. Itaque propenso animo excepimus venerabilis fratris Caroli Friderici, Sagiensis antistitis, preces, quibus Nos enixe rogavit ut et cathedralem ecclesiam suam, vetustate, splendore et monumentis maxime conspicuam, basilicæ majoris honore decorare et canonicorum collegio ecclesiæ ejusdem, pietate, frequentia et sanctæ huic Apostolicæ Sedi devotione præclaro, pectoralis crucis ornamentum impertire benignitate apostolica dignaremur. Quæ cum ita sint, cathedrale templum Sagiense, hisce litteris, in basilicam minorem, auctoritate Nostra apostolica, erigimus et constituimus, illique omnia et singula jura, privilegia, prærogativas præeminentiasque, eadem auctoritate tribuimus ac elargimur, quæ vel ex jure vel ex consuetudine ecclesiarum hujusmodi basilicæ minoris titulo insignium propriæ sunt. Præterea omnes et singulos, quibus Nostræ hæ litteræ favent, ab quibusvis excommunicationis et interdicti, aliisque ecclesiasticis sententiis, censuris et pœnis, quovis modo vel quavis de causa latis, si quas forte incurrerint, hujus tantum rei gratia absolventes et absolutos fore censentes, dignitatibus canonicisque, atque iis etiam honorariis, cathedralis ecclesiæ ejusdem, nec non vicariis generalibus diœcesis Sagiensis, vi præsentium, pari auctoritate, concedimus ut supra chorales vestes, torulo appensam, gerant crucem pectoralem, rubro inductam incausto auroque extremis oris distinctam atque in medio referentem imaginem Sanctæ Dei genitricis ad instar ejus quæ in nostro secretariæ brevium tabulario asservatur. Hæc volumus, concedimus. Decernentes, etc. Non obstantibus, etc.

Datum Romæ apud S. Petrum sub annulo Piscatoris die VII martii MDCCCLXXI, pontificatus nostri anno vigesimo quinto.

Locus † sigilli. N. card. Paracciani Clarelli.

15. — *Saint-Seurin de Bordeaux* (1873).

Son Éminence le cardinal Donnet, archevêque de Bordeaux, a obtenu le bref *Quæ templa* en faveur de l'église paroissiale, autrefois cathédrale, de Saint-Seurin, qui est à la fois une des plus anciennes et des plus curieuses de sa ville épiscopale.

Ce bref, daté du 27 juin 1873, vingt-huitième année du pontificat de Pie IX, et signé par le cardinal Asquini, secrétaire des brefs, ne nous arrêtera que pour l'indication suivante, écrite au revers du parchemin. Les frais d'expédition, diminués *par grâce* spéciale, se sont montés à 450 francs, et l'agent chargé de faire les démarches et de retirer le bref au secrétariat, a reçu pour sa part 65 francs, ce qui fait un total de 515 francs pour frais de chancellerie.

Pius PP. IX. — Ad perpetuam rei memoriam. Quæ templa vetustate, monumentis et fidelium religione sunt maxime illustria, eo consentaneum

apprime rationi est, ut privilegiorum etiam amplitudine et sacrorum honorum titulis ceteris præstent. Cùm itaque dilectus filius Noster Ferdinandus, Sanctæ Romanæ Ecclesiæ cardinalis Donnet, archiepiscopus Burdigalensis, nos enixe rogaverit ut ecclesiam in honorem sancti Severini, civitatis Burdigalensis, basilicæ minoris titulo atque honore locupletare benignitate velimus Nostrâ, Nos animo reputantes satis constare memoratam ecclesiam episcopali quondam sede fuisse insignem, præterea ejusdem templi cultum splendoremque, necnon sacrarum exuviarum copiam quæ in illo asservantur, tandem Burdigalensis civitatis celebritatem incolarumque frequentiam, præfati archiepiscopi votis obsecundare constituimus. Quæ cùm ità sint, ecclesiam Sancto Severino dicatam, Burdigalensis civitatis, hisce literis, Apostolica Nostra auctoritate, in basilicam minorem erigimus; illique omnia jura, privilegia, prærogativas, honores, præeminentiasque tribuimus atque impertimus, quibus basilicæ minores almæ hujus Urbis utuntur, fruuntur, vel uti, frui possunt ac poterunt. Hæc volumus, statuimus, concedimus. Decernentes, etc. Non obstantibus, etc.

Datum Romæ, apud Sanctum Petrum, sub annulo Piscatoris, die XXVII junii MDCCCLXXIII, pontificatus nostri anno vicesimo octavo.

Sigilli ✝ Locus. F. card. Asquinius.

*Expensæ:* Ex gratiâ libellæ quadringentæ quinquaginta. — *Agentia :* Libellæ sexaginta quinque.

## 16. — *Notre-Dame de Lourdes* (1874).

Les églises récepticcs de Lourdes, d'Auray et d'Issoudun, toutes les trois d'érection récente, ont dû leur vogue aux pèlerinages dont elles ont été l'objet depuis quelques années. Célèbres entre tous les sanctuaires vénérés en France par la dévotion populaire, elles étaient désignées d'avance à la bienveillance de Pie IX par le renom dont elles jouissent au loin.

Le bref, sollicité par Mgr Langénieux, qui érige Lourdes en basilique mineure, porte la date du 13 mars 1874, vingt-huitième année du pontificat de Pie IX. Les *Annales de Notre-Dame de Lourdes* en ont donné simplement la traduction française dans le numéro d'avril 1874, et les *Analecta juris pontificii* le texte latin dans le tome XIII, même année : c'est là que je prends ce document :

Pius PP. IX. — Ad perpetuam rei memoriam. Romani Pontifices, qui pro Ecclesiæ universæ divinitus sibi commendatæ cura, ad ea semper animum cogitationemque intendunt, quæ catholico nomini bene, prospere et feliciter eveniunt, sacras ædes, splendore, cultu et fidelium religione maxime insignes, peculiarium honorum et privilegiorum accessione, pro re ac

tempore, augustiores faciunt, ut quæ cæteris celebritate præstent eædem dignitate antecellant. Ex hoc numero cum sic ecclesia in honorem Sanctæ Dei Genitricis oppidi *Lourdes*, diœcesis Tarbiensis, lubenti quidem animo excepimus venerabilis fratris Tarbiensis episcopi preces, quibus nos enixe rogavit ut ipsam basilicæ minoris titulo et juribus honestaremus. Quæ cum ita sint, prædecessorum nostrorum exempla sequti, et singulos atque universos, quibus nostræ hæ litteræ favent, a quibusvis excommunicationis et interdicti, aliisque ecclesiasticis sententiis, censuris et pœnis, quovis modo vel quavis de causa latis, quas si forte incurrerint, hujus tantum rei gratia absolventes ac absolutos fore censentes, ecclesiam in honorem Immaculatæ Virginis Deiparæ oppidi *Lourdes*, diœcesis Tarbiensis, in basilicam minorem, hisce litteris Apostolica Nostra auctoritate concedimus atque elargimur.quæ basilicarum minorum, sive ex jure, sive ex consuetudine propria sunt. Decernentes, etc. Non obstantibus, etc.

Datum Romæ apud S. Petrum sub annulo Piscatoris, die 13 martii 1874, pontificatus nostri anno vigesimo octavo. — Card. Asquinius.

## 17. — *Sainte-Anne d'Auray* (1874).

Sainte Anne est la patronne vénérée et chérie de la Bretagne. Aussi les habitants de cette pieuse contrée lui ont-ils élevé, en reconnaissance de sa protection, un temple somptueux où rien de ce qui peut l'embellir n'a été épargné. Mgr Bécel, évêque de Vannes, a mis le couronnement à cet édifice en sollicitant pour lui de Sa Sainteté Pie IX le titre basilical, qui a été gracieusement accordé par un bref en date du 22 mai 1874.

La concession pontificale a été insérée, seulement pour le texte latin, dans la *Lettre pastorale* du 21 juin de la même année, qui annonçait aux fidèles du diocèse cette précieuse faveur. Je tiens à remercier ici Mgr Bécel de l'empressement avec lequel il a bien voulu en mettre un exemplaire à ma disposition, dans l'intérêt des canonistes, aussi bien que de ceux qui s'attachent à relever les honneurs rendus aux églises de France.

Pius PP. IX. — Ad perpetuam rei memoriam. Quæ ad Dei et cœlitum sanctorum cultum augendum, fidelium pietatem excitandam remque catholicam augustiorem reddendam faciunt, ea, si unquam alias, hoc gravissimo Romanæ Ecclesiæ Nostroque tempore, lubentissimo animo concedimus. Itaque ultro votis obsequuti sumus antistitis Venetensis, qui Nos enixis precibus oravit, ut ecclesiam Venetensem, in honorem sanctæ Annæ, cœlestis Armoricæ patronæ, recens erectam, basilicæ minoris titulo ac privilegiis honestemus. Quæ cum ita sint, omnes et singulos, quibus

Nostræ hæ literæ favent, ab quibusvis excommunicationis et interdicti aliisque ecclesiasticis censuris, sententiis et pœnis, quovis modo vel quavis de causa latis, si quas forte incurrerint, hujus tantum rei gratia absolventes et absolutos fore censentes, Venetense templum recens exædificatum, et Sanctæ Annæ Armoricæ patronæ sacrum, Auctoritate Nostra Apostolica, in basilicam minorem tenore præsentium erigimus, et singulis atque universis juribus, privilegiis, prærogativis, honoribus ac præeminentiis, quæ ex jure aut consuetudine propriæ sunt minorum basilicarum, perpetuo decoramus. Decernentes, etc. Non obstantibus, etc.

Datum Romæ apud Sanctum Petrum sub annulo Piscatoris die 22 mai MDCCCLXXIV, pontificatus nostri anno vicesimo octavo. F. card. Asquinius.

## 18. — *Cathédrale de Mende* (1874).

Urbain V, sixième pape d'Avignon, est un enfant du Gévaudan qui, en conséquence, le 29 juin 1874, lui élevait une statue, solennellement inaugurée, sur la place de la cathédrale. A cette occasion, Mgr Saivet, plein de zèle pour le siège où la divine Providence l'a appelé, a demandé à Sa Sainteté qu'elle daignât accorder à cette même cathédrale le titre et les honneurs de basilique mineure. Le bref qui porte cette concession a été donné près de Saint-Pierre, le 26 juin, vingt-neuvième année du pontificat, et inséré dans la *Semaine religieuse* du diocèse, numéro du 10 juillet, en latin et en français. Nous lui empruntons ce premier document, qui doit rester dans la mémoire de tous les diocésains comme un insigne honneur décerné par Pie IX à un de ses plus illustres prédécesseurs.

Pius PP. IX. — Ad perpetuam rei memoriam. Quæ fidelium religione, vetustate, monumentis maxime illustria extent templa, Romanorum Pontificum prædecessorum Nostrorum vestigiis inhærentes, peculiaribus privilegiis sacrisque titulis augere et decorare libenter solemus. Cum itaque venerabilis frater Josephus Fridericus, episcopus Mimatensis, Nobis exponendum curaverit suis admodum esse in votis, ut Cathedralem Ecclesiam, splendida structura ab ipso B. Urbano V prædecessore Nostro erectam, basilicæ minoris titulo ac privilegiis exornemus, hujusmodi votis obsecundandum censuimus. Quæ cum ita sint, Cathedrale templum Mimatense a B. Urbano V extructum Apostolica Auctoritate Nostra, hisce litteris, in basilicam minorem perpetuo erigimus, illique omnia jura, privilegia, prærogativas, honores tribuimus, quibus basilicæ minores in hac Alma Urbe Nostra utuntur, fruuntur, vel uti, frui possunt ac poterunt. Hæc concedimus atque elargimur. Decernentes, etc. Non obstantibus, etc.

Datum Romæ apud S. Petrum sub annulo Piscatoris, die XX VI junii MDCCCLXXIV, pontificatus nostri anno vigesimo nono. — F. card. Asquinius.

Les titres les plus précieux et les mieux conservés dans les archives sont exposés à se détériorer ou même à se perdre complètement par suite de circonstances particulières, telles que l'incendie, une révolution ou toute autre mauvaise chance. Même en les imprimant, on n'est pas toujours sûr qu'ils parviendront plus tard à la connaissance des érudits qui pourraient en avoir besoin. C'est donc une sage et louable précaution que de confier à la pierre le soin de transmettre à la postérité un souvenir qui doit être impérissable. Telle est l'inscription que j'ai écrite à cet effet pour être gravée, comme un monument, sur les murs de la cathédrale édifiée par Urbain V :

QVOD. IN. MAIOREM. DEI. LAVDEM. CEDAT
ET. DIOECESI. NOSTRAE. BENE. VERTAT.
ANNO. DNI. M. DCCC. LXXIV
SACRI. AVTEM. PRINCIPATVS. XXIX
B. VRBANI. PP. V. MEMORIA. RECVRRENTE
HANC. ECCLESIAM. CATHEDRALEM
TITVLO. ET. HONORE. EXIMIIS
AD. INSTAR. MINOR. BASILICARVM. VRBIS
BREVI. APOSTOLICO. AMPLIARE. DIGNATVS. EST
PIVS. IX. PONT. MAX.
QVEM. DEVS. BONORVM. OMNIVM. AVCTOR
ORBIS. CATHOLICI. VOTIS. OBSECVNDANS
DIV. INCOLVMEM. SOSPITEMQ. SERVET.
FRIDERICVS. MIMATEN. EPISCOP.
GRATI. ANIMI. CAVSSA
LAPIDEM. POSVIT

19. — *Notre-Dame du Sacré-Cœur, à Issoudun* (1874).

Les *Annales de Notre-Dame du Sacré-Cœur*, dans le numéro d'août 1874, ont publié, relativement à l'érection en basilique mineure de la belle église de Notre-Dame du Sacré-Cœur, les deux documents suivants que je me fais un devoir de reproduire intégra-

lement à l'honneur de ce sanctuaire béni et privilégié. Le bref est daté du 17 juillet 1874. Je ferai observer que, dans le commentaire qu'en ont donné les *Annales*, on a confondu à tort l'érection en basilique avec l'*affiliation* aux basiliques majeures de Rome. Il faut être très précis sur toutes ces matières canoniques pour ne pas induire le clergé et les fidèles en erreur.

*Au Révérend Père Chevalier, Supérieur général des Missionnaires du Sacré-Cœur, à Issoudun, archidiocèse de Bourges.*

Bourges, 23 juin 1874.

Mon Révérend Père, Notre Saint-Père le Pape a daigné, sur ma demande, ériger en basilique mineure votre église de Notre-Dame du Sacré-Cœur. Je reçois aujourd'hui le bref apostolique que le Saint-Père a ordonné de nous expédier à cet effet, et je m'empresse de vous le transmettre.

Cette haute faveur, ajoutée à toutes celles que vous avez déjà reçues, témoigne manifestement de la bienveillance paternelle dont est animé le Souverain Pontife à l'égard de votre pieux Institut de missionnaires, et, en particulier, à l'égard de la dévotion à Notre-Dame du Sacré-Cœur. Je m'en réjouis avec vous et je vous en félicite, comme d'une grâce insigne qui doit être bien précieuse à votre cœur de prêtre et d'enfant dévoué de la Sainte Vierge.

Vous pouvez dès maintenant, si vous le jugez à propos, faire connaître par vos *Annales* la grande faveur qui vient de vous être accordée par le Saint-Père. Mais je me réserve de donner au bref pontifical sa publication officielle dans la fête annuelle du 8 septembre, que nous comptons célébrer, cette année, avec son éclat accoutumé.

Agréez, mon cher Père, mes sentiments dévoués en N. S.

† C. A., archevêque de Bourges.

Pius PP. IX. — Ad perpetuam rei memoriam. Supplicatum est Nobis a venerabile fratre Carolo Amabili, Bituricensium archiepiscopo, ut ad Exoldunensis templi, in honorem Beatissimæ Mariæ Virginis Immaculatæ ut vocant a S. Corde, maxima fidelium pietate, pluribus ab hinc annis frequentissimi, splendorem augendum, Apostolica Auctoritate Nostra illud basilicæ minoris titulo ac privilegiis decorare velimus. Nos igitur hujusmodi votis libente animo obsecundantes, supradictum templum Exoldunense, in honorem Beatæ Mariæ Virginis Immaculatæ a S. Corde nuncupatæ, in basilicam minorem, cum omnibus et singulis privilegiis, gratiis et indultis quibus alia templa titulo hujusmodi insignita, ex juris præscripto vel ex usu et consuetudine utuntur ac fruuntur, Apostolica Auctoritate Nostra tenore præsentium erigimus et constituimus. Decernentes, etc. Non obstantibus, etc.

Datum Romæ apud Sanctum Petrum sub annulo Piscatoris die XVII julii MDCCCLXXIV, pontificatus nostri anno vicesimo nono. — Card. Asquinius. (*Place du sceau.*)

20. — *Cathédrale de Rodez* (1874).

La cathédrale de Rodez a été érigée en basilique mineure par le bref *Sacrorum antistitum,* donné par Sa Sainteté Pie IX, en date du 29 décembre 1874, près Saint-Pierre, et signé de la main du secrétaire des brefs, cardinal Fabio Asquini.

Ce bref a été publié, latin et français, dans la *Revue religieuse de Rodez,* numéro du 21 janvier 1875. Il mérite une attention particulière, parce qu'il contient des dérogations expresses au droit commun.

L'exorde consacre un principe général, à savoir : que les faveurs spéciales s'accordent principalement en vue « de la plus grande gloire de Dieu, de la majesté des temples, de la splendeur des cérémonies ecclésiastiques et du salut éternel des âmes ». L'exposition de la demande porte que M^gr Ernest Bourret a sollicité pour sa cathédrale le titre de basilique mineure, se basant sur la foi et la piété de ses diocésains, ainsi que sur l'importance architectonique et sculpturale du monument dont la tour est surmontée d'une statue de l'Immaculée-Conception, puis qu'il a demandé pour son chapitre un costume particulier.

La concession s'étend aux deux points de la supplique épiscopale : le titre basilical, octroyé à perpétuité, et les insignes canoniaux. Suivent les clauses dérogatoires.

J'insisterai sur la question de costume. Le pape reconnaît que le rochet et la croix pectorale d'argent doré ont été déjà autrefois accordés. Le bref aurait pu ajouter que M^gr Delalle avait aussi obtenu pour les chanoines une soutane prélatice. J'ai publié dans le temps un commentaire du bref de concession, avec le bref lui-même, dans une revue liturgique et canonique qui s'imprimait à Paris sous le titre de *la Paroisse* (1861, p. 98-103).

En droit, comme je l'ai établi précédemment, les chanoines de toutes les basiliques mineures portent, sans indult spécial, la *cappa* violette retroussée. En droit aussi, les chanoines n'ont qu'un seul costume pour le chœur, sans distinction de fêtes, ce qui a été parfai-

tement reconnu lors de la première discussion à Rome des statuts capitulaires de la métropole d'Auch. Mgr Bourret, qui a été professeur de droit canonique à la Sorbonne, ne pouvait ignorer ces choses. C'est donc en pleine connaissance de cause, mais pour des raisons qui nous échappent, que Sa Grandeur a désiré et obtenu une dérogation formelle à ce double droit. Malheureusement, le droit exceptionnel, quelque sanction qu'on apporte à son observation *perpétuelle*, peut être renversé par son successeur ou même à la demande du chapitre si, à un moment donné, il voulait rester dans le droit commun qu'il est toujours plus avantageux de suivre simplement. Les chanoines de Rodez sont donc désormais en possession d'un triple costume : *cappa magna* de laine violette, avec chaperon en hermine, et non « en peaux de belettes », comme l'a imprimé la *Revue de Rodez*, pour l'hiver; même *cappa*, avec chaperon de soie rouge, l'été ; l'une et l'autre ne devant se porter qu'aux « fêtes de première et seconde classes, aux divins offices, en présence de l'évêque seulement ». De suite, deux doutes se présentent à l'esprit : cette *cappa* se portera-t-elle déployée ? Je ne le pense pas, car c'est le droit strict de l'évêque, et pour y déroger il faudrait l'insertion d'une clause spéciale, comme il a été fait pour Moulins. De plus, le mot *divins offices* est très restreint et ne s'applique ni aux processions, ni aux funérailles, ni autres actes capitulaires, toutes choses spécifiées clairement dans la concession de la *cappa* (ainsi que je l'ai démontré ailleurs, à propos de la basilique de Marino), qui peut alors se porter « tam in ecclesia istiusque choro et capitulo ac inter missarum et horarum canonicarum, diurnarum pariter et nocturnarum, vesperarum aliorumque divinorum officiorum celebrationem, quam extra eamdem ecclesiam in processionibus, funeralibus aliisque omnibus et singulis actis capitularibus et functionibus publicis ac privatis ».

Le troisième costume, qui est pour les temps ordinaires, *en hiver seulement*, consiste dans le mantelet et la mozette, l'un et l'autre de *couleur noire*. D'où il suit que ces deux insignes ne peuvent être agrémentés d'aucuns filets, boutons et doublures rouges, pas plus qu'on ne peut les porter en drap, mais seulement en laine (mérinos, escot, etc.). Enfin la limitation *ceteris vero hiemis diebus*, laisse les chanoines sans insigne l'été, avec le simple surplis, à moins que la

mozette ne leur reste en vertu d'une concession antérieure; tel n'est pas le sens obvie de la phrase.

Tout cela est bien compliqué, je n'ose dire insolite; ce n'est pas la faute du bref qui ne fait que reproduire les termes de la supplique.

Le chapitre a été content, c'était l'essentiel. Il a remercié Sa Sainteté dans une lettre latine, qui, en un certain passage, se méprend sur l'état de la question. Il est faux que la *cappa magna* de couleur noire soit propre aux basiliques mineures, et que la couleur violette pour cet insigne soit une *permission* et une *faveur*. Il est faux encore que le mantelet noir soit un *vêtement prélatice*, car il n'est porté que par les protonotaires titulaires, nommés pour cela *protonotaires noirs*, et qui ne comptent pas dans la prélature. Enfin je ne sache pas que la mozette noire soit propre à aucun prélat : les évêques la portent bien dans leurs diocèses en temps de pénitence, comme on peut le voir dans le *Manuel* de Mgr Martinucci, mais elle est alors agrémentée d'un peu de couleur. Je cite le passage de cette lettre que j'incrimine, parce qu'elle a été publiée et traduite dans la *Revue religieuse de Rodez*, et qu'il importe, à l'endroit des basiliques mineures, de ne laisser subsister aucune erreur ni aucun doute :

Ad Sacrorum Apostolorum Petri et Pauli limina peregrinanti DD. Ernesto Bourret, gratiâ Sanctæ Sedis episcopo Ruthenensi, et pro diœcesi postulanti, ut Ecclesia Cathedralis in basilicam minorem erigeretur, Sanctitas Vestra benigne annuit, ut illa totius nostræ diœcesis mater ecclesia hoc insigni titulo et quæ ipsi annectuntur privilegiis augeretur; ac proinde nos ipsos hujusce templi canonicos, non solum iis, quæ omnibus aliis basilicis minoribus competunt, prærogativis decoravit, sed ut majorem nobis demonstraret affectum, cappam magnam nigri coloris, præfatis ecclesiis propriam, apud nos violacei coloris permittere et indulgere dignata est, et insuper prælatorum vestem, scilicet mantelletam nigram subter mozettam, pro speciali gratiâ, gestare concessit. Pro hujusmodi « privilegiis, præeminentiis, exemptionibus et indultis », quæ tam grato animo omnes nos unanimi corde à Beatitudine Vestrâ accepimus, quales gratiarum actiones nunquam digne agere poterimus?

C'est avec la plus vive satisfaction que je félicite les chanoines de Rodez d'avoir écrit cette phrase bien sentie : « Memores erimus nos factos esse spectaculum angelis et hominibus, et quâ decet reveren-

tiâ, omnia et singula, quæ spectant ad cultum divinum et cæremonialis præscriptum accuratiùs, ac, si fieri potest, religiosiùs observabimus. »

Oui, les basiliques mineures doivent se distinguer par un culte plus soigné, une observation plus exacte du cérémonial et une plus religieuse attention à l'accomplissement fidèle de toutes les prescriptions romaines.

La *Revue religieuse de Rodez* a donné, dans le numéro du 12 février 1875, à propos du titre basilical, un premier article sur l'origine et la forme des basiliques primitives et les privilèges des basiliques majeures. Écrit avec sentiment et littérature, je ne lui reprocherai qu'une chose, c'est de ne pas être assez imprégné des saines et vulgaires notions de l'archéologie, de la liturgie et du droit canon [1]. Je regrette de n'avoir pas reçu le second article que j'ai inutilement demandé à Rodez ou qui, s'il m'a été adressé, ne m'est pas parvenu.

Pius PP. IX. — Ad perpetuam rei memoriam. Sacrorum antistitum postulatis, quæ majorem Dei gloriam, templorum majestatem, ecclesiasticarum cæremoniarum splendorem, vel sempiternam animarum salutem spectent, quantum in Domino possumus, obsecundare et annuere solemus. Jam vero a venerabili fratre Josepho Christiano Ernesto Bourret, episcopo Ruthenensi, expositum nobis est, inter multa in diœcesi Ruthenensi avitam impensamque illius populi fidem ac pietatem testantia monumenta, principem habere locum cathedrale templum, præstanti mole egregiisque sculpturis conspicuum; singularis autem Ruthenensium ergà Sanctam Dei Genitricem Mariam, Immaculatæ Conceptionis privilegio donatam, pietatis perhibet, inter alia, testimonium statua Bmæ Virginis sine labe Conceptæ, quam super celebrem sui Cathedralis templi turrim eminere voluerunt. Ad remunerandam horum fidelium pietatem et ad majorem hujusce templi dignitatem illiusque capituli splendorem, ab eodem venerabili fratre supplicatum Nobis est, ut memoratum templum basilicæ minoris titulo ac privilegiis augere, utque ejusdem capituli canonicis, qui lineum amiculum manicatum, vulgo rocchettum et argenteam crucem deauratam, ex privilegio jàm deferunt, facultatem induendi, festis primæ et secundæ classis diebus, magnam cappam laneam violacei coloris, hiberno tempore mustelæ alpinæ pellibus ornatam, æstivo autem tempore serico panno loco pellium adsuto; aliis vero hiemis diebus pallium seu mantelletam nigri coloris sub palliolo seu mozzeta, de benignitate nostra concedere velimus. Nos igitur venerabilis fratris Josephi Christiani Ernesti, episcopi Ruthenensis,

1. Il en a été fait un tirage à part sous ce titre : *Prérogatives de la cathédrale de Rodez, érigée en basilique mineure,* par M. l'abbé Saladin, chanoine théologal et maître des cérémonies de la basilique, in-8° de 22 pages.

votis annuere, omnesque et singulos, quibus hæ litteræ nostræ favent, peculiari prosequi beneficentia volentes, et a quibusvis excommunicationis et interdicti, aliisque ecclesiasticis sententiis, censuris et pœnis, quovis modo vel quavis de causa latis, si quas forte incurrerint, hujus tantum rei gratia absolventes ac absolutos fore censentes, Ruthenense templum cathedrale in basilicam minorem, cum omnibus et singulis privilegiis, præeminentiis, exemptionibus et indultis, quibus aliæ ecclesiæ basilicæ minores hujusmodi quomodolibet utuntur, fruuntur, ac uti et frui poterunt, Apostolicâ auctoritate Nostrâ, tenore præsentium, erigimus, ac talem perpetuo esse et fore decernimus, idemque templum Basilicam nuncupari et haberi volumus. Præterea ejusdem cathedralis templi canonicis, qui sunt quique in posterum erunt, eadem auctoritate nostrâ, hisce litteris, perpetuum in modum concedimus atque indulgemus, ut hi, præter insignia quibus, ex privilegio, uti asseritur, fruuntur, in festivitatibus primæ et secundæ classis, dum divinis officiis intersunt, dummodo episcopus adsit, magnam cappam laneam violacei coloris, hiberno tempore mustelæ alpinæ pellibus ornatam, æstivo autem tempore, serico panno rubro, loco pellium, adsuto; ceteris vero hiemis diebus, pallium seu mantelletam nigri coloris, subter palliolum seu mozzetam, induere, hoc futurisque temporibus, libere possint ac licite. Decernentes, etc. Non obstantibus, etc.

Datum Romæ apud S. Petrum sub annulo Piscatoris, die XXIX decembris MDCCCLXXIV, pontificatus nostri anno vigesimo nono.

L. † S. F. card. Asquini.

## 21. — *Église St-Epvre, à Nancy* (1874).

Le titre basilical a été octroyé à St-Epvre, qui a longtemps gardé la sépulture des ducs de Lorraine et que la générosité de l'empereur d'Autriche a permis de reconstruire somptueusement. La demande, comme d'habitude, fut présentée par l'évêque de Nancy.

Pius PP. IX. — Ad futuram rei memoriam. Sanctitate et vetustate insignia templa peculiaribus augere solemus privilegiis, ut et illorum amplificetur dignitas, et erga illa fidelium augeatur veneratio et cultus. Expositum nobis est a venerabili fratre Josepho Alfrido, Nanceiensium episcopo, pervetustum parochiale templum, Deo sacrum in honorem S. Apri, peiscopi Tullensis, extare Nanceii, in quo ducum Lotharingiæ conditæ [1], sunt cineres. Nonnullis abhinc annis templum hoc ingenti fidelium pecuniæ vi nove excitatum est atque ornatum, ejusdemque pecuniæ magnam partem obtulit carissimus in Christo filius Noster Franciscus Josephus I, Austriæ imperator, quippe qui avorum suorum cineres summa pietate ac

1. *Sic*, sur la copie qui m'a été envoyée de Nancy. Je ne pense pas que cette faute soit imputable au secrétariat des brefs.

regali munificentia honorat. Ad augendam hujusce templi, cui multiplex clerus ministrat, dignitatem, enixe a Nobis ab eodem venerabili fratre Josepho Alfrido supplicatur ut illud basilicæ minoris titulo ac privilegiis decorare velimus. Nos igitur hujusmodi votis obsecundare, omnesque et singulos, quibus hæ litteræ nostræ favent, peculiari beneficentia prosequi volentes, et a quibusvis excommunicationis et interdicti, aliisque ecclesiasticis sententiis, censuris et pœnis, quovismodo vel quavis de causa latis, si quas forte incurrerint, hujus tantum rei gratia absolventes ac absolutos fore censentes, parochiale templum ad honorem S. Apri, episcopi Tullensis, in civitate Nanceiensi excitatum, in Basilicam minorem, cum omnibus et singulis privilegiis, præeminentiis, exemptionibus et indultis quibus aliæ ecclesiæ basilicæ minoris titulo ac privilegiis auctæ quomodolibet utuntur, fruuntur ac uti et frui possunt et poterunt, Apostolica auctoritate Nostra, tenore præsentium erigimus ac talem perpetuo esse et fore statuimus, idemque templum basilicam minorem nuncupari et haberi volumus. Decernentes, etc. Non obstantibus, etc.

Datum Romæ apud Sanctum Petrum, sub annulo Piscatoris die XXVI novembris MDCCCLXXIV, pontificatus nostri anno vigesimo nono.

F. card. Asquinius.

Une inscription commémorative[1], gravée sur marbre blanc et surmontée des armes de Pie IX, de Mgr Foulon, évêque de Nancy, et de la basilique, a été placée sous la tribune de l'orgue, près la porte d'entrée :

D. O. M.

PIO IX.

PONT. OPT. MAX.

QVOD

ECCL. INSIGNEM S. APRI. NANCEIENS.

TITVLO. BASILICÆ. MINORIS

AVXERIT. ORNAVERITQ.

ANNO. R. S. MDCCCLXXIV. DIE. NOV. XXIV

INSTANTE. RMO. IN. XPO. PATRE. ET. DOMINO

D. IOSEPHO. ALFRIDO. NANCEIENS. AC. TVLL. EPISC.

PAROCHVS. ET. FIDELES

GRATI. ANIMI. CAVSA

AD. MEMORIAM. PP.

1. On remarquera qu'elle a été copiée, sans presque rien changer, sur celle que j'avais rédigée pour la cathédrale de Montpellier : c'est le cas de répéter *Non bis in idem*, car il était facile de faire autrement et de demander à l'auteur une rédaction différente. Je proteste contre ce plagiat littéraire.

L'inscription de consécration (1875), qui fait vis-à-vis à celle-ci, revient sur l'érection en basilique mineure. Je n'en citerai que le début :

D. O. M.
INSIGNEM. HANC. ECCL. S. APRI. NANCEIENS.
LOCO. ANTIQVISSIMÆ. JAM. VETVSTATE. LABENTIS. ERECTAM.
ET. A. S. D. N. PIO. PP. IX
SAC. BASIL. ROM. PRIVILEGIIS. NOBILITATAM.

A St-Epvre, le pavillon fut inauguré pour la première fois à l'occasion de la consécration, le 7 juillet 1875. Le compte rendu de la fête, qui le nomme ridiculement *umbellio*, dit qu'on le déploya, après la cérémonie, « pour accompagner les évêques au palais épiscopal ». Une conduite de cette sorte n'est pas à proprement parler une *procession* liturgique : il fallait donc s'en abstenir dans la circonstance. En France, on ne sait pas généralement garder la mesure et c'est presque toujours ou trop ou trop peu.

### 22. — *Cathédrale de Chambéry* (1874).

Le bref, qui érige l'église métropolitaine de Chambéry en basilique mineure, ne mentionne aucun titre spécial à cette faveur. L'exorde contient une généralité qui peut s'appliquer indistinctement partout, à savoir que « les titres et privilèges s'accordent dans le double but d'augmenter la dignité des églises et d'accroître la vénération des fidèles pour les édifices sacrés ainsi honorés de la bienveillance des Pontifes Romains ». La demande a été faite, dans un voyage à Rome, par Mgr Pichenot, archevêque de Chambéry, qui a bien voulu me faire donner copie du bref apostolique. Malheureusement, le secrétaire de S. G. a négligé, à la fin du document, la date et la signature et, malgré mon instante réclamation, n'a pas cru à propos de m'adresser le complément désiré[1]. Je lui laisse donc la responsabilité d'avoir tronqué cette pièce. Jamais il ne me serait venu à la pensée de la publier mutilée : je respecte trop mes lecteurs pour ne pas chercher à les satisfaire de tout point, et ils

1. L'original ayant été égaré, j'ai su seulement que l'expédition avait été faite au mois de novembre 1874.

sont en droit de contester des actes qui n'offrent pas tous les caractères de l'authenticité.

J'insisterai sur un détail de ce bref qui est très explicite. Pie IX enlève à qui que ce soit le droit de *juger* et d'*interpréter* sa concession, et même déclare nulle toute atteinte à la teneur du bref. Or, en beaucoup d'endroits, on se contente du *titre basilical*, et on prend ou on laisse à son gré les privilèges qui y sont inhérents. C'est le cas de dire : tout ou rien. Il n'appartient à personne de distinguer entre ces privilèges et de donner une préférence à l'un, tandis qu'on exclut les autres. Ce n'est pas l'esprit de l'Église dont on cherche alors à s'imprégner, mais ses propres idées qu'on s'efforce d'imposer. Voilà bien notre nature française, qui approuve seulement ce qui part de son initiative et qui, au lieu d'accepter purement et simplement le don tel qu'il est fait et de s'en glorifier, le discute, le conteste et finit par poser ses réserves!

Pius PP. IX. — Ad futuram rei memoriam. Ad excitandam fidelium erga templa venerationem et cultum et ad augend. eorumdem templorum dignitatem, ex more Romanor. Pontif. prædecess. Nost. eadem templa amplissimis titulis peculiaribusque privilegiis decorare solemus. Jam vero, quum a ven. frat. Petro Anastasio, arch. Camber., supplicatum sit nobis, ut metropolit. templum Camberiense, quod ecclesiasticæ provin. Sabaudiæ est caput, in minorem basilicam de Apostolica auctoritate Nostra evehatur, Nos hujusmodi votis libenti animo obsecundandum censuimus. Nos igitur, omnes et singulos quibus hæ litteræ nostræ favent, peculiari beneficentia prosequi volentes et a quibusvis excommunicationis et interdicti, aliisque ecclesiasticis sententiis, censuris et pœnis, quovis modo vel quavis de causa latis, si quas forte incurrerint, hujus tantum rei gratia absolventes ac absolutos fore censentes, Apostolic. auctoritate Nostra, tenore præsentium metropolit. templum Camberiense in basilicam minorem cum omnibus privilegiis, præeminentiis, exemptionibus et indultis quibus aliæ ecclesiæ minoris basilicæ titulo auctæ quomodolibet utuntur, fruuntur ac uti et frui possunt et poterunt, erigimus ac talem perpetuo esse et fore statuimus idemque templum basilicam minorem nuncupari et haberi volumus. Decernentes, etc. Non obstantibus, etc.

Datum Romæ.....

## 23. — *Paray-le-Monial* (1875).

On lit dans la *Semaine religieuse* d'Autun :

« Le vendredi 9 janvier 1875, Mgr Perraud, évêque d'Autun, a eu

l'honneur d'être reçu en audience spéciale par Notre Saint-Père le pape..... Permettez-moi, ajouta Sa Grandeur, quand une conversation sur la dévotion au Sacré Cœur se fut prolongée assez longtemps, permettez-moi d'adresser une demande à Votre Sainteté. Les réunions des pèlerins à Paray-le-Monial se font dans une magnifique église bénédictine du onzième siècle; j'ose vous prier d'accorder à cette église le titre et les privilèges de basilique mineure, et de la placer sous le vocable du Sacré-Cœur. » — « Très volontiers, dit le Saint-Père avec un geste affirmatif des plus gracieux : j'enverrai votre supplique aux brefs. » Et prenant la plume, il écrivit lui-même sur l'enveloppe de la pétition qu'il y sera fait droit. »

Le bref a été expédié, sous la signature du cardinal Asquini, le 26 janvier de la même année. Il débute par ces mots *Pulchrum, decorum est*, et insinue dans l'exorde que l'antiquité de l'église bénédictine, actuellement paroissiale, de Paray-le-Monial, ainsi que les pèlerinages qui s'y font depuis quelques années, ont été les deux motifs déterminants pour une semblable concession qui, quant au reste, n'offre aucune particularité saillante, la formule étant, au moins pour le fond, identique aux indults précédents.

Le bref, daté de la 29e année du pontificat de Pie IX, a été publié avec la traduction par Mgr l'évêque d'Autun, dans un mandement spécial. Je dois communication de ce document à la complaisance de feu le chanoine Cucherat, savant et pieux écrivain, à l'initiative de qui Paray-le-Monial est redevable de cet élan de foi qui a transporté des milliers de pèlerins, tant de la France que de l'étranger, aux lieux mêmes où prit naissance la dévotion au Sacré Cœur.

PIUS PP. IX. — Ad futuram rei memoriam. Pulchrum, decorum est et rationi consentaneum, ut quæ templa vetustate et monumentis, necnon fidelium religione cæteris præstent, eisdem dignitate ac privilegiis antecellant. Ex hoc numero esse ecclesiam sub invocatione Beatæ Mariæ Virginis in cœlum assumptæ, civitatis *Paray-le-Monial* quæ nominatur, ex gravi venerabilis fratris Adolphi Ludovici Alberti, episcopi Augustodunensis, testimonio nobis constitit, scilicet hæc ecclesia octo abhinc sæcula a monachis ordinis Sancti Benedicti extructa, amplitudine et splendore nulli cedit ac maxime insignis est peregrinorum frequentia, qui ad eum adeunt locum B. Margaritæ Alacoque reliquias veneraturi. Quare cum idem venerabilis frater ad Nos retulerit admodum sibi esse in votis, ut ecclesiam istam ad basilicæ minoris gradum evehere benignitate dignaremur Nostra,

precibus ejusdem libenter obsequuti sumus. Itaque hisce litteris, ecclesiam sub titulo Beatæ Virginis in cœlum Assumptæ, civitatis cui vulgo nomen *Paray-le-Monial*, Augustodunensis diœcesis, basilicæ minoris titulo atque honore, auctoritate Nostra Apostolica decoramus, eique omnia et singula jura, privilegia, prærogativas, honores, præeminentiasque concedimus, quæ basilicarum minorum aut ex lege aut ex consuetudine sunt propriæ. Decernentes, etc. Non obstantibus, etc.

Datum Romæ apud Sanctum Petrum, sub annulo Piscatoris, die XXVI januarii MDCCCLXXV, pontificatus nostri anno vigesimo nono.

*Locus* ✝ *Sigilli.* F. card. Asquinius.

## 24. — *Notre-Dame d'Afrique*, *à Alger* (1875).

Le bref d'érection contient aussi une concession d'indulgence. Le document a été publié par l'indultaire, Mgr Charles Lavigerie, dans une « Lettre circulaire », portant le n° 102 [1]. Une « lettre pastorale pour le carême de l'an de grâce 1876 » parle en ces termes de la faveur du Souverain Pontife:

Mais ce n'est pas seulement la statue de Marie que Pie IX a voulu honorer de ce symbole de puissance, il a voulu encore accorder à son temple un titre nouveau et le mettre par là au rang des temples les plus vénérés de la Rome pontificale.

A Rome, vous le savez, mes très chers frères, les églises où les Souverains Pontifes ont établi plus spécialement leur trône, Saint-Jean-de-Latran, Saint-Pierre, Saint-Paul-hors-des-Murs, Sainte-Marie-Majeure, portent le titre de basiliques. C'est un titre d'honneur qui les place au-dessus de toutes les églises de l'univers; c'est aussi une source de faveurs spirituelles plus étendues, car tous les jours de l'année on y peut gagner des indulgences plénières, applicables même aux défunts [2].

1. Le programme de la fête contient ce dispositif : « Seront solennellement promulgués, dans l'église de Notre-Dame d'Afrique, les deux brefs de N. S. Père le pape Pie IX, dont l'un érige la dite église en basilique, et l'autre décerne une couronne à la statue miraculeuse qui y est vénérée... Le dimanche 30 avril, à 4 heures précises, les vêpres de la très sainte Vierge seront chantées solennellement à Notre-Dame d'Afrique, et en plein air, si le temps le permet. Elles seront suivies d'une procession autour de l'église, d'une instruction et du couronnement de la statue de Notre-Dame. Après la bénédiction pontificale, donnée par NN. SS. les évêques et les révérendissimes abbés présents, aura lieu le salut du T. S. Sacrement. » Tout cela n'est que trop organisé à la française : on ne craint pas par la longueur d'abuser de la patience des fidèles. Vêpres et salut sont de surégogation assurément. Mais ce qui est plus grave, c'est, malgré le cérémonial, de faire donner une bénédiction pontificale par plusieurs évêques à la fois; la coutume n'est pas ancienne, nous en avons vu les commencements et l'extension, mais on saura plus tard l'invoquer pour la maintenir légalement. Quant à faire participer des abbés à cette bénédiction, c'est vraiment phénoménal !

2. Il y a ici une double erreur : Notre-Dame d'Afrique n'est pas assimilable aux

Lorsqu'ils veulent honorer, dans le reste du monde, une église plus antique et plus illustre, les papes lui confèrent le même titre et les mêmes privilèges. Ils le font rarement, pour conserver un plus grand prix à cet honneur même. Pie IX a encore voulu le faire pour nous. Il a considéré, sans doute, ce temple, né d'hier, comme représentant les églises africaines, autrefois si nombreuses, quelques-unes si magnifiques, et toutes si vénérables par leur antiquité. Elles étaient dignes de cet honneur, ces vieilles églises ensevelies sous les ruines de nos sept cents villes épiscopales, ces églises où de si grands hommes prêchèrent la vérité, où périrent dans les flammes, sous le fer des Donatistes, des Vandales, des Arabes, tant de millions de martyrs, où la vérité catholique fit entendre, dans les conciles les plus illustres de l'antiquité, des accents si vigoureux et si pleins de grandeur. Elles sont honorées toutes ensemble aujourd'hui, dans cette église nouvelle, que Pie IX vient éclairer d'un rayon de leur gloire, comme pour faire renaître dans la fille le souvenir de ces églises disparues.

Pius PP. IX. — Ad perpetuam rei memoriam. Decorem domus Dei et cultum summopere diligentes, antistitum sacrorum postulata libenti animo excipimus, quæ celebrium in suis diœcesibus existentium templorum majestatem ac dignitatem spectant. Jam vero a venerabili fratre Carolo Martiali, archiepiscopo Juliæ Cæsareæ, expositum est Nobis ad Algeriam amplitudine et sanctitate celebre extolli templum, Deo sacrum in honorem Beatissimæ Mariæ Virginis Immaculatæ, quam, inibi Africæ dominam appellatam, fideles singulari venerantur pietate, ejusque præsentissimam opem plurimis gratiis impetratis experti sunt. Hujusce templi sanctitatem adauget tum populi tum prodigiorum frequentia, quæ portenta innumera, quibus interni ejusdem templi parietes omnino fere vestiuntur, votivæ tabellæ luculentissime testantur. Hinc ab eodem venerabili fratre supplicatum est Nobis, ut hoc Marianum templum, prope Algeriam constitutum, basilicæ titulo ac privilegiis insigniri, et fidelibus, qui Sanctam Dei Genitricem adprecaturi illud adeunt, Ecclesiæ thesauros, quorum dispensatores Nos voluit Altissimus, reserare de Apostolica indulgentia velimus. Nos igitur hujusmodi precibus annuentes, ecclesiam in honorem Deiparæ Virginis Immaculatæ, quæ prope Algerianam civitatem erecta vulgari titulo *de Notre-Dame d'Afrique* appellatur, in basilicam minorem erigimus, eidemque ecclesiæ omnia et singula privilegia, præeminentias, exemptiones et indulta, quibus aliæ basilicæ minores hujusmodi quomodolibet utuntur, fruuntur, auctoritate Nostra Apostolica harum litterarum vi perpetuum in modum deferimus atque largimur. Omnibus præterea utriusque sexus christifidelibus, qui uno anni die, ad cujusque fidelis arbitrium eligendo, sacramentali peccatorum suorum confessione rite expiati et Eucharistico Angelorum pane refecti, supradictam ecclesiam, et in ea situm Dei Parentis simulacrum devote visitaverint, et ibi pro christianorum principum

basiliques majeures et son titre de basilique mineure ne lui vaut aucune indulgence spéciale.

concordiâ, hæresum extirpatione, peccatorum conversione, ac S. Matris Ecclesiæ exaltatione pias ad Deum preces effuderint, plenariam omnium peccatorum suorum indulgentiam et remissionem, quæ etiam animabus christifidelium, quæ Deo in charitate conjunctæ ab hac luce migraverint, per modum suffragii applicari posse, misericorditer in Domino perpetuis futuris temporibus concedimus. Decernentes, etc. Non obstantibus, etc.

Datum Romæ apud S. Petrum sub annulo Piscatoris die VIII junii MDCCCLXXV, pontificatus nostri anno vigesimo nono. F. card. Asquinius.

### 25. — *Notre-Dame de Bon-Encontre* (1875).

Notre-Dame de Bon-Encontre, au diocèse d'Agen, est un pèlerinage célèbre [1], que Pie IX a favorisé par le bref suivant, donné au Vatican. La clause *Decernentes* est omise et le *Non obstantibus* abrégé par exception.

Pius PP. IX. — Ad futuram rei memoriam. Consentaneum apprime est rationi ac recto ordini ut quæ templa fidelium religione sint maxime insignia, ea dignitate ac privilegiis cæteris præstent. Horum ex numero cum satis constet esse ecclesiam Deo sacram in honorem Beatæ Mariæ Virginis vulgo de *Bon-Encontre*, diœc. Aginnen., supplicatum sit nobis ab Aginnensi antistite ut eam ad basilicæ minoris gradum evehere benignitate velimus Nostra, nos votis hujusmodi, quæ in majorem Sanctæ Dei Genitricis gloriam honoremque cedunt, propensa animi voluntate obsequuti sumus. Quæ cum ita sint, ecclesiam B. M. V. I., dicatam sub titulo *de Bon-Encontre*, diœc. Aginnen., basilicam minorem hisce literis, auctoritate Nostra Apostolica, facimus, constituimus et renunciamus, illique omnia jura, privilegia, prærogativas, honores ac præeminentias eadem auctoritate, vi præsentium impertimus, quæ jure aut consuetudine basilicarum minorum sunt propriæ. Non obstantibus, quatenus opus sit, Nostra et Cancellariæ Apostolicæ regula de jure quæsito non tollendo aliisque Apostolicis ac in universalibus provincialibusque et synodalibus conciliis editis generalibus, vel specialibus constitutionibus et ordinationibus, cæterisque contrariis quibuscumque.

Datum Romæ apud S. Petrum sub annulo Piscatoris die XV junii MDCCCLXXV, pontificatus nostri anno vigesimo nono. — F. card. Asquinius.

### 26. — *Cathédrale de Saint-Brieuc* (1875).

Je dois communication de ce bref à l'obligeance du regretté Mgr David.

1. *Histoire de Notre-Dame de Bon-Encontre, au diocèse d'Agen*, par un prêtre mariste. Avignon, 1883, in-12.

Pius PP. IX. — Ad perpetuam rei memoriam. Sacrorum antistitum postulatis, quæ decus domus Dei et cathedralium Ecclesiarum splendorem spectant, libenti animo annuere solemus. Jam vero quum a venerabili fratre Augustino, episcopo Briocensi, supplicatum sit Nobis, ut suum cathedrale templum, Deo sacrum in honorem sancti Stephani protomartyris, basilicæ minoris titulo illustrare de Apostolicâ auctoritate Nostrâ velimus, Nos hujusmodi precibus obsecundandum censuimus. Quarè Apostolica auctoritate Nostra, harum literarum vi, cathedralem Ecclesiam Briocensem in basilicam minorem, cum omnibus et singulis privilegiis, honoribus, præeminentiis, exemptionibus atque indultis, quibus aliæ ecclesiæ basilicæ minores hujusmodi ex juris præscripto vel ex usu et consuetudine utuntur, fruuntur vel uti ac frui possunt ac poterunt, erigimus, ac talem perpetuo esse et fore statuimus, eamdemque cathedralem ecclesiam basilicam nuncupari et haberi volumus. Decernentes, etc. Non obstantibus, etc.

Datum Romæ apud S. Petrum sub annulo Piscatoris, die III septembris MDCCCLXXV, pontificatus Nostri anno vigesimo.

Locus ✝ Sigilli. F. card. Asquinius.

## 27. — *Cathédrale d'Aix* (1875).

L'érection en basilique de St-Sauveur d'Aix s'est faite par simple rescrit de la S. C. du Concile. Le qualificatif de *perinsignis* y est ajouté.

Beatissime pater. — Archiepiscopus Aquensis in Galliis, ad pedes Sanctitatis Vestræ provolutus, humiliter postulat, ut perillustris ac venerabilis [1] Ecclesia sua Metropolitana, sub titulo SSmi Salvatoris in primo sæculo a Maximino discipulo Domini condita, olim præsentia amicorum Christi Lazari, Marthæ et Mariæ Magdalenæ certe nobilitata, et etiamnunc sex Ecclesiarum cathedralium mater honorificata, ad dignitatem et privilegia basilicæ minoris, benignitate ejusdem Sanctitatis Vestræ, provehatur. Et Deus, etc.

Die 6 decembris 1875, Sanctissimus Dominus Noster, audita relatione infrascripti secretarii S. Congregationis Concilii, suprascriptis archiepiscopi Aquensis precibus benigne annuens, ex peculiari gratia prædictam ecclesiam metropolitanam inter perinsignes basilicas minores recensuit, eidemque honores ac privilegia hujusmodi basilicis propria attribuit. Et præsens rescriptum eadem Sanctitas Sua in perpetuum suffragari perinde voluit, ac si literæ apostolicæ in forma brevis desuper expeditæ fuissent. Contrariis quibuscumque minime obstantibus.

P. card. Caterini, præf. — S. archiepiscopus Ancyranus, secretarius.

1. Toute cathédrale est *sainte*, tandis qu'une simple église est *vénérable*. (*Œuvres*, t. I, p. 108, note 1.)

## 28. — *Cathédrale de Perpignan* (1875).

Pius papa IX. — Ad perpetuam rei memoriam. Quod ad augendam cathedralium templorum dignitatem faciat libenti animo concedere solemus. Jamvero supplicatum est Nobis à venerabili fratre Stephano Æmilio Ramadié, episcopo Elnensi, ut suæ diœcesis cathedrale templum, in honorem Sti Joannis Baptistæ extructum, basilicæ minoris titulo ac privilegiis augere de Apostolica auctoritate Nostrâ velimus. Nos igitur hujusmodi votis obsecundantes, Apostolica auctoritate Nostrâ, harum literarum vi, cathedrale templum Elnen., in honorem Sti Joannis Baptistæ Præcursoris erectum, in basilicam minorem, cum omnibus et singulis juribus, privilegiis, præeminentiis, exemptionibus et indultis quibus aliæ basilicæ minores hujusmodi quomodolibet utuntur, fruuntur vel uti ac frui possunt et poterunt, perpetuum in modum erigimus, ac talem modo futurisque temporibus fore et esse statuimus, idemque cathedrale templum Elnen. minorem basilicam nuncupari et haberi volumus. Decernentes, etc. Non obstantibus, etc.

Datum Romæ apud sanctum Petrum, sub annulo Piscatoris, die septima decembris, millesimo octingentesimo septuagesimo quinto, pontificatus nostri anno trigesimo. — F. cardinalis Asquinius.

## 29. — *Notre-Dame de la Daurade, à Toulouse* (1876).

Ce bref a été publié en latin et en français dans la *Semaine catholique de Toulouse*, 1879, p. 690-692.

Pius PP. IX. — Ad perpetuam rei memoriam. Quæ ad amplificandum decus dignitatemque templorum, antiquitate, cultu fideliumque pietate insigniorum facere noscamus, libenti alacrique animo concedere solemus. Jam vero a dilecto filio Josepho Antonio Ferradou, rectore decano parochialis ecclesiæ Bmæ Mariæ deauratæ, Tolosæ in Galliis, supplicatum Nobis est, ut suam parochialem ecclesiam, vetustate et frequentia celebrem, in qua Bmæ Virginis Matris Dei Immaculatæ, singulari christifidelium concursu culta imago sollemniter, Nostro et Apostolicæ Sedis nomine, coronata extat, basilicæ minoris titulo ac privilegiis decorare velimus. Nos igitur accepto hac super re venerabilis fratris Floriani archiepiscopi Tolosani, gravi testimonio, hujusmodi votis obsecundare volentes, parochialem ecclesiam Bmæ Mariæ deauratæ, Tolosæ in Galliis existentem, in basilicam minorem, cum omnibus et singulis honoribus, privilegiis, præeminentiis, exemptionibus, quibus cæteræ basilicæ minores hujusmodi utuntur, fruuntur, ac uti et frui poterunt, Apostolica auctoritate Nostra, harum litterarum vi, erigimus, ac talem nunc et perpetuo esse et fore statuimus, eamdemque parochialem ecclesiam Tolosanam Bmæ Mariæ deauratæ basilicam nuncupari et haberi volumus. Decernentes has litteras Nostras firmas,

validas et efficaces existere et fore, suosque plenarios et integros effectus sortiri et obtinere, dictæque ecclesiæ hoc futurisque temporibus plenissime suffragari, et ab omnibus, ad quos spectat et quomodolibet spectabit, inviolabiliter observari, sicque in præmissis per quoscumque judices ordinarios et delegatos, etiam causarum palatii apostolici auditores, et alios quoslibet, quacumque præeminentia et potestate fungentes et functuros, sublata eis et eorum cuilibet quavis aliter judicandi et interpretandi facultate et auctoritate, judicari ac definiri debere, ac irritum et inane, si secus super his a quoquam quavis auctoritate scienter vel ignoranter contigerit attentari. Non obstantibus, quatenus opus sit, fel. rec. Benedicti XIV, prædecessoris Nostri, super div$^{ne}$ mat$^{m}$ aliisque apostolicis, ac in universalibus provincialibusque et synodalibus conciliis editis generalibus vel specialibus constitutionibus et ordinationibus, quibus omnibus et singulis illorum tenores præsentibus pro plene et sufficienter expressis, ac de verbo ad verbum insertis habentes, illis alias in suo robore permansuris, ad præmissorum effectum hac vice dumtaxat specialiter et expresse derogamus ceterisque contrariis quibuscumque.

Datum Romæ apud S. Petrum sub annulo Piscatoris, die II maii MDCCCLXXVI, pontificatus nostri anno trigesimo. — F. card. Asquinius.

Voici l'inscription qui m'a été demandée par M. Ferradou pour perpétuer le souvenir de l'érection :

LAVDENT . ME . OMNES
QVI . HVC . AD . ORANDVM . CONFLVVNT
QVOD
FAVENTE . SVPREMO . HIERARCHA
PIO . PP . IX
AD . GRADVM . ALTIOREM . ERECTA
BASILICIS . MINORIBVS . VRBIS
TITVLO . AC . PRIVILEGIIS
ADSIMILITA . FVERIM
ANNO . DNI . M . DCCC . LXXVI
XVI . AVTEM . PONTIFICATVS . RMI . FLORIANI
ANTISTITIS . NOSTRI
J . A . FERRADOV
S . M . DEAVRATAE . PAROCHVS
LAPIDE . APPOSITO
AD . POSTEROS . MEMORIAM . TRANSMITTIT
LVBENS . ET . GRATVS

## 30. — *St-Quentin* (1876).

Le bref de concession est précédé d'une longue supplique, d'un caractère historique, signée par l'archevêque de Cambrai et les évêques de Soissons, de Beauvais et d'Amiens. On y lit cette phrase : « Ecclesia S. Quintini, jam a scriptoribus nomine *basilicæ* insignita, » et l'on cite à l'appui Grégoire de Tours (*De glor. mart., lib. I*) et S. Ouen (*Vit. S. Eligii*). Cet argument n'a aucune valeur et je m'étonne de le trouver invoqué par une plume épiscopale. Dans les deux textes cités, le mot *basilica* signifie simplement que l'édifice contient le corps d'un martyr : il n'a donc aucun rapport avec le privilège pontifical d'assimilation aux basiliques romaines [1].

Pius PP. IX. — Ad perpetuam rei memoriam. Quod ad fidelium pietatem religionemque fovendam atque excitandam, quodque ad augendum decus et majestatem celebrium antiquissima veneratione templorum faciat libenti alacrique animo præstare et concedere solemus. Jam vero supplicatum est Nobis a venerabili fratre Odone Thibaudier, Suessionensi et Laudunensi episcopo, ut pervetustum et insigne templum, in honorem Deiparæ Virginis et hieromartyris Quintini, singulari fidelium pietate, frequentia piisque peregrinationibus cultum, quod olim cathedrale, dein collegiale, modo autem triginta millium fidelium parochia est, et in Suessionensis diœcesis civitate a Beato Martyre prædicto cognominata, magnifice splendideque ædificatum extollitur, minoris basilicæ nomine ac privilegiis exornare de auctoritate Nostrâ velimus. Nos igitur hujusmodi votis obsecundare volentes, supradictum templum parochiale in honorem Bmæ Mariæ Virginis ac beati martyris Quintini in basilicam minorem, cum omnibus et singulis privilegiis, gratiis, præeminentiis et indultis, quibus aliæ ecclesiæ basilicæ minores quomodolibet ex jure vel consuetudine utuntur, fruuntur, vel uti ac frui possunt et poterunt, Apostolica auctoritate Nostrâ, harum litterarum vi, perpetuum in modum erigimus et constituimus, idemque templum nunc futurisque temporibus basilicam dici et haberi volumus ac jubemus. Decernentes, etc.

Datum Romæ apud S. Petrum sub annulo Piscatoris, die V decembris MDCCCLXXVI, pontificatus nostri anno trigesimo primo.

## 31. — *Cathédrale de Besançon* (1877).

La cathédrale de Besançon a été dispensée des frais d'un bref,

1. A Rome même, on s'est servi en épigraphie de l'expression *basilica*, mais sans y attacher d'importance canonique, comme on peut voir aux pages 377 et 378 de ce volume.

remplacé par un simple rescrit, à la demande de l'archevêque Mgr Paulinier.

*Bisuntina.* — Reverendissimus D. Petrus Antonius Justinus Paulinier, archiepiscopus Bisuntinus, a Sanctissimo Domino nostro Pio papa IX humiliter postulavit, ut Ecclesia sua metropolitana, sub titulo sanctorum Joannis apostoli et Stephani proto-martyris, antiquitate, traditionibus, insignibus reliquiis, splendore, necnon et cæremoniarum majestate veneranda, et a summis Pontificibus singularibus privilegiis ditata, privilegio basilicæ minoris condecoretur. Sanctitas porro Sua hæc vota, ab infrascripto Sacrorum Rituum Congregationis secretario relata, clementer excipiens, de speciali gratia, precibus benigne annuere dignata est. Valituro præsenti indulto in perpetuum, absque ulla brevis expeditione, contrariis non obstantibus quibuscumque. Die prima februarii 1877. Ep. Sabinen. card. Bilio, S. R.C. præfectus. J. Ciccolini, secr. — Loco ✝ sigilli.

### 32. — *Cathédrale de Nîmes* (1877).

Le bref de Pie IX a été publié, avec la traduction, par l'évêque de Nîmes dans une lettre pastorale.

Pius PP. IX. — Ad perpetuam rei memoriam. Ordinem et populum Nemausensem propter eorum in Apostolicam Sedem atque humilitatis Nostræ personam officia et singulare obsequium paterna complectimur benevolentia; eaque iccirco libenti animo præstamus, quæ bonis Nemausensibus grata futura novimus. Jam vero a venerabili fratre Ludovico, episcopo Nemausensi, expositum Nobis est sibi suæque diœcesis fidelibus ad amplificandam cathedralis Ecclesiæ Nemausensis, antiquitate, et in ea habitis conciliis illustris [1], dignitatem, esse admodum in votis, ut illa minoris basilicæ nomine privilegiisque de Apostolica auctoritate augeatur ; ejusque rei ergo enixæ Nobis adhibitæ sunt preces. Nos igitur hujusmodi precibus annuentes, cathedralem Ecclesiam Nemausensem in basilicam minorem, cum omnibus ac singulis privilegiis, præeminentiis atque indultis, quibus ceteræ basilicæ minores hujusmodi quomodolibet utuntur, fruuntur, vel uti ac frui possunt et poterunt, Apostolica auctoritate Nostra tenore præsentium erigimus, ac talem esse et fore perpetuum in modum decernimus eamdemque Ecclesiam cathedralem basilicam appellari et haberi jubemus. Decernentes, etc. Non obstantibus, etc.

Datum Romæ, apud Sanctum Petrum, sub annulo Piscatoris, die XVI februarii MDCCCLXXVII, pontificatus nostri anno trigesimo primo.

Loco ✝ Sigilli. F. card. Asquinius.

1. La cathédrale de Nîmes fut consacrée, en 1096, par le pape Urbain II, qui tint un concile.

33. — *Notre-Dame, à Saint-Omer* (1879).

Voici la supplique présentée à Léon XIII pour l'obtention du titre basilical en faveur des anciennes cathédrales de St-Omer et de Boulogne. On remarquera qu'elle est rédigée en français, malgré la protestation que fit, il y a quelques années, la S. C. de la Propagande qui exige le latin en pareille occurrence, comme langue universelle et propre de l'Église et du Saint-Siège.

Très Saint Père, humblement prosterné aux pieds de Votre Sainteté, je prends la respectueuse confiance de lui exposer ce qui suit :

Le diocèse d'Arras comprend dans sa circonscription actuelle les anciens diocèses de Boulogne-sur-Mer et de Saint-Omer. Afin de conserver le souvenir des anciens sièges épiscopaux de ces deux villes, un décret de Sa Sainteté Pie IX, en date du 23 novembre 1853, a autorisé Mgr Parisis et ses successeurs à prendre désormais le titre d'évêque d'Arras, Boulogne et Saint-Omer.

Un autre bref de Sa Sainteté Pie IX, en date du 18 novembre 1855, a érigé l'église cathédrale d'Arras en basilique mineure.

L'ancienne cathédrale de Boulogne a été malheureusement détruite à la fin du siècle dernier, pendant les funestes jours de la Révolution. Mais, grâce au zèle infatigable de Mgr Haffreingue, prélat de la Maison de Sa Sainteté, et aux ressources qu'il a su se procurer pendant 40 ans, sur l'emplacement de l'ancienne cathédrale a été construite une magnifique église, surmontée d'un dôme majestueux, remplaçant dignement l'antique édifice par son ampleur et son ornementation. Son maître autel, en riche mosaïque, est dû à la pieuse munificence du prince Torlonia. Grâces aussi au zèle de Mgr Haffreingue, les pèlerinages qui avaient lieu dans l'ancienne cathédrale en l'honneur de Notre-Dame de Boulogne ont été rétablis dans le nouveau sanctuaire; et chaque année, à la fête de l'Assomption, et dans les 15 jours qui la suivent, une foule immense de pèlerins viennent de tous côtés honorer Marie dans son brillant sanctuaire.

La ville de Saint-Omer, plus heureuse, a conservé son antique cathédrale. C'est un des monuments les plus remarquables du nord de la France et la plus belle église du diocèse d'Arras. Elle reproduit avec éclat les plus heureux caractères de l'architecture ogivale du moyen-âge. Elle n'est pas moins remarquable par son ornementation intérieure, due surtout au zèle dévoué de son vénérable doyen, qui, depuis bientôt un demi-siècle, est placé à la tête de cette paroisse. Elle jouit aussi d'un pèlerinage célèbre, restauré par le pieux zèle du même doyen, en l'honneur de la Sainte Vierge, invoquée sous le titre de *Notre-Dame des Miracles*. L'objet de ce pèlerinage est la vénération d'une antique statue de la Sainte Vierge, qui fut solennellement couronnée, le 18 juillet 1875, au nom de Sa Sainteté,

par le cardinal Régnier, archevêque de Cambrai, entouré de plusieurs évêques et prélats, réunis pour cette auguste cérémonie.

Après ces exposés, Très Saint-Père, l'évêque d'Arras ose déposer un vœu qu'il serait heureux de voir favorablement accueilli. De même que les noms des villes de Boulogne et de Saint-Omer sont unis à celui d'Arras dans le titre épiscopal, de même aussi il désirerait que le titre de l'église de Boulogne, construite sur l'emplacement de l'ancienne cathédrale de cette ville, et l'église de Notre-Dame de Saint-Omer, ancienne cathédrale, fussent aussi associées à l'église cathédrale d'Arras dans la dignité de basilique, à laquelle elles seraient aussi élevées. Par là même serait plus puissamment conservé le souvenir de l'antique dignité cathédralice dont elles jouissaient autrefois. Les pieux pèlerinages dont elles sont l'objet acquerraient encore plus de force. Ce serait une grande consolation pour l'évêque et le clergé de voir la cathédrale d'Arras et les anciennes cathédrales de Boulogne et de Saint-Omer, placées toutes les trois sous le vocable de Notre-Dame, associées dans la même dignité de basilique mineure.

Tel est le vœu, Très Saint-Père, que l'évêque d'Arras dépose aux pieds de Votre Sainteté, avec l'hommage de son plus filial dévouement et de sa plus respectueuse soumission.

† Jean-Baptiste-Joseph, évêque d'Arras, Boulogne et Saint-Omer.

Le bref rappelle dans l'exorde les principaux traits de la supplique et continue en employant les formules ordinaires, ce qui dispense de donner *in extenso* les clauses *Decernentes* et *Non obstantibus*, bien connues maintenant par les brefs antérieurs.

Leo PP. XIII. — Ad perpetuam rei memoriam. Exstinctæ Audomarensis diœcesis ecclesia, structuræ elegantia et magis fidelium cultu ac pietate conspicua, nedum Audomarensis civitatis, sed vel Galliæ septentrionalis illustre monumentum celebratur. Vetus inibi simulacrum Beatissimæ Virginis Immaculatæ, cui a *prodigiis* nomen, religiosissime maximoque fidelium concursu colitur, quod ex fidelium votis dilectus filius Noster Renatus Franciscus, Sanctæ Ecclesiæ Romanæ cardinalis Regnier, ex dispensatione apostolica archiepiscopus Cameracensis, magna sacrorum antistitum frequentia astante, nomine et auctoritate Pii IX, sanctissimæ memoriæ prædecessoris Nostri, aurea redimivit corona. Ad amplificandam modo artis et pietatis monumenti hujusce dignitatem, venerabilis frater Joannes Baptista Josephus Lequette, Atrebatensium episcopus, in cujus diœcesi memorata exstat ecclesia, enixe petit ut illud basilicæ nomine ac privilegiis ditetur. Hæc omnia, quum Nobis a dilecto filio Joanne canonico Ponzi, Congregationis Sacrorum Rituum, exposita sint, præfati episcopi Atrebatensis votis annuendum censuimus. Quare memoratam ecclesiam Beatæ Mariæ Virginis Prodigiorum, in basilicam mino-

rem, cum omnibus et singulis juribus, honoribus ac privilegiis quibus aliæ basilicæ minores utuntur, fruuntur, et uti ac frui poterunt in futurum, apostolica auctoritate nostra, tenore præsentium perpetuo erigimus, eamdemque ecclesiam basilicam haberi et appellari volumus et mandamus. Decernentes has litteras nostras, etc. Non obstantibus, etc.

Datum Romæ apud Sanctum Petrum, sub annulo Piscatoris, die IVa aprilis MDCCCLXXIX, pontificatus nostri anno secundo.

Pro domino cardinali Carafa de Traetto, Jacobini.

## 34. — *Notre-Dame de Boulogne* (1879).

Comme pour le bref précédent, la demande fut soumise préalablement à la S. C. des Rite.

Leo PP. XIII. — Ad perpetuam rei memoriam. Renunciatur a venerabili fratre J. B. Josepho Lequette, sacrorum antistite Atrebatensi, antiquam Beatæ Mariæ V. in cœlum evectæ, vulgari nomine *Notre-Dame de Boulogne* appellatam, et intra limites suæ diœcesis positam, quæ, deletæ diœceseos Boloniensis olim cathedralis, præterito sæculo labente, in tanta rerum divinarum humanarumque perturbatione penitus diruta fuit, splendidiorem ornationemque ecclesiam revixisse, et ad illam singulari pietate fideles, Deiparæ Virginis sideribus receptæ opem exoraturi concurrunt, et frequentissimæ, die præsertim Assumptioni Immaculatæ Virginis sacro, fiunt peregrinationes. Sanctitate loci et fidelium pietate idem venerabilis frater adductus, in votis habet ut insignis ecclesia prædicta basilicæ minoris nomine ac privilegiis apostolica auctoritate augeatur. Quibus omnibus per dilectum filium Joannem canonicum Ponzi, Congregationis Sacrorum Rituum, Nobis expositis, libenti alacrique animo prædicti venerabilis fratris votis obsecundandum existimavimus. Quare memoratam ecclesiam in honorem B. Mariæ sideribus receptæ in basilicam minorem haberi et appellari volumus et mandamus. Decernentes, etc. Non obstantibus, etc.

Datum Romæ apud S. Petrum, sub annulo Piscatoris, die IV aprilis 1879, pontificatus nostri anno secundo.

Pro D. card. Carafa de Traetto, D. Jacobini, substitutus.

## 35. — *Notre-Dame de la Salette* (1879).

L'évêque de Grenoble ayant obtenu un bref pour l'érection de cette église en basilique, la promulgation n'en a pas été faite et il a été passé outre, grâce à un oracle de vive voix qui a été transmis par le cardinal secrétaire d'État. Le gouvernement a prononcé, à cette occasion, une condamnation comme abus. Malgré cela, la situation étant changée, il importerait désormais de la régulariser par l'obtention d'un autre bref ou d'un décret qui témoigne authen-

tiquement à la postérité de l'intention formelle du Souverain Pontife.

Voici maintenant, d'après *le Monde* du 15 décembre 1879, les documents sur la question.

*Déclaration du Conseil d'État.*

Le Président de la République française,

Sur le rapport de la section de l'intérieur et des cultes, de la justice, de l'instruction publique et des beaux-arts;

Vu le rapport du ministre de l'intérieur et des cultes, du 22 septembre 1879; vu la réponse, en date du 6 octobre 1879, de l'évêque de Grenoble à la notification qui lui a été faite dudit rapport; vu les autres pièces produites et jointes au dossier; vu les art. 1er et 6 de la loi du 18 germinal an X;

Considérant qu'au mois de janvier 1879 l'évêque de Grenoble a reçu de la cour de Rome un décret érigeant l'église de la Salette en basilique mineure et autorisant le couronnement de la statue de Notre-Dame de la Salette, et qu'il a annoncé la réception de ce décret dans une lettre circulaire au clergé de son diocèse et dans une instruction pastorale à l'occasion du carême; que, s'il allègue avoir renvoyé ce décret, et s'il a, pour échapper à l'obligation de soumettre au Gouvernement un acte écrit, sollicité du Saint-Siège la permission d'agir en vertu d'autorisations verbales qui lui auraient été données à Rome au mois de décembre 1878, il n'en a pas moins exécuté la double décision que contenait le décret; qu'ainsi, M. l'évêque de Grenoble a contrevenu à l'art. 1er de la loi du 18 germinal an X, aux termes duquel « aucune bulle, bref, rescrit, décret, mandat, provision, signature servant de provision, ni autres expéditions de la Cour de Rome, ne peuvent être mis à exécution sans l'autorisation du Gouvernement ».

Le Conseil d'État entendu, décrète :

Art. 1er. — Il y a abus dans l'exécution donnée par l'évêque de Grenoble aux décisions de la Cour de Rome relatives à l'érection de l'église de la Salette en basilique mineure et au couronnement de la statue de Notre-Dame de la Salette.

Art. 2. — Le ministre de l'intérieur et des cultes et le garde des sceaux, ministre de la justice, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 13 décembre 1879. — Jules Grévy.

Par le Président de la République : *le ministre de l'intérieur et des cultes*, Ch. Lepère ; — *le garde des sceaux, ministre de la justice*, E. Le Royer.

*Lettre de l'évêque de Grenoble à son clergé.*

Évêché de Grenoble. — Grenoble, le 17 octobre 1879.

Monsieur et cher coopérateur, le public a été informé que M. Collet, nommé rapporteur dans la question *d'appel comme d'abus* qui me concerne, avait remis son travail au Conseil d'État et qu'il *concluait à l'abus*.

Vu cette communication, qui n'a pas été démentie, je crois devoir vous adresser la réponse que j'ai faite à M. le ministre des cultes, au sujet des griefs articulés contre moi par Son Excellence, dans son rapport à M. le Président de la République française.

Vous trouverez ladite lettre ci-incluse. Mon but, Monsieur et cher coopérateur, en vous la remettant, est de prouver que je ne mérite pas le reproche qui m'est fait d'avoir sciemment et obstinément désobéi aux lois de la République française. Ce reproche, je ne puis l'accepter d'aucune manière.

Il y a trente ans que j'exerce les fonctions ecclésiastiques. Pendant vingt-cinq ans, j'ai appartenu au ministère de la marine, lequel a voulu reconnaître mes services en m'envoyant la croix de la Légion d'honneur, alors que j'étais évêque de la Martinique.

Depuis que je suis à Grenoble, j'ai enseigné par ma parole et, autant que possible, par mes actes, le respect de la loi, parce qu'elle est encore parmi nous le salut de l'Église et de l'État.

Vous pourrez voir, Monsieur et cher coopérateur, par la lecture de ma lettre ci-incluse, si j'ai oublié mon devoir à propos des fêtes de la Salette ou si je l'ai accompli.

J'ignore ce que me réserve le Conseil d'État. Ce que je sais, c'est que, si les hommes me déclarent coupable, ma conscience me dit que je suis innocent.

Il me souvient qu'un jour, à Jérusalem, je vis, encore debout, la colonne sur laquelle fut affichée la condamnation de Jésus-Christ. Je baisai avec amour cette colonne sacrée. Si je suis condamné, et qu'on affiche ma condamnation dans mon diocèse, je me souviendrai de Jérusalem. Je m'unirai au Christ et à sa Mère, qui le suivait. C'est d'ailleurs pour leur cause que j'aurai paru devant le Conseil d'État. *Le serviteur n'est pas plus grand que son maître.*

Recevez, Monsieur et cher coopérateur, l'assurance de mon entier dévouement en Notre-Seigneur Jésus-Christ. — ✝ Amand-Joseph, *évêque de Grenoble.*

*Lettre au ministre des cultes.*

Évêché de Grenoble. — Grenoble, le 6 octobre 1879.

Appel comme d'abus.

*A S. Exc. Monsieur le Ministre de l'intérieur et des cultes.*

Monsieur le Ministre, Votre Excellence m'a informé « qu'en exécution des art. 1er et 6 de la loi du 18 germinal an X elle a dû proposer à M. le Président de la République en Conseil d'État de déclarer qu'il y a contravention aux lois de la République et abus de ma part dans la mise à exécution par moi des décrets et brefs pontificaux qui ont érigé l'église de Notre-Dame de la Salette en basilique et autorisé l'érection d'une statue de la Vierge ».

Votre Excellence joint à sa lettre d'envoi le rapport qu'elle a remis à M. le Président de la République, et me prie de lui adresser les observations que je croirais devoir faire à ce sujet. Conformément à ce désir, j'ai l'honneur, M. le Ministre, de vous donner quelques explications ci-après sur la lettre d'envoi et sur le rapport.

Je n'ai pas à examiner ici si les articles organiques sont concordataires ou si l'appel comme d'abus n'est pas en contradiction avec les droits inaliénables de l'Église; mais j'ai à m'expliquer sur un fait qui m'est personnel et que vous déclarez, Monsieur le Ministre, être en contravention avec les lois de la République.

« Il y a contravention aux lois de la République, dit Votre Excellence, et abus dans la mise à exécution par moi des décrets et brefs pontificaux qui ont érigé l'église de Notre-Dame de la Salette en basilique, et autorisé l'érection d'une statue de la Vierge. » Le rapport précité porte aussi le passage suivant : « C'est en vertu d'une décision de la Cour de Rome que les cérémonies du 20 et du 21 août ont eu lieu ; c'est en vertu de cette décision que la basilique a été consacrée. »

Votre Excellence me permettra de lui faire observer qu'elle fait erreur en affirmant que le décret qui érige l'église de la Salette en basilique a été mis à exécution par la consécration de ladite église. Il n'y a pas de connexion entre ces deux choses, vu que tout évêque a la faculté de consacrer les églises de son diocèse sans recourir à Rome. Celle de la Salette n'était pas consacrée; elle l'a été, non en vertu de son érection en basilique, mais à l'occasion de cette érection.

Il n'y avait qu'un seul moyen d'exécuter ledit décret ; c'était de le publier et de le transcrire sur le registre de l'église érigée en basilique. Ni cette publication, ni cette inscription n'ont eu lieu. Donc, le décret n'a pas été exécuté sous ce rapport.

Votre Excellence dit aussi que « les décrets et brefs ont autorisé l'érection d'une statue de la Vierge ». Aucune autorisation n'est requise, que je sache, du Conseil d'État, pour ériger une nouvelle statue de la Vierge. Rome elle-même ne s'en préoccupe pas; elle laisse ce soin aux évêques, à moins que les évêques eux-mêmes n'aient recours à Rome, pour des raisons particulières, par exemple, lorsqu'il s'agit de couronner la Vierge au nom du Souverain Pontife. Alors la décision qui émane de la Sacrée Congrégation des Rites concerne la forme de la statue et non son érection.

Je ne suis pas non plus, de ce chef, en contravention avec les lois de la République.

En ce qui concerne la manière dont les choses se sont passées, voici, Monsieur le Ministre, les explications que j'ai à donner. Le 18 janvier 1879, j'ai reçu de la Congrégation des Rites un décret — pas de bref — qui érige l'église de la Salette en basilique mineure et autorise le couronnement de la statue de Notre-Dame de la Salette, au nom du Saint-Père, par le cardinal archevêque de Paris. Ces deux faveurs m'avaient été accordées à Rome par Léon XIII, *verbalement*, en décembre dernier.

J'ai donc fait savoir à mes diocésains que j'avais reçu les faveurs précitées ; mais je n'ai pas publié le décret, par ce seul motif que j'avais à demander au Saint-Père quelques modifications à cette pièce. Sans cela, je l'aurais publié, sans même songer que j'allais me mettre en contradiction avec les lois de la République. J'avais vu couronnner Notre-Dame de Lourdes sans l'intervention du Conseil d'État ; Notre-Dame-de-l'Osier avait été couronnée par un de mes prédécesseurs, en 1864, sans cette formalité : je ne savais pas que le Gouvernement actuel voulût nous imposer une autre marche. Je fus tiré de ma bonne foi par une visite de M. le préfet de l'Isère, qui m'entretint de cette question, mais surtout par une lettre de Votre Excellence, qui m'invitait d'une façon très courtoise de présenter le décret au Conseil d'État. Cette invitation me créait une double difficulté : la première était d'entrer dans une voie qui n'avait pas été suivie, selon moi, par le Gouvernement ni par mes vénérés collègues de l'épiscopat ; la seconde était de me mettre en opposition avec la volonté exprimée par Votre Excellence, si je ne soumettais pas ledit décret au Conseil d'État, lorsque cette pièce me reviendrait modifiée de Rome.

Dans ces circonstances, j'exposai mon embarras au Saint-Père, et le priai de m'exempter de l'obligation de publier le décret, lui demandant de pouvoir agir en vertu des paroles bienveillantes par lesquelles il m'avait accordé les deux faveurs de l'érection en basilique et du couronnement de la Vierge de la Salette.

J'écrivis le 9 avril, et le 21 du même mois, S. Em. le cardinal Nina me répondit en quelques mots : *Per onorevole incarico dell'Augusto Pontefice mi affretto ora a significarle che Egli nulla ha da osservare in proposito.*

Veuillez remarquer, Monsieur le Ministre, qu'en agissant ainsi, mon intention était avant tout de ne pas poser un précédent qui, tout en m'assurant les bonnes grâces de votre administration, aurait pu être invoqué dans la suite par le Gouvernement contre mes collègues, dans le cas où ils n'auraient pas agi comme moi. J'ai cru qu'il ne m'appartenait pas, à moi récemment arrivé en France, d'ouvrir cette voie aux prélats vénérables qui ont blanchi dans l'apostolat, au sein des divers diocèses de France. Par ailleurs, je ne voulais pas me mettre en désaccord avec les instructions de Votre Excellence.

A mon avis, le retrait du décret me faisait éviter toute difficulté. Je le

demandai, et le Souverain Pontife, qui évite autant que possible les conflits, eut la condescendance, vu les circonstances, d'obtempérer à mes désirs. C'est ainsi que le décret a été retiré pour les raisons que j'ai dites, et que je n'ai pas eu à le publier ni à le présenter au Conseil d'État.

J'ai dit plus haut que je ne l'avais pas exécuté, en ce qui concerne l'érection de l'église de la Salette en basilique; j'ajoute simplement, et cette vérité ressort de ce qui précède, que le couronnement de Notre-Dame s'est fait en vertu de l'autorisation verbale qui m'avait été donnée à Rome par Léon XIII. C'est aussi en vertu de cette même autorisation que j'ai annoncé les fêtes des 20 et 21 août et invité les prélats à y assister. Il n'est pas question du décret dans ces annonces ou invitations. Qu'il plaise à Votre Excellence de croire à la vérité de mes paroles et à ma sincérité.

Recevez, Monsieur le Ministre, l'expression de ma respectueuse considération. † Amand-Joseph, *évêque de Grenoble.*

## 36. — *Apt* (1879).

L'ancienne cathédrale d'Apt, dans l'archidiocèse d'Avignon, est célèbre par son culte spécial de sainte Anne, qui se réfère à ses reliques et à sa statue, couronnée au nom de Pie IX en 1877. Le bref d'érection en basilique a été expédié par les soins du cardinal Bartolini, préfet de la S. C. des Rites; l'exorde motive la concession. Le document lui-même m'a été obligeamment communiqué par M. l'archiprêtre d'Apt, ce qui m'a permis de décrire le sceau et d'indiquer les frais, qui ont été réduits *par grâce* à 700 francs.

Leo PP. XIII. — Ad perpetuam rei memoriam. Parochiale templum Aptæ Juliæ, in Avenionensi diœcesi, olim cathedrale, celebre eo loci est religionis monumentum ob reliquias sanctæ Annæ, genitricis Deiparæ Virginis Immaculatæ Mariæ, quæ inibi summa religione asservantur et singulari fidelium vel ex remotis regionibus concursu ac pietate coluntur. Marmoreum prædictæ sanctæ Annæ affabre sculptum et in præfata ecclesia positum simulacrum solemni cultu et apparatu maximaque civium advenarumque frequentia anno MDCCLXXVIJ, nomine et auctoritate sa : me : Pii IX, decessoris Nostri, aureo diademate fuit redimitum. Ad servandam tanti eventus memoriam amplificandumque hujusce templi decus ab eodem decessore Nostro per venerabilem fratrem Ludovicum Annam Dubreil, archiepiscopum Avenionensem, impetratum fuit ut supradictum parochiale templum basilicæ minoris nomine ac privilegiis augeretur. Verum quum hujusce concessionis documentum adhuc desideretur, ab eodem venerabili fratre archiepiscopo Avenionensi per dilectum filium Nostrum Dominicum S. E. R. cardinalem Bartolini, præfectum consilii sacris Ritibus tutandis cognoscendis, supplicatum est Nobis, ut prædictum

privilegium confirmemus. Nos igitur hisce litteris parochialem ecclesiam Aptensis civitatis basilicæ minoris titulo auctam esse declaramus, eidemque ecclesiæ omnia et singula jura, honores, privilegia, præeminentias, exemptiones atque indulta, quibus aliæ ecclesiæ hoc nomine et privilegiis insignes quomodolibet utuntur, fruuntur, confirmamus, et quatenus opus sit, tenore præsentium concedimus atque elargimur ac uti talem nempe basilicam minorem perpetuo esse et fore statuimus eamdemque parochialem ecclesiam basilicam minorem appellari et haberi volumus. Decernentes, etc. Non obstantibus, etc.

Datum Romæ apud sanctum Petrum, sub annulo Piscatoris, die VIIJ augusti MDCCCLXXIX, pontificatus nostri anno secundo. Th. card[is] Mertel.

*Sceau du pêcheur :* LEO . XIII . PONT . MAX. S. Pierre assis dans une barque et jetant ses filets à la mer.

*Au revers :* Secretaria brevium. — *Expensæ ex gratia :* Libellæ septingentæ. — *Agentia :* Libellæ septuaginta.

## 37. — *Arles* (1882).

L'exorde du bref rappelle les gloires de l'église d'Arles, qui est qualifiée en conséquence *perinsignis basilica minor*, à la demande de M[gr] Forcade, archevêque d'Aix, de qui je tiens directement ce document, copié de sa propre main.

LEO PP. XIII. — Ad perpetuam rei memoriam. Majestatem ecclesiarum, antiquitate originis, antistitum sanctitate, asservatis in iisdem beatissimorum cœlitum exuviis insignibus, etiamsi ob temporum vices a pristina dignitate sua deciderint, Romani Pontifices, prædecessores nostri, peculiaribus privilegiis honoribusque augere consueverunt, ut splendida earum memoria maneret. Inter hujusmodi ecclesias facile annumeranda est perantiqua Ecclesia Arelatensis, quæ olim in Galliis metropolitana et primatialis fuit, nomine et exuviis Beati Trophimi, discipuli doctoris gentium, nobilitate atque illustrium antistitum illius sanctimonia celebris. Ad servandam dignitatis hujus Ecclesiæ memoriam, supplicatum est Nobis a venerabili fratre Theodoro Augustino Forcade, archiepiscopo Aquensi, ut eamdem Ecclesiam basilicæ minoris nomine ac privilegiis exornare de Apostolica potestate Nostra velimus. Itaque Nos, hisce precibus libenti animo annuentes, Arelatensem Sancti Trophimi ædem in perinsignem basilicam minorem, cum omnibus et singulis privilegiis, honoribus, juribus ac præeminentiis, quibus aliæ ecclesiæ basilicæ minores hujusmodi utuntur, fruuntur, apostolica auctoritate nostra, tenore præsentium erigimus, ac talem hoc futurisque temporibus perpetuo esse et fore statuimus, eamdemque Ecclesiam basilicam haberi ac nuncupari volumus. Decernentes, etc.

Datum Romæ, apud sanctum Petrum, sub annulo Piscatoris, die XXIV januarii MDCCCLXXXII, pontificatus nostri anno quarto. —Th. card. Mertel.

### 38. — *Saint-Nicolas de Nantes* (1882).

La demande, présentée par Mgr Lecoq, évêque de Nantes, fut remise pour examen au cardinal Bartolini, préfet des Rites

Leo PP. XIII. — Ad perpetuam rei memoriam. Fidelium vota seu argumenta pietatis quæ insigniorum templorum majestatem respiciant libenti excipimus animo iisdemque obsecundare gratum Nobis contingere solet. Jam vero Nannetis, perantiqua et nobili Britanniæ civitate, curialis ædes, Deo sacra in honorem S. Nicolai episcopi, opere et cultu conspicua, inter præstantiora Britanniæ templa, uti omni fide digna confirmant testimonia, merito nunc recensetur. Hujusce templi dignitatem clerus ac præcipue istius parœciæ fideles, venerabili fratre Julio Francisco Le Coq, Nannetensium episcopo, suffragante, augere admotum in votis habentes, per dilectum filium nostrum Dominicum S. R. E. cardinalem Bartolinium, consilii sacris Ritibus tuendis cognoscendis præfectum, enixas Nobis admoverunt preces ut memoratum templum basilicæ minoris nomine ac privilegiis exornare velimus. Itaque Nos hujusmodi precibus annuentes, parochialem ecclesiam ad honorem S. Nicolai episcopi in civitate Nannetensi existentem, in basilicam minorem, cum omnibus et singulis privilegiis, juribus, honoribus, præeminentiis ac prærogativis quibus aliæ basilicæ minores hujusmodi utuntur, fruuntur, apostolica auctoritate nostra harum litterarum vi erigimus ac talem modo et in perpetuum esse et fore statuimus, eamdem ecclesiam basilicam nuncupari et haberi volumus. Decernentes, etc. Non obstantibus, etc.

Datum Romæ apud S. Petrum, sub annulo Piscatoris, die IX januarii MDCCCLXXXII, pontificatus nostri anno quarto. — Th. card. Mertel.

### 39. — *Cathédrale de Vannes* (1886).

On remarquera ici l'intervention du chapitre, qui se joint à l'évêque pour appuyer la supplique : c'est la première fois qu'on le voit prendre part à un acte qui le concerne au premier chef ; mais, en France, on se passe si souvent de son avis ! La demande fut examinée par la S. C. des Rites, ce qui semble maintenant une mesure générale.

Leo PP. XIII. — Ad perpetuam rei memoriam. Templa quæ, vel antiquitate vel conditoris memoriâ, vel monumentis vel beatorum cœlitum reliquiis, vel ipsius loci sanctitate commendentur, splendidis decorare titulis libenter solemus. Quæ inter facile est animadvertendum cathedrale tem-

plum Venetense, quod anno quadringentesimo sexagesimo quinto extructum, pluries deinceps instauratum, denique Gothorum stylo magnâ ex parte denuo ædificatum et adauctum, nedum vastitate sed et synodorum celebratione pretiosisque sancti Vincentii Ferrerii exuviis est insigne. Quare omni favore excepimus per dilectum filium Henricum Brichet, gallici seminarii ad sanctæ Claræ Urbis procuratorem et ornamentarium dictæ cathedralis Ecclesiæ canonicum, oblatas et a dilecto filio præsule secretario consilii sacris Ritibus tuendis præpositi ad nos relatas venerabilis fratris Joannis Mariæ Becel, Venet. episcopi, preces, quibus, universo capitulo suffragante, supplicatur, ut cathedrale templum Venetense basilicæ minoris titulo ac privilegiis honestare velimus. Itaque tum venerabilis fratris Joannis Mariæ episcopi, tum cathedralis capituli Venetensis votis obsecundare volentes, præfatam cathedralem Ecclesiam Venetensem in basilicam minorem Apostolica auctoritate Nostra harum litterarum vi perpetuum in modum erigimus, ac talem hoc futurisque temporibus esse et haberi volumus et statuimus. Eidem propterea pari auctoritate nostra tenore præsentium omnia et singula jura et privilegia quibus minores basilicæ ex juris prescripto vel ex usu et consuetudine utuntur, fruuntur, deferimus atque impertimur. Proinde decernimus has litteras nostras firmas, etc. Non obstantibus, etc.

Datum Romæ apud Sanctum Petrum, sub annulo Piscatoris, die IX februarii MDCCCLXXXVI, pontificatus nostri anno octavo. — M. card. Ledochowski.

## 40. — *Saint-Eutrope, à Saintes* (1886).

L'érection en basilique de cette église paroissiale est due à l'initiative de l'évêque de la Rochelle. M. Audiat, dans son savant ouvrage intitulé : *Saint Eutrope, premier évêque de Saintes, dans l'histoire, la légende, l'archéologie* (Saintes, 1887, pages 472-502), reproduit la supplique et le bref, dont il donne la traduction.

Leo PP. XIII. — Ad perpetuam rei memoriam. Antiquissimum templum S. Eutropii, episcopi et martyris, qui, uti fertur, primus Santonenses populos Christi fide erudivit ipsamque fidem sanguine suo firmavit, eorumdem Santonensium religione, intra fines Rupellensis diœcesis, ipso in loco ubi Eutropius idem clarum martyrium fecit, extructum ac pluries instauratum, ut basilicæ minoris nomine ac privilegiis augeatur, a venerabili fratre Petro Maria Stephano Gustavo, episcopo Rupellensi, sui cleri et populi votis obsecundante, a Nobis flagitatur. Nos hujusce templi, quod nedum parochiale, sed merito, uti Nobis renuntiatur, cæterarum Santonensis provinciæ ecclesiarum, ob loci sanctitatem fideliumque pietatem princeps, et ex decreto civilis gubernii, ob eximiam artis præstantiam, historicum monumentum declaratum est, splendorem ac decus amplificare volentes, præfati episcopi supplicationibus ac Rupellensis cleri et populi

votis libenti animo annuendum existimavimus. Quare Apostolica auctoritate Nostra, harum litterarum vi, supradictum templum S. Eutropii, episcopi et martyris, intra diœcesis Rupellensis terminos positum, in basilicam erigimus ac talem hoc futurisque temporibus esse et fore decernimus idemque templum basilicam nuncupari et haberi volumus. Eidem prœterea templo omnia et singula privilegia, gratias, exemptiones et indulta quibus aliæ basilicæ minores quomodolibet utuntur, fruuntur, vel uti ac frui poterunt, perpetuum in modum deferimus et impertimur. Proinde decernimus has litteras nostras firmas, etc. Non obstantibus, licet speciali atque individua mentione atque derogatione dignis, in contrarium facientibus quibuscumque.

Datum Romæ apud Sanctum Petrum, sub annulo Piscatoris, die 11 maii MDCCCLXXXVI, pontificatus nostri anno nono.

Locus ✠ sigilli M. card. Ledochowski.

41. — *Saints-Donatien et Rogatien, à Nantes* (1889).

La *Semaine religieuse du diocèse de Nantes,* dans son numéro du 20 avril 1889, contenait un article intitulé : *La Basilique des saints Donatien et Rogatien,* que je reproduis textuellement, moins la traduction du rescrit pontifical :

« L'église des saints martyrs Donatien et Rogatien, patrons de la ville et du diocèse de Nantes, est désormais confirmée dans la possession séculaire de son titre de basilique mineure.

« La promulgation du rescrit pontifical, consacrant les privilèges d'un glorieux passé et les faisant revivre dans le présent et pour l'avenir, a été solennellement faite dimanche dernier 14 avril 1889. A la suite des vêpres, Monseigneur l'Évêque, assisté de plusieurs membres du vénérable chapitre de la Cathédrale, remit à M. le curé de Saint-Donatien les titres authentiques venus de Rome, afin qu'il les fît connaître aux fidèles.

Voici le texte de ce document pontifical :

Nanneten. — Rmus Dnus Julius Franciscus Le Coq, hodiernus episcopus Nanneten., Sanctæ Apostolicæ Sedi exposuit quod ecclesia sub titulo sanctorum Donatiani et Rogatiani martyrum, ipsius civitatis ac diœceseos Nannetensis principalium apud Deum patronorum, ab antiquissimis temporibus suprà eorumdem martyrum sepulchrum erecta, et curante Carolo Magno nondùm imperatore, ad gradum abbatialis elevata prædiisque ditata, nuper collegiata effecta est, postquam ex voto cleri universique populi Nannetensis magnificis artis operibus restituta fuit. Quo vero elapsi temporis decus eadem ecclesia assequatur, et insimul votivæ instaurationis

hâc ætate absolutæ memoria jugiter perseveret, idem Rmus præsul a Sanctissimo Domino Nostro Leone papa XIII enixis precibus expetivit, ut ecclesiæ ipsi titulum basilicæ, quo a primæva fundatione usque ad sæculum XII ornata fuit, confirmare dignaretur.

Sanctitas porro Sua, ad relationem infrascripti Sacrorum Rituum Congregationis Secretariæ substituti, supplicia ejusmodi vota peramanter excipiens, memoratæ ecclesiae titulum ac dignitatem basilicæ sanctorum Donatiani et Rogatiani martyrum confirmare dignatus est, cum omnibus honorificentiis ac privilegiis, quæ basilicis minoribus de jure competunt. Contrariis non obstantibus quibuscumque. Die 14 martii 1889. Carolus card. Laurenzi, præf. — Joannes Ponzi, secr., S. R. C. substitutus. Loco ✠ sigilli.

« Après la lecture du Rescrit, Monseigneur l'Évêque, dans une émouvante allocution, a salué la basilique parée de nouveau de sa couronne d'honneur; il a remercié Dieu et son Vicaire sur la terre de ce nouveau bienfait; puis il a félicité le pasteur de la paroisse, ouvrier infatigable, l'âme de toutes les grandes entreprises qui ont rendu à Saint-Donatien son antique splendeur et font refleurir dans toute sa gloire le culte des saints martyrs, protecteurs de la cité et du diocèse de Nantes. »

La concession a été faite, sur la demande de l'évêque de Nantes, par simple rescrit de la S. C. des Rites, ce qui est peu solennel, mais certainement plus économique : il est vraiment fâcheux qu'une aussi mesquine considération paraîsse être le mode adopté, qui s'éloigne beaucoup de la tradition.

Le pape confirme le *titre* et la *dignité*. L'exposé n'étant pas exact, je crains bien que l'indult ne soit entaché de quelque vice originel, car il n'y a pas autre chose qu'une confirmation[1]. Or le titre pouvait être anciennement celui de *basilique*, sans pour cela qu'on la

1. Dans une brochure intitulée : *Fêtes du 16e centenaire du martyre des SS. Donatien et Rogatien, patrons de la ville et du diocèse de Nantes* (Nantes, 1889, in-8°), on lit dans la préface : « Confirmé (ce sanctuaire) par Sa Sainteté Léon XIII dans son vieux titre de basilique mineure » (p. 3); dans le discours de M. le curé de S. Donatien : « A votre requête (de l'évêque de Nantes), Léon XIII a couronné cette glorieuse réparation des outrages du temps et des hommes, en confirmant à l'église des Saints Martyrs la possession quinze fois séculaire du titre et des privilèges de basilique mineure » (p. 9), et dans l'adresse au pape, du cardinal archevêque de Paris et des évêques présents à la cérémonie : «Martyrum Donatiani et Rogatiani fratrum, quorum Sanctitas Vestra memoriam, sepulchrum et ecclesiam primum titulo ecclesiæ collegiatæ, dein juribus basilicæ minoris confirmatis, peramanter exornavit » (p. 69).

considérât comme *basilique mineure*, à l'instar de celles de Rome. A Nantes, le mot basilique, qui paraît ancien, primitif même, si l'on veut, a pu avoir la signification précise, sans allusion à sa forme architecturale, de monument élevé à la mémoire des martyrs au lieu de leur sépulture : c'est une des acceptions admises par l'antiquité tout entière.

Mais ce *titre* local, exceptionnel, n'entraînait par lui-même aucune *dignité* spéciale, prééminence ou autre. Il est regrettable que, comme à Toulouse et à Saintes, la même ville ait deux basiliques : c'est certainement une de trop. La faveur prodiguée perd ainsi son prestige et son intérêt ; de plus, elle donne lieu à des rivalités.

### 42. — *Église de Notre-Dame-du-Roncier, à Josselin* (1891).

Mgr Bécel, évêque de Vannes, a bien voulu me communiquer le décret de la S. C. des Rites, qui érige en basilique l'église de Josselin [1], renommée par sa Vierge, que couronna Pie IX, et son pèlerinage annuel. Ce décret sera la base du bref qui confirmera l'acte pontifical et lui donnera une forme plus solennelle.

Veneten. — Extat in loco vulgo Josselin nuncupato, intra fines Veneten. diœceseos, ecclesia in honorem Beatæ Mariæ Virginis, quam vocant *Notre-Dame-du-Roncier*, antiquitate insignis, ubi simulacrum Deiparæ jam inde a sæculo nono summa religione colitur. Ad eam porro ecclesiam, utpote celeberrimum Britanniæ minoris sanctuarium, turmatim piæ peregrinationis causa confluere solent christifideles Dei Genitricem veneraturi, præsertim die VIII septembris, quando anniversaria solemnitate peragitur memoria illius diei quo ipsius Deiparæ simulacrum, Summi Pontificis nomine, aurea corona redimitum fuit anno MDCCCLXVIII. Hinc Rmus Dnus episcopus Veneten., vota depromens cleri et populi prædicti loci, Sanctissimum Dominum Nostrum Leonem papam XIII enixis precibus rogavit ut insignem ecclesiam, a Summis Pontificibus jampridem privilegiis ditatam novisque artis operibus nuper exornatam, ad dignitatem basilicæ minoris elevare dignaretur. Sanctitas porro Sua, has preces, a me infrascripto cardinali Sacræ Rituum Congregationi præfecto relatas, peramanter excipiens, ecclesiam vulgo *Notre-Dame-du-Roncier* nuncupatam, titulo ac dignitate basilicæ adaugere dignata est, cum omnibus privilegiis atque honorificentiis queis minores Urbis basilicæ gaudent. Voluit tamen Sanctitas Sua

1. *Histoire du pèlerinage de N.-D.-du-Roncier*, par Max Nicol ; Vannes, 1886, in-16 avec 4 planches.

ut super hoc decreto expediantur litteræ apostolicæ in forma brevis. Contrariis non obstantibus quibuscumque. Die XII aprilis MDCCCXCI.

✝ Caj. card. Aloisi-Masella, S. C. præfectus. Vinc. Nussi, secret.

Pénétré de l'esprit romain, M. le doyen Simon m'a prié de lui rédiger une inscription commémorative, dont voici la teneur :

*Armes de Mgr Bécel, — de Léon XIII, — de la basilique.*

MEMORIA. SIT. IN AEVVM
QVOD
ANNO. REP. SAL. M. DCCC. LXXXXI
ORDINATIONIS. SVAE. XXV
SVPPLICANTE. ILLMO. AC. RMO. DNO
D. IOHANNE BECEL
EPISCOPO. VENETEN.
LEO. XIII. PONT. MAX.
LITTERIS. APOST. IN FORMA. BREVIS
ECCLESIAM. DECANALEM. B. M. DE. RVBETO
TITVLO. DIGNITATE. PRIVILEGIISQ.
BENIGNE. SVBLIMARIT
ADSIMILANS. EAM. BASILICIS. MINORIB.
VRBIS ROMAE

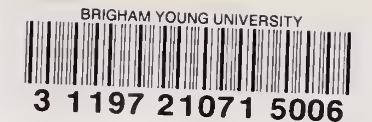
L. SIMON. DECANVS. LAPIDEM. GRATVS. POSVIT

# TABLE DES MATIÈRES

---

# TABLE ALPHABÉTIQUE DES MATIÈRES

Poitiers. — Imp. Blais, Roy et Cie, rue Victor-Hugo, 7.


BRIGHAM YOUNG UNIVERSITY
3 1197 21071 5006



